



HAL
open science

Gisements nationaux et terres communes : étude des reconfigurations juridiques, géologiques et politiques du traitement des sols et des sous-sols groenlandais à partir de l'ethnographie du projet minier du Kuannersuit

Pia Bailleul

► **To cite this version:**

Pia Bailleul. Gisements nationaux et terres communes : étude des reconfigurations juridiques, géologiques et politiques du traitement des sols et des sous-sols groenlandais à partir de l'ethnographie du projet minier du Kuannersuit. Anthropologie sociale et ethnologie. Université de Nanterre - Paris X, 2022. Français. NNT : 2022PA100039 . tel-04368912

HAL Id: tel-04368912

<https://theses.hal.science/tel-04368912>

Submitted on 2 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Membre de l'université Paris Lumières

Pia Bailleul

Gisements nationaux et terres communes : étude des reconfigurations juridiques, géologiques et politiques du traitement des sols et des sous-sols groenlandais à partir de l'ethnographie du projet minier de Kuannersuit

Thèse présentée et soutenue publiquement le 09/06/2022
en vue de l'obtention du doctorat d'Anthropologie de l'Université Paris Nanterre
sous la direction de Mme Sophie Houdart (Université Paris Nanterre)

Jury :

Rapporteur :	M. Pierre-Yves Le Meur	Anthropologue, directeur de recherche, IRD-Université Montpellier 3
Rapporteur :	M. Sylvain Piron	Historien, directeur d'études, EHESS, chaire de l'Histoire intellectuelle des sociétés médiévales
Membre du jury :	Mme Irène Bellier	Anthropologue, directrice de recherche, CNRS-EHESS
Membre du jury :	M. Pierre Charbonnier	Philosophe, chargé de recherche, CNRS-Science Po
Membre du jury :	Mme Béatrice Collignon	Géographe, professeure, Passages-Université Bordeaux-Montaigne
Membre du jury :	M. Jean-Michel Huctin	Anthropologue, maître de conférences, CEARC-Université Versailles Saint-Quentin en Yvelines
Membre du jury :	Mme Sezin Topçu	Sociologue, chargée de recherche, CNRS-EHESS



Figure 1: Pendentif d'Aviaq
Source : ©PiaBailleul

« C'est de la cryolithe de la mine du fjord d'Arsuk, c'est mon mari qui l'a extraite dans les années 1970 ! »

Aviaq, mai 2018

Remerciements

J'adresse mes plus sincères remerciements à ma directrice de thèse, Sophie Houdart. Par sa bienveillance exceptionnelle et la richesse de son encadrement, elle m'a permis de mener à bien ce travail. Je la remercie également pour sa présence constante et son soutien à des moments clefs, durant le terrain ou lors des demandes de financements.

Je souhaite exprimer toute ma gratitude aux membres du jury : Pierre-Yves Le Meur et Sylvain Piron, pour avoir accepté le rôle de rapporteur ; Béatrice Collignon et Jean-Michel Huctin, pour leur participation au comité de suivi individuel depuis la deuxième année de thèse et leurs conseils avisés ; Irène Bellier et Sezin Topçu, pour avoir commenté et encouragé ce travail à différentes étapes ; Pierre Charbonnier, pour l'inspiration que j'ai puisée dans ses travaux et son intérêt pour une recherche à priori éloignée de sa discipline.

J'adresse ma reconnaissance aux organismes qui ont assuré les conditions matérielles de réalisation de cette thèse. Je remercie d'abord la Comue Paris Lumières qui m'a alloué un contrat doctoral de septembre 2017 à 2020 et l'Université Paris Nanterre qui l'a prolongé de quelques mois pour répondre à la situation particulière posée par la crise sanitaire de la Covid-19. Je remercie ensuite le musée du Quai Branly qui m'a décerné une bourse de rédaction d'une année, et a allongé de douze mois sa contribution pour les mêmes raisons. Pour finir, je remercie le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) qui m'a accueillie et a soutenu financièrement les terrains, ainsi que l'École doctorale 395 qui a aussi apporté des contributions financières.

Mes remerciements vont aux chercheurs et aux chercheuses qui ont apporté un soutien à mon travail et m'ont aidée à avancer. Je pense à Fabienne Wateau et à Emmanuel de Vienne, qui, durant le Master, m'ont accompagnée dans mes interrogations groenlandaises et m'ont guidée dans la bascule vers le doctorat. Je leur adresse toute ma reconnaissance. Ma gratitude va également aux membres du collectif NowHere – Elisabeth Bernard, Alexis Gouéré, Laurence Marty et Sophie Houdart – ainsi qu'au Groupe de recherche AREES, et plus particulièrement à Camille Escudé-Joffres, Emilie Gauthier et Jean-Michel Huctin. Je remercie sincèrement les fidèles du séminaire d'écriture Graduate Seminar, Hélène Bloch, Pierre Depardieu, Monica Heintz, Sophie Houdart, Charlotte Pescayre, Isabelle Rivoal, Anne de Sales, Camille Van Deputte et Julia Vogel. Mes remerciements vont aussi aux personnes qui ont alimenté les réflexions de cette thèse dans différents cadres : Sezin Topçu, lors du séminaire Anthropologie à Nanterre, Irène Bellier, Christine Demmer, Frédéric Laugrand et Thierry Rodon, durant le séminaire de recherche du musée du Quai Branly, l'équipe du séminaire de recherche sur l'exploitation minière de l'Institut de recherches pour le développement, l'équipe du Département de la recherche et de l'enseignement du musée du Quai Branly, ainsi que Grégory Delaplace, qui a participé à mon comité de suivi individuel

aux côtés de Béatrice Collignon et de Jean-Michel Huctin.

Mes pensées vont aux personnes qui, au Groenland, m'ont ouvert leur porte et ont accepté de partager un peu de leur quotidien avec moi. Je remercie Hans, Kristian et les autres militants anti-uranium de l'association Urani Naamik avec qui j'échange depuis le printemps 2016 de m'avoir laissée ajouter ma voix à la leur, et d'avoir contribué de leurs paroles à ce travail. J'adresse ma gratitude aux travailleuses et travailleurs des musées, Vivian Andersen, Tuku et Dan Ullerup à Qaqortoq, Jesper Enevoldsen et Oleeraq Nielsen à Narsaq, Lasse Meyer, Klaus et son ami David à Nanortalik. Je remercie les familles Lund et Frederiksen de m'avoir hébergée au sein de leurs fermes, de m'avoir permis de partager un peu de leur quotidien et d'avoir consacré du temps à mon enquête. Ma reconnaissance va également aux dames de Qaqortoq qui m'ont appris à connaître leur région à travers leurs histoires, et à Nick Bæk Heilmann avec qui j'ai habité à Nuuk et qui m'a aidée à naviguer dans la ville. J'adresse une pensée toute particulière à Julie Bach, Marie-Louise Frederiksen et Heidi Zilmmer qui, en plus de faciliter certaines relations et de contribuer à ce travail, m'ont redonné le sourire dans les moments de terrain difficiles.

Je remercie mes proches pour leur soutien indéfectible et sans quoi ce travail n'aurait pu aboutir. Je remercie mes parents, mon frère, ma belle-sœur et leurs enfants pour leur présence et leurs encouragements. J'adresse une pensée particulière à ma mère, qui a patiemment relu et corrigé toutes ces pages. Je remercie Léa, Lisa et Rosalie qui ont vu naître mon enthousiasme pour l'anthropologie il y a dix ans et ont soutenu le projet puis la réalisation de cette thèse. Merci à elles et au groupe de l'Île d'Aix, Chloé, Julien, Lulu de Laval, Quentin, Samy et les autres pour ces bouffées d'énergie au détour d'un chapitre. Je pense aussi à Camille Viot, acolyte de terrain et d'écriture. Merci pour les conseils, les encouragements et les interminables disputes. Enfin, j'exprime toute ma gratitude à ma compagne, Hélène Bloch, de m'avoir aidée tout le long de cette thèse à « trouver le mot juste ». Merci pour les innombrables relectures, pour l'enthousiasme à essayer de comprendre nos montagnes et nos planifications, pour la confiance.

Sommaire

Introduction générale.....	10
PARTIE I : GISEMENTS.....	33
Introduction de la partie I	
Chapitre 1 - Ondes et tremblements dessinent l’empreinte de Kuannersuit.....	35
1. Tremblements de terres	
2. Reliefs miniers	
3. Sillons de « l’éclaireur »	
Chapitre 2 - « Ils ont volé nos terres » Gouvernement, exploitation et structuration du territoire durant la colonisation.....	83
1. Des débuts chaotiques à l’implication des rois : appropriation idéologique et occupation du territoire groenlandais par la Couronne danoise, 1721-1782	
2. Hégémonie culturelle et politique coloniale : les reconfigurations économiques et sociales du Groenland au XIX ^{ème} siècle	
3. La danisation du territoire au XX ^{ème} siècle : l'armature matérielle de la nation groenlandaise	
Chapitre 3 - L'indépendantisme minier, de la projection à l'exécution d'un programme politique.....	126
1. De la « population » au « gouvernement » du Groenland : encadrement et différenciation des droits sur les sols et les sous-sols	
2. La « surchauffe » des mines et des projets, un régime technopolitique pour l'indépendantisme minier	
Conclusion de la partie I.....	173

PARTIE II : FILONS.....175

Introduction de la partie II

Chapitre 4 - De la montagne occupée à la montagne expertisée : les régimes d'appréhension de Kuannersuit s'entrechoquent.....178

1. Quand le trou dans la montagne révèle les traces et les sources du régime géologique
2. L'industrie en héritage : la mine abandonnée contribue à forger une solidarité territoriale
3. Expertise et catégorisation spatiale : le projet déracine la montagne

Chapitre 5 - Des inquiétudes, un lac et des déchets. Le territoire du projet est affecté.....231

1. Un horizon « mitigé »
2. Le régime industriel bouscule les frontières
3. « Un vacarme irrépressible »

Chapitre 6 - Le projet de Kuannersuit depuis Narsap Ilua : Narsaq et ses montagnes affectées au secteur minier.....278

1. « Au pied d'une montagne vaporeuse... »
2. La construction du tourisme sur la Terre d'Erik le Rouge : la catégorisation physique, administrative et idéologique de l'espace
3. Les pierres patrimonialisées renforcent les pierres minées

Conclusion de la partie II.....324

PARTIE III : STRATES.....326

Introduction de la partie III

Chapitre 7- Classification, marchandisation et régulation des minerais :	
la « zone frontière » organise les strates de la nation groenlandaise.....	329
1. Recensement et promotion des minerais : la zone frontière redessine les contours du Groenland	
2. La zone frontière comme idéologie et industrie structurantes	
3. L'uranium groenlandais, le minerai qui n'en serait jamais un	
Chapitre 8 - « Au Groenland, <i>nuna</i> n'appartient à personne » ?	
Les projets miniers scellent un pouvoir d'État.....	383
1. L'enclosure des communs : la production du territoire de l'État altère <i>nuna</i>	
2. Légalisation, consultation et représentation : le gouvernement public des terres	
Conclusion de la partie III.....	437
Conclusion générale.....	439
Table des matières détaillée.....	447
Table des figures.....	453
Bibliographie.....	454
Résumé Abstract.....	486

Introduction

Mai 2018. Aviaq me retient à la fin du dîner que nous partageons. Elle s'en va récupérer quelque chose dans sa chambre, tandis que je l'attends à l'entrée du salon. Il est presque 20 heures et le soleil est encore vif, il éclaire d'une lumière chaude la pièce qui regarde vers l'ouest. La vieille dame revient avec une petite boîte en carton noire qu'elle tient précieusement dans ses mains calleuses. Elle a quatre-vingts ans passés et nous dînons, déjeunons et marchons régulièrement ensemble depuis mon arrivée à Qaqortoq, à la fin du mois de mars. Je ne me souviens plus si c'est elle ou moi qui soulève le couvercle cartonné, mais j'entends encore ses paroles, « C'est de la cryolithe de la mine du fjord d'Arsuk, c'est mon mari qui l'a extraite ». Alors qu'elle me met l'objet dans les mains, je me remémore tout ce qu'elle m'a transmis d'Ivittuut, la mine de cryolithe par laquelle, selon Aviaq, toutes les familles de la ville sont passées. Son mari, décédé depuis, y a travaillé pendant plusieurs années. Le vocabulaire en groenlandais me manque pour saisir tous les métiers qu'il y a exercés, mais je comprends qu'il a été maçon, mineur, cantinier. Aviaq insiste, « c'est de la cryolithe ! », et m'explique que son mari l'a extraite pendant qu'il travaillait. Je demande en souriant si c'était légal, et elle éclate de rire. Plus tard, je la questionnerai. Comment a-t-il poli la pierre ? Comme l'a-t-il montée ? Elle ne connaît pas les détails mais elle reconstitue une histoire, pour me répondre. Elle me dit qu'il a « sans doute » été aidé par des agents de la mine d'Ivittuut pour le découpage, puis par des artisans de la ville, qui disposaient de machines à polir et à graver, pour les finitions. Aux traces de substances orangées et jaunâtres qui marquent le dos de la pierre à l'endroit où elle est fixée sur l'alliage de métal, je suppose qu'il a lui-même arrangé le pendentif, et qu'Aviaq et lui l'ont recollé au fil des années.

Lorsque je m'en vais, le pendentif offert dans la poche, je commence à sentir la force des univers qui s'agitent autour de la pierre noire et verte. Je passe mon pouce sur sa surface régulière, douce, et je soupèse sa masse légère. La question que je me pose alors deviendra l'un des fils conducteurs de cette recherche. Quelle est la nature des liens qui connectent les résidents aux pierres ? Alors que les manifestations contre le projet minier de Kuannersuit et contre l'exploitation de l'uranium auxquelles j'avais participé au printemps 2016 à Nuuk avait fait de l'opposition mon premier prisme d'approche, l'objet d'Aviaq me renverse. Il rend tangible une sensibilité que j'ai entrevue au fil de mes terrains, contenue dans les petites pierres mises en démonstration sur les rebords de fenêtres et, aussi, dans les manifestations. De retour chez moi, je découvrirai qu'il y a peu de chance que le pendentif soit fait de cryolithe, qui est blanche, et dans ce décalage réside ma deuxième question de recherche. À quoi tient un minerai exploité au Groenland ? Si son mari a cru qu'il s'agissait de cryolithe, c'est certainement parce que son travail était d'extraire ces roches noires et vertes desquelles les filons de cryolithe étaient ensuite séparés et expédiés en dehors du pays. Derrière cette pierre se cache ainsi toute une gamme de règles et de normes, dont certaines relèvent de

champs divergents, qui aboutissent à l'attribution d'un statut à un caillou. C'est à ces compositions que cette thèse s'intéresse.

Le projet minier de Kuannersuit, de l'objet d'étude au miroir grossissant

Sujet de la thèse

Deux ans plus tôt, au printemps 2016, dans le cadre d'une ethnographie parlementaire portant sur le système politique groenlandais menée à Nuuk pour un Master de recherche, je rencontre le mouvement anti-uranium. J'intègre l'association Urani Naamik, « Non à l'uranium », et je me familiarise avec le conflit autour du projet minier de Kuannersuit. Il s'agit d'un plan d'exploitation d'uranium, de terres rares et de zinc porté par la compagnie australienne Greenland Minerals pour la montagne Kuannersuit, située dans le sud du Groenland. L'entreprise détient la licence d'exploration et mène des campagnes géologiques depuis 2007, et en ce début d'année 2022 elle n'a toujours pas reçu d'autorisation de construire la mine. À travers les manifestations conduites à Nuuk en 2016, je comprends que ce sont les questions de gouvernance et de radioactivité qui suscitent une opposition tant nationale que locale à l'encontre de ce projet. Au sein du Parlement, où j'effectue également des observations, ce sont les enjeux autour de la forme de gouvernement des sous-sols qui divisent les députés. La répartition des pouvoirs d'administration et le statut légal des terres, des minerais et des Groenlandais sont mis en débat. Avec ces deux perspectives, je prends conscience que le projet de Kuannersuit bouscule les rapports collectifs aux terres, qui seront progressivement élevés au rang d'enjeux nationaux.

Si le travail de thèse a permis de poser cette définition, il aura fallu effectuer deux parcours pour en arriver là. Le premier a constitué en l'étude du projet de Kuannersuit en tant qu'objet de recherche. Pourquoi suscite-t-il polémique ? Quels en sont les acteurs ? De quoi est-il fait ? Cette démarche m'a permis de le décrypter et de saisir ses zones d'influence, c'est-à-dire de capter les domaines et les espaces qu'il bousculait. Je l'ai alors perçu dans la juridiction sur les sous-sols, dans le système foncier, et dans les rapports locaux et communs au territoire. De cette manière, le projet de Kuannersuit est aussi devenu le miroir grossissant d'une situation de tensions autour des traitements réservés aux terres, élargissant ma perspective à celles des relations et des voies de gestion et d'exploitation des souterrains et des surfaces. Avec ces deux parcours aux focales tantôt distante et rapprochée, la thèse s'attache ainsi à saisir le tissu d'opérations qui aboutit à la composition et aux formes de relations aux terres, et à souligner les reconfigurations qu'elles traversent avec le projet de Kuannersuit.

Distanciation critique

Passer par le projet minier pour aborder le champ des rapports aux terres a exigé un double travail de distanciation. Pour pouvoir saisir la mine en projet de Kuannersuit en tant qu'objet de l'étude, je l'ai d'une part traitée comme un existant étranger. Les domaines industriel, géologique, technique, juridique et politique qui en sont les piliers sont devenus de lointains univers à déchiffrer. Si les secteurs juridique et politique dressaient une barrière immédiate en raison des efforts de traduction du groenlandais et du danois ainsi que de la compréhension de leurs vocabulaires et de leurs normes légales, j'ai dû déconstruire volontairement les autres dimensions. En effet, la mondialisation de l'industrie minière m'avait forgé une familiarité par imprégnation que j'ai dû découdre. J'ai donc opéré une mise à distance dans le but de capter de nouveaux aspects du sujet, mais également pour ne pas situer ma recherche du côté du projet. En effet, il est rapidement apparu sur le terrain que les mots de l'industrie minière, de la géologie et de leurs agents n'étaient ni neutres ni collectivement reconnus. Pour me lier à mes interlocuteurs et traiter au plus près leurs paroles, il fallait donc en passer par une neutralisation de l'évidence minière, et en premier lieu de son vocabulaire. J'ai ainsi porté une attention particulière aux termes employés durant l'ethnographie et dans ce manuscrit. Tout le long du récit, je recours à « souterrain » et « surface » lorsque j'ai besoin de partitionner l'espace terrestre. J'ai sélectionné ces mots car, d'après mon étude, ils ne relèvent d'aucun des champs précédemment listés. Je ne les ai pas non plus entendus dans le cadre des manifestations d'opposition au projet ou d'échanges avec les populations avoisinant la montagne Kuannersuit. Ils constituent ainsi mon propre prisme d'approche de l'objet. À l'inverse, le recours aux expressions « sous-sol », « sol », « terrain » ancre le propos dans les domaines de l'industrie et des législations qui y ont trait. Ces sont les termes utilisés dans le cadre des lois et des contrats avec les compagnies minières. Pour finir, « la terre » et « les terres » sont utilisées par tous les champs du projet et tous les interlocuteurs auxquels j'ai fait face, par le dialogue ou le texte. Ils y mettent un sens différent que j'étudie dans ce travail, et l'expression permet ainsi d'englober simultanément l'espace auquel s'intéresse ma thèse et les univers qui le définissent. J'ai néanmoins fait le choix de parler des sols et sous-sols dans le titre pour mettre en lumière le mouvement que je décris au fil des chapitres, celui de la révision générale des droits d'usages et d'accès aux terres des résidents groenlandais au profit de l'industrie minière.

Tout en relevant d'un objectif analytique, ce procédé autour du vocabulaire renvoie également à la seconde distanciation, celle de ma propre situation. Cela a consisté à objectiver ma place et mes choix d'enquête dans la récolte et l'analyse des données. Cette démarche est différente d'une neutralisation, qui aurait nié la dimension subjective du travail anthropologique. Par ce mouvement, je souligne au contraire les liens entre ma compréhension de la situation autour de Kuannersuit et ma propre relation affectée au sujet. Ces attaches s'expriment dans un premier temps dans le choix même du sujet de la thèse, issu du militantisme que j'ai mené à Nuuk avec l'association opposée à l'exploitation de l'uranium, Urani Naamik (« Non à l'uranium »), au printemps 2016. J'y observais le fonctionnement du

Parlement et n'envisageais pas de croisement entre ces activités. Pourtant, l'ampleur de la mobilisation opposée au projet minier de Kuannersuit a fait pénétrer les problématiques uranifères au sein de l'institution, rendant flagrante ma participation à l'objet que j'étudiais. Au terme du Master, c'est en raison de la sensibilité aux enjeux autour de l'exploitation de l'uranium au Groenland que cette situation avait fait naître en moi que j'ai élaboré le sujet de la thèse. Cette relation à la mobilisation et au projet a dans un second temps influencé l'enquête. Je me suis distanciée d'Urani Naamik pour appréhender autrement que par le tandem pour ou contre la situation autour de Kuannersuit. En raison de la diversité des positions, arguments et questionnements des soutiens et des opposants que j'avais déjà appréhendés, j'ai établi une hypothèse de travail en interprétant la confrontation comme une agitation globale. Plus qu'une bataille pour site minier délimité, elle était symptomatique de troubles profonds dans les rapports aux terres. Dès lors, il s'agissait d'établir des outils et de trouver des concepts pour comprendre ces perturbations.

« Une place pour les histoires » : une méthode pour saisir le projet minier

L'étude des rapports aux terres par le projet de Kuannersuit a posé deux problèmes, tant au moment des enquêtes qu'à celui de la rédaction du manuscrit, ceux de la temporalité et de la spatialité du sujet. Où faire débiter le projet ? À quelle date ? Plus que de simples choix d'ordre chronologique, les réponses à ces questions constituent en elles-mêmes des choix théoriques et analytiques. À la première question, je pourrais répondre que le projet débute dans la montagne Kuannersuit, là où se situent les gisements, et à la seconde question qu'il est l'héritier des campagnes d'exploration géologique uranifères menées depuis les années 1970 par des groupes de recherche danois. Selon ce regard, le projet porté par Greenland Minerals serait le relais d'un projet bien plus ancien pour les filons, révélant alors la prégnance du répertoire géologique dans les rapports aux terres. Toutefois, à cette perspective je pourrais privilégier celle des rapports indépendantistes aux surfaces et aux souterrains, et localiser le projet minier dans les arcanes administratives et politiques de Nuuk. Il relèverait alors des synthèses d'évaluation, des PowerPoints et des échanges de mails entre les agents publics et privés de l'industrie minière, supports qui font partie du corpus étudié dans cette recherche. Cet ancrage ferait valoir la temporalité bureaucratique du projet. Il naîtrait en 2007, lors des premières démarches officielles de la compagnie Greenland Minerals, et entraînerait le regard vers le futur, puisque le secteur minier est élaboré au Groenland dans une continuelle perspective projective. À ces critères géologiques et indépendantistes de définition des bornes du projet de Kuannersuit s'ajoutent également les rapports locaux, déployés par les habitants des localités entourant la montagne, ceux des personnes opposées à l'exploitation de l'uranium partout dans le pays, ou encore ceux des législations sur les sous-sols et les sols. Avec cette rapide énumération, je souhaite montrer que la manière de délimiter et de raconter le projet de Kuannersuit est déjà une forme d'analyse, mais aussi que son objectivation fait de cet effet un moyen de compréhension des rapports globaux aux terres et de leurs traitements. Sur le terrain

et à l'écriture du manuscrit, j'ai fait de cette problématique mon angle d'approche du sujet.

Cette posture qui souligne les influences entre la forme de l'analyse et son fond s'inspire des travaux d'histoire environnementale de l'historien William Cronon. Dans un article publié en 1992, l'auteur opère une analyse critique de la manière dont l'environnement et l'écologie sont intégrés à l'analyse historique¹. S'appuyant sur son étude de la colonisation nord-américaine par les Européens, il souligne l'évincement systématique des transformations écologiques qu'ils y menèrent ainsi que des phénomènes naturels qui influencèrent leur installation. Plus qu'un simple oubli, il affirme que cette perspective a contribué à fonder la doctrine de la *frontier*, idéologie de conquête du territoire par sa domestication et son exploitation, ainsi que celle de la *wilderness*, concept qui dépeint les espaces comme non-anthropisés et sauvages. William Cronon insiste sur les effets politiques de cette invisibilisation des pratiques écologiques européennes et de celles des populations autochtones, la *frontier* ayant été utilisée comme théorie de justification de la colonisation et la *wilderness* se trouvant toujours au cœur de la logique de contrôle des parcs nationaux². L'historien engage alors à deux réorientations. D'une part, il s'agit d'accorder une place aux phénomènes écologiques et environnementaux dans les analyses portées. Cet impératif pose la question de l'appréciation de ces objets et de leur interprétation par le chercheur, conduisant d'autre part à un exercice d'écriture. William Cronon soutient que pour éviter la production d'une histoire qui s'affirme ensuite comme hégémonique et dont s'oublie les biais de production – telle que celle de la découverte et de la conquête américaine par les Occidentaux – il faut repenser la manière de produire du savoir et questionner la place du producteur. L'historien prend l'exemple de l'histoire racontée par la chronique, qui illustre la nécessaire sélection des données ainsi que le partage que ce processus effectue entre ce qui est considéré comme pertinent, intégré, et ce qui ne l'est pas, et se trouve évincé. Cet exemple correspond bien au cas du projet de Kuannersuit, dans lequel cet enjeu de sélection des faits s'est posé à chaque étape et m'a amenée à me questionner sur la forme et la consistance de l'histoire des terres que j'allais faire. La réflexion qui ouvre cette section décrit cet enchaînement analytique qui aboutit à un récit situé à partir d'un raffinement initial de la donnée. Pour embrasser cette problématique et avancer un outil de dépassement des biais de sélection, l'historien propose de ne plus faire l'histoire, mais de « raconter des histoires »³. Cette posture ne s'affirme pas comme un relativisme, elle consiste au contraire à reconnaître les faits et les analyses comme des construits situés qui dépendent de la situation du « narrateur » et des « récits » qu'il décide de porter. Donner « une place pour les histoires » s'affirme ainsi comme une méthodologie d'approche et de production du savoir que j'ai essayé d'adopter dans l'étude ethnographique et l'écriture de la thèse.

1 Cronon, William, « A place for stories : nature, history and narratives » *The journal of american history*, Bloomington, Organization of american historians, vol 78, n4, 1992, pp1347-1376.

2 Voir plus particulièrement ses ouvrages Cronon, William *Changes in the land. Indians, Colonists, and the Ecology of New England* New York, Hill and Wang, 1983 ; Cronon, William *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New York: W. W. Norton & Co., 1996.

3 En version originale anglaise, cette distinction est amenée par les termes *history* et *story*.

Les premières observations : Nuuk, au printemps 2016

Avant de décrire l'enquête menée durant la temporalité de la thèse, je passe par le terrain que j'ai conduit pendant mon Master d'anthropologie, et dont je reprends un certain nombre de données. Ce terrain est aussi important à introduire car il explique le recul que j'ai sur le sujet, que j'ai commencé à étudier dès l'année 2014. En effet, j'ai effectué mon Master en trois années, dont un semestre passé à Copenhague pour de l'étude documentaire et l'apprentissage du danois. Cela m'a offert un recul sur l'évolution du projet et des mobilisations à son encontre, et m'a permis de discerner des constantes et variations dans ce conflit pour les terres.



Figure 2: Le Groenland - Nuuk et Narsaq
Source : GoogleEarth, modifié par ©PiaBailleul

J'ai séjourné à Nuuk entre mars et juin 2016 dans le cadre d'une recherche portant sur la gestion parlementaire de la mobilisation sociale contre l'exploitation de l'uranium et le projet de Kuannersuit. J'y ai conduit une dizaine d'entretiens non-dirigés avec des députés à propos du fonctionnement de l'institution et sur leurs parcours politiques, mené des observations des séances plénières du Parlement ainsi que des observations flottantes dans les couloirs, les bureaux et les salles de pause. Je parlais alors anglais, majoritairement, et danois avec mes interlocuteurs. J'écoutais également les séances parlementaires en danois. Dans cette thèse, je fais usage de données recueillies dans le cadre des entretiens et des observations des sessions. J'ai également participé au mouvement anti-uranium lors de ce terrain, et exploite des entretiens et des observations issues de ma participation. En respect de l'accord passé avec les

autres membres de l'association Urani Naamik, je n'utilise aucune information recueillie durant les réunions d'organisation et tous les participants sont anonymisés. Les propos utilisés et rapportés sont tous issus de discussions menées de façon informelle et avec l'accord des personnes concernées. Je présenterai dans la quatrième section de l'introduction le Parlement et l'organisation Urani Naamik, ainsi que les autres collectifs avec lesquels j'ai cheminé. J'alimente également cette étude des observations des deux manifestations qui rassemblèrent environ cinq cents individus à Nuuk les 8 avril et 19 mai 2016.

Il était important d'inclure ce terrain au corpus de la thèse en raison de la compréhension de la mobilisation autour du projet qu'il m'a permis d'acquérir. J'y ai saisi les arguments pour et anti-mine, qui portent toujours vers l'enjeu pour ou anti-uranium. Minerais et projet sont indissociables et se trouvent analysés à l'aune des enjeux écologiques, économiques, sociaux et politiques de l'industrie minière groenlandaise. Néanmoins, les observations menées au Parlement et au sein des manifestations m'ont aussi donné à comprendre le caractère total du projet de Kuannersuit qui dépasse la question uniquement minière pour concerner les rapports collectifs aux terres. Après ce terrain est ainsi apparue évidente la nécessité de me décaler et d'aller voir la montagne Kuannersuit. Je discernais qu'en dépit de sa qualité de projet, c'est-à-dire comme objet non-encore réalisé, il opérât des mouvements dans la région ciblée. C'est avec cette sensation que j'ai amorcé la thèse et forgé la démarche de suivi du projet minier, et me suis déplacée de six kilomètres vers le Sud pour m'installer à côté de Narsaq, la ville voisine de la montagne Kuannersuit, visibles sur les figures deux et trois.

L'ethnographie des discordances

En février 2018, je suis inscrite en thèse depuis septembre 2017 lorsque j'arrive dans le sud du Groenland, à côté de Narsaq. À mon arrivée, j'ai en tête d'effectuer des circonvolutions autour de la montagne Kuannersuit et de Narsaq, dans le but de tester l'hypothétique présence du projet minier. Je m'installe à la ferme Inneruulalik, tenue par le couple Naasu et Piitaaq Lund, située à sept kilomètres de Qassiarsuk. Le village est visible sur la troisième figure. J'y rencontre quatre autres tenants d'exploitations agropastorales et j'essaie de saisir si le projet minier se fait sentir. Les résidents de Qassiarsuk l'éprouvent-ils ? Comment ? La méthode que j'adopte et que je garderai tout le long de mon enquête est simple : ne jamais poser la question à propos du projet en premier. Je me présente comme anthropologue française travaillant sur l'industrie minière du pays. Je reste durant un mois dans la ferme où je loue ma chambre et partage le quotidien du couple, et c'est progressivement que le projet apparaît. Si Naasu et Piitaaq m'en parlent directement, c'est au rythme de mon apprentissage du groenlandais que je comprends qu'il s'agit d'un sujet d'échange récurrent avec les voisins que nous croisons. À la fin du mois de mars, ils veulent retrouver leur tranquillité et me déposent à Qaqortoq, à presque deux heures de bateau de Qassiarsuk.

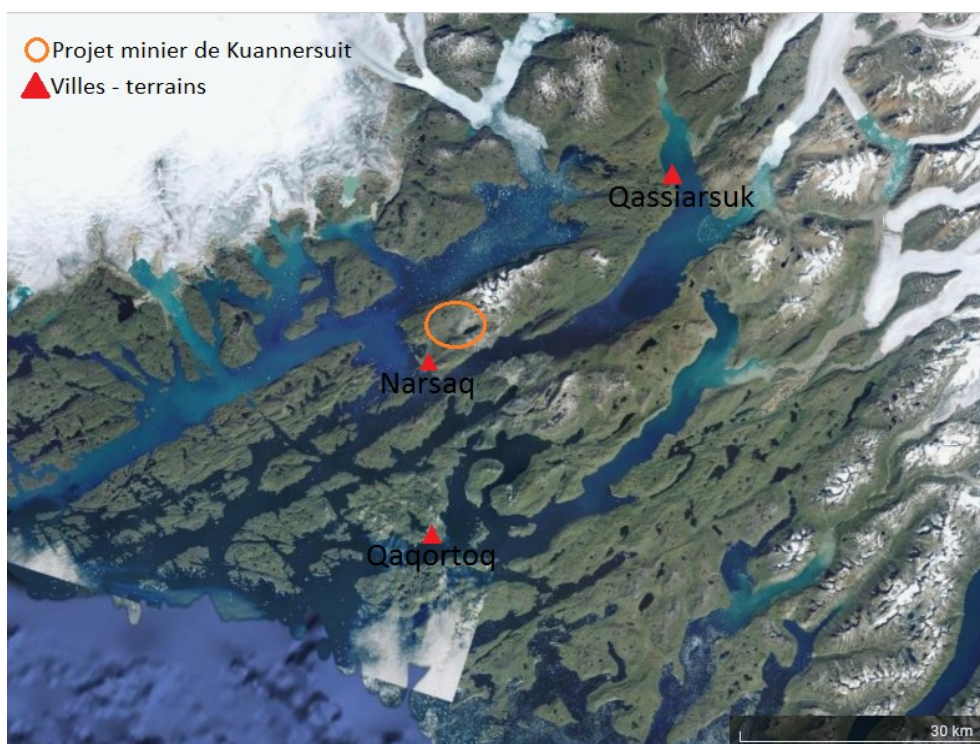


Figure 3: Région d'implantation du projet de Kuannersuit

Source : GoogleEarth, modifié par ©PiaBailleul

À Qaqortoq, visible sur la troisième figure, je loue une chambre dans la maison d'une vieille dame, Karen, qui m'aide d'abord à trouver un professeur de groenlandais⁴. Après moult refus, une voisine accepte, Marinnguaq. Elle est institutrice à la retraite, mais abandonne après quelques échanges en raison de la difficulté de la tâche. Enseigner une langue n'est pas chose aisée, et elle m'oriente vers Oqaasileriffik, le Secrétariat au langage de l'Université de Nuuk où je prendrai des cours à l'automne 2018. Nous continuons néanmoins à nous fréquenter et échangeons dans un mélange d'anglais et de groenlandais, bricolage qui me permettra d'acquérir une maîtrise suffisante de la langue pour naviguer en autonomie. Je rencontre ses amies, dont Aviaq, retraitées ou travaillant dans l'enseignement, et elles deviennent mon réseau d'informatrices et de compagnes de terrain. Durant les trois mois que je passe dans la ville, je me laisse porter par leurs activités. Nous allons ramasser des baies et des plantes aromatiques dans les collines environnantes, nous participons aux soirées bingo organisées par la municipalité, et nous dînons ensemble. Lors de ces occasions, je leur raconte ce que j'apprends au musée d'histoire locale, structure qui devient mon point de repère, tout en permettant à mes interlocuteurs de mieux comprendre la nature de mon travail. J'y retournerai dans les autres villes sud-groenlandaises. Au contact des administrateurs des musées, je saisis différents pans de l'histoire régionale et les voies par lesquelles la colonisation s'est imposée. À Qaqortoq, la directrice Vivian Andersen me laisse étudier des albums photos tenus par des

4 Il n'y a aucun cours de groenlandais en dehors de ceux prodigués par l'Université de Nuuk.

officiels de l'armée et de l'administration danoise au début du siècle dernier et sur lesquels aucun historien ne s'est encore penché. Ils ne sont pas référencés, et sont rangés sur les étagères de la réserve.

Le réseau que forme mon cercle de dames et le musée m'amène à rencontrer des personnalités de la mairie et du secteur touristique, que j'ai anonymisées. Ce flux d'interlocuteurs dessine une image de la région et j'y sens le projet de Kuannersuit, par propos directs qui l'évoquent et propos indirects qui ont trait à ce qu'il affecte. Les circonvolutions territoriales prennent ainsi progressivement la forme d'une ethnographie qui saisit les remous du projet. Je vois de quelles manières il bouscule le secteur touristique, quelles ambitions personnelles il altère, dans quelles histoires et quels plans régionaux il s'inscrit. Ce mode de présence qui passe tant par le sensible que les signaux matériels que je capte affine ma méthode, je réalise que je mène une ethnographie des discordances. C'est-à-dire que je suis rendue sensible à ce qui discord au contact du projet minier, aux choses qui sautent, qui tressaillent, qui s'affectent. À la fin du mois de juin, je quitte Qaqortoq pour passer le mois de juillet à Qassiarsuk, dans la ferme des Frederiksen, où je reprends les échanges avec les éleveurs. Les discordances se précisent, tandis que l'actualité de l'uranium m'incite à me rendre à Nuuk. Des députés déposent une proposition de référendum consultatif sur la question de l'exploitation de l'uranium, et la compagnie Greenland Minerals s'est vue valider un document important de sa candidature.

Je passe les mois de septembre à décembre 2018 à Nuuk, où je mène des observations parlementaires, où je retrouve mes partenaires d'Urani Naamik, et où je suis des cours de groenlandais⁵. Cette fois-ci, j'écoute en groenlandais et non plus en danois les interventions parlementaires, forte de l'apprentissage de la langue entamé en février. Je comble mes incompréhensions par l'étude des documents parlementaires relatifs aux lois discutées, et je tire les fils législatifs dégagés de ces textes et des interventions des députés. J'analyse des lois, en danois, groenlandais ou anglais selon le support, et je bascule d'une législation à une autre en me laissant perdre dans le tissu juridique que les membres de l'institution mobilisent⁶. La veille que je tiens de l'actualité médiatique du projet s'allonge drastiquement, les rapports d'enquêtes d'impacts déposés par l'industriel pour sa demande de licence donnent lieu à polémiques, et les députés se déchirent. La consistance du projet se densifie au rythme de son élaboration et de ce qu'il bouscule politiquement et juridiquement. Aussi, je renoue les liens avec l'association Urani Naamik, qui ne compte plus que ses fondateurs, Hans et Kristian. Le passage par le groenlandais, et non plus l'anglais, me permet d'approfondir les échanges et, lorsque je quitte Nuuk juste avant Noël, je commence à saisir les relations d'influence entre le projet de Kuannersuit, les questions politiques d'exploitation des ressources minérales, et les rapports communs aux terres.

5 Il s'agit du *kalaallisut*, le groenlandais de l'ouest.

6 Je présente ces documents lorsqu'ils interviennent dans les chapitres.

Après un semestre d'enseignement à l'Université de Nanterre, je passe le mois de septembre 2019 à Narsaq. Le choix de cette temporalité s'explique par deux raisons principales. D'une part, je souhaitais me distinguer de la danse des journalistes qui agite la ville en juillet et août, et vis-à-vis de laquelle m'avaient mise en garde de nombreux interlocuteurs. En effet, depuis quelques années le conflit autour de Kuannersuit a des échos internationaux qui amènent journaux, radios et télévisions à Narsaq durant la saison estivale, lorsque les conditions climatiques sont les plus clémentes. Mener l'enquête en septembre permettait de différencier ma démarche et saisir, si possible, la ville dans son quotidien et non dans ses réponses à la presse. D'autre part, la difficulté à trouver où me loger a décidé du temps de mon séjour. Narsaq étant une ville peu touristique, seuls un hôtel, un gîte d'étape et des maisons se trouvaient en location et n'étaient pas accessibles à mon budget. C'est par l'intermédiaire d'une amie présente sur place durant l'été que j'ai obtenu d'un jeune couple qu'il me loue leur sous-sol aménagé, habituellement uniquement réservé aux Groenlandais, pour le mois de septembre⁷. Cette situation a ainsi déterminé mon séjour en septembre, avec néanmoins dans l'idée de revenir, projet que la crise du Covid endigua.

À Narsaq, je me suis dirigée vers le musée d'histoire locale, comme je l'avais fait à Qaqortoq, qui devint mon point de repère. Par ce biais, j'ai rencontré des habitants de la ville et j'ai pu me documenter sur l'histoire de l'urbanisation de la région. Je n'ai pas intégré toutes ces données au manuscrit de thèse, mais sur place elles m'ont permis d'emprunter des chemins et de comprendre des jeux d'influence du projet minier. À l'instar de mes terrains précédents, j'ai suivi les paroles de mes interlocuteurs pour diriger le sens de l'enquête et c'est ainsi que j'ai été pratiquer le territoire de Narsaq. J'ai randonné en essayant de déceler les pistes, les plantes et les pierres dont ils me parlaient et, rétrospectivement, je vois que j'ai ainsi été rendue sensible aux histoires de Kuannersuit. Cette approche par la marche et par les récits a rendu d'autant plus prégnantes les discordances suscitées par le projet minier, et c'est ensuite par l'adoption d'une écriture qui mette en valeur les variations et les nuances que j'ai essayé de les retranscrire.

L'écriture par variations

À l'analyse des données et l'écriture du manuscrit, j'ai été obsédée par l'objectif de rendre la densité des histoires qu'agite le projet de Kuannersuit et d'en faire un outil de compréhension des troubles traversés par le pays. J'ai donc articulé des récits, qui parfois ont trait aux mêmes événements ou aux mêmes lieux, et je les ai mêlés à des analyses portant soit sur le projet minier en propre, soit sur la question plus large des traitements des terres. Apparaissent ainsi au fil des pages des angles d'approche divergents de la situation minière, des morceaux de passé ou encore des données géologiques qui redonnent tous les univers dans lesquels le projet de Kuannersuit s'inscrit et se lit. Cette façon de procéder par variations

⁷ Ils ne louent pas aux étrangers car ils ne parlent presque pas anglais, c'est ma maîtrise du groenlandais qui les a décidés à m'accepter.

successives veut aussi mettre en lumière la nature des discordances autour d'une chronique minière à la trame commune mais aux interprétations multiples. J'ai appelé cette tentative de description et d'analyse l'écriture par variations, en référence aux chapitres qui tournent tous autour de lieux et de périodes temporelles identiques mais à chaque fois réinterprétés, par moi ou mes interlocuteurs.

Redonner la densité du terrain impliquait de négocier ma propre présence dans le récit. L'usage du « je » et les considérations méthodologiques qui sillonnent les chapitres sont les marqueurs de cette implication, que j'ai néanmoins atténuée au sujet de l'étude documentaire. En effet, cette thèse est soutenue par un large corpus d'écrits gouvernementaux, parlementaires, législatifs, industriels et géologiques pour lesquels je ne redonne pas toujours mon propre chemin d'accès. J'ai effectué une sélection entre les moments où cela apportait des éléments de compréhension supplémentaires, et ceux dans lesquels il s'agissait d'une ficelle de terrain qui n'avait pas de sens au regard du propos déployé. J'espère que mes choix n'altèrent pas la compréhension du lecteur.

L'écriture par variations se structure autour de trois parties, qui reviennent inlassablement sur la même période temporelle et sur certains faits qui, ensemble, forment mon propre récit du projet de Kuannersuit pris dans les enjeux autour des traitements des terres. J'effectue des boucles, des retours et des avances-rapides pour porter de nouvelles perspectives. En raison de ces récurrences et de la densité que j'ai souhaité conserver, la thèse peut prendre des airs labyrinthiques et englutissants. Pour répondre à tout décrochage, j'ai construit dans cette introduction ce que j'ai justement tout fait pour éviter dans les chapitres, une chronique. J'ai inséré des renvois à chaque introduction de chapitre dans le but de permettre au lecteur d'y revenir en cas de désorientation, et elle constitue mon propre étalon vis-à-vis duquel la thèse tourne. La chronique que je propose est issue de mes connaissances et de mes interprétations des années Kuannersuit, et elle constitue une aide à la lecture.

Chronique de Kuannersuit

1721-1953	colonisation par le Danemark, explorations géologique, formation du Groenland, les premières mines industrielles entrent en activité.
1953-1979	mouvement indépendantiste qui conduit à l'obtention du premier gouvernement d'Autonomie, le Groenland devient officiellement un pays, les terres sont rendues publiques, les gisements uranifères de Kuannersuit sont étudiés par les géologues danois.
1979-2009	structuration du secteur minier, adoption du principe d'interdiction d'exploitation de l'uranium (1985), établissement de la « zone frontière », mise en place de l'indépendantisme minier par le

	gouvernement d'Autonomie renforcée en 2009.
2007	lancement du projet de Kuannersuit par la compagnie Greenland Minerals.
2011-2013	début de la procédure administrative du projet, vote de la loi d'encadrement des projets à grande échelle, vote de la loi d'abrogation de l'interdiction d'exploitation de l'uranium, premières mobilisations contre le projet de Kuannersuit et la production uranifère, premiers accords de principe entre l'Autorité minière groenlandaise et Greenland Minerals.
2014-2016	manifestations d'opposition des habitants de Qassiarsuk et de Narsaq contre le projet, transformation progressive de leur territoire, propositions de référendums populaires sur cette question par des députés, avancées administratives du projet minier.
2016-2021	mobilisation nationale menée par l'association Urani Naamik (« Uranium non »), tentatives parlementaires pour bloquer le projet, validation des documents de candidature à une licence de Greenland Minerals et lancement de la procédure finale d'évaluation.
2021	mobilisations nationales et régionales massives contre le projet minier, rupture du gouvernement et élection d'une coalition anti-uranium qui réinstaura une interdiction d'exploiter l'uranium, réorientation du projet de Kuannersuit sur les terres rares.
2022	incertitudes majeures quant à l'avenir du projet de Kuannersuit.
2022 et au-delà	déploiement de l'industrie minière, révisions du foncier.

Cette chronique n'est pour le moment pas entièrement compréhensible, mais elle s'éclairera dès le premier chapitre. Outre sa qualité de repère, elle met en lumière l'amplitude temporelle traitée par la thèse, qui débute avec la colonisation et s'achève dans un futur planifié. Elle souligne également les collectifs et les domaines dans lesquels s'ancre le projet de Kuannersuit, et que je vais maintenant présenter.

Localités, collectifs et organisations : les producteurs d'histoires

Mes terrains se divisent en deux espaces, celui de Nuuk, et celui de la région sud-groenlandaise. Durant l'enquête, j'ai côtoyé des collectifs et des organisations de façon suivie dans ces deux espaces, et cette section est dédiée à leur introduction par un tour d'horizon

préliminaire qui sera aiguisé au fil de leur mobilisation dans la thèse.

Nuuk est la capitale du pays et regroupe presque vingt mille habitants⁸. C'est par envie personnelle que j'entre en contact en 2016 avec l'association d'opposition à l'uranium et au projet de Kuannersuit Urani Naamik, « Non à l'uranium ». A ce moment, le groupe se forme tout juste et je participe à la toute première réunion collective, avec les futurs adhérents desquels je fais partie. Je suis l'élaboration des statuts, l'élection du président, du secrétaire et du trésorier, et accompagne Hans et Kristian, les deux fondateurs, faire enregistrer le collectif en tant qu'association officielle. De sept individus à la première rencontre nous passons à une quinzaine, dont six en noyau organisationnel. Les réunions se déroulent exclusivement en groenlandais et, en 2016, je ne parle pas la langue. Hans et Kristian me traduisent certaines choses en anglais, j'en comprends d'autres au fil de la familiarisation. Les prérogatives du groupe sont en premier lieu d'informer le public sur les dangers, selon eux, de la production d'uranium. Ils organisent aussi des manifestations pour visibiliser leur cause et adresser des messages au gouvernement. En second lieu, ils interpellent les élus du gouvernement et du Parlement pour influencer sur la politique minière. Ils ont aussi une présence sur les réseaux sociaux entre 2016 et 2020 et, durant cette période, des cellules locales se montent dans une douzaine de villes. Elles comprennent une dizaine de personnes à chaque fois, mènent principalement des activités sur les réseaux, et organisent un rassemblement populaire par an. Depuis 2021, la réintroduction d'une interdiction d'exploiter l'uranium et les difficultés qu'une telle législation a posées pour l'entreprise Greenland Minerals a rendu moins impératif leur combat, et l'association s'est délitée. En janvier 2022, d'après mes échanges avec l'un des membres, seul une poignée de personnes continue à l'échelle nationale à militer dans le cadre de l'organisation.

À Nuuk, l'autre large collectif que je fréquente est celui des institutions politiques. Le Parlement, *Inatsisartut* en groenlandais, est composé de trente-et-un députés et de neuf ministres, tous élus selon un système proportionnel. Durant le temps de Greenland Minerals, entre 2007 et 2022, cinq gouvernements se succèdent à la tête du pays. Ils sont tous constitués par une coalition de partis qui s'entendent sur un programme commun avec le parti sorti majoritaire des élections. Dans cette thèse, deux partis occupent un rôle important en raison de leur place dans l'échiquier politique : Siumut et Inuit Ataqatigiit. Pour les décrire, il faut d'abord en passer par un propos général sur les partis politiques groenlandais qui sont moins départagés par leurs orientations économiques que par leur positionnement vis-à-vis du Danemark. À cet endroit, les deux partis soutiennent l'obtention d'une indépendance pleine, acquise par le biais du secteur minier. À partir de cet ancrage, ce sont les modalités de réalisation de cette indépendance minière qui les divise, modalités qui elles-mêmes évoluent selon les personnes en poste. Depuis l'instauration du premier gouvernement national en 1979, ces deux partis dominant et avancent dans un face-à-face pour la majorité. Siumut obtient cinq des sept mandats, et il joue donc un rôle central dans l'élaboration des politiques minières.

8 Greenland in Figures 2021, Statistics Greenland, Nuuk, 2020, p4.

Inuit Ataqatigiit remporte les deux mandats restants, dont celui d'avril 2021, et représente le meneur de l'opposition à Siumut et aux politiques de l'uranium à partir de 2013. Après cette année, Siumut affirme une politique d'encadrement légal et d'exploitation industrielle de l'uranium de laquelle Inuit Ataqatigiit s'éloigne en prônant d'abord un ralentissement, puis une interdiction totale de la production d'uranium.

Je porte une attention spécifique à ces deux partis dans le dernier chapitre de la thèse car j'étudie les joutes d'arguments entre les députés, mais en dehors de cette étude j'accorde plus d'importance aux effets des législations et des propositions qu'à leur origine politique. J'essaie de saisir ce qu'elles soulignent plutôt que de capter dans quels programmes partisans elles s'ancrent. Pour une étude plus précise de ces groupes, j'oriente le lecteur vers le mémoire de recherche que j'ai soutenu en juin 2017 et qui traite de façon approfondie de l'identité des partis⁹.

J'adopte aussi cette approche institutionnelle dans l'analyse des quatre catégories de documents auxquelles je me suis intéressée. Tout d'abord, j'ai étudié des productions parlementaires et législatives qui structurent le secteur minier sur la période allant de 1932 à 2021. Je les ai appréhendées dans une démarche de compréhension du fonctionnement minier groenlandais, ainsi que pour saisir leurs évolutions et les points persistants. Elles sont étudiées en versions originales danoises et groenlandaises. J'ai ensuite approché les textes gouvernementaux relatifs au développement de cette industrie. Les Stratégies minières, documents qui fixent les mesures minières pour quatre années, forment la majorité de cette catégorie et je les ai analysées pour comprendre comment avaient été et sont toujours conduites les campagnes de recensement géologique et de cartographie du territoire. J'y ai ajouté la lecture des magazines de promotion officielle de l'industrie minière groenlandaise, plus précisément présentés dans le chapitre sept. S'ajoutent à ce corpus les productions de plusieurs organes gouvernementaux d'administration du secteur minier, tous réunis sous l'Autorité des ressources minérales. Je les ai lus en versions originales danoises et anglaises, et les présenterai au fil de la thèse. Dans cette perspective, j'ai aussi étudié toutes les études géologiques menées à l'encontre de la montagne Kuannersuit accessibles depuis internet. La plupart relève de l'autorité de l'Institut des recherches géologiques dano-groenlandaises, centre d'études géophysiques qui conduit des recherches au Groenland depuis les années 1950. L'enjeu était pour moi de dresser une chronologie géologique et d'effectuer une historiographie critique des campagnes d'exploration, que je rapporte au chapitre quatre. Ces documents sont pour la plupart en version originale anglaise, et un petit nombre en danois. Pour finir, la dernière série de supports textuels concerne Greenland Minerals, l'entreprise qui dirige le projet de Kuannersuit à partir de 2007. À l'époque, la compagnie porte le nom de Greenland Minerals and Energy A/S, qui est une joint-venture possédée par la Westrip Holding Limited A/S anglaise et The Gold Company australienne. En 2012, cette dernière

9 Bailleul, Pia, 2017 *Inatsisartut, « ceux qui font les lois » : entre action législative et processus d'élaboration politique au Parlement groenlandais*, Master : Anthropologie : Nanterre, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 139p.

rachète toutes les parts et se fonde administrativement et financièrement avec la Greenland Minerals and Energy A/S. Autour de 2017, l'entreprise raccourcit son nom à Greenland Minerals, et c'est ce dernier patronyme que j'utilise de façon uniforme dans la thèse. Depuis son site internet, j'ai eu accès à tous ses rapports trimestriels et annuels, analysés dans leurs uniques versions anglaises dans la première partie de la thèse.

Dans le sud du Groenland, chaque localité a apporté des collectifs différents. J'y ai partitionné l'ethnographie des discordances entre la péninsule de Narsaq et la ville de Qaqortoq. Avec la première expression, je fais référence au bras de terre qui lie le hameau de Qassiarsuk à Narsaq, visible sur la troisième figure, avec la montagne Kuannersuit entre eux. La péninsule de Narsaq ne semble pas relever de la toponymie officielle car je ne la trouve sur aucune carte et cette appellation n'est pas référencée dans le lexique officiel¹⁰. Néanmoins, elle est utilisée dans la région sud-groenlandaise et permet d'évoquer de façon unifiée cet espace, perspective qui renvoie à son mode d'occupation. En effet, le hameau de Qassiarsuk est principalement habité par des exploitants agropastoraux qui utilisent en commun les prairies et collines de la péninsule pour faire paître leurs moutons en période estivale. L'hiver, ils sont rentrés dans les étables des domaines. Une quinzaine de fermes sont disséminées sur la péninsule, dont un certain nombre dispose de champs pour les herbages d'hiver et de petites cultures de pommes de terre, de choux, de navets et de rhubarbe. En tout, la région abrite une quarantaine d'exploitations et cette industrie en fait sa particularité. À l'autre bout de la péninsule, la ville de Narsaq compte environ 1 400 résidents qui vivent majoritairement du secteur primaire, pêche et abattoir du bétail, des services publics, et de l'activité de l'école nationale de formation agropastorale. Deux fermes se situent à proximité de son centre, et la ville collabore avec Qassiarsuk pour certaines activités touristiques durant l'été. En dehors des pâtures, du périmètre urbain et des zones privées, les seuls espaces libres d'exploitation sont ceux des montagnes les plus pentues et rocheuses. Elles ne sont pas nombreuses, je pense à celle qui domine le flanc ouest de Qassiarsuk, et celles qui entourent la montagne Ilimmaasaq, voisine de Narsaq. Parmi ces dernières se trouve Kuannersuit, à sept kilomètres à vol d'oiseau de la ville.

Compte-tenu du temps restreint de l'enquête à Narsaq et des difficultés d'insertion dans la ville, j'ai privilégié des échanges suivis avec un interlocuteur principal. Oleeraq Nielsen, l'adjoint au musée d'histoire locale, a ainsi accompagné mon séjour. Si au début c'est le caractère incongru, selon lui, de ma présence qui l'incite à me parler et à partager des cafés avec moi, la découverte d'un lien commun solidifie les échanges. Piitaaq Lund, l'exploitant chez qui j'ai habité en février et mars 2018, se trouve être son neveu. Un « C'était toi alors ! Et tu es revenue ! » me semble sceller un rapport de confiance et c'est auprès d'Oleeraq que je passe la majeure partie de mon temps à Narsaq. Néanmoins, je rencontre également d'autres personnes qu'il me conseille : Marianne, une militante contre l'uranium que je présenterai au

10 Lexique disponible sur le site du Secrétariat au langage, Oqaasilerifik, et sur la carte d'Asiaq, <https://oqaasileriffik.gl/en/> [Consulté le 02/03/2022]

chapitre quatre, Peter, une personne âgée qui maîtrise les « croyances groenlandaises » (expression d'Oleeraq) et fait des danses au tambour à côté de Kuannersuit. J'échange également avec Jesper, le directeur du musée, qui m'offre une perspective du projet de Greenland Minerals par les aménagements globaux de la région.

J'avais pour projet de retourner à Narsaq pour récolter de nouvelles données et solidifier les liens avec les personnes rencontrées, mais la crise du Covid intervenue en mars 2020 m'en a empêchée. La situation ne se résolvant pas à la fin 2020 et ayant entamé ma quatrième année de thèse, j'ai décidé de poser un terme définitif aux terrains. Si ce choix a limité mes données ethnographiques, il a aussi permis d'approfondir l'approche documentaire que j'avais entamée à Nuuk à l'automne 2018. Je pense ainsi que le sujet de la thèse n'a pas été fondamentalement affecté par la pandémie, mais qu'elle a eu un impact majeur sur le type de données étudiées et sur la démarche globale d'enquête que j'ai ainsi adoptée.

Pour finir, le terrain mené à Qaqortoq m'a mise en contact avec une diversité d'acteurs. Cette ville est le chef-lieu de la région sud-groenlandaise appelée Kujalleq, et dont participent Narsaq et Qassiarsuk. Elle englobe toute les localités de la pointe sud de l'île. Elle compte environ trois mille habitants et est en plein essor : le tourisme, la pêche et le secteur de l'éducation sont en déploiement¹¹. Le groupe de dames avec qui j'ai passé nombre d'heures m'a permis de me familiariser avec le quotidien de la ville, mais aussi son histoire et ses rapports de pouvoir internes. Toutes ces données ne sont pas incluses à la thèse, mais elles m'ont aidée à me repérer et à naviguer dans certaines situations. Par leur biais et les jeux de connaissances interposées, j'ai rencontré dans le cadre de repas ou de soirées thématiques à la salle des fêtes des élus du conseil municipal et des notables de la ville. Ces personnes m'ont parlé des développements industriels en cours, de l'histoire de la construction de Qaqortoq, et des questions de concurrences territoriales dans lesquelles le projet minier s'insérait. Sur les conseils de mes compagnes, j'ai effectué des démarches pour rencontrer des acteurs touristiques de la région, et dont le regard m'a donné une autre perspective sur les effets du projet. Dans ce cadre, j'ai étudié les plans d'aménagements touristiques régionaux. Comme je l'ai déjà souligné, j'ai fait du musée d'histoire locale de Qaqortoq mon ancrage et y ai beaucoup dialogué avec ses employés. En 2018, Vivian Andersen, décédée depuis, m'a accueillie. En septembre 2019, j'y suis retournée durant une semaine pour rendre visite à mes connaissances et j'ai alors rencontré Dan Ullerup, le directeur qui a pris la suite de Vivian, ainsi que de nouveaux adjoints.

La présentation de ces lieux, ces organisations et ces collectifs met par ailleurs en lumière le contexte multilingue dans lequel j'ai travaillé. Langue nationale du pays, le groenlandais a été pratiqué de façon majoritaire avec mes interlocuteurs, quelque soit le lieu d'enquête. J'ai également utilisé l'anglais lorsqu'il était compris, et je n'ai eu recours au danois

11 Greenland in Figures 2021, *Op. cit.*, p4.

que face à des individus dont c'était l'unique langue maîtrisée. Au niveau de l'analyse documentaire, l'anglais compose la majeure partie du corpus, suivi du danois puis du groenlandais. Je précise ces éléments à chaque fois dans les chapitres.

Ces producteurs d'histoires que j'ai fréquentés durant mes terrains montrent aussi le caractère fragmenté des itinéraires que j'ai suivis. Chacun à leur manière, ils m'ont apporté des récits du projet de Kuannersuit et des relations aux terres qui, par l'écriture par variations, ont fini par former une texture. Si cette forme de récit et de compréhension constitue en soi une proposition de la thèse, ce travail puise ses outils d'analyse dans différents champs de recherche qui, tous, s'intéressent aux façons de se lier et d'exploiter les terres.

Gisements nationaux et terres communes : le récit d'un conflit pour l'occupation des terres

À l'appui de l'ethnographie du projet minier de Kuannersuit et de l'analyse documentaire présentées, cette thèse enquête sur les évolutions des traitements des terres au Groenland. Elle s'intéresse aux voies par lesquelles elles ont été organisées en tant qu'espace national, et à l'articulation de ces aménagements avec des rapports non-juridiques et non-gouvernementaux. La première dimension porte sur l'histoire de la formation de gisements nationaux rassembleurs, anti-coloniaux et nationalistes qui aboutissent à l'élaboration d'une politique d'indépendantisme minier en 1979. Celle-ci est ré-affirmée en 2009 et s'accompagne du lancement des premiers projets miniers sur lesquels le gouvernement groenlandais appuie son émancipation économique de l'aide danoise, mouvement duquel le projet de Kuannersuit est une figure de proue. La mobilisation d'opposition met alors en lumière la seconde dimension, celle des relations qui échappent à cet indépendantisme et aux canaux par lesquels il s'établit. Ces relations ne s'opposent pas à l'indépendance, mais elles reposent sur d'autres rapports collectifs aux terres qui les définissent comme des espaces communs. Ce tandem devient alors révélateur de reconfigurations durables dans les usages, l'exploitation et l'administration des terres. La thèse décrit cette transition et interroge le rôle qu'y jouent les projets miniers. Plus que des structures productives, ils opèrent des transformations économiques, politiques et sociales radicales qui questionnent la pérennité des relations communes aux terres.

Les ancrages de la thèse

La thèse puise ses inspirations dans les études des sciences et technologies, l'anthropologie minière, et les études arctiques. Je vais présenter ces domaines et souligner les contributions que je pourrais y apporter.

Tout d'abord, mon travail s'inscrit dans la lignée des études des sciences et technologies de par sa volonté de compréhension des liens entre l'organisation sociale et politique du pays et les évolutions des traitements des terres. Par cela, j'entends les cadrages géologiques et techniques, légaux, industriels et politiques qui contribuent à déterminer la façon de se lier et d'exploiter les souterrains et la surface de façon progressivement uniforme et systématique. Ma démarche entre particulièrement en écho avec les travaux de l'historienne Gabrielle Hecht menés au sujet des enjeux idéologiques et techniques de l'énergie nucléaire française et du marché international de l'uranium, et avec ceux de la sociologue Sezin Topçu sur les manières dont ont été négociées les contestations anti-nucléaires en France et les voies par lesquelles cette énergie a été techniquement, légalement et industriellement imposée¹². Néanmoins, mon étude qui passe par l'étape de formalisation globale des traitements des terres – et pas juste celle entourant l'uranium – m'a poussée vers le domaine des *subterranean geopolitics*, courant des études des sciences et technologies qui s'intéresse aux liens entre définition et délimitation des souterrains et des surfaces, et construction de la nation¹³. Avec cette approche théorique, je mêle ainsi l'étude des cadrages des terres à celle du projet de Kuannersuit en tant qu'objet socio-technique, et je les réinsère dans les enjeux politiques nationaux. Au Groenland, ceux-ci sont de deux ordres. D'une part, ils relèvent des problématiques de construction de l'État-nation et d'affirmation du pouvoir gouvernemental sur la scène intérieure. D'autre part, ils renvoient au projet indépendantiste de séparation vis-à-vis du Danemark, l'ancien État colonisateur. L'amplitude temporelle de mon étude qui couvre les définitions géologiques, juridiques et idéologiques qui entourent les souterrains et les surfaces depuis leurs premières normalisations me semble constituer l'originalité du travail. De plus, elle représente une base à approfondir de nouveaux zooms pour mieux saisir les articulations politiques qui se jouent sur certaines périodes et que je n'ai pas privilégiées dans cette enquête.

Ensuite, ma thèse relève de l'anthropologie minière par les enjeux politiques et sociaux-économiques que je tente de saisir. Ce champ n'est presque pas représenté au Groenland – j'y reviens au paragraphe suivant – et c'est du côté des études portant sur la Nouvelle-Calédonie que je puise des outils d'analyse en raison des similitudes entre les deux contextes. Ces territoires appuient leur programme indépendantiste sur une économie de rente minière, et sont rattachés à un État par l'histoire coloniale. Néanmoins, le Groenland

12 Hecht, Gabrielle *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Amsterdam, Paris, 2014 ; Hecht Gabrielle, *Uranium africain, une histoire globale*, Le Seuil, Paris, 2016 ; Topçu, Sezin *La France nucléaire*, Seuil, Paris, 2013 ; Topçu Sezin « Technosciences, pouvoirs et résistances : une approche par la gouvernementalité », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2013/4-5 (n° 60-4/4 bis), p. 76-96

13 Squire, R., & Dodds, K. « Introduction to the special issue on “Subterranean Geopolitics” » *Geopolitics*, 25(1), 2020, 4–16 ; Bobbette, A., & Donovan, A. « Political geology: An introduction » In A. Bobbette & A. Donovan (Eds.), *Political geology: Active stratigraphies and the making of life*, 2019, Cham, Switzerland: Palgrave MacMillan, pp1–34 ; Himley Matthew, Marston Andrea « Earth politics: Territory and the subterranean – Introduction to the special issue », Introductory article for the special issue of *Political Geography*, « Earth Politics: Territory and the Subterranean », *Political Geography*, 88, 2021, 102407.

s'achemine vers une constitution étatique, là où c'est une indépendance statutaire qui se dessine en Nouvelle-Calédonie. Outre cette différence, les recherches portant sur les questions foncières, la gouvernance minière, et les effets conflictuels et politiques des projets miniers entrent fortement en écho avec la situation autour de Kuannersuit. Les travaux ethnographiques menés par les anthropologues Pierre-Yves Le Meur et Leah S. Horowitz soulignent les enjeux à la fois historiques, locaux et indépendantistes qui sont remués par le contexte minier¹⁴. Leurs études, auxquelles s'ajoutent celles des anthropologues Benoît Trepied, Christine Demmer et Christine Salomon, interrogent également les problématiques autour de l'accession à l'indépendance par la voie juridique, situation que connaît le Groenland¹⁵. À cet endroit, les notions de citoyenneté et de coutume sont particulièrement étudiées en raison de leurs complexes articulations politiques, et ce notamment au regard des droits d'accès aux terres et aux systèmes fonciers. En tant que forme d'exploitation qui revoit ces usages, l'industrie minière remue toutes ces échelles de perception et de liaison aux terres. La monographie que représente ma thèse apparaît comme un cas fructueux pour les comparaisons relatives à l'indépendantisme minier et juridique, ainsi qu'au regard du foncier. En effet, les travaux portant sur la Nouvelle-Calédonie pointent l'articulation de la coutume kanake avec le système administratif de gestion des sols hérité de la colonisation puis la départementalisation. Ils questionnent les manières de coordonner ces systèmes fonciers qui peuvent s'avérer divergents, et ce notamment en contexte minier. Au Groenland, le foncier n'a à ma connaissance jamais été étudié et ma thèse constitue ainsi un cas d'élargissement des recherches sur les formes du foncier.

14 Voir par exemple: Jacob, Jean-Pierre, Le Meur, Pierre-Yves *Politique de la terre et de l'appartenance: droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du sud*, Karthala, Paris, 2010 ; Le Meur, Pierre-Yves « Réflexions sur un oxymore. Le débat sur le « cadastre coutumier » en Nouvelle-Calédonie » in E. Faugère and I. Merle (eds.) *La Nouvelle-Calédonie, vers un destin commun ? Nouveaux terrains, nouveaux enjeux* Karthala, Paris, 2010, pp101-127 ; Le Meur, Pierre-Yves « La politique du nickel en Nouvelle-Calédonie: entre gouvernance locale et gouvernance d'entreprise. Rapport scientifique final » Working Papers, HAL, 2015, disponible en ligne <https://hal.ird.fr/ird-01934368>; Le Meur Pierre-Yves, « Le destin commun en Nouvelle-Calédonie : entre projet national, patrimoine minier et désarticulations historiques », *Mouvements*, 2017/3 (n° 91), p. 35-45 ; Le Meur, Pierre-Yves « Anthropologie de la mine : travailler sur/dans/avec le secteur minier en Nouvelle-Calédonie » in Fillol V. (ed.), Le Meur Pierre-Yves (ed.). *Terrains océaniques : enjeux et méthodes*. Paris : L'Harmattan, 2014, pp175-193. (Cahiers du Pacifique Sud Contemporain ; Hors-série 2) ; Herrenschmidt J.B., Le Meur Pierre-Yves *Politique foncière et dynamiques coutumières en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique*. Nouméa (NCL) ; Koné : IRD ; GIE Océanide, 2016 ; Leah S. Horowitz, « La micropolitique de la mine en Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes*, 117 | 2003, 254-271 ; Horowitz, Leah S. « Toward a Viable Independence? The Koniambo Project and the Political Economy of Mining in New Caledonia » *The Contemporary Pacific* , Vol. 16, No. 2, 2004, pp. 287-319 ; Horowitz, Leah S. « « Exploiter » ou « gérer » la création de Dieu ? Modèles culturels dans un projet minier en Nouvelle-Calédonie » in E. Faugère and I. Merle (eds.) *La Nouvelle-Calédonie, vers un destin commun ? Nouveaux terrains, nouveaux enjeux* Karthala, Paris, 2010, pp143-169.

15 Voir par exemple : Demmer, C., Salomon, C. « Droit coutumier et indépendance kanak » *Vacarme*, vol. 3-64, 2013, p. 63-78 ; Demmer C.(dir.), Salomon C.(dir.), *Émancipations kanak*, Paris, Ethnies 37-38, 2015 ; Demmer, C. « Nationalisme minier kanak et reconstruction postcoloniale du secteur nickel en Nouvelle-Calédonie », *Cahiers Jaurès*, 2018, pp. 35-52 ; Demmer C., Trepied B. *La coutume kanak dans l'État. Perspectives coloniales et postcoloniales sur la Nouvelle-Calédonie*, Paris, L'Harmattan, Cahiers du Pacifique Sud Contemporain, Hors-Série n° 3 ; Trepied, B. « Decolonisation without independence? Breaking with the colonial in New Caledonia (1946-1975) », in Ed Naylor (ed.), *France's Modernising Mission. Citizenship, Welfare and the Ends of Empire*, London, Palgrave Macmillan, 2018, pp59-84.

Au regard des enjeux socio-économiques qui entourent les mines, je tiens à préciser que je n'assimile pas mon étude à l'approche extractiviste, qui constitue le prisme dominant d'analyse des mines d'Amérique du Sud. Cette notion désigne le déploiement fulgurant de l'industrie minière, ainsi que la fracture économique entre les pays extracteurs – les Sud dans ce regard – et les pays acheteurs – les Nord¹⁶. Dans ces situations, les droits des populations locales ou autochtones sont souvent bafoués et les territoires fortement pollués¹⁷. À l'inverse, cette thèse souligne le paradoxe groenlandais, qui appuie son indépendance sur une industrie encore largement projective et dont les premiers effets relèvent plus de la domination gouvernementale nationale que de l'économie indépendantiste. Elle vise à comprendre comment ce programme d'anticipation affecte dès à présent la société, et participe ainsi aux recherches relatives au concept de projet.

Pour finir, je situe ma thèse dans les études arctiques, et plus particulièrement dans la lignée de celles portant sur l'industrie minière et le territoire. Depuis une dizaine d'années, des recherches émergent sur les conditions et les effets des développements miniers dans l'Arctique¹⁸. Au Groenland, les chercheurs Frank Sejersen, Lill R. Bjørst et Maria Ackrén étudient de façon approfondie ce secteur. Le premier a dressé une chronologie des mines depuis le début de la colonisation et s'intéresse aux enjeux indépendantistes qui les entourent¹⁹. La seconde a mené des entretiens en 2014 à Narsaq à propos du projet de Kuannersuit et s'intéresse désormais aux politiques minières nationales²⁰. La dernière se concentre sur la gouvernance minière à travers des observations menées lors des consultations des populations locales²¹. Ma thèse participe au domaine de recherches qu'ils forment et y apporte plusieurs contributions. Elle offre d'une part des éclairages ethnographiques sur les

16 Voir par exemple : Svampa, M. « Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine » *Problèmes d'Amérique latine*, n81, vol3, 2011, pp101-127 ; Smart, S. « The political economy of Latin American conflicts over mining extractivism » *The Extractive industries and society*, Vol7, n2, pp767-779 ; Gaudichaud, F. « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs* [En ligne], 8 | Automne 2016 / Hiver 2017, mis en ligne le 16 décembre 2016

17 Un tour d'horizon de plusieurs sites latino-américains : Klinger, J. M. *Rare Earth Frontier : from terrestrial subsoils to lunar landscapes* Cornell University Press, 2017

18 Voir par exemple l'article symposium : Horowitz L.S. *et all.* « Indigenous peoples' relationships to large-scale mining in post/colonial contexts: Toward multidisciplinary comparative perspectives » *The Extractive Industries and society*, Vol5, n3, 2018, pp404-414.

19 Sejersen, Frank, « Efterforskning og udnyttelse af råstoffer i Grønland i historisk perspektiv. » Université de Copenhague et Ilisimatusarfik: Institut for Tværkulturelle og Regional Studier, Udvalget for samfundsgavnlig udnyttelse af Grønlands naturressourcer, 2014, 30 ; Sejersen, F. « Brokers of hope: Extractive industries and the dynamics of future-making in post-colonial Greenland » *Polar Record*, 2020, 56.

20 Bjørst, R. Lill, « Saving or destroying the local community? Conflicting spatial storylines in the Greenlandic debate on uranium », *The Extractive Industries and Society*, 2016, vol. 3-1, p. 34-40 ; Bjørst, R. Lill, « Uranium: The Road to “Economic Self-Sustainability for Greenland”? Changing Uranium-Positions in Greenlandic Politics » in Fondahl, Gail, Wilson Gary *Northern Sustainabilities: Understanding and Addressing Change in the Circumpolar World*, Springer, 2017, p. 25-34

21 Ackrén Maria « Public consultation process in Greenland regarding the mining industry » *Arctic review on law and politics*, Vol 7, 2016 ; Hansen, A. M., Johnstone R.L. « In the Shadow of the Mountain: Assessing early impacts on community development from two mining prospects in South Greenland » *The Extractive Industries and Society*, Vol6, n2, 2019, pp480-488.

situations qu'ils n'approchent désormais plus que par le texte et l'analyse médiatique. Cette posture a aussi déterminé mon étude des documents juridiques, dont je trace une généalogie de façon inédite, et mis en lumière la problématique foncière. À ma connaissance, je suis l'unique chercheuse à adopter ce prisme. D'autre part, mon approche ethnographique m'a conduite vers les problématiques du territoire et de *nuna*, concepts qu'ils ne mobilisent que peu mais qui constituent pourtant des piliers des études arctiques.

Au niveau groenlandais, les anthropologues Jens Dahl, Jean-François Le Mouël, Mark Nuttall et Jean-Michel Huctin sont à ma connaissance les seuls à avoir mené un travail de terrain au sujet du territoire, qu'ils appréhendent par les perceptions et les relations d'exploitation à l'espace environnant²². Dans ses premiers travaux, Frank Sejersen s'est également intéressé à ce domaine par une étude de la chasse au caribou et des pratiques de traîneau à chiens, mais il les déconnecte de ses recherches actuelles à propos du secteur minier²³. Au contraire, je pense indispensable de les lier. Dans cette perspective, je fais appel aux travaux de la géographe Béatrice Collignon qui a répertorié les multiples voies de définitions et d'attachements au territoire dans une région du Nunavut²⁴. Selon la géographe, le territoire est un espace géographique formé par l'expérience, les pratiques d'exploitation écologiques, les représentations, les croyances et les souvenirs. Tous ces rapports forment un tissu d'affinités qui constitue le territoire lui-même, et fait ainsi partie intégrante du social²⁵. L'anthropologue Michèle Therrien, qui a travaillé sur cette notion dans l'Arctique canadien, perçoit aussi le territoire comme un ensemble de liens qui incarnent le « monde social » lui-même²⁶. Elle désigne ce concept par le terme vernaculaire *nuna*, mot qui signifie « terre », « pays » ou « territoire » dans les langues de l'Arctique²⁷. La définition de Michèle Therrien et Béatrice Collignon fait écho à la situation groenlandaise, où le territoire apparaît comme un espace d'usages et de relations. Néanmoins, la mobilisation du terme *nuna* par nombre de mes interlocuteurs au regard du conflit sur le projet minier de Kuannersuit m'amène à en proposer

22 Dahl, Jens *Saqqaq An Inuit hunting community in the Modern World*. University of Toronto Press, Toronto, 2000 ; Le Mouël, Jean-François. *Les Eskimo naujamiut: Groënland-Ouest*. Paris, France: Institut d'ethnologie, 1978 ; Nuttall Mark « Locality, identity and memory in south Greenland » *Études/Inuit/Studies*, Vol 25, n°1/2, Identités inuit/Inuit identities, 2001, pp53-72 ; Kennedy Gregory, et all « Environmental History and the Concept of Agency: Improving Understanding of Local Conditions and Adaptations to Climate Change in Seven Coastal Communities » *Global Environment*, Vol11, n°2, 2018, pp. 405-433 ; Huctin, Jean-Michel « Issi nuan' ou le réconfort du froid. Une expérience thérapeutico-éducative inuite sur la banquise », in Chartier, Daniel et Borm, Jan *Le froid. Adaptation, production, effets, représentations*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. «Droit au Pôle », 2018, pp. 235-249.

23 Sejersen, F. « Horizons of Sustainability in Greenland: Inuit Landscapes of Memory and Vision » *Arctic Anthropology*, 1, vol. 41, no. 1, 2004, pp71-89.

24 Collignon, Béatrice *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. L'Harmattan, coll Géographie et cultures, 1996 ; Collignon, Béatrice « Esprit des lieux et modèles culturels. La mutation des espaces domestiques en arctique inuit », *Annales de géographie*, n°620, Armand Colin, Paris, 2001, pp383-404 ; Collignon, Béatrice « Les toponymes inuit, mémoire du territoire : étude de l'Histoire des Inuinnait » *Anthropologie et Sociétés*, Vol 26, n° 2-3, 2002, p.45-69 ;

25 Collignon 1996, *Op. cit.* J'emprunte le terme « affinité » à Michèle Therrien dans Therrien, Michèle *Printemps inuit, naissance du Nunavut*, Indigène Edition, 1999 , p54.

26 Therrien, Michèle, *Les Inuit*, Les belles lettres, Paris, 2012, p57-62.

27 Therrien 2012, *Op. cit.*, pp61-68 ; Therrien 1999, *Op. cit.* ; Sansoulet, J, Therrien, M. *et al.* « An update on Inuit perceptions of their changing environment, Qikiqtaaluk (Baffin Island, Nunavut) » *Elementa : Science of the Anthropocene*, n°8, vol 1, 2020.

une définition située. *Nuna* me semble à la fois être le territoire local, tel qu'appréhendé par ces chercheuses, à la fois l'espace politique national, pensé comme un bien commun. Ma thèse déploie cette proposition à travers une étude du territoire et de *nuna* au Groenland, selon néanmoins les conditions de conflit qui caractérisent le temps de l'enquête.

En effet, comme le souligne l'anthropologue Nastassja Martin dans sa recherche auprès des Gwitch'in, la situation conflictuelle doit être perçue comme un moment singulier dans lequel les acteurs sont poussés à se positionner²⁸. Sont affirmées des déclarations qui pourraient être nuancées ou accentuées en dehors de la confrontation. Mon étude de *nuna* et du territoire prend en compte ce cadre particulier à travers certains outils tels que les « régimes », les « communs », ou la constante contextualisation autour du conflit, tout en proposant une analyse de ces concepts dans cette période de révision des traitements des terres.

La focalisation sur le conflit autour du projet de Kuannersuit a eu pour conséquence de placer certains éléments dans l'ombre. À cet endroit, j'ai sciemment mis de côté la question pétrolière à partir du chapitre trois, en raison de son absence totale durant mes terrains. Cette ressource n'a jamais été mentionnée (domaines institutionnel et extérieur confondus), et pour le moment les campagnes sont toutes au stade de l'exploration, c'est-à-dire aux chantiers d'étude des gisements et d'établissement des plans de faisabilité. Cet évincement s'explique aussi de façon analytique, comme le montrera la première partie de la thèse. L'autre dimension partiellement écartée de ce travail est celle de la crise climatique. Ce choix peut sembler étrange au regard de l'ampleur des impacts qui touchent l'Arctique, mais il s'explique par l'ethnographie. En effet, les enjeux autour du réchauffement global et de la transition énergétique sont présents aux chapitres un et huit par le biais de la compagnie Greenland Minerals et du gouvernement de Siumut, qui les mobilisent. À l'inverse, mes interlocuteurs non-institutionnels n'ont que peu, voire jamais pour la plupart, mentionné ce sujet. J'ai été interpellée par ce fait et l'analyse, à l'instar de l'anthropologue Jean-Michel Huctin, sur le plan des registres d'appréhension de l'environnement. Il souligne une « déconnexion » entre le savoir de type scientifique qui forme l'approche du réchauffement climatique, et celui des communautés locales qui s'inscrit dans l'expérience et les usages du territoire²⁹. Cette perspective fait écho à ce à quoi j'ai été confrontée, mais elle dépasse le cadre de la présente recherche et je ne peux la développer.

28 Martin, Nastassja, *Les âmes sauvages*, La découverte, coll. Sciences humaines, Paris, 2016, p19 et 36.

29 Batzan, Juan, *et all.* « Life on thin ice: Insights from Uummanaq, Greenland for connecting climate science with Arctic communities » *Polar Science*, Vol13, 2017, pp100-108 ; Vanderlinden, Jean-Paul, *et all.* « Meaning in the face of changing climate risks: Connecting agency, sensemaking and narratives of change through transdisciplinary research » *Climate Risk Management*, Vol 29, 2020, 100224.

Plan

Le manuscrit est construit en trois parties. En premier lieu, « Gisements » ouvre la réflexion sur les évolutions des affordances des terres, concept qui désigne les prises politiques qui en sont extraites. Les trois premiers chapitres que la partie contient tracent une histoire matérielle des souterrains et des surfaces qui met en avant les liens entre leur judiciarisation et le rapport colonial, puis post-colonial. Le projet de Kuannersuit apparaît alors à la croisée d'un mouvement de redéfinition légale et technique de leur encadrement. En second lieu, « Filons » redonne l'ethnographie des discordances que j'ai menée dans la région sud-groenlandaise. Les chapitres quatre, cinq et six y décrivent ce que le projet transporte dans la région sud-groenlandaise et ce qu'il perturbe du territoire de Narsaq. Ces pages soulignent également les dynamiques régionales dans lesquelles le projet s'inscrit et qui le renforcent. « Strates », en dernier lieu, s'engage dans la redéfinition du tissu d'affinités qui forme *nuna*. Le chapitre sept mène une réflexion sur les liens entre la codification géologique des terres et la formation du territoire national. Cette perspective permet, au huitième chapitre, de saisir pleinement le mode d'action du projet minier de Kuannersuit et son intégration à un mouvement de construction de l'État qui, paradoxalement, revoit les droits d'accès et d'usages des terres des habitants du Groenland.

Partie I

GISEMENTS

Les affordances politiques des terres en mouvement

Au sein du Parlement groenlandais, les débats relatifs au projet de Kuannersuit mobilisent une diversité de termes. Les « sous-sols », les « souterrains », les « terres » et les « minerais » qualifient alternativement ce qui relève de l'exploitation minière¹. Ces mots appellent des univers différents qui soulignent une instabilité dans le rapport au secteur minéral. Le projet de Kuannersuit met en tension des gisements considérés à la fois comme territoire politique, espace de vie et ressources nationales. Pour ne pas réduire cette densité mais au contraire la cultiver, j'en passe par l'envers des montagnes pour comprendre ces multiples façons de lire et de se lier au projet de Kuannersuit. Je recours aux gisements pour déployer les récits et les mouvements suscités par le projet minier, et montre ainsi ce qu'il vient ébranler. Cette posture m'a menée à réfléchir à l'évolution des affordances politiques des terres au Groenland, c'est-à-dire aux manières dont les sols et les sous-sols sont traités et aux doctrines politiques qui y

1 Propos issu de nombreuses observations (ethnographie parlementaire en 2016 et 2018) et études de documents (relatifs aux lois d'encadrement de l'uranium et aux référendums).

sont associées. C'est ce cheminement au cœur des gisements et de leurs différents régimes de traitement que cette première partie raconte.

Cette perspective s'inscrit dans la lignée du travail de recherche du philosophe Pierre Charbonnier rassemblé dans son ouvrage *Abondance et liberté* dans lequel il trace une « histoire environnementale des idées politiques » en Europe². A travers le concept d'affordance qu'il reprend à d'autres philosophes, il désigne les possibles politiques, les idéaux et les gouvernements, qui peuvent être tirés des surfaces et des souterrains. Ces débouchés se réalisent par l'encadrement et l'exploitation des environnements, ainsi que par l'instauration de doctrines et de systèmes politiques qui s'imbriquent à ces rapports aux terres³. À l'instar de Pierre Charbonnier, j'enquête sur les transformations des affordances politiques des terres au Groenland en conduisant une histoire des modes d'exploitation des sols et des sous-sols et des formes d'organisations politiques qui les accompagnent. Je souligne au fil du récit les points de passage, des terres aux sous-sols par exemple, et les fils politiques qui en sont dégagés pour comprendre la situation présente de Kuannersuit. Dans quelles trajectoires politiques, minières et juridiques s'inscrit-il ?

Penser au prisme des gisements, c'est aussi revoir les échelles de temps pour considérer la suite des mouvements. Les affordances d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui, qui elles-mêmes pourraient contredire celles de demain. C'est dans cette relativité que réside la spécificité de Kuannersuit qui participe à un encadrement programmatique des sous-sols dans lequel les projets et les mines portent des transformations durables des rapports aux terres. Le mode d'exploitation que ces structures incarnent s'accompagne d'affordances indépendantistes qui, paradoxalement, divisent le collectif national. L'étude des traitements des gisements depuis l'époque coloniale jusqu'à l'anticipation de l'autonomie économique du pays permet ainsi de comprendre pourquoi Kuannersuit perturbe de façon globale la société groenlandaise.

Le premier chapitre saisit le projet par l'empreinte qu'il imprime au territoire. Je le décris d'abord par les inquiétudes et les troubles que j'ai captés lors de mes terrains ethnographiques. J'insère ensuite des moments d'histoire minière que je croise avec l'élaboration juridique du projet pour mettre en lumière les nouveaux sillons qu'il creuse. Le second chapitre remonte le temps pour étudier l'évolution des formes d'exploitation des sous-sols et des sols ainsi que des régimes politiques de la colonisation aux années 1960. Ces transformations aboutissent à l'association des enjeux de souveraineté sur le territoire à l'exploitation minière, conduisant à l'établissement des affordances indépendantistes. Le troisième chapitre est consacré à l'étude de la forme légale et industrielle de ce lien, au rôle qu'y occupent les projets et les mines, ainsi qu'à leurs impacts sur la population. À travers cette histoire politique des gisements, Kuannersuit se révèle comme un phénomène à la fois inaliénable aux terres qui l'abritent et pris dans des affordances politiques discordantes.

2 Charbonnier, Pierre *Abondance et liberté*, La découverte, Paris, 2020, couverture.

3 *Ibid*, p55.

Chapitre 1

Ondes et tremblements dessinent l’empreinte de Kuannersuit

En 2018, je séjourne dans le sud du Groenland durant cinq mois avec en tête l'idée d'approcher le projet de Kuannersuit. Ce cap pose un flou inconfortable sur la méthode d'enquête à adopter, voulant éviter les arguments pour et contre de la population pour l'aborder. Je suis aux aguets de ses absences et de ses présences et c'est ainsi au fil de circonvolutions entre les fermes, les villes et les montagnes que je prends la mesure du projet. Les ondes de choc qui en émanent me rendent sensible à sa présence en faisant trembler une variété de sphères, comme un négatif qui en dessine l’empreinte. Ces tremblements ont la particularité d’affecter des affaires locales et nationales, faisant de Kuannersuit un sujet vis-à-vis duquel tout le territoire se sent concerné. Affaire locale, car le projet s'enracine dans une histoire d'exploitation des terres qui se lit dans les reliefs et les souvenirs des habitants, et questionne l’activité locale. Affaire collective, parce qu'il propose une forme de production et une orientation économique qui touchent toute la société. Ce sont des opérateurs qui travaillent en trois-huit à la raffinerie, des employés qui entretiennent les dortoirs et les cantines, et encore des capitaines de bateaux qui transportent des machines et des personnes. Pour que cela fonctionne, c'est aussi un encadrement contractuel, législatif et administratif qui établit la collaboration entre tous les acteurs du projet. Si le projet de Kuannersuit touche vastement la population, c'est ainsi parce qu'il met en mouvement tous ces niveaux qui contribuent à modeler la manière dont les terres sont exploitées, projetées, et inscrites dans des quotidiens. Dans ce chapitre, je décris ces tremblements dans les rapports locaux et collectifs à l’exploitation des terres et essaie, par cela, de capter l’empreinte que Kuannersuit imprime au territoire.

Dans la littérature académique qui s'intéresse à l'industrie minière au Groenland, le sujet est majoritairement abordé par la question des conflits sociaux et des impératifs économiques qui l'entourent¹. Si ces dimensions occupent une grande place dans le chapitre, mon regard sur la question minière opère deux décalages. Mon prisme de recherche se situe premièrement au niveau du projet en tant que sujet de l'analyse, et non en tant qu'objet de l'industrie comme c'est le cas dans ce courant de recherche. Ce positionnement a une répercussion directe dans la méthode d'enquête car il m'a rendue alerte aux ondes du projet, me permettant d'en saisir des contours. Ces données m'ont secondement conduite à envisager différemment l'industrie minière groenlandaise. En effet, en partant de l'analyse des tremblements du projet de Kuannersuit, ce chapitre met en lumière le passage que son développement accompagne. Il participe au renouvellement du secteur minier dans les années 2000 et contribue à en édifier les bases de fonctionnement. Ce processus relève à la fois d'une participation à la formation de canaux d'administration et de standardisation de procédures pour les prochains projets que de l'édification d'une image positive de ce secteur. Le projet de Kuannersuit accompagne donc une période de redéfinition de l'exploitation des terres, dans laquelle il est à la fois opérateur de changements et symptôme des mouvements politiques et bureaucratiques qui instaurent cette nouvelle phase extractive. Son empreinte est celle d'une industrie réformée.

Par le recours au terme d'empreinte, je fais référence à deux définitions qui se mêlent l'une à l'autre et exemplifient ce caractère hybride de Kuannersuit, situé à la croisée d'évolutions des politiques minières qui le dépassent et engrenage central de cette poussée. L'empreinte désigne d'une part « la marque, la forme laissée par la pression d'un corps sur une surface », comme l'indique le Centre national de ressources textuelles et lexicales². Ce sens m'apparaît intéressant pour penser les reliefs du secteur minier tels que les trous béants ou remplis d'eau des mines fermées et les bâtiments devenus fantômes de ces sites abandonnés. L'empreinte d'une mine est matérielle et mémorielle, comme je le décrirai dans le chapitre, mais également projective. Elle crée des représentations qui s'expriment dans un imaginaire minier façonné d'une certaine façon et qui construit des attentes. En cela, Kuannersuit se pose dans les empreintes des mines qui le précèdent. À côté des empreintes de ces activités minières, ce mot renvoie d'autre part au prisme d'appréhension industriel des projets miniers. En effet, « l'empreinte » (*footprint*) est utilisée pour indiquer la surface occupée par le projet et les effets qu'il pourrait avoir sur le territoire et ses occupants. Dans la documentation de Greenland Minerals, il n'est à aucun moment expliqué clairement et cette définition émane de ma propre analyse des textes. Cette expression me semble tout à fait surprenante car elle intègre dans la modélisation de la mine l'idée d'impact. Dans cette perspective, « l'empreinte » de Kuannersuit adjoint à l'espace et aux infrastructures du site tous les domaines que la production pourrait toucher. Dans ce chapitre, j'enlève les guillemets et j'érige les empreintes au rang d'outil analytique pour saisir les perturbations visibles

1 Voir l'introduction, page 26, pour accéder à la chronique de Kuannersuit, page 20.

2 Centre national de ressources textuelles et lexicales : <https://www.cnrtl.fr/definition/empreinte> [Consulté le 15/12/2021]

entraînées par le projet depuis 2007, année de sa formation par l'entreprise Greenland Minerals. Ces ondes et tremblements dessinent, en négatif, la consistance du projet tout en soulignant dans quelles traces il s'inscrit.

Dans le but de saisir la bascule que Kuannersuit contribue à opérer entre ces empreintes du passé et les transformations provoquées par sa propre empreinte, j'ai mené une recherche historique sur les reliefs miniers sud-groenlandais et, plus largement, sur les mines que mes interlocuteurs mobilisaient. Cette étude n'est pas exhaustive et sera complétée dans les chapitres suivants, mais elle vise dès à présent à souligner la position du projet de Greenland Minerals dans cette généalogie. Tracer l'histoire minière n'a néanmoins pas été chose aisée car les mines ont donné lieu à peu de recherches. J'ai donc privilégié des sources primaires telles que les archives des musées de Qaqortoq, de Narsaq et d'Ivittuut (numérisées pour les dernières) et celles de la presse groenlandaise. J'ai aussi eu recours à des entretiens avec des employés de musées sud-groenlandais.

Examiner l'empreinte de Kuannersuit m'a également conduite à approfondir la connaissance des réseaux d'administration du secteur minier. J'ai pour cela étudié tous les documents publiés par la compagnie porteuse du projet ainsi qu'un grand nombre de productions gouvernementales que je détaillerai au fil des pages.

Pour finir, le matériau principal est constitué de données ethnographiques récoltées au printemps 2016 à Nuuk, auprès de membres de l'association opposée à l'exploitation de l'uranium Urani Naamik, et en 2018 et 2019 dans le sud du Groenland. Je présenterai mes interlocuteurs et le contexte du terrain dans le texte.

Les pages qui suivent font un récit du projet par la description de son empreinte, par ses effets et tremblements, et s'arrêtent sur trois collectifs. Tout d'abord, je décris les ondes politiques qui réagissent à Kuannersuit et interrogent les rapports à la terre et les conditions de son exploitation. Ensuite, je raconte les reliefs miniers sud-groenlandais qui occupent une place importante dans la façon de percevoir le projet minier et qui permettent, en dernière partie, de saisir les nouveaux sillons tracés par Kuannersuit.

1) Tremblements de terres

En 2012, lorsque le projet de Kuannersuit est médiatisé dans le sud du Groenland, le secteur minier traverse deux mouvements. Il met d'une part en application les profondes réformes de 2009 qui revoient son fonctionnement et est d'autre part occupé par des projets à grande échelle, dont aucun n'a encore vu le jour. Kuannersuit prend dans ce contexte une envergure nationale car il s'inscrit dans ces transformations industrielles et législatives en tant que projet réalisable. À mesure qu'il se constitue, il fait trembler les terres de Nuuk, de Narsaq, des éleveurs, des pierres et des moutons. Ses ondes divisent et jettent le « trouble »

sur le pays, selon l'expression d'une députée au Parlement en 2016, mettent en lumière des connexions historiques et actuelles entre l'exploitation des sous-sols et l'agencement politique du pays. Loin de vouloir expliquer tous ces mouvements, cette section les rassemble pour penser les rapports collectifs aux terres que Kuannersuit met en déroute.

Le projet creuse son trou

Depuis 2007, la compagnie Greenland Minerals conduit des explorations dans les montagnes avoisinant Narsaq et construit peu à peu son projet minier. Cette action est menée en étroite collaboration avec le gouvernement du pays et son Autorité des ressources minérales, administration qui prend en charge ce secteur. En 2013, Greenland Minerals lui remet un rapport de faisabilité et des enquêtes d'impacts préliminaires qui lancent le processus standardisé de pré-consultation publique³. D'après la loi minière de 2009, cette étape vise à informer le public à travers des réunions d'information qui ont également vocation à recueillir la parole citoyenne. Elle consiste en une série de rencontres publiques auxquelles les industriels concernés, les résidents des zones ciblées et des membres de l'administration minière et gouvernementale échangent. Le dialogue est ensuite consigné dans un document appelé *White paper*, que l'entreprise et le gouvernement ont à compléter. Ils doivent répondre aux interrogations et remarques de la population, l'idée derrière ce protocole assimilant les réponses à des résolutions. Une fois les remarques et les réponses des parties apposées, le *White paper* est remanié et transformé en *Terms of Reference*, contrat qui lie l'entreprise à la localité ciblée et au gouvernement par une série de clauses indicatives. Ces Termes assurent ensuite le rôle de gouvernail dans l'élaboration finale du projet⁴. J'analyse de façon critique ce protocole dans différents chapitres, et je vais ici uniquement me concentrer sur la dimension dématérialisée des échanges et les réactions de la population qu'elle met en lumière.

En fin d'année 2014, les autorités minières lancent ainsi la pré-consultation de Kuannersuit. En plus des rencontres, l'administration minière met en place une page dédiée à la consultation sur le site internet du gouvernement. On y trouve l'étude de faisabilité de Greenland Minerals pour la mine, les enquêtes préparatoires d'impacts sociaux et environnementaux, ainsi que les contributions citoyennes⁵. C'est sur cette plate-forme que j'ai moi-même eu accès aux documents. Ils sont fournis en versions danoise et groenlandaise, et ceux de l'industriel et du gouvernement sont également rédigés en anglais. D'après ma revue systématique de ce protocole, exceptés deux individus seuls des organismes non gouvernementaux et publics interviennent en 2014. Parmi ceux-ci figurent d'une part les

3 À l'époque il s'agit d'un aménagement particulier, mais il est mis en place selon la juridiction établie.

4 Inatsisartut « Kalaallit Nunaanni Namminersorneq pillugu inatsit » (groenlandais) « Lov om Grønlands Selvstyre » (danois), loi n°473 du 12 juin 2009, articles 73 à 87.

5 Archives de la consultation: <https://naalakkersuisut.gl/en/Hearings/Hearing-Archive/2014/Kuannersuit-forhoering> [Consulté le 14/04/2020. Le lien est le même pour tous les documents relatifs aux pré-auditions du ToR.]

organisations non gouvernementales (ONG) telles que Transparency Greenland, membre d'un réseau implanté internationalement qui s'intéresse aux problématiques de corruptions politiques et industrielles. WWF et Greenpeace apportent aussi une contribution, ainsi que l'ONG groenlandaise Avataq spécialisée dans les questions écologistes. Son président, Mikkel Myrup, est régulièrement interviewé pour s'exprimer à propos des projets industriels par la télévision et la presse groenlandaise. Des collectifs corporatistes prennent d'autre part la parole. Le syndicat national de chasseurs et de pêcheurs, avec son antenne de Narsaq, l'association des travailleurs du bétail, basée sur la péninsule de Narsaq, ainsi que l'association nationale des communes, qui rassemble les maires, s'expriment sur le sujet⁶. Par comparaison avec d'autres appels à consultation, je peux affirmer que celui-ci résonne largement car il est rare de voir une telle mobilisation⁷.

Les avis entre ces deux groupes diffèrent par la posture qu'ils adoptent. Tout en participant, les ONG remplissent leur mission consultative de façon surtout critique. Elles posent des questions qui m'apparaissent comme rhétoriques et s'intéressent exclusivement à l'uranium et à ses propriétés radioactives. Les interrogations relatives aux conditions techniques et salariales de la production sont laissées de côté et l'uranium prend une place centrale⁸. Cette focalisation s'explique notamment par le vote, l'année précédente, d'une loi autorisant l'exploitation des minerais uranifères sur le territoire, extraction qui était jusque là interdite. Je reviendrai à plusieurs reprises sur cette législation qui, en 2013, contribue à propulser le projet de Kuannersuit au rang de site de production d'uranium. Cette contribution des ONG fait partie des premiers signaux révélateurs de malaise. Elle souligne qu'avec le projet de Kuannersuit, quelque chose de ce qui nous environne se désaxe.

Ce trouble autour de l'uranium résonne largement parmi la société, puisque le vote du texte d'abrogation de l'interdiction par le Parlement donne lieu à de grandes manifestations en 2013⁹. Pas moins de onze villes parviennent à se coordonner pour défilier le même jour et déploient diverses revendications qui, toutes, remettent en cause l'exploitation de l'uranium et le projet de Kuannersuit. Ces levées contestataires témoignent de la matérialisation immédiate de cette production par le biais de la mine de Greenland Minerals, qui apparaît dans un présent d'action. En dépit du stade administratif préliminaire où il se trouve, le projet se fait mine génératrice de radioactivité altérant les sols.

6 Dans l'ordre : Kalaallit Nunaanni Aalisartut Piniartullu Kattuffiat, KNAPK Narsaq, Savaatillit Peqatigiit Suleqatigiissut, Kalaallit Nunaanni Kommunit Kattuffiat.

7 Par comparaison avec les projets d'Isukasia (développé au chapitre huit) et de Qaqortorsuaq (idem).

8 « 061010 WWF - Dan » Question de WWF à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit ; « 061014 Greenpeace – Dan » Question de Greenpeace à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit ; « 061014 Avataq - Dan » Question d'Avataq à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit.

9 Bailleul, Pia, 2017 *Inatsisartut, « ceux qui font les lois » : entre action législative et processus d'élaboration politique au Parlement groenlandais*, Master : Anthropologie : Nanterre, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 139p.

À l'inverse des groupes de surveillance politique et écologique, les collectifs corporatistes répondent aux dispositifs de la consultation en questionnant les conditions de développement du projet minier. L'association des travailleurs du bétail émet un long avis dans lequel elle exhorte à la prise en compte des familles qui vivent et travaillent sur la péninsule de Narsaq. Présenté en introduction, ce bras de terre accueille la ville de Narsaq, à son extrémité sur le fjord, et le village agropastoral de Qassiarsuk du côté terrestre. Parmi les mille cinq cents habitants, selon mon estimation, on compte une trentaine de familles qui vivent de l'élevage de moutons et de vaches, qui pâturent l'été de façon commune dans cet espace. Qassiarsuk est un hameau de moins d'une centaine de résidents qui compte une école, quelques équipements touristiques, une boutique alimentaire et un relais médical. De son côté, Narsaq est une ville qui dispose de l'abattoir régional et d'une usine de poisson. Dans leurs contributions, les groupes de travailleurs font valoir l'occupation composite de la zone, à la fois espace de vie et lieu d'exploitation.

L'association des travailleurs du bétail émet des doutes sur le mode de stockage des déchets miniers, prévus pour être entassés au fond du lac Taseq, trou d'eau qui surplombe la ville de Narsaq. Il serait renforcé par plusieurs barrages isolant le liquide de l'environnement. L'association se positionne pour une réévaluation de ce procédé considéré comme « extrêmement incroyable » (*ekstrem utrolige*) et « irresponsable » (*uansvarlighed*) par Isak Lund, le président du groupe¹⁰. De plus, l'avis rend compte d'une réunion durant laquelle les éleveurs questionnent le principe de l'exploitation minière dans l'espace agropastoral. Certaines familles affirment l'impossibilité d'une production propre des minerais, d'autant plus de ceux radioactifs, et rejettent toute forme d'extraction dans le sud du Groenland. La majorité, à l'inverse, exige un encadrement législatif de l'uranium et soutient le développement minier de la zone, tant qu'il n'entre pas en contradiction avec l'élevage. La résolution finale adoptée et transmise durant la consultation ne s'oppose donc pas au projet mais souligne qu'il doit se dérouler en harmonie avec l'agropastoralisme¹¹. Cette position rejoint celle communiquée par la section jeune de l'association qui, quelques semaines avant le début de la consultation, prend l'initiative d'une lettre ouverte adressée au gouvernement et qui paraît dans la presse. Les futurs éleveurs y présentent leurs inquiétudes vis-à-vis de la cohabitation entre l'extraction de matières radioactives et l'agropastoralisme¹².

En questionnant la coexistence des industries sur la péninsule de Narsaq, les populations agropastorales mettent en lumière les conditions matérielles d'exploitation minière et la spatialité de ce projet. La problématique de la concurrence territoriale se dévoile et souligne les tremblements vécus par les habitants, qui sentent déjà leur occupation quotidienne et productive des terres dérangée par le projet minier.

10 « 071014 SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut 1 - Dan » Question de SPS à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit, partie 1.

11 « 071014 SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut 2 - Dan » Question de SPS à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit, partie 2.

12 Sermitsiaq AG « Fåreholdere: Sætter uran vores erhverv i fare? », 22 octobre 2013 [Consulté le 13/04/2020]

L'association des pêcheurs et chasseurs ainsi que sa branche locale adoptent une posture participative similaire¹³. En tant qu'habitants des lieux et connaisseurs des habitudes de ses animaux, ils préconisent la réalisation d'une enquête d'impacts environnementaux qui s'intéresserait particulièrement à certains espaces. Ils insistent sur la zone de la vallée de Kuannersuit, un secteur plat situé entre les montagnes dans lequel toutes les infrastructures seraient réunies. Selon l'association, il s'agit justement d'un lieu d'une grande valeur en raison de sa fréquentation régulière par les animaux. Il faudrait trouver un moyen de le préserver ou, comme ils le proposent, d'en estimer la vulnérabilité dès maintenant. Dans l'ensemble, leur contribution se situe dans la suite de celle des éleveurs et engage à réévaluer les modalités de développement et la diversité des effets de la mine sur la montagne Kuannersuit. Elle met néanmoins au jour une autre forme de concurrence, celle entre la mine et les animaux, et souligne un désaccord central au sujet des lieux : ils ne sont pas libres d'occupants.

La tenue du dispositif consultatif et la participation de groupes professionnels indiquent l'amorce du processus public. Le projet sort de l'enceinte industrielle, privée, et est immiscé dans la vie des personnes qu'il s'apprête à avoisiner. Les organisations non gouvernementales sont les premières à prendre la parole sur les questions liées à l'uranium et la radioactivité, tandis que les résidents sud-groenlandais se saisissent d'abord des problématiques de cohabitation. Les mois passant, la précision des contours de Kuannersuit rassemble ces dimensions. Contre le trou que creuse le projet dans la montagne, les habitants de la péninsule de Narsaq transportent canapés, tentes, feux de bois et musiques pour visibiliser leurs propres relations à cet espace.

Ilimmaasaq, Narsap Ilua : investir des lieux disputés

En février et mars 2018, je séjourne dans une exploitation agropastorale du hameau de Qassiarsuk, la ferme Inneruulalik. Piitaaq et Naasu Lund y élèvent six chevaux et deux cents moutons, aidés par deux chiens, sur les terres familiales. Ils habitent une maison bleue qui avoisine une maison verte, appartenant à la tante de Piitaaq, qui font face au fjord et aux montagnes. Sur le terrain se trouvent également des cultures qui permettent de donner du foin aux bêtes l'hiver, ainsi que les deux bergeries qui leur servent d'abris. On compte aussi des hangars de différentes tailles et une *ghest-house* jaune qui accueille les touristes l'été. En effet, la péninsule de Narsaq constitue l'un des lieux les plus visités en raison de l'originalité de sa pratique d'élevage, uniquement présente dans cette région à l'exception d'une poignée de fermes du côté de Nuuk. Les visiteurs y effectuent un tour bien rôdé de nuitées en ferme, presque chez l'habitant, et de randonnées entre les lacs et les prairies la journée. Je reviens sur

13 « 300914 KNAPK - Kal » Question de KNAPK à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit ;
« 300914 NAPP Narsaq - Kal » Question de NAPP à Naalakkersuisut pour la consultation de Kuannersuit.

cet arrangement socio-économique dans la seconde partie.

Lorsque j'arrive à Inneruulalik, la neige et la glace immobilisent toujours grandement le territoire. Nous passons des journées confinés à la maison à alterner le travail auprès des chèvres, auquel je contribue, avec de longs moments d'ennui. C'est pendant ces heures que le couple me raconte la présence du projet minier sur la péninsule et les actions qu'ils ont entreprises pour le stopper. Naasu me dit ainsi que l'une des voies d'action est de visibiliser leur situation par le biais des médias et des chercheurs, d'où la réception positive de ma demande de séjour chez eux. Je suis néanmoins à ma connaissance la première anthropologue à adopter la méthode ethnographique, la plupart des chercheurs recourant à des entretiens dirigés menés dans la ville de Narsaq¹⁴. Les journalistes internationaux sont aussi très présents, restant quelques jours dans la zone pour interviewer les habitants, avec parfois le recours à un traducteur. Naasu me fait ainsi le récit d'une équipe de la BBC qui, en 2014, est venue à Qassiarsuk et a interviewé de nombreux éleveurs. Le film, *White paper*, est depuis sorti, et en voyant l'affiche je repense aux commentaires de Naasu. « Ils m'ont fait parler pendant trois heures ! Je n'en pouvais plus à la fin, et après ils nous ont envoyé le film et ils n'ont gardé que cinq minutes à peine, et en plus c'est un passage où Piitaaq est présent alors qu'il n'a presque rien dit, lui ! ». Elle reconnaissait que les réalisateurs avaient nécessairement leurs propres envies et manières de raconter l'histoire du projet, un peu différente de son point de vue à elle. Piitaaq faisait un constat similaire, se rappelant comment il devait marcher devant les caméras. « Ils m'ont dit « Va là-bas et descends de la colline avec l'outil à la main ! Appelle le chien pour qu'il te suive ! Regarde vers le soleil qui se couche ! » ça n'avait aucun sens et en plus c'était une colline sur laquelle on ne va jamais ! Mais j'ai fait tout ce qu'ils voulaient et à la fin ils m'ont dit de recommencer parce que la lumière était meilleure ailleurs, alors je suis juste parti, j'en avais marre. » Malgré ses imperfections, *White paper*, en référence au protocole de l'administration minière, constitue pour le couple un moyen de faire connaître leur situation.

Dans les premiers jours, Piitaaq me demande si j'ai déjà vu, en photo, les tentes blanches qui investissent le complexe Ilimaussaqa les étés depuis 2010. Il n'est pas sûr de la date, mais il m'explique que ces installations sont montées en juin chaque année pour accueillir le matériel, les géologues et les ingénieurs qui conduisent les campagnes d'exploration pour l'entreprise Greenland Minerals. Ce sont « comme des bulles blanches qui se mettent aux endroits qu'ils étudient, avant c'était vers Killavaat et maintenant c'est plutôt vers Talut » A l'époque je ne visualise pas ces lieux qui s'enchaînent, mais maintenant je réalise que cette géographie est elle-même un moyen, certainement non conscientisé par

14 Bjørst, R. Lill, « Saving or destroying the local community? Conflicting spatial storylines in the Greenlandic debate on uranium », *The Extractive Industries and Society*, 2016, vol. 3-1, p. 34-40 ; Bjørst, R. Lill, « Uranium: The Road to "Economic Self-Sustainability for Greenland"? Changing Uranium-Positions in Greenlandic Politics » in Fondahl, Gail, Wilson Gary *Northern Sustainabilities: Understanding and Addressing Change in the Circumpolar World*, Springer, 2017, p. 25-34 ; Hansen A.M. et Johnstone R.L. « In the Shadow of the Mountain: Assessing early impacts on community development from two mining prospects in South Greenland » *The Extractive Industries and Society*, Vol 6, n2, 2019, pp480-488.

l'éleveur, de décrire les évolutions du projet minier. En effet, le premier site désigne la montagne Killavaat Alannguat, située de l'autre côté du fjord de Narsaq. En termes géologiques, elle était avant attachée à Kuannersuit et ces montagnes appartiennent au même complexe minéralogique. J'ai retracé l'histoire de la compagnie Greenland Minerals et ai découvert que ses premières intentions ciblaient les deux sites, en raison de leurs qualités communes. Elle s'est néanmoins rapidement détachée de Killavaat Alannguat mais les recherches s'y sont poursuivies avec d'autres entreprises, débouchant en juillet 2020 à la délivrance d'une licence d'exploitation pour une série de ressources. La montagne Talut, le deuxième site dont me parle Piitaaq, est une composante de cet ensemble localisée sur la péninsule. Elle fait face à la montagne Kuannersuit et surplombe de sa hauteur impressionnante la ville de Narsaq. Elle est intégrée au projet car elle accueillerait certains déchets et résidus miniers de la production qui seraient stockés au fond du lac situé à son sommet. Par ce pistage des tentes blanches, je me rends compte que Piitaaq a suivi les contours du projet, au gré de ses déplacements et de la forme qu'adoptaient ses infrastructures sur le relief.

Je réponds à Piitaaq que je connais ces tentes d'après les clichés des journaux, et lui retourne la question. Il me raconte les avoir vues en vrai, car lui et des voisins se sont un jour déplacés pour les observer. Ils souhaitaient se « rendre compte par [eux]-mêmes ». Je me dis qu'ils voulaient peut-être éprouver cette présence sentie par les médias, le protocole de consultation, l'inquiétude partagée¹⁵. Je demande alors s'ils ont parlé aux employés de Greenland Minerals, et même s'il s'agissait bien de structures appartenant à la compagnie, ce qui génère une réaction de surprise. Piitaaq hausse les sourcils, « Non, qu'est ce qu'on aurait eu à leur dire ? »

Ils n'ont pas parlé, mais ils ont décidé d'investir les collines et les prairies. À l'été 2013, 2014 ou 2015, Piitaaq ne sait plus vraiment, lui et des voisins ont chargé canapés, vaisselle et viande de mouton dans les quatre-quatre et se sont installés du côté de la montagne Ilimmaasaq quelques jours. Écrit et prononcé ainsi, ce nom désigne la montagne voisine de Kuannersuit. Écrit Ilimaassaq, comme je l'ai fait sur la page précédente, il renvoie par contre à l'appellation géologique de la zone, c'est-à-dire à sa description par les critères miniers. C'est ainsi à la fois le même endroit, à la fois un territoire tout à fait différent. Et il me semble que c'est pour rendre saillante cette distinction que les éleveurs ont passé plusieurs jours à vivre dans la montagne, comme me le raconte Piitaaq. Ils dormaient chez eux et passaient la journée à manger, discuter, et partager du temps ensemble à côté des moutons en pâture. Piitaaq ne se souvient pas qu'ils aient croisé d'employés de Greenland Minerals, et de façon générale ils n'ont pas visibilisé leur action d'une manière qui aurait suscité une réaction de l'entreprise. Il m'explique que sur la péninsule, tout le monde était au courant de leur occupation, et que c'était le plus important.

15 Le chapitre cinq est consacré aux effets de la situation en projet de la péninsule, et notamment à l'inquiétude.

La relation aux tentes blanches et l'investissement de la zone d'Ilimmaasaq mettent en lumière l'affrontement pour l'occupation du territoire qui se joue autour du projet Kuannersuit. En se déployant, la mine semble déplacer les frontières de l'espace des éleveurs pour creuser celui de l'extraction. L'envahissement de ce terrain disputé par ces derniers se fait alors mouvement de réappropriation politique qui passe par la démonstration d'un mode de vie et d'une forme d'exploitation arrimés à ces terres.

L'occupation du territoire est une démarche à laquelle recourent d'autres entités politiques. En 2016, c'est le parti Inuit Ataqatigiit qui investit les lieux pour tenir son camp estival. Il s'agit d'une forme d'université d'été durant laquelle les partisans discutent des questions minières durant une semaine. À partir de l'année 2013, ce parti fait de l'uranium l'une de ses priorités politiques, comme je l'entends durant une réunion du parti en 2016 alors que j'effectue un terrain au sein du Parlement groenlandais. J'observe durant trois mois les débats et les réunions internes de l'institution, et mène des entretiens avec des élus et des membres des équipes. C'est dans ce cadre que j'assiste à des réunions du parti Inuit Ataqatigiit, qui concentre alors son action sur une proposition de référendum que des députés s'appêtent à soumettre. Le scrutin indicatif porterait sur le principe d'une exploitation d'uranium dans le pays, tenu après une campagne d'information sur les conditions d'extraction de ce minerai. Cette proposition concerne directement le projet de Kuannersuit et est présentée comme une solution à la crise politique et sociale qui commence à prendre de l'ampleur dans le pays¹⁶. En effet, les opposants à l'exploitation de l'uranium sont de plus en plus nombreux et mènent une activité constante sur les réseaux sociaux. Pages et groupes dédiés à l'industrie minière et à l'uranium se multiplient, tandis que la proposition de référendum d'Inuit Ataqatigiit relance les mobilisations de rues. Des défilés sont organisés pour soutenir cette initiative, alimentée par deux propositions similaires soumises par d'autres partis. Les référendums replacent le projet minier sous le feu des projecteurs et le groupe Inuit Ataqatigiit décide, lui aussi, d'investir la montagne pour exprimer son opposition.

En avril 2016, une secrétaire parlementaire d'Inuit Ataqatigiit que j'interviewe m'explique qu'après les échecs du printemps 2016 – aucun référendum ne passant le vote – le parti envisage son camp estival dans la continuité des échanges. Elle espère que de nouvelles formes d'action et de nouvelles idées émergeront de ces journées pour renouveler la lutte anti-uranium. Elle souligne d'ailleurs que le choix de la montagne Kuannersuit est d'une grande force symbolique. C'est une manière de réclamer un lieu sujet à dispute.

Je retrouve cette ambition dans les propos de Dorthii, une de mes voisines lorsque j'habite à Qaqortoq en mai 2018. Je la présenterai plus en détails dans la section suivante, mais il convient de dire qu'elle est une habituée d'Aasivik, le festival politique tenu chaque année au

16 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen inden folkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet. » Kalistat Lund, 27 avril 2016, FM2016/97

Groenland depuis les années 1970. Il rassemble pendant une semaine jusqu'à cinq cents personnes, selon elle, qui échangent sur les enjeux politiques ayant trait au Groenland. Au musée de Qaqortoq j'ai visualisé des archives filmiques qui montrent ces débats ainsi que des pièces de théâtre, des moments musicaux, des lectures. En 2016, la plaine avoisinant Narsaq est sélectionnée pour accueillir l'événement. Dorthii m'explique que ce choix était important car cela reflétait les perturbations nationales autour de l'uranium et vis-à-vis desquelles les citoyens souhaitaient s'exprimer. Avoir les discussions dans la montagne mettait en lumière la réalité du projet qui, depuis le Parlement ou les autres villes, pouvait devenir une simple question de principe. Au contraire, je comprends qu'amener les gens à Kuannersuit constituait une manière de ré-axer les choses : forcer le regard pour montrer la matérialité de l'action du projet.

En septembre 2019, lorsque je séjourne à Narsaq, la force créatrice de ce mode d'action s'impose à nouveau. Il m'apparaît non seulement comme une façon de revendiquer une terre, mais aussi comme un moyen de s'y reconnecter ou, en tous les cas, d'activer les liens. C'est Oleeraq Nielsen, l'adjoint au musée d'histoire locale, qui me fait saisir cette perspective. Il travaille alors dans la structure muséale depuis cinq ans et effectue une diversité de tâches, depuis le ménage jusqu'à la vente des tickets, et connaît tout le monde dans la ville. C'est notamment grâce à ce réseau qu'il est parvenu à créer le Narsap Ilua Festival à l'été 2019. Avec trois autres résidents, il a organisé ce rassemblement musical et politique à Narsap Ilua, baie que longe la route reliant Narsaq à la montagne Kuannersuit. En voyant sur le téléphone d'Oleeraq et sur Facebook les photos de l'événement, je réalise que c'est au même endroit que s'est tenu Aasivik trois ans plus tôt. Il m'explique que la localisation n'est pas choisie au hasard, c'est un site qui résonne dans l'histoire de la ville et dans l'actualité du projet. En effet, c'est là que les populations inuit campaient avant la colonisation, d'après lui¹⁷. Les groupes nomades habitaient parfois la baie de façon saisonnière, bien que ces eaux étaient mauvaises pour la chasse comme il le précise. L'activité locale était alors décentrée par rapport au cœur actuel de la ville. Depuis l'élaboration du projet, Narsap Ilua a pris un nouveau visage. C'est là que Greenland Minerals envisage de construire le port de cargos, installations massives pour un espace pour le moment uniquement aménagé par une décharge modeste, des bancs et une route de graviers. Distant de trois kilomètres au nord de la ville et de quatre kilomètres à l'ouest de Kuannersuit, Narsap Ilua deviendrait le carrefour d'exportation des minerais devenus marchandises.

Si d'un point de vue géopolitique ce croisement est stratégique puisqu'il connecte l'extraction au raffinage puis à la vente qui auraient lieu dans d'autres pays, ce n'est pas en ces termes qu'Oleeraq décrit son action. Il me dit avoir choisi Narsap Ilua pour la force historique et présente des lieux. Du 2 au 6 juillet 2019 durant le festival, l'objectif était d'abord de vivre dans la « nature » et avec la « culture » groenlandaise. Pour cela, un espace

17 Le terme « inuit » étant un pluriel en groenlandais, je n'ajoute pas la marque du pluriel en français (sing. *inuk*). Je n'ajoute pas non plus de marque de genre, car il n'est pas indiqué en groenlandais. Cette règle est appliquée dans toute la thèse.

de camping avait été aménagé au pied des montagnes, devant le fjord, et les participants pouvaient utiliser les douches de la salle municipale. Sur les trois cents personnes présentes, beaucoup dormaient aussi à l'hôtel de Narsaq, louaient des chambres dans les maisons de la ville, ou occupaient un lit chez des amis ou de la famille. Les journées étaient dédiées à des activités de plein air comme les balades, la cueillette, la chasse et la pêche qui sont abondamment pratiquées au quotidien dans la région sud-groenlandaise. Une grande partie du temps était aussi occupée aux bavardages et discussions autour de café, thé et gâteaux. Oleeraq m'explique qu'aucun planning de débats n'était écrit, comme c'est le cas pour Aasivik, mais que le projet minier s'imposait tous les jours. Sur la page Facebook de l'événement, entièrement rédigée en groenlandais, on peut lire le programme de certaines journées. Ainsi, les activités du 3 juillet 2019 commencent à 15h par des discussions autour des tentes en dégustant du thé et du café avec du pain blanc. De 17h30 à 20h le chef groenlandais qui dispose d'une grande renommée nationale Inunnguaq Hegelund prépare le repas pour tout le monde, et de 19h à 20h une performance de jeux groenlandais est donnée. Entre 20h et minuit des groupes de musique groenlandais s'enchaînent sur la scène¹⁸. Ainsi installés devant le fjord, à l'orée de la ville, et au pied des montagnes, les festivaliers ont pu se saisir de ce qu'était Narsaq, d'après Oleeraq.

Cette expérience était aussi ancrée dans une perception des lieux attachée à un monde situé loin du projet minier, celui des êtres invisibles et des croyances groenlandaises (*greenlandic beliefs*). Oleeraq me précise en effet qu'au moment de l'installation des lieux, son ami Peter est venu effectuer des danses au tambour à Narsap Ilua. J'ai demandé en quoi avait plus précisément consisté ces pratiques, mais Oleeraq est resté très vague sur le sujet. Il m'a uniquement répondu qu'il « fallait le faire ». Lors d'un goûter à la maison communale, j'ai rencontré Peter et essayé d'en savoir plus sur la danse au tambour qu'il avait donné dans la baie avant le festival, mais mon groenlandais en apprentissage et son dialecte sud-groenlandais ne pouvaient que faiblement se comprendre. Je n'en saurai pas plus sur son action, mais j'ai compris qu'à Narsap Ilua logeaient aussi des êtres que je ne pouvais ni voir, ni comprendre.

À l'inverse des camps politiques d'Aasivik et d'Inuit Ataqatigiit qui proposaient directement des échanges à propos du projet, le Narsap Ilua Festival me semble tirer sa force du phénomène de recouvrement qu'il opère. Par le déploiement des diverses pratiques sociales et écologiques attachées à cet environnement, le projet minier est à son tour poussé en dehors de l'espace.

Cette opposition des forces se retrouve dans les propos d'Oleeraq sur l'organisation du festival. Il m'explique que tenir un tel événement dans une ville de la taille de Narsaq était très compliqué au début. En effet, on y trouve selon lui des services limités qui correspondent aux mille quatre cents habitants de la ville, et peuvent difficilement être adaptés pour trois

18 <https://www.facebook.com/Narsap-Ilua-Festival-2175098535945128> [Consulté le 09/12/2021] Traduction personnelle.

cents festivaliers durant une semaine. Après une réunion initiale d'élaboration du planning de l'événement entre Oleeraq et trois amis, il a ainsi fallu démarcher divers acteurs, des mois à l'avance, pour s'assurer de leurs stocks et de leur participation. Il énumère l'hôtel, où des chambres et des sanitaires ont à l'avance été réservés, et les lieux de restauration de la ville qui contribuèrent de façon alternée. Il fallait aussi prendre contact à l'avance avec les musiciens et le chef cuisinier pour les convaincre de venir gratuitement, et réserver leurs performances. Ces tâches ont mis en dynamique la ville de façon positive selon Oleeraq, élément d'autant plus important que le projet impose une situation d'immobilisme économique et social que tous mes interlocuteurs m'ont décrite. J'y reviendrai dans la seconde partie de la thèse, mais il est important de le mentionner dès à présent pour renforcer le propos d'Oleeraq qui souligne l'énergie que le festival a déployée et qui représente, pour lui, un élément constitutif du succès de l'événement. Par ailleurs, cette énergie est aussi de nature physique dans la synergie qui s'est développée durant quelques jours. Tout le monde était réuni autour d'un même lieu et d'activités partagées, ce qui a entraîné cohésion et enthousiasme d'après lui.

« Le pays est troublé »

En 2016, la scène médiatique et politique est occupée par trois propositions de référendum déposées par des groupes parlementaires. Ces textes visent à mener des campagnes d'information relatives à l'exploitation des matières radioactives et à lever un référendum consultatif sur cette question, qui déboucherait sur un texte de loi aménageant la production d'uranium. Selon les partis, cette légalisation prohiberait l'uranium, ou en fixerait une limite. Je les décrirai en détails au dernier chapitre de la thèse, c'est pourquoi je ne les développe pas ici. Néanmoins, il est important de les mentionner car ils constituent de nouveaux relais qui mettent le projet de Kuannersuit à l'actualité, étant le seul projet concerné en 2016. D'après les explications des députés, ces propositions ont pour objectif de calmer la mobilisation nationale qui grossit au fil des années. Après les manifestations d'opposition à l'abrogation de l'interdiction d'exploiter l'uranium en 2013, elle investit les réseaux sociaux et se fait problématique nationale, suscitant parfois des violences. Plusieurs interlocuteurs m'ont ainsi raconté qu'à Narsaq, en 2015, ce sont les soutiens et les opposants à l'uranium qui défilent successivement dans la ville, et ne cachent pas les fourches et les fusils en signe d'intimidation du camp adverse. Entre 2013 et 2021, l'uranium est un objet qui focalise à l'échelle nationale et met en tension la société¹⁹.

19 KNR « Folket demonstrerer tirsdag og onsdag » 2013 ; Sermitsiaq.ag. « Nultolerancen over for uran er ophævet. » 2013 [Consultés le 24/08/2020]. Thisted, Karen « Emotions, finances and independence. Uranium as a “happy object” in the Greenlandic debate on secession from Denmark » *Polar Record*, 56, 2020.

Lorsque j'arrive à Nuuk en 2016 pour mener l'ethnographie du Parlement, je découvre tout de cette polémique. Je vois des affiches d'appel à la manifestation dans les rues, et j'assiste aux heures de débats dans l'institution. Naaja Nathanielsen, une élue rattachée au parti Inuit Ataatigiit et qui s'en détache pour devenir indépendante à ce moment, fait usage d'une expression qui m'interpelle pour décrire la situation. À la fin de son mandat, la députée se retirera de la vie politique jusqu'en 2021, où elle revient aux couleurs du parti qu'elle avait quitté, Inuit Ataatigiit. Après des élections remportées par ce groupe, elle investira le poste de Ministre des ressources et de l'énergie, dans lequel elle sera une actrice centrale de la loi de limitation des taux d'uranium en contexte extractif. En 2016, elle s'oppose fermement à cette production et introduit une intervention dans laquelle elle annonce soutenir la démarche de référendum en affirmant que « le pays est troublé »²⁰. Par cette expression, elle fait référence au vaste mouvement d'opposition à l'uranium et au projet minier de Kuannersuit. Dans cette sous-partie, je reprends les mots de Naaja Nathanielsen pour décrire d'une part les multiples positions vis-à-vis du projet minier et le feuilletage des échelles sur lesquelles il agit. Je les utilise d'autre part en tant qu'outil heuristique pour saisir la situation sociale non pas comme une crise dont je pourrais lister les relations de causalité, mais comme une série de dispositions qui se tissent en réaction à Kuannersuit²¹.

Durant mon séjour à Nuuk en 2016, je me lie avec des personnes investies contre l'exploitation de l'uranium. J'assiste à des réunions, je manifeste à leurs côtés et je partage avec elles des balades et des cafés. Je participe particulièrement à la création de l'association opposée à l'exploitation de l'uranium Urani Naamik, « Uranium non ». Elle est fondée par six résidents de Nuuk qui ont tous déjà été investis dans différentes luttes telles que celle contre la pollution des rues par les plastiques, celle contre un projet minier qui toucha la capitale en 2012 (j'y reviens au troisième chapitre), ou au sein de partis politiques. Au fil des échanges avec Kristian et Hans, deux résidents membres de l'association, je comprends que trois grandes problématiques se dégagent de leur opposition. Tout d'abord, l'exploitation de l'uranium pose pour eux un problème environnemental de taille en raison de la radioactivité que génère ce minerai. En contexte productif, cet effet serait amplifié et polluerait tout ce qui l'entoure. C'est ainsi que les terres, les eaux, la faune et la flore seraient impactées de façon vaste et durable, selon eux. Ensuite, cette dimension dangereuse questionne les conditions de travail pour les employés des mines. Les hommes soulignent que l'industrie minière groenlandaise en est à ses prémises, et que les compétences techniques des travailleurs groenlandais pour le moment restreintes ne leur permettraient pas d'endosser des postes de management. Ils se retrouveraient donc à occuper les emplois les plus pénibles et les moins

20 Nathanielsen Naaja « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen inden folkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet. » le 27 avril 2016, FM2016/97.

21 Cette perspective s'inspire des échanges menés dans le cadre de l'atelier « Troubles » tenu le 21/11/2021 au LESC.

rémunérés, amenant Hans et Kristian à interroger sérieusement les bénéfices de l'exploitation minière pour les citoyens du pays. Cette orientation industrielle ne leur semble plus viable si elle ne permet d'élever le niveau de compétences et les salaires de la population. Bien que cette remarque ait valeur générale, elle prend un sens particulier sur le projet de Kuannersuit qui serait un site à « grande échelle », selon la nomenclature de la législation groenlandaise. Ce terme désigne un complexe tellement massif que ses besoins en main d'œuvre et en capitaux dépassent les capacités groenlandaises. Le statut à « grande échelle » autorise alors l'industriel à importer le matériel, les ouvriers et les financements nécessaires. L'uranium étant une nouvelle production sur le territoire, mes interlocuteurs craignent qu'elle ne donne particulièrement lieu à ce phénomène et ne fasse des minerais une ressource pour les entreprises extérieures, et pas pour les habitants du pays. Pour finir, cette appréhension rejoint celle des enjeux de gouvernance du secteur minier entre le Groenland et le Danemark. En effet, les membres de l'association me rappellent que les sous-sols ne sont redevenus propriété groenlandaise que depuis 2009, et les sols depuis 1979, au terme d'une colonisation entamée en 1721. Le développement du secteur minier représente à cet endroit une affirmation territoriale, me soulignent-ils. Je développerai ce nœud historique dans les prochains chapitres, pour approfondir la question de l'uranium ici. Si ce sont aux organes gouvernementaux groenlandais que revient la gestion exclusive de ces ressources, la production uranifère implique *de facto* le Danemark car elle contrevient à la politique de dénucléarisation de cet État. Plus précisément, elle entre en conflit avec les traités et accords internationaux contre le nucléaire et la production d'uranium dans lesquels le pays est engagé. Diplomatiquement, Nuuk et Copenhague ont ainsi dû signer un contrat d'entente en 2016 pour pouvoir envisager l'export de la marchandise uranifère, ce que mes interlocuteurs trouvent dommageable dans le contexte d'autonomisation actuel de la gouvernance des sous-sols.

Il m'a paru important d'explicitier pourquoi l'association Urani Naamik s'oppose à l'exploitation de l'uranium, mais je dois maintenant rétablir la forme que prennent ces critiques sur le terrain. Tout en déployant ces explications écologiques et politiques, les personnes mobilisées font toujours passer leur positionnement comme une obligation. Elles affirment qu'elles iront « jusqu'au bout » car l'idée de l'exploitation uranifère est absolument « impensable ». S'ajoute ainsi aux arguments un état d'esprit qui a trait à l'impossible et confine, selon moi, au domaine de l'inconcevable. J'entends ici le fait de ne pas parvenir à penser l'exploitation uranifère, de ne pas être en capacité de l'insérer dans sa propre vie, aboutissant à une situation de blocage. En ce sens, les mobilisations autour du projet touchent à la question de la projection de soi, de l'environnement et du pays dans l'avenir. Ce trouble sur le futur me semble issu des catégories et des repères que cette exploitation brouille : perturbations environnementales imprévisibles, impacts socio-économiques non maîtrisables, révision des liens diplomatiques avec le Danemark. Cet ensemble crée un bouleversement des rapports établis aux terres qui ne permet plus de se projeter dans l'avenir, générant alors une situation troublée.

Si l'uranium est facteur d'instabilité pour une grande partie de la population du pays à partir de 2013, d'autres soutiennent au contraire cette production. Je rencontre ses sectateurs à Qaqortoq. Ils me permettent de préciser la problématique de l'avenir autour de l'uranium, et de comprendre qu'elle se trouve intimement articulée à celle du gouvernement du pays. Cette dimension m'apparaît dès 2016, lorsque l'un des membres de l'association Urani Naamik (« Uranium Non ») s'exclame, alors que nous nous rendons à la mairie pour faire officialiser le groupe administrativement, qu'« il s'agit de la première organisation dans l'histoire du Groenland qui s'oppose au gouvernement ! ». Je saisis rétrospectivement qu'il parlait de la période post-1979, celle à partir de laquelle un gouvernement groenlandais autonome est mis en place et qui signe le lancement du processus d'étatisation du pays. Par ces mots, il met en lumière le lien entre la question minière et celle de la gestion politique du pays, que je déploie particulièrement dans la dernière partie de la thèse. En 2018, les cinq personnes soutenant l'exploitation uranifère que je rencontre à Qaqortoq m'expliquent toutes de la même façon leur positionnement, qui passe par un engagement auprès du parti politique à l'initiative de cette direction. Élues au Conseil municipal ou habitantes lambda, elles affirment que Siumut, le parti majoritaire de la coalition gouvernementale, est le parti « historique » de la décolonisation du pays, et qu'en vertu de ce statut elles feront toujours « confiance » à ses politiciens pour prendre les bonnes décisions. Selon elles, le projet de Kuannersuit ne pourrait pas mener le pays sur le mauvais chemin.

Le soutien du projet minier et de l'exploitation de l'uranium apparaît ainsi plus comme le résultat d'un engagement auprès du parti Siumut que d'une conviction personnelle liée à cette production. Cette posture se retrouve dans celle qu'adoptent les sectateurs qui démontrent peu leur soutien par rapport aux opposants qui s'expriment énormément. Au contraire, les citoyens pro-projet sont plutôt dans une attitude attentiste vis-à-vis du gouvernement. Leur « confiance » se traduit par le suivi des décisions et mesures politiques, qui sont considérées dans la lignée de celles prises en 1979. Ces soutiens portent ainsi un regard engagé et affecté sur la situation autour de Kuannersuit et ils représentent, selon moi, la majorité des partisans au projet.

Toutefois, entre 2013 et 2021 sont interviewés par la presse et des documentaristes des individus argumentant économiquement leur soutien à la production uranifère. Je n'en ai rencontré aucun, mais je les ai aperçus par différents médias. Ainsi, en 2018 lors de la projection d'un documentaire à Ilisimatusarfik, l'Université du Groenland basée à Nuuk, j'ai pu les écouter. Après plusieurs entretiens conduits avec des fermiers de la péninsule de Narsaq, le film suit un élu du Conseil local de Narsaq dans la ville, qui indique les lieux qui seront rénovés pour accueillir des travailleurs. Il pointe des bâtiments qui sont appelés « barres » au Groenland, en référence aux HLM construits dans les années 1960 puis 1980, et qui sont désormais délabrés. Il raconte les entrées d'argent, le dynamisme et la renommée dont la région pourra bénéficier, si la mine ouvre. Il revient également sur l'objectif d'autonomisation du budget national par le biais des mines, et le rôle diplomatique qu'une ressource telle que l'uranium pourrait jouer. Il fait là référence aux finances publiques du pays, qui reposent à un tiers environ sur une dotation danoise annuelle et sont au reste

alimentées par l'industrie halieutique et les taxes. Depuis 2009, les mines sont prévues pour remplacer la contribution danoise²². À Qaqortoq, je ne peux m'empêcher de remarquer que les personnes que je fréquente et qui adhèrent à cette perspective habitent de belles maisons, en de paisibles endroits de la ville, bien loin des logements à loyer modéré censés lancer ces profits.

Comme leurs voisins soutenant Siumut et ses directives, les sectateurs d'une économie uranifère ne font pas la démonstration de leur support. Ainsi, Kuannersuit devient au fil des années un enjeu latent, qui s'exprime sans totalement se dire. Dans nos discussions, l'anthropologue spécialiste du Groenland Jean-Michel Huctin souligne cette caractéristique du conflit qu'il a lui-même observée. Le projet traverse la vie des communautés, mais il ne passe pas toujours par la parole. Ce sont des positionnements qui se savent au sein des villages et donnent naissance à des divergences familiales ou amicales, et ce parfois sans débat ouvert²³. Cet aspect m'a également été décrit par des amis de Nuuk, diverses informatrices à Qaqortoq ainsi que des habitants de Qassiarsuk.

Cette infusion du projet à l'échelle du pays comme élément perturbateur attaché à la fois aux questions économiques, historiques, écologiques et gouvernementales m'amène à analyser ces troubles de l'uranium en termes de cohésion nationale. En faisant trembler les rapports aux terres inscrits dans le passé et l'avenir, la mine de Kuannersuit disloque une unité politique qui tenait notamment sur l'adhésion à un secteur minier groenlandais, en opposition à la période coloniale. Cette dimension me semble particulièrement palpable par les propos des partisans d'Urani Naamik, qui insistent sur leur qualité de « citoyens » pour justifier leur implication dans le mouvement anti-uranium. Ils m'expliquent qu'en tant que membres du pays, c'est-à-dire de la communauté politique que forment ses ressortissants, ils ont un droit d'intervention dans les affaires nationales.

À partir de 2013, l'uranium et le projet de Kuannersuit prennent une place centrale dans la société groenlandaise. Ils viennent perturber la vie de la péninsule de Narsaq en faisant trembler les modes d'exploitation actuels du territoire. La chasse, la pêche, l'agropastoralisme et les pratiques récréatives sont poussés en dehors de la montagne. Au niveau national, ce sont les rapports politiques aux sols et aux sous-sols qui sont revus à l'aune des exigences productives et diplomatiques de Kuannersuit. Les affordances établies sont déstabilisées et, au fil des années, chaque camp consolide sa position. La contestation grossit tandis que le gouvernement et l'entreprise Greenland Minerals poursuivent la construction du projet. Les tentes blanches, que je ne verrai qu'en photo, me donnent un indice sur l'empreinte que ces tremblements dessinent. En chamboulant les relations politiques et écologiques aux terres, le projet dessine de nouveaux contours pour les mines. Pour le saisir, nous plongeons maintenant dans les traces de cette industrie.

22 Ce système est décrit en détails dans les chapitres deux et trois.

23 Communications personnelles dans le cadre de Comité de suivi individuel, 26/06/2020 et 30/07/2021.

2) Reliefs miniers

Entre 1799 et les années 1970, une douzaine de mines sont en activité au Groenland. Elles exploitent des minerais tels que le cobalt, le graphite et la cryolite. Sous concessions privées allouées par le gouvernement danois ou directement exploitées par son administration, elles fondent une activité minière hétérogène et irrégulière, qui représente une faible part de l'économie coloniale. Durant mes recherches dans la région sud-groenlandaise, je remarque avec étonnement les traces laissées par ces sites. Une cavité au détour d'un fjord, un trou désormais rempli d'eau, un souvenir de famille qui mobilisent tous des mémoires locales et sensibles. Après l'autonomisation du gouvernement en 1979, le nombre de sites extractifs diminue et ce n'est qu'au tournant des années 2000 que cette économie est relancée. Les mines qui voient le jour imposent de nouvelles problématiques et préfigurent l'empreinte de Kuannersuit. Dans les propos de mes interlocuteurs, les reliefs d'hier et les tremblements du projet se répondent.

Les tasses d'Ivittuut, les mines qui accompagnent

Lorsque je séjourne à Qaqortoq en avril et mai 2018, je prends souvent le café chez Peter, un employé municipal. Nous parlons surtout de la situation économique du Groenland et de la mobilisation des gilets jaunes qui anime la France, et c'est durant ces moments que je remarque qu'il utilise souvent une tasse portant l'inscription « Ivittuut ». Sur la vaisselle blanche, les lettres sont en caractères gras noirâtres délavés. Je la remarque dans d'autres foyers de Qaqortoq et de Narsaq, et aussi dans des fermes. Cette récurrence éveille tellement ma curiosité que je demande de quoi il s'agit. Quel est cet endroit que l'on garde sur des tasses utilisées au quotidien ?

Peter, le premier que je questionne, me répond qu'Ivittuut est une « grande mine » construite à la fin du XVIII^{ème} siècle qui a été en fonctionnement jusqu'aux années 1980. Il m'indique d'un vague geste qu'elle se situe au nord-ouest de Qaqortoq et, s'il n'avait pas précisé qu'elle était de la région, je ne l'y aurais certainement pas située. En effet, sur la carte GoogleMaps que je n'ai pas manqué de consulter juste après les explications de Peter, Ivittuut est localisée à environ 130 kilomètres de la ville par voie navigable, ce que je percevais comme distant. Dans la représentation de mon interlocuteur, Ivittuut est au contraire un site « voisin ». Pendant notre échange, je lui demande pourquoi cet endroit semble si connu. Il sourit en affirmant que certainement tous les habitants de la ville et des environs ont des membres de leur famille qui y ont travaillé. C'était un lieu actif qui, en plus d'avoir embauché des Groenlandais à une époque où ce n'était pas autorisé a joué un grand rôle durant la Seconde guerre mondiale. D'après Peter, la mine a alimenté en cryolithe les usines d'aluminium américaines. Sans ce minerai, il n'y aurait pas eu les armes qui ont permis de gagner la guerre. Au niveau régional, ce site a dynamisé les échanges et créé un lieu atypique de rencontre durant plus d'un siècle, c'est pourquoi tout le monde s'en souvient, selon lui.

Peter me fait ainsi le récit d'Ivittuut comme un rouage d'une histoire mondiale et locale dans laquelle ce site aurait joué un rôle essentiel. Je perçois une forme de fierté dans son expression, « c'est un lieu important », que je retrouve dans d'autres réponses à mes questions sur Ivittuut.

Les propos d'une de mes voisines rejoignent ceux de Peter, tout en me faisant un tableau tout à fait différent de la localité. Aviaq est retraitée et habite une grande et belle maison située sur les hauteurs de Qaqortoq. Comme le souligna ma logeuse, cette demeure a le style colonial des premiers bâtiments construits pour les familles aisées de l'administration municipale. En effet, désormais décédé, le mari d'Aviaq a travaillé pour la commune pendant un temps, mais elle me raconte qu'avant cela il a surtout été employé à la mine d'Ivittuut. Nous parlons exclusivement en groenlandais et le dialogue n'est pas toujours simple en raison de mon apprentissage de la langue, donc elle mime en riant le travail d'extraction avec une pelle et celui de cantinier pour me faire comprendre qu'il était polyvalent. À cette époque, entre les années 1960 et 1980, ils habitent à Arsuk, la ville construite pour héberger les travailleurs de la mine. Ils déménagent à Qaqortoq lorsqu'Aviaq souhaite se rapprocher de sa famille, qui y vit, et son mari continue un temps à faire des aller-retours pour travailler. Je dois avoir l'air surprise à l'idée des kilomètres qu'il parcourt pour rejoindre la mine, car elle m'explique que tous les hommes de sa famille ont certainement travaillé à Ivittuut. Elle énumère les grands-oncles, les oncles et les fils qui, tous, font les trajets en bateau ou sont hébergés sur place. Durant mon séjour, Ivittuut est dans une forme de présence en basse pression pour moi. Je mentionne la mine au fil des tasses usées et des rencontres, et consigne les histoires de famille et d'exploitation qui ne manquent jamais de m'être racontées.

En juin 2018, alors que je repasse quelques jours à Qaqortoq, je dîne avec le groupe de femmes âgées qui m'a particulièrement accueillie durant ce terrain. Aviaq est de celles-ci, et c'est au moment de partir qu'elle m'offre la petite boîte marron en papier cartonné qui ouvre cette thèse. Dedans, je découvre la pierre de cryolithe polie, sertie sur le montant en fer. Ce pendentif est d'une bonne taille, il occupe une grande partie de ma paume, et je suis émue en le recevant. Elle le pointe en me disant « *kryolite* », le terme danois passé dans la langue groenlandaise pour désigner la cryolite. Elle m'explique que c'est son mari qui a extrait la pierre de la mine lorsqu'il y travaillait, qu'il l'a certainement retaillée avec l'aide de techniciens, puis qu'il l'a montée en pendentif à Qaqortoq. L'irrégularité du cadre en fer et les traces de colle jaunâtres derrière le cabochon expriment son parcours dans le foyer d'Aviaq et éclaire d'une lumière intime Ivittuut.

Cette narration du site minier par les liens familiaux et l'histoire régionale me permet de saisir les reliefs qu'il dessine sur la région. Ce sont des souvenirs, des objets, des événements qui fondent la façon d'habiter et d'investir Ivittuut dans le présent. Par le recours au passé pour décrire l'activité, je comprends que la mine n'est plus ouverte et, certainement, qu'il n'y a plus d'habitant dans les villes qui l'entourent. Néanmoins, bien que le site soit fermé ces éléments l'inscrivent dans la cartographie actuelle, rappelant le travail mené sur « la

mémoire des lieux » par l'anthropologue Mark Nuttall dans la région à la fin des années 1990²⁴. Dans un article traitant de la manière de cartographier l'environnement, le chercheur souligne la prégnance de l'expérience, des souvenirs et de la transmission de ces savoirs dans la structuration géographique. Les « paysages » sont composés à l'aune du vécu transmis des lieux, actualisant leur présence même lorsque ces activités se tarissent²⁵. Ivittuut est ainsi une mémoire présente de la mine qui l'inscrit dans l'environnement familial, même si plus personne ne semble s'y rendre.

Dans sa recherche monographique menée au sein du groupe ouest-groenlandais de l'île de Naujât en 1975, l'ethnologue Jean-François Le Mouël a cherché à décrire la manière par laquelle l'espace était ordonné²⁶. Il rapporte que c'est la façon d'habiter le lieu qui définit sa représentation cartographique. Il explique que la désignation de l'espace est fonction de son occupation et des usages qui en sont déployés. Ne sont dès lors définies et nommées que les zones pratiquées, l'amenant à conclure que l'espace organisé est forcément humanisé et exploité. Dans le cadre du mode de vie du groupe naujamiut, cette projection est attachée à l'exploitation par la chasse et la cueillette, conduisant Jean-François Le Mouël à considérer l'occupation comme relative au temps des ressources. Ce lien fonde selon l'ethnologue une organisation spatiale définie par ce rapport écologique spécifique, qui affecte en conséquence la projection cartographique. Le territoire décrit et modélisé est celui des ressources et de leurs usages saisonniers²⁷.

J'ai souhaité mettre en regard la relation à Ivittuut avec ces travaux car ils soulignent un rapport actif à l'environnement qui se base sur la manière de l'occuper et de le représenter par l'expérience. Les relations à la mine fermée apparaissent alors comme partagées et attachées à des représentations du territoire qui s'arriment aux pratiques d'exploitation minière et d'occupation locale. Qu'elles soient toujours déployées ou non, le lieu reste inséré à la géographie active tant qu'il est transmis. À Narsaq, la ville avoisinant le projet de Kuannersuit, je ferai l'expérience d'un rapport à l'espace similaire. Ce qui me frappe néanmoins vis-à-vis d'Ivittuut, ce sont les rares mentions de son caractère colonial. C'est Dorthii, une autre voisine que je rencontre au hasard d'une discussion sur la météo dans la rue, qui m'en dit plus à cet endroit.

Dorthii, dont j'ai déjà parlé dans la première section, a habité à Qaqortoq et au Danemark. Elle parle couramment danois, groenlandais et anglais, langue dans laquelle nous dialoguons. Nous recourrons au groenlandais et au danois lorsque je veux connaître un mot particulier ou savoir comment elle aurait formulé sa pensée en dehors de l'anglais. Elle n'a jamais échangé avec une anthropologue et trouve cela atypique dans la région, associant, comme de nombreuses personnes me le disent également, ces recherches au nord et à l'est du

24 Nuttall Mark « Locality, identity and memory in south Greenland » *Études/Inuit/Studies*, Vol 25, n°1/2, Identités inuit/Inuit identities, 2001, pp53-72.

25 *Ibid*, p63.

26 Le Mouël, Jean-François. *Les Eskimo naujamiut: Groënland-Ouest*. Paris, France: Institut d'ethnologie, 1978.

27 *Ibid*, p89-90.

pays, les zones les plus explorées par la discipline. Elle se dit ravie de mon intérêt pour le développement industriel et veut que j'enregistre tout ce qu'elle a à me dire. Selon elle, enquêter sur l'exploitation est très important, et c'est avec une certaine surprise que nous passons nos premiers échanges à évoquer non pas les mines, mais le mouvement indépendantiste auquel elle a participé durant sa jeunesse. C'est au fil de ce récit par détours que je saisis l'imbrication entre ces sites et la colonisation.

Nous buvons notre premier café, et Dorthii m'affirme qu'elle a toujours été une « activiste » en me montrant les nombreuses affiches d'Aasivik qui recouvrent les murs de sa cuisine. Cet événement désigne un festival culturel et politique tenu tous les ans depuis les années 1970 au Groenland. La première session est en 1976 à Narsaq, et l'un des sujets centraux abordé est la politique de l'uranium déployée par le gouvernement du Danemark sur le site de Kuannersuit. La troisième journée est consacrée à « La recherche de l'uranium de notre montagne Kuannersuit et l'exploitation des minerais qui l'entourent », comme je le découvre dans un album consacré aux archives de ces camps estivaux²⁸. Dans un jeu d'écho, en 2016 la ville est à nouveau choisie pour accueillir le festival, précise Dorthii. Tentes, scènes et cuisine de fortune y sont installées pour une semaine. Ma voisine estime que si en 1979 les « politiciens » groenlandais avaient moins négocié et plus agi, le pays serait indépendant. Le régime d'autonomie est « sa plus grande désillusion », et c'est à cause de cela qu'il faut désormais développer des « mines polluantes », et elle fait ici référence à Kuannersuit. Elle enchaîne alors en affirmant que « D'ailleurs, ça n'aurait pas plu à mes parents, et surtout pas à ma mère. Elle travaillait à Ivittuut et elle n'aurait pas voulu qu'on pollue comme ça. »

La mobilisation du souvenir de sa mère fait basculer la discussion vers Ivittuut, là où ses parents se sont connus et ont vécu toute une partie de leur vie. Je la questionne sur cette rencontre, et elle m'explique que c'était très commun au milieu de siècle dernier d'aller se promener du côté de la mine. Certaines personnes y travaillaient et d'autres s'y arrêtaient le temps d'une expédition de chasse. Dorthii pense qu'une certaine curiosité animait les jeunes qui voulaient changer leur quotidien. Elle me rappelle que c'était une période de grands changements pour le pays. Les produits de consommation américains et danois irriguaient de plus en plus les boutiques, et le mouvement culturel d'affirmation groenlandaise créait une émulation sociale. Elle ajoute que les habitants de la région y travaillaient tous sporadiquement, selon les besoins de l'industriel et selon les envies des Groenlandais. D'après elle, c'était un lieu de sociabilité important et c'est pour ça qu'il est toujours fréquenté et remémoré.

Au fil de nos échanges dans lesquels la politique groenlandaise et les mines de la région s'entrecroisent, Dorthii me dit qu'elle a pleuré le jour où le Parlement a levé, en 2013, l'abrogation d'exploitation de l'uranium. Elle revient sur l'histoire de cette loi qui est attachée à la montagne Kuannersuit et, quelque part, au festival Aasivik. En effet, elle revient sur les

28 Dalh Hjalmar *Aasivik – Inuit isumasioqatigiiffiat*. Atuakkiorfik, Nuuk, 2005, p21. Le 24 juillet 1976, traduction depuis le groenlandais « *Kuannersuarni uranimik piiaaniarnerup nunatsinnilu aatsitassarsiornerup uuliasiornerullu kingunerisinnaasaannik eqqartuinerit.* »

années 1980 durant lesquelles le gouvernement danois essaya de développer une mine d'uranium à Kuannersuit dans le but d'alimenter le pays en énergie nucléaire. Cette mesure conduisit à l'émergence d'un vaste mouvement anti-uranium au Danemark et sur l'île, qui s'y traduisit notamment par la tenue d'Aasivik. Dorthii m'affirme que l'exploitation de l'uranium à Kuannersuit engendrerait des pollutions monumentales et augmenterait de façon dramatique le trafic de cargos dans le fjord, ce qui altérerait la vie des mammifères marins et des habitants. Elle me souligne qu'elle sait de quoi elle parle, puisque sa mère est née « dans un coin du fjord de Kuannersuit » et lui a tout raconté sur cet environnement. Et ainsi, la mine fermée d'Ivittuut et celle projetée de Kuannersuit entrent en dialogue dans les histoires de famille et dans l'anti-colonialisme de Dorthii. Je commence alors à distinguer ce que la mine de Greenland Minerals fait trembler : un mode d'exploitation minière qui a mis en lien un territoire, tel qu'il est maintenant raconté, tout en transportant avec lui des rapports de domination politiques et des altérations environnementales qui ont participé aux transformations régionales.

Si Ivittuut se fait la vitrine des mines sud-groenlandaises, les habitants de la région me font remarquer d'autres sites. Durant un trajet dans un petit bateau d'une dizaine de voyageurs entre les villes de Nanortalik et Qaqortoq en juin 2018, une femme m'interpelle. Elle tend la main vers une cavité que j'ai peine à distinguer sur un promontoire rocheux éloigné, et me demande en groenlandais si « je vois là-bas ? ». Je ne vois rien, et elle précise, en anglais, « tu vois la mine, là-bas ? » Je ne la discerne presque pas, et elle enchaîne en disant que c'est une mine d'or très ancienne et désormais fermée. J'ai ensuite questionné des habitants sur ce site, mais personne n'est parvenu à localiser l'endroit. Lors d'un autre court voyage sur le fjord, une situation similaire s'est reproduite. J'ai cette fois-ci bien vu le trou dans la roche, mais je n'ai pu saisir aucune information sur le site. Peut-être s'agissait-il des mines de cuivre d'Innatsiaq-Josva, active de 1852 à 1856 puis de 1904 à 1915, ou de celle de graphite d'Amitsoq, en production entre 1915 et 1924²⁹. Ces reliefs peuvent aussi avoir été ceux de mines de charbon locales, qui alimentaient les maisons coloniales en bois, importées dès les années 1850 pour les populations groenlandaises. Les employés des musées de Narsaq et de Qaqortoq m'ont raconté que ces petits sites extractifs destinés à une consommation quotidienne étaient attachés à chaque localité. Ces mines sans nom le long du fjord sont peut-être de celles-là. En tous les cas, je réalise qu'elles ont accompagné la vie sud-groenlandaise depuis les premiers temps de la colonisation et qu'elles continuent à vivre dans les repères cartographiques et la mémoire locale. Pour mieux saisir cette relation, j'ai essayé de recomposer le passé d'Ivittuut.

29 Secher, Karsten. « Early mining activity in South Greenland » Édité par GEUS et Bureau of Minerals and Petroleum. *Exploration and mining in Greenland*, Greenland Mineral Resources, Fact Sheet n° 2, 2002 ; Sejersen, Frank, « Efterforskning og udnyttelse af råstoffer i Grønland i historisk perspektiv. » Université de Copenhague et Ilisimatusarfik: Institut for Tværkulturelle og Regional Studier, Udvalget for samfundsgavnlig udnyttelse af Grønlands naturressourcer, 2014, 30.

***Orsugiak* et *kryolite* : de la concession coloniale au village abandonné dans le fjord d'Arsuk**

Lorsque j'ai effectué mon enquête à Qaqortoq en 2018, le site d'Ivittuut était fermé et les villes voisines de Kangilinnuit et Arsuk étaient abandonnées. J'avais d'ailleurs voulu m'y rendre, pour voir le trou d'extraction désormais rempli d'eau qui m'impressionnait sur les photos et parcourir la route qui rattache la mine aux installations, longtemps restée l'unique route du pays reliant deux localités distantes de plusieurs kilomètres. Je n'ai pas pu par manque de moyens, et je me demande maintenant si je pourrai dans les années à venir. En effet, en août 2021 la compagnie Eclipse Metals Ltd a obtenu une licence d'exploration exclusive pour toute la zone. Cela signifie que durant les étés à venir des ingénieurs et géologues de l'entreprise conduiront des campagnes de recherche pour estimer les gisements et, éventuellement, lancer une demande de licence d'exploitation. Cela me procure un effet particulier dans la mesure où j'ai déjà tracé l'histoire de la mine lorsque je l'apprends, et cette nouvelle semble y poser un terme politique. C'est le gouvernement autonome qui a négocié ce contrat avec Eclipse Metals Ltd, après deux siècles d'exploitation des sous-sols par l'administration d'abord coloniale, puis co-gestionnaire.

Le gisement d'Ivittuut entre dans la période d'exploitation industrielle par le premier exercice de requalification minérale coloniale. En 1799, la pierre blanche d'aspect laiteux entremêlée à une roche verdâtre est repérée par le naturaliste et médecin danois Peter Christian Abildgaard. Cette démarche exploratrice est typique du premier siècle de la colonisation, durant laquelle les employés de l'administration coloniale sont à la recherche de différents débouchés économiques pour seconder le commerce des peaux et de l'huile animale, fondation des finances coloniales³⁰. Après analyses en laboratoire au Danemark, l'équipe d'Abildgaard donne à cette roche le nom de cryolite (*kryolite* en danois), dont Ivittuut reste à ce jour le plus large gisement au monde. Ce terme est choisi est référence aux propriétés du minerai qui fond une fois chauffé, cryolite signifiant en grec « pierre gelée »³¹. D'après Oleeraq Nielsen, l'adjoint au musée d'histoire de la ville de Narsaq dans laquelle j'effectue un terrain de recherche en septembre 2019, cette pierre est appelée différemment en groenlandais, et c'est d'ailleurs ce mot qu'il utilise même lorsque nous n'échangeons pas dans sa langue. *Orsugiak*, la « petite graisse », désigne la pierre par son usage, de façon métaphorique. En effet, Oleeraq m'explique qu'avant l'arrivée des colons ce fjord était occupé par les populations inuit et que l'*orsugiak* donnait lieu à différentes pratiques qui se sont désormais perdues, et qu'il ne parvient lui-même pas à énumérer. J'en ai par contre trouvé la trace dans le travail de Finn Gad, historien danois qui accomplit une étude détaillée de la colonisation³². Il explique que l'*orsugiak* était pilée et chiquée, mélangée au tabac obtenu par

30 La Commerce royal groenlandais (Kongelige Grønlandsk Handel, KGH) est l'entreprise gouvernementale qui conduit la colonisation. Je détaille cette histoire au chapitre suivant.

31 https://fr.wikipedia.org/wiki/Cryolite#cite_note-8 [Consulté le 03/12/2021]

32 Gad, Finn *Grønlands historie I. Indtil 1700*. København: Nyt Nordisk Forlag Arnold Busck, 1978

les baleiniers et les colons danois à partir de 1721 (début de la colonisation)³³. Cet usage rappelle le nom, qui tire sa racine d'*orsuk*, terme qui désigne la graisse. Au Groenland, la graisse des mammifères marins se mastique ou se suce lorsqu'elle est encore gelée, et qu'elle fond lentement dans la bouche. C'est un met très apprécié. Avec la *kryolite*, l'*orsugiak* devient une pierre dont les usages se perdent, et ce certainement en raison de l'occupation coloniale du fjord que l'exploitation industrielle entraîne. Cela repousse progressivement les populations locales en dehors de la zone de cryolite et revoit les pratiques qui s'y attachent.

En 1809, le minéralogiste allemand Karl Ludwig Giesecke est dépêché par le gouvernement danois à Ivittuut pour approfondir le repérage de la cryolite. Il s'agit du premier terrain d'exploration géologique, et il confirme les possibilités industrielles autour du minerai. Un plan de développement est établi en 1820, faisant bientôt d'Ivittuut la première mine non-autochtone en activité³⁴. Des bâtiments de bois sont déplacés depuis des villes du Sud et de Nuuk pour construire un réfectoire, loger les travailleurs et stocker du matériel. À cette époque, il est difficile d'acheminer des matériaux et le réemploi est courant dans l'organisation coloniale. D'après les photographies d'archive que je consulte sur le site dédié à cette mine, Ivittuut compte des bâtiments de béton et de bois en 1850, qui côtoient les communes maisons de pierres, d'herbe et de boues ainsi que les tentes estivales qui caractérisent l'habitat inuit de l'époque. En cinquante ans, cet espace est transformé et le travail prêt à commencer.

Administrativement, Ivittuut a néanmoins un statut particulier. En effet, la zone ne fait pas partie des colonies officielles danoises, qui désignent alors les îlots de peuplements sur lesquels un comptoir est installé (depuis 1776). À l'époque, on ne parle pas de la colonisation du Groenland, mais des sites colonisés sur l'île uniquement. Dans ce contexte, la mine donne lieu à une amodiation entre le gouvernement et des concessionnaires privés qui contribue à expliquer la singularité de ses pratiques. Par exemple, alors qu'il était interdit aux Danois d'embaucher des Inuit et que leur installation auprès des comptoirs était découragée par le Commerce colonial, la mine d'Ivittuut emploie dès son ouverture des locaux, leur permet de s'établir dans le périmètre, et fonde ainsi un site hétérogène³⁵.

Les archives liées à la mine d'Ivittuut sont numérisées et accessibles depuis le site internet qui leur est dédié³⁶. Elles représentent la source primaire d'informations de cette partie. C'est tout d'abord l'investisseur et banquier Carl Frederick Tietgen et le polytechnicien Julius Thomsen qui obtiennent la licence d'exploitation d'Ivittuut et financent les premiers convois en 1840-50. Il faut attendre que ce dernier trouve, en 1849, la technique de séparation de la cryolite du granite pour lancer les opérations d'extraction marchande. En 1854, cinquante-trois barils de cryolite sont transportés par *umiaq* à Arsuk, où ils sont chargés dans les navires du Commerce colonial en partance pour Copenhague. L'*umiaq* est l'embarcation

33 *Ibid*, p348.

34 <http://www.arsukfjorden.gl/> et https://fr.wikipedia.org/wiki/Cryolite#cite_note-8 [Consulté le 03/12/2021]

35 L'histoire de la colonisation et de ses institutions est détaillée au deuxième chapitre.

36 <http://www.arsukfjorden.gl/> [Consulté le 10/09/2019]

anciennement utilisée par les Inuit pour transporter femmes, enfants et équipements durant les voyages saisonniers. Le recours à ce moyen de transport dénote des liens entre les deux populations. Les archives d'Arsuk précisent qu'il s'agissait d'un chargement « encombrant » (*omstændelig transport*) d'une tonne par *umiaq*, exécuté par des Groenlandais³⁷. En 1856-57, Julius Thomsen prend en charge l'exploitation avec de nouveaux associés, regroupés sous la compagnie Georg Howitz and Theobald Weber & Co. Ils paient 12% de taxes à l'État et établissent leur entreprise. En 1860, elle compte quarante travailleurs, de nationalités groenlandaise, danoise et anglaise. Les conditions de vie y sont difficiles à cause de l'état insalubre et précaire des installations et du climat. Ainsi, à l'hiver 1862 quatorze personnes périssent du scorbut et dix boulangers anglais meurent en chemin pour Ivittuut, leur navire prisonnier des glaces. En 1865, les entrepreneurs renomment la compagnie Kryolith Mine og Handels Selskabet A/S (Compagnie du commerce et mine de cryolite A/S) et lancent l'Øresunds Chemiske Fabriker en 1870. Signifiant en français Usine chimique de l'Øresund, du nom du fjord longeant Copenhague, cette raffinerie de séparation de la cryolite de la roche souligne le maintien de la relation coloniale.

Une monnaie interne est développée sur le site, comme ce sera le cas dans certains comptoirs par la suite. Cette mesure est révélatrice de l'autonomie des industriels vis-à-vis de l'administration coloniale et de la croissance du site régulièrement aménagé. À l'image de cette évolution, les contacts croissants entre étrangers et Groenlandais dans cet espace fermé suscitent des vagues d'infections virales chez ces derniers, conduisant à la construction d'un hôpital en 1880. Jusqu'en 1900, la demande en cryolite est minimale mais constante, notamment grâce au contrat d'exclusivité d'importation de la cryolite signé avec les États-Unis, le Canada et le Danemark à partir de 1865³⁸. La cryolite est alors utilisée dans la fabrication de céramique. Cette situation entraîne l'immigration régulière d'employés dans les services administratifs et techniques ainsi que l'incorporation de journaliers groenlandais dans les emplois non qualifiés. Pour y faire face, un village est bâti dans lequel les Groenlandais n'ont pas le droit de s'installer, mais dans lequel ils sont parfois employés³⁹. A l'instar des comptoirs, Ivittuut est ravitaillée plusieurs fois par an de produits européens et fonctionne en autarcie le reste du temps. Des animaux de ferme, oies, chèvres, poules et même quelques vaches sont élevés pour nourrir quotidiennement les travailleurs.

Les années 1915-1920 voient les débuts de l'âge d'or⁴⁰. Les chantiers de reconstruction à la suite de la Première guerre mondiale et l'essor de la société de consommation américaine entraînent une hausse drastique de la demande en cryolite, car ce minerai est désormais utilisé dans l'alliage d'aluminium. Le commerce de ces rouleaux explose avec la figure de la

37 *Ibid.*

38 Florence E. Harris et Mary E. Trought, « Mineral trade notes », Minerals division, Bureau of mines, Washington DC, janvier 1951, Vol.32, n°2, p30.

39 <http://www.arsukfjorden.gl/>, https://da.wikipedia.org/wiki/C.F._Tietgen, https://da.wikipedia.org/wiki/Kryolith_Mine_og_Handels_Selskabet [Consultés le 10/09/2019]

40 Mette Frost, *Greenland Last Ice Area. Potentials for hydrocarbon and mineral resources activities.*, Rapport WWF, Copenhague, septembre 2014, p34.

ménagère et sa cuisine équipée. À cette période, environ 50 000 tonnes de minerais sont extraits et exportés à l'usine de traitement de Copenhague. Les équipements d'Ivittuut sont rénovés et agrémentés d'une station radio, d'un générateur électrique et d'une salle polyvalente qui accueille notamment la projection de films, ce qui est extrêmement rare à l'époque. L'été, une zone est dédiée pour monter un filet de badminton. Le site minier se transmue en bourgade scandinave dynamique et reconnue du Sud du pays. Le médecin des lieux – arrivé dès 1866 – Arthur A. Rasmussen et sa femme immortalisent ces années. Leurs photographies capturent les installations, le travail des ouvriers et les rassemblements festifs d'immigrés scandinaves⁴¹. Elles transmettent l'image d'Ivittuut comme centre d'attraction dans lequel la société danoise se retrouve.

En 1936, la reporter danoise Jette Bang prend une série de photographies et films de l'usine d'Ivittuut. Elle tourne dans le réfectoire et fait un plan fixe sur les Groenlandais en service ainsi que ceux attablés en grandes discussions, reconnaissables à leur *annoraak* et casquette, à côté des mineurs et techniciens immigrés en jean de travail⁴². Ces images semblent dénoter d'un système rodé, et me font penser au travail conduit par l'historien William Cronon à propos de la colonisation de l'Amérique du nord. Dans son histoire écologique de la Nouvelle Angleterre durant la ruée vers l'or, il souligne la différence d'exploitation du territoire et le rapport de domination dans la transition vers le système européen⁴³. Considérée comme vierge d'occupation et disponible, la terre est appropriée par les colons qui y instaurent des usages exclusifs. C'est-à-dire, qui ne permettent pas la coexistence des pratiques autochtones, invisibilisées par le prisme colonial. Au Groenland, ce pouvoir se traduit par l'exploitation minière et le mode de production qui l'entoure, et par la requalification minéralogique qui fait de l'*orsugiak* une ressource coloniale. Pour cela, la mine d'Ivittuut s'affirme comme fondamentalement coloniale. L'historien et ethnologue du Groenland Jens Dalh souligne d'ailleurs que le déroulement de ce processus est de tous temps conduit en dehors de contrat d'entente avec les Groenlandais et qu'aucune retombée économique ou politique ne leur parvient, à Ivittuut et sur tous les autres sites d'extraction⁴⁴. En 1932, l'élargissement des lois danoises relatives aux ressources minières à l'ensemble de ses colonies légalise cette domination, entérinée par l'édification du statut de Province au Groenland en 1953, inscrivant officiellement le pays comme sujet de l'État danois.

La Seconde guerre mondiale transforme le quotidien du fjord d'Arsuk. Envahi par les forces nazies, le Danemark n'assure plus sa domination sur le Groenland. Si partout ailleurs l'administration coloniale assume les responsabilités de gestion malgré la rupture des contacts avec le gouvernement, la situation se pose différemment à Ivittuut, qui, en tant qu'unique

41 Archives du fjord d'Arsuk.

42 L'*annoraak* est un vêtement traditionnel de l'Arctique. Bang, Jette. Assemblage de films 1936-1960 par le Musée de Qaqortoq. Vidéotheque Qaqortup Katersugaasivia, Qaqortoq. Visionné avec l'autorisation du musée en mai 2018.

43 Cronon, William *Changes in the land. Indians, colonists and the ecology of New England*. New York, Hill and Wang, 1983, p39.

44 Dahl, Jens « Minedrift og samfundt ». *Tidsskriftet Grønland*, n° 9 (1974), pp285-292, p286.

espace privé de l'île, ne bénéficie d'abord d'aucun soutien. L'accord de protection du Groenland signé avec les États-Unis ainsi que leurs besoins renouvelés en cryolite les conduit à occuper le rôle de tutelle des Danois⁴⁵. En effet, le contexte armé engendre une hausse exponentielle de la demande en cryolite car elle est particulièrement utilisée dans la fabrication des appareils intégrés aux avions de combat produits dans les usines américaines. C'est ainsi que dès 1930 la garde marine étasunienne se positionne au cœur du fjord d'Arsuk pour protéger le site, le télescopant au cœur de la guerre mondiale. Elle prend économiquement et défensivement en charge Ivittuut, la marchandise restant propriété danoise. Le traité de défense dano-américaine de 1941 accorde un droit de passage militaire illimité aux États-Unis sur l'ensemble du territoire groenlandais, et il est toujours valide. Pour maintenir la mine en fonctionnement, le Bureau groenlandais aux affaires minières est mis en place, première d'une longue série de structures qui viendront réglementer l'exploitation des minerais⁴⁶. En 1940, la Kryolith Mine og Handels Selskabet A/S est renommée Kryolitselskabet Øresund A/S (Compagnie de la cryolite Øresund A/S), dans laquelle l'État danois possède désormais 50% des parts.

Cette évolution de l'investissement danois est révélatrice d'une démarche politique pro-industrielle présente dès les premiers temps de la colonisation et ne se déploie réellement qu'à cette époque. En effet, dès l'émission de la licence d'exploitation d'Ivittuut, l'État danois affirme la volonté d'utiliser les taxes pour financer l'entreprise coloniale. Jusqu'à la Première guerre mondiale, les médiocres conditions de la colonisation ne permettent pas le développement d'autres sites et la faible rentabilité d'Ivittuut change peu l'état du budget pour la colonisation. Celui-ci devient par contre bénéficiaire après 1940, en raison des envolées de la production durant la Seconde guerre mondiale. La participation de l'État à la Kryolitselskabet Øresund A/S à partir de ce moment lui permet ainsi de réduire ses dépenses coloniales et maintenir sa présence. Comme l'expose le rapport américain du Bureau des mines, « du budget de 1925 à celui de 1949, les recettes totales de l'État sur la cryolithe sont de 93 200 000 dkk (couronnes danoises), recettes qui ont permis de réduire les dépenses de l'État pour le Groenland sur cette même période de 104 300 000 dkk à 11 100 000 dkk. »⁴⁷. Durant mes terrains, j'ai plusieurs fois entendu des habitants de la région affirmer que durant la guerre seuls les revenus de la mine finançaient le budget du pays.

Au tournant de la Seconde guerre mondiale, Ivittuut compte environ cent cinquante travailleurs et travailleuses avec plus de cinq cents soldats américains déployés dans la zone⁴⁸. Cette affluence entraîne la construction de la station militaire Lille Lakseelv juste à côté d'Ivittuut, et de la base principale Kangilinnguit-Grønnedal à cinq kilomètres. L'armée américaine construit une route entre les deux sites, qui constitue encore aujourd'hui la seule

45 Frost 2014, *Op. cit.*, p34.

46 *Ibid.*

47 Harris et Trought 1951, *Op. Cit.*, p(4171)31. Traduction de l'auteure depuis l'anglais.

48 <https://www.smithsonianmag.com/travel/how-abandoned-mining-town-greenland-helped-win-world-war-ii-180973835/> [consulté le 27/02/2020]

voie goudronnée reliant deux localités au Groenland. La production atteint un pic avec 86 000 tonnes de cryolite exportées au Canada et aux USA en 1942. De plus en plus de Groenlandais sont employés pour diverses tâches, de la cantine au transport des matériaux vers les bateaux. Les *umiaq* sont remplacés par des camions qui effectuent le trajet jusqu'aux villages d'Arsuk et de Kangilinnguit, d'où les chargements sont exportés. Les administrateurs coloniaux maintiennent une stricte distance, interdisant aux étrangers toute relation avec les Groenlandais, mais l'emploi de locaux par la Kryolitselskabet Øresund A/S et les contacts établis durant la guerre non seulement avec la base de Kangilinnguit mais également avec celles construites à Narsaq et Narsarsuaq changent le climat. C'est l'époque dont me parlait Dorthii, les Groenlandais s'émancipent de la tutelle danoise et revendiquent l'autonomisation de leur société.

Les américains quittent l'île en 1952, et la base militaire de Kangilinnguit est reconvertie en village et équipée pour la population (gymnase, école, magasin alimentaire), dont le principal employeur est la mine d'Ivittuut. Ce procédé est répété pour la base armée de Narsarsuaq, qui abrite durant la Guerre le gouvernement provisoire du pays. La zone d'Ivittuut devient alors un lieu de vie incorporé à la région sud-groenlandaise, dans lequel les Groenlandais deviennent majoritaires. Les politiques de séparation entre immigrés et locaux disparaissent et c'est une vie de village qui s'organise. À côté de cette prise en main des lieux, l'administration danoise renforce son autorité sur les minerais. Elle fonde en 1956 l'institut de recherches géologiques dano-groenlandaises, qui a pour but de repérer les gisements à potentiel industriel. En 1965, c'est par le cadre législatif qu'elle agit en fixant un cadrage à l'exploitation minière du Groenland, avec peu de participation groenlandaise dans son élaboration.

En 1987, l'arrêt des activités entraîne le dépeuplement du village, qui ne compte en 2021 aucun habitant. Désormais, les lieux semblent fantomatiques. De son côté, la Kryolitselskabet Øresund A/S fait finalement faillite en 2004, après être passée sous totale autorité groenlandaise en 1979, lors de l'acquisition du Gouvernement autonome.

Durant le siècle et demi d'activité d'Ivittuut, le mode de vie du site évolue au rythme des transformations de la colonisation. Si l'histoire que j'ai tracée souligne l'appropriation territoriale, la requalification idéologique de la zone et l'imposition des pratiques minières danoises, ce sont les dynamiques que cette activité crée qui semblent rester en mémoire. Au fil du temps, la mine et les villages miniers et militaires deviennent des lieux de vie groenlandais, intégrant cette histoire aux reliefs de la région et à ses mémoires. En me documentant sur les mines de l'île, je vois qu'Ivittuut tire sa singularité de cet ancrage territorial. Les sites de Qullissat, Maarmorilik et Maniitsoq, très connus dans le pays, montrent d'autres facettes de la difficile gestion minière en contexte colonial puis autonome.

Le charbon de Qullissat, le plomb de Maarmorilik, l'aluminium de Maniitsoq. Des abus socio-environnementaux aux nouvelles problématiques minières

Outre les mines d'Innatsiaq-Josva (1904-1915) et d'Amitsoq (1915-1924) du sud du Groenland que j'ai déjà mentionnées, on compte moins d'une dizaine de sites extractifs officiels sur l'île jusqu'à nos jours. Dans son travail de thèse portant sur le secteur minier groenlandais, le chercheur en Études arctiques Franck Sejersen les a tous répertoriés. Dans l'ordre chronologique, on trouve de petites mines de graphite à côté d'Upernavik (nord) entre 1936 et 1945, et l'exploitation de la zone de Mestersvig entre 1952 et 1963 pour le plomb et le zinc dans l'est du Groenland. Le site ferme au tarissement des filons, mais il est réinvesti par l'armée danoise qui y implante une base. Dans les années 1980, des enquêtes environnementales montreront des pollutions aux métaux lourds et la dissémination dans la nature de barils de produits et minerais, dont je vois parfois des photographies de dénonciation défiler sur les groupes de réseaux sociaux dédiés aux questions minières. Il faut attendre les années 2000 pour retrouver l'activité minière avec le site aurifère de Nalunaq dans le sud du Groenland, qui fonctionne de 2004 à 2013. Le site d'olivine de Maniitsoq sur la côte ouest est en production de 2004 à 2009, et celui de rubis d'Aappaluttoq sur la côte ouest est inauguré en 2013 et est toujours en production. À ses côtés se trouve la mine d'anorthosite de Qaortorsuaq, située dans l'extrême nord du pays, en activité depuis 2012⁴⁹.

Cette liste dresse un tableau du secteur minier non pas comme d'une industrie, mais comme une succession de mines hétérogènes. En effet, certaines se déploient à des époques où aucune législation ne les encadre et où elles sont gérées individuellement. D'autres voient les lois minières danoises puis groenlandaises, ou traversent les époques comme Ivittuut. Parallèlement l'exploration concentre une grande partie de l'activité et fait naître des espoirs qui ne deviennent que très rarement réalité. Néanmoins, la présence discrète des mines et les campagnes géologiques donnent naissance à ce que l'anthropologue Mark Nuttall appelle un « imaginaire extractif », c'est-à-dire à la représentation du Groenland comme terre de minerais à exploiter. Si cette projection est positive et partagée par les élites politiques au XX^{ème} siècle, certains sites sont désormais perçus de façon négative et viennent contre-balancer cet imaginaire. Les dégâts sociaux et environnementaux des mines de Qullissat et Maarmorilik précisent les reliefs miniers du passé et du présent.

Au contraire d'Ivittuut, l'administration coloniale prend en charge la mine de charbon de Qullissat, située dans le nord du Groenland sur l'île de Disko. L'histoire de ce lieu est atypique, car d'après mon étude il se situe dans la même zone que l'ancienne mine de charbon de Nuussuaq, elle-même singulière. Entre 1782 et 1833, les filons carbonés y sont exploités à une petite échelle par la population locale, et la production est pour partie revendue aux comptoirs coloniaux, pour partie utilisée comme moyen de chauffage pour les habitants. Entre

49 KNR « Genåbning af olivin-minen undersøges », le 22/07/2011 [Consulté le 03/12/2021] ; Sejersen 2014, *Op. cit.* pp 29-43 ; Portail minier du gouvernement groenlandais, www.govmin.gl consulté le 03/12/2021

1905 et 1924 les colons prennent le contrôle des gisements et exploitent la mine à une plus grande échelle, engendrant de lourdes pollutions similaires à celles de Mestersvig. Dans les années 1920 le filon s'épuise et l'exploitation se déplace vers la zone voisine de Qullissat, où un vaste complexe minier est construit⁵⁰.

Les premières années, seul un manager suédois, un chef de chantier, un menuisier et une poignée d'employés danois occupent les lieux. Une dizaine de mineurs est recrutée à la journée parmi la population groenlandaise. Les immigrants possèdent des maisons, et les Groenlandais ont interdiction de vivre sur le site. Le principe de séparation des populations autochtones et allochtones déjà croisé pour Ivittuut est toujours actif. Néanmoins, les familles groenlandaises déplacent progressivement leurs maisons, pour se rapprocher du lieu de travail. L'État danois offre alors des habitations aux personnes scandinaves et restreint l'arrivée des familles locales en délimitant des secteurs pour leurs *mine-houses*, terme élaboré par le directeur du site Helmer Giesing pour désigner les logements groenlandais⁵¹. Comme l'explique l'historienne Birte Haagen dans son enquête menée auprès des familles de Qullissat, l'administration coloniale n'avait pas de stratégie d'exploitation et son objectif était de produire au maximum, jusqu'à épuisement des ressources⁵². Il était prévu que la production soit conduite en dehors des relations avec les Groenlandais, mais l'arrivée constante des familles à la recherche d'emploi change ces plans, dans le contexte de transformations sociales, économiques et politiques de l'époque. Cette massification ouvrière entraîne la construction du quartier Qillerpait en 1934 dédié aux foyers groenlandais, ce qui impulse en retour un développement urbain. La ville se dote d'équipements et de structures communales. Au milieu des années 1950, Qullissat est la seconde ville du pays et regroupe environ 1200 personnes.

À Qullissat, les Groenlandais sont formés et représentent plus de la moitié de la main d'œuvre non qualifiée après la Seconde guerre mondiale⁵³. SIK, le syndicat des travailleurs *Sulinermik Inuussutissarsiuqartut Kattuffiat*, y est fondé. De nos jours, ce groupe reste le syndicat majoritaire et il intervient très régulièrement sur les projets miniers. À Qullissat, les syndiqués parviennent à obtenir des salaires bien supérieurs à ceux des autres travailleurs du pays. Cela étant, les conditions de travail s'avèrent difficiles : une marche de presque trois kilomètres jusqu'à la mine depuis Qillerpait, des journées organisées en trois fois huit heures, six jours par semaines. Les immigrants scandinaves occupent exclusivement les postes à responsabilités, tandis que les Groenlandais descendent dans les galeries, transportent le

50 Rasmus Ole Rasmussen et Natalia E. Koroleva, *Social and environmental impacts in the North: Methods in evaluation of socio-economic and environmental consequences of mining and energy production in the Arctic and Sub-Arctic*, Volume 31 de Nato Science Series: IV, Springer Science & Business Media, 2012, p306-307 ; Sejersen 2014, *Op. cit.*, p43.

51 Birte Haagen, « The coal mine at Qullissat in Greenland », *Études/Inuit/Studies*, Vol. 6, No. 1, Communications 1982, pp. 75-97, p80.

52 *Ibid.*

53 Janina Priebe, « A modern mine? Greenlandic media coverage on the mining community of Qullissat, western Greenland, 1942–1968 », *The Polar Journal*, 8:1, 2018, 141-162, p143.

mineraux ou entretiennent les lieux⁵⁴. Cette ville concentre alors les voix contestataires qui se lèvent et exigent une démocratisation du gouvernement du Groenland, un investissement dans les services publics et l'industrialisation massive. Jusqu'aux années 1970 cette activité forme un bourg dynamique et attractif, comme les archives vidéos de plate-forme internet *Inuiaa tisaat* en témoignent. Les films d'Alberth Jakobsen capturent des moments du quotidien : l'arrivée d'une famille, le transport de charbon sur un bateau, le médecin qui fait le pitre dans la rue⁵⁵. Lorsque les autorités danoises et le Conseil national décident de fermer Qullissat car il n'est plus considéré comme économiquement rentable en 1972, la population du pays se révolte sans pouvoir modifier l'arrêté. Le Conseil est principalement consultatif et n'a que peu de pouvoir politique, le pays étant toujours sous autorité de l'administration danoise. La ville minière compte alors mille quatre cents habitants qui sont contraints de déménager, la taille actuelle de la ville de Narsaq, voisine du projet de Kuannersuit.

Un large plan de relocalisation est entrepris, déplaçant les foyers groenlandais dans différentes villes du pays. Dans le cadre de son enquête, l'historienne Birte Haagen a ainsi dû se rendre tant à Sisimiut au Nord qu'à Narsaq au Sud pour retrouver ces personnes⁵⁶. Elle met en lumière les traumatismes suscités par un tel déracinement, dont certains individus ne se sont jamais remis. Cette histoire a entraîné une réforme du secteur minier, le Bureau aux affaires minières décidant de ne plus s'appuyer que sur de petits lieux de peuplement absolument ouvriers et limités pour éviter ces drames⁵⁷. D'après cette politique, les mines groenlandaises doivent dorénavant s'établir loin des sites peuplés et n'accueillir que les employés pour éviter de s'attacher au lieu. Néanmoins, plusieurs sites postérieurs à Qullissat contreviennent à ce mot d'ordre d'après mes recherches ; et notamment celui de Maarmorilik qui lui est contemporain.

Située sur la côte ouest, la ville de Maarmorilik a également une histoire minière toute particulière. Le hameau d'abord habité par des familles de chasseurs est investi par une production danoise de marbre de 1933 à 1940, qui transforme les lieux en localité minière. On compte une quarantaine d'employés, dont la majorité est groenlandaise et s'installe sur place. La Seconde guerre mondiale et l'épuisement du filon pousse les autorités coloniales à fermer la mine, qui ré-ouvre en 1960 sous concession de la compagnie dano-canadienne Greenex A/S⁵⁸. Après une courte période d'exploitation du marbre restant, l'entreprise obtient un contrat de vingt-cinq années pour le plomb et le zinc⁵⁹. L'extraction vise alors la montagne Black Angel, qui donnera son nom à la mine ainsi qu'à la controverse environnementale et

54 *Ibid.*

55 <https://inuiaatisaat.com/categories/alberth-jakobsen> [consulté le 28/02/2020]

56 Haagen 1982, *Op. cit.* p88-fin.

57 *Ibid.*

58 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p47.

59 Cette amplitude est large pour l'époque (Stefánsdóttir, Monika Margrét *Large Scale Projects in the Arctic: Socio-economic impacts of mining in Greenland*, Master de Polar Law, Université d'Akureyri, Juin 2014, p79), et cela a conduit certains historiens à douter de l'entière légalité du processus contractuel (Sejersen 2014, *Op. cit.*, p51-52).

sociale qui la caractérise désormais. Son ouverture étend le village, puisqu'elle entraîne la construction d'un nouveau port et d'un téléphérique pour acheminer le minerai et les trois cent cinquante travailleurs, dont presque la moitié sont groenlandais⁶⁰. Dans les années 1980, le nombre d'employés diminue pour se stabiliser autour de deux cents, dont la majorité seront finalement danois⁶¹. La ville minière s'étend alors au rythme du développement de la production, accueillant bientôt les familles ouvrières et les infrastructures nécessaires à leur vie quotidienne telles qu'un hôpital, une laverie, une poste, une centrale électrique, un hélicoptère, etc⁶². Si Maarmorilik prend l'image d'une ville typique de la fin de siècle, son mode de vie réglé sur les lois de la compagnie l'isole des localités voisines. En effet, Greenex A/S y contrôle chaque aspect du quotidien des travailleurs, depuis le choix de leurs loisirs jusqu'à leur nourriture. Comme le souligne le chercheur Franck Sejersén, « la structure sociale de la communauté minière était identique à celle de la corporation minière »⁶³. Pourtant, aucune action n'est engagée durant l'activité de la mine pour revoir cette organisation et ce sont les recettes, partagées entre les budgets danois et groenlandais, qui sont mises en avant⁶⁴.

C'est à la fermeture du site en raison du tarissement des filons et des hauts taux de pollution enregistrés que des manifestations locales s'élèvent contre le fonctionnement général de la mine, mettant en lumière à l'échelle nationale les nombreux abus dont la compagnie s'est rendue responsable. Les instituts de recherches environnementales danois engagent une étude de la zone qui établit plusieurs sources de pollution : rejets de minerais et de poussières durant le transport des gravats par cabines au-dessus du fjord vers le concentrateur, entreposage direct des déchets de la raffinerie au fond du fjord, et dépôt des résidus miniers stockés sur terre au fond du fjord au départ de la compagnie en 1990⁶⁵. Ces derniers versements suscitent la mobilisation des habitants qui saisissent le gouvernement groenlandais de l'époque, qui entre lui-même en dispute avec Copenhague pour statuer de la responsabilité de l'entreprise. Depuis trente ans, la pollution au zinc et au plomb touche en premier les moules, les poissons et l'eau du fjord et, bien qu'elle décroisse progressivement, elle est chaque année réévaluée par un monitoring constant⁶⁶. Le stockage d'une grande quantité de résidus sur terre – que Greenex A/S destinait au fjord avant d'être rattrapée par les gouvernements danois et groenlandais – continue par ailleurs à engendrer des pollutions par dispersion, bien que l'ordre ait été donné à la compagnie de les exporter et de les traiter en dehors du Groenland⁶⁷.

60 Stefánsdóttir 2014, *Op. cit.*, p79-80.

61 Sejersén 2014, *Op. cit.*, p55.

62 Sejersén 2014, *Op. cit.*, p47.

63 *Ibid*, p50.

64 Brooks Kent, Taagholt Jørgen « Mineral riches: a route to Greenland's independence? » *Polar Record* 52 (264), 2016, pp360-371, p363.

65 Johansen Poul, Asmund Gert, Rigét Franck et Johansen Kasper *Environmental monitoring at the lead-zinc mine in Maarmorilik, Northwest Greenland, 2007*. National Environmental Research Institute, University of Aarhus, 2008, NERI Technical Report n°684, p12.

66 Sejersén 2014, *Op. cit.*, p49 ; Søndergaard, Jens, Asmund, Gert, Johansen, Poul, Rigét, Frank « Long-term response of an arctic fiord system to leadzinc mining and submarine disposal of mine waste (Maarmorilik, West Greenland) » *Marine Environmental Research* 71, 2011, pp331-341

67 *Ibid*, p341.

Les controverses sociales et environnementales des mines de Maarmorilik ont entraîné la révision des processus de candidature à des licences minières ainsi que la mise en place de protocoles de contrôles réguliers. Des plans de faisabilité et des enquêtes évaluant les impacts environnementaux et sociaux sont désormais nécessaires pour toute demande de contrat⁶⁸. Je remarque toutefois que si les dégâts environnementaux à Black Angel restent dans les mémoires et m'ont souvent été cités en exemple des dangers des mines, les abus sociaux vécus par les résidents semblent s'effacer. Cela est peut-être dû à la nouvelle problématique autour des gisements de Maarmorilik, celle de la potentielle réouverture de la mine depuis les années 2010. Les compagnies qui explorent et enchaînent les concessions placent la ville dans une expectative qui ne semble pas trouver de débouché. À l'heure actuelle, aucune demande de licence d'exploitation n'est en cours mais l'idée d'une remise en marche reste présente⁶⁹.

Les interrogations sur l'avenir de Maarmorilik ouvrent sur l'un des aspects qui à mon sens caractérise le mieux le secteur minier groenlandais post-2000, celui de l'attente industrielle. La situation de la ville de Maniitsoq est à ce titre particulière éclairante. En 2006, le géant américain de l'aluminium Alcoa entre en contact avec le gouvernement du Groenland dans le but d'implanter un concentrateur sur la côte ouest⁷⁰. Pour les autorités, cela représente le premier grand projet industriel international auquel le Groenland pourrait participer. En 2007, discussions et négociations conduisent à la signature d'un Memorandum d'entente, un accord préliminaire entre Alcoa et le gouvernement qui établit des lignes directrices de développement du projet. Parmi celles-ci se trouvent l'implantation à côté de la ville de Maniitsoq et un certain nombre d'obligations socio-économiques vis-à-vis de la localité et du pays. Jusqu'en 2010, la compagnie conduit les enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux nécessaires au développement du projet d'exploitation d'aluminium, dont les usines se trouveraient dans la ville de Maniitsoq et qui en augmenterait la population d'un millier de résidents. À cette époque, le secteur minier est presque à l'arrêt et peu d'études en sciences humaines et sociales en analysent les activités. La chercheuse Anne Merrild Hansen est ainsi l'une des seules à suivre les étapes du projet d'Alcoa, auquel elle consacre son doctorat en Études arctiques et en communication. Elle pointe le manque de structures participatives, qui se ressent maintenant par la quasi-absence de témoignages et de descriptions de la parole des habitants de Maniitsoq⁷¹. L'anthropologue Mark Nuttall est le second à documenter cette période, et il se focalise surtout sur les enjeux économiques et politiques attachés aux minerais après 2009. Il est donc difficile d'obtenir une image de la façon dont le projet d'Alcoa est reçu,

68 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p49.

69 MacGwin, Kevin « In 2017, Greenland could see its first new mines in several years » *Arctic Today*, 9/11/2016

70 Hansen, Anne Merrild (2010). SEA effectiveness and power in decision-making. – A casestudy of aluminium production in Greenland. Doctoral Thesis. Aalborg 2010. The Danish Centre for Environmental Assessment. Aalborg University, citée par Hansen, Klaus Georg « The aluminium smelter project in Greenland – New aspects of an industrialisation process? » in Klaus Georg Hansen, Søren Bitsch and Lyudmila Zalkind (ed) *Urbanization and the role of housing in the present development process in the Arctic*. Nordregio Report, 2013:3. Stockholm 2013. pp 85-101, p90.

71 *Ibid*, p94.

mais très rapidement c'est l'inquiétude et l'attente qui prennent le dessus.

En 2015, après presque dix ans d'élaboration du projet minier, les cours de l'aluminium chutent. Le gouvernement et Alcoa se rencontrent pour revoir la suite des opérations, car la compagnie ne peut tenir ses engagements au vu des fluctuations économiques. Si d'après le Rapport annuel des industriels des négociations devaient se poursuivre en 2016, je perds la trace de ce projet en 2015⁷². Passée cette année, Alcoa disparaît du paysage minier groenlandais, absence qui vient frapper durement le village de Maniitsoq. Comme le décrit le documentaire *Winter's yearning* qui suit le parcours de trois habitants, la localité est laissée sans information ni solution alternative après des années d'espérance du site industriel⁷³. Le film souligne l'immobilisme économique et l'attente d'un développement piloté par des acteurs extérieurs, qui me semblent caractéristiques des projets minier en déploiement. En effet, cette situation fait écho à celle de Maarmorilik, mais également à celle qui entoure le projet de Kuannersuit. De façon similaire, les habitants de Narsaq, la ville qui avoisine la montagne ciblée, disposent de peu d'information sur le projet et leur pouvoir se limite aux protocoles administratifs. Les projets miniers les placent ainsi dans une position d'incertitude, renforcée par les aléas économiques et géologiques qui contribuent à déterminer les mines.

Entre les débuts de la colonisation et l'an 2000, l'activité minière prend différents visages au Groenland. Dans le Sud, elle contribue à fonder les mémoires et les reliefs du territoire, et bénéficie désormais d'un échos positif. Les mines rappellent du dynamisme, des rencontres et des synergies. Pourtant, depuis 2013 le projet d'exploitation d'uranium, de terres rares et de zinc à côté de Narsaq remet en question cette perspective. Il brouille les repères de cette exploitation et contribue à imposer d'autres normes. Il creuse les sillons de machines, de minerais et de collaborations qui pourraient transporter les mines et le pays dans une nouvelle ère.

3) Sillons de « l'éclaireur »

En 2008, le rapport annuel édité par la compagnie Greenland Minerals mentionne l'exploration de l'uranium dans sa section dédiée aux démarches de l'année suivante. L'objectif est d'« utiliser l'uranium comme éclaireur (*pathfinder*) », car les données géologiques montreraient une association entre cet élément et les terres rares, ensemble de métaux que recherche particulièrement l'industriel. Cet énoncé m'interpelle car lorsqu'il est écrit, il est interdit d'exploiter l'uranium au Groenland. Ce vestige des premiers temps du

72 Alcoa « Unlocking value. Annual report 2015 » Disponible en ligne
https://www.arconic.com/global/en/investment/pdfs/2015_Annual_Report.pdf [Consulté le 06/12/21]

73 Torstholm Sidse Larsen et Sturla Pilskog (réalisation), *Winter's yearning*, Production Sturla Pilskog et Are Kvalnes Pilskog, sortie le 14 mai 2019. Voir la revue de Sheri Lindon :
<https://www.hollywoodreporter.com/movies/movie-reviews/winters-yearning-1255320/> [Consulté le 06/12/21]

projet m'amène à une hypothèse par analogie : si l'uranium est l'éclaireur du projet, le projet serait-il l'éclaireur des nouvelles mines ? Dans cette section je remonte les étapes de la composition de Kuannersuit en suivant les échanges entre l'administration minière, le gouvernement et la compagnie pour décrire les sillons desquels émerge ce projet et ceux qu'il creuse.

Pour ce faire, j'ai étudié toutes les publications accessibles depuis le site internet de Greenland Minerals entre 2007 et 2020⁷⁴. Présentations, rapports annuels et trimestriels composent le corpus principal. J'ai également analysé tous les écrits gouvernementaux et parlementaires qui traitent de l'industrie minière, de l'uranium et de ce projet. Ces documents sont utilisés tout le long de la thèse et je précise les sources lorsque je m'y réfère.

L'uranium, de « l'éclaireur » au faiseur de chemin (2007-2013)

En mai 2007, l'entreprise Greenland Minerals and Energy Limited obtient deux licences d'exploration pour le complexe géologique d'Ilimaussaq en achetant la majorité des actions des compagnies minières qui les détiennent, comme le rapport trimestriel de juin 2007 l'annonce⁷⁵. Ce détail est important car il indique que Greenland Minerals ne passe pas elle-même par la procédure de demande de licence, et il souligne que la zone était déjà sujette aux ambitions industrielles avant. Je déploierai cette généalogie au quatrième chapitre et porte ici l'attention sur les démarches de Greenland Minerals. La première licence de type multi-éléments cible la montagne Kuannersuit, et la seconde dédiée à l'uranium est pour le site Killavaat Alannguat, situé en face de Narsaq et que j'ai déjà présenté en début de chapitre⁷⁶. L'exploration désigne la phase initiale d'un projet industriel et permet à la compagnie de mener des recherches approfondies sur des minerais précis (en l'occurrence multi-éléments et uranium) et de faire la demande des travaux antérieurs accomplis sur la zone ciblée. De plus, elle ne débouche pas automatiquement ni toujours à une licence d'exploitation. En dépit des attentes, c'est à Kuannersuit que l'uranium se révèle abondant, ce qui conduit à l'abandon de la licence pour Killavaat Alannguat. Celle-ci est déléguée à la compagnie groenlandaise Greenland Holding Company en 2008⁷⁷, puis à Tanbreez A/S en 2012 qui obtiendra finalement une licence d'exploitation pour les terres rares en 2020. Toutes ces compagnies, y compris Greenland Minerals, appartiennent au même méga-groupe australien Rimbald Pty Ltd.

74 La compagnie ne publie plus aucun document après décembre 2020, certainement en raison du massif mouvement politique et citoyen d'opposition au projet. J'y reviens au dernier chapitre.

75 The Gold Company Limited, *Quarterly report June 2007*, Simon Cato (Chairman), p1.

76 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2007*, p6. [Consulté le 16/12/2021]

<http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/Archive/060c36a650/2007-Annual-Report.pdf>

77 Je n'ai hélas pas trouvé trace de cette entreprise en dehors des documents de Greenland Minerals.

Kuannersuit devient le centre d'intérêt de Greenland Minerals, qui se focalise sur l'uranium et les terres rares. Le premier désigne un élément chimique majoritairement utilisé dans l'énergie nucléaire et l'armement, tandis que le second renvoie à un groupe de dix-sept métaux aux propriétés électromagnétiques particulières. Ils disposent de capacités de conduction et de stockage de l'énergie qui les ont positionnés comme minerais indispensables des nouvelles technologies de communication et de l'information. Ils sont intégrés par alliages dans les smartphones et les systèmes numériques, mais occupent également une place grandissante depuis les années 1970 en raison de leur intégration aux énergies dites renouvelables. Les terres rares sont utilisées dans les éoliennes, les batteries de voitures électriques et les panneaux solaires⁷⁸.

De juin à octobre 2007, Greenland Minerals conduit ses premiers terrains de recherche. Les géologues et techniciens creusent quarante-trois puits de forage, opèrent des repérages téléportés et installent des équipements dans la ville de Narsaq⁷⁹. L'entreprise obtient en plus tous les échantillons des campagnes précédentes qui affinent la connaissance radiologique des lieux, et mettent en lumière une importante présence d'uranium. Il est contenu dans les roches de lujavrites et attaché à des terres rares qui deviennent, ensemble, les ressources phares de la zone⁸⁰. Néanmoins, il est à l'époque interdit d'exploiter de l'uranium dans le pays. La compagnie est consciente de cet aspect, et communique ainsi à ses investisseurs.

« Le Bureau des minerais et du pétrole indique qu'il serait possible de candidater à une licence d'exploitation de l'uranium en sous-produit de la production d'un autre minerai. [...] Les lois groenlandaises relatives à l'exploration et l'exploitation de l'uranium sont en révision et nous espérons des avancées en début d'année prochaine. »⁸¹

Cette remarque est d'importance car elle annonce le développement de ce que je désigne comme la stratégie de l'éclaireur. En effet, l'entreprise prend acte des problèmes juridiques autour de l'uranium et de l'enjeu de dégager une autre ressource qui contournerait l'interdit et débloquerait éventuellement la possibilité d'exploiter la zone. Sa tactique s'oriente alors sur les terres rares, considérées en 2008 comme l'élément principal de la production, et qui donnent lieu à un discours sur leur valeur dans la transition énergétique et la « verdisation du monde »⁸².

78 Pitron, Guillaume *La guerre des métaux rares*. Les liens qui libèrent, Paris, 2018, p33.

79 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2007*, p8. [Consulté le 16/12/2021]
<https://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/Archive/a83843e748/2008-Annual-Report.pdf>

80 *Ibid*, p20-21. Et Greenland Minerals and Energy Ltd A/S, *Annual report 2008*, p4.

81 Greenland Minerals and Energy, *Kvanefjeld-presentation-AMG2007*, p6.
http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Presentations/Archive/2007/be395e04b1/20071110_Kvanefjeld-presentation-AGM2007.pdf [Consulté le 16/12/2021]

82 *Annual report 2008*, *Op. cit.*, p4-5. « *Greener world* » p5.

Tandis que les terres rares doivent jouer le rôle de facilitateur administratif et minier pour l'uranium, ce dernier occupe une place paradoxalement centrale dans le développement des premières. En effet, les géologues de Greenland Minerals mettent au jour une association radiométrique entre les deux groupes de minerais. Plus la radioactivité est élevée, plus les terres rares sont présentes en grandes quantités, faisant des rayons ionisants des indicateurs de présence de ces métaux. Le rapport annuel de 2008 indique alors son intention d'utiliser l'uranium comme « éclaireur » (*pathfinder*) pour localiser les terres rares⁸³. Un tandem technique et géologique se met en place entre les deux éléments : l'uranium va permettre d'accéder aux terres rares qui à leur tour autoriseront l'exploitation du premier en sous-produit. L'uranium est « l'éclaireur » du projet que la compagnie appelle désormais « Kvanefjeld-REE » en référence au nom danois de la montagne et aux terres rares, désignées *rare earth elements* en anglais. Cette appellation masque par ailleurs une réalité avec laquelle la compagnie va devoir négocier de façon complexe au fil des ans, l'intrication totale des filons d'uranium et des minerais de terres rares, rendant obligatoire leur extraction commune.

En 2009, le Parlement danois vote la loi de Renforcement de l'autonomie groenlandaise, qui entre en application en juin de la même année. Ce texte marque un tournant pour le secteur minier car il planifie le transfert des compétences sur les sous-sols au Groenland qui, de son côté, adopte sa propre législation sur les souterrains et les activités minières en décembre 2009. L'administration minière basée à Nuuk et co-partagée par le Danemark et le Groenland devient autorité exclusive du dernier. La réforme légale des terres entraîne alors une instabilité dans le secteur minier en raison des lois qui se créent et de celles qui disparaissent. L'uranium bénéficie de ce mouvement. En 2009, les députés veulent parvenir à une loi d'assouplissement des mesures qui entourent ce minerai, ce qui se traduit par l'intégration de l'uranium à la licence d'exploration multi-éléments de Greenland Minerals en 2010⁸⁴. Concrètement, cela signifie que l'uranium est dorénavant considéré comme une ressource officielle de Kuannersuit, et donc comme un objet de production pour lequel la compagnie pourra faire la demande d'une licence d'exploitation. D'ailleurs, une étude de pré-faisabilité est exigée par le gouvernement pour attester de la viabilité du projet. Cette autorisation entraîne simultanément la création du premier cadrage administratif de l'uranium sous licence et celle de la mine intégrant l'uranium, faisant de l'éclaireur un véritable faiseur de chemin. Cette mesure correspond à l'anticipation de la compagnie citée page précédente et préfigure les prochaines démarches législatives et industrielles autour de l'uranium.

83 Annual report 2008, *Op. cit.*, p4 et 17.

84 McIlree Roderock, *December 2010 Quaterly report*, p2. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/Archive/2010/acfdb82218/Quarterly-Activities-Report-December-2010.pdf> [Consulté le 16/12/2021]

Le rapport annuel 2010 de Greenland Minerals précise à ce propos que « Le changement est arrivé après un dialogue constant entre le gouvernement du Groenland et la compagnie », soulignant des liens entre les entrepreneurs et les politiciens⁸⁵. Cela est aussi visible dans le paragraphe introductif de la Stratégie minière de 2009 qui affirme que « cette stratégie est adaptée aux projets en cours, aux nouveaux objectifs et aux échanges avec l'industrie minière. »⁸⁶ Les documents parlementaires que j'ai étudiés à propos des réformes de l'uranium font également état de cette correspondance entre les démarches industrielles, la sphère législative et celle politique. Kuannersuit y est cité de façon récurrente dans les compte-rendus de réunions et dans les débats⁸⁷.

Entre 2007 et 2010 Greenland Minerals mène des campagnes d'exploration de Kuannersuit chaque été. Les tentes blanches, que je ne saisis que par ces compte-rendus et annonces prévisionnelles, symbolisent le repérage, la cartographie et la définition de l'espace minéralogique. Tous ces mots sur lesquels je m'attarderai au septième chapitre affectent lentement la péninsule de Narsaq et donnent naissance aux premiers signes de vie institutionnelle du projet, le lancement des enquêtes d'impact environnementaux et sociaux. Les rapports résultant de ces enquêtes visent à prévoir et à évaluer les effets du complexe minier sur le territoire dans lequel il s'implante. L'enquête environnementale constitue un répertoire de la faune, de la flore et des dynamiques écologiques tandis que celle d'impacts sociaux dresse un tableau socio-économique des lieux par la conduite d'entretiens et de réunions avec la population⁸⁸. Ces données sont confrontées au plan de la mine dans le but d'estimer les perturbations possibles sur le territoire. Les rapports jouent un rôle très important dans le cheminement d'un projet car ils expliquent finement le fonctionnement de la production et c'est principalement sur leurs évaluations que les organes de contrôle du secteur minier sont amenés à se prononcer. Un plan de faisabilité qui décrit les infrastructures accompagne les enquêtes, mais elles constituent le cœur du dossier. Le lancement du processus d'enquête représente ainsi un affermissement du projet qui dépasse la zone uniquement exploratoire – les tentes blanches – pour ajouter celle administrative et politique.

En effet, le déploiement du projet dans la sphère administrative s'accompagne de la négociation de l'uranium, qui prend deux formes. D'un côté, Greenland Minerals publicise son projet comme atout pour la « transition verte » à travers l'emploi des terres rares dans les « énergies renouvelables » et celle de l'uranium dans le « nucléaire vert »⁸⁹. De l'autre, elle dialogue avec le gouvernement dans le but de voir une modification de la législation sur l'uranium, pour le moment toujours interdit à l'exploitation. Sans cela, la mine ne pourrait voir le jour. Mon étude des rapports de la compagnie montre que ses dirigeants ont conscience

85 *Ibid*, p10.

86 Naalakkersuisut, *Mineralstrategi 2009*, Råstofdirektoratets løbende publikationer. Nuuk: Grønlands Selvstyre, Råstofdirektoratet, 2009, p 5. Traduction de l'auteure depuis le danois.

87 Je déploierai cette dimension et citerai les sources aux chapitres trois et huit.

88 Ces enquêtes sont sous-traitées à Gronmij et Orbicon, entreprises danoises dont je retrouve le nom dans différents projets miniers.

89 Expressions employées à maintes reprises dans tous les rapports cités.

de cette contrainte car ils suivent avec attention les évolutions politiques du pays. En décembre 2012, cette dimension apparaît clairement dans le rapport semestriel.

« 2013 est une année d'élection au Groenland, avec un scrutin en début d'année. Le Parlement soutient de façon unanime une étude indépendante sur l'uranium avant la prochaine session parlementaire, ce qui marque une étape vers la dépolitisation de l'uranium et le rassemblement d'un clair soutien politique. »⁹⁰

Le parti Siumut qui prend la tête du gouvernement en 2013 se déclare en faveur de l'exploitation des minerais uranifères et parvient, en octobre, à abroger l'interdiction d'exploitation de l'uranium. Cela ouvre la possibilité de sa production en sous-produit⁹¹. Cette mesure suscite une vive réaction sociale qui lance le mouvement anti-uranium, et elle divise pour la première fois le Parlement sur une question minière. Le texte qui est adopté le 24 octobre 2013 à quinze voix pour et quatorze contre signe une fracture dans les problématiques de gestion des terres qui ne s'est toujours pas résorbée⁹². Cette reconfiguration profonde de la législation est directement appliquée au projet de Greenland Minerals qui l'appelle à partir de 2013 « Kvanefjeld-REE-U »⁹³ en vertu des possibilités ouvertes par le vote.

Après six années d'explorations, la stratégie de l'éclaireur permet à Greenland Minerals de monter le premier projet d'exploitation d'uranium du secteur minier groenlandais, c'est-à-dire post-2009. Plus qu'une mine, c'est un sillon administratif, industriel et politique que creuse le projet de Kuannersuit en créant des normes institutionnelles et en construisant une expertise sur l'uranium. Il dessine une production acceptable qui modèle d'un même mouvement une nouvelle image minière. Celle-ci exploite un minerai presque inédit, l'uranium, et va voir sa taille grossir rapidement. En effet, le gouvernement de Siumut tout juste élu demande à Greenland Minerals de raffiner les minerais à Narsaq dans le but de créer des emplois, ce qui augmente le volume général du complexe et de son activité. La mine devient alors un « projet à grande échelle » qui ne va cesser de se transformer. Telles des ondes de choc, une série de mesures sont déployées pour nourrir le projet et touchent le territoire de Kuannersuit, qui prend la marque de son empreinte.

90 McIlree Roderick, *December 2012 Quarterly report*, p6. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/2012/3e6388ac83/Quarterly-Activities-Report-December-2012.pdf> [Consulté le 16/12/2021]

91 Inatsisartut, EM 2013/106 « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM13 tiltræder at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. », p1.

92 <https://ina.gl/samlinger/oversigt-over-samlinger/samling/punktliste/> [Consulté le 07/04/2020]

93 Greenland Mineral and Energy A/S, *Annual report 2013*, p8. [Consulté le 16/12/2021] <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/5962775655/2013-Annual-Report.pdf>

Fabriquer la mine, capter les ondes radioactives (2014-2017)

L'année 2014 marque une accélération. Entre le 16 et le 20 juin, une série de réunions initiées par le Gouvernement sont tenues sous le titre de « National Uranium Information Tour » dans les grandes villes du pays. L'objectif est de prodiguer à la population une vue d'ensemble du projet et des caractéristiques de la production uranifère. Cette politique pro-uranium caractérise l'orientation du gouvernement de Siumut entre 2013 et 2021. Ce Tour réunit tous les acteurs qui contribuent à la création d'un projet minier : des géologues des Recherches géologiques dano-groenlandaises – institut danois qui prend en charge la prospection depuis 1956 –, le Centre pour l'environnement et l'énergie de l'Université d'Aarhus – qui a pour mission la révision des candidatures pour licences – ainsi que le Ministre de l'industrie, des matières premières et du travail Jens-Erik Kirkegaard et le Ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Kim Kielsen⁹⁴. Rassemblées pour les réunions d'information, ces personnes révèlent l'engagement des institutions dans le projet minier et l'entremêlement des intérêts et des responsabilités. Pour que la mine arrive, il faut l'implication active de tout un monde.

Du côté de Greenland Minerals, l'étude de pré-faisabilité lancée en 2011 est finalisée et déposée aux autorités groenlandaises en 2014. L'entreprise se concentre alors sur les questions de financement et de traitement des ressources. Elle signe en mars un Mémoire d'entente avec l'industriel China Nonferrous Metal Industry's Foreign Engineering and Construction Co. Ltd., qui participe au financement du concentrateur et de la raffinerie⁹⁵. En tout, les documents de Greenland Minerals font état d'une dizaine de compagnies sous-traitantes, depuis la modélisation des plans jusqu'à la prise en charge des minerais. Ces apports de capitaux et de compétences entraînent l'élaboration concrète du site de production, qui trouve un écho dans les pré-auditions ouvertes au premier trimestre 2014 par le gouvernement. J'ai présenté dans la seconde section du chapitre ce moment qui vise à susciter et consigner l'avis des populations locales sur le projet (dans le *White Paper*) puis à en extraire des éléments qui constitueront les Termes de référence (*Terms of Reference*) de la construction et du fonctionnement de la mine. Ces Termes sont une série d'obligations de la compagnie vis-à-vis de la municipalité qui ont souvent trait à la formation et l'embauche de locaux ainsi que le recours aux entreprises groenlandaises. Après cet audit mitigé que j'ai présenté en début de chapitre, le gouvernement entérine la faisabilité du projet en 2015 et accepte de recevoir les enquêtes d'impacts sociaux et environnementaux de la compagnie pour révision⁹⁶.

94 McIlree Roderick, *June 2014 Quarterly report*, p2. [Consulté le 16/12/2021]
<http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/2014/bf234d74a6/Quarterly-Activities-Report-June-2014.pdf>

95 *Ibid.*

96 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2015*, p8. [Consulté le 16/12/2021]
<http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/e3721988ca/2015-Annual-Report.pdf>

À l'initiative des organes de gestion de l'industrie minière, une nouvelle campagne d'information pilotée par l'institut des recherches géologiques dano-groenlandaises et d'autres centres d'études technologiques et énergétiques danois traverse le pays entre mai et juin⁹⁷. Tantôt à la demande des villes, du gouvernement ou de l'entreprise, ces tournées font la publicité d'un plan extractif qui ne possède encore aucune autorisation d'exploitation et, à la lecture des évaluations des institutions de révision, est loin de remplir les conditions prescrites⁹⁸. Si elles s'avèrent habituelles dans le processus de demande de licence industrielle, ces réunions sont ici d'une ampleur nouvelle. Leur récurrence et la vaste implication des organes de gestion du secteur minier indique un formidable fourmillement autour de ce site, ce qui a pour conséquence d'ancrer le projet dans un présent de réalisation.

En 2015 et 2016, le Parlement groenlandais ratifie l'intégration du pays à plusieurs traités internationaux de gestion de l'uranium et du nucléaire et signe un accord bilatéral d'exportation avec le Danemark. Les mouvements de Kuannersuit affectent ainsi cet État dénucléarisé qui, en raison du passé colonial, entravait également le commerce de l'uranium groenlandais. Cet accord permet dorénavant la circulation de l'uranium et forme, avec les traités, un cadrage diplomatique de la ressource. Lorsque Greenland Minerals dépose officiellement sa demande de licence d'exploitation en 2015 pour le zinc, l'uranium et les terres rares de Kuannersuit, toutes les conditions légales sont réunies pour voir ouvrir cette mine à grande échelle⁹⁹.

Les années 2016 et 2017 voient la continuation du processus administratif d'encadrement du projet ainsi qu'une intensification des collaborations entre le gouvernement groenlandais et des instances internationales de régulation de l'industrie du nucléaire. L'invitation de la Présidente de la World Nuclear Association au congrès annuel de l'Association des travailleurs groenlandais (SIK) s'en fait l'écho et souligne la préparation à un nouveau secteur d'emploi¹⁰⁰. Ce climat favorable est contrebalancé par les mobilisations anti-mine et anti-uranium qui redoublent et le rejet de la candidature de Greenland Minerals par l'Autorité des ressources minérales. L'uranium et ses propriétés radioactives se placent à l'épicentre des définitions de Kuannersuit.

97 <https://www.isaaffik.dk/information-about-uranium-greenland-march-2015> [Consulté le 07/04/2020] et Institution des recherches géologiques dano-groenlandais <https://www.geus.dk/om-geus/nyheder/nyhedsarkiv/2015/mar/borgermoeder-om-uran-i-sydgroenland> [Consulté le 17/02/2022]

98 Orbicon, « Terms of Reference for Environmental Impact Assessment Kvanefjeld Multi-Element Project », Approved 2011, Amended 2014, Annexes 1 et 2. https://naalakkersuisut.gl/~media/Nanoq/Files/Hearings/2014/Kuannersuit%20forhoering/Documents/ToR%20VVM_ENG.pdf

99 *Ibid.*

100 Greenland Minerals and Energy A/S, *June 2016 Quarterly report*, p3.

<http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/2016/4527a4b6e3/Quarterly-Activities-Report-June-2016.pdf>

À l'été 2016 l'administration minière groenlandaise juge les enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux et l'étude de faisabilité insuffisantes et les renvoie à la compagnie¹⁰¹. Le gouvernement et l'Agence environnementale pour les activités autour des ressources minières – institut groenlandais de révision des dossiers – s'expriment dans la presse et annoncent exiger des documents supplémentaires sur le processus de transformation de l'uranium. L'un des points sur lequel ils reviennent est notamment celui de l'absence de scénario en cas de rupture des digues qui isoleraient le lac du réseau de rus de la montagne, lac qui hébergerait les déchets radioactifs. La coalition souhaite de plus établir un partenariat avec une entreprise groenlandaise au sujet de l'approvisionnement électrique du site, qui aurait recours à un barrage hydraulique, dans le but d'augmenter les recettes nationales. Le complexe minier serait relié au réseau sud-groenlandais et pourrait éventuellement être réutilisé après l'activité de la mine¹⁰². Cet aménagement avoisinerait la raffinerie, elle-même demandée par les autorités groenlandaises quelques années plus tôt¹⁰³. À chaque fois, elles arguent de la question des recettes pour la municipalité sud-groenlandaise et pour le budget national, révélant l'enjeu économique d'exigence de rentabilité qui pèse sur le projet minier. Aussi, ces ajouts ont pour conséquence d'accroître le volume de la mine qui s'affirme désormais dans la galaxie des géants. Entre 2007 et 2021, aucun site ne possède d'infrastructures aussi massives à côté des villes. L'unique grand projet, la mine de Qaqortorsuaq située dans le nord du pays, se trouve à des centaines de kilomètres de zones habitées. L'architecture grandissante de Kuannersuit impacte la péninsule de Narsaq et ses habitants, et pose son empreinte sur les dynamiques régionales en raison de l'implication des entreprises et des travailleurs. C'est ainsi une vaste rénovation de la forme du territoire et de ses échanges socio-économiques que le gouvernement du pays, son administration minière et les industriels sont en train de mener.

Alors que l'Autorité des ressources minérales et les opposants au projet se focalisent sur la question de l'uranium, Greenland Minerals centre ses démarches sur les terre-rares, qui représenteraient environ 80 % des revenus du site¹⁰⁴. En septembre 2016, la compagnie signe une collaboration avec le géant chinois Shenghe Resources Holding Ltd. dans le but de lui sous-traiter le raffinage de ces minerais qui nécessitent une haute technicité en raison de leur transformation en alliage. Ce contrat suscite une polémique dans les arcanes de Naalakkersuisut et parmi la population, car la Chine est considérée comme un État dangereux à éviter. Le pays s'implanterait de façon exponentielle dans l'Arctique avec en tête des objectifs militaires et extractifs inconciliables avec ceux des populations locales, selon des membres d'Urani Naamik. Durant nos entretiens, des députés affirment que le prix diplomatique de cette coopération pourrait s'avérer trop élevé, à l'avenir. En 2017, Greenland Minerals place son projet au cœur de la géopolitique mondiale en le publicisant en tant que

101 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2016*, p6. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/3cc3e2280b/2016-Annual-Report.pdf>

102 Information recueillie durant un entretien mené au printemps 2016 avec des députés.

103 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2016*, p6. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/3cc3e2280b/2016-Annual-Report.pdf>

104 Site internet de la compagnie, consulté le 13/01/2022: <https://ggg.gl/project/>

« Plus qu'un projet, Kvanefjeld est positionné pour constituer la pierre angulaire de l'approvisionnement futur en terres rares. »¹⁰⁵. Les tensions sociales et politiques autour du projet soulignent l'articulation saccadée des échelles qui l'entourent et s'affirment de façon contradictoire sur la scène publique : mine de dynamisation de l'économie locale, mine de production d'une ressource stratégique, minerais raffinés en Chine, extraction radioactive. Kuannersuit donne lieu à des lectures divergentes qui reflètent la densité de l'empreinte qu'il fait sentir, mais aussi l'arrivée de nouvelles ressources et techniques de production qui bouleversent les repères relatifs à cette industrie.

En 2017, le Centre danois pour l'environnement et l'énergie édite un rapport accablant à l'encontre de l'industrie uranifère canadienne, australienne et étasunienne qui établit l'impossibilité d'une production propre dans ce secteur. L'avis de cet institut qui endosse un rôle de relecture des dossiers pour des licences minières est alors très écouté et relayé par la presse groenlandaise. Il relance les polémiques autour de l'uranium de Kuannersuit, alors même que l'année précédente le Centre avait rendu un avis indicatif favorable à l'enquête d'impact environnemental soumise par Greenland Minerals. Ce rapport sur l'industrie uranifère donne lieu à une certaine confusion, car d'autres géologues déploient un discours différent. À l'inverse, ils présentent les taux de radioactivité, le processus de traitement et l'empreinte de la mine comme acceptables. Une forme de bal des experts se met en place, trouble le paysage, et renforce la représentation de Kuannersuit en tant que projet radioactif. Cela est accentué par la visite, en mai de la même année, du directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Yukiya Amano sur le site de Kuannersuit. Il y est accompagné d'une délégation gouvernementale conduite par Kim Kielsen, désormais Premier ministre, et de John Mair, le Directeur exécutif de Greenland Minerals¹⁰⁶. En 2018, durant l'observation des séances parlementaires que je mène à l'occasion des débats autour d'une proposition de référendum relatif à l'exploitation de l'uranium, les membres du gouvernement présentent l'implication de l'AIEA comme un garde-fou écologique et politique. Ils déclarent qu'il n'y a pas à craindre de complications car l'Agence aurait donné sa validation du projet. Loin de l'effet escompté, cette rencontre fortifie le mouvement contre l'uranium et contre le projet en associant publiquement Kuannersuit au nucléaire.

Entre 2014 et 2017, les mesures administratives, industrielles et diplomatiques mises en place pour permettre le projet minier creusent des sillons que la thèse va déployer. D'une part, l'abrogation de l'interdiction d'exploitation de l'uranium se voit augmentée de collaborations géopolitiques autour du nucléaire et du traitement de l'uranium qui placent le Groenland dans ce réseau. La visite du représentant de l'AIEA ou celle de la présidente de la World Nuclear Association en sont des ondes visibles. Ils forment par ailleurs des précédents qui établissent les bases d'une production d'uranium, qu'elle provienne de Kuannersuit ou d'ailleurs. D'autre part, l'intérêt de Greenland Minerals et l'élaboration progressive de la mine poussent

105 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2017*, p1. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/43ab98ed04/2017-Annual-Report.pdf>

106 *Ibid*, p10.

l'Autorité minérale groenlandaise à adapter le format de ses licences. Elle crée un cadre d'acceptabilité de l'uranium, depuis sa forme minérale, en passant par celle de *yellowcake*, jusqu'à celle de déchet. Le projet marque ainsi un sillon dans lequel d'autres mines pourraient à l'avenir s'insérer. Il rend administrativement et diplomatiquement possible ce qui était jusqu'en 2013 impossible. À la fin de l'année 2017, il ne reste ainsi plus qu'à obtenir la licence d'exploitation pour voir la production commencer.

Dire oui à l'empreinte de Kuannersuit (2018-2021)

En 2018, la situation se présente comme favorable pour Greenland Minerals. D'abord, le rapport sur la pollution marine exigé par les institutions de contrôle environnemental est accepté. Il faisait suite aux craintes soulevées par les chasseurs, présentées en début de chapitre, ainsi qu'à celles émises de façon plus générale après le premier dossier de candidature déposé en 2015. Les apports financiers de Shenghe Resources Holding Ltd la Shenghe Ltd permettent ensuite de renforcer les bases techniques du projet et d'en baisser les coûts. Pour finir, à l'été la compagnie envoie les rapports d'impacts environnementaux et sociaux revus à l'Autorité minérale¹⁰⁷. Elles sont cependant critiquées en profondeur par le Centre danois pour l'environnement et l'énergie, l'Institut de recherches géologiques dano-groenlandaises et l'Agence environnementale pour les activités autour des ressources minières et remises à l'automne à Greenland Minerals. La directrice l'Agence s'exprime dans la presse disant qu'il s'agit de « brouillons »¹⁰⁸. Elle impose au rapport d'impacts environnementaux des corrections importantes : la modification du mode de stockage des déchets – à ce moment prévus pour être déversés au fond du lac surplombant la ville qui serait renforcé de digues –, l'approfondissement de l'étude d'impact de l'activité sur le fjord et la qualité de l'air, et la traduction en danois et en groenlandais de l'ensemble de la documentation, comme la loi l'exige¹⁰⁹. À côté, plusieurs organismes non-gouvernementaux critiquent le document estimant que les risques de pollution atmosphérique et marine sont insuffisamment traités. La mine leur paraît dangereuse et ils soutiennent les refus de l'administration minière¹¹⁰.

De son côté, le rapport d'impacts sociaux soulève des inquiétudes au niveau de la main d'œuvre. En l'état du projet, seul 17% des salariés seraient groenlandais durant les trois années de construction de la mine, c'est-à-dire 134 emplois sur 783, et ensuite 46% pendant sa

107 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2018*, p9-10 <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/444de82923/2018-Annual-Report.pdf>

108 Sermitsiaq a.g. « Kuannersuit: VVM-udkast lever ikke op til kravene » le 08/11/2018 [Consulté le 16/11/2018].

109 Greenland Minerals and Energy A/S, *December 2018 Quarterly report*, p1. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/2018/6158d94b4f/Quarterly-Activities-Report-December-2018.pdf>

Le *kalaallisut* est la langue groenlandaise officielle.

110 KNR « Avataq: VVM skøjter hen over problemerne ved uranmine » le 16/10/2018 [Consulté le 16/10/2018]

phase de fonctionnement, environ 330 postes sur 715¹¹¹. Par ailleurs, le dispositif de quarantaine destiné aux travailleurs émigrés donne lieu à controverse. Il s'agit d'un village qui serait construit pour héberger ces personnes et éviter qu'elles n'entrent en contact avec la population locale dans le but de limiter les risques de transmission de maladies. Elles seraient confinées à cette base et devraient signer un code de conduite intégré à leur contrat interdisant tout échange avec les habitants de la région¹¹². Ces mesures peuvent sembler étranges, mais elles sont répandues dans l'Arctique où les distances entre les zones peuplées et les hôpitaux sont grandes et parfois rendues difficilement praticables en raison des conditions climatiques. Elles visent à prévenir tout risque de contagion qui pourrait très rapidement donner naissance à une crise sanitaire dans certaines localités. À l'automne 2018, le Ministre du travail et de l'industrie ne critique pas le principe de ce centre d'accueil pour travailleurs émigrés mais ce sont les conditions générales dans lesquelles ils seraient employés qui lui semblent abusives. Il questionne aussi les retombées pour Narsaq et la région : si une majorité de salariés est étrangère et confinée au village minier, comment envisager la dynamisation de l'économie locale ? Ces aspects sont rédhitoires et le rapport n'est pas approuvé.

En mars 2019 le document d'impacts sociaux est renvoyé à l'Autorité minière en anglais, danois et groenlandais. En comparant les rapports de 2018 et de 2019, je suis surprise de constater que les valeurs de travailleurs groenlandais n'ont pas augmenté et que les conditions d'emploi des étrangers n'ont pas changé. Pour autant, le rapport est accepté, ce qui constitue une étape majeure pour la compagnie¹¹³. Ne lui reste que celui d'impacts environnementaux, qui va donner lieu à des accrochages tant politiques qu'administratifs.

Selon le géologue Ole Christiansen, employé comme consultant sur le projet par la commune sud-groenlandaise Kujalleq, la difficulté du projet de Kuannersuit réside dans la conciliation entre les demandes du gouvernement, les clauses socio-environnementales du cadastre minier et les réalités écologiques de la production d'uranium¹¹⁴. D'un côté, il est demandé à Greenland Minerals d'implanter les usines *in situ* pour créer des emplois, tandis que de l'autre les exigences environnementales compliquent l'établissement de telles machineries qui représentent des facteurs de pollution. Pris dans ces contraintes, Greenland Minerals dépose en avril 2019 une plainte pour « discrimination » auprès du Ministère de la nature et l'environnement, pointant « le manque de professionnalisme » de l'Agence environnementale pour les activités autour des ressources minières¹¹⁵. La compagnie estime s'être accordée aux demandes du gouvernement, avoir investi une quantité d'argent

111 Greenland Minerals A/S *Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment*, Shared Resources Pty Ltd, juillet 2018, p74.

112 Sermitsiaq a.g. « Flertallet af ansatte ved Kuannersuit vil komme udefra » le 29/10/2018 [Consulté le 29/10/2018]

113 Greenland Minerals and Energy A/S, *March 2019 Quarterly report*, p4.
<http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Quarterly-Reports/2019/ce7c1a342c/Quarterly-Activities-Report-March-2019.pdf>

114 Sermitsiaq a.g. « Chefredaktøren anbefaler: Geologer efterlyser anden løsning for opbevaring af thorium » le 20/03/2021 [Consulté le 13/01/2022]

115 KNR « Miljøstyrelsen og GML er i slagsmål om miljørapporter » le 10/09/2018 [Consulté le 20/09/2018]

considérable pour y répondre, environ 215 000€ selon elle, et pourtant faire face à un blocage administratif¹¹⁶. C'est la première fois que ce type de plainte est déposé, et cet incident fait grand bruit. La revue de presse que je conduis à ce moment fait état d'une forme d'union nationale qui se déploie pour soutenir les instances groenlandaises, et du peu d'appui dont dispose Greenland Minerals. En septembre 2019, les résultats de l'enquête interne conduite par le gouvernement ne font état d'aucune lacune mais révèlent au contraire les dettes contractées par la compagnie. Elle est sommée de rembourser avant la fin du mois si elle veut éviter les poursuites, et le 14 septembre elle verse environ 188 000€ au gouvernement¹¹⁷. À la télévision, l'élan national de soutien des autorités groenlandaises entraîne une forte critique de Greenland Minerals, mais pas toujours du projet qu'elle porte. Elle est présentée comme une compagnie qui ne serait peut-être pas à la hauteur des enjeux du pays ou n'atteindrait pas les standards de sa législation minière. C'est ainsi que sont mises à l'index les nombreuses réunions que la compagnie tient en 2018 et 2019 dans la région sud du pays, dénoncées comme relevant de lobbying. Bien qu'elles répondent administrativement au processus d'entente locale officiel que les compagnies doivent suivre, ces réunions sont interprétées comme contournant l'Agence environnementale pour les ressources minières, principale critique du projet¹¹⁸. L'accusation portée par la compagnie, sa dette et les réunions sud-groenlandaises contribuent à fonder une méfiance généralisée vis-à-vis de la compagnie. En septembre 2019, au moment de ce feuilleton, je séjourne dans les villes de Narsaq et de Qaqortoq et je capte cette atmosphère de suspicion.

Le doute devient à cette période une posture d'appréhension du projet et prend une place importante dans les médias. On évoque une attitude déplacée et de l'argent employé de façon irresponsable, mais c'est également le gouvernement qui devient la cible des discussions. À Qaqortoq, le groupe de dames avec qui je passe mon temps se demande si le pays « fait le poids » face à ce qui leur apparaît comme une « très grosse multinationale ». Les capacités de négociation du gouvernement en matière minière sont remises en question, alors même que ces dames sont toutes d'ardents soutiens à Siumut, le parti politique qui dirige la coalition.

À l'époque, ce parti est à la tête du Conseil municipal de la région sud-groenlandaise. Il présente une attitude enthousiaste vis-à-vis du projet depuis le début et signe, en mars 2019, un Memorandum d'entente avec Greenland Minerals et le Kujalleq Business Council. Il s'agit d'une structure qui rassemble des commerçants et entrepreneurs locaux, et pourrait ainsi être amenée à bénéficier de l'implantation de la mine. Ce contrat préfigure le *Participation Agreement*, document fixant la collaboration entre la municipalité et l'entreprise qui constitue une partie de l'*Impact Benefit Agreement*, dernier composant du dossier de candidature à une licence¹¹⁹. Ce sont les réunions qui entourent la signature de ce document qui contribuent à mettre en doute les intentions de Greenland Minerals que je viens de décrire.

116 1 600 000dkk.

117 KNR « Greenland Minerals betaler regning og undgået inkasso » le 14/09/2019 [Consulté le 15/09/2019] 1,4 millions dkk.

118 Hooge Niels Henrik, « New setback for the Kvanefjeld mining project in Greenland » *Nuclear Monitor* Issue: #879, 04/11/2019, NOAH Friends of the Earth Denmark's Uranium Group.

119 *March 2019 Quarterly report, Op. cit.* p4-5.

En juin 2019, une nouvelle enquête d'impacts environnementaux est soumise et à nouveau retournée négative en octobre. Alors qu'auparavant l'ensemble de la production était pointée comme trop peu encadrée, l'Agence environnementale pour les activités autour des ressources minières distingue cette fois-ci deux catégories de modifications. Celles de « type 1 » concernent les améliorations immédiatement nécessaires qui bloquent le dossier, celles de « type 2 » peuvent attendre après la phase de consultation publique mais s'avèrent toutefois indispensables à toute candidature¹²⁰. Les révisions principales concernent toujours le mode de stockage des déchets¹²¹. Cette catégorisation assouplit les exigences en les diluant dans le temps, permettant à la compagnie de déposer à nouveau le rapport au printemps 2020 et de le voir accepter à l'automne. Tous les organismes de contrôle donnent leur feu vert en raison de l'ajout de « scénarios » relatifs aux « risques et aléas » qui pourraient toucher le site de stockage des déchets. Ces termes issus du rapport d'impacts environnementaux ne constituent pas des modifications du mode de traitement des résidus miniers, ils sont uniquement des évaluations des effets d'une hypothétique rupture des digues qui aurait pour conséquence le déversement des eaux irradiées et polluées sur le territoire¹²².

L'annonce de l'avis positif déclenche des manifestations à Narsaq, Qaqortoq et Nuuk en fin d'année 2020 et relance l'activité de pages contestataires sur les réseaux sociaux. Après plusieurs mois consacrés aux questions administratives et aux qualités de Greenland Minerals en tant qu'entreprise, l'attention revient sur l'uranium et la problématique du mode de stockage des déchets. S'y ajoute une critique du gouvernement qui a accepté le dossier pour Kuannersuit, mettant en lumière une fracture entre les « disant-oui » et les « disant-non », selon une expression employée par un journaliste¹²³. Au regard de l'étude que j'ai menée des sillons tracés par le projet, cette fracture me semble relever de l'appréciation de son empreinte. Cette marque qu'elle imprime au territoire de Narsaq, visible par les mouvements politiques qui s'y déploient et sur laquelle je reviens au chapitre cinq, et les sillons qu'elle trace dans les domaines politique, administratif et diplomatique génèrent des dissensions qui ont trait aux modalités de l'exploitation minière. Combien de travailleurs groenlandais ? Quels minerais travailler, quelles ressources vendre ? Quelles usines construire ? Quelle radioactivité tolérer pour les phoques, les oiseaux, les ruisseaux et les humains ? Les difficultés de la situation autour de Kuannersuit me semblent provenir de l'enjeu de cadrage de cette empreinte qui fait la consistance du projet. Durant l'activité, ce sont les choix de production et de marchandisation qui la définissent. Après l'activité, ce sont les conditions du démantèlement et l'état postérieur du territoire. Avant la construction, ce sont les ondes et les tremblements qu'elle déclenche. Kuannersuit me semble à cet égard décliner sa particularité : son empreinte se fait éclaïreuse d'une forme minière en écriture.

120 Proactive Investor « Greenland Minerals progresses Environmental Impact Assessment for Kvanefjeld Rare Earth Project » le 20/01/2020 [Consulté le 28/03/20]

121 Greenland Minerals and Energy A/S, *Annual report 2019*, p7. <http://www.ggg.gl/assets/Uploads/Annual-Reports/f430698c67/2019-Annual-Report.pdf>; KNR « Fåreholdere og forening er bekymrede for mineprojekt i Kuannersuit » le 03/04/2020 [Consulté le 09/04/2020]

122 Greenland Minerals A/S *Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment*. Décembre 2020, Annexes. Cette conclusion est également issue de ma propre analyse des successives versions des documents.

123 Information « Uransplittelse i Grønland » 2013. « jasigerne » et « nejsigerne ».

A partir de sa création en 2007, le projet de Kuannersuit bouleverse de diverses manières les rapports aux terres. Il engage l'élaboration d'une forme de traitement de l'uranium, il perturbe l'organisation socio-économique et écologique de la péninsule de Narsaq, il brouille les repères de l'imaginaire minier construit au fil des mines. La mise en perspective avec les reliefs miniers et le détour par son cheminement institutionnel permettent de saisir la place liminaire qu'il occupe dans cette généalogie. Tout en relevant des volontés politiques post-2009 et en suivant un processus législatif élaboré à côté de lui, il engage des dynamiques sans lesquelles il ne pourrait pas évoluer. L'abrogation de l'interdiction d'exploitation de l'uranium et toutes les lois d'encadrement successives du minerai, l'intégration des traités internationaux, la collaboration diplomatique avec le Danemark sont autant de marqueurs de l'empreinte qu'il imprime au secteur minier et à la politique. Derrière, c'est une nouvelle génération de complexes industriels qui pourrait voir le jour. Les montagnes accueilleraient des sites d'extraction d'uranium, des zones de stockage des déchets radioactifs, ou encore des villages pour travailleurs étrangers. Si ces formes se réaliseront d'une manière partiellement imprévisible, il est certain que le projet de Kuannersuit contribue à écrire les caractéristiques des prochaines mines.

Dans la législation groenlandaise, ces sites sont appelés « projets à grande échelle ». Par son empreinte spatiale, sa masse de travailleurs et son type de production, Kuannersuit exemplifie ces nouvelles machines. Depuis 2009 elles occupent un rôle politique central en raison des profits qu'elles pourraient générer, et qui seraient susceptibles de rendre économiquement indépendant le pays. Mais dans un même temps, ces projets perturbent les rapports collectifs aux terres et les dispositions politiques qui en émanent. Pour saisir cette articulation, les deux chapitres suivants déploient l'histoire coloniale de l'île et les enjeux de gouvernement des terres qui se sont formés dans la relation dano-groenlandaise et s'expriment désormais uniquement sous la juridiction groenlandaise.

Chapitre 2

« Ils ont volé nos terres »

Gouvernement, exploitation et structuration du territoire durant la colonisation

Lors de mon premier séjour à Nuuk au printemps 2016, je rencontre les membres de l'association Urani Naamik, « Uranium Non ». Déjà présentée, cette organisation vise à informer la population des dangers de l'exploitation de matières radioactives et s'oppose au déploiement de cette production au Groenland entre 2016 et 2021. Alors que je déjeune avec Hans, un membre actif de l'association, il oriente la conversation sur un sujet auquel je ne m'attends pas. Il m'explique qu'il est important de protester contre l'établissement du projet de Kuannersuit car il contrevient aux droits des Groenlandais sur leurs terres. Cet enjeu est primordial pour lui en raison de l'histoire coloniale du pays et des agissements des colons danois qui, entre 1721 et 2009, leur « ont volé [leurs] terres ». Hans appréhende ainsi le projet de Kuannersuit sur un temps long qui place au centre la question des droits territoriaux. Au fil de mes recherches, j'ai retrouvé cette perspective diachronique chez plusieurs interlocuteurs, me faisant réaliser la place liminaire occupée par ce projet. Il semble à la fois implanter une forme d'exploitation inconnue qui trouble le pays en imposant un futur, et porter des rémanences d'un processus historique qui marqua de façon radicale la société groenlandaise. Dans ce chapitre, je reviens sur la période coloniale dans le but de mieux saisir les problématiques contemporaines liées aux droits territoriaux et politiques que soulignent les propos d'Hans sur Kuannersuit.

Dans les études arctiques, la colonisation du Groenland par le Danemark est avant-tout perçue de manière linéaire et idéologique. Le colonialisme est présenté comme période de transformations sociétales, à laquelle les revendications émancipatrices ont mis fin par l'instauration d'une démocratie. Le statut juridique actuel du pays, « Territoire à l'autonomie renforcée », est ainsi considéré comme le régime démocratique rompant avec la période coloniale. Depuis une décennie, les études post-coloniales remettent en cause cette périodisation pour considérer la colonisation comme un processus durable aux nombreux champs d'action¹. M'inscrivant dans cette mouvance et à rebours d'une lecture de l'histoire par paliers, j'apprends le colonialisme comme processus dynamique impactant matériellement et idéologiquement la société dominée. L'analyse de cette période que je propose adopte d'une part la perspective matérialiste des philosophes Karl Marx et Friedrich Engels, telle qu'elle est transmise par l'économiste Rémy Herrera dans son ouvrage de synthèse sur ce sujet. Selon son analyse de leur pensée, la colonisation représente « [...] [une] conquête militaire et [une] occupation imposée de force par une puissance métropolitaine de territoires étrangers afin d'y dominer politiquement les peuples autochtones et de les soumettre à une exploitation systématique dans le cadre d'un « empire » »². En vertu de cette approche, je porte particulièrement attention aux dispositifs d'exploitation économique et de domination idéologique dans les pages qui suivent. J'ai en ce sens rassemblé et articulé une série de travaux d'historiens, et inséré à cette étude des données que j'ai moi-même analysées. J'ai d'autre part alimenté cette approche d'un intérêt pour les thèmes souvent mis de côté ou traités séparément de cette trame historique que sont les questions de genre, de racisme et de classe. En tant que processus globalisant, la colonisation danoise a impacté durablement la société groenlandaise.

En raison du caractère incommensurable du processus colonial, l'histoire que j'en dresse ne peut être qu'incomplète. Je passe volontairement sous silence l'intégration de l'Est du Groenland en 1884, pour centrer le propos sur les questions de gouvernement et d'exploitation du territoire. Mon but à travers cette histoire est d'éclairer les problématiques soulevées par le projet de Kuannersuit. J'ai ainsi choisi de mettre l'accent sur les mutations des pratiques de production et sur le progressif établissement de structures de gestion interne au pays depuis 1721, année de débarquement des colons sur l'île. La chronologie s'interrompt au milieu du XX^{ème} siècle car cette période voit une stabilisation de la construction territoriale actuelle du Groenland, ainsi que la levée progressive de la mainmise danoise. Ce moment est marqué par l'affirmation de la place des ressources minières dans l'accession à l'indépendance et à laquelle le prochain chapitre est consacré. Celui-ci se place un instant avant et expose les conditions

1 Rud Søren, *Colonialism in Greenland: Tradition, Governance and Legacy*, Palgrave Macmillan, Cambridge Imperial and Post-Colonial Studies Series, 2017, p3. Voir également K. Loftsdóttir and L. Jensen, eds, *Whiteness and Postcolonialism in the Nordic Region: Exceptionalism, Migrant Others and National Identities* New York, Springer, Routledge, 2016 ; Powell Richard, « Institutions, ressources, and the governance of post-colonial Greenland » dans Dawn Alexandra Berry, Nigel Bowles, and Halbert Jones, *Governing the North American Arctic. Sovereignty, Security, and Institutions*. Palgrave Macmillan, St Anthony's Series, 2016, p201. Pour accéder à la chronique de Kuannersuit, voir 20.

2 Herrera Rémy « La colonisation vue par Marx et Engels : évolutions (et limites) d'une réflexion commune » dans Engels Friedrich et Karl Marx *Le colonialisme* Editions critiques, Paris, 2018, p7.

coloniales de structuration économique, géographique et politique actuelle, et il permet ainsi de prendre la mesure des enjeux de gouvernement des terres aux niveaux individuels et nationaux et que j'ai commencé à aborder dans le chapitre précédent.

Le chapitre s'ouvre sur la période allant de 1721 et 1782, qui voit les premières démarches de la Mission sur l'île. La seconde partie est consacrée aux reconfigurations économiques et sociales du XIX^{ème} siècle, ainsi qu'au rôle prépondérant qu'y jouent les organes de gestion interne animés par les Groenlandais. La dernière partie s'intéresse à l'établissement des rapports de classes au XX^{ème} siècle et à l'idéologie de la danisation qui se déploie parmi l'élite politique du pays.

1) Des débuts chaotiques à l'implication des rois : appropriation idéologique et occupation du territoire groenlandais par la Couronne danoise, 1721-1782

Lorsque les marchands et missionnaires scandinaves immigrent au Groenland au début du XVIII^{ème} siècle, l'île n'est pas un pays et est peuplée par des groupes de chasseurs-cueilleurs. Ils vivent de façon nomade et se déplacent au rythme des mammifères marins et des saisons. Ils sont en contacts réguliers avec les navigateurs et négociants hollandais et allemands qui leur échangent les peaux de phoques et l'huile animale depuis plus d'un siècle. Les sociétés inuit sont en retour irriguées de produits européens tels que les lames en fer, les couverts, les ustensiles de cuisine et certaines denrées alimentaires³. Lorsque la Mission évangélicatrice dano-norvégienne s'installe, l'établissement de ce type d'échanges n'apparaît ainsi pas comme une nouveauté. La différence va tenir à la détermination des colons à commander le mode de vie groenlandais. Elle relève également de la posture de la royauté danoise qui revendique progressivement la possession de ce territoire et de ses habitants.

Mission évangélicatrice, concession marchande et revendication royale : les instables premiers pas des colons (1721-1782)

Autour de 1710, le jeune pasteur luthérien Hans Poulsen Egede développe une obsession pour les groupes vikings qui ont établi des colonies au Groenland au Moyen-Age et dont la trace est perdue⁴. Historiquement, ces populations qui émigrent dans le Sud et l'Ouest

3 Würsig Bernd, E W Born, R Dietz et R R Reeves *Review of Studies of White Whales (Delphinapterus Leucas) and Narwhals (Monodon Monoceros) in Greenland and Adjacent Waters*. Quarterly Review of Biology, n°70, 1995. pp. 95–96 et 122.

4 Egede, Hans *Description et histoire naturelle du Groenland*, Traduction de Mr D.R.D.P., Copenhague et

du Groenland à cette époque se déclarent d'abord indépendantes, puis elles signent un traité d'allégeance envers la Norvège en 1261⁵. Les villes construites au Groenland tombent alors sous l'autorité norvégienne et deviennent ses territoires arctiques. En 1380, l'union puis les guerres entre le Danemark et la Norvège conduisent à la cession d'une série de dépendances, dont celles groenlandaises, à la Couronne danoise. À partir de 1450 néanmoins les contacts entre les Vikings groenlandais et les Danois s'éteignent, et après quelques tentatives d'exploration maritime qui se concluent en naufrages et pertes de navires, Copenhague abandonne. Aux XVI et XVII^{ème} siècle, le Groenland est ainsi un territoire à l'occupation incertaine mais qui est fortement revendiqué par le Danemark⁶. L'île prend une place géopolitique stratégique en raison de l'expansion spatiale qu'elle représente mais également pour sa dimension symbolique à l'heure où le Nord exerce une fascination en Europe⁷. Cela permet de comprendre l'engagement du pasteur Hans Egede envers les Vikings qu'il considère dans ses écrits comme ses compatriotes perdus⁸.

En dépit de la revendication de la terre arctique par le roi du Danemark Frederick IV, ce dernier refuse de financer une expédition évangélisatrice en raison des guerres européennes qui assaillent l'Empire. De son côté, l'Église rejette aussi la demande du pasteur. Elle estime qu'un territoire danois n'est pas légitime pour une entreprise de christianisation. Après neuf années de recherches et de nombreux rebondissements, c'est finalement l'établissement d'un partenariat avec la Compagnie de Bergen⁹, un consortium de marchands, qui permet de monter la Mission. Ces derniers investissent les fonds pour le trajet et la construction d'une colonie contre le droit de monter un comptoir. Leurs échanges de peaux et d'huiles animales avec les Inuit et la revente de ces produits sur le marché scandinave est prévue pour couvrir les besoins de la Mission. Le gouvernement de Frederick IV donne son accord et concède une aide matérielle ainsi qu'une pension¹⁰. Le 3 mai 1721, deux bateaux quittent finalement la baie de Bergen pour le Groenland¹¹.

Les premières années d'occupation sont misérables. Au terme d'un voyage épuisant qui décime une partie de l'équipage, Hans Egede et ses compagnons accostent sur un îlot qu'ils baptisent Håbets Øe, L'Île de l'espoir, situé en face de Nuuk, la capitale actuelle du pays. Ils fondent la première colonie dont Hans Egede prend la direction en se proclamant

Genève, Frères C.&A. Philibert, MDCCLXIII. pII.

5 Cavell, Janice « Historical evidence and the Eastern Greenland case » *Arctic*, Vol. 61, n°4, 2008, pp433– 441, p435.

6 Fernandez, *Op. cit.* p414.

7 Malaurie, Jean *Ultima Thulé. De la découverte à l'invasion*. Ed du Chêne, Hachette livre, 2000, 399p, p8 et 16. Voir également Mund-Dopchie, Monique *Ultima Thulé: histoire d'un lieu et genèse d'un mythe*. Genève, Suisse: Droz, 2009, 494p.

8 Egede MDCCLXIII, *Op. cit.* pII.

9 À l'époque, le Norvège constitue une dépendance territoriale du royaume du Danemark.

10 Krumenacker, Yves « Partir au Groenland au 18^e siècle. Autour de la mission de Hans Egede. » dans Jean Pirotte *Les conditions matérielles de la mission. Contraintes, dépassements et imaginaires XVIIe-XXe siècles*, Karthala, Paris, coll. Mémoires d'Eglises, 2005, pp47-58.

11 Egede, *Op. cit.* pXXV.

Missionnaire royal danois¹². Face à l'absence évidente de populations scandinaves dans cette région, il se tourne vers ses occupants et décrète l'évangélisation des Inuit comme nouvel objectif. Dans son ouvrage monumental *L'histoire du Groenland*, l'historien Finn Gad rapporte des passages de journaux d'Hans Egede. Ce dernier y raconte que les Inuit, sans manifester d'agressivité physique, se tiennent sur leurs gardes. Au bout de trois mois, ils demandent d'ailleurs aux colons de s'en retourner¹³. Hans Egede maintient à l'inverse une présence régulière, en visitant les maisons des familles autochtones voisines et en apprenant rapidement des bases de groenlandais dans le but de faire accepter la colonie. Il crée le mot groenlandais *palasi*, prêtre, dérivé du norvégien *prest* et danois *præst*.

Alors que les conditions sanitaires sont déplorables dans le camp et que la famine menace, Hans Egede et les marchands se démènent pour construire les installations. Ces derniers établissent un troc préliminaire avec les Inuit en dépit des difficultés matérielles auxquelles fait face la colonie, dont les équipements ne sont pas adaptés au climat polaire. Le pasteur met finalement sur pied un plan de christianisation colossal : l'installation de stations reliées par bateaux tout le long de la côte ouest. Pour cela, il repart en 1722 à Copenhague dans l'objectif d'obtenir un investissement royal, qu'il reçoit en 1723.

Le 5 février 1723, les négociations entre Hans Egede et le roi Frederick IV aboutissent à une aide financière de la colonie de Håbets Øe, L'Île de l'espoir, ainsi qu'à l'édition de la Charte de la Compagnie de Bergen. Ce document marque la première forme d'engagement officiel de la royauté dans l'occupation du Groenland. Il s'agit d'une part d'un contrat qui fait concession du Groenland au groupe de marchands pour vingt-cinq ans. Le commerce, les échanges internationaux et l'équilibre financier des colonies leur reviennent, et la royauté maintient sa souveraineté absolue sur l'île¹⁴. L'écrit promulgue l'installation de cinq forts entre Nuuk et Nanortalik, pointe méridionale, pour étoffer l'occupation et constituer l'avant-poste militaire arctique du Royaume¹⁵.

Ces lignes font d'autre part date car elles constituent la première archive d'une volonté impérialiste. Le terme « dépendance », *bilande*, qui était jusque là utilisé pour nommer le Groenland, au même titre que l'Islande et les Îles Féroés qui appartiennent également au royaume, est substitué par l'expression « notre terre », *Vores land*¹⁶. Dans un même temps, les sites d'occupation sont appelés des « colonies », *kolonibyer*¹⁷, soulignant l'instabilité du statut de l'île dans le royaume. Il s'agit en effet de la colonisation d'un territoire considéré comme

12 Gad, Finn *The history of Greenland II, 1700 – 1782*. Traduit par Gordon C. Bodden. Londres, C. Hurst & Company, 1973[1967], p34.

13 *Ibid*, p80.

14 Gad 1973, *Op. cit.* p41.

15 Kjærgaard, Thorkild « A forgotten urban revolution : urban settlements and urbanization in Greenland, 1721-1814 » in Thomas Riis *Urbanization in the Oldenburg Monarchy 1500-1800*, University of Greenland, Nuuk, 2013, p152.

16 Gad, 1973, *Op. cit.* p41.

17 Petersen, Robert « Colonialism as Seen from a Former Colonized Area », *Arctic Anthropology*, Vol. 32, 1995, pp118-126, p119.

hérité, et qui donc serait déjà propriété de la Couronne.

Malgré ces mesures et une dotation régulière de l'État, la colonie est largement déficitaire et les conditions de vie chaotiques. Famines, peste, choléra et conflits internes ravagent l'entreprise du missionnaire et des marchands et conduisent à l'émigration d'un grand nombre de colons. La Charte de 1723 ne permet aucune amélioration et met en doute le bénéfice que représentait le Groenland à cette époque pour la royauté. Pourquoi engager une politique impérialiste sur un territoire qui n'est pas exploitable ?

La réponse me semble résider dans le contexte géopolitique de l'époque, d'une part dominé par la Grande guerre du nord qui oppose les puissances scandinaves. Lorsque la paix est signée en 1720, le royaume du Danemark affaibli doit ré-affirmer son autorité étatique tout en trouvant de nouveaux débouchés économiques¹⁸. La démarche impérialiste répond à ces besoins et constitue une revendication tant symbolique que territoriale de renouvellement de la puissance du royaume. Cette politique s'inscrit d'autre part dans un contexte international de généralisation des processus coloniaux et d'exacerbation de la concurrence économique, auquel le Danemark prend déjà part depuis un siècle. En effet, dès 1616 une Compagnie danoise des Indes orientales est établie, mais ne parvient pas à concurrencer les positions allemandes et anglaises. À la fin du XVIII^{ème} siècle, le royaume se lance en ce sens dans le commerce des esclaves à travers ses colonies indiennes et des stations ouest-africaines, installées le long de la Côte d'or¹⁹. L'impérialisme groenlandais prend ainsi place dans ce renouvellement colonial, avec la particularité de présenter une rentabilité d'abord symbolique. Au fil du temps, la position singulière de dépendance de l'île contribuera à l'élaboration d'un projet politique spécifique.

Entre 1723 et 1730, la colonie déménage à Nuuk, dans le quartier désormais appelé le « Vieux port colonial ». Les conditions climatiques et l'accessibilité pour les bateaux y seraient meilleurs. En besoin de peaux de renard et de phoque ainsi que de graisses animales qu'ils revendent sur le marché scandinave, les marchands essaient de systématiser le troc avec les chasseurs. Les refus déterminés de ces derniers qui repoussent les colons creusent un déficit économique qui met sous tension la colonie. Les corps de métiers entrent ainsi en conflit dans cette situation précaire et deux groupes s'établissent. Les marchands et les artisans d'un côté, responsables des infrastructures et du financement de l'entreprise, et de l'autre les missionnaires, tous néanmoins réunis autour de l'impératif de collaboration avec les autochtones. Dans ce contexte, Hans Egede réclame de l'aide au Roi, à qui il ramène deux personnes inuit pour le convaincre des bénéfices de la colonisation. Pôq et Qiperoq, les individus transportés, sont alors soumis à la Cour danoise à une démonstration de leurs

18 Schnakenbourg E. et Maillefer J-M., *La Scandinavie à l'époque moderne (fin XV^{ème}-début XIX^{ème} siècle)*, Belin, Histoire, 2010, 267p. Chapitre X, « La Scandinavie, l'Europe et le monde au 18^{ème} siècle », pp189-208.

19 Powell 2016, *Op. cit.*, p201-202.

pratiques similaire à celles exigées dans les exhibitions et zoos humains à la même époque. Selon l'historien Finn Gad, c'est après avoir assisté aux démonstrations de kayaks de la « Parade groenlandaise » que la reine ordonne une nouvelle allocation²⁰.

L'aide financière ne comble pas le déficit et ne résout ainsi que ponctuellement la situation. Pour faire face à ce problème récurrent, Hans Egede développe un impôt sur le territoire groenlandais. Dans son raisonnement, en tant que sujets de la couronne danoise, les Inuit auraient pour devoir de contribuer au projet de la Mission. Suite à l'échec total de la mesure, il écrit dans son journal que « ces sauvages doivent être totalement soumis et réduits à l'état d'esclaves – et sinon des esclaves, ils doivent être dominés jusqu'à la correction et la discipline »²¹. S'il raye ensuite le terme « esclave », cet extrait exemplifie le regard porté par le pasteur, qui semble avoir été une perception générale de la station de Nuuk. En ce sens, le missionnaire Albert Top témoigne en 1727 que

« Quel que soit le nombre de colonies qu'il y aura, je puis vous assurer qu'il sera aussi possible à terme de les rendre obéissants par une méthode appropriée. [...] Ils redoutent maintenant cette simple et misérable colonie de [Nuuk]... occupée par quelques personnes et qui a été et est encore la terreur de tout le pays [...] Alors les Groenlandais sauront bien mieux craindre et se soumettre, une fois que de meilleures et nombreuses colonies se seront établies parmi eux. Ils oseront à peine faire quoi que ce soit d'important sans permission. »²²

Ces extraits de Hans Egede et Albert Top communiquent la violence de la démarche évangélicatrice, qui s'exprimait selon l'historien Finn Gad autant par la perspective idéologique que par les pratiques des missionnaires. En négatif, ces propos soulignent également une histoire qui n'a pas été écrite et existe désormais surtout par l'histoire orale, celle des résistances opposées par les populations inuit à l'entreprise coloniale.

Pour apporter un soutien matériel, la Couronne engage un programme de peuplement et de structuration de la colonie de Nuuk. En 1727, le navire *Dessein groenlandais* accoste à Nuuk chargé d'une trentaine de bagnards et de douze militaires condamnés chargés d'entretenir la station de Nuuk et de participer à la construction de nouveaux comptoirs. Ils ont l'obligation de rester durant trois années au minimum. Le major retraité Claus Enevold Pårs et le capitaine Jørgen Landorph sont investis des titres de Gouverneurs de la couronne et prennent le commandement de la colonie²³. Cet investissement donne un nouveau souffle à la colonie, mais il s'interrompt en 1731, lorsque le roi Christian VI prend ses fonctions²⁴. Après de longs pourparlers, il maintient un engagement moral au regard de la concession signée par son prédécesseur et retire néanmoins tous ses capitaux. La Compagnie de Bergen en profite

20 Gad, Finn *The history of Greenland III, 1782 – 1808*. Trad du danois par Charles Jones, C. Hurst & Company, 1982, Londres, p48. Selon Finn Gad, cet événement constitue l'une des plus anciennes expositions coloniales.

21 Cité par Gad 1973, *Op. cit.*, p97.

22 *Ibid*, p117. Traduction personnelle.

23 *Ibid*, p107-110.

24 Powell 2016, *Op. cit.*, p202.

pour faire de même, et la colonie se trouve dépeuplée. Ne restent que les missionnaires, les bagnards et les artisans, en attente d'un nouveau parrainage. C'est le riche négociant danois Jacob Severin qui obtient le monopole commercial pour sa compagnie en 1733 et réalise l'expansion spatiale de l'occupation. Les villes de Qasigiannguit (1734), Ilulissat (1741) et Paamiut (1742) sont fondées et relayées par des stations tout le long de la côte Ouest²⁵. Elles modifient radicalement le visage de l'île en réorganisant le commerce et en entraînant l'augmentation du nombre de colons. La morphologie du Groenland colonial et post-colonial se dessine.

Le développement des villes donne un pouvoir inédit aux marchands qui se trouvent investis d'un ensemble de responsabilités jusque-là dévolues aux missionnaires, telles que les services médicaux, la gestion des infrastructures et le ravitaillement des stations. Bien que maintenant un mode de vie nomade régi par la chasse et la cueillette, les populations inuit se sédentarisent de façon saisonnière autour des stations coloniales. Elles entrent dans une relation d'échange de laquelle elles ne vont progressivement plus pouvoir sortir, et sont également sujettes aux influences contradictoires des acteurs coloniaux. En effet, dans leur volonté d'évangélisation les missionnaires rassemblent des groupes inuit en paroisses et fondent des écoles pour les éduquer aux sciences et aux valeurs scandinaves. Les mathématiques, le danois, la biologie et le catéchisme sont enseignés dès 1730. Les missionnaires apprennent le groenlandais pour augmenter leurs capacités de communication avec eux. A l'inverse, les commerçants veulent maintenir une distance culturelle et sociale stricte avec les populations inuit dans le but de ne pas perturber leur mode de vie. Cette ambition n'a rien d'humaniste et répond à l'impératif économique de financement des colonies, qui repose sur les succès de chasse des autochtones et l'acquisition du butin par les négociants. Cette situation génère une forme paradoxale de dépendance, dans la mesure où les possibilités de survie des colons se trouvent inféodées aux succès de chasse des familles inuit. Pris dans ces contradictions entre les volontés de transformation sociétale et de sédentarisation des missionnaires d'un côté et celles de maintien de l'ordre des marchands de l'autre, les groupes inuit voient leur organisation sociale bousculée. Ils sont une centaine à investir les environs des stations fondées par les colons et, par cette proximité, tombent d'autant plus sous les violences de cette colonisation acéphale²⁶. Comme le souligne l'historien spécialiste de la période coloniale Jørgen Viemose,

« [l]a colonisation, habituellement menée par l'État ou le Roi de la puissance coloniale, a laissé le pays aux mains des commerçants, des soldats et des missionnaires. [...] Ceux [là] qui occupaient et colonisaient étaient toujours prêts à utiliser la violence. Ce sont eux qui occupaient le Groenland aussi »²⁷.

25 Kjærgaard 2013, *Op. cit.*, p162.

26 *Ibid.*, p152.

27 Viemose, Jørgen *Dansk kolonipolitik i Grønland*, Demos, 1977, Copenhague, p30. Traduction personnelle.

Entre 1728 et 1794, une ville est construite tous les quatre ans environ²⁸. Ces lieux sont dans l'ensemble similaires, fonctionnant autour de deux bâtiments centraux de bois rouges qui abritent le comptoir commercial, la poste et les stocks, une zone voisine contenant les quartiers des immigrés faits de maisons de bois, et une zone éloignée constituée des maisons d'hiver groenlandaises en pierres et chaume. Cette organisation urbaine réalise progressivement le projet idéologique d'intégration du territoire arctique à la Couronne, mais jamais réellement soutenu économiquement par les rois successifs. L'historien Thorkild Kjærgaard qui a mené une étude de la construction des stations coloniales affirme ainsi que

« [La couronne dano-norvégienne] voulait recréer l'ancien empire norvégien, perdu dans la tourmente du Moyen Âge déclinant, et il voyait des objectifs stratégiques et militaires contenus dans l'idée de *Dominium Maris Septentrionalis*. [...] La christianisation du Groenland et son intégration spectaculaire dans le système étatique dano-norvégien à travers la construction d'un mur de villes face au détroit de Davis faisait partie de ce plan de Dieu pour le monde. »²⁹

Si ces éléments donnent l'image d'une stabilisation des colonies, l'historien Finn Gad expose que jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle les comptoirs fonctionnent de façon largement autonome et qu'il est ainsi impossible d'extraire des tendances globales de la situation³⁰. Certaines villes prospèrent tandis que d'autres survivent dans la misère. Néanmoins, l'unique accomplissement commun aux stations et permettant de parler de colonisation globale du territoire est celle de dimension idéologique. Comme signalé par la citation précédente, l'île est organisée autour de l'idée de conquête royale et la société des autochtones progressivement transformée par l'évangélisation. Dans ce contexte, le roi prend pour la première fois un engagement durable.

L'Ordre de 1782, les bases de la colonisation systématique

Au tournant des années 1780, la réussite du projet évangélisateur par l'alphabétisation et la sédentarisation des populations inuit conduit le roi Christian VI à promulguer, pour la première fois, une politique coloniale systématique. Son gouvernement crée en 1776 la Compagnie du commerce royal (*Kongelige Grønlandske Handel*), qui gérera le commerce et l'administration des stations jusqu'à la fin de la colonisation. Les différentes villes coloniales-paroisses éparses sont rassemblées en deux districts, Nord et Sud, avec un Inspecteur royal à la tête de chacun. Leur tâche est d'organiser et rationaliser la production, l'espace occupé et les travailleurs³¹.

28 Kjærgaard 2013, *Op. cit.*, p152.

29 *Ibid*, p155.

30 Gad 1973, *Op. cit.*, p373.

31 Gad 1982, *Op. cit.*, p248.

Dans un même temps, le gouvernement publie en 1782 un Ordre législatif couvrant tous les aspects de la colonisation. L'objectif déclaré est l'établissement de mesures uniformes pour l'ensemble des sites groenlandais dans le but d'augmenter la productivité³². Les lois de fonctionnement administratif et de hiérarchie bureaucratique ne s'adressent toutefois qu'aux employés de la Compagnie du commerce, les Inuit étant considérés comme « peuple libre »³³. Il est ainsi entendu qu'ils ne sont pas destinés à être employés car leur occupation principale reste celle de la chasse, dont est dépendant le commerce colonial. Pour préserver l'équilibre précaire des comptoirs, les interactions entre scandinaves et autochtones sont strictement régulées³⁴. Les relations sociales entre les deux populations doivent se limiter à celles des échanges commerciaux. Le mode de production et de vie chasseur-cueilleur est ainsi reconnu comme activité économique subsidiaire de la Compagnie du commerce, nécessaire à la survie de la colonisation. De l'autre côté, l'emploi des scandinaves se voit également restructuré par trois catégories. L'administration et le commerce relèvent des responsabilités et des rémunérations les plus hautes. Les menuisiers, techniciens et autres travailleurs qualifiés répondent à la catégorie intermédiaire, tandis que les ouvriers et les marins occupent le bas de l'organigramme³⁵. Cette hiérarchie organise le travail dans les villes dont le fonctionnement s'améliore. Du même coup, elle distribue des droits et des devoirs inégaux qui contribuent à l'établissement d'une structuration classiste, raciste et séparatiste des sites de peuplement.

Tout en étant exclus du système social imposé par l'Ordre de 1782, les Inuit sont classés au sein de leur propre groupe selon des critères racistes. Ils sont répartis entre « purs Groenlandais » et « métisses » (*blandinger*). Le premier type recouvre les personnes nées de géniteurs autochtones, le second renvoie aux enfants d'unions mixtes, et elle est la plus élevée des deux³⁶. Cette répartition est utilisée pour légiférer sur les relations entre ces groupes sociaux, qui donnent toujours lieu à réprobation de la part de la Couronne mais qui apparaissent comme inévitables dans cet univers confiné³⁷. Ainsi, des lois sont écrites pour organiser les unions et, par cela, mettre en place un certain ordre social. Dans la continuité du classement interne par classe économique ou représentations racistes, les lois liées au mariage se déploient à l'intersection de ces idéologies. Ainsi, les Européens de la catégorie la plus élevée sont encouragés à épouser des femmes européennes et ont le droit d'épouser des femmes métisses, mais pas inuit. Les hommes de la seconde et la dernière classes ne sont par contre pas autorisés à se marier avec des femmes européennes ni des femmes inuit, mais peuvent épouser des personnes métisses. Les hommes métisses ont eux l'autorisation de se marier avec des femmes métisses et « pures groenlandaises », et n'est même pas mentionnée

32 *Ibid*, p106.

33 Forchhammer, Søren « Political participation in Greenland in the 19th Century, state hegemony, and emancipation. » *The northern review*, n°23, été 2001, pp38-58, p40.

34 Gad 1982, *Op. cit.*, p19.

35 Arnfred, Signe et Kirsten Bransholm Pedersen « From Female Shamans to Danish Housewives: Colonial Constructions of Gender in Greenland, 1721 to ca. 1970 » *NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 2015, Vol 23, n°4, pp282-302, p292.

36 Rud 2009, *Op. cit.*, p33.

37 Arnfred et Bransholm Pedersen 2015, *Op. cit.*, p292-293.

la possibilité qu'ils épousent des femmes européennes. Aucun article n'est consacré aux hommes autochtones, qui ne semblent donc avoir le droit de n'épouser que des femmes inuit. Ce tableau souligne pour la première fois l'attribution d'une identité racialisée aux autochtones. De plus, il représente une tentative d'organisation d'une société mixte qui croise les critères de la classe, de la race et du patriarcat du point de vue colonial dans un système de mise en équivalence : les hommes scandinaves de haut rang sont les seuls à pouvoir revendiquer un mariage avec une femme immigrée, les classes des travailleurs moyens et pauvres ont les mêmes droits que les métisses (excepté au regard des femmes inuit), et les Inuit n'ont aucun droit.

Socialement, les métisses disposent d'un statut particulier car ils sont les seuls à avoir le droit d'investir les emplois des immigrés, uniquement ceux de la classe la plus basse, à l'inverse des « purs Groenlandais » qui en ont l'interdiction³⁸. Par-delà la volonté de ne pas altérer la rentabilité de la chasse, cela dénote d'un souci de séparation des groupes et de contrôle de la société en formation dans le processus colonial³⁹.

En plus des réalisations de la Mission, les efforts matériels et juridiques de l'Ordre de 1782 sont à appréhender dans la lignée des possibilités industrielles qui s'ouvrent au fil du développement de la colonisation. En effet, dès les premières années de l'occupation le pasteur Hans Egede répertorie une série de roches dont il consigne les usages par les groupes qu'il rencontre et qu'il tente d'associer à des minerais connus. C'est ce travail qui conduit la royauté à dépêcher la première expédition minéralogique dès 1733, avec l'objectif de trouver des ressources exploitables. Outre le charbon déjà extrait par les autochtones qui donne lieu à l'installation de mines locales de petites échelles, il faut attendre le siècle suivant pour voir les premiers sites industriels. Dans son étude, l'historien Finn Gad souligne cet intérêt en basse fréquence pour les gisements, et il date les débuts de l'exploration minière à 1776, lorsque le roi commande le premier rapport minéralogique approfondi. Je décrirai en détails ce mouvement de recherche à l'appui de l'histoire du site de Kuannersuit au chapitre quatre, pour souligner ici l'intérêt que cette politique traduit pour ce qui se dessine comme les ressources groenlandaises. Dans cette perspective, les industries de la baleine, de la crevette, du charbon, du duvet d'eiders et de fourrures de renardeaux sont expérimentées entre 1780 et 1800 pour étendre le commerce colonial et donnent lieu à des échecs répétés. Les premières conséquences sociétales de l'acculturation – addictions, violences, rupture de transmission des techniques de chasse – et le manque de savoir-faire des colons pour travailler les ressources conduisent l'administration coloniale à un constat. Pour exploiter le territoire, il faudra en passer par une structuration économique, sociale et politique plus rigide. Sur les bases de ces années d'occupation chaotiques et de l'Ordre raciste et classiste de 1782, la société mixte groenlandaise va émerger.

38 *Ibid.*

39 Gad 1982, *Op. cit.*, p20.

2) Hégémonie culturelle et politiques coloniales : les reconfigurations économiques et sociales du Groenland au XIX^{ème} siècle

L'implantation des stations relais et des villes durant le XVIII^{ème} siècle et l'Ordre de 1782 stabilisent et structurent finalement la colonisation de l'île. Néanmoins, les premières conséquences de cette domination se déploient par de graves maux sociaux – dépression, inactivité, addictions – et conduisent le gouvernement à revoir son intervention. Les politiques coloniales menées sur le XIX^{ème} changent alors de direction pour entrer dans une phase de transformation active et paternaliste de la société inuit. S'appuyant sur les bases classistes, racistes et sexistes de l'Ordre de 1782, la scolarisation massive, l'établissement d'aides sociales et d'une forme de gestion participative modifient en profondeur la société et pavent la voie pour une formation nationale.

Bureaucratie coloniale et concentration urbaine (1800-1850)

De 1800 à 1850, les prérogatives de l'Ordre apaisent l'occupation danoise. Les missionnaires, destitués des charges administratives tombées sous autorité des employés de la Compagnie du commerce royal, se consacrent au catéchisme et à la généralisation des écoles. Leur détermination fait pénétrer de nouvelles idées et pratiques dans les hameaux. Les « garçons d'église », selon leur référencement par l'administration coloniale de l'époque⁴⁰, constituent les relais centraux de cette entreprise. Orphelins ou socialement isolés, ces jeunes garçons sont pris en apprentissage dès les années 1730 par les premiers évangélistes. Ils sont formés au Collège de la Mission de Copenhague et côtoient bien plus le milieu des immigrés que celui des Inuit⁴¹. Par leur bilinguisme et leur fine connaissance de la culture danoise, ils forment un pont entre deux sociétés qui, jusque là, ne communiquent dans l'ensemble qu'en termes marchands ou religieux.

La Compagnie du commerce, de son côté, organise le travail et la gestion des villes en partenariat avec des agents de l'État. Ils forment un large groupe de bureaucrates qui organise l'occupation et la vie dans les colonies. À Nanortalik, la ville située la plus au sud du pays, j'ai mené une recherche à leur propos en étudiant le fond d'archives du musée, qui possède tous les documents relatifs à la colonisation du sud du pays. S'y trouvent des photographies des sites peuplés ainsi que des transcriptions de documents de la fin du XIX^{ème} siècle et du XX^{ème}. Sur les clichés, les vêtements permettent de distinguer les membres du fonctionariat royal de ceux de la Compagnie du commerce colonial. Ces derniers sont réunis sous l'appellation

40 Madsen, J. Christian, *Udsteder og bopladser i Grønland 1901-2000*, Forlaget Atuagkat, Nuuk, 2009. Le terme « *drenge* » est utilisé sur les registres employés par l'auteur pour faire référence à ces personnes.

41 Jusqu'à l'installation de deux Collèges groenlandais à Nuuk et Ilulissat en 1844.

commune de *niuertut*, « commerçants ». Ce mot contient un profond sens politique, puisqu'il constitue également la racine de *niuertoqarfik*, qui signifie « colonie »⁴². Les Inspecteurs, Haut-Commissaires royaux, hauts gradés de l'armée et autres figures qui jalonnent l'histoire de la colonisation répondent quant à eux au nom de *naalagarput*, « notre/nos gouvernant/s ». Selon Oleeraq Nielsen, employé au musée local de la ville de Narsaq et informateur principal durant mes terrains, ce terme a été détourné au XX^{ème} siècle pour qualifier les deux Inspecteurs (en poste jusqu'en 1953) et le Haut-Commissaire danois (position toujours occupée puisqu'elle réfère à la couronne) avec la forme péjorative *naalagariuk*, « les petits méchants qui gouvernent »⁴³. Le reste de la population – artisans, fonctionnaires, travailleurs non qualifiés – tombe sous le terme *qallunaat*, mot bien connu dans l'Arctique qui désigne les étrangers blancs de la période coloniale, et traduit désormais au Groenland la nationalité danoise⁴⁴. Cet ensemble bureaucratique uniformise l'occupation coloniale et systématise les politiques déployées par Copenhague. Aux côtés de cette organisation administrative, les villes traversent également des restructurations.

Les stations et villes implantées au XVIII^{ème} siècle le long de la côte Ouest sont hiérarchisées et étoffées. Les lieux les plus importants gardent l'appellation de « colonie » (*kolonibyer*), certaines localités sont dégradées au rang de « comptoirs » (*udsteder*), qui servent de sites de stockage, d'habitation et de production selon les besoins, et les hameaux de quelques dizaines de personnes deviennent des « villages » (*boplads*)⁴⁵. Entre 1805 et 1860, la population groenlandaise augmente de 6 046 à 9 648 personnes environ⁴⁶, dont 1/5^{ème} investit les colonies et les villages, mais pas encore l'emploi salarié⁴⁷. Pour autant, ces familles ne vivent pas de la chasse et survivent dans une forme d'inactivité. Pour faire face à cette densification et à la modification du mode de vie inuit, les sites de peuplement sont équipés d'infrastructures et deviennent des « ville-usines » (*factory-township*)⁴⁸ à l'organisation managériale stricte. Le plus haut responsable est le *niuertut*, on trouve en second le chef d'usine et ses assistants appelés de façon générique Officiers seniors, et viennent ensuite les adjoints d'usines puis les apprentis. Vers 1850, deux cent quatre-vingt-un agents de la Compagnie du commerce colonial résident au Groenland, dont trente-trois Officiers seniors,

42 Petersen 1995, *Op. cit.*, p119 ; mais terme également présent sur l'ensemble de documents étudiés cité ci-avant.

43 Entretien conduit en septembre 2019.

44 Cela est en train de changer pour l'adoption du terme « danskitut », considéré moins péjoratif. S'il s'insère progressivement dans les cadres administratifs et officiels, il n'est pas encore entré dans le langage courant.

45 Langgård, Karen, « Mathias Storch, *Sinnattugaq*, et son temps », Introduction de Storch, M., *Le rêve d'un groenlandais* [Sinnattugaq], 2016 [1914], Presse de l'Université du Québec, Coll. Jardin de givre, p2. On retrouve ces appellations dans toutes les archives de l'époque, et elles sont utilisées largement dans le milieu académique.

46 Marquardt, Ole « Greenland's demography, 1700-2000: The interplay of economic activities and religion. » *Études/Inuit/Studies*, 2002, Vol. 26 , No 2, pp47–69, p49.

47 Marquardt, Ole « The employees of the Royal Greenland Trade Department (1850-1880) » *Études/Inuit/Studies*, Vol. 20, No. 1, 1996, Nunavut, Labrador, Kalaallit Nunaat, pp. 87-112, p93.

48 Expression d'Ole Marquardt (démographe et historien spécialiste de la colonisation danoise au Groenland) utilisée dans tous ses travaux et largement reprise.

et ils sont répartis dans treize colonies, « ville-usines », et une cinquantaine de comptoirs⁴⁹. La précarité matérielle oblige une forme de polyvalence qui fait fourmiller ces sites, comme le décrit Ole Marquardt, historien démographe qui a consacré une partie de ses recherches à l'organisation des sites de peuplement durant la colonisation.

« Fabrication (raffinage de graisse en huile, etc.), réparation, chargement et déchargement de navires en provenance du Danemark, emballage et déballage de marchandises, tonnellerie, menuiserie, forgeage, construction et adoption de différents rôles de membres d'équipage sur les chalutiers et autres petits bateaux des usines, et enfin, une somme considérable de travaux purement administratifs, constituaient l'ensemble des tâches qui étaient assumées par les différents employés de la Compagnie du commerce colonial [KGH]. »⁵⁰

A côté de ces immigrants danois, les familles inuit se sédentarisent de plus en plus dans les villes et les comptoirs. Leurs maisons d'hiver, structures fixes faites de pierres, d'herbe et de boue rénovées chaque année, sont équipées par l'administration. Fours, poêles, papiers peints et fenêtres vitrées (remplaçant les estomacs de phoque qui faisaient office d'ouverture) font leur entrée dans les foyers. La Mission bâtit des écoles, des bibliothèques et des cantines pour recevoir cette affluence et avoir un impact d'autant plus grand sur la vie des anciens nomades. L'espace urbain se densifie et une vie communale se construit progressivement dans cette société faite d'employés de la Compagnie du commerce colonial et de populations autochtones. Par ailleurs, la régulation des mariages dano-groenlandais par l'Ordre de 1782 a pour effet la constitution d'une nouvelle catégorie sociale : les familles groenlandaises. Les hommes, souvent des métisses, travaillent pour le commerce, tandis que les femmes inuit ou métisses sont employées comme *kiffat*, aides à domicile dans les maisons des immigrants aisés⁵¹. Ces femmes investissent ces emplois dès l'adolescence, et sont souvent prises en charge par les épouses qui leur apprennent tant la langue que les coutumes danoises. C'est notamment par ce biais que les unions matrimoniales se forment, permettant aux jeunes filles d'entrer en contact avec les classes plus élevées de la société⁵². Les enfants métisses qui en sont issus forment progressivement une nouvelle strate sociale grâce à l'accès à l'éducation et à l'emploi que leur statut et les réseaux de leurs parents leur offrent⁵³. Ces familles constituent le socle de la société groenlandaise mixte en construction, mais elles mettent également en lumière le fossé qui se creuse entre les groupes établis à la fin du XVIII^{ème} siècle. Les métis et les travailleurs immigrants tirent profit des évolutions sociales pendant que les Inuit en sédentarisation qui ne sont pas liés par le mariage à des agents coloniaux ou qui ne s'investissent pas dans la Mission voient leur société s'écrouler.

49 Marquardt 1996, *Op. cit.*, p90.

50 *Ibid*, p93.

51 Selon la littérature concernée, on compte quelques hommes qui représentent une immense minorité de ces emplois.

52 Hans-Erik Rasmussen, « Some Aspects of the Reproduction of the West Greenlandic Upper Social Stratum, 1750-1950 » *Arctic Anthropology*, Vol. 23, No. 1/2, 1986, pp. 137-150, p147-149.

53 Rud 2017, *Op. cit.*, pp56-59 ; Marquardt 1996, *Op. cit.*, p88.

La transformation des rapports sociaux de production chasseurs-cueilleurs bouleverse la vie des familles semi-nomades. Les hommes, échangeant les produits de la chasse auprès des commerçants, ne les rapportent plus à la maisonnée. Les femmes, qui jusque-là avaient pour rôle de manufacturer tous les composants organiques des mammifères, se trouvent sans ressources. En conséquence, tout le mode de vie est perturbé. Les vêtements, les jouets, la graisse de cuisson et d'éclairage, les outils et la nourriture deviennent des denrées à acheter au comptoir et qui ne sont plus manufacturés dans le cadre de l'économie familiale. Ils dépendent désormais de l'argent gagné par le chasseur dans l'échange avec l'agent colonial. La chaîne de transmission des techniques s'interrompt de fait, plaçant de nombreux individus, et surtout les jeunes, dans l'inactivité.

Face à cette perte de repères, l'administration coloniale élabore un nouveau projet « civilisationniste »⁵⁴. Il est fondé sur l'idéologie coloniale et paternaliste déployée depuis les premiers jours, mais bénéficie aussi de l'atmosphère intellectuelle des Lumières et de sa rhétorique de la modernité⁵⁵. L'objectif consiste désormais à acculturer les Groenlandais, comme l'explique le haut gradé de l'administration coloniale J. Collin en 1835.

« Pour éloigner un peuple de sa position d'impuissance, il faut un certain nombre de mesures. La principale mesure est de mettre ces gens simples en relation étroite avec d'autres peuples... Je propose que quelques jeunes Groenlandais, huit à dix à la fois, principalement des garçons, soient envoyés ici [Copenhague, Danemark] pour apprendre les us et coutumes danois, et rentrer chez eux après un séjour de deux à trois ans. »⁵⁶

La politique d'acculturation est mise en place et joue un rôle déterminant dans la rupture de transmission des pratiques et de la culture groenlandaise au milieu du XIX^{ème} siècle. De façon générale, l'urbanisation, la gestion économique erratique des colonies et comptoirs ainsi que l'imposition de la religion protestante et des coutumes danoises comme cadre hégémonique amorcent une grave crise sociale à partir des années 1850 qui fonde une dépendance des populations inuit non intégrées envers la Compagnie du commerce colonial. Elles ne sont plus aptes à pourvoir à leurs besoins, et les addictions développées au sucre, au café ou au tabac les engagent à échanger leurs butins de chasse plutôt qu'à les garder dans le cercle familial pour fabriquer les vêtements, outils et jouets qui leur manquent désormais. Ole Marquardt, qui a analysé les pratiques de dépense de cette époque, explique que la gestion désorganisée de chaque colonie et l'incursion fulgurante d'une forme d'économie monétaire sans contrôle ni pédagogie conduisent à des usages irraisonnés. Il met en lumière la tendance de la période 1840 et 1880 durant laquelle les chasseurs sur-vendent leurs stocks de gibiers aux agents du commerce, au point de dépouiller leurs familles. Selon son étude quantitative, cet argent est utilisé de façon chaotique dans tous les produits accessibles aux comptoirs dans une consommation immédiate, qui fait fi des précautions de provisions qui caractérisaient

54 Rud, Søren « A Correct Admixture: The Ambiguous Project of Civilising in Nineteenth-Century Greenland » *Itinerario*, Vol. 33, 2009, pp 29-44, p34.

55 *Ibid.*

56 J. Collin, Rigsarkivet, Indenrigsministeriet, Kommissionen. Sager. *Kommissionen af 1835*. Traduction de Søren Rud. Cité par Rud 2009, *Op. cit.*, p34.

pourtant la régulation des stocks de gibiers pré-coloniaux. Cette situation oblige par voie de conséquence les familles à se tourner vers l'administration coloniale pour obtenir de la nourriture, des vêtements et des outils de chasse lorsque c'est nécessaire. De leur côté, les agents fournissent les biens demandés, car ils sont toujours dans une position de dépendance vis-à-vis des gibiers rapportés. Ce cercle vicieux génère une crise économique et sociale durant un demi-siècle⁵⁷.

Dans son analyse, Ole Marquardt met directement en cause la fulgurante transition productive imposée à la population groenlandaise. La mutation du gibier en marchandise, l'épargne et le statut de consommateur sont des concepts jusqu'alors inexistantes qui se trouvent imposés par le colonialisme. Cette crise se fait donc l'écho des transformations radicales et irréversibles liées à cette période. L'économie coloniale, l'assimilation culturelle et religieuse des Inuit, et les graves maux sociaux qui les touchent engendrent une mécanique de laquelle la société de chasseurs-cueilleurs ne se remettra pas. Elle est en passe de totalement disparaître, laissant place à de nouvelles configurations dont la bureaucratie coloniale se charge d'établir le fonctionnement et les hiérarchies.

La politique de « retraditionnalisation » : du chasseur au travailleur (1850-1900)

La crise sociale qui touche les populations autochtones entre 1850 et 1900 conduit à une baisse de la production de peaux et de graisses animales, ce qui amène les autorités coloniales à réagir. Elles analysent ces maux socio-économiques comme conséquences d'un travail de « civilisation » qui aurait été trop brutal, selon la rhétorique des officiels de l'époque⁵⁸. Les Inuit auraient perdu leurs coutumes, leurs cultures et leurs techniques dans le contact avec les colons. Pour inverser la tendance et résoudre la baisse de productivité qui touche la Compagnie du commerce colonial, le gouvernement propose de réorienter l'interventionnisme danois en engageant un processus de « retraditionnalisation » centré autour de la réinsertion de « la tradition » inuit⁵⁹. Une triple politique traditionaliste, productiviste et protectionniste est mise en place dans l'objectif de remettre les chasseurs en activité en interdisant toute autre forme de commerce et en imposant la chasse comme activité de production, non plus dans le cadre de l'économie familiale, mais de celle marchande. D'ailleurs, ce sont les agents du gouvernement et ceux de la Compagnie du commerce qui prennent en charge son application.

57 Marquardt, Ole « A critique of the common interpretation of the great socio-economic crisis in Greenland 1850-1880: The case of Nuuk and Qeqertarsuaasiaat » *Études/Inuit/Studies*, 1999, Vol. 23, No. 1/2, Mémoire et histoire - Memory and History, pp. 9-34. Voir également Rud, Søren « Governance and Tradition in Nineteenth-century Greenland » *Interventions: International Journal of Postcolonial Studies*, Vol 16, n°4, 2014, pp551-571.

58 Rud 2014, *Op. cit.*, p557.

59 *Ibid.*

La « retraditionnalisation » passe par l'institutionnalisation et la mise en centre de la chasse qui devient l'« activité nationale », comme l'annonce Anon, un haut-gradé de l'administration coloniale⁶⁰. Pour cela, la Compagnie du commerce s'inspire d'écrits ethnographiques et de récits d'explorations produits depuis un siècle sur les peuples inuit qui décrivent les modalités de la chasse en tant que production structurante⁶¹. Une propagande pro-chasse est éditée sous forme de fascicules et de leçons distribués dans les villages, détaillant les techniques et le format des peaux à produire pour la Compagnie, et encadrant même les rythmes de travail⁶². Ce processus représente une entreprise de mise en tradition officielle, dans le cadre du système colonial, qui insiste sur l'efficacité et le rendement. Ce faisant, il modifie la pratique elle-même en l'adaptant à un format productif nouveau qui fait intervenir les acteurs de la colonisation – la Compagnie du commerce, l'administration royale – et met un terme à l'engagement de la pratique dans le système social inuit – le gibier n'est plus rapporté au foyer et il ne génère plus d'économie domestique. Cette stratégie de reconversion de la chasse impose les contraintes coloniales d'autant plus brutalement qu'elle opère la transformation souterraine inhérente au projet impérialiste depuis ses premières heures : changer fondamentalement les Groenlandais⁶³.

La politique de retraditionnalisation prend une dimension totale dans le projet colonial et s'arme de dispositifs légaux et techniques qui modifient en profondeur le mode de vie dans les lieux de peuplement. Deux dimensions s'y déploient de façon complémentaire. D'une part, la retraditionnalisation engage l'établissement d'un ordre juridique nouveau, qui fixe des droits et des devoirs qui vont amorcer la construction d'une forme de citoyenneté. Ce corpus de lois et de procédures prend d'autre part forme par une ingénierie administrative qui va jouer un rôle déterminant dans l'inscription sociale de la retraditionnalisation. Ces mesures vont accompagner la conversion des chasseurs-cueilleurs en travailleurs et l'installation d'un modèle productif et social de type capitaliste.

Trois jeux de lois édités en 1857, 1862 puis 1872 s'apparentant à un code civil viennent structurer les villes et les villages. Ils restent en usage, avec seulement quelques altérations, jusqu'en 1910⁶⁴. Ces documents légifèrent sur deux aspects de la vie quotidienne, l'établissement d'un système d'aides sociales indexées sur la productivité, et la justice. Ces lois écrites par l'administration coloniale s'inspirent de travaux ethnographiques eux-mêmes menés durant la colonisation par des Danois et ont pour ambition d'être adoptées de façon incontestable par les populations locales. Les biais idéologiques et marchands de la colonisation sont donc présents dans la perspective déployée par ce nouveau système légal, qui « retraditionnalise » selon les besoins de l'autorité danoise. L'inuitologue Søren Forchhammer⁶⁵ a consacré une partie de ses recherches à ce système et analysé des procès

60 Cité par Rud dans Rud 2013, *Op. cit.*, p557.

61 Rud 2017, *Op. cit.*, p34.

62 Selon les fascicules étudiés au musée d'histoire locale de Narsaq en septembre 2019.

63 Rud 2017, *Op. cit.*, p34.

64 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p46.

65 Søren Forchhammer utilise le terme « eskimologiste » (« *eskimologi* »), encore en usage au Danemark. En

verbaux de ces institutions. Il explique que la mesure de base est le classement des chasseurs en trois catégories de performance. Cette désignation de « chasseur » est elle-même une adaptation car ce ne sont en réalité que les compétences autour du phoque qui sont recherchées, et sont laissées de côté toutes les autres proies telles que les renards, les lièvres ou les perdrix polaires. Søren Forchhammer souligne ainsi que dans plusieurs archives c'est même le terme de « phoquier » qui est utilisé, en référence à la fonction désormais totalement spécialisée de chasse du phoque⁶⁶. La question de la performance dans l'exercice engage une pression sur la rentabilité des chasseurs qui dépasse la stricte question de la rémunération. En effet, le classement trouve une traduction dans l'établissement des structures administratives de retraditionnalisation, dans lesquelles les droits et les devoirs sont ajustés à la productivité.

Les deux mesures administratives majeures de la retraditionnalisation sont la mise en place d'un système d'aides sociales et d'organes de gestion communale à destination des résidents des villes et villages. Je vais développer le premier et revenir sur le second dans la sous-section qui suit. Les aides sociales établies vers 1860 se veulent basées sur le fonctionnement clanique en usage jusqu'à la sédentarisation. Le mode de vie communautaire, soumis aux performances collectives de la chasse, était notamment organisé sur un partage systématique des gibiers selon certaines hiérarchies et positions sociales. Les administrateurs coloniaux s'inspirent de ces pratiques qu'ils lisent à l'aune de leurs besoins de marchandises et les « retraditionnalisent » sur les critères de la nouvelles production de phoques⁶⁷. Elles vont ainsi servir non pas à la stabilité de la communauté, mais à encourager une augmentation de la productivité des chasseurs.

Les aides s'adressent aux personnes démunies, les distinguant en deux niveaux : les « deserving poors » et les « poor reliefs »⁶⁸. La première catégorie concerne les personnes dont la situation est considérée comme légitime, tandis que la seconde rassemble les individus « qui, par leur propre négligence, n'ont pas les vêtements et les outils nécessaires lorsque l'hiver commence », selon des agents danois⁶⁹. En plus de cela, le conseil alloue des « portions supplémentaires » tirées du reliquat annuel aux « poor reliefs » qui n'auraient pas reçu d'aide et seraient sans emploi. Certains critères influencent la répartition : les possesseurs d'*umiaq*⁷⁰ ou de chiens et de traîneau, et les personnes ayant une épargne à la banque reçoivent par exemple un supplément. Dans le cas de situation difficile exceptionnelle, les chasseurs de la

France et au Canada, les études postcoloniales ont remis en question la racine « eskimo » considérée comme raciste, et imposé l'appellation « inuitologie ». De manière générale, cette discipline n'existe plus dans de nombreux pays, dont la France, à cause de la remise en question de sa légitimité. Les secteurs disciplinaires avec une spécialisation par régions lui sont désormais préférés. Par respect pour ce chercheur je reporte sa discipline telle qu'il la désigne, tout en souscrivant aux critiques dont elle fait l'objet et la traduisant par son actualisation « inuitologie ».

66 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p48.

67 Rud 2017, *Op. cit.*, p41.

68 Ne connaissant pas l'appellation originale danoise ou groenlandaise traduite par Søren Forchhammer, dont je cite les travaux, je m'en réfère à sa traduction anglaise pour ne pas altérer le sens des termes.

69 Loi de 1872, §11B. Cité et traduit par Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p48.

70 Embarcation inuite notamment utilisée pour rapporter le gibier de la chasse.

classe une reçoivent trois portions, les classes deux ont droit à deux, et une pour ceux de la classe trois⁷¹.

L'attribution de ces aides conduit à des dissensions qui mettent de nos jours en lumière les soubassements idéologiques liés à ce système juridique. Dans son travail sur les procès verbaux des séances de versement des bourses sociales, Søren Forchhammer explicite les disputes entre des agents danois et des personnes autochtones dans cette répartition. Les derniers – personnalités locales élues sur lesquelles je reviens dans la sous-section suivante – semblent considérer comme légitime d'apporter un soutien communal aux familles les moins productives, et donc les plus démunies, et distribuent largement l'argent dédié. Les employés danois qui participent à ces prises de décision opposent une résistance, expliquant au contraire qu'il ne faut pas soutenir les nécessiteux mais récompenser ceux qui, par « leur assiduité et leur modestie », contribuent à la société⁷². Ils souhaiteraient ainsi voir l'argent seulement attribué aux chasseurs considérés comme méritants, laissant dans la misère les autres. Lors d'un Conseil de 1873, un membre danois explique ainsi que les soutiens sociaux « doivent être réservés aux chasseurs qui se débrouillent sans aide et œuvrent ainsi à la formation d'un corps de chasse indépendant, honnête et bien portant »⁷³. Le discours idéologique qui accompagne les aides est donc celui d'une forme de méritocratie et de prise en charge de ses propres besoins de façon individuelle, loin du communautarisme notamment rapporté dans les travaux ethnographiques de Paul-Émile Victor et de Jean Malaurie et dont ce système est censé s'inspirer⁷⁴.

D'après l'historien Søren Rud, qui s'est intéressé aux mécanismes coloniaux imbriqués à l'instauration des lois et structures de la retraditionnalisation, cette politique est lancée *via* les deux Collèges groenlandais de la Mission installés à Nuuk et Ilulissat en 1844⁷⁵. À l'époque, ces villes constituent les chef-lieux des Inspectorats Nord et Sud, et elles représentent donc une autorité politique et religieuse importante. Les Collèges reçoivent les « garçons d'églises » et les enfants d'unions mixtes (*blandinger*), souvent les mêmes, qui sont les cibles privilégiées de l'administration coloniale⁷⁶. Ils y reçoivent des enseignements en botanique, langues (danoise et groenlandaise), mathématiques et catéchisme, mais ils y apprennent également les techniques de chasse au phoque dont ils doivent transmettre la maîtrise⁷⁷. Ils ont ensuite pour tâche de s'établir dans les villages en tant que « catéchistes » pour enseigner ces savoirs ou occuper un poste de responsable dans la Compagnie du commerce. Juste avant, ils complètent leur formation par quelques années de binôme avec un

71 *Ibid.*

72 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p51-52.

73 *Ibid.*

74 Voir par exemple : Victor, Paul-Émile *Boréal*, Gautier-Languereau Paris, Paris, [1938] 1958 ; Victor, Paul-Émile *La voie lactée*, Gautier-Languereau Paris, Paris, 1974 ; Malaurie, Jean *Les derniers rois de Thulé*, Terre humaine poche, Pocket, Plon, 1989.

75 Rud 2014, *Op. cit.*, p557.

76 Rud 2009, *Op. cit.*, p33.

77 *Ibid*, p36.

missionnaire établi dans une localité⁷⁸. Est attendu d'eux qu'ils occupent une fonction sociale hybride dans les villages qu'ils investissent, à la croisée de l'éducation religieuse, de la transmission de la culture danoise, et de la réforme de la société inuit. Dans cette perspective, ces personnes s'engagent de façon privilégiée dans les structures de la retraditionnalisation et mettent en œuvre ses lois. Positionnées entre deux univers sociaux radicalement différents, elles sont ainsi utilisées comme ambassadrices danoises auprès des Inuit et considérées comme une élite groenlandaise porteuse, de façon consciente ou non, d'un nouvel ordre social.

Une première étude des structures de la retraditionnalisation a été menée par l'historienne et séminariste Ditte Bentzon Goldschmidt dans les années 1980. Le titre de cette sous-section s'inspire d'ailleurs de son ouvrage intitulé *Du chasseur à l'ouvrier – l'histoire du Groenland de 1900 à nos jours*, qui analyse la transformation des modes de productions depuis la fin du XIX^{ème} siècle⁷⁹. Selon la chercheuse, le réaménagement social engagé par le système des aides constitue un dispositif d'instauration de l'hégémonie culturelle, sociale et politique danoise au Groenland qui s'inscrit dans la lignée de l'occupation coloniale conduite depuis l'Ordre de 1782⁸⁰. En effet, tout en répondant à la problématique de la crise sociale, il vise uniquement à répondre aux intérêts danois et à accomplir une transformation sociale revendiquée par la Mission depuis le début de son intervention. Ditte Bentzon Goldschmidt souligne que la force des lois de retraditionnalisation et des montages administratifs qu'elles entraînent est d'absorber les premières résistances groenlandaises organisées qui voient le jour dans cette période d'instabilité. Elles permettent une incorporation de la critique au système colonial, et un retournement des réponses à la crise : toute remise en question de la colonisation est anéantie par la rhétorique de la responsabilisation du chasseur. Elle explique clairement le mécanisme qui se met en place autour du code civil que représente la retraditionnalisation :

« Pour les dirigeants, il est important que les dominés se montrent loyaux au système économique et politique, et que cette loyauté soit basée sur le consentement et non directement sur la coercition. Pour créer et maintenir une telle domination, les dirigeants doivent être capables de formuler de nouvelles perspectives sur le monde de manière à impacter fortement. [...] L'ordre social contemporain doit être appuyé historiquement et culturellement – préférablement avec un programme pour le futur. Cette relation hégémonique, cette domination particulière, est un processus et non une structure rigide. L'hégémonie doit être défendue, modifiée et renouvelée. Par définition, l'hégémonie est toujours dominante, mais jamais totale. Il y a toujours de la résistance ici et là. Si elle menace la domination, le processus hégémonique la transforme ou l'incorpore. »⁸¹

78 Catégorie particulière qui réfère aux groenlandais officiant pour l'Église.

79 Goldschmidt, Ditte Bentzon *Fra fanger til arbejder - Grønlands historie fra 1900 til i dag*, Aschehoug, 1985.

80 Goldschmidt, Ditte Bentzon « Danmark: Moder eller koloniherr? » *Fortid og Nutid: Tidsskrift for kulturhistorie og lokalhistorie* [Passé et présent : journal d'histoire culturelle et d'histoire locale], Septembre 1987, Copenhague, pp209-224, p210.

81 Goldschmidt, Ditte Bentzon « Danmark: Moder eller koloniherr? » *Fortid og Nutid: Tidsskrift for kulturhistorie og lokalhistorie* [Passé et présent : journal d'histoire culturelle et d'histoire locale], Septembre 1987, Copenhague, pp209-224, p210. Traduction personnelle depuis le danois.

Les mesures de retraditionnalisation jouent donc pour Ditte Bentzon Goldschmidt un rôle essentiel à la fois en tant qu'instrument de colonisation et installation de l'hégémonie danoise dans l'aménagement de la société groenlandaise, mixte des populations inuit et danoises qui se mélangent par l'action d'intermédiaires tels que les métisses et les garçons d'église. Elles instaurent un système fait pour durer et s'adapter aux critiques et aux mutations qui pourraient émerger. À côté des aides sociales, l'outil pour remplir ces objectifs s'inscrit dans les domaines administratif et politique. Il s'agit des Conseils de gardiens, structures qui mettent en application les lois de la retraditionnalisation et sont officiellement considérées au Groenland comme les ancêtres du Parlement autonome actuel⁸².

Conseils de gardiens, différenciation genrée et productivité : la formation d'une classe moyenne hégémonique

Au milieu du XIX^{ème} siècle, l'engagement dans la politique de retraditionnalisation s'accompagne d'une restructuration de la Compagnie du commerce colonial. Pour traverser la crise de sous-production et élever les profits, l'État impose une réduction des charges qui se traduit par le licenciement de salariés danois. Ces derniers retournent au Danemark ou trouvent de nouveaux emplois sur l'île, tandis que des personnes d'origine inuit prennent leur place. Elles n'ont pas de nationalité danoise, ne répondent pas au même code du travail, et coûtent ainsi moins cher à employer⁸³. Leurs salaires sont plus bas et, en plus de cela, elles sont souvent embauchées à la journée, ce qui permet une plus grande adaptation de la Compagnie aux fluctuations du marché et de la production. Cette exploitation se développe également dans les mines que j'ai présentées au chapitre précédent, et il faut attendre les années 1920 pour voir les premiers mouvements sociaux groenlandais pour l'amélioration de ces conditions, nés sur le site minier de Qullissat. Alors que la retraditionnalisation produit l'image des hommes comme chasseurs, la révision des conditions d'accès à l'emploi modifie cette perspective idéologique. S'adaptant à cette mutation, les agents et les structures juridiques ajustent leurs discours pour louer les mérites non plus uniquement du chasseur, mais du foyer de la classe moyenne. Les Conseils de gardiens, assemblées réunissant des élus d'origine inuit et des Danois, constituent l'avant-poste de cette orientation socio-économique.

Si désormais les Conseils de gardiens et les lois de retraditionnalisation se confondent de par leur concomitance historique, ils émanent de deux origines différentes. Les secondes proviennent de l'État, et les premiers sont pensés par le fonctionnaire de l'administration coloniale Hinrich Rink. L'homme est nommé Inspecteur du sud du Groenland de 1855 à 1870, et il sera ensuite directeur de la Compagnie du commerce jusqu'en 1881. Dès sa prise de poste, il attribue la crise sociale à l'acculturation des populations et met en cause la

82 Inatsisartut *Aqqaluks Plads*, Nuuk, Bureau for Inatsisartut, 2014, p3.

83 Marquardt 1996, *Op. cit.*, p89.

colonisation. Il soutient néanmoins le projet de transformation de la société et propose l'installation de structures qui allient l'interventionnisme danois à la responsabilisation groenlandaise. Les Conseils de gardiens naissent dans cette perspective, comme des instruments par lesquels les personnes autochtones administreraient elles-mêmes les mesures danoises. Ils donnent une illusion de liberté basée sur la participation libre, selon des règles préétablies et immuables⁸⁴. En cela, cette institution relève d'un paternalisme et d'un exercice d'hégémonie typique des processus coloniaux⁸⁵.

Les Conseils de gardiens sont mis en place dans les treize villes coloniales que compte le Groenland en 1860. Ils ont pour rôle de répartir les aides sociales présentées plus avant et de gérer les délits quotidiens (vols, endettements, bagarres, etc) en se réunissant deux fois par an, au printemps et à l'automne. Les sessions se déroulent en groenlandais, avec traduction simultanée danoise, et sont présidées par le chef de l'usine locale ou le missionnaire attiré⁸⁶. À ses côtés siègent un officiel de haut-rang de l'État, le chef de l'usine (s'il n'est pas président) et le responsable local de la Mission. Ils sont appelés *misissuisut*, « les membres », dans les procès verbaux. La majorité du conseil est composée de chasseurs inuit, élus tous les trois ans par les « têtes de familles », figure qui correspond certainement au patriarche en activité. Ces participants sont qualifiés de *paarsisut* (*paarsisoq* au singulier), terme qui désigne les « bergers » dans l'élevage et plus largement les « gardiens »⁸⁷. Ces personnes qui s'insèrent dans la bureaucratie coloniale opèrent une médiation entre les villes-usines et l'État, comme l'explique Søren Forchhammer à l'appui des lois de 1872.

« Le *paarsisoq* devait « maintenir l'ordre, guider et donner le bon exemple à ses compatriotes » (Loi, 1872). De plus, le *paarsisoq* était obligé d'être les yeux et les oreilles des fonctionnaires de l'État : « Il surveillera son district...et...informera le *Forstanderskab* [Conseil de gardiens] et le Gouverneur [Inspecteur régional] de tout ce qu'ils doivent savoir selon les ordres de ce dernier » (Loi, 1872). Il avait également l'obligation de transmettre les informations des autorités de l'État et des réunions du conseil à la population de son district. Après une réunion du conseil, il était censé rapporter à ses confrères les décisions des autorités et du conseil et ce qui avait été discuté à l'assemblée. »⁸⁸

Tous les chasseurs inuit ne peuvent pas candidater à la position de *paarsisoq* car le fait de recevoir des aides sociales est disqualifiant. De plus, il faut maîtriser des notions de langue danoise en raison des échanges répétés avec les agents de l'État et de la Compagnie du commerce. Pour ces raisons, seuls les chasseurs et les familles qui correspondent à l'image retraditionnalisée, c'est-à-dire des travailleurs éduqués, méritants et pieux, peuvent investir

84 Rud 2017, *Op. cit.*, p38 ; et Goldschmidt 1987, *Op. cit.*, p214.

85 Norval J., Aletta « Decolonization, demonization and difference. The difficult construction of a nation. » dans Le Sueur, James 2003 *The decolonization reader*. Routledge, Readers in History, Psychology Press, 2003, p257.

86 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p49.

87 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p48. Voir également l'analyse de Ditte B. Goldschmidt dans Goldschmidt 1987, *Op. cit.* Traduction personnelle du terme groenlandais.

88 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p48-49.

ces structures⁸⁹.

En plus des aides sociales que les séances de Conseils ont pour tâche de répartir, les membres et les *paarsisut* gèrent des récompenses. Il s'agit de primes à l'activité pourvues par la loi qui félicitent certains comportements. Dans son étude, Søren Forchhammer souligne les effets de cette technique, et particulièrement celui d'établissement des ménages comme atomes sociaux. En effet, les chasseurs sont d'une part toujours les récipiendaires privilégiés de l'argent, s'ils se distinguent par une production régulière, l'acquisition personnelle de matériel tel que des tentes et harpons, ou la mise en réserve de stocks pour l'hiver⁹⁰. Ce dispositif encourage l'individualisation de la production et du travail de chasse, pour lesquels les techniques collectives et le partage du gibier constituaient jusqu'alors les bases de l'activité. Les récompenses font d'autre part intervenir un nouvel acteur, les « pourvoyeurs de foyers » (*providers*) avec trois enfants minimum à charge et ne faisant pas appel aux aides. Au regard de la crise sociale de la seconde partie du XIX^{ème} siècle, je doute que cette situation ait été fréquemment rencontrée. Par contre, son existence en tant que modèle donne accès aux profils sociaux recherchés par l'administration. Le procès verbal d'une réunion du Conseil de gardiens d'Ilulissat rapporte qu'il renvoie à

« une femme groenlandaise mariée ou non mariée qui se distingue par ses qualités domestiques et sa rigueur dans la tenue de son foyer et dans l'aide aux membres de la maisonnée [...] et [...] par sa dextérité dans toutes les activités féminines véritablement groenlandaises [...] »⁹¹

Cette description souligne l'établissement de la figure de la ménagère, femme qui s'occupe de la tenue du foyer et du soutien de son mari, le chasseur. Le système des récompenses vient encourager cette binarité qui spécialise les hommes dans le travail rémunéré et les femmes dans la sphère domestique, tout en instaurant une hiérarchie genrée⁹². En effet, l'anthropologue Karla Jessen Williamson affirme dans son étude ethnographique menée à Maniitsoq durant une dizaine d'années au début des années 2000 que la période allant de 1850 à 1950 est centrale dans l'établissement des rapports de genre patriarcaux au Groenland⁹³. Elle explique qu'avant cela, la *genderlessness* prévalait au sein de la société inuit. Différent de l'idée d'égalité de genre et de troisième genre qu'elle considère comme étant des notions occidentales, ce concept représente au contraire l'absence de cette forme de différenciation dans le rapport masculin/féminin et dans l'ensemble de la « vie »⁹⁴. Elle explique que l'univers

89 *Ibid.*

90 Pour répondre à la crise de sur-vente du demi-siècle et la misère sociale, la KGH met en place un prêt d'équipement dans tous les villages qui, s'il permet de continuer à partir en expédition, rend les familles d'autant plus dépendantes.

91 Procès-verbal du Conseil de gardiens d'Ilulissat, 30 mars 1868, cité par Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p53.

92 Arnfred et Bransholm Pedersen 2015, *Op. cit.*, p292-293.

93 Jessen Williamson, Karla *You inherit my heaven: Kalaallit gender relations*. INUSSUK Arctic research journal, n° 1, Naalakkersuisut, Department of Education, Church, Culture and Gender Equality, Nuuk, 2011.

94 Jessen Williamson 2011, *Op. cit.*, p40, p41-55. Elle critique particulièrement le troisième genre développé par Bernard Saladin d'Anglure et largement repris par la communauté académique. Il s'agit pour elle de

social inuit pré-colonial est non genré, comme le reflètent la conjugaison au pronom neutre pour la troisième personne, l'absence d'accord de genre grammatical, ou encore les concepts cosmogoniques référant à la vie, au monde, ou aux humains dans une continuité agencée⁹⁵. Au sujet des rôles sociaux, elle affirme qu'avant la colonisation la société fonctionnait selon une organisation communautaire, où l'attribution des rôles de chacun était basée sur la complémentarité des tâches, distribuées à chaque sexe (et selon le sexe ratio du clan). Il était de plus admis qu'une chasse victorieuse ne tenait pas aux compétences du chasseur, mais à la volonté de l'animal de se donner à un groupe. La personne abattant l'animal n'était ainsi qu'un rouage parmi l'ensemble social qui transformait le gibier et contribuait au renouvellement de la cellule productive. Les individus transportant la dépouille, ceux qui la dépeçaient, ceux qui cuisinaient sa viande et ceux qui tannaient sa peau pour confectionner des vêtements chauds et imperméables avaient tous un rôle à jouer dans l'établissement des conditions de possibilité de la prochaine chasse. Tous les membres du clan étaient essentiels dans cette économie centrée sur le phoque. Cet « égalitarisme » est bousculé par les modifications successives des tâches de production liées à la chasse⁹⁶. Les femmes perdent d'abord leur place dans le traitement et la transformation du gibier en biens, lorsque l'échange auprès des comptoirs coloniaux devient la norme. Ensuite, elles se trouvent destituées de leur place sociale par l'érection de l'image de la ménagère, dont le rôle économique n'est pas reconnu⁹⁷. Ce tandem du « chasseur » et de la « pourvoyeuse de foyer » instaure une structuration patriarcale à l'organisation sociale qui s'appuie sur une autre figure, celle du chasseur, rénovée à l'aune des standards de la retraditionnalisation⁹⁸.

Dans son étude du genre au Groenland, Karla Jessen Williamson explique qu'il est difficile de reconstituer ce que désignait la figure désormais bien connue sur l'île de *Piniartorsuaq*, « le grand chasseur ». Pourtant, il s'agit d'une « icône sociale » désignant un excellent chasseur, aux qualités morales et intellectuelles reconnues, qui joue un rôle important dans les politiques de retraditionnalisation⁹⁹. Dans la perspective d'ériger la chasse en activité professionnelle des hommes groenlandais et pour faire la promotion des valeurs de l'économie marchande, cette figure est reprise par l'administration coloniale et la Compagnie du commerce. Les « grands chasseurs » deviennent la cible principale des Conseils de gardiens et ils endossent progressivement les valeurs que l'institution porte. La révision de cette figure par les instances coloniales a pour effet d'exclure définitivement les femmes de l'économie de la chasse et des structures de gestion (auxquelles elles n'avaient déjà pas accès), fixant un ordre social *male-oriented* qui invisibilise leur place et leurs actions¹⁰⁰.

l'imposition normative d'un concept occidental sur une réalité sociale différente.

95 Les terminaisons « poq/voq », « toq », « taq ». Les concepts de « Sila » (Le monde), « Pinngortitaq » (la création de la vie), « Inuk/Inuit » (un humain/les humains).

96 Arnfred, Signe « Investigating gender in the Greenland process of modernization » *NORA – Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 1994, Vol 2, n°1, pp12-27, p14.

97 Jessen Williamson 2011, *Op. cit.*, p132-135. Voir également Therrien, Michèle, *Les Inuit*, Les belles lettres, Guide belles lettres des civilisations, 2012, Paris, pp86-90 et p113.

98 Arnfred et Bransholm Pedersen 2015, *Op. cit.*, p299.

99 Expression et définition de Karla Jessen Williamson dans Jessen Williamson 2011, *Op. cit.*, p137.

100 *Ibid*, p136.

Par-delà l'établissement des ménages et de la hiérarchie genrée, les Conseils de gardiens entraînent le décrochage d'une élite économique et intellectuelle groenlandaise. Ces personnes proviennent des unions mixtes, des garçons envoyés en apprentissage au Collège de la Mission ou en pensionnat danois, et une infime minorité est d'origine uniquement autochtone. Ce groupe d'administrateurs groenlandais tire des bénéfices matériels et symboliques de son implication dans les Conseils. Les *paarsisut* bénéficient d'avantages pécuniaires, matériels (nourriture, alcool et équipements de chasse) et statutaires, symbolisés par un chapeau bleu qu'eux seuls ont le droit de porter¹⁰¹. Ce sont eux qui décident, sous réserve de l'accord final du catéchiste, de la distribution des aides sociales complémentaires et des récompenses, leur donnant une influence importante au sein de la communauté dans laquelle ils exercent leurs fonctions. D'après le chercheur Søren Forchhammer, cela entraîne une nouvelle forme de distinction sociale, non pas au niveau de l'appartenance à une inuicité qui aurait pu constituer un critère communautariste, mais au contraire entre les potentiels membres de la société groenlandaise en formation et les autres¹⁰². L'historien explique clairement ce mécanisme d'instauration d'une domination de classe.

« Les conseils venaient en aide aux chasseurs groenlandais qui pouvaient accéder à une position sociale plus élevée dans leur société, tant au niveau local que régional. On pourrait dire que les membres chasseurs et les aspirants endossaient le rôle d'une bourgeoisie montante (ou classe moyenne) et, dans les conseils, utilisaient leurs positions pour protéger leurs intérêts en tant que tels. Ils l'ont fait de manière tactique ainsi que de manière plus stratégique. Ils ont agi de manière tactique dans le sens où ils s'opposaient à des actions individuelles qui semblaient les atteindre, eux ou leurs pairs en tant que citoyens de la classe moyenne. Ils ont agi de manière stratégique en ce sens qu'ils ont utilisé leur position pour former la composition générale de la société afin qu'elle soit conforme à leurs intérêts tels qu'ils les percevaient eux-mêmes. Dans ce processus, ils se sont souvent rangés du côté des fonctionnaires coloniaux danois et contre leurs compatriotes groenlandais. En d'autres termes, l'ethnicité et la culture partagée semblaient avoir moins d'importance que la classe en tant que paramètres d'affiliation à un groupe et d'action politique. »¹⁰³

L'analyse de Søren Forchhammer amène à considérer les Conseils de gardiens comme des relais coloniaux qui parviennent à établir l'hégémonie du système socio-économique danois au Groenland. En faisant des Groenlandais des médiateurs de l'administration, les Conseils déplacent la fracture sociale depuis celle entre les colons et les autochtones vers celle de dimension économique et idéologique. Leur action est par ailleurs renforcée par l'intervention des personnes issues des unions mixtes qui ne parviennent pas à intégrer ce réseau élitiste. Elles sont prises en charge par la bureaucratie coloniale qui les envoie en *Grønlanderhjemmet*, « maison des Groenlandais », pensionnat situé au Danemark où elles vivent durant trois ans pour y recevoir une formation. Entre 1880 et 1896 elles sont des centaines à être envoyées dans ces structures, dans l'objectif de leur prodiguer une

101 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p49.

102 *Ibid*, p50.

103 *Ibid*, p56-57.

spécialisation professionnelle et de les acculturer au mode de vie danois et à ses valeurs. Lorsqu'ils rentrent chez eux, ces jeunes investissent des postes dans les usines locales de traitement des peaux ou dans l'ingénierie coloniale (poste, comptoir, ravitaillement, etc)¹⁰⁴. Ils occupent ainsi les secteurs clés du système socio-économique que la politique de retraditionnalisation instaure et participent à grossir les rangs de la classe moyenne en formation.

Le XIX^{ème} voit l'établissement des bases structurelles sur lesquelles la société groenlandaise se construit. Les populations inuit se sédentarisent et sont contraintes d'abandonner la production de type chasseur-cueilleur pour se spécialiser dans le commerce avec les anciens colons. Les sites de peuplement coloniaux deviennent des villes et des villages, des quartiers d'abord déterminés par l'origine ethnique puis par la catégorie économique s'y forment, et des services y sont installés. La gestion communale mise en place par les Conseils de gardiens et la production des premières formes de codes civils engagent un nouveau processus, celui d'une construction nationale qui rassemble cette population d'origines diverses. Les chasseurs et les ménagères considérés comme méritants, les catéchistes et les métisses éduqués ainsi que l'élite coloniale qui gouverne l'île travaillent à la structuration de cette société désormais menée par une classe moyenne en déploiement. À la fin de siècle, le marché du phoque s'effondre et les inquiétudes économiques poussent cette classe à se positionner : elle revendique la danisation du pays.

3) La danisation du territoire au XX^{ème} siècle : l'armature matérielle de la nation groenlandaise

Alors que la fin du XIX^{ème} siècle voit s'épanouir une large classe moyenne composée à la fois d'une élite groenlandaise aux forts capitaux culturels et économiques et des ménages aspirant à cette position sociale, le siècle suivant dessine une autre image. L'élite éduquée se décroche pour composer une bourgeoisie intellectuelle et politique tandis que la classe moyenne se stabilise autour de travailleurs et travailleuses d'usines qui ne s'enrichissent pas. La problématique coloniale va gommer ces inégalités et faire primer un front uni autour du nationalisme, que l'élite proche de la bureaucratie danoise oriente jusqu'aux années 1960 vers une danisation du Groenland. Cette politique constitue le lit de la nation groenlandaise.

104 Rud 2009, *Op. cit.*, p36.

L'acte de 1908 : composer la géographie du capital

Toute la seconde moitié du XIX^{ème} siècle est caractérisée par le développement urbain et rural sur les côtes ouest et sud, l'extrême Nord et l'Est de l'île donnant lieu à des politiques spécifiques en raison de leur rattachement tardif au système colonial par les Danois. La chasse, qui constitue l'activité principale des hommes, est rendue difficile par les fluctuations des populations marines, les dangers de la surexploitation et la chute du marché des peaux en Europe. Cette instabilité ne permet pas de croissance économique, seule garantie du développement civil désormais prôné par la classe dirigeante dano-groenlandaise. Selon les élus locaux des Conseils de gardiens, croissance économique et croissance sociale vont de pair. C'est pourquoi, en 1908, un acte de « modernisation » et « danisation » du territoire est mis en place¹⁰⁵. Il opère une restructuration des secteurs d'activité du Groenland et engage une réorientation économique. Premièrement, un Bureau du Groenland (*Grønlandsk Styrelse*) est fondé. Il se base à Nuuk et prend en charge l'éducation, l'Église protestante, la santé, le commerce interne et l'administration civile. Cela marque la reconnaissance d'une forme d'autonomie de l'île, qui demande désormais une gestion harmonisée à l'échelle du territoire entier et distincte de celle du Danemark. Secondement, la Compagnie du commerce garde la gestion des relations marchandes internationales. Je précise à cet endroit que depuis l'Ordre de 1782, cette corporation dispose du monopole sur le marché groenlandais et qu'elle contrôle entièrement les prix, les réseaux d'échanges et le type de marchandises qui y circulent. Avec l'acte de 1908, elle prend également en charge le secteur des transports maritimes (il n'y a pas de communication routière entre les villes)¹⁰⁶. Ces mesures approfondissent l'ingérence danoise et fixent la première forme de gouvernement national qui s'établit à Nuuk, capitale en émergence toujours sous régime colonial.

Délestée des charges administratives, la Compagnie du commerce engage dans un même temps une réorientation industrielle de l'île. Parmi plusieurs pistes déjà essayées et à nouveau envisagées telles que la chasse à la baleine et le charbon, c'est le secteur halieutique qui est développé. Des ateliers de poissons sont installés ou rénovés dans les villages pour lancer la production de flétan, de morue et de crevette. Chalutiers et outils de conserverie, de salage et de séchage sont distribués à l'échelle du territoire¹⁰⁷. Cette transition est soutenue par une campagne d'information qui vise autant à convaincre de la justesse de cette politique qu'à éduquer les nouveaux pêcheurs, qui ne maîtrisent pas les techniques importées. La classe moyenne doit apprendre l'ingénierie du bateau, les rythmes de travail et les standards industriels, obligations qui contribuent d'autant plus à déstabiliser les foyers déjà précarisés par la crise des années 1850-1900.

105 Petersen 1995, *Op. cit.*, p121 ; et Sørensen Axel Kjær *Denmark-Greenland in the Twentieth Century*, Meddelelser om Grønland: Man & society, Vol 34, Museum Tusulanum Press, 2009, p27.

106 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p33.

107 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p26.

Pour soutenir ce plan industriel, une politique d'aménagement territorial est mise en place. Sans l'accord des politiciens groenlandais, les Gouverneurs danois modifient la répartition des populations pour rationaliser la production. Ils choisissent les localités à développer économiquement, par le biais d'installation d'usine et de locaux pour les travailleurs, et celles à sacrifier, dont les infrastructures sont déménagées. Un ensemble de services est supprimé, tels que le prêt de matériel de chasse, la poste, la boutique et le service religieux. Ces villages sont également rayés des trajets de ferries côtiers, les isolant totalement des services publics. Pour les habitants, une telle désocialisation n'est pas envisageable. Partout au Groenland, la géographie humaine donne alors lieu à une structuration économique partielle, qui entraîne de graves conséquences. Coupés de leurs racines et assignés à des lieux étrangers, les individus déplacés développent des symptômes post-traumatiques et de graves maux psychologiques qu'ils transmettent à leurs enfants. Cette période, connue au Groenland sous le nom de « fermeture des villages », s'étale de 1920 à 1970 environ, et constitue l'un des moments les plus sombres de l'histoire coloniale¹⁰⁸.

En répartissant les sites de production halieutique, la politique de « modernisation » spatialise les inégalités. Les lieux hérités du réseau de forteresses nordiques sont dotés des fabriques importantes – Sisimiut en 1914, Paamiut et Ilulissat en 1920¹⁰⁹ – et deviennent les quatorze villes du pays, tandis que les villages et comptoirs sont équipées d'ateliers¹¹⁰. Les villes voient une concentration du capital et les villages deviennent des manufactures interchangeables d'un point de vue productif. Ces ateliers seront les premiers à fermer ou être revus durant les fluctuations économiques, et ils sont désormais presque tous fermés. À l'abandon, ces petites bâtisses généralement situées sur le port sont souvent transformées en musées par les municipalités. Elles constituent des témoins privilégiés de l'industrialisation exponentielle entre 1920 et 1980 et de la création d'un nouveau capital, tant économique que politique, qui aménage le territoire durablement. C'est dans ces lieux que j'ai passé de nombreuses heures à échanger avec les gestionnaires et les conservateurs, mais également à regarder archives, photographies et vidéos de l'histoire sud-groenlandaise. Cette répartition inégale de la production génère une problématique constitutive de la politique groenlandaise contemporaine, celle des intérêts divergents entre les centres riches et les marges pauvres.

L'installation des ateliers de traitement du poisson impacte fortement l'organisation sociale de la classe moyenne. À la suite des mesures de retraditionnalisation, les hommes sont dans l'ensemble chasseurs ou employés non qualifiés, et les femmes restent au foyer. L'industrialisation revoit la place de ces dernières qui se trouvent particulièrement ciblées par les métiers d'usine. La chercheuse en études postcoloniales Signe Arnfred, qui a particulièrement étudié ce mouvement, en apporte une analyse détaillée. Elle explique tout d'abord que c'est la crise de 1850-1900 qui génère cette révision des possibilités d'emploi des

108 Selon le musée d'histoire locale de Nuuk, visité en novembre 2018. Cette politique est développée chapitre 4.

109 Site web de Royal Greenland, consulté le 19/06/2019. <https://www.royalgreenland.fr/>

110 Kjærgaard 2013, *Op. cit.*, p160.

femmes. Cette situation impose une relance économique qui, faute de production massive, passe par la consommation des ménages. Pour cela, ces derniers doivent disposer d'un pouvoir d'achat qui est dépendant du marché de l'emploi rémunéré. L'indisponibilité des hommes, déjà ciblés pour les métiers sur mer, oblige les dirigeants de la Compagnie du commerce à se tourner vers les femmes¹¹¹. C'est ainsi qu'elles intègrent à leur tour les emplois laborieux et viennent occuper les places les plus précaires des usines. Sur des vidéos et des clichés des musées locaux de Qaqortoq et Narsaq, je les trouve dans les chaînes des ateliers, à diviser les poissons en filets, décortiquer les crevettes et découper le bétail¹¹².

Cette assignation des tâches s'intrique aux rapports sociaux de genre mis en place par les colons et va les fixer dans l'appareil productif. En effet, l'association des métiers sur mer à la masculinité renvoie à leur fonction dans la chasse marchande. S'ils changent d'emploi, ils gardent le prestige associé au fjord et à la traque de l'animal. À l'inverse, les emplois d'usine correspondent aux tâches attribuées aux ménagères et s'accordent plus facilement avec les tâches domestiques. Cette nouvelle industrie traduit cette hiérarchie dans les fonctions de chacun. Les emplois sur mer sont considérés comme qualifiés et donc plus rémunérés que ceux dans les ateliers, et ils ouvrent de plus la possibilité d'une mobilité professionnelle (notamment dans la batellerie). À l'inverse, les emplois des femmes sont situés au bas de l'appareil de production. Elles travaillent à la chaîne, ne peuvent que partiellement réinvestir leurs compétences dans d'autres secteurs d'emploi, et reçoivent les plus bas salaires. L'industrie halieutique ancre ainsi dans l'appareil économique qui va devenir central à la société groenlandaise des rapports de genre inégaux¹¹³.

Cette révision du travail a aussi un impact important dans la transmission des savoir-faire inuit que les femmes possédaient. Déjà ébranlées par l'instauration de la ménagère et le commerce marchand du phoque, les techniques de transformation du gibier en vêtements, objets usuels, jouets et nourriture voient leur transmission s'altérer car les femmes n'ont plus la disponibilité nécessaire ni au traitement des proies ni à l'enseignement des méthodes. Les savoirs botaniques, culinaires et techniques subissent le même sort et se perdent progressivement. Cela est aussi dû à l'essor de la pratique marchande de consommation, qui pousse les foyers à acheter des biens plutôt qu'à les fabriquer, comme avant la colonisation. Dans ce mouvement, les femmes perdent ainsi leurs compétences techniques et savantes, conduisant à une dégradation symbolique de leur position. Subordination économique et idéologique fondent ainsi la place initiale des femmes dans le secteur halieutique au début du XX^{ème} siècle¹¹⁴.

111 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p19.

112 Selon l'étude menée à Qaqortoq au printemps 2018 et à Narsaq en septembre 2019.

113 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p20.

114 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p20.

En plus de cette révision industrielle, l'acte de 1908 revoit la structuration administrative du pays. Cette mesure répond aux critiques répétées de l'élite groenlandaise qui, en 1900, émerge d'un débat pourtant tout autre, l'envie des élus de voir levé le monopole commercial danois sur l'île. La bureaucratie danoise s'y refuse, arguant que ce sujet n'entre pas dans le champs des prérogatives des Conseils de gardiens. Face au caractère insoluble de la contradiction, notamment générée en raison de la crise économique de 1850-1900, l'État propose un compromis, l'augmentation des pouvoirs nationaux et le maintien de l'exclusivité danoise, qui est accepté¹¹⁵. La question nationale se traduit par un aménagement administratif plus précis du territoire et l'installation de plus de niveaux de gestion. Le Bureau du Groenland est fondé à Nuuk, une soixantaine de municipalités comprenant plusieurs hameaux sont établies en 1910 et chacune pilotée par un Conseil municipal à sa tête, et deux Conseils provinciaux sont créés pour les coordonner¹¹⁶.

À l'inverse des Conseils de gardiens, seuls des Groenlandais siègent aux Conseils municipaux. Ils peuvent appointer sporadiquement des officiels danois lorsque cela est nécessaire. Le système électoral reste inchangé, seuls les éminents chasseurs peuvent se présenter et les « têtes [masculines] de familles » constituent les électeurs¹¹⁷. Les responsabilités des élus sont toujours de faire appliquer les lois civiles et de gérer la vie communale, et ils ont désormais le droit de proposer des lois supplémentaires. Elles suivent ensuite un processus de confirmation auprès des autorités danoises. Leur administration s'étend à toutes les personnes groenlandaises à l'exception de celles employées par la Compagnie du commerce et la Mission, et des citoyens danois immigrés, qui relèvent tous de la justice danoise¹¹⁸. Si cette structure reprend l'idée de comité partiellement autogéré à l'origine des Conseils de gardiens, elle va plus loin en aménageant des entités municipales à l'autonomie administrative. Elle allie ainsi la dimension idéologique d'incorporation des idéaux tels que la société civile, le droit et la responsabilité sociale à une perspective de construction municipale. La volonté de cadrer et de dynamiser les villages constitue une réponse aux maux sociaux liés à la transition industrielle et se veut être la construction de nouveaux repères. Elle s'apparente également à une solution à l'exode grandissant vers les villes¹¹⁹. La transition industrielle met en effet en situation difficile nombre de familles qui ne s'insèrent pas dans ce cadre socio-économique en construction, et migrent vers les villes pour trouver du soutien et des aides. Adossés aux usines et aux ateliers en déploiement, ces Conseils municipaux inaugurent ainsi la formation de la ruralité des marges, faiblement équipée et habitée de travailleurs majoritairement pauvres, opposée aux centres urbains où la « modernisation » élève le niveau de vie et ouvre de nouvelles opportunités à la population.

115 Goldschmidt 1987, *Op. cit.*, p215-217.

116 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p28.

117 *Ibid.*

118 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p40-41.

119 *Ibid.*

Pour finir, l'acte de 1908 instaure deux Conseils provinciaux, Nord et Sud, qui ont pour ambition d'approfondir la territorialisation administrative de l'île. Ils se situent dans une perspective hiérarchique, puisque seuls les membres des Conseils municipaux sont habilités à voter et à candidater. Les mêmes conventions idéologiques s'y appliquent : sont élus ceux qui font preuve de méritance, de bravoure à la chasse et de constance morale, dans la lignée du « grand chasseur » *Piniartorsuaq*. Ces Conseils se réunissent séparément une fois par an pour faire un état des lieux des affaires de la province et gérer les fonds groenlandais. Ils disposent de dotations pour les familles les plus démunies, pour la construction d'infrastructures ou les besoins urgents imprévus dans les municipalités. Ce budget provient d'une taxe de 20% sur les exportations de la Compagnie du commerce, et de 2% sur les salaires des personnes groenlandaises. Il ne s'agit ainsi pas des fonds globaux de fonctionnement, qui émanent de l'État danois et de la Compagnie du commerce, mais d'une cagnotte gérée de façon autonome par les Conseils pour les situations listées. Ce fonctionnement constitue une avancée majeure dans l'autonomisation du pays, qui peut pour la première fois gérer des fonds propres. Ces structures n'ont toujours aucun pouvoir législatif, mais elles sont consultées par le gouvernement danois pour les décisions relevant du Groenland. Par ailleurs, les plus hauts responsables de cette administration tombent sous juridiction danoise, et non plus groenlandaise, comme les simples élus¹²⁰.

Le mode de financement du budget des Conseils provinciaux représente la première forme de redevance nationale, mettant en lumière un point de bascule dans l'histoire du pays. L'argent des activités économiques menées au Groenland est considéré comme attaché à la collectivité, cette dernière devenant ainsi un ensemble national solidaire. Les Conseils prennent le rôle de proto-gouvernement groenlandais, image renforcée par l'aménagement des municipalités placées sous la responsabilité du Nord ou du Sud. La taxation de la Compagnie du commerce et la présence juridique et bureaucratique de l'État danois rappellent pourtant le caractère colonial de la situation, que peu d'initiatives sont venues remettre en question. La structuration administrative de la nation en construction va jouer un rôle déterminant dans le déploiement des critiques de l'ingérence danoise et dans la revendication d'une « danisation » du territoire, entendue comme gage de « développement » matériel et spirituel¹²¹.

L'émancipation : des « cols-blancs » aux « Nouveaux Groenlandais »

Par souci de clarté, j'ai pour le moment passé sous silence les revendications nationalistes et émancipatrices qui émergent au moment des Conseils de gardiens, en 1860. Elles sont initiées par l'élite éduquée et se répandent par le biais des cercles religieux et des journaux bilingues à l'ensemble du Groenland. Le journal *Atuagagdliutit*, fondé par l'administrateur danois Hinrich Rink en 1861 et qui est également à l'origine des Conseils,

120 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p30.

121 Goldschmidt 1987, *Op. cit.*, p214.

constitue le premier support dédié à l'actualité de l'île. Supervisé par les autorités coloniales, il retranscrit les débats socio-politiques et théologiques qui secouent l'élite groenlandaise, et distribue des œuvres traduites depuis des langues étrangères pour les rendre accessibles¹²². À l'époque, l'ensemble de la population est alphabétisée en groenlandais, mais seuls les catéchistes, les « garçons d'églises » et les enfants d'unions mixtes qui bénéficient d'un enseignement privilégié savent écrire. Les habitants sont ainsi irrigués des échanges portant sur l'identité groenlandaise et les relations avec la Couronne, auxquels participent autant cette élite que les autorités danoises.

La chercheuse en études arctiques Karen Langgård s'est intéressée au magazine *Atuagagdliutit*, et elle explique qu'il reflète les questionnements des années 1850-1900 autour de la difficile transition industrielle et de la crise sociale qui s'en suit. Les échanges entre l'administration coloniale et celle de l'élite nationale soulignent le caractère ambigu de la revue, qui se situe dans la lignée politique des Conseils de gardiens. En effet, Karen Langgård rapporte ainsi au sujet de la crise de sous-production que les intervenants groenlandais la considèrent comme une conséquence d'un réchauffement des eaux qui aurait provoqué la désertion des populations de phoques. À l'inverse, Hinrich Rink affirme qu'elle résulte de la paresse des familles. Si la possibilité même de ce désaccord, malgré un rapport de pouvoir asymétrique, amène Karen Langgård à considérer le journal comme un outil d'émancipation pour les dominés, je le considère au contraire comme un autre instrument de l'hégémonie culturelle danoise, au sens où Ditte Bentzon Goldschmidt l'entend. De la même manière que les Conseils de gardiens, cet espace propose une communication structurée par le carcan colonial, ses réseaux et son vocabulaire, incorporant ainsi une partie de la puissance revendicatrice de l'élite groenlandaise. Ses propos deviennent des points de vue à discuter, perdant leur force politique. Il s'agit ainsi d'un dispositif d'incorporation de la parole groenlandaise qui assure d'un même mouvement une propagande idéologique. Cet aspect est perceptible dans les numéros d'*Atuagagdliutit* qui promulguent jusqu'au début de 1910 la figure décrite par Karen Langgård selon laquelle « un bon Groenlandais est un bon chrétien et un chasseur de phoque compétent »¹²³, très similaire à celle du « grand chasseur » *Piniartorsuaq* instituée par les colons.

L'étude de ces productions souligne l'engagement de l'élite groenlandaise dans la perspective du « développement », qui puise dans une vision évolutionniste de la société et dans l'idée de sortir ses habitants d'un état considéré comme arriéré. Cette idéologie se perçoit dans les archives que j'ai lues du groupe d'hommes d'église groenlandais *Peqatigiiniat*, « Ceux qui essaient de se rassembler », qui se forme à partir de 1908 et essaime sur la côte Ouest. Leur mot d'ordre « plus loin, plus haut », *fremad, opad*, renvoie à l'idée de progrès, de développement par l'évangélisation et la « danisation » de la société¹²⁴. Selon l'anthropologue groenlandais Robert Petersen, qui a travaillé sur les formes du colonialisme au Groenland, la

122 Chartier, Daniel « Chronologie culturelle du Groenland » dans Berthelsen, Kelly, *Je ferme les yeux pour couvrir l'obscurité*, 2015, Presse de l'Université du Québec, Coll. Jardin de givre.

123 Langgård 2016, *Op. cit.*, p4.

124 D'après le livre de Thuesen, Søren, *Fremad, opad* (Forwards, upwards), 1988, Copenhagen.

revendication des discours développementistes par l'élite éduquée témoigne du phénomène de « colonialisme interne » (*internal colonialism*) qui se déploie en parallèle des institutions de gestion semi-autonomes¹²⁵. Il explique que non seulement un phénomène de porosité idéologique se met en place et accoutume les élus à la perspective coloniale, mais qu'en plus l'éducation prodiguée aux personnes métisses en fait des médiateurs. Dans les productions d'*Atuagagdluutit* et du groupe *Peqatigiiniat*, ces derniers décrivent les Inuit comme « peu civilisés », « amoraux » et « sauvages », démontrant une distanciation opérée par leur formation¹²⁶. Néanmoins, leurs activités qui les placent au contact des populations font aussi d'eux les premiers à formuler un projet de société par et pour les Groenlandais, d'où le large échos national qu'ils reçoivent¹²⁷.

Les acteurs de ce mouvement pour une prise en charge nationale du pays sont les « cols blancs », expression qui désigne la collerette des catéchistes protestants. Ces religieux représentent un groupe social issu des familles mixtes depuis deux générations¹²⁸. Ils font partie de l'élite éduquée en tant qu'individus à l'éducation et aux possibles privilégiés, mais s'en distinguent par leur position sociale. Au contraire des membres des Conseils maintenus dans une situation de sujétion bureaucratique, les catéchistes peuvent partiellement s'en extraire par le biais de leurs activités de missionnaires. De 1850 aux années 1900, ces personnes cumulent les occupations liées à la chasse, pour lesquelles ils servent d'exemple, et celles religieuses, dans le cadre desquelles ils parviennent à se hisser dans le groupe social des cadres danois tout en maintenant un lien très fort avec les populations groenlandaises¹²⁹. Cette posture entre plusieurs mondes permet de comprendre l'idéologie du progrès et du développement qu'ils prônent et qui provient autant d'une conversion à la vision coloniale que d'une volonté d'aider le Groenland à sortir de cette relation.

Dans cette perspective, les cols blancs sont les premiers à s'investir dans des négociations avec les autorités coloniales dans le but de lever le monopole danois et de donner plus de liberté commerciale aux habitants. Comme je l'ai mentionné, ce sujet entraînera la révision de la structuration administrative de l'île. À l'époque, les éminents prêtres groenlandais Mathias Storch et Jens Chemnitz – deux des trois seuls alors ordonnés – soutiennent la réforme de 1908, qui représente pour eux un biais d'émancipation, ainsi que le développement halieutique. Ils perçoivent cette industrie comme un moyen d'émancipation économique et sociale. L'association de la pêche à de l'incompétence et de la paresse dans la culture inuit les conduit même à mener une forme de propagande de soutien dans le but de convaincre de la validité de cette direction¹³⁰. De plus, ils arguent dans le sens du maintien de la chasse, qu'ils considèrent comme fondement identitaire du collectif groenlandais.

125 Petersen 1995, *Op. cit.*, p122.

126 *Ibid.*

127 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p18.

128 Thisted, Kirsten « En plads i solen - historiske perspektiver på debatten om udvikling og modernitet i Grønland. » *Tidskriftet Grønland*, 2017, 37-57, p46.

129 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p17.

130 Långgård 2016, *Op. cit.*, p5 et 7.

Dans leur propagande, les cols blancs reprennent la sémiologie du « grand chasseur » *Piniartorsuaq* et l'adaptent à la situation sociale des années 1920. Dans ce contexte caractérisé par les inégalités territoriales et sociales, ils insistent sur la « liberté » du chasseur de village qui occupe différentes activités. Il travaille sur un chalutier pour gagner honnêtement de l'argent et financer son foyer, et s'aventure à loisir dans les montagnes et sur le fjord pour chasser les phoques. Cette « liberté » fait fi des impératifs de rentabilité et de la grande précarité sanitaire des villages pour promouvoir le fantasme politique de l'élite éduquée. Cette image, qui ne correspond plus à la réalité matérielle de la classe moyenne, est déployée par le biais des œuvres artistiques et des magazines et elle touche très largement la population¹³¹. Le succès qu'elle rencontre me semble justement dû à la concomitance des critiques sociales provenant des villages à cette époque. Ils s'estiment comme les laissés-pour-compte du développement et exigent un investissement industriel massif dans leurs localités. Ce chasseur inuit libre semble ainsi répondre aux besoins de reconnaissance de ces voix contestataires de la classe moyenne, qui ne trouvent aucun biais d'expression en raison de l'absence de représentation politique et de la monopolisation des structures de dialogue par l'élite éduquée. Issue des ambitions développementistes des cols blancs, la figure du chasseur inuit libre va incarner les revendications égalitaristes des marges et se constitue en étendard nationaliste. Elle accompagnera la transition halieutique et le développement de l'idéologie émancipatrice groenlandaise¹³².

En dépit du succès de l'action des cols blanc, seule une faible partie de la population, urbaine et éduquée, s'engage dans la lutte politique nationaliste au tournant du XX^{ème} siècle. Ces personnes font partie de la plus haute couche sociale, composée de col-blancs, d'élus locaux, d'artisans qualifiés et de sage-femmes, tous formés au Danemark au sein des Maisons des Groenlandais et issus d'une reproduction sociale endogame depuis la fin du XVIII^{ème} siècle¹³³. D'après l'impressionnante étude de parenté menée par l'anthropologue Hans-Erik Rasmussen sur la période 1750-1950, cette filiation commence par l'emploi des adolescentes inuit en aide-ménagères dans les maisonnées coloniales. Durant mes recherches dans les archives des musées sud-groenlandais, j'ai vu de nombreux clichés de ces foyers sur lesquels apparaissaient, devant la maison ou la serre attenante, la femme de l'administrateur colonial, ses filles, et la *kiffaq*, « la servante ». Cette intégration à l'univers danois place les jeunes filles dans une position intermédiaire qui, au fil du temps, se concrétise par des unions maritales¹³⁴. Ces couples engendrent la première génération d'enfants « métis » (*blandinger*) qui formeront les bases de l'élite groenlandaise. À partir de 1800, Hans-Erik Rasmussen explique qu'une

131 Langgård, Karen « An examination of Greenlandic awareness of ethnicity and national self-consciousness through texts produced by Greenlanders 1860s-1920s » *Etudes/Inuit/Studies*, Vol. 22, No. 1, Généalogie, identité et territoire / Genealogy, identity and territory, 1998, pp. 83-107.

132 Thisted 2017, *Op. cit.*, p46.

133 Rud 2009, *Op. cit.*, p36.

134 Rasmussen, Hans-Erik « Some Aspects of the Reproduction of the West Greenlandic Upper Social Stratum, 1750-1950 » *Arctic Anthropology*, Vol. 23, No. 1/2, 1986, pp. 137-150. Toute l'analyse de la reproduction endogamique est issue de l'article.

reproduction sociale, et non économique, se stabilise entre les hauts gradés danois et les personnes métisses, qui adoptent les codes des deux sociétés pour y naviguer. Outre les mariages, l'environnement des Conseils de gardiens joue aussi un rôle de socialisation aux codes danois pour les élus inuit (*paarsisut*). Cette classe élitiste qui se forme a la particularité de placer la catégorie des « métis » au centre de sa stratégie pour l'hégémonie. En effet, comme l'explique la philosophe Ann Laura Stoler dans son analyse comparée des colonisations européennes, les métissages sont d'habitude perçus comme des dangers pour la stabilité impérialiste, voire des abominations strictes¹³⁵. Dans le cas groenlandais, ces personnes sont au contraire considérées comme des membres distincts de la société inuit et de celle danoise, et elles concentrent l'attention coloniale. Elles sont à la fois perçues comme supérieures à leurs voisins, à la fois porteuses d'un projet colonial qui vise à les assimiler aussi. Leur position dans le processus colonial est ainsi complexe à saisir car elles constituent des relais de la colonisation, mais c'est aussi par leurs actions que des droits autonomistes sont acquis au XX^{ème} siècle. Les négociations qu'elles lancent en ce sens leur ouvrent les portes des structures administratives, qui se transforment alors en organes politiques sous leur influence.

Entre 1920 et 1950, la structuration du Groenland est à nouveau approfondie par la mise en place des Conseils de district (*Sysselråd*), qui s'insèrent hiérarchiquement entre les Conseils municipaux et les Conseils provinciaux. Ils ont pour tâche d'organiser la communication entre ces niveaux et d'intervenir dans les affaires quotidiennes locales¹³⁶. Leur fonctionnement est similaire à celui des Conseils municipaux, mais le mode électif est différent. Alors qu'avant seuls les chasseurs dits méritants et qui avaient déjà des contacts avec l'élite pouvaient candidater, tout homme âgé de plus de 25 ans peut désormais se présenter¹³⁷. Cette mesure a pour effet de permettre aux cols blancs et aux artisans qualifiés dans d'autres domaines que la chasse d'intégrer les Conseils. Si l'élite éduquée est toujours l'unique catégorie sociale à participer à l'administration du pays, sa diversification a un impact sur le discours qui s'en dégage. La danisation de la société est toujours prônée, mais elle est tempérée par un souci d'égalité entre les villages et les villes, et la volonté d'établir une gestion centralisée de l'île. Cet intérêt pour tous les habitants et l'envie d'une structure nationale soulignent l'idée d'unicité politique qui se déploie parmi l'élite groenlandaise qui se transmue, dans les Conseils, en groupe politique¹³⁸.

Ces hommes se qualifient de « Nouveaux Groenlandais » et encouragent l'adoption du mode de vie danois, l'apprentissage de sa langue et la construction de liens diplomatiques forts avec ce pays¹³⁹. Ils souhaitent abandonner totalement la chasse au profit du

135 Stoler, Ann Laura *Carnal knowledge and imperial power*, 2002, Berkeley, University of California Press, pxviii.

136 Forchhammer 2001, *Op. cit.*, p40.

137 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p28.

138 Rosing Olsen, Tupaarnaq, *Qaannat alannguanni, Kalaallit Nunaanni naalakkersuisunikkut oqaluttuarisaaneq 1939-79*, DVD, 2008, Namminersorlutik Oqartussanit, Nuuk, 1:5.

139 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p17 ; Robert-Lamblin, Joëlle « La société Inuit groenlandaise en mutation » dans André M-F., dir, *Le monde polaire. Mutations et transitions*. Carrefours, Ellipses, 2005, pp99-113, p101.

fonctionnariat et administrer de façon autogérée le territoire. Pour cela, ils prônent l'installation d'une industrie halieutique productiviste et intensive, dont les recettes constitueraient le gage d'une autonomie interne. Le discours politique qui accompagne cette véritable campagne pour le développement technique, l'idée de progrès et la croissance économique s'appuie sur l'image bien implantée du chasseur libre, de façon toute à fait paradoxale dans la mesure où cette élite constitue certainement la première génération à ne pas chasser et fait la promotion d'une société dans laquelle ce type d'activité n'a que très peu de place¹⁴⁰. En effet, l'iconographie émancipatrice que les Nouveaux Groenlandais composent reprend les codes masculinistes de la performance du « grand chasseur » *Piniartorsuaq*, en les associant à la nature et aux grandes figures cosmologiques inuit. Le chasseur est mis en dialogue avec *Sila* (Le monde), *Pinnngortitaq* (Création), les *qivittut* (esprits solitaires des montagnes) et les croyances animistes dans une forme de continuum. Cette figure est libérée des discours de mérite et de modestie hérités de l'idéologie religieuse pour cette fois-ci adopter une attitude engagée. Le « grand chasseur » est entouré des usines de poisson, des écoles et des fjords, déployant l'image d'un territoire danisé et affranchi de toute oppression. Cette iconographie allie ainsi les objectifs d'industrialisation et de danisation tout en proclamant une appartenance nationale.

Au milieu de siècle, la Seconde guerre mondiale modifie le rapport de force entre l'élite groenlandaise et les autorités danoises. Affaibli par l'occupation du Danemark par les Nazis, l'État répond pour la première fois positivement aux revendications autonomistes. L'émancipation politique et le développement industriel demandés par les Nouveaux Groenlandais se fond alors dans une idée d'égalité entre l'île et la métropole, assimilant le Groenland à une province danoise. La qualité de nation distincte n'est pas reconnue, mais cette modification du rapport dano-groenlandais constitue un premier pas vers la fin du colonialisme et la résolution des problèmes économiques. Le budget groenlandais se maintient toujours difficilement, entre les mines de Qullissat et celle d'Ivittuut et les usines de poisson.

La fin du colonialisme : intégration et industrialisation

Durant la Seconde guerre mondiale, les liens entre le Danemark et le Groenland sont coupés en raison de l'occupation du territoire par l'armée allemande. Le gouvernement transmet son autorité aux agents de la Compagnie du commerce et signe un traité avec les États-Unis. Le pays assume le gouvernement et la défense de l'île durant les conflits, et dispose en échange d'un droit de passage militaire illimité et de bases armées. Le pouvoir politique et militaire américain s'installe à Narsarsuaq, où une base désormais convertie en

140 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p17.

ville aéroportuaire est construite. Un second gouvernement central est établi à Nuuk, qui s'occupe des affaires groenlandaises courantes telles que les questions salariales, les politiques de santé publique ou encore l'Église. Dans ce contexte nombre de Groenlandais se voient attribuer des responsabilités inédites qui ouvrent le champ des perspectives. Déjà exigée par les Nouveaux Groenlandais, la revendication d'un gouvernement central fixé à Nuuk prend une ampleur nouvelle au tournant de la guerre en raison de l'expérience de quasi-autogestion vécue pendant cette période dramatique. En plus de cela, l'élite politique demande la création d'une commission mixte réfléchissant à l'autonomisation globale du pays. Les Danois, craignant l'émergence d'un mouvement sécessionniste similaire à celui ayant entraîné l'indépendance de l'Islande en 1944, refusent en premier lieu¹⁴¹. Ce n'est que sous la pression des conséquences économiques des conflits armés qu'ils changent d'avis. En effet, pendant l'occupation allemande le Danemark est devenu une usine halieutique qui dispose désormais de plus de flotte et de produits que de marchés pour les écouler. Les pays frontaliers critiquent ouvertement cette situation et exigent la diminution de la production. Le gouvernement social-démocrate de 1947, en recherche de nouveaux marchés, propose alors une réforme politique aux Groenlandais¹⁴². Le long texte législatif édité traite toutes les dimensions de l'interventionnisme danois et reprend les questions d'une centralité gouvernementale et de l'engagement dans une industrialisation massive. Les Danois proposent de lancer un chantier d'installation et de modernisation des équipements, ainsi que l'ouverture du marché aux capitaux privés, après deux siècles de protectorat.

La réception de cette réforme globale du fonctionnement politique et économique de l'île en 1947 est mitigée parmi l'élite groenlandaise. Elle demande l'établissement d'une commission de réflexion autour des propositions. En 1949, 105 personnes investissent le « G-50 », en référence à son nom complet « Grønland 1950 »¹⁴³. Côté danois, s'y trouvent les officiels des administrations commerciale et gouvernementale, ainsi qu'une vingtaine d'entrepreneurs privés. Les Groenlandais y sont sous-représentés puisqu'une quinzaine seulement participe, dont quatre élus des Conseils provinciaux et Katrine Chemnitz, représentante de l'Association des femmes¹⁴⁴. Après plusieurs mois de travail, la commission produit un état des lieux socio-économique du pays et soumet des propositions réparties en six volumes qui marquent une transition majeure dans le rapport dano-groenlandais. Elles écrivent les fondations d'un territoire à l'administration placée au Groenland et centralisée à Nuuk. La question du gouvernement du pays est répartie entre les ministères et les parlementaires, à Copenhague, et le Conseil national, au Groenland. La Compagnie du commerce est retirée de l'organigramme politique pour ne plus prendre en charge que l'industrie halieutique. Ces nouvelles modalités mettent un terme au rapport colonial par un double mécanisme d'intégration – le Groenland est une province à daniser – et d'industrialisation – la modernisation économique conduira à l'émancipation politique –

141 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p85.

142 *Ibid*, p95.

143 Également appelé la « Great Greenland Commission »

144 Il s'agit d'un collectif de femmes de l'élite éduquée et politique qui prône la danisation et le développement de la société. J'y reviens en détails à la fin du chapitre.

soutenu par l'élite groenlandaise et les autorités danoises.

Je ne vais pas détailler tous les changements entraînés par la commission G-50, et uniquement revenir sur ceux qui me semblent les plus importants au regard de l'histoire coloniale tracée par ce chapitre¹⁴⁵. Le premier rapport réorganise le territoire par la rationalisation des lieux de peuplement et le choix de ceux à développer et de ceux à abandonner. Les sites maintenus sont ainsi équipés (raccordements électriques, eau courante, relais de télécommunications, installations aéroportuaires, etc) et industrialisés (usines, conserveries, ateliers, etc). La ville de Narsaq, qui pourrait accueillir le site minier Kuannersuit, est alors considérée comme porteuse de cet avenir¹⁴⁶. À l'inverse, ceux qui ne sont pas sélectionnés sont retirés des cartes des services et « fermés ». Déjà dénoncée par les populations dans les années 1920, cette politique donne à nouveau lieu à de la colère et du mal-être social. Les personnes sont déplacées dans les grandes villes, dans des barres d'immeubles dans lesquelles les syndromes post-traumatiques et les troubles psychiques se développent à grande échelle. Comme je l'ai déjà souligné, c'est un drame humain, dans lequel l'élite groenlandaise joue désormais un rôle. En tandem, le quatrième rapport dévolu à la santé et la sécurité sociale et domestique engage un large plan de relogement et développement des infrastructures dans ces agglomérations. Six mille habitations, réparties en huit types différents correspondant à des formes familiales standardisées, sont commandées pour une construction sur vingt ans¹⁴⁷. Ces mesures se placent dans la lignée des politiques de transformation des familles élargies en ménages autonomes tout en répondant à l'idéologie modernisatrice de l'élite groenlandaise.

Le cinquième compte-rendu est centré sur l'économie du pays. L'État ouvre le marché halieutique à la concurrence dans le but de dynamiser l'emploi, augmenter les bénéfices en taxes et lancer un massif mouvement de formation des travailleurs. L'enjeu central à cet endroit est de combler l'écart de salaires entre les Danois immigrés et les Groenlandais. Depuis la loi de 1922, les Groenlandais sont rémunérés sur le budget de l'île, tandis que les Danois tombent sous le régime de la métropole. Ces budgets étant inégaux, les premiers sont moins payés que les derniers. Ces énormes écarts, à position égale, prennent une dimension politique dans ce processus d'acquisition de droits nationaux. La solution évidente, qui aurait été d'augmenter la dotation danoise du budget groenlandais pour augmenter les salaires, est refusée par le Premier Ministre Hans Hedtoft. Il oriente les solutions vers l'ouverture du marché. La Compagnie du commerce est privatisée, le secteur d'emploi grossit, et les salaires deviennent ainsi dépendants du patronat. Ce mécanisme permet aussi des économies à l'État, qui ne finance plus l'industrie¹⁴⁸. De cette façon, les questions économiques et celles attachées

145 Je ne développerai pas le troisième volume, dédié à l'éducation, l'église et la culture, ni le sixième, qui s'intéresse aux régions de Qaanaaq (Nord-Groenland) et Ittoqqortoormiit (Est).

146 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p102.

147 *Ibid*, p104.

148 *Ibid*, p105-106

aux droits du travail sortent du rapport dano-groenlandais pour devenir des éléments de négociation entre les Groenlandais et les entreprises privées.

Néanmoins, les Danois ne quittent pas la scène industrielle. Ils rationalisent au contraire leur intervention en ciblant le secteur extractif. Ils fondent d'une part l'Organisation technique groenlandaise (GTO), qui supervise tous les investissements relatifs aux infrastructures. Elle intervient ainsi dans le cadre du secteur de l'élevage, qui se développe de façon extensive depuis les années 1920, des mines, qui représentent la toile de fond régulière décrite au chapitre précédent, et des ateliers de poisson publics. Elle prend également en charge les bâtiments des services publics. D'autre part, l'État crée l'Institut des recherches géologiques groenlandaises (GGU), dont le rôle est de coordonner une cartographie systématique des minerais, et particulièrement ceux à potentiel industriel¹⁴⁹. Des missions scientifiques sont lancées dans ce but, et plus largement pour dresser un bilan du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, chasse, forêts), en réaction à l'application de la Loi sur les sous-sols de 1932¹⁵⁰. Ce texte législatif est important à plus d'un titre, et j'en soulignerai deux aspects ici. Il attache en premier lieu la propriété des terres groenlandaises à la Couronne danoise. Il faudra attendre 2009 pour voir une révision de ce principe, comme je le développe au chapitre suivant. En second lieu, ce document engage le développement de l'exploitation de toutes les ressources du pays, ce qui nécessite un travail de listing des matières premières qui n'a encore jamais été effectué. L'Organisation technique groenlandaise et l'Institut des recherches géologiques groenlandaises ont alors pour tâche centrale de cartographier, répertorier et valoriser les ressources du pays, entreprise dans laquelle les minerais sont considérés comme industrie prometteuse. Si cet intérêt pour la géologie n'est pas nouveau et s'amorce dès 1776 par le premier recensement minéralogique, la création de l'Institut engage la systématisation de ce travail.

Il est important de souligner qu'en dépit de cette période d'acquisition de droits civiques et politiques, les Groenlandais ne participent absolument pas à ces deux organisations. Elles sont dirigées par Copenhague et représentent la continuation du rapport colonial entre les deux pays. Si elles semblent anodines au regard de la perspective historique que je déploie dans ce chapitre, elles concentrent tous les enjeux du processus décolonial de la fin de siècle et des années 2000. Je les déploierai au chapitre suivant, pour terminer celui-ci sur les avancées relatives à l'administration.

Pour finir, la revendication majeure des Groenlandais est adoptée : l'installation d'un unique Conseil centralisé à Nuuk, disposant des pleins pouvoirs d'administration des budgets et de la supervision des organes de gestion locaux. Ce Conseil national résulte de la fusion des deux Conseils provinciaux Nord et Sud, et est considéré sur le même niveau hiérarchique que ceux qui se situent en métropole, mais ne dispose d'aucune compétence législative. Il a ainsi un rôle de centralisation de l'administration de l'île, de consultation des politiques

149 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p103.

150 *Ibid*, p98.

groenlandaises élaborées à Copenhague et de leur mise en application. Le courant des Nouveaux Groenlandais qui investit cette structure la transforme rapidement en tribune politique, et c'est de cette position qu'ils négocieront pas à pas l'accession au régime indépendantiste. Un gouverneur danois, toujours en poste, est établi à Nuuk comme relais de l'État¹⁵¹. La réforme majeure de cette période est l'établissement, en 1953, du statut du Groenland en tant que Province du Commonwealth danois dans la Constitution du pays¹⁵². Cela lève légalement la condition de colonie tout en ouvrant des droits politiques et civiques. Les Groenlandais deviennent des citoyens danois et deux sièges au Parlement de Copenhague leur sont attribués.

Cette évolution, qui est aussi due à la pression internationale dans cette époque qui voit s'élever les guerres d'indépendances, entraîne la mise à niveau des services publics¹⁵³. En effet, après le changement légal en Province, la classe politique groenlandaise revendique une égalisation des conditions de vie entre les territoires. Cela se traduit par l'immigration d'un grand nombre de Danois qui assurent un plan massif de rénovation et d'installation de services dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la police ou encore des transports. Le nombre de ces fonctionnaires passe de 473 en 1945 à un millier dans les années 1960, puis à 7 261 en 1968¹⁵⁴. Ce sont finalement ces familles de passage qui prennent en charge l'autonomisation, ayant pour conséquence le développement d'un fort sentiment anti-Danois qui polarisera les débats nationalistes de la fin de siècle et conduira à qualifier le tournant de 1953 de période d'intégration¹⁵⁵.

Ces mesures qui font du Groenland une entité nationale sous tutelle correspondent à la volonté des politiciens groenlandais de cette époque. En 1952, lors de la séance du Conseil provincial portant sur le projet d'amendement constitutionnel, l'homme de lettres groenlandais Auto Lynge affirme ainsi que

« Lorsque nous regardons le monde, nous voyons des guerres coloniales dans de nombreux endroits où les *natives* se battent pour la libération [...] Ils le font parce qu'ils le jugent meilleur pour eux. Mais ici au Groenland, nous voulons faire le contraire. Nous voulons user de notre droit à l'autodétermination pour lier solidement le Groenland à la mère patrie. »¹⁵⁶

Cette déclaration reflète un positionnement intégrationniste partagé au sein de l'élite groenlandaise. L'auto-détermination qu'elle prône consiste en l'égalisation de l'île sur la métropole et la reproduction de son mode de vie. L'obtention des droits nationaux du G-50 est ainsi à appréhender dans une perspective socio-économique de danisation sociale et

151 *Ibid*, p102-103.

152 Folketing « Danmarks Riges Grundlov (Grundloven) », Gouvernement du Danemark, Christiansborg, loi n°169 du 5 juin 1953

153 Fernandez, Julian « À propos des conditions d'accession à l'indépendance du Groenland Kalaalit Nunaat » *Annuaire français de droit international*, 2010, Vol 53, pp413-435, p419-420.

154 Robert-Lamblin 2005, *Op. cit.*, p101.

155 *Ibid*, p107.

156 Cité par Sørensen 2009, *Op. cit.*, p109.

d'autonomisation politique, et non comme une émancipation qui serait de l'ordre de la libération. Conduite par une classe politique déconnectée des réalités économiques des marges, la Province groenlandaise s'affirme alors en continuité avec l'idéologie de modernisation et de danisation enclenchée en 1908 par les Danois.

La révision du fonctionnement économique et politique du Groenland verrouille la position dominante de l'élite éclairée et établit une bourgeoisie aux codes et aux mœurs constitués durant la colonisation. Les Danois immigrés qui choisissent de rester grossissent les rangs de cette classe sociale dans laquelle les femmes sont un marqueur important. Sauf de très rares exceptions qui jalonnent cette thèse, elles sont évincées des postes politiques et professionnelles à responsabilités et confinées à l'espace domestique. Cela ne modifie pas leur situation déjà similaire cinquante ans plus tôt, mais elles investissent une nouvelle responsabilité, celle de faire la promotion du modèle social danois et bourgeois que leurs maris essaient de bâtir dans le pays. Elles deviennent des ménagères politiciennes dont la voix est très écoutée à l'échelle nationale¹⁵⁷. Dès la fin de la guerre, elles se rassemblent en groupe d'intérêts communs et fondent en 1948 l'Association des femmes, *Arnat peqatigiit Kattuffiat*. L'objectif est d'encourager et de faciliter l'enseignement des savoirs domestiques et l'entraide entre les femmes de Nuuk¹⁵⁸. Le ménage danois devient la norme et l'association conseille aux adolescentes de l'élite de faire un apprentissage chez les familles immigrées de Nuuk, en tant que *kiffaq* (« aide-ménagère », « servante »), pour apprendre à tenir une maison. Cette figure emblématique de la colonisation du siècle dernier constitue désormais le mode d'instruction privilégié, permettant l'acquisition de la langue et de la culture danoises dans un contexte où les femmes n'ont pas accès à l'enseignement supérieur¹⁵⁹. En plus de la formation domestique, l'Association des femmes milite pour l'émancipation du Groenland de la tutelle danoise et la préservation de sa culture. Les membres y éditent des livres consacrés aux « activités des femmes », telles que la couture de peaux de phoque, la confection de fils à tisser en tendon animal, et l'art des plumes d'oiseaux¹⁶⁰. Gudrun Chemnitz, par exemple, marque la seconde moitié du XX^{ème} siècle par sa vigueur, son engagement anti-colonial et son affirmation d'une identité groenlandaise. Elle devient une figure emblématique de la lutte pour l'indépendance en publiant de nombreux pamphlets nationalistes dans lesquels elle fait la promotion des villages, qui abriteraient les vrais groenlandais¹⁶¹. Si sa voix est écoutée, elle reflète pourtant peu la réalité socio-économique de ces lieux dans lesquels les conditions de vie sont difficiles. Les politiques de modernisation de l'industrie y développent la production et, avec cela, une classe ouvrière qui peine.

157 Arnfred et Bransholm Pedersen 2015, *Op. cit.*, p296.

158 *Ibid.*

159 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p18.

160 Les ouvrages suivants : *Amernik meqquinnik katiterineq* et *Ujallut*, de l'APK de Sisimiut publiés en 1986-87, et *Timmissat amii* en 1984.

161 Arnfred et Bransholm Pedersen 2015, *Op. cit.*, p296. La figure de Gudrun Chemnitz exemplifie le mécanisme de reproduction sociale. Issue des grandes familles Chemnitz et Høegh, elle épouse son cousin germain, et cette famille fait partie de la bourgeoisie actuelle de Nuuk.

En effet, les réformes économiques et le développement intensif du secteur halieutique entraînent des mutations brutales dans l'organisation du travail. D'une part, les usines modernisées adoptent de nouveaux rythmes, de nouvelles machines et taux de production que les employés doivent suivre. Dans ce cadre, ils tombent sous les ordres de contremaîtres danois, qui ont immigré pour investir cette industrie dite moderne à laquelle les Groenlandais ne sont pas encore formés. D'autre part, l'état physique des travailleurs est dégradé par les nombreux déplacements qu'ils accomplissent pour trouver des emplois et la précarité des logements, toujours peu adaptés au climat polaire. Le travail mené par la chercheuse Signe Arnfred indique que cette époque est caractérisée par les déplacements de travailleurs pauvres qui, quittant les villages, cherchent du travail et des formations dans les villes déjà saturées. Elle souligne que cette situation résulte des politiques de centralisation et d'urbanisation des années 1920 qui entraînent un exode constant vers les villes mieux équipées jusque dans les années 1970, dépeuplant ainsi des villages et des hameaux. L'effet de ce phénomène est la concentration des travailleurs dans les centres urbains – qui n'ont pas d'emplois pour tous – et l'absence de main d'œuvre dans les villages qui disposent d'usines et d'ateliers de poisson. Signe Arnfred explique que la Compagnie du commerce a ainsi recours à des travailleurs déplacés jusque dans les années 1980, dont elle paie le trajet et le logement. Dans l'enquête historique qu'elle a menée à ce sujet, elle conclut que ce sont des jeunes femmes, âgées de 15 à 25 ans qui investissent majoritairement ces postes. Elles travaillent à la chaîne et envoient leurs salaires à leur famille. Se rapportant à une enquête ethnographique conduite en 1969 avec les travailleuses de la conserverie de Qasigiannnguit, Signe Arnfred explique que ces « fille-crevettes » (*shrimp-girls*) travaillent de 6h à 18h, reçoivent les salaires les plus bas du pays, et subissent régulièrement des violences sexuelles. Ces conditions dramatiques en conduisent un certain nombre à l'errance et à la prostitution pour subvenir à leurs besoins, très loin de l'émancipation saluée par l'élite politique¹⁶².

Dans la seconde partie du XX^{ème} siècle, les développements industriels fixent des rapports de classes lentement construits depuis la colonisation. La rénovation et la multiplication des services publics résout partiellement la crise sociale traversée par la classe ouvrière, et une union politique large s'établit autour des enjeux décoloniaux. Un collectif national s'affirme, structuré dans le processus colonial et soudé autour des col-blancs puis des Nouveaux Groenlandais¹⁶³. L'idée d'une nation unique et distincte du Danemark, d'abord danoise, puis groenlandaise, est née.

162 Arnfred 1994, *Op. cit.*, p18. L'enquête citée : Sandberg, B. I. (1975). Kvindelige migrantarbejdere ved en fabrik i Grønland [Female migrant workers at a factory in Greenland]. Universitetet i Oslo.

163 Anderson, Benedict, *Imagined communities Reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1983 ; Thiesse, Anne-Marie *La création des identités nationales, Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Seuil, L'univers historique, Paris, 1999.

Cette histoire des débuts de la colonisation en 1721 à la réforme de 1953 met en lumière plusieurs périodes. D'abord, l'arrivée chaotique de la Mission et des commerçants, qui tentent de tirer partie d'un territoire dont ils ne connaissent rien. Ensuite, l'investissement royal à partir de 1782 et la structuration combinée d'une bureaucratie coloniale et inuit, l'urbanisation et l'industrialisation difficiles jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Pour finir, l'aménagement national impulsé par les colons et l'élite groenlandaise au début des années 1900 et les revendications de danisation économique et sociale de la société. J'ai voulu retracer ce parcours pour mettre en lumière le diptyque caractéristique de l'action coloniale danoise. Il s'agit d'une domination des terres et des ressources par le contrôle de leur exploitation, et d'une domination des humains par la prise en main de leurs volontés politiques. Ce pouvoir dessine ainsi la géographie du pays, l'emplacement des villes, des villages, des industries. Il façonne une idéologie intégrationniste, une stratification sociale et des rapports de genre. Il aménage une société entière, participe à la création d'un pays et, de nos jours, il continue à s'affirmer dans une doctrine politique incontournable, l'indépendance.

En approchant cette action totale que représente la colonisation, les paroles d'Hans, « ils nous ont volé nos terres », prennent plusieurs significations. Elles renvoient à la reconfiguration brutale des relations à l'environnement exploité par les populations inuit, où le phoque se transforme en marchandise et le lieu de vie devient l'endroit où l'on gagne de l'argent. Elles soulignent une appréhension de ce qui nous entoure par la rentabilité, les possibilités de production et les débouchés politiques qui pourraient en émerger. Elles questionnent également la nature des liens qui rattachent ceux qui dirigent à ceux qui dévident le poisson, creusent la terre, fendent la roche, abattent les phoques et les moutons. Avoir « volé les terres » des Groenlandais, c'est ainsi avoir bâti une formation sociale dans laquelle les politiciens sont loin du territoire et du grand chasseur sur lequel ils s'appuient pourtant.

Au milieu du XX^{ème} siècle, ce fossé est masqué par l'ambition autonomiste portée par une nouvelle génération de politiciens groenlandais. Leur vision prend le dessus sur l'intégrationnisme et tisse ses propres relations aux animaux, à la terre et aux fjords non plus pour défendre leurs intérêts, mais pour mettre un terme à l'ingérence danoise au Groenland. Ce mouvement écrit les affordances contemporaines des terres et des ressources, imprégnées du prisme productif de la colonisation, de son idéologie de la ressource, et de l'impératif indépendantiste qu'elle entraîne. Le prochain chapitre est consacré à ces « prises qu'offrent à la pensée politique les caractéristiques matérielles de l'espace productif et des choses qui y croissent. »¹⁶⁴

164 Charbonnier Pierre, *Abondance et liberté*, La Découverte, Paris, 2019, p55.

Chapitre 3

L'indépendantisme minier, de la projection à l'exécution d'un programme politique

En novembre 2021, alors que je recherche des documents juridiques concernant le projet de Kuannersuit sur le site internet groenlandais dédié au secteur minier, je tombe sur une information qui m'étonne. Je vois sur la carte interactive des licences qu'une entreprise détient un permis d'exploration pour le site d'Ivittuut. Elle envisage de relancer l'exploitation de la cryolithe et évalue les gisements. Ma surprise provient de l'état des lieux, que j'ai vus sur de nombreux clichés. Le trou duquel les minerais ont été extraits, gigantesque, est désormais rempli d'eau. Cette piscine dans laquelle les polluants persistants empêchent toute baignade avoisine les infrastructures abandonnées. Le bois du bâtiment principal semble pourri, les tôles et le béton des constructions plus récentes sont tâchés par le temps. Je pense que si je me baladais dans ce décor, je trouverais au sol les mêmes morceaux de ferrailles que ceux que j'ai repérés sur la montagne Kuannersuit. Je n'ai pas encore raconté cette histoire-là, que je réserve pour le prochain chapitre, mais des visions communes me viennent. J'imagine l'activité reprendre à Ivittuut, je vois des travailleurs et des machines s'installer, l'écorce terrestre être creusée. Je me demande ce qu'il y aurait de différent entre cet Ivittuut là et celui des années 1850, et celui des années 1950. Quand j'étais à Qaqortoq en juin 2018, un employé communal avec qui j'avais l'habitude de dîner m'avait fait part de cet hypothétique projet de relance de la production de cryolithe, à laquelle s'ajouteraient des terres rares si les filons étaient suffisamment fournis¹. Je n'y avais alors pas porté attention, ne mesurant pas l'ampleur des liens qui unissent toutes les mines au Groenland. Comme l'indiquait tacitement mon

1 Les terres rares sont un ensemble de dix-sept minerais aux propriétés électromagnétiques communes. Ils sont indispensables à la fabrication des nouvelles technologies de communication et d'énergie dite non carbonée. Pour la chronique de Kuannersuit, voir 20.

interlocuteur durant notre échange, Ivittuut et Kuannersuit ont bien des points communs. Toutes deux, elles sont entraînées dans le vaste mouvement de construction et de déploiement du secteur minier depuis la seconde partie du XX^{ème} siècle. Les particularités d'Ivittuut, qui s'enracine deux siècles plus tôt et pourrait reprendre l'activité, et celles de Kuannersuit, qui sonde de nouveaux sillons tout en ne produisant aucune marchandise, dessinent une chronologie minière non-linéaire, altérée par les intérêts industriels, politiques et techniques qui déterminent ces sites. En effet, si c'est l'administration danoise qui fonde Ivittuut, c'est désormais le gouvernement du Groenland qui commande sa réouverture et soutient l'exploration de Kuannersuit. C'est ce même gouvernement qui fait du secteur minier l'une de ses priorités industrielles depuis le début des années 2000 dans le but de mener à bien son programme politique, l'indépendantisme minier. J'ai forgé cette expression pour qualifier le mécanisme d'autonomisation du budget national groenlandais, qui constitue sa voie d'accession à l'indépendance². Les recettes issues du secteur minier viendraient remplacer la dotation annuelle danoise, coupant les liens économiques entre les deux pays et amenant l'indépendance de l'île. Ce chapitre s'intéresse aux modalités de construction de cet indépendantisme minier depuis les années 1960 et interroge particulièrement la mutation des affordances attachées aux terres dans ce programme politique qui place les projets miniers au centre de sa stratégie.

Comme je l'ai expliqué dans l'introduction de cette partie, le concept d'« affordance politique de la terre » auquel je me rattache a été forgé par le philosophe des sciences Pierre Charbonnier. Il désigne les possibles politiques qui sont dégagés d'un environnement, de matières premières ou des terres, et engage à considérer les cadres créés par les humains dans le but d'en tirer profit³. Dans l'étude de l'histoire de la constitution des idées politiques qu'il mène dans son ouvrage *Abondance et liberté*, il utilise ce concept pour souligner les évolutions conjointes des modes d'appropriation et d'exploitation des sols et des sous-sols, et des doctrines politiques qui les accompagnent en Europe. La période de la Révolution industrielle est particulièrement intéressante dans le cadre de la démonstration qui suit, car le philosophe y amène un propos relatif à l'économie des ressources. Il explique que plus que des matières et des terres, les ressources sont en réalité la traduction d'un ensemble des dispositifs qui permettent l'exploitation. De ce « codage » en ressource émergent des idées politiques qui modifient les sociétés. Dans ses termes, Pierre Charbonnier affirme ainsi que

« Cet assemblage des personnes et des choses que l'on nomme économie est ainsi progressivement subordonné à un schéma productif dans lequel le sol, à travers des mesures juridiques, techniques, financières, est codé comme ressource : en investissant du capital dans un bien foncier, le propriétaire compte sur une rente régulière, prévisible, qui est l'effet composé d'une organisation spécifique du travail et de moyens techniques, et qui de ce fait tend à subordonner les liens affectifs et sociaux s'attachant à cette terre à l'accumulation abstraite de richesse. La ressource, en d'autres termes, n'est pas tant la terre elle-même que

2 Je dois l'expression initiale à Christine Demmer lors du séminaire de recherche du musée du quai Branly tenu en mai 2021.

3 Charbonnier, Pierre *Abondance et liberté*, La Découverte, Paris, 2020, p55 et p88-92.

l'ensemble des liens sociaux, économiques, techniques qui exploitent ses affordances matérielles et qui l'incorporent au destin politique des communautés. »⁴

J'ai voulu redonner la parole du philosophe car elle met particulièrement en lumière la dimension construite de la ressource, qui n'apparaît pas en tant que donnée d'une économie mais en tant que fait social. Cette perspective me semble adaptée pour saisir les mutations de l'exploitation des terres et des minerais au Groenland, que, dans la lignée du philosophe, j'analyse par une lecture simultanée des affordances politiques et des formes d'exploitation. Comme le montrent les deux chapitres précédents, les terres et les animaux sont mis en ressources depuis les premiers jours de la colonisation sur l'île. Durant cette période, ils constituent des instruments de maintien d'un système oppressif. L'intervention d'influences extérieures, telles que la Seconde guerre mondiale, bouscule l'entreprise coloniale et conduit à la révision des rapports productifs et politiques. Ce chapitre reprend l'histoire là où je l'ai laissée, au milieu des années 1950, et se concentre sur les mesures de codage des terres en ressources nationales et indépendantistes, mouvement central de la fin de siècle. Cette ambition étant colossale, j'ai séparé le raisonnement en plusieurs chapitres qui se répondent et se complètent. Celui-ci s'intéresse au mouvement politique qui lance ce processus ainsi qu'aux opérations légales et industrielles sur lesquelles les ressources s'appuient⁵. Les pages qui suivent dressent ainsi une histoire politique des minerais qui articule revendications politiques, lois et projets miniers pour saisir de quoi est constitué l'indépendantisme contemporain, mais également dans le but de comprendre de quelles manières il s'accomplit.

Le regard par l'accomplissement met en valeur une démarche processuelle, perspective centrale dans le déploiement du régime de l'indépendantisme minier. En effet, ce chapitre démontre que ce programme n'est pas un but que l'on pourrait situer chronologiquement, par la date d'un référendum d'auto-détermination par exemple, mais un mouvement qui s'auto-réalise et dans lequel les mines et les projets miniers jouent chacun un rôle déterminant. Les premiers génèrent des bénéfices qui alimentent d'ores et déjà l'État groenlandais, tandis que les seconds mettent en place les conditions de l'indépendance économique. J'ai qualifié ce mécanisme comme la « surchauffe », en référence au terme employé par un député pour le décrire. Cette surchauffe génère un phénomène de projection-exécution qui construit les bases matérielles de l'indépendance politique, juridique et économique. Dans ce mouvement, c'est toute la société qui se trouve transformée.

La perspective historique que j'adopte puise dans un corpus hétérogène. Tout d'abord, je me base sur des travaux d'historiens choisis pour les questions industrielles qu'ils abordent. Ensuite, la majorité du chapitre s'appuie sur l'étude que j'ai menée de textes législatifs. J'ai lu

4 *Ibid*, p92. A la première citation du terme « ressource », l'auteur fait un renvoi au travail de John Weaver, *The Great Land Rush and the Making of the Modern World (1650-1900)*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003.

5 Le chapitre sept entre dans la dimension géologique et technique de ce mouvement, et le huitième et dernier questionne ses effets.

en versions danoise et groenlandaise toutes les lois relatives aux sols et aux sous-sols depuis 1932, ainsi que la traduction officielle anglaise des écrits les plus récents (à partir de 2009). Je mets en dialogue cette analyse avec des compte-rendus et avis parlementaires que je détaille au fil du chapitre. Pour finir, j'alimente la démonstration d'observations consignées durant des terrains à Nuuk au printemps 2016 et à l'automne 2018, ainsi que dans la région Sud en 2018.

Le chapitre est construit en deux parties. La première couvre la période de 1955 à 2009, qui voit une mutation du codage et des affordances politiques des sols et sous-sols ainsi que la structuration de leur place de ressources nationales. La seconde portion du chapitre est consacrée à l'étude de la « surchauffe », mécanisme juridique et économique d'accomplissement de l'indépendantisme minier dans lequel les projets, et particulièrement celui de Kuannersuit, jouent un rôle déterminant.

1) De la « population » au « gouvernement » du Groenland : encadrement et différenciation des droits sur les sols et les sous-sols

Durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, les relations dano-groenlandaises sont caractérisées par l'autonomisation du gouvernement de l'île. Ce processus mené par des négociations répétées met progressivement de côté la question des droits sur les terres pour l'articuler au secteur minier et à la législation des sous-sols. Cette section retrace ce parcours qui voit l'évolution du codage des terres et des affordances nationales qui s'en dégagent.

L'émergence des revendications autonomistes

Dans les années 1950, l'élite politique groenlandaise et les autorités danoises lancent une politique de concentration des populations dans les lieux industrialisés. Comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, certains villages et hameaux sont ainsi abandonnés au profit de centres qui s'urbanisent et s'équipent. Ce mouvement est pris en charge par l'Organisation technique groenlandaise, dirigée et basée à Copenhague. Très rapidement, ces mesures donnent naissance à une crise sociétale que prêtres, enseignants et artistes groenlandais dénoncent. Ils critiquent la dimension tacitement coercitive des méthodes employées, telles que la fermeture de lignes de transports maritimes qui ravitaillaient en biens de consommation les localités et permettaient aux habitants de se déplacer. Ils révèlent aussi les problèmes de mal-logement et d'inactivité dans les villes qui ne sont pas aptes à accueillir autant de personnes, ainsi que les traumatismes psychologiques développés par les personnes déplacées⁶. En conséquence de cette situation dramatique et dans le but d'apporter des

6 Aage Hans « Alcohol in Greenland 1951-2010: consumption, mortality, prices » *International Journal of Circumpolar Health*, 2012, Vol 71: 18444

solutions, ils appellent à une gestion groenlandaise du pays qui passerait par l'élargissement des compétences du Conseil provincial. Cette structure mise en place vers 1951 ne dispose d'aucun pouvoir législatif et assume un rôle de centralisation de l'administration et de distribution du budget national. En 1959, l'augmentation de la colère sociale pousse les politiciens à l'action et, par le biais du Parlement, ils engagent des négociations visant à augmenter l'autonomie politique du pays⁷.

Ces demandes se traduisent par l'établissement de la commission mixte « Grønland 1960 », surnommée G-60. Elle est composée de politiciens des deux pays, d'intellectuels groenlandais, d'entrepreneurs danois et de travailleurs groenlandais. La parité entre les deux nations est plus forte qu'en 1950 (pour le G-50) et la voix des Groenlandais occupe une place plus importante. Les représentants soutiennent toujours la politique de danisation, mais ils exigent d'en devenir également acteurs. Cette prise en main permettrait selon eux d'ajuster les transformations économiques et sociales, et de les accélérer. Ils estiment que la lenteur des développements est un facteur explicatif du malaise groenlandais. En conséquence, une gestion locale permettrait d'accomplir plus rapidement la danisation et de résoudre la crise. Les Danois sont d'accord sur le principe, mais ils estiment que le budget groenlandais ne permet pas le transfert de ces compétences. À la place, un consensus est trouvé pour un investissement massif dans les villes considérées comme prometteuses. L'ambition partagée du G-60 est ainsi d'augmenter la productivité de la pêche et de permettre des rendements annuels, et non plus seulement saisonniers, pour soutenir plus de travaux de « modernisation ». Narsaq, la ville qui pourrait accueillir le projet de Kuannersuit, est sélectionnée et participe à ce mouvement de rénovation.

À côté de cette conclusion, le G-60 lève un plan d'aide à l'installation pour les éleveurs et les chasseurs⁸. Cette mesure vise à apaiser le mécontentement social et à répondre à la détresse de cette population qui voit son mode de vie se détériorer. En effet, pour les besoins des animaux ces familles vivent dans des hameaux ou des villages et doivent se déplacer souvent (tout en étant sédentaires), ce qui ne correspond pas à la politique de concentration urbaine déployée par les gouvernants. Ces activités sont ainsi abandonnées et font craindre leur disparition. L'investissement n'a finalement qu'un effet minime et n'inverse pas la tendance à l'exode rural. Les citoyens continuent à emménager dans les villes danisées, investissent des emplois peu gratifiés qui ne permettent pas d'augmenter le pouvoir d'achat, et maintiennent les finances dans le déficit.

À l'inverse du G-50 qui apporte un changement du mode de gouvernement du Groenland, le G-60 n'engage que des problématiques industrielles. Parmi celles-ci revient la question de l'égalité salariale, et particulièrement du critère de « région de rattachement »,

7 Sørensen 2009, *Op. cit.*, pp120-123.

8 *Ibid.*, pp124-126.

ancien sujet de discorde dano-groenlandaise⁹. En effet, ce critère mis en place au moment de l'établissement d'un budget spécifique pour l'île fixe une rémunération différenciée pour les personnes selon leur origine. Il indexe les salaires aux budgets danois ou groenlandais, ce qui crée des écarts entre les travailleurs. Ainsi, à poste égal des Groenlandais touchent jusqu'à 25% de moins que des Danois. Si ce critère paraît renforcer les inégalités, deux raisons économiques et sociales le soutiennent. D'une part, il vise à maintenir l'équilibre des budgets nationaux, et spécifiquement celui du Groenland qui est bien plus faible que celui du Danemark. Toute égalisation se ferait sur les salaires de la métropole et engagerait une trop grosse dépense publique pour l'île. L'unique solution serait d'augmenter le budget, ce que le gouvernement de Copenhague se refuse à faire. D'autre part, la « région de rattachement » vise à combler partiellement les écarts économiques entre les actifs de l'île. La très vaste majorité travaille en tant qu'ouvriers spécialisés dans l'industrie halieutique et touche de bas salaires. Face à eux, la minorité fonctionnaire est rémunérée jusqu'à dix fois plus. L'amputation de leur paie constitue ainsi une politique de rééquilibrage national, par le bas. Lors du G-60, les politiciens groenlandais s'affirment pour la levée de ce critère qu'ils considèrent comme discriminant et infantilisant. Ils exigent la fin des économies séparées et une stricte égalité des salaires. Si la première revendication permettrait une mise à niveau totale des salaires sans conséquences néfastes, le refus des politiciens danois les amène à accepter un compromis. Les budgets restent séparés, mais les salaires des fonctionnaires sont révisés pour correspondre un peu plus aux standards de la métropole¹⁰. Cette défense des intérêts de leur propre classe par les politiciens entraîne une critique sociale. Les travailleurs de l'industrie perçoivent clairement les effets de cette réforme : l'amélioration des conditions de vie de la bourgeoisie politique, et l'accentuation des inégalités¹¹.

Le diffus mouvement de réprobation de l'élite politique sur l'île atteint rapidement la jeunesse partie en études au Danemark. Cette génération d'étudiants est issue des catégories de fonctionnaires et de politiciens groenlandais toujours au pouvoir, et elle va jouer un rôle important dans le renouvellement idéologique de cette classe. Le malaise social dont les médias et leurs familles se font les échos les poussent sur le terrain politique depuis la métropole, ce à quoi s'ajoutent les guerres indépendantistes qui font l'actualité internationale. Ils forgent une nouvelle orientation politique qui puise ses sources dans les luttes de libérations nationales des colonies européennes et revendiquent une obédience socialiste et communiste. Ils fondent des groupes politiques qui, une fois au Groenland, s'assembleront à d'autres collectifs pour devenir les deux partis majeurs du paysage politique, Inuit Ataqatigiit et Siumut¹². Dans les années 1960, le Conseil provincial groenlandais qui est toujours d'orientation intégrationniste et qui revendique la danisation se voit ainsi concurrencé par une

9 *Ibid*

10 *Ibid*, p132. Le critère est maintenu mais transformé en « lieu de naissance ».

11 Gulløv Hans Christian « Home Rule in Greenland » *Études/Inuit/Studies*, 1979, Vol. 3, n°1, revendications autochtones / native claims, pp. 131-142, p133.

12 Histoire reconstituée à partir d'entretiens avec plusieurs députés et membres des partis concernés en avril 2016.

direction qui pose des questions inédites. La problématique centrale est certainement celle de savoir si le peuple du Groenland doit continuer à exiger l'égalité des droits et l'intégration au Royaume danois, ou être reconnu en tant que minorité aux statuts particuliers, ou plutôt exiger une indépendance nationale¹³. Ce renversement idéologique convainc une grande partie de la classe politique et fonde le mouvement autonomiste, qui place au centre de son travail l'accession à l'indépendance. Cette perspective bouscule la manière de penser le développement économique, qui était jusque là caractérisée par l'égalisation et l'intégration au système danois. Le courant autonomiste cherche au contraire à augmenter les pouvoirs groenlandais et à diminuer ceux des Danois sur l'île. Cet objectif va influencer leurs décisions politiques et crispier les relations avec Copenhague, dans un contexte déjà rendu difficile par les problèmes économiques du pays.

La « population du Groenland » : l'instauration d'un statut juridique et politique d'exception

À la sortie du G-60, le travail de modernisation et d'installation des équipements ne permet pas de résoudre les problèmes économiques. L'administration danoise engage alors un déploiement industriel dans le but de seconder la pêche. Le secteur minier est sélectionné et fait l'objet d'une commission spéciale, dano-groenlandaise, qui aboutit à la loi sur les ressources minières de 1965¹⁴. Ce texte est d'importance car il s'agit de la première tentative d'encadrement et de standardisation de l'exploitation des sous-sols au Groenland¹⁵. Il établit un cadrage administratif pour accompagner les compagnies minières et ouvre le marché aux pays étrangers. Elles peuvent dès lors mener des campagnes d'exploration de zones, c'est-à-dire d'étude de leur composition géologique, et d'exploitation de minerais sous un système de licences. Ces mesures qui signent le lancement de l'industrie sont complétées par le placement de l'Institut des recherches géologiques groenlandaises sous l'autorité du ministère du Groenland à Copenhague¹⁶. Présenté au chapitre précédent, cet organisme est créé en 1956 dans le but d'effectuer un recensement minéralogique de l'île, dans une perspective industrielle qui anticipait la loi de 1965¹⁷. S'il ne rassemble que quelques scientifiques danois qui travaillent uniquement sur la côte Ouest depuis des bateaux de plaisance avec un équipement léger les premières années, l'Institut n'en produit pas moins de nombreuses études qui

13 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p135.

14 Ministeren for Grønland « Lov om mineralske råstoffer i Grønland » Loi n°166 du 12 mai 1965. Analyse historique issue de l'étude du document parlementaire « Fremsættelse af lovforslag om Lov om mineralske råstoffer i Grønland » 24/11-64, Ministre du Groenland Carl P. Jensen.

15 Sinding Knud « At the Crossroads: Mining Policy in Greenland. » *Arctic*, 1992, 45(3), pp226-232, p228 ; Stecher Ole et Peter Thy « Minedrift i Grønland » *Tidsskriftet Grønland*, 1974, 22(9), pp273-284, p273.

16 Ghisler Martin et Rasmussen Uffe « Grønlands Geologiske Undersøgelse » *Den Store Danske*, lex.dk. https://denstoredanske.lex.dk/Gr%C3%B8nlands_Geologiske_Unders%C3%B8gelse [Consulté le 22/07/2020] et https://en.wikipedia.org/wiki/Geological_Survey_of_Denmark_and_Greenland [Consulté le 22/07/2020]

17 Voir dans le chapitre deux la section page 118.

convainquent l'administration danoise de poursuivre dans cette direction¹⁸. En 1965, l'agence se voit dotée de fonds qui lui permettent d'enquêter sur l'ensemble du territoire, recruter plus d'une centaine de chercheurs en géologie de diverses nationalités et d'accomplir pleinement sa mission, l'investigation des minerais industriels¹⁹. Pourvue d'une première structure juridique et d'un Institut de recherches géologiques influent, l'industrie minière émerge à l'échelle nationale.

Avant la loi de 1965, les sous-sols et les ressources minérales étaient administrés sous le régime danois en vertu du décret royal de 1935 qui élargissait la juridiction de la métropole à tous ses territoires²⁰. Outre les sites d'Ivittuut et de Qullissat, cette annonce était restée lettre morte en raison du manque d'intérêt industriel pour le Groenland²¹. Historiquement, ce décret doit ainsi être perçu d'un point de vue politique comme la revendication d'une souveraineté par Copenhague, ambition dont n'est pas dénuée non plus la loi de 1965. En effet, le premier article du texte affirme que « Toutes les ressources minières du Groenland appartiennent à l'État [danois]. »²²

Avec ce type de formulation, la loi expose ce que les avancées démocratiques des Groenlandais passent sous silence, à savoir que le statut de Province acquis en 1953 opère une forme de départementalisation qui place le territoire groenlandais sous juridiction officiellement danoise²³. Les minerais y sont propriété de l'État, qui affirme son rôle de gestionnaire de l'île. Sa mainmise sur les ressources minières et, par cela, sur l'ensemble des terres, va contribuer à la fixation des revendications de droits territoriaux sur le secteur minier. Cette association se trouve également issue de la formation d'un statut juridique inédit, celui de « population du Groenland », dans la législation de 1965. En effet, la seconde section du premier article enchaîne sur la formule suivante.

18 Sejersen Frank, *Efterforskning og udnyttelse af råstoffer i Grønland i historisk perspektiv*, Udvalget for samfundsgavnlig udnyttelse af Grønlands naturressourcer, Institut for Tværkulturelle og Regional Studier, 2014, Université de Copenhague, Iisimatusarfik ; <https://www.geolsoc.org.uk/About/History/Obituaries-2001-onwards/Obituaries-2009/Knud-Ellitsgaard-Rasmussen-1923-2009> [Consulté le 22/07/2020]

19 J'ai eu des difficultés à retracer l'histoire juridique du groupe de recherches. Dans le document parlementaire Folketing « Skriftlig fremsættelse (8. februar 2007) » autour de la proposition « Forslag til lov om De Nationale Geologiske Undersøgelser for Danmark og Grønland » n°L156, 2006/1, la Ministre de l'écologie Connie Hedegaard affirme que le groupe a été créé en 1946 et qu'il a été sujet d'une révision légale en 1995, mais je n'ai pu trouver le texte de loi. Sur son site internet, l'institut GEUS évoque au contraire une création à la fin des années 1950 et une révision légale dans les années 1960, <https://www.geus.dk/udforsk-geologien/vi-de-jordbundne/geologisk-udforskning-af-groenland-arbejde-og-historie/lov-om-ggu-og-minedrift> [Consulté le 28/01/2022]. De mon côté, je me fie aux sources suivantes : <https://www.geolsoc.org.uk/About/History/Obituaries-2001-onwards/Obituaries-2009/Knud-Ellitsgaard-Rasmussen-1923-2009> [Consulté le 22/07/2020] ; et « Fremsættelse af lovforslag om Lov om mineralske råstoffer i Grønland » 24/11-64, *Op. cit.*

20 Il s'agit de Loi sur les sous-sols danois passée en 1932, et élargie en 1935 au Groenland.

21 Nielsen, Karen Marie Pagh et Larsen, Finn Breinholt « Grønlandsk råstofpolitik - grønlandsk indflydelse? » *Politica*, 1985, 17(1), pp96-113, p98.

22 Loi du 12 mai 1965, *Op. cit.* Traduction de l'auteure depuis le danois « Alle mineralske råstoffer i Grønland tilhører staten. »

23 Je dois la comparaison à Pierre-Yves Le Meur lors du séminaire « Outre-mer et recherche en sciences sociales : jeux d'échelles et de souverainetés » tenu le 27/01/2022.

« *Section 2* : Néanmoins, la population du Groenland peut, pour subvenir à ses besoins, extraire du charbon, de la tourbe, des cailloux, du gravier et d'autres sortes de pierres. »²⁴

Bien que cela ne soit pas précisé, cette section offre une exemption légale à la « population du Groenland ». Pour ses activités quotidiennes, elle peut récolter et faire usage des ressources minérales sans passer par le système juridique que cette loi de 1965 met en place. Ceci signifie que les personnes concernées n'ont pas à demander de licence ni à reverser de taxe à l'État. J'analyse cette donnée comme une forme de traduction des revendications autonomistes qui commencent à exiger les droits de propriété sur les sols et les sous-sols. L'expression « population du Groenland » fonde en ce sens un statut juridique qui reconnaît une exception nationale. Les Groenlandais ne sont pas traités comme des Danois ni comme des étrangers, mais comme un collectif disposant de droits spécifiques sur les ressources minérales. Cet arrangement légal m'apparaît central pour saisir l'attachement des revendications indépendantistes et nationalistes des années 1970 sur les terres. En reconnaissant la « population du Groenland » comme détentrice de droits d'exceptions, la législation sur les ressources minérales institue à la fois une légitimité juridique et un collectif politique ancré dans un territoire.

En 1969, la loi est amendée pour revoir les arrangements financiers autour des mines après plusieurs critiques émises par les politiciens de Nuuk²⁵. Cette révision met d'abord en place des possibilités d'exonération de taxes aux entreprises²⁶. La compagnie dano-canadienne Greenex est certainement la première à en bénéficier en 1971 sur le site ouest-groenlandais de Maarmorilik. Celle-ci obtient vingt-cinq années de concession pour l'exploitation du plomb et du zinc à un taux extrêmement avantageux, faisant planer le doute sur d'éventuelles pressions politiques à l'époque²⁷. La mine ouvre rapidement et constitue un site très important de l'histoire minière du pays, c'est pourquoi j'y reviendrai à plusieurs reprises dans le chapitre. Il s'agit du premier site piloté par la législation de 1965.

L'autre amendement apporté en 1969 concerne la gestion des recettes issues du secteur minier, qui allaient jusque là en totalité à l'État danois. Désormais, une partie de l'argent est directement dirigée vers le budget groenlandais. Si ces recettes sont à l'époque minimales, cet amendement souligne une transition historique dans laquelle les gains du secteur minier commencent à être redistribués au budget groenlandais. Au regard des attentes croissantes sur ces ressources en construction, cette bascule représente une avancée politique majeure qui ne passe pas inaperçue au sein du Conseil provincial. En 1968, lorsqu'il est consulté à ce sujet, le Président de séance déclare ainsi que seulement « [...] quelques phrases ont été proposées

24 Loi du 12 mai 1965, *Op. cit.*

25 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p14.

26 Loi n°166 du 12 mai 1965, *Op. cit.*

27 Thomassen Bjørn « The Black Angel lead-zinc mine at Maarmorilik in West Greenland » *Geology and ore. Exploration and mining in Greenland*, GEUS, 2003, n°2, p5. ; Sejersen 2014, *Op. cit.*, p15.

pour être modifiées, mais cela pourrait signifier énormément pour le futur du Groenland. »²⁸

Au tournant des années 1970, le paysage politique groenlandais se modifie. Premièrement, la jeunesse politisée de la mouvance autonomiste et la vieille garde intégrationniste tiennent une conférence sur l'avenir du pays. Après de longs échanges, les participants se prononcent sur le statut des Groenlandais comme « minorité nationale », soulignant à la fois l'idée d'un collectif politique distinct et l'insertion au Royaume danois²⁹. Ils dressent une liste de revendications qui témoigne de la victoire du courant autonomiste : l'installation d'un gouvernement central à Nuuk, le rapatriement des compétences stratégiques telles que l'Organisation technique groenlandaise, l'établissement d'une politique d'embauche privilégiant les Groenlandais. Cette dimension est posée de façon accrue par les évolutions récentes du secteur minier et la polémique autour du site de Maarmorilik où les ouvriers locaux sont bien moins rémunérés que les immigrés. Un fossé apparaît entre les espérances économiques attachées à ce secteur et les réalités des conditions de production des mines. Dans ce contexte, les politiciens reviennent sur le critère de « région de rattachement », requalifié de « lieu de naissance » durant le G-60, et décalent le regard. Ils demandent l'établissement d'une administration groenlandaise qui traiterait les questions salariales du pays. Ainsi, tous les travailleurs, immigrés comme nationaux, tomberaient sous le même régime. Cette réforme s'accompagnerait d'un système d'aides sociales rénové et adapté à l'état actuel du pays. Ensemble, ces mesures témoignent de l'influence du mouvement autonomiste qui fait primer un intérêt national sur un intérêt de classe qui transcendait les rapports post-coloniaux. Si les seconds ne disparaissent pas, leur mise à l'écart va permettre un front politique groenlandais commun qui sera essentiel dans la lutte indépendantiste de la période 1975-1979. Avant d'en arriver là, les politiciens agissent secondement sur un domaine dont ils ont la responsabilité, l'agencement administratif du pays. Ils mettent fin à la politique de centralisation absolue qui constituait un vestige de la hiérarchisation coloniale pour injecter de nouvelles prérogatives aux municipalités. Elles deviennent des échelons de gestion et d'organisation des localités qui permet le déploiement d'initiatives depuis les territoires³⁰. Ce changement de la structure nationale représente le contrepoint des exigences politiques que j'ai présentées en soulignant une volonté désormais placée sur la construction du Groenland en tant que nation propre, plutôt qu'en tant que réplique du Danemark. Forts de cette direction inédite, ses instigateurs la qualifient de Nouvelle politique³¹.

28 Landsrådsforhandling, 1968, p151, cité par Sejersen 2014, *Op. cit.*, p15. Traduit de l'auteure depuis la version danoise : « [d]et var kun få ord, der foresloges ændret, men det kunne komme til at betyde kolossalt meget for Grønlands fremtid. »

29 Sørensen 2009, *Op. cit.*, p140.

30 *Ibid.*

31 Sørensen Axel Kjær « Grønlandsk Nationalisme. » *Historie*, 1979, XIII,1-2, pp 208-225, p 210.

Des ressources minérales aux revendications sur les terres

La décennie 1970 voit une reconfiguration des affordances politiques des souterrains, dans laquelle les minerais apparaissent pour la première fois attachés à une représentation des terres comme socle identitaire, nationaliste et anti-colonial dans les discours des politiciens de l'île. C'est la concomitance entre la formation très progressive du secteur minier depuis la loi de 1965 et des mesures controversées de Copenhague qui impulse ce mouvement. En effet, en 1972 la question européenne est posée au Groenland *via* un référendum consultatif d'adhésion. Une majorité négative se dégage des résultats, en raison des quotas de pêche qu'une telle collaboration imposerait au pays. En dépit de ce refus symbolique, puisque le vote n'est que consultatif, le Danemark impose l'adhésion de l'ensemble de son Commonwealth à la Communauté économique européenne, déclenchant une contestation politique sans précédent³². Le mouvement autonomiste se regroupe et appelle à un référendum d'autonomisation du pays. Moses Olsen, un jeune politicien, se distingue en posant dans le débat public la question de l'indépendance. Au fil des mois sa place grandira et il sera l'un des fondateurs du parti politique Siumut, figure emblématique des négociations pour le régime autonomiste en 1979. En 1972 ces partisans de la Nouvelle politique affirment ne pas souhaiter une indépendance totale, mais l'élaboration d'une diplomatie qui reconnaisse la singularité du Groenland. En ce sens, ils appuient leur formule de « minorité nationale » sur les figures nationalistes des grands chasseurs, de l'environnement arctique, et y ajoutent les nombreuses productions culturelles et artistiques qui se déploient alors dans le pays³³. La musique constitue un biais particulièrement foisonnant de développement de ces images qui reprennent l'iconographie décrite au chapitre précédent en y associant un regard sur les terres. Les glaciers, les fjords, les montagnes et les animaux deviennent un territoire lui-même constitutif de l'identité politique de « minorité nationale » et, de cette manière, ouvrent également à des droits. Si la controverse de la Communauté économique européenne a plus trait à la gestion du territoire en dehors de ses frontières, les négociations ouvertes par Copenhague pour répondre à cette crise politique vont contribuer à décaler la focale. Peu à peu, l'autonomisme groenlandais exige des droits territoriaux³⁴.

Pour apaiser la situation, le gouvernement danois engage des négociations d'augmentation de l'autonomie en 1972. Il établit une commission non-mixte, uniquement composée de politiciens groenlandais, qui a pour tâche d'écrire les grandes lignes d'un nouveau régime d'administration de l'île. Au bout de deux années, les participants délivrent les conclusions de ce travail lors d'une réunion nationale tenue à Sisimiut. Parmi un ensemble de mesures

32 Johansen Ove et Carsten Lehmann Sørensen « Greenland's Way out of the European Community » *The World Today*, juillet-août 1983, Vol. 39, No. 7/8, pp. 270-277, pp274-273. Voir également l'article du politicien groenlandais Johansen Lars Emil « Greenland and the European Community » *Études/Inuit/Studies*, 1992, Vol. 16, No. 1/2, Droits et pouvoirs collectifs / Collective rights and powers, pp. 33-37.

33 Moses Olsen cité par Sørensen 2009, *Op. cit.*, p146.

34 Sørensen 1979, *Op. cit.*, qui pointe également l'intrication de l'identité spécifique groenlandaise et de la gouvernance des ressources au cœur du nationalisme.

organisationnelles qui sont approuvées par Copenhague, celles liées à la gestion des ressources entraîne une vive opposition. La Nouvelle politique demande la gouvernance groenlandaise des ressources minérales et halieutiques. Ces politiciens veulent rapatrier toute la structure de gestion au Groenland et participer, avec les Danois, aux décisions relatives à ces secteurs. Refusant fermement, les autorités danoises montent une commission de négociation à laquelle participent des membres des deux pays. Après quelques mois, ils s'accordent sur le partage de l'administration de la pêche, et fondent un comité spécial pour les minerais³⁵. Ce moment marque la première friction autour du secteur minier, qui prend visiblement une place particulière dans les relations politiques dano-groenlandaises. Une émancipation à deux vitesses de la tutelle danoise se met alors en place, dans laquelle des droits que je qualifie comme démocratiques sont régulièrement acquis – rapatriement de compétences, obtention de pouvoirs législatifs et exécutifs – tandis que les souterrains et les surfaces restent l'objet d'un gouvernement exclusivement danois par le biais des politiques minières. Par-delà des dissensions entre les deux pays et l'ambition économique de Copenhague de tirer partie de ces ressources, cette situation s'explique également par les désaccords internes à la scène politique groenlandaise dans laquelle les minerais deviennent la pierre angulaire du positionnement vis-à-vis de l'État. Ressources minières et territoire se fondent progressivement dans la revendication indépendantiste en émergence.

Au sortir des négociations relatives au contrôle du secteur minier, deux programmes extractifs relancent la polémique. En 1974, Copenhague engage une campagne de prospection d'uranium dans la région de Kuannersuit et entreprend l'attribution de concessions pétrolières au large des côtes groenlandaises. Je décrirai en détails au chapitre suivant ce plan d'exploration qui extrait alors une grande quantité de roches uranifères et radioactives, faisant rapidement craindre des dommages écologiques. Plus généralement, c'est l'absence de consultation des politiciens groenlandais qui soulève la critique d'une ingérence à laquelle il faut mettre un terme. De plus, il faut souligner qu'à cette époque l'idée d'un gouvernement autonome groenlandais est à l'élaboration, et cette mesure est appréhendée comme une forme de provocation³⁶. Alors que des manifestations défilent à Nuuk pour exiger la fin des prospections d'uranium et de pétrole, l'élite nationale se scinde en deux. La vieille garde intégrationniste, sur le déclin, adopte une attitude modérée et soutient un partenariat dano-groenlandais sur la question minière. À l'inverse, les jeunes partisans de la Nouvelle politique, majoritaires, entrent en confrontation avec eux et avec le gouvernement de Copenhague. Ils perçoivent le développement de l'industrie minière par la métropole comme une emprise sur leurs ressources d'inspiration coloniale du point de vue économique – les bénéfices devraient tous revenir au budget national – et idéologique – les terres du Groenland devraient appartenir à ses habitants³⁷.

35 *Ibid*, p147.

36 Harhoff Frederick « Sécurité et politiques de l'Arctique : une perspective groenlandaise » *Études internationales*, 1989, Vol 20, n° 1, pp. 45-60, p47.

37 Nielsen et Larsen 1985, *Op. cit.*, pp96-98.

Cette polémique autour des campagnes pétrolières et de l'exploration de Kuannersuit constitue un véritable tournant dans le rapport de la Nouvelle politique aux minerais. Plus qu'un secteur à gérer et à rapatrier au pays, ils deviennent le fer de lance des revendications indépendantistes. En 1975, pendant cette crise, le politicien Moses Olsen publie l'article intitulé « C'est notre pays » dans le magazine *Sujumut* qui retranscrit cette évolution³⁸. Il y remet en question le premier paragraphe de la loi minière de 1965 qui établit que « Toutes les ressources minières du Groenland appartiennent à l'État »³⁹. Il dénie au gouvernement danois la propriété sur les minerais, affirmant qu'ils appartiennent aux Groenlandais. Il écrit ainsi que « Nous nous réveillons et formulons le fait le plus simple et le plus évident : c'est notre pays »⁴⁰. A travers cette citation, les minerais prennent une place dans la définition du « pays », devenant constitutifs de cette entité politique toujours sous tutelle danoise. Le rapport conflictuel au rôle du Danemark dans le développement du Groenland semble jouer un rôle majeur dans l'association d'un nationalisme aux minerais. En effet, suite à l'article de Moses Olsen, une réunion de crise est convoquée au Conseil national du pays à l'automne. Le courant intégrationniste y critique la mise en opposition des termes « État », qui désigne depuis cette époque le gouvernement de Copenhague, et de « notre pays », qui renvoie au Groenland. Selon ces personnes, cette dissociation est vectrice de tensions séparatistes supplémentaires, mais elle pose également un problème quant à l'interprétation des lois. Les intégrationnistes considèrent que l'expression légale « État » est une formule désignant l'ensemble de la population du Commonwealth. En ce sens, ils ne s'estiment ni lésés ni discriminés par la loi de 1965. Pour résoudre la crise des explorations pétrolières et uranifères, ils demandent alors au respect de ce principe de souveraineté partagée. Au contraire, la Nouvelle politique conduite par Moses Olsen interprète cet « État » comme le pouvoir central résidant à Copenhague. À partir de ce moment, les oppositions internes à la scène groenlandaise se campent sur ce rapport aux minerais qui traduit un positionnement politique relatif au Danemark, entre une posture faisant primer la collaboration et une autre exigeant une autonomie totale de gouvernement sur le « pays ».

Durant ce conseil exceptionnel de l'automne, cette appréciation contradictoire des minerais et des relations avec l'État danois se reflète dans les négociations relatives à la politique à défendre en commun. Pour certains sectateurs de la Nouvelle politique, il faut continuer les négociations avec Copenhague pour obtenir le plus d'autonomie possible, quitte à n'avoir que peu de contrôle sur les ressources minières pour le moment. Ils privilégient ainsi les enjeux de gouvernement de la population sur ceux ayant trait aux sous-sols. Ces personnes

38 Présentée au chapitre 2, et à nouveau abordée au chapitre 4. A cette époque, la réforme orthographique de 1973 vient juste de transformer *Sujumut* en *Siumut*. Les deux orthographes sont alors employées indistinctement.

39 Olsen Moses « Dette er vort land. » *Sujumut*, 1975, 3. Cité par Sejersen 2014, *Op. cit.*, p18.

40 *Ibid.* Le terme danois utilisé par Moses Olsen « land » peut être traduit par pays ou terre en français. Les traductions anglaises de cette citation utilisant le terme « country », je me rattache à ce choix. Cette ambiguïté est néanmoins intéressante à saisir dans le cadre de défense des droits à la fois territoriaux et nationaux. Traduction depuis le danois « Vi vågner op og formulere den ganske enkle og såre indlysende kendsgerning: Dette er vort land. »

s'investissent au sein de la Commission pour l'Autonomie gouvernementale et dans celle de la réforme de la loi minière. Elles formeront les partis politiques Siumut et Atassut. À l'opposé, d'autres partisans solidifient une position indépendantiste absolue dans le triptyque d'autonomie gouvernementale, de contrôle des ressources et d'acquisition de la propriété des sols et sous-sols. Cette posture leur semble inconciliable avec une gouvernance partagée de la nation et des minerais, c'est pourquoi ils s'investissent moins dans les structures de négociations et privilégient une forme de militantisme au sein des frontières. Ils fondent le parti Inuit Ataqatigiit⁴¹. En dépit de cette contradiction qui cimente deux orientations politiques les membres du Conseil groenlandais se mettent d'accord sur une proposition d'amendement de la loi minière à soumettre au Parlement danois. Ils demandent que soit reconnue la propriété des ressources du Groenland à ses résidents, et que leur développement ne soit pensé que dans le cadre du Gouvernement d'autonomie⁴².

Avant d'en venir à la réponse danoise, je souhaite revenir sur les deux mouvements qui traversent ce conflit sur les minerais. D'une part, ils fondent le passage aux revendications territoriales groenlandaises. Avant 1970, la question des droits est abordée sous le prisme démocratique, par l'obtention d'un gouvernement de la population et du pays qui ne pose que peu la question des liens économiques et du statut des sous-sols. Désormais, les minerais sont considérés comme constitutifs de la nation et s'affirment ainsi comme objets de revendications nationalistes. Cette association des sous-sols et de leurs ressources au domaine de l'autonomie de façon majoritaire par les élites politiques groenlandaises entraîne d'autre part le positionnement des minerais comme clef de voûte des relations juridiques et diplomatiques dano-groenlandaises. À partir de cette époque, ils seront toujours déterminants dans les négociations pour l'augmentation de l'autonomie de l'île.

Cette dimension s'exprime de façon saillante dans la réponse du Premier Ministre danois à la proposition d'amendement de la loi minière de 1965, puisqu'il déclare au Conseil national que :

« Si vous voulez la propriété du sous-sol du Groenland, vous devez en assumer les conséquences et dire que vous souhaitez couper les liens avec le Danemark. C'est le seul moyen, car désormais nous sommes un Commonwealth et le droit de propriété est commun. »⁴³

Le Premier Ministre tord la loi lorsqu'il évoque le droit de propriété, car il n'est pas commun. À cette époque et toujours aujourd'hui, c'est la Couronne danoise qui détient la propriété sur

41 Gulløv 1979, *Op. cit.*, p137. Les noms de leurs organisations reflètent ces orientations : Siumut-en avant, Atassut-connexion, Inuit Ataqatigiit-les Inuit rassemblés.

42 *Ibid*, p19.

43 Sejersén 2014, *Op. cit.*, p19. Traduction de l'auteure depuis le danois.

ses territoires⁴⁴. Depuis 2009, le gouvernement du Danemark en a transféré la juridiction à celui du Groenland, et c'est désormais la loi de ce dernier qui s'applique. Je prends des devants sur l'histoire en en passant par ce commentaire pour montrer la tension qui anime les relations entre les deux pays en 1965. Les progressifs transferts de compétences démocratiques et techniques aux autorités groenlandaises vont apaiser ce conflit latent qui, pour l'heure, a un écho national.

Bien que la voie d'autonomisation du Groenland soit celle de la négociation par les structures administratives et politiques, un vaste mouvement contestataire et nationaliste secoue le pays dans ces mêmes années 1970. Il se traduit par des productions artistiques, ainsi que par la tenue du festival Aasivik. J'ai mentionné au premier chapitre cet événement à la fois intellectuel, sportif, musical et politique qui est organisé pour la première en 1976⁴⁵. Une personnalité politique de cette époque, Hjalmar Dahl, a réuni les archives des rencontres de 1976 à 2005 dans un album. C'est par ce biais que j'ai appris qu'il se tient en 1976 à Narsaq, au pied de la montagne Kuannersuit, et qu'une journée a pour sujet « La recherche de l'uranium de notre montagne Kuannersuit et l'exploitation des minerais qui l'entourent »⁴⁶. Les autres jours questionnent tous les conditions de l'autonomisation du Groenland et l'enjeu indépendantiste. Dorthii, ma voisine à Qaqortoq que j'ai introduite au premier chapitre également, m'a raconté l'affrontement violent entre les tenants de l'indépendance et de l'obtention d'une souveraineté totale, et ceux de la « demi-mesure », selon son expression. Aasivik exemplifie l'entremêlement en cours des problématiques minières et autonomistes à cette période.

D'après le récit de Dorthii, ces questions sortaient des structures politiques officielles et irriguaient l'ensemble de la société. Elles rencontraient le mécontentement toujours présent dans les villages que j'ai décrit au chapitre précédent. L'indépendance représentait une forme de reconnaissance des difficultés de la classe ouvrière et de tous ceux qui ne trouvaient pas leur place dans l'industrialisation du pays, me dit Dorthii, en faisant référence à sa propre famille. « Évidemment », pour elle, le festival se prononce contre la loi d'Autonomie gouvernementale qui était alors en écriture dans la commission dédiée à ce sujet. Elle est considérée par les festivaliers comme un mécanisme de reproduction du rapport colonial⁴⁷. Le parti Inuit Ataqatigiit, créé il y a peu, recrute de nombreux partisans durant l'événement Aasivik et parmi la jeunesse révoltée qui se lève à Nuuk et à Copenhague.

44 Vestergaard Pedersen Per et Keis Nielsen Christina *Grønlands selvbestemmelse og grundloven* DLA Piper, 2018, Denmark, p33.

45 Pour relire cette description, voir page 41.

46 Dalh Hjalmar *Aasivik – Inuit isumasioqatigiiffiat*. Atuakkiorfik, Nuuk, 2005, p21. Le 24 juillet 1976, traduction de l'auteure depuis le groenlandais « Kuannersuarni uranimik paaaniarnerup nunatsinnilu aatsitassarsiornerup uuliasiornerullu kingunerisinnaasaannik eqqartuinerit. »

47 Voir aussi à ce sujet : Gulløv 1979, *Op. cit.*, p139.

Les « droits fondamentaux » des Groenlandais sur « les ressources naturelles » : un point d'ancrage vers l'indépendance

En 1979, en dépit des confrontations internes au paysage politique groenlandais, le Gouvernement d'autonomie est implémenté⁴⁸. Le Conseil national devient un Parlement, il prend le nom groenlandais d'Inatsisartut, et il acquiert des compétences législatives dans les services publics, l'industrie halieutique et touristique, ainsi que le commerce interne. La Constitution, la défense, la politique étrangère, la monnaie et la justice restent aux mains de Copenhague. Un gouvernement est établi, il est appelé Naalakkersuisut, et il obtient les pouvoirs exécutifs attachés aux juridictions nationales. Le pays est doté d'une hymne, il adopte un drapeau, et une citoyenneté groenlandaise est reconnue. Le Groenland se pare de tous les attributs d'une nation, sauf néanmoins celui de la nationalité de ses ressortissants, qui restent Danois⁴⁹.

Si Dorthii raconte qu'elle fut au désespoir en apprenant cette nouvelle, la création de ces organes de gestion interne représente une étape de plus vers la décolonisation totale à cette époque. L'autonomie engage un mécanisme d'acquisition de compétences dans tous les domaines qui crée une dynamique indépendantiste. Les agents, les députés et les politiciens qui investissent ces nouvelles responsabilités acquièrent des savoirs qu'ils transmettront, contribuant ainsi à construire le capital politique qui permettra, en 2009, l'accession au régime indépendantiste.

Cette mécanique politique trouve un point d'ancrage important dans le compromis qui permet au comité pour l'Autonomie et à celui relatif aux ressources minières de parvenir à un accord. Il s'agit de l'introduction de la loi de l'Autonomie dans laquelle est affirmé que « La population résidente du Groenland possède des droits fondamentaux sur les ressources naturelles du Groenland »⁵⁰. Le caractère flou de cette formule m'interpelle en raison de l'attention d'habitude portée à la précision dans les documents légaux, et il me conduit à la percevoir d'un point de vue diplomatique plutôt que procédural. Le docteur en études arctiques Frank Sejersen adopte une lecture similaire dans le rapport qu'il a écrit sur l'histoire des mines et des minerais au Groenland. Il soutient d'ailleurs cette interprétation en soulignant les droits de *veto* dont disposent les deux pays dans les politiques minières, témoignant d'une égalité que les « droits fondamentaux » ne remettent pas en cause⁵¹. Plutôt, ils participent au maintien du rapport antérieur dans lequel les Groenlandais ne disposaient d'aucun droit politique sur les sous-sols. Par cette formule, le caractère national des « ressources naturelles » est néanmoins reconnu, et il s'accompagne d'une réforme minière qui ne modifie pas l'emprise danoise.

48 Inatsisartut, Jørgen Peder Hansen, 1978, « Kaládlit-nunāne hjemmestyrepivdlugo inatsit » « Lov om Grønlands hjemmestyre » Nuuk, Nalunaerutit-Grønlandsk Lovsamling, Série A, n°3, loi n°577, 8p.

49 Vestergaard et Nielsen 2018, *Op. cit.*, p33.

50 Inatsisartut 1978, *Op. cit.*, p355. Traduction de l'auteure depuis les versions danoise et groenlandaise.

51 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p20.

En 1979, le comité dédié aux questions minières monté en 1975 rend un avis duquel une réforme minière est élaborée⁵². Celle-ci s'inspire du travail mené par les politiciens ainsi que du nouveau régime groenlandais passé sous l'Autonomie. Elle s'inscrit dans la lignée du cadre de 1965, et en précise les contours industriels. D'une part, le système administratif est renforcé et transformé en Administration des ressources minérales, localisée à Copenhague. Un ensemble de régulations contractuelles sont établies pour uniformiser les permis et les taxes. La plus notoire est celle permettant au gouvernement d'Autonomie d'acquérir jusqu'à 50% des parts des projets extractifs, directement mise en application sur la mine de Maarmorilik. Un comité parlementaire dano-groenlandais est de plus institué pour assurer le bon fonctionnement des cadres légaux des deux pays et conseiller les gouvernements dans les politiques minières. D'autre part, cette loi minière reprend le statut juridique de « population du Groenland » et l'articule à ces développements. L'article 30 qui concerne ce sujet déclare que :

« *Section 1* : La population résidente du Groenland peut, comme jusqu'à présent, collecter et extraire des ressources minérales sans la licence requise par cet acte.

Section 2 : Le droit [...] de collecter et extraire des ressources minérales peut, en tous les cas, seulement être exercé dans le respect des licences d'exploitation exclusives de minerais délivrées à d'autres sous cet acte.

Section 3 : Dans le domaine d'une municipalité, le Conseil municipal peut établir des règles détaillées pour l'exercice des droits de collecte et d'extraction de la section 1 »⁵³.

Outre le changement de formule, cet article garantit à nouveau un droit d'accès et d'usage des minerais à la population du Groenland. Toutefois, la loi pourvoit désormais les relations entre ces droits exceptionnels et ceux des compagnies disposant de concessions. La seconde section affirme à cet endroit que les droits des « résidents » ne peuvent s'exercer face à une licence d'exploitation d'un industriel. Il y a donc légalement une forme de restriction des droits d'accès des résidents qui, à cette époque, ne donne lieu à aucun conflit spatial connu. Cela est certainement dû à la forme de l'activité minière, qui se caractérise alors par des explorations et non de l'exploitation.

De nos jours, cette loi minière est bien connue du mouvement de contestation de la réforme de 2009, et elle dispose d'une aura particulière. En effet, l'article 30 que je viens de citer y est associé à la formule des « droits fondamentaux », et est en conséquence perçu comme un droit acquis, et non comme un droit revu. Plus, de nos jours l'expression de « droits fondamentaux des Groenlandais » renvoie, au sein du mouvement d'opposition à la réforme minière, directement à cet article. Je reviendrai sur cet élément au dernier chapitre de la thèse, dans le cadre de la description du mouvement d'opposition des mines du XXI^{ème} siècle.

52 Folketing « Lov om mineralske råstoffer i Grønland » du 12 mai 1978.

53 Il s'agit d'une formule originaire de la section 30 de la loi « Lov om mineralske råstoffer i Grønland » du 12 mai 1978. Traduction personnelle depuis le danois.

En parallèle de cette historiographie des lois minières, j'ai essayé de trouver dans les archives légales les documents relatifs au droit foncier, secteur d'importance dans les processus décoloniaux. En effet, il contribue généralement à garantir la reconnaissance et le recouvrement des droits territoriaux des populations anciennement colonisées. À ma grande surprise, je n'ai pas trouvé ce domaine du droit représenté dans le cas groenlandais. Dans des articles des années 1980-1990, le chercheur en études arctiques Jens Brøsted spécialisé dans les problématiques d'occupation territoriale fait un constat similaire⁵⁴. Il arrive à deux conclusions vis-à-vis de cette observation. D'une part, cela signifie que c'est le droit foncier danois qui s'est appliqué depuis la levée du statut de colonie en 1953, articulé à des formes de gestion locale des terres. D'autre part, il souligne qu'en l'absence d'une telle législation, les questions d'exploitation minière assument les enjeux fonciers de façon singulière, puisqu'elles entraînent forcément une occupation territoriale. Je déploierai cette problématique dans les chapitres suivants, mais il convient de l'amener dès à présent pour souligner le rôle qu'endossent les législations des sous-sols et des sols dans le contexte des revendications autonomistes et du développement du secteur minier : elles servent de tremplin pour l'établissement d'une autorité et d'un gouvernement groenlandais, indépendant, des terres.

En 1979, la loi d'autonomie gouvernementale et la réforme minière mettent un terme à la crise de gestion du territoire groenlandaise. Le gouvernement de l'île devient l'administrateur de la surface, et le Danemark garde la propriété des souterrains et de leurs ressources. Le fait de reconnaître par des expressions légales les « droits fondamentaux » des Groenlandais – tout en ne débloquent aucun droit de contrôle – et l'instauration d'un gouvernement à Nuuk ont un effet de modération des revendications territoriales. Elles ne peuvent plus s'intégrer aux demandes démocratiques, presque entièrement réalisées, et s'accrochent alors au domaine qui légifère sur l'accès et l'usage des sous-sols, le secteur minier. La période des années 1980-2009 voit ainsi se cimenter l'association entre l'industrie extractive et les droits territoriaux, dans laquelle ce secteur devient l'unique biais de rapatriement du contrôle des sous-sols. Dans ce mouvement, les terres elles-mêmes subissent une mutation en devenant exclusivement des « ressources naturelles ». Ce cheminement est l'histoire de la formation de l'indépendantisme minier.

54 Brøsted, Jens, & Fægteborg, Mads. *Thule, fangerfolk og militæranlæg, en retlig-historisk undersøgelse af Thule basens anlæggelse*, Thules flytning og befolkningens erstatningskrav (2. udgave ed.) 1987, Kbh.: Akademisk Forlag; Brøsted, Jens « Territorial Rights in Greenland: Some Preliminary Notes » *Arctic Anthropology*, 1986, Vol. 23, No. 1/2 (1986), pp. 325-338 ; Brøsted, Jens « Grønlands forsvar Arealanvendelse og forsvarsanlæg i Grønland - hvem bestemmer? » *Tidsskriftet Grønland*, n1, 1984

La groenlandisation des minerais et de leur administration

Dans les années 1980, seules les mines d'Ivittuut et de Maarmorilik sont en activité. Ces sites présentés au premier chapitre sont des ville-usines dans lesquelles les ouvriers vivent et travaillent dans des conditions qui sont vivement critiquées. En dehors de ces productions, l'activité minière se caractérise surtout par des campagnes d'exploration qui commencent à étudier les gisements du pays et une volonté d'ajustement de la législation à ces études minéralogiques⁵⁵. Dans cette perspective, une série de réformes et d'amendements est passée jusque dans les années 2000, qui témoigne de la présence d'enjeux de gouvernement des terres *via* ce secteur industriel.

En 1985, la compagnie minière nationale Nunaoil A/S est fondée par des investissements partagés entre le Groenland et Ørsted, l'entreprise nationale danoise de gestion de l'énergie. Il est établi que toutes les recettes issues de la compagnie seront dirigées vers le budget national et déduites de la dotation annuelle danoise. Dans le cas où celle-ci serait totalement comblée, des négociations départageraient les intérêts restants. Ce mécanisme permet ainsi aux deux pays de tirer bénéfice du secteur minier, et il constitue la genèse du mécanisme d'autonomisation du budget actuel⁵⁶. En 1988, un amendement revoit la distribution des revenus du secteur minier en entier. Jusque là, ceux-ci donnaient lieu à des négociations ponctuelles autour de chaque site et de chaque compagnie. Avec cette révision, les profits taxés ne sont plus indexés à la dotation annuelle danoise. Ils deviennent des recettes que le Groenland gagne à son budget et auxquels s'ajoute l'aide de la métropole, ce qui entraîne une augmentation des finances nationales⁵⁷.

Cette structuration diplomatique et les recherches conduites par l'Institut des recherches géologiques groenlandaises font espérer un développement prospère pour le secteur minier, qui conduit à l'adoption d'une politique plus offensive dans cette direction⁵⁸. L'Institut et l'Administration des ressources minérales groenlandaises sont placés sous l'autorité du Ministère de l'énergie, signant ainsi la fin officielle du Ministère du Groenland en 1987⁵⁹. Le Ministère, la commission mixte des ressources, située à Nuuk, et le Premier ministre groenlandais commandent alors une nouvelle révision du secteur minier. Ils veulent établir une stratégie industrielle.

55 Wood Robert Muir « Undermined: Greenland's attempt to develop a mineral-based economy. » *Terra Nova*, 1989, 1(3), pp296-300, p297-298.

56 Sinding 1992, *Op. cit.*, p227-228, et Sejersen 2014, *Op. cit.*, p20 et 59.

57 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p21.

58 Nielsen Karen Marie Pagh « Råstofudnyttelsen i Grønland. » *Politica*, 1980, 12(4), pp63-96, p73-74.

59 Bogason, Peter « Grønlandsministeriet » *Den Store Danske*, lex.dk. <https://denstoredanske.lex.dk/Gr%C3%B8nlandsministeriet> [Consulté le 22/07/2020]; Naalakkersuisut « Explanatory Notes to the Bill - General explanatory notes », 2009, p5. Depuis <https://govmin.gl/exploration-prospecting/get-an-exploration-licence/mineral-resources-act/> [Téléchargé le 10/10/2019]

En 1990, un comité d'évaluation de l'industrie minière est établi. Il a pour tâche de dresser un état des lieux de ce domaine et de proposer une stratégie de développement. Le septième chapitre de la thèse est consacré aux directives et aux outils issus de ce groupe de travail, c'est pourquoi je n'entre pas ici dans les détails. L'important est de souligner que le rapport Ølgaard, document qui conclut le travail du comité, signe le lancement d'une intense politique d'exploration géologique et de valorisation commerciale des minerais. À partir des recommandations Ølgaard, les autorités groenlandaises et danoises construisent une industrie extractive au Groenland qui s'appuie tant sur l'expertise géologique que sur l'armature commerciale du pays.

La première dimension engage un plan massif de recensement et de cartographie des ressources des sous-sols. Cela passe par les instituts publics ainsi que par des compagnies privées pour lesquelles de nouvelles licences sont éditées. À cet endroit, le pétrole continental et maritime est pour la première fois exploré⁶⁰. La seconde dimension requiert un aménagement juridique et institutionnel. L'objectif est d'attirer les investisseurs par une publicité attractive des sous-sols groenlandais, dans laquelle le pays perdrait son image de terre arctique pour devenir eldorado industriel⁶¹. Les licences d'exploration sont dans cette perspective à nouveau uniformisées, mais cette fois-ci pour répondre aux critères internationaux de l'industrie. Les « termes standards » qui en sortent sont toujours en vigueur et voient des révisions régulières pour s'adapter aux demandes et aux régulations du marché. En même temps, des outils de communication sont créés pour faire connaître le Groenland. Le magazine biannuel *Greenland Minex – Greenland Mineral Exploration Newsletter* est édité cette année-là pour informer sur l'état des explorations, des licences et des évolutions de la législation. Il est distribué en anglais et s'adresse aux entreprises étrangères⁶². La lecture de l'ensemble des numéros que j'ai effectuée donne à voir l'établissement d'une véritable publicité des gisements du pays. Pour soutenir ce développement intensif, l'administration minière augmente et prend une place de plus en plus importante dans les budgets et les activités des gouvernements danois et groenlandais.

Toutes les recommandations de la stratégie Ølgaard sont adoptées et donnent lieu à la réforme minière de 1991⁶³. Les licences de type « termes standards » et les taxations censées intégrer le Groenland de façon compétitive sur le marché des minerais transforment l'ancien secteur minier flexible et imprévisible en structure homogène aux fondations solides. Après cela, les nouvelles révisions législatives et commerciales constituent des ajustements au marché, qui ne changent pas le cadre fixé en 1991. Ainsi, en 1993, 1996 et 1999 la loi minière est successivement amendée pour fonder un second institut de recherches géologiques, exclure l'exploitation de l'hydroélectricité, attirer les industriels du pétrole, et revoir les

60 Naalakkersuisut 2009, *Op. cit.*, p5.

61 Sinding 1992, *Op. cit.*, p231.

62 Tous les numéros sont téléchargeables sur le site de GEUS :

<https://eng.geus.dk/products-services-facilities/publications/minerals-in-greenland/minex/>

63 Ministeren for Energi « Lov om mineralske råstoffer m.v. i Grønland (råstofloven) » Loi n°335 du 6 juin 1991.

niveaux de taxation selon les standards internationaux⁶⁴. De plus, une commission sur les effets socio-économiques de l'exploitation du pétrole et du gaz⁶⁵, mise en place au Parlement groenlandais en 1997, rend un rapport qui analyse et compare les anciennes et potentielles mines du pays avec des complexes de l'Arctique canadien. Ce comité est monté en raison des scandales de pollutions qui touchent la plupart des sites miniers abandonnés, et il vise à établir une législation d'encadrement social et environnemental⁶⁶. Cette préoccupation est traduite par la généralisation des Enquêtes d'impacts au début des années 2000, qui sont standardisées par la loi minière de 2009, comme je l'expliquerai plus loin.

À force de pressions politiques de Nuuk, l'Administration des ressources minérales y déménage en 1998, où elle est transformée en Bureau des minerais et du pétrole⁶⁷. Pour la première fois, le pays dispose d'une forme de pouvoir administratif et exécutif sur les sous-sols, même si cette gestion est toujours partagée. Les vingt années de construction du secteur minier ont accentué les réclamations sur les sous-sols et leur fixation sur cette industrie. Le territoire revendiqué est un espace exploité sur lequel s'exercent des frictions politiques paradoxalement contradictoires : l'industrie minière est dirigée par Copenhague et développée par les deux pays, alors que le rapatriement des compétences sur les sous-sols et la reconnaissance de la souveraineté groenlandaise dessus sont toujours exigés par les politiciens.

Cette structuration à la fois tendue et performante de l'industrie minière reflète la politique de « groenlandisation » qui se déploie au sein des frontières. Il s'agit de l'équivalent nationaliste de la danisation, qui vise cette fois-ci à remettre au centre de la société les valeurs, les langues et les cultures groenlandaises. Elle fait partie du mouvement autonomiste et s'accomplit par des programmes de valorisation culturelle intégrés aux services publics tels que l'enseignement et la santé sous contrôle national depuis 1979. Cette groenlandisation donne une place importante aux rapports productifs à la terre, tels que l'élevage, la pêche, la chasse, et le secteur minier. Ainsi, le gouvernement de Nuuk conduit de vastes campagnes nationales de promotion de l'industrie minière qui soulignent le maintien des revendications politiques sur ce secteur, mais également son intégration au processus de construction nationale. Ces thèmes seront déployés dans la dernière partie de la thèse, mais il convient d'amener dès à présent que la structuration de l'exploitation des sous-sols est irriguée d'un fort discours nationaliste. De cette manière, une bascule s'opère autour des terres qui sortent partiellement de la relation dano-groenlandaise en devenant des instruments de construction nationale. Elles gardent le statut de terrain diplomatique contesté et acquièrent une place sur la scène politique de l'île. Cette position est de l'ordre idéologique, je le démontrerai au chapitre sept, et matériel, en raison de la place accordée aux recettes minières dans le budget. Les

64 Ministeren for Energi « Lov om mineralske råstoffer m.v. i Grønland (råstofloven) » Loi n°1074 du 22 décembre 1993, et Loi n°303 du 4 avril 1996. L'institut géologique s'intitule Asiaq et je le décris au chapitre sept.

65 « Udvalget om socioøkonomiske virkninger af olie- og gasudvinding samt mineralindustri. »

66 Sinding 1992, *Op. cit.*, p228.

67 La passation des pouvoirs s'accompagne d'une révision de la loi minière, qui n'en change que les dimensions administratives et aucunement le cadrage.

affordances indépendantistes des sols et sous-sols sont alors en train de se fixer.

Au passage à l'an 2000, la production minière est presque à l'arrêt. Les fermetures successives des sites de Qullissat, d'Ivittuut et de Maarmorilik restent dans les mémoires, et c'est une activité sans drame humain ni écologique que recherche le gouvernement du Groenland⁶⁸. Les licences de prospection et d'exploration qui augmentent sur la fin de siècle diminuent drastiquement à partir de la crise économique des années 2000⁶⁹. La lecture du magazine Minex des années 1990-2005 indique le développement d'un intérêt pour les métaux précieux⁷⁰. Entre 1990 et 1996, presque l'ensemble de la côte Ouest est couverte de licences d'explorations diamantifères, minerais qui voit une demande constante. Cet intérêt se concrétise sur le site aurifère de Nalunaq, en activité de 2004 à 2013, celui de Seqi, où l'olivine est extraite de 2005 à 2009, et celui d'Aappaluttoq, d'où sont exploités des rubis depuis 2013. L'entreprise nationale Nunaoil A/S profite de ce mouvement en conduisant des explorations qui attirent plus d'investisseurs extérieurs⁷¹. Cette émulation conduit à une révision de l'Institut des recherches géologiques dans le but de renforcer son action⁷². En 2007, il fusionne avec l'Institut des recherches danoises et les deux centres deviennent l'unique Institut des recherches dano-groenlandaises⁷³. Il aura pour tâche de rationaliser la cartographie géologique de l'île et d'accentuer la promotion vers les industriels. Ce rattachement de l'entreprise géologique à Copenhague contrevient au mouvement général de l'époque, qui est celui de la groenlandisation du secteur minier. Ce dynamisme global, industriel et exploratoire, stimule l'élaboration d'une politique minière entièrement groenlandaise, qui ne peut prendre qu'une seule forme, celle de la nationalisation des sous-sols. À partir de 2005, Nuuk et Copenhague ouvrent à nouveau les négociations au sujet des terres, qui aboutissent cette fois-ci à la reconnaissance de la souveraineté groenlandaise et à l'élargissement de ses compétences nationales⁷⁴.

68 Voir le chapitre un pour une description de ces mines et ville-usines, la partie « Reliefs miniers » page 52.

69 Namminersornerlutik Oqartussat 2004, *Op. cit.*, Figure 1 « Increase in the number of exploration licences etc since 1992 », p8.

70 Minex – Greenland Mineral Exploitation Newsletter, Vol 21, octobre 2001, p1. magazines Vol 3 à 29.

71 Stendal H. et K.Secher « Gold mineralisation and gold potential in South Greenland » *Exploration and mining in Greenland*, Fact Sheet n°1, 2002, GEUS, Bureau of Minerals and Petroleum (BMP), Naalakkersuisut.

72 « Forslag til lov om De Nationale Geologiske Undersøgelser for Danmark og Grønland » n°L156, 2006/1, *Op. cit.*

73 Folketing « Lov om De Nationale Geologiske Undersøgelser for Danmark og Grønland » n°536 du 6 juin 2007.

74 Sejersen 2014, *Op. cit.*, p35.

Le régime indépendantiste de 2009 et la réforme minière : les bases légales de l'indépendantisme minier

En juin 2009, au terme de plusieurs années d'élaboration, la « Loi de renforcement de l'autonomie » est adoptée aux Parlements danois et groenlandais⁷⁵. Ce texte constitue le régime de gouvernement dans lequel le pays se trouve actuellement, et il a la particularité d'enclencher le transfert de toutes les compétences législatives et régaliennes toujours sous autorité de Copenhague vers Nuuk. Parmi ces domaines, les principaux sont la défense, la justice, la monnaie, les relations internationales et le commerce, ainsi que la propriété des sous-sols. Le nouveau régime n'attribue pas automatiquement ces secteurs au Groenland et ne transforme pas radicalement la scène politique, mais il fixe les conditions de transferts de compétences par la voie juridique. En effet, pour obtenir le contrôle de la justice par exemple, le Parlement groenlandais devrait écrire une loi d'encadrement qui aurait à la fois pour effet de nationaliser cette compétence, et d'en pourvoir le fonctionnement sous l'autorité de l'île. C'est ce processus qui est adopté l'année même de l'instauration de l'Autonomie renforcée pour rapatrier les sous-sols. La loi de Renforcement de l'autonomie constitue donc un programme de nationalisation d'un ensemble de compétences, mais elle planifie également l'autonomisation du budget selon un mécanisme de compensation basé sur la prévision.

En 2009, le budget du pays est toujours financé par une dotation danoise annuelle et les recettes de l'activité interne. L'ambition du régime est de mettre un terme à ce financement partagé, ce qui entraînerait une indépendance économique totale. Pour cela, la loi établit une substitution budgétaire dans laquelle la participation danoise serait remplacée par les recettes issues de l'industrie minière⁷⁶. Toutefois, il s'agit là d'une tactique qui ne serait lancée qu'une fois le secteur minier solidement installé car il faudrait attendre que les revenus de l'exploitation atteignent environ dix millions d'euros (75 millions de couronnes) sur une année pour enclencher ce programme. La dotation danoise serait soustraite de la moitié dudit revenu, et cette opération serait répétée chaque fois que le cas de figure se présenterait. Ce mécanisme donne ainsi, à terme, la possibilité de réduire à néant la part danoise du budget. Si ce point devait arriver, il serait irréversible et engagerait des négociations sur les relations entre les deux pays et le degré d'interventionnisme danois⁷⁷. À ce stade, le pays serait considéré comme indépendant économiquement, mais très certainement politiquement aussi dans la mesure où l'ensemble des domaines légaux auraient été nationalisés. En attendant, les recettes minières sont divisées entre le budget de fonctionnement groenlandais et un fonds spécial, le « Fond des ressources ». Il sert à financer des projets ponctuels et donne lieu à de nombreux questionnements politiques quant à son usage.

En raison de ces deux dimensions – le transfert des compétences par la voie légale et

75 En groenlandais « Kalaallit Nunaanni Namminersorneq pillugu inatsit », en danois « Lov om Grønlands Selvstyre », loi n°473 du 12 juin 2009.

76 *Ibid*, Chapitre 3, §8. Même emplacement dans la version danoise.

77 Inatsisartut « Lov om Grønlands Selvstyre, Bemærkninger til lovforslaget », (loi n°473 du 12 juin 2009), section 5.3.3., p35.

l'autonomisation du budget – la loi de Renforcement de l'autonomie de 2009 constitue un programme pour l'indépendance. Le domaine budgétaire fixe les bases d'un plan qui s'appuie entièrement sur le secteur minier, à une période où cette industrie est d'abord animée par les explorations et les demandes de licences. Il s'agit ainsi d'une anticipation sur l'avenir qui fait l'hypothèse d'un certain nombre de facteurs, comme celui de l'intérêt des industriels, de la construction de mines, du soutien de la population pour ces développements, ou encore la stabilité du territoire face au réchauffement climatique. Ainsi, la loi de 2009 constitue une stratégie d'accession légale et économique à l'indépendance, à l'intérieur de laquelle la tactique minière provoquerait la bascule nécessaire à la réalisation totale de l'indépendance. Je qualifie ce projet d'indépendantisme minier.

D'un point de vue juridique, l'indépendance à laquelle accéderait le Groenland ne le couperait néanmoins pas du Royaume danois. En effet, une fois autonome économiquement et juridiquement, il devrait en passer par deux référendums décisionnels tenus au Danemark et au Groenland pour sortir du Commonwealth. J'insère cette précision car c'est seulement en se retirant de ce groupement que le gouvernement de l'île obtiendrait une pleine souveraineté sur le territoire⁷⁸. En vertu du groupement, c'est le gouvernement de Copenhague qui détient cette autorité, et en 2009 il ne fait que transférer les droits de propriété au Groenland⁷⁹. Si dans la pratique cet arrangement ne modifie pas les droits établis par le gouvernement que je vais décrire, il est important à souligner en raison de l'histoire coloniale, et il donne lieu à des débats sur la scène politique actuelle entre les partisans d'une sortie du Royaume et ceux qui veulent y rester sous le régime indépendant.

En cohérence avec la loi de Renforcement de l'autonomie, les parlementaires groenlandais votent six mois plus tard la réforme sur les ressources minières⁸⁰. Il s'agit du premier domaine de compétences pris en charge par les législateurs⁸¹, et il donne lieu à de nombreux amendements durant la décennie. D'après mon étude, une tension centrale traverse cette législation sur les ressources minières. Il s'agit de l'articulation entre trois ensembles aux intérêts et aux perspectives divergentes. Se trouvent d'un côté les volontés politiques des gouvernants et des législateurs qui orientent leurs actions pour façonner un secteur minier compétitif, rentable et dynamique, avec eux-mêmes des désaccords internes. Ce collectif est mis en dialogue avec de l'autre côté les prérogatives des acteurs publics et privés de cette

78 *Ibid*, Chapitre 8, §21 (4). En danois « Selvstændighed for Grønland indebærer, at Grønland overtager højhedsretten over Grønland. » et groenlandais « Kalaallit Nunaata namminiilivinnerata kingunerissavaa Kalaallit Nunaata imminut naalagaaffittut oqartussaaffigilernerá. ».

79 Vestergaard Pedersen Per et Keis Nielsen Christina *Grønlands selvbestemmelse og grundloven* DLA Piper, 2018, Denmark, p34.

80 Inatsisartut (en danois) « Lov om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) », (en groenlandais) « Aatsitassat pillugit ingerlatallu tamatumunnga pingaarutillit (aatsitassanut ikummatissanullu inatsit) » EM2009/120, loi n°7 du 7 décembre 2009, Nuuk.

81 Inatsisartut, « Inatsisartutlov om ændring af inatsisartutlov nr. 7 af 7. december 2009 om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) » Forelæggelsesnotat, Naalakkersuisoq for Erhverv og Råstoffer, 17 octobre 2012, p1.

industrie – compagnies minières, instituts de contrôle, entreprises sous-traitantes, etc – qui diffèrent entre eux et varient selon les périodes et les gouvernements. Pour finir, un troisième mouvement transcende ces deux sphères, celui relatif aux droits de « la population résidente du Groenland ». Entre 2009 et 2021, la temporalité de mon analyse documentaire, la tactique minière est continuellement revue à l'aune de ces collectifs dont l'influence change selon les contextes et les gouvernements. Pour saisir ces flux, il faut commencer par les bases matérielles que la loi minière arrête pour ces groupes.

L'entité majeure de la législation est selon moi la part gouvernementale et politique. Elle s'exprime dès les premières lignes, qui affirment au second article que

« *Section 1* : Le gouvernement groenlandais dispose du droit de contrôle et d'usage des ressources minérales des sous-sols groenlandais.

Section 2 : Les activités suivantes peuvent seulement être accomplies sous une licence accordée par le Gouvernement du Groenland sous les régulations de la Loi du Parlement groenlandais ; se référer aux articles 45-48 à suivre. »⁸²

Cet article qui indique que le gouvernement du pays détient les droits de contrôle et d'usage sur les ressources des sous-sols relève du mécanisme de nationalisation que j'ai expliqué à la page précédente. Par cela, le texte opère avant toute autre chose le transfert des compétences sur les sous-sols, et s'inscrit dans la trame politique dano-groenlandaise. Les responsabilités instaurées par cette loi incombent au « gouvernement groenlandais », ce qui pose la première tension de la réforme. En effet, avant 2009 la loi qui s'applique sur les sous-sols affirme que c'est « la population résidente » qui a les « droits fondamentaux » sur les sous-sols et les minerais. Loin d'un détail, cette révision devient très rapidement un profond objet de litige car elle reconfigure les affordances collectivement attribuées aux terres dans les années 1970. D'une part, elle place entre les mains des gouvernants, des outils techniques qu'ils mettent en place et des acteurs qui animent l'industrie minière les possibles politiques des terres. D'autre part, ces mêmes terres, qui s'étaient vues traduites en « ressources naturelles » en 1979, subissent une transformation légale qui semble définitive en devenant des « ressources minérales ». J'approfondirai ce hiatus autour de la définition des terres, des sous-sols et des minerais dans la seconde section ainsi que dans d'autres chapitres de la thèse, pour embrayer sur l'encadrement administratif que pourvoit la réforme.

La nationalisation des sous-sols engage le rapatriement des organes de gestion du secteur minier à Nuuk. Le Bureau des minerais et du pétrole y était déjà présent depuis 1988, et s'y ajoutent des secrétariats et autres instruments. Ils sont rassemblés sous l'Autorité des ressources minérales, elle-même rattachée au Ministère des ressources et de l'énergie, créés pour l'occasion⁸³. Un organigramme complexe est mis en place pour gérer tous les aspects des

82 Loi minière n°7 du 7 décembre 2009, première version non amendée. Chapitre 1, article 2, traduction personnelle depuis la version danoise.

83 Au fil des bureaux le ministère en charge des minerais change de noms, et pour la compréhension globale j'utiliserai toujours cette désignation, même si administrativement elle est parfois imprécise.

développements miniers, qui font interagir différents corps de métiers et instituts. Tout ce qui relève de l'administration courante, de la négociation contractuelle avec les entreprises et de la promotion tombe sous le service de l'Autorité des ressources minérales. Les dimensions techniques, la question des impacts environnementaux et sociaux, et l'expertise géologique sont du domaine des centres publics qui collaborent avec le gouvernement. Ils sont établis dès 2009 puis par amendements en 2014 et sont cités tout le long de la thèse : l'Institut des recherches géologiques dano-groenlandaises, le Centre pour l'environnement et l'énergie de l'université d'Aarhus, le Centre des études sur les ressources naturelles de Nuuk. Ils dialoguent avec le service public, mais leur unité de rattachement est le Ministère des ressources et de l'énergie⁸⁴. Si une multitude de structures étaient déjà impliquées dans les développements miniers, c'est la première fois qu'elles sont organisées strictement et que leurs tâches sont harmonisées.

Cet écosystème s'accompagne de l'élaboration d'une procédure standardisée passant l'attribution de licences qui amplifient les « termes standards » édités quelques années plus tôt. Certains de ces permis existent déjà et ils couvrent les différentes étapes qui caractérisent l'industrie minière. D'abord, la prospection, qui consiste en des études documentaires et géologiques préliminaires. Ensuite, l'exploration, qui voit une extraction scientifique poussée et des campagnes de terrain répétées. Pour finir, l'exploitation, qui couvre l'activité depuis la construction de la mine jusqu'au démantèlement et la réhabilitation⁸⁵. S'y ajoutent de nouvelles catégories qui soulignent l'investissement sur les sous-sols : les licences scientifiques, les licences à petite échelle, les licences non-exclusives. La nouveauté de 2009 est d'approfondir l'encadrement des permis par des études d'impacts obligatoires, des consultations publiques et des plans de faisabilité qui durcissent l'accès aux activités. Par ailleurs, la clause d'exclusivité est renforcée et ré-affirmée.

Dans le cadre des licences établies, celles dédiées à l'extraction à petite échelle demandent une attention particulière. En effet, elles participent à la reconfiguration des affordances que j'ai introduite un peu plus tôt. Pour le saisir, il faut rappeler que la législation de 1965 qui a perduré jusque-là permettait une exception pour la population groenlandaise. Elle pouvait « extraire et collecter » des pierres, dans le respect des licences exclusives, sans nécessité de permis. Une forme de vide juridique permettait aux artisans, collecteurs et glaneurs de développer une activité minière sans passer par l'administration, et elle couvrait dans ce même flou juridique le ramassage récréatif et commercial. En 2009, la réforme opère une distinction entre les types de collecte et met fin à cette voie officieuse. Les licences à petite échelle sont destinées aux « mineurs à petite échelle », selon l'expression légale, et les autres doivent s'engager à ne pas vendre leurs minerais. Cet engagement est moral, car comme j'ai pu en faire l'expérience les pierres et l'artisanat s'acquièrent encore sans document officiel

84 L'organigramme est disponible sur la page du gouvernement :

<https://naalakkersuisut.gl/da/Naalakkersuisut/Departementer/Raastoffer/Raastofstyrelsen> [Consulté le 18/01/2022].

85 Les phases de démantèlement et de réhabilitation sont mises en question dans les chapitres cinq et huit.

et sans contrôle, mais également contraint administrativement. En effet, pour soutenir cette distinction un système de certificats minéralogiques est établi. L'attestation doit accompagner la vente et elle garantit que la pierre a été collectée dans le cadre d'une licence. Elle liste les caractéristiques de l'objet et statue également sur sa valeur. Ainsi, elle représente un garde-fou pour prévenir les fraudes sur les pierres et contribue à l'établissement de la nouvelle partition des collecteurs.

À côté des mineurs professionnels à petite échelle, l'activité récréative est maintenue et dispose toujours d'une exception. L'étude généalogique que j'ai conduite de l'article qui couvre ce cas de figure souligne bien la problématique désormais économique qui s'y joue, et l'atrophie de sa dimension politique. Dans sa version définitive votée en 2009, il établit la situation suivante

« *Section 1* : Une personne, qui réside de façon permanente et est pleinement imposable au Groenland peut, sans avoir besoin de la licence requise par cet acte, effectuer une collecte non commerciale de minéraux en vrac.

Section 2 : L'utilisation conformément au § 1 ne peut pas être effectuée dans les zones où une licence a été accordée conformément aux articles 16 ou 33, et ne peut être effectuée qu'en respect des permis conformément au § 39. »⁸⁶

Bien que cet article protège la collecte minière récréative à petite échelle, il diffère de celui transmis entre 1965 et 2009 par trois aspects. D'abord, le champ d'application du droit a été précisé sur le lieu de résidence et l'imposition, là où « la population résidente du Groenland » soulignait l'enjeu d'autonomisation politique vis-à-vis du Danemark. Cette modification souligne l'établissement de critères plus factuels que politiques. Ensuite, le cadre d'application de l'article est revu pour devenir inopérant face aux articles 16 et 33. Le premier concerne les licences d'exploration et le second les licences d'exploitation, alors qu'avant uniquement les zones exploitées étaient interdites. Cette révision représente une restriction massive des droits d'accès des collecteurs car presque l'ensemble du territoire se couvre de permis d'exploration entre 2009 et 2021. Les contrats passés avec les entreprises leurs garantissent l'exclusivité sur certains minerais et certains filons, ce qui a des conséquences différentes selon les lieux. Les pierres qui font déjà l'objet d'un artisanat ou d'un glanage se voient privatisées par les industriels et la prohibition du ramassage affecte fortement le commerce et les pratiques locales. Les filons de rubis, de tugtupites ou de stéatites donnent par exemple lieu à ce type de concurrence directe, comme je le décrirai à plusieurs endroits de la thèse. À l'inverse, les minerais tels que le zinc, le cuivre ou le graphite ne sont pas extraits à petite échelle, et leur privatisation par les licences n'entraîne pas d'impact d'accès et d'usage pour les éventuelles communautés voisines. L'ajout de cette clause génère ainsi un effet de réduction des droits

86 Loi minière n°7 du 7 décembre 2009, première version non amendée, article 45. Traduction personnelle depuis la version danoise. La section 2 mobilise également l'article 48, mais je ne développe pas dans le cadre de cette démonstration. Il indique que le gouvernement peut décider d'exclure certains espaces à l'activité minière.

populaires qui s'exerce différemment selon les espaces et met en lumière la favorisation de l'industrie à grande échelle sur les mineurs individuels. La mention « collecte non commerciale » appuie pour finir sur cette ambition d'encouragement prioritaire des investissements entrepreneuriaux, et elle est renforcée par la précision « en vrac ». En remontant le fil législatif jusqu'à la proposition de loi minière qui est présentée au printemps 2009, j'ai trouvé la version initiale de cet article, bien plus claire quant à la question du « vrac ». Elle précise en effet que

« L'exploitation ne peut être effectuée qu'en ramassant des minerais en vrac ou en les extrayant au moyen d'outils non mécaniques, tels que marteaux, burins, pieds de biche et pics. »⁸⁷

La précision chirurgicale avec laquelle sont décrites ces techniques crée un pont avec un domaine imbriqué au secteur minier, celui des technologies et de la construction. Avec cette version précédente de la loi, qui a été abandonnée, apparaît clairement l'établissement de deux types de rapports aux sols et sous-sols. D'un côté se trouvent ceux à visée récréative, qui ne sont pas régis par l'Autorité des ressources minérales et doivent avoir un très faible impact sur l'environnement et l'économie. Ils sont invisibles dans le langage juridique. De l'autre côté, les rapports industriels prennent une place centrale. La loi aménage les conditions d'établissement des prospections et des mines, elle garantit un accès privilégié aux espaces, et elle réserve les techniques invasives et performantes à l'exploitation commerciale. Cette catégorisation binaire engage ainsi l'établissement d'une industrie rénovée qui s'affirmera plus massive que jamais auparavant. Les sous-sols y perdent légalement leurs qualités de ressources populaires, qui correspondaient aux affordances décoloniales, pour devenir l'objet d'une exploitation technique menée par l'industrie et dirigée par le gouvernement.

En 2009, l'instauration du régime indépendantiste constitue une forme d'aboutissement du processus de décolonisation entamé en 1953 par la voie juridique. Les négociations d'élargissement des droits se concrétisent rapidement du côté du gouvernement de la surface, tandis que celui des sous-sols donne lieu à de fortes tensions. Cette situation d'affrontement contribue à créer un rassemblement groenlandais sur les sous-sols, qui deviennent l'objet des revendications territoriales. Ces « ressources » voient alors leurs codages et leurs affordances changer au fil de l'acquisition de droits de souveraineté par le Groenland. Lorsqu'elles sont sous autorité danoise puis partagée entre les deux pays, elles sont le point d'appui des discours émancipateurs qui mettent en avant les rapports collectifs aux terres, qualifiés de « droits fondamentaux ». En 2009, leur nationalisation revoit le codage : encadrement de l'industrie à grande échelle, invisibilisation des pratiques non commerciales, administration des droits d'accès et d'usage détenus par le gouvernement. Cette réforme assoit des catégories extractives qui, je vais le décrire, ne correspondent pas aux pratiques et aux perspectives des

87 Naalakkersuisut, EM2009/120, Ministre de l'énergie et des ressources.

habitants et dessinent les affordances indépendantistes. Elles vont s'imbriquer aux techniques extractives que gouvernants, députés et administrateurs sélectionneront. La section suivante poursuit l'étude de ce codage des sous-sols et décrit de quelles manières la stratégie de l'indépendantisme minier est déjà en cours de réalisation.

2) La « surchauffe » des mines et des projets, un régime technopolitique pour l'indépendantisme minier

Après l'instauration du gouvernement indépendantiste et la réforme minière, le développement extractif devient un impératif incontournable. Dans cet objectif, la loi est précisée d'amendements réguliers et des contrats sont signés avec les industriels. Cette interaction modifie le paysage minier et participe à l'établissement de la tactique centrale de l'indépendantisme minier, la « surchauffe ». Elle s'appuie sur l'institution des projets à grande échelle, encore tenus à distance en 2009, en leur permettant d'opérer alors même que le pays n'est pas en capacité économique et matérielle de les recevoir. Cet appel d'offre amorce la progressive réalisation de l'indépendantisme minier à travers un mécanisme de projection-exécution qui bâtit tout un régime technopolitique.

Des sous-sols à la surface : les effets directs des activités minières réformées

En 2010, le secteur minier groenlandais est à la fois le même qu'avant la réforme, et tout à fait différent de ce qu'il était. Il garde une gestion centralisée et administrée depuis Nuuk qui s'occupe de l'encadrement juridique et politique des mines, tout en réorganisant les droits sur les terres de l'ensemble de la population. Ces changements bouleversent rapidement la société, en raison des développements miniers qui les mettent en actes. Plus que des « activités minières », selon la formule légale, les projets et les mines affectent toutes les strates du territoire lorsqu'ils s'implantent, comme en témoignent les deux conflits qui font suite à la réforme de 2009 et que je vais décrire dans cette section. Mon propos s'appuie d'une part sur l'analyse des mobilisations autour du site d'Aappaluttoq entre 2007 et 2013, documentées par l'anthropologue Natalia Bricet et *via* le blog tenu par l'un des mineurs concernés. D'autre part, je m'intéresse au mouvement contre le projet d'Isukasia qui agite les rues de la capitale en 2012 et a été suivi par l'anthropologue spécialiste du Groenland Mark Nuttall, et au sujet duquel j'ai mené plusieurs entretiens en 2018 à Nuuk.

En 2007, la compagnie minière True North Gems commence des explorations pour la zone de rubis et de saphirs d'Aappaluttoq, une presqu'île dont le nom signifie « rouge » en groenlandais, certainement en référence aux filons. Les campagnes géologiques menées par

l'entreprise se déroulent en harmonie avec les expéditions des habitants de Qeqertarsuaat, qui extraient et taillent les roches de façon artisanale. Cette localité est située à cent cinquante kilomètres environ d'Aappaluttoq et ses résidents ont l'habitude de faire un usage récréatif et commercial des roches⁸⁸. La loi minière pré-2009 couvre ce cas de figure, établissant que seule une licence d'exploitation donnerait l'exclusivité à True North Gems pour les rubis et les saphirs. Pourtant, dès 2008 un conflit s'ouvre sur les droits d'accès et d'usage des gisements par les résidents du village. Le gouvernement groenlandais, en train d'établir les lignes juridiques de la réforme minière, interdit l'extraction de rubis et de saphirs aux locaux, arguant qu'ils tombent sous contrat exclusif avec True North Gems⁸⁹. Cette mesure entraîne une massive manifestation d'opposition dans le village de près de cent soixante-dix habitants, qui voient de façon directe s'établir la nouvelle législation minière. Un groupe de mineurs artisanaux décide de résister pour défendre leur activité et leur légitimité d'usage des minerais, et s'oppose alors conjointement au gouvernement groenlandais qui mène cette politique et à l'industriel. Ils persistent à se rendre à Aappaluttoq, à collecter des rubis et des saphirs, et lancent des campagnes nationales et internationales de soutien à leur cause⁹⁰. De leur communication ressort notamment un sentiment d'injustice et d'incompréhension autour de la loi qui s'applique : la révision de la législation sur les sous-sols et les activités minières entraînent une réduction de leurs droits sur les terres.

Le conflit d'Aappaluttoq met en lumière le lien physique et juridique entre les souterrains et la surface en contexte minier. En effet, en légiférant sur l'extraction des sous-sols, la loi pose des conditions sur les sols qui affectent la vie des individus qui l'habitent. Dans ce conflit qui s'enlise de 2007 à 2013, année durant laquelle True North Gems obtient une licence d'exploitation et lance la construction de la mine, les habitants de Qeqertarsuaat voient leurs relations à Aappaluttoq être modifiées par le développement minier. Ils ne peuvent plus s'y rendre sans prendre en compte dans leurs déplacements l'activité de la compagnie, et la collecte de rubis leur est interdite. Cet encadrement est renforcé par le recours à la sanction judiciaire et juridique. En effet, plusieurs mineurs qui essaient de résister à ces règles en continuant la collecte de rubis sont arrêtés et leurs pierres confisquées. Ils encourent de la prison et des amendes s'ils ne se reconnaissent pas coupables d'une violation de licence⁹¹. Je

88 Choyt Marc « The Politically Hot Greenland Ruby » *Fair Jewellery Action*, 25 septembre 2008, www.fairjewelry.org/the-politically-hot-greenland-ruby/ [Consulté le 07/08/2020] ; Valerio Greg « The Goals of the 16th August Union » *Fair Jewellery Action*, 6 octobre 2008, <https://web.archive.org/web/20090610084109/http://www.fairjewelry.org/archives/538> [Consulté le 07/08/2020].

89 Briche Natalia « A Piece of Greenland? Making Marketable and Artisan Gemstones » *Anthropological Journal of European Cultures*, 2020, Volume 29, No. 1, pp80-100 ; Briche Natalia « Timely rubies. Temporality and Greenlandic gems » *The Extractive Industries and Society*, 2018, Vol 5, n°2, pp267-273.

90 Doyle Ian, Lowe Samuel « Creating a prosperous and inclusive gemstone industry in Greenland » 2013, *Fair Jewellery Action*, United Kingdom, p12-14. <http://www.fairjewelry.org/resources/key-reports-documents/> [Consulté le 24/11/2020] Le document en lui-même est un exemple de cette campagne.

91 Valerio Greg « Denmark guilty of institutional racism over Greenland ruby » *Fair Jewellery Action*, 4 février 2016, <https://fairjewelry.org/denmark-guilty-of-institutional-racism-over-greenland-ruby/> [Consulté le 17/08/2020] ; CisionPRWeb, Madsen Niels « Greenland Moves To Formalize Arctic-Apartheid System In Gemstone Exploration », 5 mars 2010, <http://www.prweb.com/releases/2010/03/prweb3690824.htm> [Consulté le 24/11/2020]

décrirai en détail ces événements au dernier chapitre, pour insister ici sur l'impact immédiat de la réforme minière sur la vie des habitants qui avoisinent une zone ciblée pour l'exploitation industrielle. Dans ce contexte de concurrence spatiale, l'intérêt industriel est légalement et administrativement protégé au détriment de celui des locaux.

La question de la spatialité me semble au cœur des enjeux miniers au tournant de 2009. Celle-ci s'exprime non pas uniquement du strict point de vue géographique, mais également de celui du territoire habité. Par ce terme, j'entends le concept de lieu occupé, vécu et pensé que j'ai présenté en introduction de la thèse⁹². La littérature sur l'Arctique montre plusieurs exemples de ce concept, et je le développerai à l'appui de cas ethnographiques précis dans les deux chapitres qui suivent. J'y viens néanmoins dès à présent pour souligner le type de rapports que les mines et la réforme minière mettent en tension dans le cadre du projet d'Isukasia. Ce ne sont pas de simples lieux exploités différemment, ce sont des centres et des extensions de la vie sociale et de ses mémoires qui sont soumis à des régimes d'appréhension divergents⁹³.

En 2012, le conflit qui naît autour du projet de mine de fer sur l'île d'Isukasia dans le fjord de Nuuk met en jeu une tension territoriale. À cette époque, la compagnie London Mining s'intéresse depuis 2009 à un gisement de roches ferreuses, placé sous une épaisse couche de glaces, et localisé à cent cinquante kilomètres de la capitale. À l'époque, elle dispose d'une licence d'exploration et a déjà conduit plusieurs réunions publiques avec des représentants du gouvernement dans le cadre de sa demande de licence d'exploitation⁹⁴. En 2016, certains participants au mouvement contre l'uranium que je rencontre s'étaient également engagés contre ce projet de mine, et ils me racontent pourquoi ils se sont mobilisés. Kristian m'explique que, pour lui, il était inconcevable de laisser s'implanter un industriel sur « la terre des Ancêtres ». Il me dit qu'il faut préserver cet espace dans lequel les « Ancêtres » sont passés et ont vécu, sans quoi, « comment saurions-nous où aller ? » Il effectue des liens entre ce passé, dont je ne sais s'il s'agit de sa propre famille ou d'« Ancêtres » du peuple, et la direction minière et politique dans laquelle est engagé le pays. Il affirme souvent qu'il soutient le développement des mines, mais qu'il faut que ces sites soient établis en harmonie avec la population et ce qu'elle désire. En ce sens, il affirme que le projet d'Isukasia était aussi contradictoire avec les pratiques actuelles d'exploitation et d'occupation déployées par les habitants de la côte qui se rendent régulièrement sur l'île. Ils s'y baladent le week-end, y chassent la perdrix, y glanent des baies et y extraient de la stéatite. Cette pierre tendre est

92 Voir par exemple : Collignon, Béatrice *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. L'Harmattan, coll Géographie et cultures, 1996 ; Collignon, Béatrice « Les toponymes inuit, mémoire du territoire : étude de l'Histoire des Inuinnait » *Anthropologie et Sociétés*, Vol 26, n° 2-3, 2002, p.45–69 ; Nuttall, Mark. « Locality, identity and memory in south Greenland » *Études/Inuit/Studies*, Identités inuit/Inuit identities, 2001, Vol 25, n°1/2, pp 53-72.

93 À cet endroit voir notamment Nuttall Mark. *Climate, society and subsurface politics in Greenland. Under the great ice*. Routledge Research in Polar Regions. Oxon/New York, NY: Routledge, 2017

94 Trump Benjamin D., Kadenic Maya et Linkov Igor « A sustainable Arctic: Making hard decisions. » *Arctic, Antarctic, and Alpine Research*, 2018, Vol 50, n°1, p3

travaillée par les artisans de la région, pour qui les filons d'Isukasia constituent un gisement important. Ainsi, le projet de London Mining fait craindre une remise en cause des activités et des mémoires que porte Isukasia, et s'inscrit dans la même perspective contestataire que le mouvement contre la mine d'Aappaluttoq.

Si cette dernière entre en production en 2018 après sa construction, Isukasia obtient un permis en 2014 qui lui est finalement retiré en 2021, en l'absence de fonds nécessaires au lancement du chantier⁹⁵. Pour autant, ces deux mobilisations soulignent de façon commune la différence de perspective sur le territoire entre la démarche minière et celle des populations voisines. La première perçoit les zones ciblées comme des espaces de ressources, encodées par la réforme de 2009 et les contrats établis, tandis que la seconde les appréhende à l'aune de l'occupation. Celle-ci n'est pas dénuée des concepts de ressource ou d'exploitation, mais elle les articule à des dimensions qui sont passées sous silence par l'échelle industrielle et gouvernementale. Au regard des sources que j'ai étudiées et de l'amplitude historique des activités minières au Groenland, ce fossé sur la façon de concevoir l'espace de production ne m'apparaît pas récent. Il me semble néanmoins s'affirmer de façon prépondérante en raison des concurrences spatiales qui émergent depuis 2009 et amènent les acteurs à se positionner. Avec les conflits d'Aappaluttoq et d'Isukasia, l'Administration minière et le gouvernement du pays solidifient une posture qui valide la législation réformée, la procédure administrative des licences et la démarche industrielle. Ce faisant, ils réfutent les revendications des citoyens qui s'ancrent dans un autre référentiel, qui fait primer des relations diverses et sensibles au territoire. De cette façon, les projets, les mines et l'environnement administratif et politique qui accompagne leur déploiement après 2009 provoquent une uniformisation du rapport au territoire, qui ne s'indexe plus que sur les critères et les règles de l'industrie.

Cette mécanique d'homogénéisation s'accompagne de discours politiques qui soulignent une transition dans les rapports politiques aux terres. Celle-ci se perçoit dans les réponses apportées par les gouvernants aux mobilisations d'Aappaluttoq et d'Isukasia. Dans le cadre du conflit juridique qui oppose des mineurs de rubis habitant le village de Qeqertarsuatsiaat à l'Administration minière, le Ministre des ressources et de l'énergie répond aux accusations d'injustice et de discrimination avancées par ces derniers qu'

« Une partie de la stratégie [du gouvernement] est d'assurer que la société groenlandaise dans son entier tire profit des ressources naturelles, et de ne pas en abandonner les gains à une poignée d'habitants seulement. »⁹⁶

95 Reuters « Greenland strips Chinese mining firm of licence to iron ore deposit » 22 novembre 2021

96 Doyle et Lowe 2013, *Op. cit.*, p15.

Cette déclaration vient comme une justification du réaménagement des « droits fondamentaux » et de la concurrence territoriale sur Aappaluttoq. Elle souligne l'ambition économique autour de la réforme, mais également la révision des affordances politiques des terres. Le discours n'est plus celui d'une identité collective qui reposerait sur un espace en lutte pour son émancipation, comme dans les années 1970, mais celui de la délégation de l'exploitation aux industriels. En 2012, le Premier ministre du pays avance la même réponse aux habitants de la capitale qui manifestent contre le projet d'Isukasia. Il assure que les développements miniers sont contrôlés par les politiciens et qu'ils s'implantent au bénéfice de l'ensemble de la société⁹⁷. Je vais revenir sur cette évolution dans le reste du chapitre, en décrivant les lois et les projets connectés à ces nouvelles affordances. Pour le moment, il convient de souligner que les projets miniers jouent d'une certaine manière le rôle de catalyseur de la réforme des sous-sols et de la révision des affordances autour de 2009. En tant qu'objets, ils opèrent les modifications qu'impose la législation et les ancrent dans la réalité sociale, comme les mobilisations d'opposition en sont des symptômes. Deux conclusions m'apparaissent à l'aune de la situation des mines d'Aappaluttoq et d'Isukasia. D'une part, ces événements indiquent que ce qui a trait aux sous-sols et aux ressources affecte la surface. Ce lien qui relève de l'évidence pour les populations avoisinant des projets et des zones d'exploration va constituer un point de friction entre l'Administration minière et les résidents. D'autre part, ces mobilisations mettent en lumière l'artificialité de la répartition des activités minières entre exploration et exploitation, qui recouvrent des situations chaque fois différentes. Dans les deux exemples, le moment de l'exploration est traduit comme celui du « projet » par les locaux, et il se définit principalement par des sentiments de concurrence, d'exclusion et de colère qui soulignent la matérialité de cette phase. Cela aboutit à une interprétation divergente des événements. Là où pour l'administration aucune mine ne fonctionne ni ne produit, mais explore, pour les habitants la même mine agit.

Les situations d'Aappaluttoq et d'Isukasia révèlent les effets immédiats de la réforme minière sur la vie des résidents qui avoisinent les sites sujets à exploration et, par cela, l'action des projets miniers. Qu'une mine advienne ou non, les démarches des compagnies minières affectent les localités qu'elles ciblent. Si ce phénomène constitue une nuisance indésirable pour les personnes mobilisées, il va être repris par des gouvernants pour en faire un instrument économique et politique. Les projets miniers vont permettre de passer de la projection de l'indépendance à son exécution.

97 Nuttall Mark « The Isukasia iron ore mine controversy: Extractive industries and public consultation in Greenland » *Nordia Geographical publications*, Vol 41, n°5,2012, pp23-34, p32.

Les « projets à grande échelle » pour l'optimisation économique, technique et politique des sous-sols

En 2012, les démarches de la compagnie London Mining pour Isukasia et les réponses de l'Administration minière ont la particularité de s'inscrire dans un cadre légal partiellement en cours d'écriture, celui des « projets à grande échelle ». En effet, la loi sur le bâtiment et les travaux de construction des projets à grande échelle qui est votée en décembre de la même année s'ajoute à la loi sur les sous-sols et vient encadrer les grands complexes miniers⁹⁸. À la différence des amendements qui viendront modifier la législation de 2009, il s'agit là d'un texte qui ne concerne pas que les mines, mais les « projets », qui sont alors institués. Ils sont définis comme suit

« Par projet, on entend un projet qui comprend l'une des activités suivantes :

- 1) Utilisation de matières premières minérales après un permis accordé conformément à la Loi sur les ressources minérales (projet matière première).
- 2) Activité industrielle basée sur l'utilisation de l'électricité produite par une ou plusieurs centrales hydroélectriques après un permis accordé en vertu de la loi sur l'hydroélectricité.
- 3) Utilisation de l'hydroélectricité pour la production d'électricité suite à un permis délivré conformément à la loi sur l'énergie hydraulique. »⁹⁹

D'après ces lignes, le projet constitue une forme industrielle standardisée qui s'étend aux domaines minier, hydroélectrique, et hydraulique. Cette application multiple ouvre sur ma première remarque, qui reprend l'idée de l'uniformisation du territoire et des configurations environnementales. Avec cette loi, le projet est censé s'adapter à des situations diverses pour permettre l'installation d'une structure productive. De plus, la loi permet d'augmenter les capacités juridiques, et donc physiques, des sites. L'histoire de la compagnie Alcoa sur la côte ouest est un bon exemple de cela. Entre 2006 et 2013, elle montre un intérêt grandissant pour le lac Imarsuup, qui serait l'une des plus grandes sources d'hydroélectricité du pays, et pour la ville de Maniitsoq, où elle construirait une fonderie d'aluminium. Ces deux plans sont réunis en un seul par la loi de 2012, devenant l'une des figures majeures des « projets à grande échelle » que cette législation institue.

En effet, la loi pourvoit un nouveau cas de figure, celui de la « grande échelle », là où jusqu'ici une différenciation existait uniquement en direction de la « petite échelle », qui désigne les mineurs individuels. Avec ce texte, la nouvelle mesure instituée encadre non seulement un cas de figure mais également une forme de production. C'est une activité à part entière, dont les caractéristiques sont les suivantes :

98 Inatsisartut « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter », « Suliniutini angisuuni illuliortiternernik sanaartornernillu suliasat pillugit Inatsisartut inatsisaat » n°25 du 18 décembre 2012.

99 « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter », article 2, §4 et §5. Traduction personnelle depuis le danois.

« [...] un projet est considéré comme un projet à grande échelle si :

- 1) les coûts de construction du projet dépassent cinq milliards de couronnes danoises et
- 2) les besoins en main-d'œuvre du projet dans l'exécution des activités de construction dépassent le seuil approprié, vacant et la main-d'œuvre disponible au Groenland, ou [que]
- 3) les exigences du projet en matière de capacité technique et financière des entreprises exerçant des activités de construction dépassent la capacité des entreprises groenlandaises en termes techniques ou économiques. »¹⁰⁰

Selon cette définition légale, les projets à grande échelle sont des sites de production massifs caractérisés par leur ampleur économique et technique. Ils tombent sous cette législation s'ils dépassent sept cents millions d'euros de coût de construction et s'ils viennent à bout de la main d'œuvre et des capitaux groenlandais disponibles. En conséquence, cette loi autorise l'investissement extérieur et le recours à des travailleurs étrangers. À l'époque, cette mesure entraîne une vive critique populaire car elle rappelle les débats que j'ai rapportés des années 1970-1990 sur les modalités de calcul des salaires et d'emploi des Groenlandais. Comme à l'époque, les salaires des travailleurs nationaux sont indexés au budget national, aboutissant à une rémunération moins élevée que celle des employés détachés qui, eux, relèvent d'une grille différente et touchent des primes de déplacement. Comme la réforme minière, la loi des projets à grande échelle de 2012 vient ainsi revoir les droits des Groenlandais en contexte minier dans la perspective commerciale. Plus que cela, elle pose le cadre d'accueil de mines encore inconnues dans le pays, et change la mesure de cette industrie. À ce moment, cette révision du secteur inquiète tant des citoyens que des parlementaires, et les réponses apportées à ce malaise par le gouvernement permettent de saisir l'importance tactique des projets à grande échelle.

Dans le courant de l'année 2012, la loi des projets à grande échelle trouve une application directe sur les sites d'Isukasia et de Imarsuup-Maniitsoq qui correspondent au cadre économique et technique de cette législation. Le premier donne lieu à une franche contestation que j'ai décrite, et le second est accueilli de façon nuancée. Les résidents de Maniitsoq sont d'abord divisés entre l'appel des emplois et du dynamisme de l'arrivée d'une usine, et les dommages environnementaux qu'entraîneraient ces infrastructures¹⁰¹. Ensuite, ces interrogations sont stoppées par un désaccord qui conduira à l'abandon du projet par le gouvernement du Groenland en 2016, celui sur la question des emplois. En effet, la compagnie Alcoa qui demande la licence pour Imarsuup-Maniitsoq souhaite principalement faire appel à des travailleurs chinois détachés, ce que refusent la localité et l'Administration minière¹⁰². Pour autant, en 2012 les projets à grande échelle de London Mining et d'Alcoa

100 Inatsisartut « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » Section 2, §6. Traduction personnelle.

101 Iglebaek, Odd « Alcoa aluminium coming to Greenland » *Nordregio* <https://archive.nordregio.se/en/Metameny/About-Nordregio/Journal-of-Nordregio/Journal-of-Nordregio-no-2-2011/Alcoa-aluminium-coming-to-Greenland/index.html> [Consulté le 03/02/2022]

102 McGwin Kevin « Local lawmakers ask administration to reconsider site of Greenland's sixth hydroelectric

donnent lieu à des rassemblements à Nuuk qui accusent le gouvernement de « vendre les richesses du pays » aux industriels¹⁰³. En 2018, Hans, mon informateur dans le cadre de l'association Urani Naamik, m'explique maintenir son opposition à cette loi car elle contrevient d'après lui à l'objectif de formation de la population du pays, voie la plus importante à son sens vers l'indépendance. Il perçoit l'industrialisation minière comme un enjeu de société, dans lequel chaque personne devrait être impliquée et où le recours à l'extérieur serait exceptionnel.

En 2012, les gouvernants et députés qui soutiennent la loi et les projets qu'elle encadre la défendent en la liant à l'objectif indépendantiste. Dans le cadre de la commission des ressources, groupe parlementaire qui assume particulièrement les échanges autour des textes relatifs à l'extraction, un membre d'un parti de la coalition au pouvoir affirme ainsi que

« [...] dans la situation actuelle, il n'y a pas d'alternative réelle à la création d'une industrie des matières premières et des projets à grande échelle si le Groenland veut parvenir à une économie autonome en un nombre d'années acceptable. »¹⁰⁴

Cette déclaration met bien en lumière l'objectif d'autonomisation du budget national qui repose sur le secteur minier depuis 2009, et auquel participe la loi des projets à grande échelle. L'indépendance apparaît au cœur de cette législation, comme en témoigne directement son premier article.

« La loi cherche à promouvoir les investissements et la mise en œuvre des projets à grande échelle qui revêtent une importance particulière pour le développement économique du Groenland, et à faire cela en prenant en compte les intérêts de la population. »¹⁰⁵

À l'instar de la réforme minière de 2009, la loi des projets de 2012 porte en elle l'indépendantisme minier. Elle répond à cette stratégie à travers le déploiement d'un outil, le projet à grande échelle, qui vient répondre à l'impératif économique de cette trajectoire, tout en dépliant de nouvelles affordances des terres. En effet, les « intérêts de la population » qu'évoque la loi ne sont plus ceux de l'égalisation des salaires ou de l'abolition des discriminations à l'embauche, mais ils renvoient aux moyens de dégager des bénéfices du secteur minier pour les caisses nationales groenlandaises. L'enjeu est dès lors celui de l'optimisation de l'exploitation, et c'est dans cette perspective que la tactique de la « surchauffe » est fondée sur les projets à grande échelle.

dam » *Arctic today*, 4 septembre 2020 ; The International journal of hydropower and dams « Greenland to offer hydropower licences to power-hungry industry » 9 décembre 2021.

103 Nuttall 2012, *Op. cit.*, p32.

104 Inatsisartut, « Forslag til Inatsisartutlov om bygge-og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » Forelæggelsesnotat, 12 octobre 2012, EM2012/110 (1er traitement).

105 Inatsisartut « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » Section 1, §1.

La « surchauffe », de la résolution d'un paradoxe à l'exécution de l'indépendantisme minier

Dans le cadre de mes recherches sur la loi des projets à grande échelle, j'ai lu les compte-rendus et documents édités par la Commission du commerce durant son travail autour de ce texte¹⁰⁶. C'est ainsi que j'ai pris connaissance des débats autour de l'immigration de travailleurs étrangers, qui expriment les mêmes craintes que dans les mobilisations. Des députés s'inquiètent de possibles effets négatifs tels que l'entrée de drogues, de maladies ou de pratiques dangereuses sur le territoire, ainsi que d'un phénomène de généralisation du recours à la main-d'œuvre extérieure par les industriels. Cela conduirait à un effet inverse à celui recherché, dans lequel le secteur minier ne bénéficierait pas à la société groenlandaise. Par delà les murs du Parlement, cette idée est alors largement relayée par la presse qui souligne une pénurie mécanique de main d'œuvre groenlandaise si trop de projets ouvrent en même temps sur le territoire¹⁰⁷. Pour les rassurer, le Ministre leur explique le phénomène de la « surchauffe » qui se trouve, selon lui, à la base de la démarche autour de la loi des projets à grande échelle.

Il déclare que ce texte trouve sa source dans une constatation binaire. D'un côté, le pays a besoin de complexes d'extraction (minière, hydraulique, hydroélectrique) pour augmenter les recettes et la qualification nationale. De l'autre, il ne peut pas prendre en charge les premiers sites en raison du manque de main d'œuvre et de capitaux. Il affirme que l'île pourrait assumer un ou deux projets à grande échelle, selon leurs caractéristiques, mais pas plus. Au moment de la loi, trois projets massifs sont d'après lui en déploiement et cette loi lui apparaît nécessaire pour les retenir, les convaincre de s'implanter, et lancer un cercle économique et social vertueux¹⁰⁸. Il explique que la « surchauffe » représente le moment de bascule dans lequel le pays ne peut plus assumer la charge des projets à grande échelle et fait appel aux capacités extérieures. Cela permet de contourner la « limite » technique groenlandaise et d'éviter la cessation de l'activité. Dans sa perspective, ce système est de plus essentiel à la dynamique de formation des jeunes travailleurs. Ceux-ci continuent à être formés par les entreprises, transmettent ensuite leurs compétences, et contribuent à terme à la groenlandisation de l'industrie. Dans cette logique, la « surchauffe » désigne un point de passage positif, à rechercher par le développement exponentiel des projets d'exploration et d'exploitation minière, qui mènera plus rapidement à l'autonomisation de la nation.

106 Inatsisartut, « Forslag til Inatsisartutlov om bygge-og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » Forelæggelsesnotat, 1er traitement, *Op. cit.*

107 The Free Library « Alcoa pushes ahead with major Greenland smelter » <https://www.thefreelibrary.com/Alcoa+pushes+ahead+with+major+Greenland+smelter-a0284324322>

108 Inatsisartut, « Forslag til Inatsisartutlov om bygge-og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » Forelæggelsesnotat, 1er traitement, *Op. cit.*, p19-20.

Avec cette explication autour de la surchauffe, la loi des projets à grande échelle apparaît comme un paradoxe, puisqu'elle a vocation à encadrer des activités que le pays ne peut pas accueillir. En cela, elle place les projets miniers à la croisée d'un futur qu'elle anticipe et d'un présent aménagé pour répondre à ces enjeux établis. Ces variations sur les temporalités constituent selon moi le principe d'action des projets, et il ressort dans l'instabilité des termes choisis pour le désigner. En effet, en groenlandais c'est le mot *suliniut* qui est utilisé dans la loi¹⁰⁹. J'éprouve des difficultés à trouver un équivalent en français, c'est pourquoi je le traduis plutôt par les formules « des moyens pour travailler » ou « des activités salariales »¹¹⁰. Il est associé au terme *angisut*, qui signifie « grands, gros », et souligne la grande échelle dans ce contexte. En danois, c'est le nom *storskalaprojekt* qui est employé, que je traduis par « projet à grande échelle ». La différence entre les termes m'apparaît intéressante car la version groenlandaise ne porte pas de consistance projective. Elle indique uniquement une activité alors que le mot danois *projekt*, « projet », engage une perspective temporelle. D'ailleurs, les équivalents directs en groenlandais du terme projet sont *projekti* et *pilersaarut*. Le premier s'emploie plutôt dans le langage courant et désigne les plans du quotidien, tandis que le second a plus trait à l'idée d'agenda, de programme. Dans la loi de 2012, *projekt* et *suliniut* indiquent cette posture liminaire entre l'entreprise minière et politique projetée et la réalisation en cours d'un programme pour l'avenir.

Un grand nombre de champs de recherches se sont emparés de la figure du projet. Il me serait impossible de tous les résumer ici, et je vais me concentrer sur deux types de travaux pour mieux saisir la logique de la surchauffe et l'action centrale des mines et des projets dans la réalisation de l'indépendance. Le premier est occupé par le psychosociologue Jean-Pierre Boutinet, qui a consacré une grande partie de sa carrière au concept de projet. Son ouvrage *Anthropologie du projet*, réédité à plusieurs reprises, passe par une étude historique du terme pour parvenir à une définition. Selon lui, le projet est tout d'abord « une anticipation opératoire, individuelle ou collective d'un avenir désiré »¹¹¹. C'est d'abord une idée qui naît, puis qui se fixe sur des objets construits pour réaliser ces envies, et ainsi influencer sur le futur. Le projet désigne à la fois l'idée projetée, à la fois le moyen pour impacter sur le réel et le changer¹¹². La perspective du chercheur résonne avec le cas groenlandais car elle fait du projet une posture et un mode d'action, de la même manière que les gouvernants à l'origine de la loi des projets à grande échelle qui partent du constat du besoin de mines pour l'indépendance et mettent en place un objet pour parvenir à cette situation économique et politique. Jean-Pierre Boutinet qualifie cette double approche d'« anticipation réflexive et de réalisation active »¹¹³,

109 Les termes danois et groenlandais se retrouvent dès l'intitulé de la loi, Inatsisartut « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter », « Suliniutini angisuuni illuliorititernernik sanaartornernillu suliasat pillugit Inatsisartut inatsisaat » n°25 du 18 décembre 2012.

110 Il y a plusieurs options de décomposition du mot pour le traduire, j'en retiens deux. 1 : suli + niute (absolutif), qui signifie « travailler + un moyen pour effectuer cette activité ». 2 : sulineq + ute (absolutif) qui signifie « un emploi + obtenir, avoir accès ».

111 Boutinet, Jean-Pierre *Anthropologie du projet*, Quadrige, Presses Universitaires de France, Paris, 1990, p70

112 *Ibid*, p303

113 Boutinet, Jean-Pierre « La figure du projet comme forme hybride de créativité » *Champ social*, Spécificités,

et insiste sur le caractère dynamique de la figure du projet. Selon son étude, il s'agit plus d'un moyen d'action fait de l'hybridité entre l'anticipation et la réalisation que d'un objet dont on peut délimiter un début et une fin. En tant qu'opération, le projet brouille ainsi les limites entre ses porteurs, ses techniciens et ses zones d'influence. Le psychosociologue montre en effet que cette figure exerce en retour une pression sur la situation qui l'a vue naître. Ces impacts ont à la fois trait aux changements désirés et aux contingences imprévisibles, qui contribuent alors à revoir le projet idéal et ses instruments matériels. Cette réflexion sur la figure du projet en tant que situation d'anticipation et d'action sur l'avenir me semble très intéressante pour appréhender les projets miniers groenlandais. Outre le vocabulaire commun, le principe de la surchauffe à la base de la législation constitue selon moi une manière de penser l'indépendance selon un prisme similaire à celui décrit par Jean-Pierre Boutinet. Les projets miniers apparaissent comme les instruments d'autonomisation de la société, et les manifestations ainsi que les questionnements qui y réagissent soulignent leur action immédiate. Ils sont ainsi tout à la fois des entités politiques, juridiques et matérielles qui se mettent en action pendant leur élaboration.

En anthropologie, les études portant sur le *design* essaient également de décrire de quelles manières les architectes, créateurs et designers placent au centre de leurs actions le projet. L'ouvrage *Design anthropology, theory and practice* concentre une grande variété de travaux qui essaient de décrire le *design* en tant que démarche de création, et qui s'en inspirent comme méthode de recherche¹¹⁴. À la lecture de ces pages, je remarque une similitude frappante entre les définitions du *design* et celle de Jean-Pierre Boutinet pour le projet. Le mot *design* est préféré à celui de projet dans ce livre en raison de l'usage de la langue anglaise, ainsi que des terrains ethnographiques mobilisés, qui eux-mêmes recourent au terme. Il s'agit dans l'ensemble de l'architecture, de l'informatique, de l'art et du génie civil. Dans les lignes qui suivent, mon propos ne reprendra que la première dimension de l'ouvrage, celui de l'entreprise de description sur la base de comparaisons de l'action par *design*. Toutes les contributions soulignent une dialectique au cœur du projet, celle du mouvement entre le concept et l'objet construit. Ce mouvement caractéristique du *design* est également pointé par Jean-Pierre Boutinet, et il s'affirme au cœur du processus de création. Le concept sur lequel le projet est bâti part de l'observation d'une situation et s'inscrit dans une volonté d'altération, de changement¹¹⁵. En cela, il est « orienté vers le futur » et « imprégné d'anticipation », mais il opère également une lecture de l'histoire et du présent pour *designer* l'objet qui viendra résoudre la situation¹¹⁶. Cette définition fait écho à celle du psychosociologue, et l'apport de l'ouvrage collectif est de saisir le rôle de la matérialité dans la construction intellectuelle et physique du projet. En effet, les ethnologues soulignent que chaque étape de formation d'un projet est partiellement déterminée par les outils à disposition de ses porteurs. Ces outils vont des post-its et des PowerPoints sur lesquels écrire et dessiner jusqu'aux matériaux disponibles

Vol 1, n°5, 2012, pp7-20, p7.

114 Gunn W., Otto T. et Smith R.C. *Design Anthropology. Theory and Practice*, Routledge, 2013, *Op. cit.*, p1-3

115 *Ibid*, p40-42.

116 *Ibid*, p17, 41.

pour les prototypes¹¹⁷. Ainsi, ces descriptions ethnographiques mettent en lumière l'immense chaîne de production qui non seulement permet l'éclosion d'un projet, mais accompagne et influence également son déploiement.

Ce détour bibliographique permet d'approfondir la compréhension du mécanisme de surchauffe autour des projets miniers, et son rôle pour la stratégie de l'indépendantisme minier. En termes administratifs, la tactique de la surchauffe ne semble pas reposer sur la production minière, mais sur la phase d'exploration. Ce moment est celui durant lequel les compagnies mènent des chantiers géologiques et établissent les conditions de faisabilité d'une mine. C'est l'instant avant la production que j'ai décrit pour le projet Isukasia, et qui donne lieu au hiatus quant au statut réel du projet – lancé ou non. Durant ce moment, le projet engendre déjà des effets qui amorcent les transformations qu'il doit opérer par son action. L'étude de Kuannersuit au premier chapitre montre la variété d'opérations juridiques, politiques et géologiques qui animent cette étape et en font un moment d'élaboration globale. Lois d'encadrement de l'uranium et du nucléaire, coopérations inédites avec des entreprises et des États constituent quelques uns des sillons creusés durant la construction du projet de Greenland Minerals, et dont les répercussions touchent une multitude d'acteurs. Parmi eux, je peux citer la compagnie, le gouvernement et son Administration des ressources, ou encore la population avoisinant la montagne ciblée et celle qui se mobilise contre l'exploitation de l'uranium. Le processus de *design* qui entoure la mine de Kuannersuit témoigne des aller-retours entre le concept et l'objet créé, et des effets immédiats que cette posture d'anticipation opère dans différents pans de la vie sociale. La surchauffe augmenterait cette activité de façon exponentielle, permettant d'accélérer la structuration du secteur minier et d'accroître d'autant les bénéfices.

En effet, il faut préciser que bien que les projets ne produisent pas de marchandises, les compagnies paient des taxes au gouvernement et fournissent un travail qui soutient la stratégie de l'indépendantisme minier. Les frais de dossiers et de concessions représentent des bénéfices directs pour le gouvernement du Groenland. Néanmoins, la plus grande partie des profits est selon moi de l'ordre des tâches accomplies par les entreprises qui solidifient la stratégie indépendantiste. Les explorations et les analyses géologiques et géomorphologiques qu'elles conduisent sont transmises au gouvernement qui les réutilise dans sa promotion du secteur minier et les appels d'offres qu'il lance, et elles représentent ainsi pour lui à la fois un travail gratuit, à la fois un gisement de données qui participent ainsi à dynamiser l'industrie. À l'aune de cette étude, le mécanisme de la surchauffe des projets agit donc à deux niveaux pour l'indépendantisme minier. Premièrement, il impacte dès sa formulation les univers sociaux, juridiques et politiques liés aux terres et maintient ses effets le long de son élaboration. Les gains ne sont pas uniquement de l'ordre de la production minière, mais aussi et surtout de la construction d'une nation indépendante aux caractéristiques fixées de façon synchronique. Secondement, le projet alimente le concept à la base de sa création, l'ambition qui le dirige au

117 *Ibid*, p15-16, 39, 85.

sein des frontières, l'indépendance. Il le matérialise publiquement lorsqu'il se transmue en mine et en renouvelle la forme, le vocable et la temporalité. Il soutient une pression permanente sur cet objectif en démontrant sa proximité.

En raison de l'agentivité des projets qui portent et incarnent l'indépendantisme minier, ces structures m'apparaissent comme des objets technopolitiques. Selon le concept développé par les études des sciences et technologies, un objet technopolitique est une construction élaborée dans un processus politique, et dont les caractéristiques techniques sont pensées pour répondre aux enjeux qui entourent leur création. L'objet joue en retour un rôle politique important puisque son efficacité productive peut affecter sa puissance politique et les instances qui l'ont mis en place¹¹⁸. La formation des projets dans le processus indépendantiste et les effets législatifs et diplomatiques qu'ils entraînent et que j'ai décrits dans cette première partie de la thèse me semblent renvoyer à cette figure hybride. Elle permet de saisir encore plus fortement l'attachement entre le secteur minier et le collectif politique au Groenland, lien qui lui-même évolue à l'aune des projets.

Dans ses travaux sur le nucléaire français au tournant de la Seconde guerre mondiale, l'historienne Gabrielle Hecht augmente ce concept de la notion de régime technopolitique. Elle affirme que par-delà les objets technopolitiques, il faut porter le regard sur les gouvernements qui les commandent, les manient et les promeuvent. Ces régimes technopolitiques sont caractérisés par les objets techniques auxquels ils sont liés, mais également par l'ensemble bureaucratique et diplomatique qui les soutient et participe à leur perpétuation. Son étude de la concurrence des filières de production d'énergie dans son ouvrage *Le rayonnement de la France* décrit ces univers qui se créent autour des objets technopolitiques et forment une sorte de système¹¹⁹. Cette notion de régime m'apparaît intéressante pour saisir le mode et l'idéologie de gouvernement qui se forment autour des projets à grande échelle, et que ces structures participent à établir. Le régime technopolitique de l'indépendantisme minier s'organise et opère par la construction des projets, et pour ce faire il revoit de façon globale le traitement des sols et des sous-sols.

Encore à ses balbutiements, le régime technopolitique des projets participe à modeler les sphères légales, administratives et industrielles après 2012. Ces mouvements créent des perturbations des rapports aux terres qui alimentent le mouvement d'opposition et conduisent le gouvernement à négocier sa politique. Il essaie de réinstaurer des droits d'exception tout en

118 Callon Michel, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technologique*, Seuil, 2001, Paris ; Hecht, Gabrielle *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Amsterdam, Paris, 2014 ; Hecht Gabrielle, *Uranium africain, une histoire globale*, Le Seuil, Paris, 2016 ; Topçu, Sezin *La France nucléaire*, Seuil, Paris, 2013 ; Topçu Sezin « Technosciences, pouvoirs et résistances : une approche par la gouvernementalité », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2013/4-5 (n° 60-4/4 bis), p. 76-96 ; Topçu, Sezin « Gabrielle Hecht, *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale* et Gabrielle Hecht, *Uranium africain, une histoire globale* » *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 59 - n° 4 | Octobre-Décembre 2017, mis en ligne le 07 décembre 2017 [Consulté le 03 février 2022].

119 Hecht 2014, *Op. cit.*

maintenant la direction industrielle vers les projets à grande échelle.

Accentuation des politiques industrielles et restauration de droits d'exception : les terres en tension

Après la loi des projets à grande échelle en 2012, le Parlement vote une série d'amendements secondaires à la réforme minière¹²⁰. L'année suivante, il passe une autre législation importante d'encadrement du secteur minier, l'abrogation d'interdiction de l'exploitation de l'uranium. Je reviendrai en détails sur cette période dans la troisième partie de la thèse, pour centrer ici mon propos sur l'impact social de cette mesure. Elle est présentée par le gouvernement comme un maillon de plus vers la réalisation de l'indépendance¹²¹. Comme je l'ai indiqué au premier chapitre, ce texte est voté alors même que la compagnie Greenland Minerals conduit des explorations pour Kuannersuit, et lui permet ainsi d'envisager la demande d'une licence d'exploitation¹²². Ce lien souligne à nouveau le caractère opérant de la figure du projet, et l'accentuation de la politique de favoritisme de l'industrie à grande échelle sur toute autre forme minière. À l'époque du vote, la Commission des ressources qui traite le texte précise que dix projets sont concernés par cette loi, dont Kuannersuit¹²³.

Cette mesure ne passe pas inaperçue et soulève l'inquiétude et l'opposition d'une grande partie de la population du pays. La semaine des débats est marquée par les plus larges manifestations vues par le pays depuis des décennies – voire, depuis toujours – et la rupture, la veille de séance, de la coalition gouvernementale¹²⁴. Le jour du vote, les citoyens sont appelés par le groupe Facebook « Référendum immédiat sur la levée du zéro-tolérance », expression qui désigne le principe de non-exploitation de l'uranium, à manifester devant les bâtiments publics de chaque ville¹²⁵. Environ trois cent cinquante personnes défilent dans les rues de Nuuk, portant pétitions et bouteilles d'eau provenant de Narsaq, en référence directe au projet de Kuannersuit. En fin de journée, ce sont les supporters de la mesure qui défilent au flambeau, faisant de Nuuk une ville franchement divisée. La tension autour de ce texte est historique, et la violence des débats totalement inhabituelle¹²⁶. Au final, quinze parlementaires votent en faveur de la levée, quatorze s'y opposent¹²⁷. Les modalités et la tout juste majorité législative génèrent un profond débat démocratique, qui fait directement suite aux polémiques

120 Inatsisartut « Inatsisartutlov om ændring af inatsisartutlovnr. 7 af 7. december 2009 om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor(råstofloven) », n°26 du 18 décembre 2012.

121 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nultolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » EM2013/106, Forelæggelsesnotat, Naalakkersuisoq for Erhverv og Råstoffer.

122 Pour revoir les démarches de Greenland Minerals voir la section « Sillons de l'éclairer » page 68 et la chronique de l'introduction page 20.

123 Inatsisartut, EM2013/106 *Op. cit.*, Afgivet til forslaget 2. behandling, Råstofudvalget, p15.

124 Information « Uransplittelse i Grønland » 2013 [Consulté le 25/08/2020]

125 KNR « Folket demonstrerer tirsdag og onsdag » 2013 [Consulté le 24/08/2020]

126 KNR « Urandebat medfører raseri fra IA politikere » 2013 [Consulté le 24/08/2020]

127 Sermitsiaq.ag. « Nultolerancen over for uran er ophævet. » 2013 [Consulté le 25/08/2020]

suscitées par la loi des projets à grande échelle l'année précédente. Au fil des ans, les critiques sur le secteur minier, les projets et la restriction des droits des résidents prennent de plus en plus d'ampleur et poussent les députés à modifier la loi. Ils essaient de calmer les tensions sur les terres, tout en aménageant la réception des projets à grande échelle.

À côté des critiques liées à l'uranium et aux projets que j'ai décrites à plusieurs endroits, la revendication transversale du mouvement social autour des mines est celle de la « démocratisation » de la gouvernance minière, pour reprendre l'expression de l'anthropologue Mark Nuttall qui suit cette crise depuis 2012¹²⁸. En 2016, les personnes engagées contre l'exploitation de l'uranium m'expliquent à cet endroit ne pas sentir leurs voix prises en considération par l'Administration minière ou les politiciens. Hans et Kristian que j'ai déjà présentés, mais également d'autres membres d'Urani Naamik font tous le constat d'un système dans lequel la parole « citoyenne » est sollicitée uniquement pour écouter le gouvernement, et jamais pour donner son avis. Ils pointent également divers aspects de la procédure de consultation officielle qui accompagne un projet et représentent de réelles barrières à l'implication des résidents. D'une part, le multilinguisme qui donne une grande place à l'anglais et au danois, là où la majeure partie de la population maîtrise d'abord le groenlandais. À cet endroit, ils soulignent aussi le recours à un vocabulaire technique qui, même lorsqu'il est en groenlandais, n'est pas compris par tous, et qui n'est parfois simplement pas traduit et donc partiellement inaccessible à la compréhension. D'autre part, ils rappellent que seules deux ou trois réunions se tiennent dans les villes ciblées, et qu'il n'est pas toujours possible de se rendre disponible pour l'événement. Ces critiques m'amènent à rejoindre Mark Nuttall ainsi que les travaux d'autres chercheurs dans le constat d'une gouvernance surplombante des projets miniers menée par une bureaucratie peu encline à réviser son fonctionnement¹²⁹.

Durant nos entretiens, je perçois une critique latente à ces observations, celle du lien entre la question plus large du mode de gouvernement des terres et celle de l'administration des projets miniers. Les trois hommes semblent effectuer un lien entre l'occupation d'un territoire et la légitimité de l'autorité par rapport à l'exploitation. Cette dimension ressort dans les mouvements d'opposition à Aappaluttoq et à Isukasia, et je l'approfondirai par des données ethnographiques relatives au projet de Kuannersuit dans la seconde partie de la thèse. Néanmoins, elle montre dès à présent une instabilité dans la reconnaissance du pouvoir gouvernemental de gestion des terres.

128 Nuttall 2017, *Op. cit.*

129 Ackrén Maria « Public consultation process in Greenland regarding the mining industry » *Arctic review on law and politics*, Vol 7, 2016. Nuttall 2012, *Op. cit.* Nuttall Mark. *Climate, society and subsurface politics in Greenland. Under the great ice*. Routledge Research in Polar Regions. Oxon/New York, NY: Routledge, 2017, p59 et 78. Pelaudeix Cécile, *et all.* « Openness, transparency and public participation in the governance of uranium mining in Greenland: a legal and political track record » *Polar Record* 53 (6), 2017, pp603–616, p611. Bjørn Aaen, Sara « Democratic legitimacy in consultation processes associated with large-scale projects in Greenland » Mini-report, 2012, pour le Syndicat des travailleurs (Kalaallit Nunaanni Sulisitsisut Peqatigiiffiat).

Face à ces tensions qui visent tant les structures politiques que les projets miniers, les gouvernements successifs engagent des révisions de la réforme minière. Deux séries d'amendements touchant particulièrement l'extraction à petite échelle sont votées en 2012 puis 2016¹³⁰. J'ai rencontré plus de difficultés à comprendre ces aspects de la loi minière que tous les autres, ce qui me donne un aperçu des enjeux massifs qui pèsent sur l'extraction à petite échelle, et des difficultés auxquelles les mineurs font eux-mêmes face lorsqu'ils se lancent dans ces activités. En effet, les amendements donnent lieu à des revirements, annulations, et précisions qui en brouillent la ligne directrice et altèrent la compréhension. Pourtant, de façon générale les parlementaires tentent ici de simplifier les conditions d'accès aux licences, de fonder un cadre de collecte pour les particuliers en dehors de ce système, et de fixer ces modalités de façon bien plus consistante qu'avant. Ces évolutions préfigurent la Loi d'activités minières à petite échelle, qui devait être élaborée en 2019 mais se trouve retardée par la crise sanitaire¹³¹. Je ne vais pas détailler toutes les clauses des amendements, mais seulement pointer les révisions qui font écho aux mouvements d'Aappaluttoq et d'Isukasia. En effet, les changements qui attirent particulièrement l'attention ont trait à l'instauration d'un régime hors-licence permettant aux ressortissants groenlandais d'exploiter les minerais, selon un système qui ressemble à celui des droits d'exceptions des années 1965-2009.

En 2012, la collecte non commerciale des particuliers est ré-autorisée dans les espaces sous licence d'exploration. Il s'agit des zones dans lesquelles les projets conduisent leurs activités, avant qu'ils n'obtiennent de permis d'exploiter s'ils en font la demande. À l'inverse, les usages marchands sont toujours interdits en cas de licences d'exploration ou d'exploitation par un industriel. D'après la commission d'élaboration, les usages considérés comme commerciaux concernent la vente touristique et les minerais de haute valeur. Les échanges inter-individuels et l'artisanat de loisir ne semblent pas, quant à eux, en relever¹³². Je souligne à cet endroit que ma difficulté à comprendre finement le texte provient de son écriture instable : les parlementaires eux-mêmes ne parviennent pas à délimiter clairement ce qui relève du commercial et du récréatif, certainement en raison du caractère inopérant ou ténu de cette ligne dans la réalité des pratiques. En 2016, cette partition est abandonnée pour une délimitation désormais chiffrée.

130 Inatsisartut « Inatsisartutlov nr. 26 af 18. december 2012 om ændring af inatsisartutlov nr. 7 af 7. december 2009 om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) (Ændringer af regler om råstofmyndigheden, om småskala efterforskning og udnyttelse af mineraler, om indsamling og brydning af mineraler uden tilladelse og om samfundsmæssig bæredygtighed m.v.) » n°26 du 18 décembre 2012, et « Inatsisartutlov nr. 34 af 2016 om ændring af inatsisartutlov om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) (Ændringer af regler om frist for indbringelse af en afgørelse for domstolene, småskala råstofaktiviteter, indsamling og brydning af mineraler uden tilladelse og skatterapportering og indbetaling m.v.) » n°34 du 26 novembre 2016.

131 Naalakkersuit « New mineral acts postponed » 12 janvier 2021 <https://govmin.gl/2020/04/new-mineral-acts-postponed/> [Consulté le 27/08/2020]

132 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutlov om ændring af inatsisartutlov nr. 7 af 7. december 2009 om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) (Ændringer af regler om råstofmyndigheden, om småskala efterforskning og udnyttelse af mineraler, om indsamling og brydning af mineraler uden tilladelse og om samfundsmæssig bæredygtighed m.v.) », Forelæggelsesnotat, p1.

Avec l'amendement de l'année 2016, l'extraction et la vente des mineurs à petite échelle sont à nouveau autorisées sans licence et dans le respect de certaines conditions. L'individu ne doit pas dépasser 13 500 euros (100 000 dkk) de recettes par an et disposer d'une autorisation d'accès accordée par la compagnie qui détient une concession pour la zone, si c'est le cas. Au regard de la répartition des licences sur le territoire, je peux assurer qu'il doit presque toujours y avoir concurrence spatiale. Par ailleurs, il est précisé que la collecte du mineur doit se conduire avec des outils à main, les mêmes que ceux de la version initiale de l'article 45 de la loi minière que j'ai citée en fin de première partie de chapitre. Ce cadre est toujours assuré par le système des certificats qui attestent la légalité de l'extraction et fixent le prix du minerai¹³³.

Ces révisions qui représentent une forme de réponse à la crise sociale me semblent intéressantes à saisir selon deux perspectives¹³⁴. D'une part, elles s'inscrivent dans le champ des rapports entre gouvernement des terres et collectif politique que j'ai pointé juste avant en ré-insérant une voie exceptionnelle. Elle instaure un canal dans lequel la population peut à nouveau faire usage des minerais sans en rendre compte à une instance extérieure. Néanmoins, cette nouvelle version des « droits fondamentaux » passe par une catégorisation entre le commercial et le récréatif qui consiste elle-même en une division exogène des pratiques. D'autre part, tout en apportant une souplesse au cadre légal relatif aux activités sur les sous-sols, cette entreprise maintient la favorisation des grands industriels sur les mineurs. Elle représente ainsi plus un acte symbolique qu'une réelle politique de révision, et l'anthropologue Natalia Briche qui a travaillé sur cette question estime que ces amendements n'ont pas permis de réintroduire la pratique minière à petite échelle qui fût fortement impactée par la réforme de 2009. Ainsi, la révision des droits des citoyens sur les sols et les sous-sols vient s'articuler au régime technopolitique des projets et apparaît comme une négociation venant faciliter la transition vers l'industrie à grande échelle.

En 2022, le paysage minier est majoritairement occupé par des projets, et seuls deux mines d'échelle traditionnelle – j'utilise ce terme pour les distinguer de la « grande échelle » – sont en activité. Le site de Qaqortorsuaq, dans le Nord, où la compagnie Hudson Resources produit de l'anorthosite depuis 2019, et le site d'Aappaluttoq où une filiale de True North Gems extrait des rubis et des saphirs depuis 2018¹³⁵. Les deux cents travailleurs environ de chaque complexe sont majoritairement groenlandais. Il sont directement formés par l'entreprise ou par l'École technique et technologique de Sisimiut, construite en 2011. Il faut ajouter les projets qui disposent de licences d'exploitation mais n'ont pas commencé la construction des infrastructures. Ainsi se trouvent le site de Killavaat Alannguat porté par Tanbreez qui est autorisé depuis 2021, celui nord-groenlandais situé entre Moriusaq et Pituffik détenu par Dundas Titanium A/S depuis 2020 et celui de Citronen Fjord pour lequel Ironbark

133 Inatsisartut 2009b, *Op. cit.*, article 45 et ses renforcements.

134 Briche 2018, *Op. cit.*, p267 sur l'analyse de ces amendements comme des « réponses » à la mobilisation des mineurs.

135 Portail minier du gouvernement : <https://govmin.gl/exploitation/get-an-exploitation-licence/exploitation-permit-%c2%a716/> [Consulté le 21/09/2020]

A/S a un permis d'exploiter depuis 2016, mais qui a été réduit en 2019 à cause d'un trop faible investissement financier¹³⁶. Sa licence est toujours active, mais seule une diminution des coûts permettra de commencer l'activité¹³⁷. À ce panorama s'ajoutent quatre-vingts licences d'exploration, qui représentent 79% du total des licences industrielles en février 2022¹³⁸. Ce tableau souligne la dimension projective du secteur minier, qui se déploie au rythme des industriels ainsi que des mouvements des politiques et des administrateurs groenlandais, et modifie lentement la société. Les projets participent à la formation du secteur minier et à l'établissement d'un régime technopolitique qui assoit l'indépendance sur une forme prescrite d'exploitation des sous-sols et des sols. Celle-ci passe par l'extraction marchande à grande échelle de minerais stratégiques, tels que l'uranium. Pour l'imposer, les gouvernants revoient les droits de la population, régulations que les concurrences spatiales et territoriales mettent de manière physique et judiciaire en application. Par cette reconfiguration et l'efficacité technique et politique des projets, ce sont les affordances politiques des terres qui sont retournées.

Dans la seconde partie du XX^{ème} siècle, les politiciens autonomistes groenlandais se saisissent du secteur de l'exploitation des sols et des sous-sols pour revendiquer leur souveraineté sur le territoire. Dans le cadre des négociations pour le transfert des compétences avec Copenhague, le statut juridique de « population » puis de « résident » du Groenland est créé pour reconnaître les droits territoriaux des Groenlandais et garantir leur respect dans cette période de lancement de l'industrie minière. Cette figure fonde alors un droit d'exception pour les habitants de l'île qui poursuivent leurs usages des terres sans passer par l'administration. Cette organisation assoit un fonctionnement alternatif qui va perdurer jusqu'à nos jours en accompagnant la législation officielle. En 2009, ces deux systèmes entreront en confrontation. Dans les années 1980, ces droits d'exception entrent de plus en plus en résonance avec la première formule légale qui admet un lien entre la population du Groenland et les sous-sols, celle selon laquelle les habitants disposent de « droits fondamentaux » sur les ressources. Cette expression imprécise constitue l'un des piliers pour la construction de la nation groenlandaise

136 Ironbark Zinc Limited « Relinquishment of Greenland Exploration Licences » 30/12/2019, <https://ironbark.gl/investor-centre/asx-announcements/2019-2/> [Téléchargé le 17/09/2020] Pour le panorama des licences : Portail des ressources minérales du Groenland <https://asiaq.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=819ff201b76f44f99b31da7ef630c18e&locale=en> [Consulté le 11/09/2020] A ceux-ci s'ajoute le site de Nalunaq, où aucune activité n'est menée.

137 Ironbark Zinc Limited, « Quarterly activities report, period ending 30 June 2020 » 28/07/2020 (même source).

138 Calculs effectués par moi-même issus des chiffres du portail des licences minières, <https://portal.govmin.gl/dashbord> [Consulté le 02/02/2022] L'administration minière classe les licences en trois catégories : industrielle, petite échelle, scientifique.

autonome, et le point juridique et politique d'ancrage des revendications indépendantistes qui, en 2009, conduisent à l'obtention du contrôle des sous-sols.

Durant cette période, les terres prennent la forme de ressources nationales et collectives à exploiter. Des affordances politiques indépendantistes se forment sur les sous-sols, qui sortent de la relation dano-groenlandaise pour s'inscrire dans le processus de construction de l'État-nation. Après l'instauration du gouvernement indépendantiste en 2009, c'est dans cette perspective que les sous-sols sont continuellement aménagés et leurs ressources ré-encodées. Ce mouvement qui s'accompagne du déploiement de mines et de projets revoit totalement les droits d'exception des Groenlandais, et entraîne une crise sociale.

Les années 2009-2021 voient une reconfiguration globale des droits sur les terres. Les instances groenlandaises prennent en charge ce domaine, le gouvernement obtient les droits de propriété sur les sous-sols, les conditions d'exploitation industrielle sont améliorées, et les habitants perdent leur représentation juridique de « résidents ». Cette refonte vise à soutenir le développement des projets miniers à grande échelle, objets technopolitiques sur lesquels repose la stratégie de l'indépendantisme minier. Très rapidement, les effets des premiers projets se font sentir. Concurrences territoriales, gouvernance bureaucratique et révisions légales controversées soulignent l'agentivité de ces complexes qui affectent l'ensemble de la société. Ils relaient les politiques gouvernementales – notamment la réforme minière – et contribuent à la structuration d'un régime technopolitique. Ce nouveau gouvernement des terres réforme alors les affordances politiques construites sur les surfaces et les souterrains depuis la période coloniale, les faisant basculer d'un engagement collectif à une industrie cloisonnée. En s'implantant dans des espaces jusque là occupés par des pratiques alternatives à celles établies par la législation sur les sous-sols, les projets miniers ordonnent ces nouvelles dispositions dans le monde social.

Conclusion de la partie I

GISEMENTS

La colonisation du territoire groenlandais par les commerçants, missionnaires et administrateurs danois à partir de 1721 transforme radicalement les sociétés inuit qui y vivent. Acculturées, elles adoptent en cent cinquante ans le mode de vie scandinave, ses codes sociaux et son organisation. C'est au tournant de la Seconde guerre mondiale, alors que le gouvernement danois commence à explorer systématiquement les souterrains de l'île, que les terres deviennent un enjeu politique de premier ordre. Les Groenlandais y adossent une identité nationale en construction, qui s'affirme progressivement comme anti-coloniale et indépendantiste. Les affordances politiques des terres tombent ainsi dans le champ de l'autonomisation, et c'est en ce sens que l'industrie minière est développée par les gouvernements de l'île. Si ce mouvement accompagne le détachement politique, économique et juridique du Danemark et contribue à fonder un collectif politique singulier, il pose désormais de nouvelles problématiques dans le pays. L'indépendantisme minier choisi par les députés et les gouvernants depuis 2009 revoit les affordances des terres en les associant à un régime technopolitique qui bouleverse la société. Cette stratégie réaménagement d'une part des droits des citoyens sur l'exploitation des sols et des sous-sols, et elle donne d'autre part une place économique et politique prépondérante aux projets extractifs. Les structures minières, en tant que matérialisation de cet indépendantisme réformé, transportent et accomplissent ces changements lorsqu'elles s'implantent.

En s'établissant, les projets et les mines entraînent de nouvelles pratiques administratives, légales et diplomatiques qui contribuent à la formation de la nation indépendante. À partir de 2009, le projet de Kuannersuit engage l'établissement de lois d'encadrement de l'uranium, modifie la perception sur les minerais uranifères et crée des connexions entre le Groenland et des États. Si le projet pourrait ne jamais devenir une mine, ces sillons, eux, restent. Kuannersuit est ainsi l'éclaireur d'un renouvellement du secteur minier et des affordances politiques des terres dans lequel les projets affectent l'ensemble du territoire. Dans leur contribution à l'ouvrage *Design anthropology*, les anthropologues Caroline Gatt et Tim Ingold soulignent cette dimension opérante et l'élèvent à la façon dont nous habitons le monde¹. Selon eux, ce que nous projetons sur ce qui nous environne le modifie dès à présent, et cela

1 Gatt Caroline, Ingold Tim « From descriptions to correspondance : Anthropology in real time » dans Gunn, Ton et Smith 2013, *Op. cit.*, pp139-158, p144-145. Habiter est ma traduction de *dwelling*.

pose alors la question de la durabilité. Comment former un projet qui réponde aux enjeux du présent et préserve ceux de l'avenir ?

Ce sont ces problématiques que la seconde partie aborde en passant des gisements nationaux aux filons de Kuannersuit. Considéré comme non-advenu par l'administration minière et le gouvernement, le projet impose sa présence à la région sud-groenlandaise en y bousculant l'espace et le temps.

Partie II

FILONS

Le projet sème la discordance

Dans le langage courant, une discordance désigne un désaccord ou un manque d'harmonie¹. Ce terme me semble bien décrire la situation autour du projet que j'avais aperçue par la presse et qui m'avait été racontée par des interlocuteurs avant mon terrain. Toutes ces sources insistaient sur les conflits au niveau de Narsaq et à celui de la région entre les soutiens et les opposants au projet. Si j'ai effectivement eu affaire à ces contradictions durant ma recherche dans la ville, elle n'ont pas occupé une place centrale. Au contraire, ce sont les variations et les nuances qui caractérisent la façon dont Kuannersuit m'a été décrit. Cette perspective qui met l'accent sur les interférences qui secouent des espaces familiers et les renégociations des relations au territoire m'a amenée à décaler la focale vers les discordances non pas au sens discursif, mais à celui géomorphologique. Dans ce domaine, une discordance désigne une configuration stratigraphique dans laquelle les couches ne sont pas toutes accumulées dans le même sens, et où une rupture de sédimentation modifie visiblement la continuité des dépôts. Les strates changent ainsi de direction pour diverger². En tant qu'élément perturbateur des

1 Centre national de ressources textuelles et lexicales, <https://www.cnrtl.fr/definition/discordance/substantif> [Consulté le 03/02/2022]

2 ENS Lyon, <https://planet-terre.ens-lyon.fr/ressource/Img383-2012-04-01.xml>; Wikipédia « discordance » [https://fr.wikipedia.org/wiki/Discordance_\(stratigraphie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Discordance_(stratigraphie)); Géowiki « discordance » <https://www.geowiki.fr/i>

relations entre les habitants de Narsaq et la montagne, le projet de Kuannersuit apparaît comme l'opérateur d'une discordance territoriale.

Cette seconde partie de la thèse rapporte la discordance suscitée par le projet à Narsaq, mais également les transformations plus globales des rapports au territoire dans la région sud-groenlandaise auxquelles le projet s'entremêle. Pour cela, je parle des discordances au pluriel, et chaque chapitre constitue à la fois une exploration des tremblements sur les terres et une tentative de compréhension de ce qui s'y joue. Cette ethnographie des discordances se situe dans une démarche similaire à celle adoptée par l'anthropologue Sophie Houdart dans son travail sur le territoire catastrophé autour de Fukushima. Elle trouve des postures, des outils, pour saisir les « mouvements » qui font désormais les lieux³. Comme elle, j'articule l'enquête et les données, la façon dont je suis sensible et suis rendue sensible aux choses, à l'exercice de compréhension de ce que l'action d'un projet implique. Pour cette raison, deux dimensions traversent les trois chapitres. La première a trait au temps qui, malaxé par le projet, donne lieu à des interruptions, des accélérations et des retours vers le passé. Je n'ai pas voulu résoudre ces troubles, mais les ai au contraire rapportés en les explicitant. La seconde dimension est celle des filons, pour laquelle j'ai à nouveau recours à une métaphore. En géologie, le filon désigne une faille pleine dans une roche, remplie de sédiments et de minéraux différents de ceux de la formation principale⁴. Sur les parois des falaises ou au sol, on peut suivre du regard ces veines qui dessinent des lignes aléatoires dans les strates rocheuses, et c'est à l'intérieur que se trouvent généralement les minéraux. Ces veines qui traversent les strates sédimentaires me semblent constituer un bon outil heuristique pour rompre avec la perspective industrielle et juridique de division des terres entre sous-sol et sol – notamment visible dans la partition entre les mines dites à ciel ouvert et celles enterrées – pour me rapprocher de la perspective de mes interlocuteurs, qui les saisissent comme un tout. Dans les trois chapitres qui suivent, je m'accroche ainsi à la montagne, aux terres et aux gisements comme des filons dont on ne distingue ni le dessus ni le dessous. Ces espaces et leurs univers de pratiques et d'expériences constituent donc le second thème qui traverse cette partie de la thèse, mais également mon angle pour approcher le projet de Kuannersuit dans son milieu d'implantation.

Pour permettre au lecteur de se figurer le territoire et l'enquête décrits dans les pages qui suivent, j'ai intégré une photographie que j'ai prise de la carte avec laquelle j'ai cheminé durant les six mois que j'ai passés dans la région sud-groenlandaise, la figure quatre. Aussi importants que la ville de Narsaq, le site archéologique de Dyrnæs, le carrefour de Narsap Ilua, les montagnes Tasiigaaq et Kuannersuit ont constitué des espaces essentiels pour comprendre la multitude de relations qui font le territoire et parvenir à décrire de quelles

index.php?title=Discordance [Consultés le 16/02/2022]

3 Houdart, Sophie « Les répertoires subtils d'un terrain contaminé », *Techniques & Culture*, 68, 2017, pp88-103 ; Houdart, Sophie « Sens dessus dessous », *Techniques & Culture* [En ligne], Suppléments au n°75, mis en ligne le 15 juin 2021, consulté le 16 février 2022.

4 Géowiki « filons » <https://www.geowiki.fr/index.php?title=Filon> [Consulté le 04/02/2022]

manières le projet s'y meut. Il faut ensuite dépasser les frontières de la carte et de la photo pour atteindre Qassiarsuk, le village agropastoral situé à l'autre extrémité de la péninsule, et Qaortoq, le chef-lieu régional situé à environ soixante dix kilomètres de Narsaq⁵.



Figure 4: Carte pédestre de Narsaq

Source initiale : Vandrekort Sydgrønland Narsaq, 2002 [1998], réalisée par Compukort pour Visit Greenland. Photo ©PiaBailleul

Le chapitre qui ouvre cette seconde partie s'intéresse au régime d'appréhension des espaces environnants déployé par mes interlocuteurs à Narsaq, et amorce la description des effets du projet sur la ville ainsi que du régime expert et technopolitique qu'il transporte. Le chapitre suivant saisit les discordances du territoire de Narsaq affecté par la situation en projet, tandis que le chapitre six explore les dynamiques économiques et sociales dans lesquelles s'insère le projet à l'échelle régionale.

5 Les lieux de l'enquête sont décrits en introduction, à partir de la page 21 .

Chapitre 4

De la montagne occupée à la montagne expertisée : les régimes d'appréhension de Kuannersuit s'entrechoquent

Durant mon séjour dans la ville de Narsaq en septembre 2019, je remarque que le musée d'histoire locale abrite une salle unique. Sur une vingtaine de mètres carrés, une vaste collection de roches de la région sud-groenlandaise est exposée. Oleeraq Nielsen, l'adjoint au musée qui sera mon interlocuteur principal ainsi que l'un des protagonistes de ce chapitre, me fait le récit des sources de l'exposition. Il me dit que c'est Børge Broderesen, un Danois vivant à Narsaq depuis plusieurs décennies, géologue amateur passionné par les montagnes, qui donna ses propres pierres lors de la création de la salle en 2010. L'idée de créer un espace dédié aux minéraux provient néanmoins du géologue danois Henning Sørensen, professeur qui étudia toute sa carrière les gisements de Narsaq¹. Ensemble, les deux hommes ont aménagé la pièce selon les classifications minéralogiques communes, et six grands panneaux accrochés aux murs évoquent les hauts lieux des environs. Lors d'une de mes visites, je trouve parmi ceux-ci la montagne Kuannersuit, modélisée par une carte géomorphologique que j'éprouve des difficultés à lire. Elle est accompagnée d'un encart sur l'histoire de l'exploration et d'un cliché en noir et blanc des années 1950. Le cliché montre un rail s'engouffrant par un trou au creux de la montagne, et trois hommes blancs qui sourient. Sur les autres affichages, le même diptyque récit-photographie se répète et attache les pierres du musée à un univers géologique qui ancre ses racines dans la période coloniale et se déploie sous la forme de cartes et de chiffres qui me semblent tout aussi éloignés. Cette impression est vite démentie par Oleeraq qui, le même jour, utilise une de ces projections cartographiques pour m'indiquer

1 Voir également le site internet du musée de Narsaq <http://narsaqmuseum.simplesite.com/427230123> [Consulté le 14/12/2020]. Pour retrouver la chronique de Kuannersuit, page 20.

où collecter de belles pierres, et m'inciter à me rendre sur le site du cliché. Il sélectionne le panneau de l'espace Ilimmaasaq, du nom de la plus haute montagne qui entoure Narsaq en culminant à 1 390 mètres, et déclare qu'on trouve dans cet ensemble trois zones de minerais rares et précieux. L'une d'elle est Kuannersuit, et il trace alors de son doigt un chemin pour me montrer comment accéder aux filons. Arrivé à un endroit, il dépasse le bord et me décrit les lieux. Il localise les autres montagnes, le fjord et la bouche de « la mine abandonnée » que je verrai ainsi que les pierriers que je devrai franchir pour me donner des repères. Il saute ainsi du plan géomorphologique de la carte à celui du territoire ordinaire et familier. Il est à la fois dans la carte et à l'extérieur, à la fois sur la même montagne et sur une autre. C'est à cette position des filons à la croisée de plusieurs régimes d'appréhension que je m'intéresse dans ce chapitre. Depuis la surface, je piste les traces, les mémoires et les attentes qui les entourent pour comprendre les relations entre les résidents et la montagne, mais également pour saisir la nature des discordances que génère le projet localement.

Dès mes premiers jours à Narsaq, Oleeraq m'a enjointe à plusieurs reprises à me rendre dans la montagne pour récolter des pierres et admirer celles jonchant la surface du sol. Il me disait aussi que je verrai la bouche de la mine abandonnée, celle de la photo en noir et blanc. Je m'y suis rapidement rendue, et ce que j'ai vu en chemin a alimenté ma curiosité pour les gisements, déjà éveillée par la salle minéralogique. Je me suis demandée comment s'était construite cette qualité que tous, durant mes terrains dans le sud du Groenland, reconnaissent aux pierres de Kuannersuit, leur géologie. Cette interrogation que j'ai ensuite maintenue tout le long de l'écriture de ce manuscrit m'a permis de saisir les propos de mes interlocuteurs à Narsaq, toujours nuancés au regard du secteur minier et absolus à l'encontre du projet de Kuannersuit. Dans les pages qui suivent, je donne à comprendre ce positionnement, dans lequel une figure occupe une place centrale. C'est « la mine abandonnée de Kuannersuit », selon l'expression utilisée par mes informateurs, et elle a toujours été mobilisée par Oleeraq pour me faire comprendre l'importance de la situation autour du projet de Kuannersuit. Cette mine, les périodes historiques auxquelles elle est attachée ainsi que les pratiques environnementales qui y sont liées revenaient sans cesse face au plan de Greenland Minerals, comme un contrepoint pour me permettre de saisir ce à quoi touche cette situation. Pour approfondir ma compréhension de ces paroles, j'ai suivi les conseils d'Oleeraq et je suis partie sur les traces de la mine abandonnée. C'est ainsi que le régime d'appréhension local de Kuannersuit a commencé à se révéler.

Suivre la mine m'a amenée à saisir une manière de faire territoire à Narsaq, et à envisager les discordances du projet de Greenland Minerals comme un phénomène global qui ne toucherait pas uniquement le secteur économique ou celui environnemental, mais l'espace dans sa globalité. Par souci de présentation, j'ai tiré trois fils de la mine abandonnée. Le premier est celui de la formation géologique des gisements de Kuannersuit, le second est celui des résonances de ces filons à Narsaq et de son histoire, telle que racontée par Oleeraq. Je me suis inspirée de l'ouvrage *About a mountain* qui s'intéresse au site d'enfouissement des

déchets nucléaires de la montagne Yucca aux États-Unis. L'auteur américain John D'Agatha y recourt à la méthode du récit reconstitué pour donner à sentir des impressions et transmettre du sens par la narration². Ainsi, j'ai déplacé des événements, rapporté du discours et mêlé aux descriptions ethnographiques des travaux d'archives pour composer un tableau du territoire solidaire que forment la ville et la montagne, tableau qui constitue en lui-même le régime local de perception de l'environnement. Je raconte dans la première partie une histoire minéralogique critique de cet espace à partir de mes propres observations d'une randonnée dans la montagne, que j'ai ensuite augmentée d'une historiographie géologique. La seconde partie se concentre sur l'histoire locale de la mine de Kuannersuit, avant son abandon. Pour l'intelligibilité des récits, j'ai placé le projet de Greenland Minerals en basse fréquence et mis la mine abandonnée dans la lumière. Si ce procédé peut susciter la confusion – pourquoi parle-t-on de techniques de cuisson des minerais ? Quel est le lien avec un tunnel fermé ? – la dernière partie du chapitre place à l'inverse le projet au centre pour renforcer l'effet de contraste entre les régimes d'appréhension du territoire.

À travers la description d'une réunion de consultation publique qui m'a été rapportée par Marianne Paviassen, une militante contre l'exploitation de l'uranium, je mets en lumière la relation de confrontation entre le régime de la mine abandonnée et celui du projet minier. De cette façon, cette mine devient le vecteur de compréhension des multiples relations qui unissent les habitants de Narsaq aux montagnes environnantes. Elle fait partie d'un régime d'appréciation de l'environnement qui est mis en déroute par le projet minier, en raison des perceptions et des catégorisations spatiales qu'il engage. Je rapporte ainsi dans cette troisième partie les dissonances que pointent mes interlocuteurs entre leur propre regard sur le territoire et celui déployé par les agents du projet, alors qualifiés d'« experts ». À travers le régime du projet, c'est la mine abandonnée et l'univers de souvenirs et de pratiques qu'elle transporte qui sont progressivement recouverts.

Lors de mon séjour à Narsaq, je maîtrisais suffisamment le groenlandais pour mener de petites conversations et lire des documents. Néanmoins, les échanges avec Oleeraq et Marianne se sont majoritairement déroulés en anglais pour permettre une meilleure aisance de dialogue. Le groenlandais revenait pour certaines expressions, que je soulignerai au fil du texte. Nous n'avons jamais parlé danois.

2 D'agata John, *About a mountain*, W. W. Norton & Company, New York et Londres, 2010.

1) Quand le trou dans la montagne révèle les traces et les sources du régime géologique



Figure 5: Chemin traversant Narsap Ilua vers le complexe montagneux Ilimmaasaq

Photo de l'auteure, septembre 2019.

Jusqu'à la bouche de la mine abandonnée : sentir les discordances

En septembre 2019, par une journée nuageuse, je quitte la ville pour la direction de ce qu'Oleeraq appelle « la mine ». Mon regard embrasse les étendues vertes, bleues et grises qui entourent Narsaq, tandis que je suis l'unique route vers les montagnes. C'est ce tableau que je veux redonner sur la cinquième figure, et qui souligne la diversité de ce qui se passe autour de Kuannersuit. Une surface rocheuse, tapie de mousses et de petites fleurs, des champs, où je verrai des vaches noires, une route de graviers, sur laquelle passent les résidents, un fjord, dont j'entends les icebergs se briser en grands fracas depuis ma chambre, et d'autres montagnes, qui abritent une telle multitude d'êtres et de pratiques que je ne peux les lister.

Je longe d'abord sur ma gauche la baie que forme l'entrée des eaux du fjord de Narsap Ilua, « la baie de Narsaq », sur un kilomètre. J'ignore alors que cette lande est l'un des points centraux de dispute pour Kuannersuit. Pour cette description, j'en apprécie seulement la quiétude et j'en déploie l'univers politique aux prochains chapitres. Le paysage est fait de pâtures sur la droite et de la décharge publique sur la gauche, un peu cachée à l'abri des regards. Ici et là, des bancs peints en bleu accueillent des résidents, qui arrêtent leur promenade le temps d'une cigarette ou d'un goûter. Cette voie est fréquemment parcourue par les habitants qui profitent de son calme et son exposition abritée des vents pour les balades de fin de journée. Son encaissement dans le fjord, entre espaces herbeux et ensemble montagneux, la rend très populaire.

La route se transforme en chemin de graviers au croisement d'une exploitation bovine, qui reçoit également des touristes en relais-chambre d'hôtes. Oleeraq me dira qu'avant, elle produisait également de la viande de porc. S'il s'en tient à cette information elliptique, je présume que c'est la désindustrialisation de la ville à partir des années 1980 qui signa l'arrêt de l'activité. A ce niveau, une sente conduit d'un côté vers la montagne Tasiigaaq et ramène en ville par un détour, de l'autre, le chemin continue vers le nord-est et la plage de Narsap Ilua. Je l'emprunte en suivant les indications d'Oleeraq, qui m'avait dit de tenir le chemin. Je parviens au site archéologique de peuplement Norse appelé Dyrnæs, en danois, mais que tout le monde appelle plus généralement Narsap Ilua à Narsaq. À nouveau, ne connaissant pas l'importance des lieux, je passe sans poser le regard. C'est après discussions avec Marianne, la militante opposée au projet et à l'exploitation de l'uranium, et Jesper, le directeur du musée local, que je reviendrai pour trouver, dans les ruines, les enjeux économiques dont ils me parlent tous deux. Ce jour-là, je m'intéresse plutôt aux panneaux plantés aux abords de la plage de galets : pêche contrôlée, baignade occasionnelle, déchets interdits... Autant d'indicateurs d'une occupation fréquente et récréative des lieux. Cette zone constitue aussi un point de passage entre les espaces de Narsaq. En tournant sur moi-même, je vois la ville à trois kilomètres à ma droite. En face de moi, j'observe la vallée qui mène à Kuannersuit et à d'autres montagnes. À ma gauche, c'est un petit sentier qui longe le fjord et conduit à une zone de chasse aux perdrix dans laquelle je passerai de nombreuses heures à contempler la dérive des icebergs. Derrière moi, c'est l'eau froide du fjord qui reçoit les rus des glaciers des montagnes. Coincée entre six cent mètres de profondeur dans mon dos et huit cents mètres d'altitude devant moi, je me sens bien petite en engageant le pas vers la vallée.

Au pied de la montagne Talut, à ma droite, des résidences secondaires attendent le retour de leurs occupants. Aux lignes d'herbes couchées qui se dessinent depuis la route jusqu'aux maisons, je devine qu'elles sont souvent occupées ; comme un nouvel indice de l'occupation des lieux. Deux ponts de fortune de quelques mètres enjambent des ruisseaux, tous liés à la Narsaq River, que l'industriel Greenland Minerals destine au lavage des roches extraites. À voir leur faible tirant, je me demande si les concepteurs ont jamais mis les pieds en ces lieux... Pour me souvenir qu'un large barrage de régulation est prévu. Je me questionne sur les épaisses tôles clouées ensemble, grillages à lourdes mailles et planches de bois qui

forment les ponts. Je vois que ces structures sont faites pour permettre le passage des pick-ups des fermiers, que je croiserai, et des engins de chantier, dont je vois déjà les traces au sol. La route se poursuit vers une seconde exploitation, qui élève des moutons. Par un jeu de perspective, elle fait office de porte d'entrée de la vallée. C'est d'ailleurs physiquement le cas, puisque les barrières et clôtures entourent l'espace et qu'il faut obligatoirement la traverser pour continuer son chemin. Oleeraq m'avait prévenue en me disant de ne pas craindre l'intrusion : tout le monde passe par la ferme. Je traverse les lieux, essaie de ne zyeuter ni la maison principale, ni l'étable, ni les bâtiments de stockage, et aboutis à une petite porte de bois. La route s'arrête et je me retrouve face à cette barrière, qui semble signer la fin de l'espace habité. Je pousse le battant pour pénétrer dans les pâtures et m'engager vers les montagnes. Derrière moi, la voie rattachée à Narsaq devient plus petite à mesure que je gravis celle conduisant vers Kuannersuit.

Je croise des moutons, des vaches et des moustiques. À ma droite, le ruisseau maîtrisé coule depuis les montagnes Talut et Nakkaalaaq et deux petits barrages successifs dirigent la puissance du débit. Autour des promontoires graveleux, des bouts de ferrailles rouillés et de plastiques jonchent le sol. De gros tuyaux émergent des graviers pour y replonger quelques mètres plus loin. Une conduite, fixée au niveau du barrage, achemine l'eau vers les villes ou des sites d'exploitation. Ces marques d'aménagement sont suffisamment rares au Groenland pour être remarquées, et je réalise que la vallée de Kuannersuit possède toute une histoire que j'ignore.

Deux personnes en scooter me dépassent. Elles ont un fusil, et elles me font penser à l'avertissement d'Oleeraq qui m'avait dit que je verrais certainement des chasseurs. C'est chose faite. Je croise ensuite une voiture en difficulté sur cette voie caillouteuse, puis un pick-up. Il transporte des touristes vers les exploitations agricoles de Qassiarsuk depuis Narsaq, me faisant prendre conscience que je randonne désormais sur la *tractor road*, ce sentier qui relie toutes les fermes de la péninsule de Narsaq entre elles. Le long d'un circuit pratiqué à l'identique chaque été, dans un sens ou dans l'autre, valises et Danois (très majoritairement) sont déplacés d'une exploitation vers une autre pour séjourner le temps d'une nuit. Je reviendrai sur cette route dans le chapitre six. En ce mois de septembre qui signe la fin de la saison touristique, je semble être la seule marcheuse. À mesure que mes pas m'entraînent vers les montagnes, la vallée devient une faille ténébreuse dans laquelle je ne veux pas être aspirée. La brume se coince entre les roches, la verdure domine encore, et vaches et moutons continuent d'y brouter. Au loin, le glacier Narsaq Bræ culmine au sommet de la montagne Ilimmaasaq.

Le chemin continue et les monts semblent s'élever. Après quatre heures de marche sur ce faux plat, je m'arrête pour manger. L'herbe a disparu pour laisser place à la roche, à la terre asséchée et aux arbustes. Je soupèse des pierres dont j'admire le brillant, malgré les nuages qui restreignent la lumière. Je reconnais des quartz, et j'essaie de me souvenir des noms que j'ai lus dans mon guide géologique sud-groenlandais, l'année précédente. Maintenant, je sais que ces pierres étaient des lujavrite et naujaite, dont la teinte est majoritairement noire en cette

zone enclavée³. En bordure de fjord, elle peut au contraire varier du vert au rouge. Rétrospectivement, je réalise que ces morceaux de roche étaient en fait des éclats issus des campagnes d'extraction pour l'exploration menée par Greenland Minerals, mais également depuis des périodes plus anciennes dont je n'ai alors pas conscience. Et puis, ils proviennent aussi sans doute des actions réunies des vents, des eaux et des passages d'humains, d'animaux et de machines qui secouent les sols et décrochent ces petits bouts de strates et de filons. Après ce moment d'étude hasardeuse de mon environnement, je reprends mon chemin. Les pierres à nu remplacent les animaux d'élevage, le territoire change. A dix kilomètres de la ville, la montagne prend un air de désolation noirâtre.

Après quelques minutes, je rencontre une aire de stockage. Elle ressort du paysage car elle est nivelée, d'une couleur grise de graviers, et s'étend en surplomb du chemin. Des piles de gravats et de grandes barres métalliques occupent le sol. Je pénètre en zone minière, semble-t-il. Je m'avance avec prudence de quelques pas à l'intérieur. Tout donne l'impression de se trouver sur un chantier, et je crains d'être délogée alors que je n'entends absolument aucun bruit. Cet espace fait en un instant passer ma randonnée pour une intrusion, et je prends rapidement des photos avant de reculer. À ma grande surprise, au retour, je découvre mention de ce site à ciel ouvert dans le guide géologique. Dans la description de Kuannersuit, il est précisé que

« Des cristaux bruns et noirs d'un minéral radioactif, la steenstrupine, le principal vecteur d'uranium et de thorium dans le complexe, peuvent être facilement trouvés dans ces tas avec une foule d'autres minéraux rares. »⁴

Après quelques recherches sur des sites internet dédiés à la géologie, je découvre en écrivant ce chapitre que la steenstrupine, en tant que minéral, est notamment hébergée par la lujavrite⁵. Je me demande alors si le jour de ma randonnée je n'ai pas tenu dans mes mains des pierres radioactives. Je regarde les deux morceaux que j'ai ramenés avec moi, et je m'interroge sur les implications d'avoir ces éclats à côté de moi chaque jour. Quoiqu'il en soit, au pied de la montagne Kuannersuit, je découvre avec surprise les indices d'une exploitation minière que, pourtant, je n'ai jamais mise en doute. Mon étonnement vient à nouveau souligner la force du décalage entre le statut de « projet » clamé par les instances minières et le gouvernement à propos de Kuannersuit, et la réalité des explorations qui créent une action sur la montagne. Devant ce site de stockage, je me mets à chercher les tentes blanches dont m'a parlé Piitaaq Lund, un exploitant agricole, l'année précédente. L'été est terminé, mais face à cette preuve d'activité je m'attends à les trouver. Elles abritent les géologues et les techniciens de juin à août, et j'apprendrai quelques jours plus tard que ce n'est pas ici qu'elles sont montées. Elles sont installées au sommet des montagnes, sur les plateaux.

3 Sørensen, Henning *Geological guide of South Greenland : the Narsarsuaq, Narsaq, Qaqortoq Region*, GEUS, 2016, p9.

4 *Ibid*, p92.

5 Strekeisen, Alex <https://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/ilimaussaq.php> [Consulté le 04/02/2022]

Sortie de la zone de gravats, j'arrive sur une place ronde qui semble conçue pour faciliter la rencontre d'engins de chantier. Quatre voies en partent. A droite, un chemin descend vers le ruisseau. Un boîtier dont câbles et poignées débordent une centaine de mètres en contrebas suggère le pompage de l'eau, confirmé par un réseau de tuyaux en flanc de montagne. L'utilisation de la Narsaq River pour nettoyer les déchets n'est donc pas une innovation. En face, pour ceux qui connaissent les lieux, une sente entraîne vers les montagnes et aboutit trente kilomètres plus loin à la ferme de Sillisit. Je perds de vue la *tractor road*, cette route empruntée pour les activités agropastorales et touristiques, mais je sais qu'elle passe par là puisque j'ai croisé une voiture et un pick-up. A gauche, la route caillouteuse s'appuie sur Kuannersuit et s'élève jusqu'à sept cent neuf mètres d'altitude. Sous mes pieds, le chemin me permettrait de faire demi-tour. À la vue de ces installations, je comprends que la frontière administrative et économique entre les licences d'exploration et d'exploitation perd sa pertinence ici. S'il est certain que je n'évolue pas en plein complexe de grande échelle, alliant concentrateur, raffinerie, usine de nettoyage et déchetterie, je ne suis pas moins dans un espace exploité de façon régulière. Loin des débats politico-industriels, au sein de la montagne Kuannersuit, ça a déjà commencé.

Je ne le sais pas à ce moment, mais je pourrais apercevoir l'entrée de la mine. Sa porte est masquée par la perspective et les gravats qui en dégringolent, qui forment une excroissance sombre sur le flanc brun et grisâtre de la montagne. Au bas du chemin, je me questionne un peu stupidement sur la direction à prendre. Le scooter des deux personnes au fusil est garé devant le sentier d'en face. Est-ce la direction à suivre ? Si des centaines d'articles médiatiques et scientifiques décrivent cette fameuse mine, aucun ne renseigne sur sa situation physique. Où se trouve le site d'extraction ? Mon application de géolocalisation et la carte de randonnée locale que je suis la signalent en altitude mais aucun chemin ne l'indique. Malgré l'évidence de la route caillouteuse clairement installée sur le flanc de montagne que je sais être Kuannersuit, le doute surgit. L'entrée d'une mine à sept cent neuf mètres d'altitude, n'est ce pas inadéquat ? Peut-être faut-il continuer vers l'intérieur des terres pour trouver une ouverture creusée dans les racines de la montagne ?

Suivant la raison de l'aménagement, selon laquelle des engins de chantier ont besoin d'une route pour circuler, j'entame l'ascension vers le sommet de Kuannersuit, à ma gauche. Mes yeux tombent sur des pierres brillantes qui tapissent le sol et me font dérapier. C'est beau, et pourtant, je me sens mal à l'aise. Je comprends me trouver sur un site d'activité, sans aucun panneau préventif. Au sol, je vois des mégots, quelques bouteilles en plastique écrasées, et des traces que je ne sais pas interpréter. Alors que je m'élève, la vue sur la ville et le fjord est plus impressionnante à chaque pas. De l'autre côté, vers les terres, c'est le glacier de Narsaq qui se dévoile. Les pâtures, les maisons, les ruisseaux, les fermes et les montagnes s'agencent différemment depuis cette perspective. En levant la tête, la montée semble n'en pas finir. Les teintes sombres des roches et le chatoiement des cailloux transforment les distances. Les montagnes semblent s'écraser sur moi, tout en révélant un nouveau regard sur les environs.

Le scooter me double, l'un des occupants marche, en contrebas. Le dénivelé qui s'accroît fait peiner le véhicule. La largeur de la route me semble petite pour des engins de construction, je me demande qui les conduit, quelle est la manœuvre en cas de rencontre. Je m'interroge toujours sur le chemin, est-ce le bon ? J'essaie d'estimer si des pelleteuses et des camions à gravats pourraient passer, alors que je n'ai aucune idée des dimensions de telles machines. L'interminable ascension, qui ne va pourtant pas bien haut, et l'étrangeté des lieux troublent ma réflexion. Tout indique que la mine n'est pas loin, que je suis sur le chemin, mais je ne parviens pas à y croire dans cet environnement. L'occurrence même de mes questions me pousse à envisager de rebrousser chemin. Je ne comprends pas mon indécision. Une mine, ça se voit, non ? Et c'est justement là le cœur de ma confusion. Je balance entre une mine qui n'existe plus, qui est fermée et abandonnée, et un projet qui ne dit pas ses activités. J'assiste à une exploitation qui n'a pas de nom.

Je m'accroche aux indices de présences. Les paquets de cigarettes, les bouchons de bouteilles, les traces de pneus, les bouts de ferrailles évoquent des passages réguliers. Après tout, c'est peut-être le bon chemin, me dis-je. Et comme une confirmation, je découvre le scooter garé à l'angle de ce qui apparaît comme l'ultime virage. Le conducteur grimpe parmi les pierriers, le fusil en bandoulière, pour atteindre le sommet. Même si la route n'est pas finie, je repense avec le sourire aux propos d'Oleeraq. Je me dis qu'assurément, nous n'avons pas la même condition physique. Heureusement que mon but n'est pas le sommet, car je ne sais pas si j'y arriverais. Je suis rassurée de reconnaître par procuration des lieux, et de voir qu'ils sont fréquentés. Je ne suis pas seule, et cette observation sera plus tard une autre donnée de l'attachement des filons de Kuannersuit à la vie locale. Je comprends que ces personnes sont venues chasser la perdrix polaire ou collecter des pierres, et je m'interroge à nouveau sur la direction à prendre. Je marche depuis cinq heures, je suis fatiguée et je me promets de redescendre si la mine ne se dévoile pas prochainement. Et, comme dans un film, je lève le regard et vois la bouche de la mine.

Je m'interromps d'abord puis fonce vers ce qui me semble être une apparition. Avec pour unique point d'ancrage la photo du trou en noir et blanc, j'avais essayé de ne rien imaginer et de ne rien attendre, mais je me sens quand même prise au dépourvu par ce vers quoi je marche. Les descriptions du projet que j'ai étudiées ne pouvaient pas m'avoir préparée. Les chiffres, les zonages, les impacts et les arguments ne correspondent pas à la simplicité de ce qui se tient devant moi. Maintenant, je sais que ce décalage provient du statut indicible de cet espace, entre mine abandonnée et projet en devenir. Il est au stade liminaire de la transformation, touché par diverses influences qui le modifient, par touches. Je discerne la mine, creusée d'un trou à flanc de montagne. De là où je me tiens, à une trentaine de mètres, c'est sombre. Le trou est de forme carrée et mesure environ dix mètres de largeur pour quatre de hauteur. En m'approchant je vois, à cinq mètres de profondeur, une petite porte métallique et le mur du fond. La désolation que je ressens depuis deux heures s'évapore devant l'émergence d'un nouveau monde. Des fleurs bleues poussent entre les pierres au sol, des gouttes d'eau forment un mince rideau devant cette grotte industrielle, des lichens blancs

l'envahissent. Les couleurs s'affolent. Je rencontre la mine abandonnée de Kuannersuit, et j'oublie le projet minier.

De massives poutres de métal qui repoussent la montagne encadrent l'ouverture, qui est parfaitement délimitée. Elle semble découpée au laser. Les lignes tranchent avec les angles irréguliers de la roche, renforcées par l'égouttement des eaux de glaciers. Après de longues minutes à observer ce petit monde, je franchis le seuil que matérialisent l'eau et l'ombre. La lumière change, l'odeur est un peu moisie. Ça sent le champignon, l'urine, le renfermé. Deux gros bidons d'eau sont posés dans un coin. Je me dis que ce lieu est visité. Des personnes doivent parfois venir y dormir, et peut-être des chantiers y sont-ils toujours conduits. Je sais maintenant que ce n'est pas le cas, que ces traces d'habitat sont celles des locaux qui empruntent la route de graviers, comme je l'ai vu le jour même, pour aller chasser et profiter du toit de la montagne. Même si l'arrêt de la route à cet endroit amène à comprendre qu'elle a été bâtie seulement pour la mine, elle a été réappropriée. Un mur en béton obstrue l'entrée et les rails visibles sur le cliché en noir et blanc ont été retirés. J'observe la porte de métal et je la trouve petite. Elle mesure moins de deux mètres de hauteur, un mètre de largeur. Ces proportions me font sourire. C'est de cette ouverture que les industriels australiens veulent extraire la masse de terre-rares et d'uranium qui permettra de concurrencer la Chine ? Au marqueur noir, des noms, des dates, des cœurs et des dessins obscènes s'étalent sur la porte taguée. Ces traces me mettent à l'aise, je sais que je ne risque rien, je comprends que je me trouve simplement au point d'arrivée d'une randonnée dominicale. Kuannersuit m'apparaît dans toute sa familiarité.



Figure 6: La bouche de la mine abandonnée de Kuannersuit

Photo de l'auteur, septembre 2019.

Devant la mine, la sixième figure, je perçois la consistance de la concurrence territoriale. Je vois l'occupation actuelle, passée et à venir de Kuannersuit. Je tomberais presque dans une image romancée de protection absolue de cet endroit, si je n'avais en tête les propos de fermiers rencontrés l'année précédente ou d'Oleeraq insistant tous sur les nécessités de « développement » et les opportunités données par « les minerais de Kuannersuit ». Quel meilleur endroit qu'en face de la mine abandonnée pour essayer de saisir d'où provient cette perception géologique de la montagne ?

Où l'on parle cailloux et colonialisme : conquérir l'île par les explorations

Au retour de ma marche, je raconte à Oleeraq ce que j'ai vu. Il rit de mes étonnements, « bien sûr que c'est magnifique ! », « évidemment qu'elles brillent, les pierres de la montagne ! », « le chemin date des années 1950 et il a été entretenu depuis, sinon, comment on ferait ! » Je vois que cet environnement est établi pour lui. Bien qu'il les admire, les filons sont sans surprise à ses yeux, et je me demande pourquoi.

Je cherche d'abord des réponses dans le guide géologique, que j'avais avec moi à chaque terrain. Je vois quelques dates, quelques noms et événements, et je ne peux me départir d'un commentaire : ils sont tous danois. Je ne suis pas si surprise que cela en raison de la corrélation entre certaines dates et les régimes politiques de l'époque au Groenland, mais je m'interroge sur le sens de ce lien. C'est mue par cette réflexion que j'ai approché le travail conduit par la géographe Kathryn Yusoff dans son ouvrage *A billion black anthropocenes or none*⁶ publié en 2018. Dans ce livre, la chercheuse remet en question le concept d'anthropocène, s'inscrivant dans la lignée des approches décoloniales, féministes et queers. Elle souligne un impensé du débat portant non pas sur la caractérisation des processus de cette période, comme le font nombre de contradicteurs, mais sur la discipline géologique en tant que présupposé théorique commun et légitime de l'anthropocène⁷. Elle considère au contraire cette science comme une composition intellectuelle porteuse des enjeux de son époque et indissociable de ce contexte d'élaboration, caractérisé au premier chef par le colonialisme. Dans ses recherches, elle démontre l'intrication des considérations racistes qui venaient justifier l'esclavagisme par une échelle de l'humanité à la solidification de la méthode géologique pour étudier les âges de la Terre. La conclusion de son livre, « Aucune géologie n'est neutre », affirme l'ancrage socio-politique de la géologie en tant que système et en tant que pratique de domination et de catégorisation⁸. Selon elle, celle-ci porte toujours la marque de cette idéologie dans la répartition des espaces entre exploitants et exploités qu'elle a imposée, et elle se perpétue à travers les pratiques d'exploration et d'extraction

6 Yusoff Kathryn *A billion black anthropocenes or none*, University Minnesota Press, Minneapolis, 2018.

7 Ferdinand Malcolm « Anthropocènes Noirs. Décoloniser la géologie pour faire monde avec la Terre » *Terrestres*, n°14, juin 2020. https://www.terrestres.org/2020/06/01/anthropocenes-noirs-decoloniser-la-geologie-pour-faire-monde-avec-la-terre/#footnote_plugin_tooltip_6406_6 [Consulté le 10/12/2020]

8 Yusoff 2018, *Op. cit.*, p108.

contemporaines⁹. Cette analyse historique du rôle et de la composition de la géologie dans les rapports de forces politiques mondiaux dépasse le cadre de cette situation ethnographique. Néanmoins, l'approche critique de cette discipline en tant que science située et méthode positiviste constitue un outil pour penser l'histoire des cailloux de Kuannersuit. Je m'inspire ainsi de la démarche de Kathryn Yusoff et j'essaie dans les pages qui suivent de saisir les dynamiques dans lesquelles les minerais ont été créés. Je mène une historiographie géologique qui croise des articles d'époque, des études scientifiques et des compte-rendus de campagnes récents ainsi que des écrits journalistiques de différentes périodes pour déconstruire puis comprendre l'évidence minéralogique.

Je date les débuts de la composition minéralogique de Kuannersuit autour de 1800¹⁰. A cette époque, l'occupation danoise du territoire groenlandais est structurée en noyaux d'implantation qui constituent les colonies. Comme je l'ai expliqué au second chapitre, seuls ces sites sont sous autorité de Copenhague, et non l'ensemble de l'île. Pourtant, l'alerte donnée par des administrateurs à propos de la cryolithe d'Ivittuut déclenche des ordres de prospection systématique. Le Roi du Danemark engage alors des explorations géologiques qui se fondent dans une perspective de conquête coloniale du territoire. Ces mouvements sont à l'origine des minerais de Kuannersuit.

En raison de l'organisation erratique des comptoirs, la recherche est d'abord menée par quelques personnes seulement et elle donne peu de résultat¹¹. Néanmoins, les gestionnaires de Narsaq informent leurs supérieurs de la présence de roches multiples, ce qui entraîne l'envoi du naturaliste allemand Karl Ludwig Giesecke. Déjà croisé au premier chapitre avec la mine d'Ivittuut, ce nom est bien connu dans l'histoire géologique de l'île car Giesecke en composera le premier répertoire minéralogique. Il conduit des terrains de recherche étendus, tant sur les minerais que la géographie et l'ethnologie¹². Ses prospections dépassent les frontières des comptoirs et repoussent les bornes de l'occupation danoise au Groenland. Entre 1806 et 1809, ses premières expéditions établissent un recensement initial d'eudialyte, de sodalite et d'arfvedsonite à Kuannersuit – ces composés hébergeant les célèbres uranium et terre-rares locaux¹³. Les recherches se concentrent ensuite sur la géographie d'autres régions groenlandaises et s'éteignent entre 1851 et 1870 dans le Sud. A cet endroit, il est intéressant d'adopter la démarche de Kathryn Yusoff en étudiant directement les productions de l'époque. Après de longues investigations, j'ai retrouvé le rapport rendant compte de ces recherches, rédigé par l'un de ses plus éminents acteurs, le minéralogiste danois J.F. Johnstrup. Dans le compte-rendu bilingue franco-danois des expéditions scientifiques qu'il publie en 1890, parmi

9 Yusoff 2018, *Op. cit.*, p73.

10 Les frontières disciplinaires de l'époque et celles d'aujourd'hui n'étant plus les mêmes, j'emploierai de façon large le terme « minéralogie » qui désignait à l'époque le champ de recherches géologiques, géographiques et géomorphologiques.

11 Développé au premier chapitre.

12 Meddelelser om Grønland, Commissionen for Ledelsen af de geologisk og geographiske Undersøgelser i Grønland, 1890, p192.

13 *Ibid*, p13

les contributions de nombre de ses collègues sur les études géomorphologiques de l'île, il revient lui-même particulièrement sur l'arrêt des campagnes et la nécessité d'une reprise

« De 1851 à 1870, si l'on excepte une seule expédition, on ne fit pas grand' chose en Danemark pour poursuivre l'exploration scientifique du Groenland ; mais comme la côte occidentale de cette contrée, depuis la colonie d'Upernavik jusqu'au cap Farvel, est considérée comme une partie de l'État danois, ce doit être pour le Danemark une affaire d'honneur de ne pas rester passif dans cette voie, et de ne pas laisser à des naturalistes étrangers le soin d'explorer un pays appartenant à la couronne danoise. Les étrangers ne peuvent d'ailleurs rien faire dans ces régions très peu peuplées sans l'assistance du gouvernement danois, des fonctionnaires danois du Groenland et de la population indigène. »¹⁴

Un fort lien entre le rapport impérialiste dano-groenlandais et l'exploration du pays apparaît à travers l'écrit de J.F. Johnstrup. L'exploration géologique y est considérée comme un enjeu politique majeur. Mener les campagnes constitue une façon de revendiquer la puissance danoise vers l'extérieur et d'occuper les zones déjà considérées comme acquises. Géographiquement, la partie allant « depuis la colonie d'Upernavik jusqu'au cas Farvel » représente les côtes ouest et sud-groenlandaises sur lesquels des comptoirs sont régulièrement implantés. Le dessin qui ouvre le compte-rendu et que j'ai reproduit en figure sept souligne en plus l'engagement dans une conquête territoriale : les explorations géologiques et géomorphologiques visent à étendre la domination de l'État danois sur l'île.

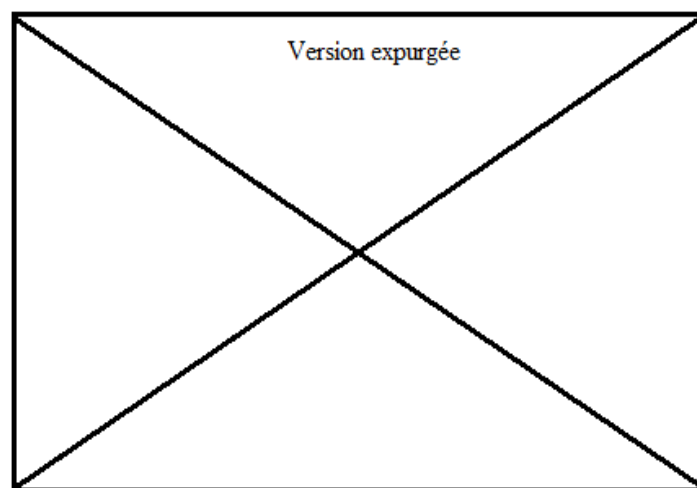


Figure 7: *Sammenskruet indlandsis. Syd Grønland 1878*,
« Inlandsis soudé, Sud Groenland 1878 »
Source : Meddelelser 1890, *Op. cit.*, page non numérotée.

14 Meddelelser 1890, *Op. cit.*, p193. En français original.

Ce dessin qui montre des individus bataillant avec l'inlandsis arctique fait des géologues des explorateurs qui défrichent un monde nouveau. S'il l'est concrètement pour eux, il ne l'est pas pour les populations qui habitent alors l'île et voient leur environnement remodelé par ce passage. Il est d'une part requalifié à l'aune de critères scientifiques exogènes, qui mèneront à la domination du régime géologique. D'autre part, il est soumis à l'autorité politique danoise au fur et à mesure de l'expansion des chercheurs qui, dans ce mouvement, revendiquent les sols et les sous-sols pour la royauté. La recherche promue par J.F. Johnstrup, figure de proue des géologues, est donc une dynamique de nature impérialiste qui rappelle les nombreux travaux relatifs à la science des Lumières en Occident¹⁵.

Les prospections menées par les minéralogistes danois J. F. Johnstrup et K. J. V. Steenstrup engagent une exploration pérenne de l'île¹⁶. À leur retour en 1875, ils demandent à la couronne la mise en place d'une Commission d'investigation géologique et géographique pour le Groenland, qui est accordée. Celle-ci donne lieu à plusieurs expéditions de recherche en 1876-77 qui traitent d'un grand nombre d'aspects, depuis la glaciologie jusqu'à la biologie et l'archéologie¹⁷. Considérées comme un succès, ces recherches entraînent un renforcement de la structuration de la commission en 1878 et le renouvellement des terrains¹⁸. Historiquement, ce moment m'apparaît comme le commencement officiel de la recherche danoise au Groenland, qui sera institutionnalisée en 1956 par le Groupe de recherche géologique, et deviendra en 1995 l'Institut des recherches géologiques, l'un des organismes actuels de contrôle de l'industrie minière.

J. V. Steenstrup, avec ses neuf expéditions dans la région sud-groenlandaise, dont une de deux années et demies, devient une figure centrale de ce mouvement d'exploration. Il représente la Commission d'investigations géologiques et géographiques au Groenland, et agit parfois également au nom de la Compagnie du Commerce de la mine de cryolithe¹⁹, témoignant de l'ambition commerciale associée à la démarche géologique. Il ramène de ses terrains sud-groenlandais de nombreux échantillons qui sont examinés par le géologue J. Lorenzen en 1887. Ce dernier y trouve trois nouveaux minerais, qu'il nomme polyolithionite, rinkite et steenstrupine, dont aucun usage industriel n'est dégagé. L'étymologie de leurs noms est frappante. Le premier correspond aux standards géologiques²⁰, mais les deux seconds puisent leurs sources dans l'histoire de la colonisation. La rinkite fait honneur à Henrik Johannes Rink, missionnaire dano-norvégien à l'origine de la colonisation du Groenland au

15 Voir à ce sujet Pellerin Pascale (dir.) *Les Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale. XVIIIe-XXe siècles*. Classiques Garnier, coll. Rencontres, Série Le dix-huitième siècle, Paris, 2020.

16 Meddelelser 1890, *Op. cit.*, p193

17 *Ibid*. Ces chercheurs conduisent la première étude des ruines Norses sud-groenlandaises.

18 « Kommissionen for Ledelsen af de geologiske og geografiske Undersøgelser i Grønland. » *Tidsskrift Geografi*, Vol 28, n°2, 1925, <https://tidsskrift.dk/geografisktidsskrift/article/view/47401/59254> [Consulté le 11/12/2020]

19 *Ibid* et <https://www.mindat.org/min-3756.html> [Consulté le 11/12/2020]

20 Strekeisen, Alex <http://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/polyolithionite.php> [Consulté le 11/12/2020]

XVIII^{ème} siècle²¹. La steenstrupine, elle, tire son appellation du géologue J. V. Steenstrup, dont j'ai déjà abondamment parlé²². Ce dernier minéral très présent localement est considéré comme étant un des principaux éléments radioactifs du gisement, particulièrement porteur d'uranium et de terres rares²³. L'élaboration de la steenstrupine fait ainsi de la radioactivité une propriété géologique de la montagne Kuannersuit, en 1887.

En 1883, le minéralogiste G. Flink collecte un ensemble de roches analysées par les scientifiques O.B. Bøggild et C. Winther au Danemark. Ils répertorient une série d'éléments, dont le plus important est certainement la naujakasite, au destin et au pouvoir tous particuliers. Durant cinquante ans, l'échantillon de trois cent cinquante grammes conserve le mystère de sa composition aux minéralogistes, qui l'étiquettent « chlorite ? », en attendant l'expérimentation qui donnerait raison à l'hypothèse²⁴. La rareté d'occurrence de cette roche amène finalement Bøggild à la considérer comme inédite, ce qu'il confirmera par analyse pétrochimique en 1933. Contrevenant à la tradition engagée avec la rinkite et steenstrupine, il choisit de baptiser la pierre d'après son lieu de collecte, le site de Naujakasik, « La jolie petite mouette ». Au sein du complexe Ilimaussaq (ensemble minéralogique expliqué à la page suivante), elle est toujours composée à un tiers de roche lujavrite, et est alors appelée naujakasite-lujavrite. Ce minéral m'apparaît d'une part intéressant par sa résistance à toute définition selon les standards de la géologie de l'époque, qui me semble reflétée par le recours à un nom local pour sa désignation officielle, signant en cela son entrée dans le système géologique. D'autre part, il faut indiquer que la naujakasite-lujavrite constitue le second élément majeur du gisement d'uranium, et est donc de nos jours l'objet de toutes les convoitises²⁵. J'en ai moi-même soupesé des éclats dans ma main lors de ma randonnée. Le géologue Henning Sørensen, dans un document de synthèse du complexe Ilimmaasaq publié en 2001, exprime néanmoins le « problème énigmatique » que présente cette roche. Bien qu'étant composée des éléments les plus traditionnels, elle n'est présente en quantité qu'à Ilimmaasaq. D'après sa composition, il estime qu'elle devrait être bien plus largement répandue²⁶. Sans commenter les caractéristiques géo-chimiques en jeu, je souligne à nouveau la résistance de cette pierre à correspondre aux injonctions géologiques et aux comportements qui lui sont prescrits. En dépit de ces détours, la steenstrupine et la naujakasite-lujavrite, principaux minerais d'intérêt industriel de Kuannersuit, sont établis par les expéditions des années 1880. A partir de là vont suivre d'autres roches qui préciseront l'image des lieux.

21 Mindat.org <https://www.mindat.org/min-3422.html> [Consulté le 11/12/2020]

22 Meddelelser 1890, *Op. cit.*, p73.

23 Sørensen Henning « Brief introduction to the geology of the Ilimaussaq alkaline complex, South Greenland, and its exploration history », *Geology of greenland Survey Bulletin*, n°190, 2001, p6.

24 La chlorite est un minéral de fer ou de magnésium. Strekeisen, Alex <http://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/naujakasite.php> [Consulté le 11/12/2020]

25 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p11.

26 *Ibid*, p6.

De 1900 à 1908, l'enquête la plus complète est menée puis publiée par N.V. Ussing. Il compile les données géologiques et pétrologiques de ses prédécesseurs et son rapport reste apparemment un document de référence encore aujourd'hui de par son exhaustivité²⁷. En hommage, O.B. Bøggild nommera la roche ussingite d'après lui. Son rapport opère une catégorisation des minerais d'Ilimmaasaq qui est toujours en usage, avec une partie relevant de la lujavrite, et une autre de la kakortokite²⁸. Pour des raisons différentes, elles méritent que l'on s'y arrête. La lujavrite est un type de roche notamment constitué des minerais steenstrupine et naujakasite-lujavrite, eux-même composés d'uranium et de métaux rares, désormais recherchés par l'industrie. Il s'agit de la roche qui serait extraite et broyée par les ouvriers de l'entreprise Greenland Minerals. Cet ensemble typologique prend une place de plus en plus importante au fil du déploiement du secteur minier. La kakortokite m'apparaît intéressante pour un tout autre aspect, celui de sa dénomination. En 1912, N.V. Ussing la nomme ainsi en référence aux chef-lieu voisin Qaqortoq, alors orthographié K'akor'tok en groenlandais non réformé. Il en précise néanmoins la composition selon les termes disciplinaires, à savoir une roche « agpaitic nepheline syenites »²⁹. A travers les nombreuses lectures de papiers géologiques que j'ai effectuées pour ce chapitre, il me semble que depuis 1912 tant le terme kakortokite que l'expression « agpaitic nepheline syenites » sont employés pour désigner cet ensemble rocheux³⁰. C'est l'unique objet que je croise ayant une double appellation géologique. Le recours à un mot local, pour désigner un objet également qualifié par les termes disciplinaires, me semble ainsi extrêmement significatif. J'interprète cela comme un outil de traduction de l'entreprise géologique, pour rendre accessible ce processus, mais également dans l'optique de l'incarner d'autant plus dans l'environnement humain et rocheux. Par l'usage de termes locaux, la géologie se fond progressivement dans le paysage.

Gardar, Ilimmausaq, Kvanefjeld... La requalification d'un territoire

Jusqu'aux années 1950, les terrains de recherche géologique s'amenuisent, et le travail est surtout conduit dans les laboratoires danois par l'étude des échantillons et leur qualification³¹. Cette période est particulièrement perceptible à travers l'évolution des usages pour référer à la zone de Kuannersuit. De 1800 à 1900, celle-ci est seulement appelée « l'espace de Julianhaab », d'après le nom danois alors attribué à la ville de Qaqortoq,

27 Malgré son ancienneté, il est cité dans la plupart des publications de géologie que j'ai étudiées pour le chapitre. Ussing, N.V. *Geology of the country around Julianehåb, Greenland*. Meddelelser om Grønland Vol38, 1912, 426p.

28 Sørensen H. , H. Bohse et J.C. Bailey « The origin and mode of emplacement of lujavrites in the Ilimmausaq alkaline complex, South Greenland » *Lithos* n°91, 2006, pp286–300, p287. On compte désormais sept principaux types.

29 *Ibid*, référant à Ussing 1912.

30 Voir par exemple la page wikipédia, ainsi que toute la littérature géologique traitant de cette région [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kakortokite_\(eudialytic_nepheline_syenite\)_Kangerdluarssaq_Fjord,Greenland.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kakortokite_(eudialytic_nepheline_syenite)_Kangerdluarssaq_Fjord,Greenland.jpg) [Consulté le 11/12/2020]

31 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p13.

principale ville de la colonie sud-groenlandaise. En 1938, le géologue suisse Eugène Wegmann instaure l'appellation « Formation de Gardar », qui deviendra rapidement « Province de Gardar », pour désigner l'ensemble géologique comprenant la péninsule de Narsaq et ses environs³². Ce nom est inspiré de celui de la paroisse Norse installée dans la même zone par les immigrants vikings autour du dixième siècle, anciennement Gardar et de nos jours le village d'Igaliku. L'établissement de ce nom marque d'une part l'encadrement particulier de la zone abritant uranium et terre rares, préfigurant la concentration de l'intérêt industriel et scientifique sur cet espace. Du point de vue de la performativité du langage, la Formation de Gardar donne ainsi consistance à cet espace délimité à travers l'affirmation de sa singularité géologique. D'autre part, le recours à cette période historique, qui constitue une forme d'enclave circonscrite en dehors des histoires inuit et coloniale, attache la Formation de Gardar à une chronologie unique forcément détachée des Groenlandais. En effet, d'après les recherches archéologiques, les populations norse et inuit se seraient croisées mais n'auraient pas cohabité ou échangé dans la région³³. Cette période entre 982 et environ 1450 est donc celle d'une occupation scandinave de l'île qui, outre les vestiges qu'elle a laissés, a peu marqué l'histoire groenlandaise. La référence à cette période, plutôt qu'aux Inuit, fait donc valoir une occupation territoriale bien plus significative pour les Danois que pour les Groenlandais. De plus, il faut souligner qu'en géologie les formations sédimentaires renvoient non seulement à des composés chimiques mais également à des périodes temporelles. La Province de Gardar devient ainsi une enclave détachée du territoire et inscrite à un univers de références et d'histoires exogènes, qui se solidifient à travers leur incarnation dans les roches.

À l'instar de la Province de Gardar, j'ai essayé de retrouver le point d'émergence de l'usage du nom Ilimaussaq pour désigner la zone bien particulière de la montagne Kuannersuit. D'après la revue de la littérature que j'ai effectuée, il apparaît pour la première fois dans une publication du géologue danois Henning Sørensen en 1958³⁴. Le terme est orthographié selon l'orthographe non réformée, il s'écrit de nos jours Ilimmaasaq, et est ensuite largement repris par ses pairs. En dépit de la réforme orthographique et de l'usage du terme Ilimmaasaq dans le Sud, les géologues continuent d'employer l'ancienne forme. Je précise à cet endroit que les deux mots se disent à l'oral de la même façon, cette différence n'est visible qu'à l'écrit. Comme mes interlocuteurs me l'ont expliqué, et comme je l'ai moi-même constaté sur carte à l'appui, Ilimmaasaq est le nom de la plus haute des trois montagnes qui entourent Narsaq, et qui recèlent toutes uranium et terre rares. Il s'agit donc d'une appellation vernaculaire qui, appropriée par la géologie, en vient à désigner une aire minéralogique

32 Wegmann, C.E. *Geological Investigations in Southern Greenland*. Meddelelser om Grønland, n°113, Vol2, 1938, 148p, cité par Upton B.G.J. *et al.* « Magmatism of the mid-Proterozoic Gardar Province, South Greenland: chronology, petrogenesis and geological setting » *Lithos* n°68, 2003, pp43-65, p44.

33 Vésteinsson O. *Kujataa, a subarctic farming landscape. A nomination to UNESCO's World Heritage List*. Ministère de l'éducation, la culture, la recherche et l'Église. Ministère de l'industrie, du travail et du commerce. Commune Kujalleq du Sud du Groenland. Musée et Archives nationales groenlandaises, 2016, p139.

34 Sørensen, H. *The Ilimaussaq Batholith. A Review and Discussion*. Meddelelser om Grønland n°162, Vol3, 1958.

spécifique. Lors de mon terrain ethnographique, les seules références qui y ont été faites tombaient dans ce champ. Marianne Paviassen l'a même employée pour désigner la zone dans laquelle se situe la mine abandonnée, alors qu'il s'agit, du point de vue de la géographie des montagnes, de deux espaces strictement distincts. Par contre, d'un point de vue géologique, la mine abandonnée tombe en effet dans l'espace Ilimaussaq.

Cette définition m'apparaît sous une lumière similaire à celle de la Formation de Gardar, mettant au monde un ensemble particulier à partir des gisements et des filons. Cependant, là où Gardar constitue une invention, l'usage du terme groenlandais pour Ilimmaasaq me semble entraîner un effet de recouvrement géologique sur la géographie. J'entends ici la reconfiguration d'un espace géographique connu en entité géologique définie de façon exogène. Au cœur de la même appellation se retrouvent ainsi désormais deux critères de désignation distincts. L'un fait appel au référentiel minéralogique formé durant les expéditions scientifiques et coloniales, le second relève de la territorialité autochtone. Géologie et géographie se confondent désormais dans l'entité montagneuse Ilimmaasaq.

Les recherches géologiques dans l'aire d'Ilimmaasaq prennent place dans le mouvement d'industrialisation du pays des années 1930. Dans cette perspective, les gisements sont considérés comme une nouvelle voie économique, et des missions sont envoyées pour estimer leur valeur marchande. Kuannersuit devient une cible de ce mouvement de par l'attractivité géologique de ses minerais uniques³⁵. Après Gardar et Ilimmaasaq, c'est cette montagne qui va traverser une requalification dans l'exploration de ses filons. Les veines uranifères vont donner naissance à Kvanefjeld.

Ce sont des agents en poste à la mine d'Ivittuut et les géologues qui y sont rattachés qui sont investis de la mission d'exploration à Ilimmaasaq. Accompagnés d'Henning Sørensen, ils s'y déplacent en 1939 et 1946 et envisagent une production autour de l'eudialyte et des roches kakortokite, pour finalement abandonner au vu de l'absence de marché³⁶. Après la guerre, le contexte géopolitique d'affrontement et de concurrence entre les États capitalistes pousse le Danemark à lancer une recherche spécifique en direction de l'uranium. En effet, les applications militaires et médicales de cet élément intéressent nombre de puissances qui sont à la recherche de filons à exploiter, dépassant dans cette entreprise leurs frontières nationales³⁷. De plus, la situation énergétique du pays, totalement dépendant de ses importations de charbon, renforce cette course à l'uranium dans l'objectif d'en tirer une autonomie productive³⁸. Dans ce contexte, le président de la Commission danoise à l'énergie atomique, le

35 Sørensen H. « The position of the augite syenite and pulaskite in the Ilimaussaq intrusion, South Greenland » *Bulletin de géologie de la Société du Danemark*, Vol 27, Numéro spécial, pp15-23, Copenhagen, 1978, p15-16.

36 Sørensen 1978, *Op. cit.*, p15-16. Sørensen 2001, *Op. cit.*, p13. Et Sørensen *Ilimaussaq Alkaline Complex South Greenland – An overview of 200 years of research and an outlook*, Meddelelser om Grønland, Geoscience n°45, 2006, p6.

37 Heymann M., Knudsen H., Lolck M. L., Nielsen H., Nielsen K. H. & Ries, C. « Exploring Greenland: Science and Technology in Cold War Settings. » *Scientia Canadensis*, Vol33, n°2, 2010, pp11–42, p13.

38 Pelaudeix Cécile, *et all.* « Openness, transparency and public participation in the governance of uranium mining in Greenland: a legal and political track record » *Polar Record*, Vol53, n°6, 2017, pp603–616, p606.

physicien Niels Bohr, enjoint le gouvernement de Copenhague à lancer un plan de recherche systématique d'uranium sur le territoire groenlandais, qui débute en 1955 au complexe Ilimmaasaq.

Cette première étape est marquée par le contexte de nucléarisation de la géopolitique mondiale, dont Niels Bohr est l'une des figures majeures. En effet, à cette époque il travaille à Los Alamos sur le Projet Manhattan, qui produit entre autres expérimentations la première bombe atomique. Dans ses recherches ultérieures pour une utilisation pacifique et contrôlée de l'énergie nucléaire, il participe à la fondation du Laboratoire danois Risø en 1956, l'organisme d'étude et de contrôle des matières radioactives qui aura la charge des minerais extraits à Kuannersuit³⁹. De nos jours, ces échantillons dégagés entre 1950 et 1985 y sont toujours stockés.

Le groupe de Recherches géologiques groenlandaises, d'abord officieux puis institutionnalisé en 1956, prend en charge les explorations d'uranium à Ilimmaasaq⁴⁰. Il est cette fois-ci accompagné de personnels militaires qui se chargent d'une première étude au compteur Geiger, mettant en lumière l'importance nationale et politique de l'uranium⁴¹. Ce sont eux qui captent le massif filon de Kuannersuit en 1956, conduisant au creusement du tunnel désormais abandonné. L'afflux de géologues, techniciens et militaires fait de cette montagne un centre tout à la fois géologique et politique qui est rapidement paré d'un nom pour le désigner. « Kuannersuit », le terme vernaculaire, est écarté au profit de « dépôt de Kvanefjeld ». Cette expression mêle le régime géologique danois à l'emprise post-coloniale qui continue de s'exercer sur le Groenland alors que le pays vient tout juste d'obtenir le statut de Province et de perdre celui de colonie⁴². Le « dépôt de Kvanefjeld » voit ainsi le jour dans les publications de géologie, dans les médias, et sur les cartes spécialisées. Dans la continuité de l'analyse critique inspirée par Kathryn Yusoff, je mets en lumière que Kvanefjeld signifie « la montagne de l'angélique [une plante locale] », et n'est autre que la traduction exacte du nom groenlandais Kuannersuit. Cette version, tout en reprenant l'appellation de la montagne, en modifie paradoxalement profondément le sens puisqu'elle importe avec elle un univers géologique prescrit et une domination politique qui persiste. En cela, elle apparaît comme une appropriation symbolique et matérielle du territoire qui s'ancre bientôt dans l'extraction.

39 Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Niels_Bohr [Consulté le 16/12/2020]

40 Heymann 2010, *Op. cit.*, p24.

41 *Ibid*, p22. Et Pelaudeix *et. all* 2017, *Op. cit.*, p606.

42 Voir le second chapitre pour le détail historique.

Trous, puits et ferrailles : les traces persistantes du régime géologique

Dans un article publié en 2008, le géologue Henning Sørensen raconte la période qui vit la « découverte » (*blev fundet*) du dépôt de Kvanefjeld. Tout en adressant ce document en tant que source d'information historique redonnant dates et contexte, je le perçois également au même titre que les écrits de John Steenstrup et Ussing, c'est-à-dire en tant que matériau de recherche. Le géologue y effectue un retour sur expérience qui souligne la continuation de la perspective de conquête et de domination du territoire. Dans les premières pages, il revient sur la demande d'une prospection d'uranium, et le montage militaro-scientifique qui en résulte. Il décrit le départ de l'expédition pour Narsaq depuis la mine d'Ivittuut en juillet 1955, où les géologues sud-groenlandais ont cette année-là leurs quartiers.

« La marine a réuni une équipe de douze personnes avec deux commandants et dix soldats, dont un joueur de cor, un porte-drapeau, un cuisinier et un coiffeur. Toute l'équipe est arrivée à Ivigtut (aujourd'hui Ivittuut) début juillet. [...] Un examen exact du projet a été effectué, après quoi le chef des opérations a conclu « Eh bien, nous les enverrons à Narsaq avec l'un de nos navires. ». L'amiral lui a répondu « Nous n'avons pas de bateau. » Alors j'ai dit: « Monsieur l'amiral, nous pouvons naviguer là-bas dans l'un de mes bateaux. » Ce qui a été accepté. (Il faut ajouter ici que le travail de cartographie géologique à cette époque se faisait à partir de bateaux. J'avais à ma disposition trois bateaux à moteur et un certain nombre de petits bateaux). Nous avons ensuite pris un bon et consistant petit déjeuner dans la résidence privée de l'amiral. À un moment donné, un invité vêtu d'une veste blanche est arrivé avec un plateau de verres d'eau glacée. Les locaux savaient que cela signifiait qu'il fallait partir maintenant. Nous nous sommes levés, avons arrangé le matériel à Ivittuut et avons mis les voiles tôt le lendemain matin pour Narsaq. Nous avons passé quelques jours à Narsaq à récupérer tout le matériel, les provisions, etc. Le 13 juillet, l'embarcation a navigué vers Kangerluarsuk au sud de Narsaq, où un camp a été mis en place dans les règles de l'art. Le 15 juillet, l'aménagement du réseau de points de mesure a commencé. Pendant ce temps là, j'ai fait faire à Mouritzen [le chef des opérations], à ses deux assistants et à un étudiant en géologie que j'avais emmené d'Ivittuut, le tour de la région pour qu'ils puissent apprendre à connaître les différentes roches et minéraux. Cela s'est prolongé sur dix jours car c'était une période de fortes tempêtes et beaucoup de pluie. Puis je suis retourné à Ivittuut, laissant l'étudiant en géologie Fritz Lyngsie Jacobsen comme participant à l'expédition de Mouritzen. »⁴³

La façon romancée de raconter cette mission et la mobilisation de détails anecdotiques lui donnent un caractère exceptionnel. L'expédition semble bien plus avoir été vécue comme une aventure que comme un traditionnel moment de recherche. D'ailleurs, le passage traduit est accompagné d'une photographie de l'époque sur laquelle on peut voir le fameux bateau qui les transporte, au mât duquel le drapeau danois flotte au vent. Se dégage de cette narration une idée de prise de possession qui semble allier « découverte » géologique et territoriale. Les lignes suivantes de l'article décrivent très succinctement l'exploration des gisements uranifères, sur lesquels les terrains de 1956 et 1957 se concentrent. Ils donnent lieu à

43 Sørensen, H. « Grønlands uran og thorium » *Tidsskriftet Grønland* Vol4-5, 2008, pp192-203, p195.
Traduction de l'auteure depuis le danois.

l'aménagement de structures qui sont toujours visibles au sol, et que j'ai vues sans les comprendre lors de ma randonnée. À la lecture de cet article, je reviens sur mes photos, sur mes souvenirs et sur mes notes pour comprendre que ces traces constituent des formes de rémanences physiques de l'empreinte géologique. Ces objets mettent en lumière le marquage de Kuannersuit effectué à cette époque, qui était alors le résultat du travail exercé par les Danois depuis plusieurs décennies et l'amorce d'un rapport industriel nouveau dans cet espace. Cette configuration deviendra l'une des identités de l'environnement de Narsaq.

À la fin des années 1950, une équipe menée par Walter Nielsen, le directeur de la mine de cryolithe d'Ivittuut, goudronne la route qui relie Narsaq à la montagne. Cette voie est celle que j'ai moi-même empruntée, qui longe la baie de Narsap Ilua et s'interrompt à la ferme qui signe l'entrée de la zone montagneuse. Sørensen précise qu'à cette époque, un laboratoire d'analyses est installé dans l'usine de la ville, la conserverie de crevettes que je décrirai à la section suivante. L'intensification des explorations en 1958 conduit au creusement des trente-six premiers trous, répartis sur presque quatre kilomètres, et particulièrement du tunnel principal, la bouche de la mine. De nos jours, seul le trou reste. Ces explorations divisent fortement la pseudo-communauté de l'atome qui se réunit là chaque été. Les géologues (du laboratoire Risø et de l'Université) s'y opposent pour des raisons géomorphologiques, estimant que la montagne n'a pas suffisamment été étudiée pour garantir sa réaction à de telles machines, tandis que la Commission à l'énergie atomique danoise ordonne un développement plus rapide, notamment pris en charge par les personnels de la mine d'Ivittuut. Pour soutenir l'ambition extractive, la Commission aménage un camp pour les loger et stocker les équipements à Narsaq Ilua, à trois kilomètres de la ville, et qui sera plusieurs fois ré-utilisé dans le cadre des campagnes de l'Institut des Recherches géologiques groenlandaises⁴⁴. Lors ma randonnée jusqu'à la bouche de la mine, j'en ai aperçu les vestiges à travers les trous du sol et les morceaux de ferrailles qui en émergent ici et là. Je me demande également si les barils rouillés qui m'ont intriguée et si les tôles et les grillages qui font les ponts au-dessus de la Narsaq River ne datent pas de cette époque. Je me surprends à constater qu'en septembre 2019, alors que je ne connaissais pas cette histoire, elle forçait son passage à mes sens. Maintenant que je la connais, je la vois partout.

À l'été 1960, le journal groenlandais *Atuagagdliutit/Grønlandposten* publie l'article « La chasse pour les richesses cachées du Sud du Groenland a commencé », qui relate l'expédition estivale de vingt géologues « à la recherche d'uranium et de minerais de valeur »⁴⁵. A l'instar de l'article précédemment cité, le journaliste et le géologue interviewés décrivent les déplacements en hélicoptère, le camp de base de Narsap Ilua ou encore le fonctionnement du compteur Geiger, donnant à ce terrain un air d'aventure qui semble directement lié à l'enthousiasme des protagonistes. Le géologue explique notamment qu'ils

44 Pour l'ensemble du paragraphe *Ibid*, p196-197.

45 Janussen, Hans « Jagten på Sydgrønlands skjulte rigdomme er gået ind », *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol 100, n°12, 20 Juillet 1960, p3. « leder efter uran og værdifulde mineraler ».

parcourent les alentours de Narsaq avec une carte et le compteur, dessinant des points noirs correspondant aux relevés effectués. Plus les points sont larges, plus le signal est fort, comme il le montre au journaliste en prenant « la montagne Kvanefjeld », comme il la nomme, en illustration. Il précise finalement que ces recherches sont effectuées en autonomie, car aucune ville ne serait suffisamment équipée pour les accueillir. Ils vivent ainsi en marge de Narsaq, sur le site de Narsaq Ilua dont ils revoient aussi le nom. Ils n'utilisent pas le terme vernaculaire, mais celui employé par les archéologues pour désigner les ruines qui s'y trouvent. Le nom scandinave « Dyrnæs » est ainsi utilisé, comme une nouvelle manière de requalifier l'endroit en espace géologique fondamentalement danois.

Au-delà du strict effacement des repères groenlandais, comme l'absence de référence à la ville de Narsaq pourtant située à trois kilomètres seulement du camp, il émane de cet article le même paradigme du Nouveau monde que celui que j'ai ressenti à l'égard des panneaux de la salle d'exposition minéralogique du musée local, ou encore à la lecture de l'article précédent. Les géologues arpentent la région de Narsaq dans une légitimité d'action qui rappelle le rapport colonial. Ne sont jamais mentionnés les habitants ou les enjeux groenlandais qui pourraient s'exercer, et c'est au contraire le cadre danois qui dirige l'action. À partir de 1962, les avancées techniques vont transmuier cette exploration en exploitation. La mise au point de la méthode de cuisson de la roche au sulfate de cuivre pour la séparer de ses minerais ajoute à la « découverte » et à la « chasse » une nouvelle quête, celle des technologies de production.

La cuisson des minerais est développée, et elle demande l'extraction de plus de cent quatre-vingts tonnes de pierres pour la tester. Agrandissement des forages, dynamitage de sept nouveaux puits et collectes de surfaces sont conduits par le tout jeune Groupe de recherches géologiques groenlandaises, rattaché au laboratoire Risø sous les ordres de la Commission à l'énergie atomique et des chercheurs de l'université de Copenhague. À partir de 1964, les filons uranifères de Kuannersuit deviennent le centre d'attention de la montagne, et des terrains de recherches sont menés chaque été jusqu'en 1977⁴⁶. Dans l'article sus-cité, Henning Sørensen qualifie cette décennie de recherches comme le « Projet uranium », appellation que j'ai retrouvée dans nombre de publications de l'époque⁴⁷. Si la Commission à l'énergie atomique renonce à une exploitation industrielle immédiate à cause de l'insuffisance des résultats de recherche et de la chute des prix de l'uranium dans les années 1960⁴⁸, les géologues n'en sont, eux, qu'aux prémises des études de faisabilité. Les explorations rassemblent annuellement une vingtaine d'enseignants, chercheurs et étudiants qui extraient et qualifient chaque été, un peu plus, les roches. En 1964, le chercheur russe V.I. Gerasimovsky, qui se joint exceptionnellement à l'équipe, baptise cinq minerais considérés comme inédits. Parmi ceux-ci, l'ilimausit et la sorensenite attirent mon attention⁴⁹. La première semble référer à son site de collecte, le complexe géologique Ilimmaasaq orthographié Ilimaussaq par les

46 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p14-15.

47 Sørensen 2008, *Op. cit.*, p198. « Uran-projekt ».

48 Pelaudeix *et. all* 2017, *Op. cit.*, p606.

49 *Ibid.*

géologues, tandis que la seconde fait honneur au géologue danois Henning Sørensen, protagoniste que nous connaissons désormais bien de la recherche au Groenland. À l'image de l'ussingite pour Ussing, la sorensenite devient un artefact incarnant une géologie impérialiste, qui s'ancre de plus en plus profondément dans la matérialité de la montagne Kuannersuit. En raison du retrait des financements gouvernementaux, le camp de Kuannersuit est progressivement démantelé au début des années 1960, mais les vestiges de baraquements, les traces de ferrailles, tôles et déchets extractifs sont autant de signes de l'action des explorations géologiques du siècle dernier. La persistance de ces traces actualise sans cesse cette empreinte, produisant un espace qui ne peut s'extraire de la domination géologique qui l'a transformée.

Entre 1968 et 1976, l'intérêt porté par la compagnie danoise Superfos A/S accélère les explorations techniques et géologiques en portant, pour la première fois, un débouché commercial. Elle développe un procédé de séparation des composants qui forment l'eudialyte, permettant notamment d'en extraire les terres rares. Mais faute de marché sur lequel vendre ces produits, le projet est abandonné et la base de campement offerte aux équipes de recherche de l'Université⁵⁰. Cette période qui allie recherche géologique et applications industrielles s'affiche comme une forme d'aboutissement des prospections menées depuis un siècle, et se perçoit notamment dans l'enquête historiographique à travers l'apparition d'un nouveau type de documents : les enquêtes d'évaluation et d'impacts environnementaux. Elles matérialisent l'ouverture d'une ère que l'élite groenlandaise en quête d'autonomie nationale veut productive, et dans laquelle la problématique de l'exploitation des minerais de Narsaq va vivre ses premiers actes.

Si ce récit est celui de l'implantation du régime géologique des filons de Kuannersuit, il ne doit pas évincer l'aisance avec laquelle Oleeraq bascule de la carte géomorphologique à celle du terrain des pierriers et des chasseurs. Cette histoire a mené à l'intégration de la géologie au paysage local, où les filons de Kuannersuit semblent désormais départis de leur histoire coloniale. La conquête politique par l'exploration et la requalification minéralogiques est plus perceptible par les traces matérielles que dans les discours. Cela s'explique par le temps qui a passé, par l'invisibilité relative des campagnes scientifiques à l'époque, mais surtout par l'intégration de cette narration à la vie économique et sociale de Narsaq. À partir de l'extraction des années 1960, le « dépôt de Kvanefjeld » est incorporé au rythme et aux attentes de la ville, et contribue ainsi à façonner un paysage dans lequel Kuannersuit se fait gisements, filons et ressources minières.

50 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p17.

2) L'industrie en héritage : la mine abandonnée contribue à forger une solidarité territoriale

Par les rappels répétés d'Oleeraq, je saisis durant ma recherche ethnographique que l'ancienne mine de Kuannersuit est l'une des protagonistes de l'environnement de Narsaq et qu'elle est indispensable à la compréhension des affections qui le touchent actuellement. Elle est le point d'appui d'une histoire qui attache les filons à la vie locale et continue d'agir dans la façon d'occuper la montagne. Pour le saisir, il faut remonter les fils qu'Oleeraq tire du passé de Narsaq et y réinsérer la naissance puis l'extinction de l'exploitation des filons. Ce récit passe par l'histoire qu'il raconte et mes recherches sur des archives journalistiques – particulièrement menée avec *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, le premier journal groenlandais qui est toujours distribué, ainsi qu'une variété de documents trouvés au musée de Narsaq que je présenterai dans le texte – pour saisir la place que viennent à occuper les filons dans la localité et attraper, ainsi, la stratigraphie sensible de la montagne.

Raconter la ville par l'espace et le travail

Narsaq est une ville issue de la colonisation, mais elle est fréquentée depuis une période bien plus ancienne comme campement saisonnier de chasse, m'explique Oleeraq. Je le rencontre trois jours après mon arrivée, sur conseil de Jesper Enovelden, le directeur du musée, qui m'affirme qu'Oleeraq sait tout ce qu'il y a à savoir sur Narsaq. Durant le mois où j'y séjourne, il me raconte en effet un nombre considérable de faits, anecdotes et souvenirs qui, tout en étant alors décousus, font un récit bien particulier des lieux. Celui d'une ville construite par la contrainte d'une industrialisation et soudée par ses ressources. C'est dans cette image de son histoire locale qu'il inscrit Kuannersuit et à mesure de la pelote qu'il déroule que les filons prennent sens. Ils sont alternativement placés contre le projet de Greenland Minerals, pour revendiquer une autre manière de déployer une mine, ou en appui, comme pour assurer ma compréhension, de sa formule consacrée « on veut se développer ! ». Pour transmettre ses propos, j'assemble les événements dans l'ordre chronologique.

C'est en 1830 que l'administration coloniale fonde le site de Narsaq dans le but d'en faire un comptoir, dont les bâtiments abritent désormais le musée. Oleeraq me souligne dès le premier jour cette particularité : Narsaq n'a jamais été une paroisse, mais un site colonial et industriel dès ses premiers jours. On y stocke du matériel et loge quelques administrateurs. Peu peuplé, le hameau accueille d'abord seulement deux bâtiments. Le premier de bois peint en rouge reçoit le comptoir commercial, la poste et des employés sur deux étages. Le second est un hangar. Les Inuit, qui vivent alors en groupes mobiles dispersés dans la région, s'arrêtent seulement le temps d'échanger les peaux de la chasse contre des biens de consommation, comme du tabac ou des gâteaux secs. Ces groupes nomades habitent en tentes

collectives l'été, faites de bois flotté, d'os et de peaux, tentes dont ils réutilisent les mêmes fondations de pierres chaque année. Les autres saisons, ils logent dans de grandes maisons d'hiver de manière sédentaire, constituées de pierres maintenues par du gazon et de la boue. A contrario des paroisses qui se généralisent et entraînent la sédentarisation des populations dans des centres urbains de type comptoir-usine, Narsaq garde pendant cinquante ans son statut de comptoir où seuls résident les agents du commerce royal en charge de la colonisation. Certaines familles autochtones logent dans les environs, et la majorité maintient ses déplacements réguliers. Les colons croisent les Inuit en ne s'immiscant que peu dans leur quotidien⁵¹.

Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les agents coloniaux aménagent l'espace de Narsaq et transforment le relais en véritable lieu de vie. Oleeraq ne sait pas d'où provient cette initiative, et je n'en ai trouvé aucune trace dans mes propres recherches. Ils installent un cabinet médical, des missionnaires protestants se relayent pour christianiser la population réticente, des équipements de traitement des peaux sont montés, et des sites d'extraction de charbon sont creusés. Ce développement urbain se traduit administrativement par l'érection du hameau au rang de « site référence » en 1883. Dans les archives coloniales, il devient un « *udstede* », une colonie répertoriée comme un lieu de vie dans lequel des populations inuit se sédentarisent⁵². En conséquence, un nouveau bâtiment de stockage est construit en 1887, une mine de charbon mise en activité pour alimenter le chauffage des habitations coloniales, et une station de traitement de poisson s'implante à deux kilomètres. Le flétan et le thon y sont produits puis exportés au Groenland et en Europe, et les ouvriers sont tous des Groenlandais. Il s'agit d'une des premières villes à opérer une conversion vers l'industrie halieutique.

Cette forme d'exploitation des ressources et la répartition du travail d'atelier modifient l'agencement socio-économique de Narsaq. De plus en plus d'hommes et de femmes sont embauchés comme ouvriers à la mine ou à la poissonnerie et abandonnent progressivement les activités de la chasse. La relation d'échange dans laquelle ils se trouvent dès lors pris avec les Danois densifie les liens déjà tissés dans le cadre du troc. Ce rapprochement se matérialise par la transformation des foyers où une politique coloniale d'équipement des maisons d'hiver est engagée autour de 1910. Fours, poêles et papiers peints font leur entrée. La modification des infrastructures et des activités de production transforment ces maisons en habitations semi-pérennes, générant une vie de village mixte tout à fait originale préfigurant le quartier résidentiel. En 1919, on compte déjà cent soixante-deux habitants dont vingt maisons groenlandaises organisées à la manière danoise, c'est-à-dire possédant des chambres à coucher, une salle et une cuisine⁵³. Lors de mon séjour, Oleeraq m'ouvre à plusieurs reprises la porte de la maison gardée en guise de salle d'exposition. On y voit un grand lit, qui accueillait plusieurs membres de la famille, des croix religieuses pendues aux murs, et des extraits de magazines qui parlent de la royauté collés à côté de la table à manger. Dans une

51 Pour une description plus détaillée voir le chapitre deux.

52 Madsen, J.C. *Udsteder og Bopladser i Grønland 1901-2000*, Forlaget Atuagkat, 2009, p40.

53 Madsen 2009, *Op. cit.*, p40.

arrière-salle, des photographies d'usines sont affichées, et c'est en les regardant qu'Oleeraq me parle des terres. Il me dit qu'à cette époque il y avait du bétail un peu partout, qui broutait dans la ville et dans les montagnes. Il pense qu'on se déplaçait plus librement, et il me dit que les gens mangeaient alors ce qu'ils chassaient et ce qu'ils ramassaient dans les montagnes autour. Il décrit une époque de mouvements humains et d'imbrication de systèmes économiques.

La baisse des stocks de phoques du début de siècle et l'apparition de nouveaux besoins liés à la présence coloniale poussent des familles à se reconvertir dans l'élevage, initié autour de 1920 par un administrateur en retraite⁵⁴. À Narsaq, des étables sont construites et des jardins délimités pour accueillir vaches, chèvres et cochons, comme me l'explique Oleeraq alors que nous marchons dans son propre jardin. Il me montre les anciennes bordures invisibles de l'espace qui appartenait à la famille de sa femme, désormais recouvert par les chemins entre les maisons et les habitations elles-mêmes. Sur les photos d'époque conservées au musée local, je vois ces petits domaines, de trois cents mètres carrés au plus, dont les clôtures semblent plus transporter le concept de patrimoine foncier qu'éloigner les voisins, au regard des centaines de mètres qui les séparent les uns des autres. Sa femme en a hérité au décès de ses parents, où elle a emménagé avec Oleeraq. Au fil de la densification les propriétés se sont réduites, tout en gardant des jardinets plus ou moins grands qui rappellent ces délimitations socio-économiques, et l'insertion des Inuit dans les activités marchandes.

L'approfondissement des échanges entre les populations locales et le commerce colonial crée des liens entre eux. Si en d'autres lieux des politiques strictes sont mises en place pour ne pas perturber des pratiques productives de chacun, les administrateurs de Narsaq optent pour une autre manière de faire⁵⁵. Ils expérimentent l'introduction d'une monnaie pour remplacer le troc et insérer progressivement le concept de monétarisation des biens. Jusque-là, les familles troquaient des peaux ou de la graisse animale contre des biens fixes, réglementés dans chaque comptoir commercial. Avec le nouveau système, les biens du comptoir prennent une valeur fixe, tandis que les produits de la chasse sont soumis à une grille de valeur qui déterminera leur équivalent monétaire⁵⁶. La première manifestation de ce procédé est le système des coupons de charbons, faisant de cette production le moteur de l'expansion sociale et urbaine de la ville. Cela évolue progressivement pour devenir une devise locale, seulement en usage à Narsaq et ses environs. Oleeraq me l'explique en tenant coupons et pièces dans ses mains, et insistant lourdement sur la rapidité avec laquelle les habitants ont adopté ces « choses » (son terme). Cette monnaie, unique au Groenland, restera en usage jusqu'à son remplacement par la couronne danoise commune en 1963.

54 Hamilton Lawrence, Lyster P. & Otterstad O. « Social Change, Ecology and Climate in 20th-Century Greenland » *Climatic Change*, 2000, Vol 47, n°1, pp193-211, p198.

55 A ce sujet, voir le chapitre deux.

56 Les grilles d'équivalences sont conservées aux archives nationales du Groenland, accompagnées d'une plaquette expliquant aux familles comment traiter les peaux de phoque pour correspondre aux attentes du commerce.

Si Oleeraq évoque d'abord avec enthousiasme cette période, il insiste toutefois lourdement sur le caractère exceptionnel de la « réussite de l'économie » hybride de la ville. En effet, selon lui seules les familles « sans chasseur, ou avec un mauvais chasseur » se sédentarisent d'elles-mêmes. Les autres restent vivre dans le fjord, car « s'il n'y avait personne avant [à Narsaq], c'est bien parce que les lieux sont de mauvaise qualité pour la chasse ! ». Narsaq représente donc une adaptation locale de familles isolées, et non un mouvement général d'adoption consciente d'un mode de vie non saisonnier. Le hameau se forme ainsi tout d'abord sur une population mixte, majoritairement danoise, qui collabore avec les familles nomades réparties dans des lieux de peuplement du fjord. Oleeraq me présente ces endroits à l'appui de photographies échelonnées entre 1940 et 2012, et me fait comprendre qu'ils constituent l'histoire délocalisée de Narsaq. Ils permettent les échanges inter-familiaux à l'époque coloniale, puis représentent les fermetures successives de villages et les migrations auxquelles l'industrialisation forcera les jeunes.

Les années 1940-50 voient la fermeture des villages et sites de peuplement autour de Narsaq par les autorités coloniales. Celles-ci dirigent les habitants vers ce hameau, qu'elles érigent en chef-lieu régional. Comme l'exprime Oleeraq : « ils [l'administration coloniale] ont choisi de privilégier un lieu qu'ils avaient choisi. » Mon interlocuteur sous-entend que plutôt que reprendre un site avec ses codes et ses activités déjà ancrées, l'administration coloniale sélectionne un lieu dont elle maîtrise l'organisation et les repères. Elle déplace les résidents du fjord pour augmenter le rendement, et accélérer le développement, selon lui. De plus, je rappelle que la zone de Narsaq donne lieu à des explorations géologiques qui la singularisent et pèsent peut-être dans son élection. À cette époque, Narsaq se voit aussi peuplée par l'immigration « semi-forcée » d'une série d'hommes du Sud, selon l'expression de Jesper, le curateur du musée. Leur déplacement initial se base sur le volontariat, mais leur impossible retour chez eux en 1970 engage à qualifier l'entreprise de contrainte. Ceux-ci, comme les habitants originaires des hameaux condamnés, sont employés par l'administration danoise pour travailler dans la toute nouvelle usine de crevettes et le complexe d'élevage de renards. Implantés pour répondre aux ambitions nationales d'égalité économique avec la métropole danoise au milieu du siècle dernier, l'élevage et la manufacture des peaux de renards sont transportés depuis Nuuk et Qaqortoq à Narsaq en 1940 et constituent une activité absolument nouvelle. Elle fonctionne sur le mode des usines occidentales, à une échelle réduite. Le travail y est spécialisé et l'ensemble de la production est exporté vers l'Europe. D'après mes recherches dans les musées sud-groenlandais, ce type de travail est non seulement précurseur dans la province, mais restera également unique. Ces hommes et femmes reconvertis en salariés forment un nouveau groupe social ouvrier faisant passer la population d'à peine trois cents personnes en 1930 à quatre cent trente-quatre en 1947, générant un phénomène de densification urbaine qui forme la ville⁵⁷.

⁵⁷ Madsen 2009, *Op. cit.* p40.

Les politiques coloniales occupent une grande part de l'histoire de Narsaq, mais c'est toujours la volonté des familles et des chasseurs déplacés qu'Oleeraq met en avant. Il valorise leur courage et leur détermination à habiter Narsaq. Il s'estime l'héritier de leur travail. Pour lui, la zone n'était que peu pratiquée avant les mesures coloniales d'établissement de Narsaq. C'est dans cette formation économique et sociale que le territoire dont il me parle se tisse. L'un de ses piliers est toujours conservé au musée, c'est l'imprimerie *via* laquelle des personnalités de la ville purent prendre part aux premières ébauches de construction nationale.

L'imprimerie de Narsaq, quand les voix étaient entendues

Jusqu'en 1920, aucune paroisse n'est répertoriée à Narsaq, qui constitue alors une exception au regard des autres hameaux de l'île. Cette situation permet la perpétuation et la transmission de croyances groenlandaises de façon solide, bien que des missionnaires et catéchistes groenlandais effectuent régulièrement des tournées dans la ville. En 1919, le prêtre groenlandais Henrik Lund est le premier à entreprendre une conversion massive de la population. Oleeraq raconte qu'il se serait construit lui-même sa maison et aurait réaménagé une étable en école et en église. Les panneaux informatifs dressés dans la maison qui est désormais transformée en musée rapportent une version un peu différente, selon laquelle le bois aurait été transporté depuis Qaqortoq et aurait servi à l'ensemble des bâtiments. Quoi qu'il en soit, les nombreux clichés qui le représentent dans les maisons d'habitants de Qaqortoq et sa popularité témoignent de l'importance dans l'histoire locale de ce personnage, tout à la fois auteur, poète, homme de foi et politicien. En tant que personnalité lettrée, il est élu au Conseil Provincial et se trouve parmi les premiers à élever une voix critique, plaçant Narsaq au centre des négociations politiques dano-groenlandaises.

Son travail missionnarial initie une génération à son idéologie de libération nationale. Oleeraq m'explique qu'à l'inverse des missionnaires danois et des Frères moraves qui agissent dans la région, Henrik Lund articule la foi chrétienne à l'animisme inuit sans opérer de rupture entre ces deux systèmes de croyances. Karen, la personne qui m'hébergea à Qaqortoq et échangea beaucoup avec moi sur l'histoire de la région, vouait une grande admiration à sa « spiritualité catholique » et son attachement aux « traditions groenlandaises ». Dans les années 1930, il écrit l'hymne national et devient un interlocuteur privilégié de l'administration coloniale pour négocier les avancées sociales de l'île. La formation qu'il prodigue rencontre rapidement le succès et ses idées une renommée qui dépasse les frontières de la ville.

Oleeraq me raconte qu'à la même époque, Frederick Høegh, Groenlandais employé auprès de l'administration danoise et également conseiller provincial, s'approprie l'imprimerie de la ville. Elle servait jusque-là à l'édition des bulletins des agents coloniaux et autres documents administratifs, comme il me le dit alors que nous marchons dans la pièce où elle est exposée au musée. Si Oleeraq ne précise pas qu'il s'agit d'un acte qui m'apparaît, en lui-

même, profondément politique, il expose avec le sourire que c'est pour fonder, en 1933, la revue *Sujumut*. Elle se fait l'écho des débats sociétaux groenlandais de la première moitié du XX^{ème} siècle et les personnalités politiques et culturelles y écrivent abondamment. Son titre « En avant » révèle l'ambition mobilisatrice et créatrice du journal. La lecture de ces bulletins offre un panorama des divers sujets abordés : évolution industrielle, politique de logement, répartition géographique des populations, quotas de chasse ; mais également productions culturelles, scientifiques et philosophiques mises en discussions⁵⁸. Ce magazine constitue un lieu d'échanges privilégiés entre Groenlandais et avec les administrateurs danois, comme en témoigne son sous-titre « Journal du district [colonial] de Qaqortoq, groupe de travail des Danois et des Groenlandais pour le développement de leur société. »⁵⁹. Une ambivalence significative se glisse au moment de la traduction depuis le groenlandais. L'expression pour désigner le journal du district de Qaqortoq, *K'akortup niuvertokarfiane avise*, fait appel aux deux langues. Le terme danois *avise* signifie journal, et le mot groenlandais *niuertoqarfik* est composé de « niuertoq », voulant dire commerçant et créé pour les marchands coloniaux puis élargi à l'ensemble des agents. C'est cette même appellation qui est ensuite utilisée pour qualifier les élus provinciaux groenlandais, comme l'étude des archives administratives de Narsaq me l'a révélé. Ainsi, sont *niuertut* (pluriel de *niuertoq*) les agents danois autant que les conseillers groenlandais. Cela engage à prendre la mesure de l'implantation du système de gestion colonial dans la société groenlandaise en formation, et explique mon incise du terme « colonial » dans la traduction du sous-titre du journal. Le district en question, s'il relève historiquement du processus colonial, semble repris par les Groenlandais qui veulent une place à la table de gestion. Ce phénomène est également indiqué par l'emploi du possessif « leur », qui réfère clairement aux Groenlandais et aux Danois.

Ce type de périodique est déjà connu au Groenland, avec par exemple l'*AvangnâmioK* dès 1913 dans le district du Nord. Mais au-delà du dynamisme de Narsaq qu'il traduit, l'intérêt de porter le regard sur *Sujumut* réside d'abord dans ce qu'il rapporte de l'idéologie politique de cette époque. Les représentants y revendiquent l'amélioration du niveau de vie et la mise en place d'une gestion commune, qui permettent un « développement » – terme récurrent du vocabulaire employé par Oleeraq – de la société. L'impression du journal à Narsaq et l'animation politique que déploie l'élite groenlandaise telle qu'Henrik Lund ou Frederick Høegh font du village un centre d'activité jouant un grand rôle dans la transition de 1953 et le maintien de l'idéologie de la danisation. Cette mention de l'histoire de l'imprimerie est ensuite d'intérêt car elle est racontée comme contrepoint de la période actuelle par Oleeraq. Il souligne que désormais la parole n'est plus la même à Narsaq, et que plus personne n'écoute les demandes de ses résidents. Il évoque bien Agnethe Nielsen, mairesse dans les années 1970 qui apporta un soutien économique et politique à l'industrialisation de la ville, et qui fut selon lui la dernière à défendre les intérêts locaux. Il affirme de façon abattue que toutes les

58 Ils sont tous archivés et numérisés à l'adresse suivante : <https://timarit.is/publication/3>

59 « K'akortup niuvertokarfiane avise inuiakatigigtut ineriartornigssak pivdlugo kalâtdlit kavdlunâtdlo sulekatigigfiat. » Il s'agit de l'ancienne orthographe groenlandaise. La version actuelle serait « Qaqortup niuertoqarfik avise inuiaqatigittut ineriartornissaq pillugu kalaallit qallunaallu suleqatigigfiat. ». Toutes les traductions sont de l'auteure.

décisions se prennent maintenant à Nuuk, et que personne ne sollicite la parole des *narsamiut*, les habitants de Narsaq. Cela est d'autant plus frappant avec le projet de Kuannersuit, pour lequel seuls quelques ministres et représentants du gouvernement se déplacent tous les deux ou trois ans, me dit-il. Il se résigne en soupirant que tout cela se passera « en dehors de nous ». L'imprimerie ouvre ainsi la voie à un discours sur une forme de désenchantement politique. Il indique une perte de capacité d'action et de possibilité de prise d'initiative dans sa propre ville. Si Oleeraq rattache cette posture à la situation de la localité depuis l'émergence du projet de Kuannersuit, il y fait aussi référence lorsqu'il évoque la désindustrialisation des années 1980. Narsaq était alors animée d'usines, de bétails, et d'une mine.

Des crevettes et du bétail au temps d'une production industrielle mémorable

En 1952, la construction de la conserverie de crevettes sur décision dano-groenlandaise est saluée, selon Oleeraq. Elle constitue un site parmi un réseau qui organise la production, dans lequel Nanortalik et Igaliku pêchent les crustacés et les poissons qui sont ensuite mis en conserves à Narsaq et Qaqortoq. Cette répartition entraîne une spécialisation rapide des localités et une intensification des cadences et du recrutement. Les derniers chasseurs cessent leurs expéditions, et l'industrie halieutique implante durablement la nouvelle organisation socio-économique. En plus de ces hommes qui se convertissent totalement à la pêche et au travail d'usine, l'enrichissement par le biais du salariat modifie les pratiques de consommation déjà implantées depuis un demi-siècle. Plutôt que de ramener les peaux des proies à leur famille, les chasseurs les échangent presque exclusivement auprès des comptoirs coloniaux contre des biens ou de l'argent. Ce processus ne permet plus aux femmes de travailler les peaux et les restes animaux, et les oblige à acquérir vêtements, nourriture et biens divers auprès des comptoirs. Pour se procurer l'argent nécessaire, nombre d'entre elles deviennent les premières travailleuses non-qualifiées des usines et des ateliers, comme je l'explique au second chapitre. L'arrivée d'un nombre croissant d'administrateurs danois pour soutenir la politique d'égalisation de 1953 développe également la fonction spécifique de *kiffaq*, la servante⁶⁰. Ce travail d'aide ménagère dans un foyer danois deviendra un moyen d'apprentissage de la langue et des manières occidentales. Pour des raisons économiques ou de distinction, les femmes investissent largement ces postes. L'établissement de l'industrie halieutique des années 1950 signe ainsi la fin définitive de l'activité de chasse pour les Groenlandais à Narsaq, qui sont encouragés à devenir pêcheurs, travailleurs d'usine et *kiffat*⁶¹.

60 Du terme *kalaallisut kiffaq* signifiant employé, aide ménagère, servante, ce poste désigne les femmes qui tenaient la maison des agents coloniaux. S'il n'a apparemment pas été inventé à cette époque, il en est désormais connoté et on peut entendre des expressions type « je ne suis pas ton/ta *kiffaq* ! » lorsqu'une personne sent sa bonne volonté abusée.

61 A ce sujet, voir le film *Qivitoq* d'Erik Balling sorti en 1956. Il dépeint les difficultés de Pavia qui doit apprendre à pêcher sur un chalutier pour la première fois et montre le quotidien de la *kiffaq* d'un administrateur.

Oleeraq me raconte souvent des morceaux de cette histoire dans la pièce d'accueil du musée où il travaille, parfois avec pour support des photographies du XX^{ème} siècle qu'il met à ma disposition. En noir et blanc, elles montrent Narsaq et les localités alentours à différentes époques. C'est lorsque je pose des questions sur ces lieux de peuplement qu'il me dirige vers le mur qui nous fait face, rempli de clichés de visages soulignés des noms des personnes. Oleeraq m'explique qu'il s'agit de quelques uns des hommes et femmes déplacés par l'administration coloniale pour répondre aux besoins de main d'œuvre depuis les années 1900. Ces regards sont ceux d'habitants du fjord d'Arsuk, amenés pour extraire la cryolite à la mine d'Ivittuut de 1830 à 1980. Nombre de ces familles, au fil du temps, immigra dans le fjord entourant Narsaq. D'autres photos appartiennent à des résidents venus du hameau de Kap Farvel, déménagés pour travailler dans la conserverie de crevettes de la ville en 1952. Nom tristement prémonitoire, Cap de l'adieu, ils durent rester à Narsaq après l'arrêt du travail en 1970 à cause de la fermeture définitive de Kap Farvel décidée par l'administration. Avec force détails, Oleeraq raconte les caractères, les liens personnels, les qualités des chasseurs des familles des uns et des autres, pour finir par leur désarroi à la nouvelle de l'impossibilité de rentrer. Selon ses mots, « Ce traumatisme a construit Narsaq. Même si on ne parle pas de cette période sombre, sans elle il n'y aurait pas de Narsaq », et il semble que ce soit la raison pour laquelle ces personnes y sont justement remémorées. À travers ces photographies, les violences de l'administration coloniale, l'industrialisation et l'aménagement du visage contemporain du Groenland se rencontrent. Les photographies rendent hommage à ces mémoires de travailleurs déplacés, que chacun vient observer quand il le souhaite. Oleeraq affirme que les habitants viennent souvent les commenter, ajouter ou modifier une information, ou simplement regarder.

Les visages des travailleurs – tous des hommes, d'après mon étude – font de Narsaq la ville du travail, la ville des déplacés, la ville des mines et des ateliers. Oleeraq les aborde comme une histoire à laquelle faire face pour comprendre le présent, mais également comme héritage à ne pas oublier. Il déplore à cet endroit la méconnaissance des touristes et des Danois de cette part de la formation des villes au Groenland, qui lui apparaît une réalité à regarder de façon sensible et pragmatique. Sensible, en honorant et en transmettant les mémoires. Pragmatique, en acceptant que c'est par ces tours et détours que Narsaq fut construite et prit son visage actuel. Ces blessures font partie de la forme présente de la localité, de la manière dont elle est habitée dans le présent, et je ne peux m'empêcher de penser aux trois cents travailleurs groenlandais qui sont requis pour le projet de Greenland Minerals. Qui seront-ils ? D'où viendront-ils ? Où logeront-ils ?

En plus des portraits, des photographies, des vitrines pleines d'objets donnent à voir le développement industriel local. On y découvre des pièces de la monnaie de la ville, des coupons de charbon, des conserves sorties de l'usine. À quelques pas du musée, la maison d'habitation ouvrière typique, disposant d'une entrée, salle commune d'une quinzaine de mètres carrés avec table, cuisine et lit, et une arrière-chambre, donne à voir le quotidien des familles. C'est celle dans laquelle une pièce restitue le mode de vie de l'époque, tandis que

l'autre héberge l'exposition photographique. J'y vois des femmes en tenue blanche plastifiée, avec de grande bottes et une charlotte. Elles trient et préparent des crevettes le long d'une chaîne, le sourire aux lèvres. À côté, des clichés de vaches, moutons, champs et tracteurs. Et sur l'autre mur, des hommes aux larges tabliers plastifiés blancs, souillés de sang, découpent du bétail à l'abattoir installé dans les années 1960. Si l'agropastoralisme était pratiqué à une échelle restreinte auparavant, il devient un pilier économique de la péninsule de Narsaq à partir de cette époque. Les animaux des fermes alentours y sont transportés par bateaux, comme c'est toujours le cas. Lors de mon terrain en septembre 2019, le bruit a couru quelques jours avant le débarquement du bétail que le bateau allait arriver. Chacun attendait avec impatience ce spectacle inhabituel. À la vue du bateau dans le fjord, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre et tout le monde s'est pressé pour assister à l'accostage et au débarquement des moutons dans l'enclos de l'abattoir. Là-bas, ils sont dépecés, emballés et expédiés au Groenland et au Danemark.

En plus de ces emplois industriels, le dynamisme économique des années 1960 favorise le déploiement de l'artisanat de pierres et d'os, qui se vendent localement et feront rapidement la renommée de la ville. En 1960, le premier office de tourisme de la région est ouvert à Narsaq, auquel une auberge est accolée, et une boutique supplémentaire est construite⁶². La ville est alors le centre d'activité de la région, comme le dit avec le sourire Oleeraq. Les sites de cueillette de l'angélique, la plante des tisanes et de l'assaisonnement des viandes, et de la *tugtupite*, la pierre rose semi-précieuse dont des filons passent par Kuannersuit, doivent alors être bien connus.

Les photos d'archives que j'ai étudiées au musée témoignent de la construction massive de logements importés entre 1934 et 1956 en corrélation à ces développements économiques⁶³. Elles remplacent progressivement les maisons d'hiver inuit, et illustrent l'état des relations économiques et sociales entre les Groenlandais et les Danois à cette époque. Une photographie de 1913 montre une répartition stricte entre les maisons coloniales et celles groenlandaises. Les premières sont faites de bois peint en rouge, vert, bleu ou jaune, et possèdent un jardin et une remise clôturés. Elles sont grandes (de 100 à 150m² sur deux étages), disposent d'une cuisine équipée et de tout le mobilier européen de cette époque. Les secondes sont soit des maisons d'hiver en pierres et gazon, soit un hybride constitué de divers matériaux. Ce sont des habitations de petite taille de plain-pied en pierres, avec fenêtres, toit de tôle en métal, et bouts de bâches ici et là. La plupart possède un four et un poêle dans une salle commune servant de chambre à coucher comme salle à manger, à l'image de celle transformée en musée. En 1934, le nombre de maisons de bois a radicalement augmenté. La photographie de cette année en capture une trentaine avoisinant les maisons d'hiver sur le flan ouest de la montagne Qaqqarsuaq, le haut sommet qui domine la ville. Des kayaks sèchent sur des étendoirs au gré de la ville, et de petits enclos ont fait leur apparition. L'élevage individuel

62 Janussen 1960, *Op. cit.*, p12.

63 Les auteurs sont rarement connus, et les clichés ne sont pas référencés par un numéro de série. Ils sont collés dans un livre et sont accessibles au public.

à consommation familiale de poules et moutons est entré dans les pratiques. Deux drapeaux danois flottent au vent, et ce paysage illustre la formation d'une société groenlandaise. Un cliché de 1956 dévoile une des dernières transformations des lieux, rappelant son aspect contemporain. Poteaux électriques, aménagements hydrauliques et chalutiers amarrés aménagent les lieux qui ressemblent à ceux d'aujourd'hui. Plus aucune maison d'hiver n'est visible, et une quarantaine de constructions de bois sont implantées. Narsaq est alors un centre urbain.

Oleeraq raconte que la population était très heureuse de déménager. « Les maisons d'hiver étaient trop chaudes, il faisait humide, ça puait. On avait envie d'un lieu plus grand. » Il rapporte avec quelle joie il est entré dans la nouvelle maison en 1964, alors qu'il avait neuf ans. Mes interlocutrices âgées de Qaqortoq perçoivent au contraire négativement l'arrivée de ces nouvelles infrastructures. Elles expliquent que ces maisons n'étaient pas adaptées au climat groenlandais, qu'elles étaient froides, mal isolées, bruyantes ». Ces paroles qui rapportent une période de changements sont empreintes d'émotions. Quels que soient les avis à ce sujet, entre violence coloniale et transitions obligatoires, mes interlocuteurs placent tous ce moment comme charnière. À Narsaq, cette fameuse « maison ouvrière » est élevée au rang de salle muséale. Elle est le symptôme et le symbole d'une nouvelle occupation du territoire et d'une forme inédite d'exploitation des ressources à travers le travail de conserverie à la chaîne et l'abattage intensif (par rapport à l'abattage individuel). Les portraits des travailleurs déplacés et la maison ouvrière me semblent rappeler cette période essentielle d'urbanisation et industrialisation de Narsaq. C'est certainement de ce bouleversement dont me parlait Oleeraq toutes les fois – et il y en a eu de nombreuses – où il m'a dit « Narsaq a tellement changé ! ». C'est également à cette période que la mine de la montagne Kuannersuit est construite.

Les filons de Kuannersuit : une relance industrielle saluée

À la fin des années 1960, la diminution des stocks de crevettes inquiète l'administration groenlandaise qui, pour éviter l'épuisement, réduit la production. La conserverie de Narsaq est fermée en 1970, entraînant la mise au chômage d'environ trois cents travailleurs d'après Oleeraq. Après vingt ans d'immigration et de densification, cette décennie est synonyme de fluctuations économiques face auxquelles l'industrie minière va apporter des espérances de relance. Les campagnes géologiques sont médiatisées, et l'idée d'une production minière séduit la ville.

En 1957 déjà, la remise d'une médaille d'honneur au président de la Commission danoise pour l'énergie atomique, Niels Bohr, par la mairesse de la ville symbolise le soutien à ce développement. Il est alors en visite avec l'équipe de géologues chargée d'explorer les filons d'uranium du complexe Ilimmaasaq, et ne fait aucun secret des ambitions attachées à ces gisements⁶⁴. D'après Oleeraq, la mairesse Agnethe Nielsen encourageait un massif

64 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p14

développement industriel et elle soutenait ainsi l'idée de mine à Kuannersuit. Elle voulait par contre y voir une forte implication des habitants et accompagnait en ce sens les politiques menées autour des filons. Bien qu'aucun Groenlandais ne participait aux explorations, leurs échos physiques et politiques résonnaient dans la ville et suscitaient un fort enthousiasme selon Oleeraq. Les terrains géologiques de cette période entraînent notamment l'aménagement de la route reliant Narsaq à la montagne, l'installation du camp de Narsap Ilua, et le creusement du tunnel dans la montagne Kuannersuit, à une époque où le pays ne compte pas beaucoup d'infrastructures dans les villages de la taille de Narsaq. Si ces travaux ne produisent que peu d'emplois locaux, ils concentrent les ambitions d'industrialisation de la municipalité et mobilisent l'attention des habitants qui peuvent se rendre librement sur les lieux en dehors des périodes d'activité⁶⁵. Entre 1964 et 1977, les explorations annuelles, tout en évoluant en auto-subsistance, semblent ainsi disposer du soutien local.

En 1966, l'annonce dans un journal des possibilités d'exploitation de l'uranium de Kuannersuit par le laboratoire Risø braque les projecteurs sur la ville. Le plan productif proposé par les ingénieurs est similaire à tous ceux qui seront développés par la suite, et peut être interprété comme une forme de genèse. Sont envisagés l'installation d'une raffinerie à Narsaq ou Narsap Ilua, ainsi que le stockage des déchets au fond du lac Taseq, comme selon le projet actuel de Greenland Minerals. Tout en déclarant que les dépôts sont prêts à être exploités, les géologues rappellent néanmoins que des problèmes techniques et l'instabilité du marché entravent pour le moment le développement d'une telle production, et qu'elle ne verrait le jour que d'ici quelques années. Il s'agit donc d'une annonce anticipatoire qui se conclut par la citation prévisionnelle d'un géologue : « A ce moment, l'uranium du Groenland aura sa chance. »⁶⁶

L'enthousiasme réside dans la possibilité technique d'un tel développement, largement soutenu par le gouvernement danois qui ambitionne la construction de réacteurs nucléaires. En 1967, le laboratoire Risø annonce avoir enfin trouvé la technologie nécessaire au raffinage de l'uranium et son adaptation aux réacteurs danois. Si les techniciens estiment à une quinzaine d'années le temps de préparation du chantier, ce projet est vécu différemment dans la ville qui voit une mission d'extraction dès l'année suivante⁶⁷. En effet, Oleeraq se souvient de l'agitation que l'idée de la mine suscitait, que les défilés estivaux annuels de géologues et les trous percés dans la montagne actualisaient. La réception en l'honneur de Niels Bohr quelques années plus tôt et les aménagements liés aux explorations ont ainsi pour conséquence d'implanter solidement l'idée d'un développement immédiat, à l'image du titre de

65 « Uranmine Kvanefjeldet og Svarkultur » Atomposten (blog), 13 Avril 2015, <https://atomposten.blogspot.com/2015/04/uranmine-kuannersuit-og-svarkultur.html> [Consulté le 05/01/21] ; Sørensen 2008, *Op. cit.*, p198.

66 « Mulighed for udnyttelse af uranmalmen i Grønland » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol 106, n°16, 04 Juillet 1966, p1-3. « Til den tid får Grønlands uran sin chance. »

67 « Grønlands uran får en chance » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol 107, n°16, 03 Juillet 1967, p17 ; « Atter borer efter uran i Kvanefjeld », *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol 108, n°12, p10.

l'article « L'uranium du Groenland a sa chance », publié en juillet 1967⁶⁸. Oleeraq explique ainsi que pour eux, une forme d'exploitation de la montagne commence à ce moment, avec pour centre d'activité la bouche désormais condamnée. Cela est renforcé par une campagne qui impliqua pour la première fois les résidents, et que j'ai retrouvée à la lecture d'un article d'Henning Sørensen⁶⁹. Elle représente, pour Oleeraq, l'amorce d'une période d'espérances dans un contexte de lente désindustrialisation.

Le *Narsaq Project* est lancé en 1974 et vise à évaluer les conditions environnementales, écologiques et géochimiques de l'environnement de Narsaq en perspective d'une exploitation d'uranium. Des zoologues, géologues, hydrologues, géochimistes et botanistes de l'Université de Copenhague sont impliqués pour constituer ce qui m'apparaît comme la première forme d'enquête d'impact menée à propos d'Ilimmaasaq⁷⁰. D'après Oleeraq, des habitants de la ville sont mis à contribution pour renseigner les scientifiques sur la faune et la flore locales. Ce programme ne remplace pas les terrains annuels de l'Université mais renforce les études puisqu'il est mené conjointement. Ma recherche sur les archives géologiques montre une augmentation des productions académiques à cette époque, qui vont toutes dans le sens d'une exploitation à court terme des gisements. Cet enjeu de connaissance des filons et d'adaptation technique à la composition uranifère répond à l'ambition de la Commission danoise à l'énergie atomique de baser la production nationale sur les filons groenlandais. En 1974, au moment du lancement du *Narsaq Project*, le journal *Atuagagdlitit/Grønlandposten* annonce que « L'uranium de Kvanefjeld va alimenter les réacteurs nucléaires [danois] »⁷¹. Les spécialistes de Risø interviewés envisagent la possibilité d'une raffinerie à Narsaq d'ici cinq années, qu'ils estiment d'une bonne rentabilité économique. Quelques mois plus tard, Henning Sørensen nuance ces propos, tout en maintenant l'hypothèse d'une exploitation à courte échéance. L'article illustre ses paroles avec la photographie de quatre habitants de Narsaq à la bouche de la mine, faisant particulièrement échos aux souvenirs d'Oleeraq⁷². La même année, le laboratoire signe un contrat avec la compagnie privée Haldor Topsøe A/S, qui aura en charge des analyses pétrochimiques dans le but de répartir les lourds investissements liés à la recherche sur les gisements. En plus de ces informations, l'article qui relate cette nouvelle ne manque pas d'indiquer, photographie de la vallée d'Ilimmaasaq à l'appui, où se trouverait l'usine envisagée⁷³. Ainsi, à Narsaq les

68 « Grønlands uran får en chance » *Atuagagdlitit/Grønlandposten* 1967, *Op. cit.*, p17.

69 Sørensen 2001, *Op. cit.*, p17. Hélas, le compte-rendu de cette étude n'a pas été publié, et se trouve conservé à l'Institut de pétrologie de l'Université de Copenhague : Rose-Hansen, J., Nielsen, C.O. & Sørensen, H. (eds) 1977: The Narsaq Project. A geochemical-ecological research project. Progress Report No. 1 (vol. 1: 82 pp., vol. 2: 49 + 40 pp.). The 1974 field season. Unpublished report, Institute of Petrology, University of Copenhagen, Denmark.

70 Sørensen 2008, *Op. cit.*, p198.

71 « Kvanefjeldets uran skal drive atomkraftværker » *Atuagagdlitit/Grønlandposten*, Vol114, n°3, 17 Janvier 1974, p9.

72 « Politisk beslutning om uranen i 1977 » *Atuagagdlitit/Grønlandposten*, Vol 114, n°41, 17 Octobre 1974, p7.

73 « Uran fra Kvanefjeld-malmen skal udvindes i Nordsjælland » *Ingeniørens Ugeblad*, Vol18, n°48, 29 Novembre 1974, p1 et 20.

recherches géologiques se déclinent à présent sous le prisme industriel et dans la perspective d'une production imminente.

L'activité du *Narsaq Project* emporte toute la ville dans la dynamique géologique qui passe, d'un point de vue public, de l'exploration à l'exploitation. La presse vante la construction d'une mine dans les années à venir qui s'imbrique à la déperdition économique de Narsaq comme un renouveau nécessaire. Elle devient une perspective largement saluée, d'après Oleeraq, et les archives journalistiques, que les extractions répétées d'échantillons de roches mettent au présent. En dépit de cet enthousiasme, un conflit entre les politiciens groenlandais et danois met fin au projet. Comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, les premiers sont en négociation du gouvernement d'autonomie et ils perçoivent ces démarches sur Kuannersuit comme une provocation et une énième démonstration de domination de la part de Copenhague⁷⁴. Pour calmer les tensions le *Narsaq Project* est abandonné en 1978, mais de nouvelles missions sont immédiatement lancées⁷⁵.

Le Ministère de l'énergie danois finance à partir de 1977 le « Projet de recherche énergétique », pris en charge par le laboratoire Risø et l'Institut des recherches géologiques groenlandaises. Au terme de longues heures de recherches parmi la littérature géologique et les articles de presse de l'époque, j'ai retrouvé quatre programmes ayant pris en charge cette ambition énergétique : le « Projet uranium de Kvanefjeld » (*Kvanefjeld Uranium Project*), le « Projet Syduran, uranium du Sud » (*Syduran Project*), le « Projet Gamsaq » (contraction de « gamma-spectrométrie d'Ilimmaasaq ») et celui nommé « Extraction d'uranium » (*Uranudvinding*)⁷⁶.

Le premier a pour but l'évaluation du potentiel économique du dépôt d'uranium de la montagne Kuannersuit. Pour cela, vingt-sept forages sont creusés sur cinq kilomètres, et les échantillons envoyés au laboratoire Risø pour analyse. Parallèlement, les projets *Gamsaq* et *Syduran* mènent de 1979 à 1982 une prospection approfondie des gisements de la région, avec pour objectif d'en dégager des zones propices à céder sous licences privées⁷⁷. Les études conduites sous le programme *Extraction d'uranium* visent quant à elles à stabiliser une technique d'exploitation des filons de Kuannersuit. La méthode initiale de séparation de l'uranium par combustion au sulfate s'avère inadéquate, entraînant une perte estimée trop

74 Voir la page 141 au chapitre précédent.

75 Sørensen 2008, *Op. cit.*, p198-199.

76 Aucune publication ne regroupe les programmes auxquels les financements ministériels ont donné lieu, et ces quatre projets sont la conclusion de ma propre enquête. Je pense qu'une étude des archives des instituts concernés élargirait grandement ce panel et permettrait d'appréhender l'étendue de l'investissement matériel et humain à Narsaq à cette époque. Pour les sources : Sørensen 2008, *Op. cit.*, p199 ; Boissonnas J. & Omenetto P. « Mineral Deposits within the European Community » in *Society of Geology applied to mineral deposits*, n°6, 1988 ; « Tre uranprojekter gennemføres i Sydgrønland » *Atuagagdliutit/ Grønlandposten*, Vol 120, p26 ; Makovicky, M. ; Leth Nielsen, B. ; Karup-Møller, S. ; Sørensen, Emil. *Mineralogical, radiographic and uranium leaching studies on the uranium ore from Kvanefjeld, Ilimaussaq complex, South Greenland*. Roskilde, Risø National Laboratory, 1980, 184 p. (Denmark. Forskningscenter Risoe. Risoe-R; No. 416), p5.

77 Armour-Brown, A., Tukiainen, T., & Wallin, B. « The South Greenland uranium exploration programme » Rapport INIS (International Nuclear Information System) Vol 14, n°18, 1982, Abstract.

importante de matériaux, et est remplacée par la procédure de lixiviation au carbonate, désormais communément connue sous l'expression de *yellowcake*⁷⁸. Ce terme désigne la solution jaune dans laquelle le concentré d'uranium est stabilisé avec des agents chimiques pour son déplacement, et elle constitue de nos jours l'une des méthodes les plus utilisées dans le traitement des minerais uranifères. Les expérimentations sur vingt mille tonnes de minerais aboutissent positivement car plus de 80% de l'uranium contenu dans les différentes roches est récupéré. Durant ces expérimentations, les chercheurs concluent à une concentration moyenne de 365ppm d'uranium, chiffre que l'on continue de lire à propos de ce dépôt. Ensemble, ces groupes de recherche composent ainsi l'armature primaire de l'industrie uranifère qui sera mise en question durant les quarante années consécutives, avec la montagne Kuannersuit à son épicentre. La désignation d'un minerai « kvanefjeldite » en 1978 et la désignation de la plate-forme de données recensant toutes les informations géologiques du lieu « KVANE » en 1980 soulignent la continuation des actions de requalification et de définition géologiques de la montagne dans ce mouvement⁷⁹.

Sur la base du travail de ces groupes le premier réacteur d'énergie nucléaire fonctionnant à l'uranium de Kuannersuit est élaboré pour test sur le site de Risø, avec ouverture prévue pour 1981⁸⁰. Cette concrétisation des annonces répétées ainsi que la tenue en 1979 d'une conférence internationale à Copenhague traitant de l'extraction d'uranium à Ilmimaasaq renforcent l'idée d'une ouverture imminente qui apporte avec elle les premières craintes environnementales⁸¹. L'article « L'uranium à Kvanefjeld est extrait en mine ouverte » transmet les points centraux, qui sont toujours ceux animant l'opposition au projet de Greenland Minerals : la propagation des poussières radioactives à l'environnement, la pollution des bassins de traitement et de refroidissement de l'usine, et le stockage des déchets au fond du lac Taseq⁸². Je développerai ces aspects dans le chapitre suivant. Pour la première fois, les termes *tailings* et *tunnel* sont employés en dehors de la littérature académique, matérialisant une transition depuis une préparation et une exploration géochimique abstraite vers un présent de réalisation. Le premier mot d'origine anglaise désigne les déchets issus de l'exploitation, et n'est donc utilisé que dans le cadre des projections extractives. J'ai croisé le second dans une thèse de géologie portant sur les formations de la montagne, où l'auteur précise que le « tunnel » est la façon commune d'appeler le site exploratoire de Kuannersuit⁸³.

78 Relevant des techniques pour former le *yellowcake* (composé formé d'uranium séparé de la roche à laquelle il s'accroche en milieu minéral et d'agents chimiques), la lixiviation représentait en 2010 41% des méthodes d'exploitation de l'uranium. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Extraction_de_l%27uranium [Consulté le 10/10/2019]. L'appellation Syduran est la contraction de Syd et uran, respectivement traduisibles par Sud et uranium. Je garde la forme contractée car c'est celle utilisée par la littérature concernée.

79 Dans l'ordre : Sørensen 2001, *Op. cit.*, p18 ; Lund Clausen, F. *KVANE - a Kvanefjeld drill core database*. Roskilde, Denmark : Risø National Laboratory, Risø-M; No. 2210, 1980.

80 « Risø bygger uranfabrik som forsøg » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol119, n°49, 06 Décembre 1979, p6.

81 « En international konference om uranudvinding i København » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol119, n°39, 27 Septembre 1979, p10.

82 « Uranen i Kvanefjeld brydes i åben mine » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, n°49, 1979, *Op. cit.*, p1-2.

83 Lund Clausen, F. *A Geostatistical Study of the Uranium Deposit at Kvanefjeld, The Ilmimaasaq Intrusion*,

Son glissement dans la presse en 1980 révèle sa sortie du monde des géologues et son entrée dans celui des industriels. Pour les habitants de Narsaq, cela fait déjà quelques années que les filons sont dans un instable statut d'exploitation qui promet emplois, dynamisme et retombées économiques. En quelques mois ces attentes vont s'écraser en entrant en conflit avec des enjeux politiques dano-groenlandais.

La fermeture du « tunnel », le souvenir persistant de « la mine »

L'élaboration du réacteur test au laboratoire Risø solidifie l'actualité de la production uranifère à Narsaq, qui voit à l'été 1980 une campagne d'extraction de l'uranium destiné à alimenter les expériences. Quatorze hommes, dont trois Groenlandais, travaillent pour la firme Phil & Søn A/S, sous-traitante de Risø, pour agrandir le tunnel de Kuannersuit et extraire le minerai. Un mineur rapporte au journaliste d' *Atuagadliutit/Grønlandposten* que

« Lors d'une bonne journée, nous pouvons forer huit mètres de tunnel, mais la moyenne est de 6 mètres. Le tunnel mesure 3,1 mètres de large, tandis que sur le côté gauche, il mesure 2,7 mètres et sur le côté droit 3,2 mètres de haut. Nous travaillons à une hauteur de [...] 100-200 mètres sous le sommet de la montagne. »⁸⁴

La dimension tangible de ce témoignage permet d'entrevoir le trouble autour du tunnel. Pour les habitants de Narsaq, il est le symbole d'une production active. Les techniciens et ouvriers le creusent pour l'agrandir et extraire du minerai, ce qui génère une activité visible qui fait elle-même suite à plusieurs années d'attente de lancement de la production. Oleeraq le souligne, « on ne savait pas vraiment si la mine était ouverte, mais il se passait des choses ». Comme pour les projets précédents, les articles de presse et l'enthousiasme local créent l'image d'une mine en fonctionnement, ce qui ne recouvre qu'une part de la réalité. En effet, la mine n'est qu'exploratoire, la production est à visée scientifique. Le trou se révèle alors en trompe-l'œil, il est celui du « tunnel » de Risø. En soi, il n'est gage d'aucune transition vers la production industrielle. Au milieu des années 1980, lorsqu'il sera condamné, il laissera le souvenir d'une période faste qui aurait pu changer le destin de la ville.

South Greenland. Danmarks Tekniske Universitet, Risø Nationallaboratoriet for Bæredygtig Energi. Denmark, Forskningscenter Risoe, 1982, Risoe-R, N°468.

84 « 14 mand graver sig een kilometer ind i Kvanefjeldet » *Atuagadliutit/Grønlandposten*, Vol120, n°26, 26 Juin 1980, p10. « På en god dag kan vi bore otte meter tunnel, men gennemsnittet ligger på 6 meter. Tunnelen er 3.1 meter bred, mens den i venstre side er 2.7 meter og i højre side 3.2 meter høj. Vi arbejder i 460 meters højde og er 100-200 meter under fjeldtoppen. »

En attendant, les échantillons extraits en 1980 permettent aux géologues et ingénieurs du laboratoire d'établir un nouveau plan d'exploitation. Selon le numéro d'Atuagagdliutit/Grønlandposten qui le présente, il constitue une réponse aux critiques exprimées par les gouvernants groenlandais. Une première série concerne les enjeux environnementaux. La mine resterait à ciel ouvert, mais la raffinerie et l'usine de traitement seraient localisées à Narsarsuaq, ville d'une centaine d'habitants localisée à soixante kilomètres de Narsaq. La seconde série de commentaires relève de la gouvernance minière, de l'implication des populations locales et des retombées économiques du site pour le Groenland. Le complexe emploierait environ cent cinquante mineurs, et les usines jusqu'à quatre cent cinquante, transportés depuis leurs localités de résidence pour des périodes de quatorze jours. Une organisation est pensée pour permettre une rotation des employés et éviter les catastrophes historiques liées aux déplacements de travailleurs. Les ingénieurs insistent sur l'usage des infrastructures locales, ainsi que sur la construction de nouveaux bâtiments qui alimenteraient l'économie régionale⁸⁵. Ce plan de développement est le premier à prendre en considération la situation groenlandaise, et il souligne l'entrée dans l'ère politique de l'autonomie. En 1982, le Ministère de l'énergie danois – qui a encore responsabilité des ressources minières groenlandaises – débloque un financement de recherche pour les installations hydroélectriques qui alimenteraient le projet extractif⁸⁶. Alors que ces mesures font présager une réalisation industrielle, « on pensait que ça allait ouvrir ! » dans les mots d'Oleeraq, la fermeture du tunnel de Kuannersuit juste après engage au contraire un tournant aux répercussions qu'il décrit comme « dramatiques ».

En parallèle de ces développements, des mouvements écologiques opposés à l'énergie nucléaire grossissent au Groenland et au Danemark. Ils ne se déploient pas de la même manière, mais j'expliquerai ces éléments aux chapitres sept et huit. Au Groenland, les politiciens adoptent une posture anti-uranium, qui leur permet de se singulariser et d'affirmer leur autonomie politique acquise en 1979. Ils s'opposent publiquement aux démarches autour de l'uranium de Kuannersuit, et poussent ainsi Copenhague à revoir sa politique. Le gouvernement danois plie sous la pression des contestations et lance un référendum décisionnel relatif à l'énergie nucléaire qui conduit à la résolution de son interdiction en 1985⁸⁷. Cela stoppe les plans du laboratoire Risø, qui met définitivement fin à ses missions géologiques et obstrue le tunnel de Kuannersuit. Malgré de longues recherches, je n'ai trouvé trace ni d'article ni de publication académique ou municipale qui fasse spécifiquement mention de cette fermeture, et c'est à la lecture de l'article traitant des financements alloués en 1982 que, sous un cliché du tunnel, j'ai trouvé la légende suivante :

85 « Forslag om at placere uranfabrik ca. 100 km nordøst for Narssaq by » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol120, n°31,31 Juillet 1980, p4.

86 « Muligheden for vandkraft til uranminen undersøges » *Atuagagdliutit/Grønlandposten*, Vol122, n°12, 24 mars 1982, p21.

87 *Législation nucléaire des pays de l'OCDE et de l'AEN. Réglementation générale et cadre institutionnel des activités nucléaires, Danemark*. OCDE, Agence pour l'Energie Nucléaire, 2007, p4.

« Depuis la mine expérimentale de Kvanefjeld, qui est maintenant fermée. Toute extraction d'uranium [à Ilimmaasaq] serait effectuée avec l'énergie d'une centrale hydroélectrique de Johan Dahl Land. »⁸⁸

Cette légende me semble révéler le drame qui se joue à ce moment, et concerne tant le passé des filons que leur avenir. Ces mots affirment en effet deux choses distinctes. D'une part, ils constatent que la « mine expérimentale » est « fermée ». Cette proposition contient toute l'ambiguïté des activités menées à Kuannersuit depuis trente ans où, pour les uns, on avait affaire à une mine active, et, pour les autres, à un tunnel exploratoire. Du point de vue local, ce dernier suscite une émulation et s'intègre progressivement à l'environnement de Narsaq, alors même que les habitants sont peu inclus dans son développement. La municipalité se met en mouvement autour des possibles du site et relaie le travail du laboratoire Risø dans la ville. Il crée une dynamique, des attentes, des envies. En ce sens, la fermeture représente la fin d'activités desquelles la ville aurait pu tirer des bénéfices. À l'inverse, la condamnation du tunnel constitue la fin des projets pour l'uranium au niveau du gouvernement et des sciences danoises, mais ne porte aucune atteinte aux recherches qui y ont été menées. Le rebouchage de l'ouverture et l'installation de la porte ne sont que des étapes dans leur parcours à Kuannersuit, qui se poursuit par l'analyse des données récoltées, le déplacement sur d'autres secteurs de la montagne, la concentration sur d'autres minerais.

La seconde partie de la citation ouvre sur un autre point, celui des perspectives de Kuannersuit. Cette précision sur l'approvisionnement électrique indique l'ambition de poursuivre les démarches à Ilimmaasaq d'une manière ou d'une autre. C'est dans cette anticipation qu'un nœud se forme à mon sens. Pour l'histoire géologique et industrielle qui s'écrit à cette époque, l'extraction de Kuannersuit n'est qu'exploratoire et expérimentale, et la mine n'est pas encore ouverte. Le regard est ainsi dirigé vers les prochaines étapes pour les filons. Pour les résidents de Narsaq, la mine ferme et brise avec elle les ambitions économiques et sociales qui lui étaient attribuées. Le rebouchage du tunnel clôt cette période dont le souvenir sera positif et enthousiaste, mais il condamne également la montagne à tout nouvel occupant. Le souvenir de la mine envahit l'espace, il habite les lieux de ses échos physiques et discursifs, il l'occupe, le rend indisponible. La mine abandonnée devient une présence du territoire, intégrée au quotidien de la ville et des montagnes.

À partir des années 1960, Kuannersuit prend une forme géologique et industrielle dans sa rencontre avec les ambitions locales. La ville cherche de nouveaux débouchés économiques et le secteur minier se fait espace d'accueil sur la montagne. La ville s'enthousiasme, les géologues et les ingénieurs extraient du minerai, la mairesse rencontre Niels Bohr. Après trente ans de forages et camps estivaux, les oppositions politiques à différents niveaux mettent un terme à ce développement. Le tunnel est rebouché, le laboratoire Risø et l'Institut des recherches géologiques groenlandaises passent à autre chose, et « la mine de Kuannersuit »

⁸⁸ *Atuagagdliutit/Grønlandposten* 1982, *Op. cit.* « Fra forsøgsminen på Kvanefjeld, der er nu lukket. En eventuel brydning af uran skal ske med energi fra et vandkrafvaerk i Johan Dahl Land. »

est abandonnée. Pour les habitants de Narsaq, elle devient une entité qui s'intègre familièrement à l'espace environnant. Elle entre en écho avec les mines de charbon des premiers colons, avec les usines et ateliers de poissons des premiers inuit sédentaires, et devient constitutive de la manière de faire territoire. Oleeraq fait appel aux monts qui l'entourent et aux pierriers qui la côtoient pour me la situer. Un recouvrement s'effectue ainsi entre la montagne et la mine, expliquant la mobilisation récurrente de la bouche fermée en situation d'échange autour du projet de Kuannersuit. Lorsque mes interlocuteurs me racontent la procédure institutionnelle de déploiement du plan de Greenland Minerals, c'est l'univers territorial dans lequel elle s'inscrit ainsi que l'histoire qu'elle y porte qui semblent touchés. Ce cheminement social permet de saisir le sentiment de décalage ressenti par Marianne et Oleeraq, qui déracine progressivement cette montagne du territoire.

3) Expertise et catégorisation spatiale : le projet déracine la montagne

Depuis le milieu de siècle dernier, l'industrie halieutique et l'élevage constituent les principaux secteurs d'emplois. La population, passée de cent soixante-deux individus en 1919 à mille huit cents trente en 1991 par le phénomène conjoint d'industrialisation et d'urbanisation grâce à ces productions, décroît désormais. En 2019, lors du terrain, mille trois cent soixante-quatorze habitants sont recensés⁸⁹. La concurrence territoriale et le manque de possibilités industrielles, auxquels le chapitre six est consacré, placent la ville en position d'insécurité et entraînent l'exode. Pour tous les interlocuteurs que j'ai rencontrés, l'industrie minière est la clef pour sortir de ce dépérissement. Pourtant, le projet qui les touche est bien plus dénoncé qu'encouragé. Pour tous, il perturbe le territoire en imposant de nouveaux critères de perception de l'espace. Cette partie décrit cet affrontement entre les régimes d'appréhension local et exogène du territoire de Narsaq et Kuannersuit et souligne les effets globaux de cette situation de confrontation.

L'ingérence des « experts » du gouvernement

Le 16 septembre 2019, je rencontre Marianne Paviassen. Cette résidente lutte contre le projet industriel depuis 2016, et est élue depuis le printemps 2020 au Parlement groenlandais. Bien que d'autres habitants se mobilisent dans la ville pour manifester contre le projet minier, à l'époque elle est la figure de proue médiatique de la contestation locale en tant que présidente d'Urani Naamik Narsaq, association d'opposition à l'extraction uranifère⁹⁰. Lorsque

89 Statsbank.gl. [Consulté le 20/11/2019]

90 « Uranium Non Narsaq ». L'équivalent d'*Uranium non merci* ! en France.

je m'excuse de solliciter une énième entrevue, elle sourit en disant qu'elle est habituée. Elle précise être la seule du groupe Urani Naamik Narsaq à suffisamment bien maîtriser l'anglais pour répondre aux questions, et que cette tâche lui revient donc toujours. Mon appartenance à la branche de Nuuk de cette organisation, en 2016, détend notre échange et l'éloigne du cadre journalistique. Pour autant, je sens qu'elle est plus intéressée par la tribune que je lui offre que par un échange entre membres de l'association. Le temps d'une après-midi passée dans la chambre que je loue, notre entretien non dirigé aborde principalement la façon dont est conduit le projet par les autorités et les impacts sur la ville de cette situation. Marianne les décrit comme des « experts » et des « gens du gouvernement », reflétant à la fois l'anonymat de cette foule et leur catégorisation par sphère d'action. Un point les rassemble, l'ingérence dans les affaires de la ville de laquelle Marianne les accuse.

La discussion commence avec ma question, « Comment ça se passe avec Greenland Minerals à Narsaq ? », à laquelle mon interlocutrice donne une réponse qui d'abord m'étonne, puisqu'elle ne mentionne pas tout de suite la présence de l'entreprise. Elle me raconte plutôt qu'

« il y a plusieurs mois, le *Mineral Minister* [Erik Jensen, Ministre du travail et des ressources minières] et des experts sont venus à Narsaq. On a été prévenus la veille de leur arrivée. Ils ont débarqué avec leurs experts... Pour parler du minerai et de l'uranium. Ils parlaient danois, seulement danois. Il y avait l'expert de l'uranium, celui sur les conteneurs qu'ils vont mettre dans le lac, tu sais ?! Celui... enfin, des experts de tout quoi. Ils n'ont pas prévenu pour qu'on ne puisse pas faire quelque chose, on ne savait pas qu'ils venaient. »⁹¹

À ma question sur le rôle de l'entreprise, Marianne bifurque vers celui du gouvernement. Ce décalage m'interpelle en premier lieu sur la présence des autorités publiques, qui jouent un rôle très important dans la promotion des projets miniers aux populations locales. Dans sa déclaration, elle souligne une forme d'impunité sur laquelle elle revient à de nombreuses reprises. Selon elle, les agents gouvernementaux vont et viennent pour défendre le projet, alors même qu'ils ne sont pas de la ville et ne la connaissent pas. Ce sont des « gens du gouvernement ». En second lieu, elle mobilise la catégorie des *experts* qu'elle attache aux scientifiques qui participent aux réunions publiques. Ils ont pour tâche d'expliquer les points techniques, tandis que les agents ministériels doivent répondre aux questions et organiser les rencontres. Marianne fait donc la différence entre les agents et les scientifiques, les derniers seulement étant des « experts », mais je ne suis pas certaine de ce que recouvre ce terme. Au regard du ton et de l'attitude de Marianne lorsqu'elle l'emploie, je pense qu'elle communique une posture partagée de la population scientifique, de leur discours de connaisseurs, et l'établissement d'un rapport de domination dans l'interaction. Cette définition large de l'expertise s'inspire des nombreux travaux de sociologie et d'histoire des sciences qui s'intéressent à cette figure, toujours présente dans les contextes de controverse industrielle et

91 Je suis l'auteure de toutes les traductions de cette entrevue.

politique⁹². Dans les mots de Marianne, ce terme semble critiquer à la fois la position politique dans laquelle sont placés les experts, qui défendent les mesures du gouvernement, à la fois la perspective hégémonique de leurs savoirs et de leurs évaluations. Dans la suite du chapitre j'emploierai à nouveau le terme « expert » en tombant les guillemets pour ne pas alourdir le texte, mais je ferai toujours référence à cette catégorie mobilisée par mon interlocutrice.

Après cette amorce, la militante me raconte que le groupe gouvernemental est resté plusieurs jours, trois ou quatre, et a organisé une journée « tables rondes » dans la salle communale. Elle ponctue l'histoire de pincements de lèvres et d'essoufflements qui me donnent une bonne idée du mépris qu'elle a pour la démarche de ces personnes. Elle me décrit les cinq îlots aménagés avec un expert à chaque table, qui avait pour charge d'expliquer les « points sensibles » du projet et de « rassurer la population ». Elle précise qu'ils avaient des cartes de la région et des plans de la mine qui est prévue pour imager la présentation. Plus tard, je trouverai des clichés de ces réunions sur lesquels je reconnaitrai les mêmes modélisations que celles de la salle minéralogique qui ouvrent ce chapitre. Les experts puisent ainsi dans le répertoire géologique et le déploient pour présenter le projet et répondre aux interrogations de la population. C'est une narration experte des filons qui s'immisce ainsi sur le territoire de Kuannersuit.

Après quelques détours, Marianne revient sur la réunion publique et déclare que le géologue et homme public groenlandais Minik Rosing était présent. C'est un géologue groenlandais dont je vois régulièrement revenir le nom car il travaille auprès des instituts de recherche publics groenlandais et danois. Elle pointe le fait qu'il est groenlandais et rappelle que « c'est son pays », créant chez moi un écho avec la déclaration de Moses Olsen en 1978 qui disait que « c'est notre pays » pour revendiquer le contrôle des sous-sols au Groenland⁹³. Je garde cette digression pour moi mais il me semble discerner dans cette remarque une accusation voilée. En tant que Groenlandais, il porterait une responsabilité particulière à assumer le rôle d'expert. Marianne me dit qu'elle a passé la journée à ne parler qu'à lui, à le suivre de table en table pour l'interpeller sur les questions de stockage des déchets, de pollutions par les poussières, d'augmentation du trafic maritime et de mise en danger des mammifères marins. Après plusieurs heures, l'échange s'est envenimé.

92 Voir par exemple : Léglise, Isabelle & Garric, Nicolas *Discours d'experts et d'expertise*, Peter Lang, 2012 ; Stengers, Isabelle *Sciences et pouvoirs : la démocratie face à la technoscience*, La Découverte, Paris, 2013 ; Topçu, Sezin, *La France nucléaire*, Seuil, Paris, 2013 ; Topçu Sezin, « Technosciences, pouvoirs et résistances : une approche par la gouvernementalité », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2013/4-5 (n° 60-4/4 bis), p. 76-96.

93 Voir le chapitre trois.

« Je lui posais une question, je ne me souviens plus quoi, mais il ne voulait pas répondre. Il me parlait toujours d'autre chose, et je suis sûre qu'il ne savait pas répondre, c'est pour ça. Je ne me souviens plus de la question, mais je lui répétais tout le temps, et à la fin il s'est énervé et m'a dit « Mais pourquoi tu ne crois pas les experts ??? » en le répétant plusieurs fois. Alors je lui répondais « Quels experts ??? » en brassant la salle du regard et en la répétant aussi. Ça ne lui plaisait pas ! Il était énervé mais moi je gardais mon calme, je rigolais. Je savais qu'il était bloqué. Alors il a montré les quatre scientifiques, les quatre Danois et a dit « Ceux-là ! » et j'ai répondu en le regardant « Quels experts ? Je ne vois pas d'experts. » »

La colère que garde Marianne de ce moment lorsqu'elle le raconte est un indice supplémentaire de ce qu'elle vise par la figure de l'expert. Trois points me semblent saillants à ce propos. D'une part, d'après les paroles de Marianne ces personnes se placent et sont placées dans une posture de savoir autoritaire, hégémonique et irréfutable. Je le démontrerai dans la section suivante, ce n'est pas uniquement le contenu du savoir que Marianne remet en cause, mais sa nature même. C'est pour cette raison que mon interlocutrice ne voit aucun expert, là où ils occupent la moitié de l'espace pour Minik Rosing. D'autre part, elle m'explique que la plupart appartient à « GEUS », un organisme déjà largement présenté dans la thèse par sa traduction, l'Institut des recherches géologiques groenlandaises. Dans le sud du Groenland, il est désigné par son acronyme danois GEUS et ne bénéficie pas d'une très bonne réputation, d'après mes observations. Après quelques recherches, je constate également que nombre de chercheurs qui publient des études sur Kuannersuit sont rattachés au Laboratoire Risø, qui a joué un rôle central dans le développement d'une production uranifère à Kuannersuit⁹⁴. En mars 2018, j'avais croisé une colère similaire à celle de Marianne au détour d'une remarque de Piitaaq Lund, le fermier qui m'accueillait. Je lisais le guide géologique du Sud du Groenland, le même cité dans le chapitre, et après un coup d'œil, il m'avait dit « C'est de GEUS ». Après une seconde de silence, il avait insisté « Ce sont eux qui font le projet ». J'avais alors relancé « Tu n'as pas l'air de les aimer ? », ce à quoi il avait répondu calmement « Non, je ne les aime pas », puis de clore l'échange en s'en allant.

Pour finir, Marianne fait dans chaque citation la remarque de la nationalité danoise et de l'emploi de cette langue par les experts. Alors qu'elle parle anglais, elle utilise le mot groenlandais *qallunaat* pour y référer, transmettant ainsi bien plus que la seule origine de ces personnes. En effet, ce mot répandu dans de nombreuses langues de l'Arctique désigne historiquement l'étranger, le Blanc. Les résistances décoloniales lui donnent un sens politique à partir des années 1960, pour qualifier les colons blancs. Depuis, il concentre une connotation plus ou moins critique selon les contextes régionaux. Au Groenland, il est actuellement utilisé en référence aux Danois de façon commune, et aux pratiques occidentales considérées étranges. J'ai souvent entendu « Ce sont des choses de *Qallunaat* » dans un éclat de rire ou un soulèvement de sourcil, mais jamais je n'ai été associée à une *Qallunaat*. En raison de son ambiguïté entre critique décoloniale et désignation neutre qui prend, aux yeux

94 Après la loi de 1985, la dénucléarisation du Danemark est particulièrement prise en charge par ce laboratoire, dont les prérogatives changent pour principalement devenir le gestionnaire des recherches liées à l'extraction d'uranium.

des intéressés, une connotation de plus en plus insultante, un débat sociétal questionne son remplacement. *Danskit* se propage lentement pour parler d'une personne d'origine danoise, réservant *Qallunaat* à ses uniques sens d'étranger et historiquement de colon. Ainsi, l'usage par Marianne de ce mot souligne la violence du sentiment qu'elle ressent à l'égard de cette intervention experte, qui semble être vécue comme une intrusion à la lourde charge historique.

Au fil de l'entrevue, je comprends que se tient une réunion de ce type par an depuis l'année 2014, à laquelle il faut ajouter des échanges ponctuels avec le secteur privé. De son côté, Greenland Minerals mène en effet des enquêtes d'opinion dans le cadre de sa demande de licence d'exploitation, mais en dehors de cela l'entreprise est peu présente me dit Marianne. Il apparaît ainsi de ses paroles que le projet est bien plus celui du gouvernement que celui de l'entreprise. Il se décline à la population comme un plan national qui devrait s'accomplir à Narsaq, à travers une perspective experte que seuls les agents dépêchés par le gouvernement détiennent. Ils usent en ce sens d'une narration géographique et technique à laquelle Marianne s'oppose absolument.

Du sens du vent aux chemins invisibles, des régimes discordants s'affrontent

Marianne insère à son récit de l'action gouvernementale autour du projet de nombreuses remarques ayant trait à la perspective experte sur le territoire. Ce dernier mot est mon propre terme pour traduire ses expressions récurrentes « *here and the mountain* », « *the land* », « *the environment* » qui désignent un ensemble qui se tient. L'ensemble en question est alternativement l'échelle de la péninsule et celle de Kuannersuit avec Narsaq. Je sens dans l'échange qu'il lui faudrait un mot qu'elle n'a pas en anglais pour qualifier cette entité solidaire, et cet obstacle met à l'inverse pour moi en lumière l'espace qu'elle a en tête. Il vient souligner que le « territoire », c'est sa propre perspective face à celle de l'expertise. Deux régimes s'affrontent alors pour Kuannersuit.

Je perçois cette divergence lorsque Marianne me raconte l'échange qu'elle a eu un jour avec un « expert dans la gestion des pollutions » qui intervenait lors d'une réunion publique. Elle me dit soulever le problème des vents qui transporteraient les poussières extractives, notamment radioactives, dans les fermes et les zones habitées. C'est un sujet d'inquiétude qui fait intervenir plusieurs niveaux de désaccords, depuis les conditions météorologiques habituelles jusqu'à la dangerosité même des poussières.

« Il a dit que le vent venait du nord et arrêterait les poussières de l'*open-pit*. Alors je lui ai dit qu'à Narsaq on avait un vent des terres particulièrement fort à cause des montagnes, et que c'est pour ça qu'on s'inquiétait. Il m'a maintenu que non, que le vent était le même qu'ailleurs et que le transport des poussières s'arrêterait à Narsap Ilua. Ils ne connaissent rien et ils parlent et parlent et parlent. Ils sont juste employés pour venir parler et ensuite ils sont retirés du dossier. Ils nous dictent quoi penser alors qu'ils ne connaissent rien à la ville, ils ne sont pas plus experts que d'autres. »

Cette déclaration met au jour une opposition fondamentale sur l'origine et la formation du savoir. Pour Marianne, l'ancrage territorial semble incontournable : c'est par l'expérience, la pratique et l'engagement qu'un lieu est appréhendé. Elle critique la posture du « gestionnaire des pollutions » qui pense connaître la zone grâce à son expertise cartographique. Elle me dit que les experts « pensent que c'est partout pareil, mais chaque lieu est différent au Groenland ! ». J'ai d'ailleurs entendu cette appréciation très locale des conditions environnementales à de nombreuses reprises dans le sud du pays. Marianne condamne la généralisation et m'indique qu'à Narsaq, on ne peut connaître le temps qu'il fait qu'en regardant les montagnes. Elles sont déterminantes à la vie de la péninsule et il est impensable pour elle de les comparer à d'autres sites. Cette considération ne se limite pas à mon interlocutrice, mais rassemble également la communauté agropastorale qui a établi des cartes géographiques alternatives mettant en avant leur propre expérience de l'environnement en 2015⁹⁵. J'ai inséré une de ces productions au prochain chapitre.

Durant notre rencontre, je repère dans les propos de Marianne des exemples qui me font percevoir des effets précis de discordances territoriales ; c'est-à-dire des façons différentes de saisir l'espace. Ce fossé entraîne des irrégularités, des oppositions. Je rapporte deux cas particuliers dont j'ai déjà décrit les espaces dans le chapitre. Le premier porte sur Narsap Ilua, où la compagnie minière prévoit l'installation d'un port de cargos, le bétonnage d'une route pour permettre le croisement d'engins de chantiers, et l'établissement d'une haute clôture pour limiter l'accès. Marianne m'explique que les experts défendent cet aménagement puisque la zone serait « presque libre ». Ils lui ont assuré que les deux exploitations agropastorales de la zone seraient dédommagées si elles sont affectées par les constructions, et qu'en dehors de cela cet espace est vacant. Sur les cartes, comme celle que l'on peut consulter sur GoogleMap, cette zone semble en effet inutilisée. Au contraire, Marianne me dit qu'il n'y a pas besoin de passer des mois à Narsaq pour observer que Narsap Ilua est l'objet d'une activité locale dense et régulière. Lors de ma randonnée ainsi que de nombreuses autres balades, j'ai vu ces multiples usages qui incluent la marche, la contemplation du paysage, la course, la pêche, la baignade, et même l'archéologie. Durant la saison estivale, toute la route qui relie Kuannersuit à Narsaq est utilisée pour transporter les touristes et les familles voisines. Narsap Ilua est un hub local.

La zone de la vallée de Kuannersuit donne également lieu à discordance. Alors que je me demande comment les industriels peuvent la considérer libre au regard des maisons qui y sont construites, Marianne a une remarque laconique en me faisant remarquer le principe de réalité de la situation. « S'ils s'implantent, c'est forcément qu'ils pensent que c'est disponible, non ? ». Lors de mes randonnées dans ces lieux, j'ai bien vu ces maisons et tous les petits chemins qui y conduisent. Ce sont des traces d'herbes couchées qui indiquent les passages

95 Farmers in Narsaq and Qassiarsuk areas, « *Open letter to the Authorities of Greenland and all citizens of the country about the project of open mine with uranium in Kuannersuit, South Greenland* », Mars 2015.

répétés et la fréquentation, s'il y avait besoin en plus des résidents que j'ai souvent croisés⁹⁶. À Qaqortoq, mes informatrices m'indiquent que se trouvent aussi au pied des montagnes des chemins presque invisibles qui mènent aux espaces où pousse l'angélique, la plante récoltée à Kuannersuit et d'où cette montagne tire son nom. Les ayant suivies lors de leurs excursions de récoltes à Qaqortoq, je sais qu'il est impossible de retrouver ces chemins si on ne sait pas qu'ils sont là. Ces promenades m'ont procuré la même sensation de désorientation que lorsque je voyais des habitants parcourir la lande de Narsaq selon des chemins que je ne percevais pas, pour ne les distinguer qu'une fois à leur pied. Dans la vallée de Kuannersuit, je réalise un peu plus à chaque sortie l'omniprésence de ces lacets qui côtoient la route des engins de chantier et augmentent la surface fréquentée. Ils forment une géographie vernaculaire qui passe sous le radar du régime expert, et le rend ainsi aveugle à cette occupation de l'espace. En plus des résidents et cueilleurs d'angélique, s'y croisent les chasseurs de perdrix et de lièvres, les randonneurs et les collecteurs de cailloux qui participent à l'entretien de ces voies officieuses et à la formation de nouvelles traces.

À l'instar des sentiers que seuls ceux qui les connaissent savent trouver, les ressources minérales de Narsaq donnent lieu à des usages que les agents du projet ne prennent jamais en considération, selon Marianne. Elle affirme en effet que pour les habitants de la ville, les pierres ont aussi un sens. Oleeraq me déclare dans une perspective similaire que les pierres sont largement collectées et utilisées, et que tout développement minier devrait prendre en compte ces usages locaux. Lorsqu'il fait référence à cela, il m'exhorte presque à chaque fois à ramasser des pierres sur le sol, alors que cela est interdit par la loi. Les étrangers ne peuvent ni ramasser ni sortir des minerais du pays sans licence spécifique, chose que je n'ai pas. Quand je lui oppose ce fait, il le balaie en disant que ces pierres appartiennent aux résidents et que s'il me propose d'en ramasser, c'est qu'il m'en donne l'autorisation. Cette parole a d'autant plus de sens dans les critiques qu'il émet à l'encontre de touristes ou de scientifiques étrangers qui, en balade autour de Narsaq, ramassent des roches sans demander l'accord de la municipalité. Marianne, qui présente un regard similaire sur les pierres, me dit que ces considérations sont « hors de portée » de la compagnie minière et du gouvernement.

À ces relations locales aux pierres s'ajoutent des usages artisanaux foisonnants. À Narsaq, un grand bâtiment abrite ainsi une quinzaine de collecteurs, tailleurs et sculpteurs de pierres qui font de ces pratiques une activité commerciale solidement implantée. Lors de mon séjour, cet atelier avait été inondé et il était impraticable. Les ouvriers présentaient leurs travaux dans une petite boutique qui ne pouvait en accueillir que deux ou trois visiteurs à la fois, et dans laquelle les pierres rouges, vertes, oranges et noires de Kuannersuit s'étaient en cabochons, bijoux et morceaux bruts. En plus de ce lieu qui témoigne des pratiques vivantes des pierres, j'ai été surprise par le commentaire d'un employé de la brasserie locale Qajaq. Il s'agit d'une usine de fabrication de bière qui appartient à une entreprise italienne et distribue ses boissons

96 Ces maisons sont construites au pied de la montagne Talut.

dans tout le Groenland. En septembre 2019, je profite de la venue d'une journaliste française à qui un tour est offert pour m'inviter et découvrir cet endroit. Au détour d'une conversation à la fin de la visite, le brasseur me raconte une histoire surprenante. Il me parle des bières qui sont invendables à cause des problèmes thermiques au moment de l'embouteillage, et du fait que certains employés les vendent à la porte de l'usine en cachette. À Narsaq, évidemment, tout le monde a connaissance de cette pratique et en profite. L'employé me raconte que les jeunes et les personnes alcooliques leur achètent les bières, et que « comme ils n'ont pas d'argent, ils payent avec des pierres ». A cet instant du récit, il sort quelques cailloux roses de sa poche. Parmi les morceaux de roches brutes, je vois un cabochon de tugtupite, la pierre rose semi-précieuse locale dont les filons entourent la ville. La pierre polie dénote une maîtrise artisanale certaine et ressemble à celles que j'ai vues dans la boutique des artisans.

En 2020, le documentaire *In the shadow of the tugtupite* du réalisateur sud-groenlandais Inuk Jørgensen déploie ces relations et ces pratiques du territoire de Narsaq⁹⁷. Le réalisateur s'oppose publiquement au projet et avec son film il veut participer au mouvement d'opposition. Par la description des multiples usages écologiques et industriels des montagnes, il montre la concurrence territoriale entre le projet et la façon qu'a la localité d'habiter les lieux. Si les images passent par les sentiers et les cailloux des artisans, elles puisent aussi dans les vidéos d'archives des ateliers de poisson et l'usine d'abattage du bétail pour souligner l'historicité de ce lien. Son regard, comme les pages de cette partie, me semble essayer d'indiquer de quelles manières les habitants et la montagne font territoire à Narsaq. Par cette expression, j'entends la façon de construire et d'entretenir l'occupation d'un lieu, qui devient alors familier et intime au fil du temps. En Arctique, les travaux de géographie et d'ethnologie qui s'intéressent aux rapports à l'espace s'accordent sur les liens entre l'usage des lieux et leur intégration à un espace habité. Cela passe d'une part par une dénomination particulière. Dans son ouvrage *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, la géographe Béatrice Collignon décrit ce rapport qui passe par le vécu et l'expérience, comme le soulignent ses enquêtes Inuinnait (Arctique occidentale canadien, années 1990)⁹⁸. L'anthropologue Mark Nuttall fait des observations similaires dans le sud du Groenland dans les années 2000, où il remarque que le territoire environnant est formé par des savoirs écologiques et des mémoires de fréquentation qui familiarisent l'espace⁹⁹. Le chercheur en études arctiques Frank Sejersen souligne également les liens entre les usages de l'espace environnant et leur intégration à un univers familier et courant¹⁰⁰. Dans l'ouest du Groenland, l'ethnologue Jean-Noël Le Mouël

97 Jørgensen Inuk (écriture, production, réalisation) *In the shadow of the tugtupite* 2020
<http://www.inuks.dk/Tugtupite/> [Consulté le 12/01/2021]

98 Collignon, Béatrice *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. L'Harmattan, coll Géographie et cultures, 1996.
Sur le lien avec le vécu et l'expérience, voir les deux articles ethnographiques suivants : Collignon, Béatrice
« Les toponymes inuit, mémoire du territoire : étude de l'Histoire des Inuinnait » *Anthropologie et Sociétés*,
Vol 26, n° 2-3, 2002, p.45-69

99 Nuttall, Mark. « Locality, identity and memory in south Greenland » *Études/Inuit/Studies*, Identités inuit/Inuit identities, 2001, Vol 25, n°1/2, pp 53-72.

100 Sejersen, F. « Horizons of Sustainability in Greenland: Inuit Landscapes of Memory and Vision » *Arctic Anthropology*, 1, vol. 41, no. 1, 2004, pp71-89.

fait la même observation auprès des Naujâmiut au milieu de siècle dernier¹⁰¹. Il affirme que ce sont particulièrement les activités quotidiennes qui délimitent la zone habitée, qu'il conçoit alors comme humanisée. Celle-ci est fonction de la chasse, la cueillette, et des conditions propices à la tenue d'un foyer. Jean-Noël Le Mouël appelle cette cartographie « l'aire-possédée-par-la-parole », en référence aux connotations fonctionnalistes et territoriales des appellations vernaculaires géographiques. En plus de ce qui relève des pratiques, des transmissions et des mémoires, la formation du territoire s'inscrit d'autre part dans les relations sociales, entendues comme incluant tous les êtres qui le peuplent. À cet endroit, l'anthropologue Michèle Therrien et la géographe Béatrice Collignon soulignent dans leurs travaux respectifs que le territoire est un « tout relationnel » fait d'instabilité et de contingence qui s'adapte au fil du temps et des mutations saisonnières¹⁰². En ce sens, l'environnement pratiqué devient un tissu d'affinités, pour reprendre l'expression de Michèle Therrien¹⁰³. J'affilie mon analyse du territoire de la péninsule à cette perspective, en ajoutant néanmoins l'histoire géologique, industrielle et sociale récente qui a contribué à façonner le lien actuel entre les résidents de Narsaq et Kuannersuit. Ce territoire m'apparaît ainsi formé de son histoire composite, de ses mémoires et de ses pratiques, et c'est cette consistance qui fonde aujourd'hui la réaction au projet de Kuannersuit.

Pour mettre en lumière la situation de confrontation sur l'appréciation de Kuannersuit et, ainsi, affirmer qu'on ne peut saisir Narsaq sans en passer par cet état, je préfère ici au concept de territoire celui de régime pour qualifier les relations décrites par mes interlocuteurs à ce qui les environne. Face à l'imposition du régime de l'expertise, Marianne et Olearaq revendiquent leurs propres définitions de ce qu'est ce territoire par l'affirmation du régime qui s'en dégage. C'est un espace pratiqué, vécu et géré de façon locale et collective, qui agrège de nouvelles dimensions au fil de leur intégration à l'activité environnante, et que je qualifie de commun. Le régime du projet de Greenland Minerals passe au contraire par une standardisation exogène qui n'intègre pas ces caractéristiques et, au fil du temps, parvient à déstabiliser le territoire.

Physique de la discordance

Les discordances que me décrit Marianne soulignent le déploiement des effets du régime de l'expertise. En effet, alors que m'a été décrite la solidarité entre la ville et les montagnes, mon interlocutrice doit en passer par le particularisme de Narsap Ilua et de la vallée pour me parler du projet. Son regard est ainsi perturbé, influencé par ce prisme. Durant

101 Le Mouël J-N. « *Ceux des mouettes* ». *Les Eskimo Naujâmiut, Groenland-Ouest. Documents d'écologie humaine*. Mémoires de l'Institut d'ethnologie, t. XVI, Paris, 1978, 322p, p90.

102 Collignon, Béatrice « Esprit des lieux et modèles culturels. La mutation des espaces domestiques en arctique inuit », *Annales de géographie*, n°620, Armand Colin, Paris, 2001, pp383-404 ; Therrien, Michèle, *Les Inuit*, Les belles lettres, Paris, 2012, pp61-68.

103 J'emprunte le terme « affinité » à Michèle Therrien dans Therrien, Michèle *Printemps inuit, naissance du Nunavut*, Indigène Edition, 1999, p54.

mes terrains sud-groenlandais, j'ai perçu des impacts globaux de ce phénomène. Il semble faire dérailler le territoire à grande échelle.

Lors de mes séjours dans le Sud en 2018 et 2019, j'entends régulièrement l'idée selon laquelle la ville de Narsaq serait immobilisée. La première à le déclarer est Naasu Lund en février 2018, la tenante de l'exploitation agropastorale chez qui je séjourne, qui s'exclame que « la ville est comme sur pause ». Je lui avais demandé s'il était possible de randonner autour de Narsaq et j'anticipais une réponse plutôt positive car je sais que la ville est surnommée « la perle du Groenland ». Je développe cette expression au chapitre six, et elle fait référence à la renommée des champs et du calme des lieux. Au contraire, elle affirme que plus personne n'y vient et que l'entrepreneuriat, qui fut longtemps un atout de la « perle » est terminé. « Le projet a un peu mis une ombre sur la ville », dit-elle en cherchant ses mots. Elle développe en disant qu'il est difficile de se lancer dans un commerce ou de s'installer car si la mine venait à ouvrir, elle changerait tout à Narsaq. Elle précise que l'extraction n'entraînerait pas directement la fermeture de commerces, mais qu'elle modifierait la fréquentation de la ville, et donc l'équilibre marchand. Il pourrait y avoir une augmentation de la population en raison des emplois créés, ou au contraire un exode pour fuir les effets néfastes de l'exploitation. Le trafic de cargos et les bruits de la mine auraient aussi forcément un impact selon leur intensité, qu'il est difficile de prévoir. Cela est similaire au niveau de l'économie de la mairie, qui ne sait pas exactement si elle bénéficiera de retombées dans la mesure où c'est le chef-lieu, Qaqortoq, qui gère le partenariat avec Greenland Minerals. Elle poursuit en disant que « tout est comme ça, on ne peut pas prévoir », c'est pourquoi « Narsaq est sur pause », dans l'attente. Piitaaq, son mari, est d'accord avec cette analyse. Il estime que si les résidents savaient à quoi s'attendre, ils pourraient à nouveau agir en fonction des modifications de la mine. Mais en l'état actuel, « tout le monde attend ».

Des travaux d'écologie et d'anthropologie soulignent des perturbations similaires du temps. L'anthropologue Lill R. Bjørst, qui a mené des terrains ethnographiques dans la ville en 2013 et 2017, rapporte les plaintes de ralentissement et d'exode depuis les années 1990 exprimées par des résidents. Elle souligne que ces phénomènes exacerbent les inquiétudes liées au projet et renforcent la sensation d'immobilisme. Le projet les empêche de se projeter et d'imaginer leur vie continuer¹⁰⁴. De son côté, la masterante Maaïke J.A. van den Berg a mené une série d'entretiens semi-dirigés dans la ville en 2016 qui soulignent les effets de l'attente. Elle montre que l'absence de maîtrise de la chronologie industrielle par la population locale conduit à une perte d'envie de voir ces développements aboutir ainsi qu'à un sentiment de dépossession¹⁰⁵. Je reviendrai dans les deux chapitres suivants sur ces problématiques autour du temps, pour mettre ici en lumière l'importance de la question des régimes d'appréhension de l'espace. En effet, si mon ethnographie aboutit à des résultats similaires à ceux des études citées, elle lie en plus ces perturbations à l'imposition de la

104 Bjørst Rastard Lill « Saving or destroying the local community? Conflicting spatial storylines in the Greenlandic debate on uranium », *The Extractive Industries and Society*, Vol 3, 2016, pp34-40

105 van den Berg, M. J. A. *When Will the Waiting End? A case study on experienced effects of the possibility of a mining project in South Greenland*, Master of Science in International Development Studies, Wageningen University, the Netherlands, 2017, p.ii et 91-98.

perspective du projet. À mon sens, c'est en raison des critères de définition du territoire que le projet et ses agents transportent que la ville est affectée. Les pratiques de la montagne sont effacées, les observations familières sont niées, et les ressources sont spatialisées et catégorisées. Plus que des désaccords sur le sens du vent, le rapport de force politique qui accompagne le projet génère un phénomène de recouvrement du régime exogène sur le régime local. L'immobilisme est le résultat de cette action contraignante sur le territoire.

A l'aune de ce climat que presque tous mes interlocuteurs me pointent, c'est finalement avec surprise que je découvre durant mon séjour à Narsaq un petit café nouvellement installé. Plusieurs fois, je m'y installe le temps d'une tasse pour sentir l'ambiance et discuter avec les tenants. D'après eux, l'activité est satisfaisante « au vu de la situation ». Il y a eu quelques touristes durant l'été, et chaque jour une poignée de résidents vient manger une part de gâteau et profiter de la Wifi offerte¹⁰⁶. Peut-être en réponse à mon enthousiasme, ils me précisent que leur café n'est cependant pas fait pour durer. Ils m'expliquent fermer leurs portes à la fin du mois de septembre, car ils ne peuvent pas continuer sans la visite des touristes. Je souligne que c'est un rythme d'ouverture qui me semble commun à l'ensemble des lieux sociaux sud-groenlandais, ce à quoi ils me répondent de façon nuancée. Ils m'expliquent que la taille de la ville, mille quatre cents habitants environ, devrait quand même permettre de maintenir un café ouvert. Tout en vantant la beauté de leur ville, ils en déplorent le dépérissement, « Narsaq est en train de mourir, personne ne va entreprendre de commerce ou de projet sans savoir si la mine va ouvrir. On est les seuls à avoir ouvert quelque chose cette année » Alors que je parle à Oleeraq de mes visites au café, il rejoint leur déclaration. « Nous sommes sur pause, nous ne savons pas ce qui va nous arriver », « On attend, et on ne peut rien faire ». A ces remarques l'adjoint au musée ajoute presque toujours des plaintes sur les envies de « développement » déçues. Comme l'immobilisme, ces propos ne semblent pas directement liés au projet minier et être issus de la désindustrialisation des années 1980, mais ils sont exacerbés par le contexte actuel. Oleeraq répète que « la ville veut se développer », mais le faire selon ses propres besoins et à sa manière. C'est dans cette phrase qui sonne comme une revendication que le projet de Kuannersuit me semble à nouveau semer la discorde. En imposant régime et forme minière, il porte un unique type de développement et se rend sourd à toutes autres démarches industrielles.

Le « développement » critiqué par Oleeraq et porté par le projet s'ancre dans le rapport à la montagne déployé par les experts et les « gens de GM ». Cette expression est celle de Marianne lorsqu'elle finit par évoquer la présence de l'industriel, ici par ses initiales, Greenland Minerals. Je sais de mes promenades en ville que l'entreprise possède des bureaux dans un grand bâtiment bleu à côté du terrain de foot. Autour, un espace réservé par des clôtures abrite des engins de chantier et des sacs de gravats, comme des signatures de leurs actions dans la montagne. Je n'ai jamais poussé la porte de leur entrée, et me réfère aux paroles de Marianne et d'Oleeraq pour parler d'eux. Ils m'expliquent que des employés

106 Les télécommunications étant coûteuses au Groenland, de nombreuses personnes ne disposent pas d'accès à internet.

veillent au bon déroulement des activités à l'année, mais qu'on n'en compte qu'un ou deux. C'est l'été qu'ils s'activent avec des géologues, des techniciens et des professionnels en recherche et développement, « *R&D* » selon l'expression que Marianne utilise en pinçant les lèvres. Je suppose que les premiers s'en vont dans les montagnes et en analyses de laboratoire, tandis que les seconds mènent des « enquêtes ». Je comprends qu'il s'agit là des rapports d'impacts environnementaux et sociaux obligatoires à toute demande de permis d'exploitation, et que les entreprises minières sous-traitent toujours aux mêmes compagnies danoises. Marianne aborde en groupe cette population, ces « gens de GM », me disant qu'ils vont et viennent dans la montagne et la ville, comme si elles n'étaient pas habitées. Elle me décrit ainsi une enquête de l'année 2016.

« Il y a plusieurs mois les gens d'Orbicon sont venus. Ils devaient voir les conséquences de la mine pour les gens et la ville. Ils n'ont parlé à personne, ils ont juste fait une réunion dans laquelle ils nous ont tout expliqué. Ils étaient méprisants et nous disaient quoi penser. »

Elle précise que ces personnes sont restées un mois dans la ville, et n'ont à aucun moment tenté d'entrer en contact avec elle ou avec aucun autre habitant de façon approfondie. Plusieurs remarques conclusives me viennent à ces propos sur Greenland Minerals. Tout d'abord, la description de Marianne du comportement de l'entreprise et de ses agents fait état d'un décalage sur le caractère habité du territoire. Pour elle, ils ne voient pas ce qu'il y a à voir, et pensent savoir ce qu'il y a à connaître de cet espace. Ils se forment ainsi une image erronée, en plus d'être dans une attitude « méprisante ». Cette observation rejoint celle relative à l'expertise, mais elle doit aller plus loin en raison du rôle des industriels dans les développements miniers. En effet, ce sont eux qui façonnent les caractéristiques d'un projet et le mettent ensuite à exécution s'ils disposent des autorisations. Les rapports et documents qu'ils produisent sont donc importants d'un point de vue matériel. Ils constituent les bases de la mine qui sera construite. Ainsi, si un plan de faisabilité indique que Narsap Ilua est une zone inoccupée, dans la réalité cela peut conduire à la construction d'un port de cargo à cet endroit qui met un terme définitif à ce qu'il s'y passait avant et altère ainsi les dynamiques dans lesquelles cet espace était intégré. C'est exactement la discordance qui se produit sur le territoire de Kuannersuit. La problématique du régime expert bascule de cette façon dans le champ des transformations actuelles et durables de l'environnement familial.

La mine abandonnée de Kuannersuit est positionnée comme l'exact opposé du projet de Greenland Minerals par mes interlocuteurs à Narsaq. L'une est attachée au territoire, l'autre relève des activités gouvernementales et industrielles considérées comme exogènes. Dans cette opposition, l'histoire de la mine et l'univers territorial auquel elle appartient permettent de saisir la nature des discordances qui touchent la péninsule de Narsaq. Celles-ci sont d'abord d'ordre écologique et ont trait à ce qui fait sens dans l'environnement local. Les lieux arpentés et les ressources utilisées ne sont pas les mêmes dans l'évaluation experte et industrielle et dans celle des habitants. La présence des « gens du gouvernement », des « experts » et des « gens de GM » génère une confrontation directe sur ces questions, que le rapport de force politique place à l'avantage de ces instances. Ensuite, les discordances renvoient à la forme du développement économique et industriel pour la ville. L'histoire de la mine et son intégration à l'écosystème local soulignent un soutien pour ce type d'industrie. Les minerais sont des ressources qui sont utilisées de diverses manières et qui circulent. L'échelle de cette exploitation est néanmoins locale et, tant dans l'histoire racontée de la mine que les usages actuels, elle est menée en partenariat avec les populations avoisinantes. Elle crée un dynamisme vertueux là où le projet entraîne au contraire l'immobilisme et la pesanteur de l'attente car il est mené en-dehors du territoire. Les canaux de construction et d'administration passent outre les résidents, qui ne sont que spectateurs de ce développement. De plus, là où mes interlocuteurs redonnent l'image d'une mine anciennement projetée et d'activités foisonnantes, le projet de Greenland Minerals impose un site industriel unique. Il monopolise l'espace et le temps.

Cette étude des discordances de Narsaq met également en lumière l'intégration des définitions géologiques au territoire. Bien qu'issues de l'entreprise coloniale, les notions de minerais et de ressources se sont implantées à Narsaq et font partie du paysage et des activités locales. La mine abandonnée a joué un rôle de relais dans l'adoption de cette perspective minière, à l'échelle artisanale et industrielle. Désormais, elle symbolise l'articulation de cette exploitation aux autres pratiques, telles que la cueillette ou la chasse. Toutes cohabitent autour d'un régime d'occupation de l'espace que je qualifie de « commun ». C'est une manière d'habiter le territoire qui s'appuie sur les critères écologiques et industriels décrits le long de ce chapitre, ne s'excluant pas les uns les autres et faisant valoir une gestion locale. À l'inverse, les porteurs du projet de Kuannersuit se réfèrent à des normes exogènes qui font appel à des référentiels techniques et scientifiques standardisés. C'est sur cette grille de lecture qu'ils élaborent le projet minier, depuis les enquêtes préliminaires jusqu'à la construction. Le prochain chapitre s'intéresse aux effets de cette discordance dans la vie et la pratique du territoire des habitants.

Chapitre 5

Des inquiétudes, un lac et des déchets Le territoire du projet est affecté

Alors que je rédige ce chapitre, les élections d'avril 2021 ont mis à la tête du Groenland la coalition Inuit Ataqatigiit et Partii Naleraq, élue sur leur mesure phare commune : la réintroduction de l'interdiction d'exploitation de l'uranium. Lors de la cérémonie d'inauguration de leur gouvernement, Múte B. Egede, le nouveau Premier Ministre, s'engage à réévaluer le projet de Kuannersuit, comme il l'a promis durant la campagne. C'est en effet la mobilisation sociale contre ce projet qui a fait tomber le dernier bureau, et ces partis se sont démarqués par la promesse d'une prise en compte plus importante des critiques de la population. Journalistes et opposants qui s'expriment sur les réseaux sociaux et dans la presse enterrent alors la mine de Greenland Minerals et célèbrent une forme de victoire citoyenne. Les politiciens élus se disent « soulagés » de pouvoir trouver une issue à la crise sociale et politique que représente le projet de Kuannersuit depuis dix ans et chacun, sectateur ou opposant, semble en parler comme d'une affaire terminée. Les premiers déplorent une occasion manquée, les seconds y voient une catastrophe évitée. Pourtant, me restent en tête les inquiétudes des résidents de la péninsule de Narsaq que j'ai rencontrés en 2018 et 2019 et qui exprimaient une vie changée par ce projet minier. Que ses pipelines et son usine de retraitement des eaux voient ou non le jour, le projet semblait déjà exister sur la péninsule de Narsaq. Dans ce chapitre, j'explore cette phase passée sous silence en étudiant la structure technique de cette mine et en rapportant les appréhensions, les oppositions et les décisions qui s'affirment en relation à Kuannersuit et constituent, à ce jour, les traces d'un territoire déjà affecté par ce projet.

En se félicitant d'intervenir « avant » l'autorisation donnée à l'entreprise, le nouveau gouvernement sous-entend qu'il agit à temps, puisqu'il stopperait le projet avant la construction. Cette vision focalisée sur la production invisibilise l'état antérieur de la mine, lorsqu'elle est en projet. Cette étape que j'ai déjà abordée dans le premier chapitre de la thèse est faite de dessins, d'effacements et d'hypothèses qui construisent le modèle que les politiques publiques approuvent ou refusent, et sur lequel s'appuie la mine qui est bâtie. En 2018 et 2019, les terrains que je mène sur la péninsule de Narsaq ont pour but d'explorer les négociations qui entourent cet état. Les ventes de fermes, la stagnation économique et les inquiétudes pour l'avenir qui me sont communiquées témoignent des impacts de l'« avant » mine de Kuannersuit. Durant l'enquête, je remarque que ces effets touchent également le rapport à l'espace environnant. Ils semblent influencer les déplacements et le regard des habitants avec qui j'échange. Lac et montagne paraissent déjà un peu transformés par ce projet inscrit dans la réalité territoriale et considéré à l'aune du quotidien. Je retrace dans les pages qui suivent mon enquête marchée, l'ethnographie des discordances faite de mes randonnées dans les montagnes au fil des conseils de mes interlocuteurs, et je décris la mise en projet du territoire entier. L'étude de ce mouvement « avant » la mine indique que loin d'une phase uniquement bureaucratique, cette étape d'écriture et de projection des infrastructures place toute la péninsule dans une situation de requalification. Elle est mise en projet par l'industrie minière, qui donne à ses lieux et ses occupants un nouveau sens.

Pour approfondir l'enquête, j'ai plongé dans les documents de Greenland Minerals pour faire coïncider ce qui m'était raconté par mes interlocuteurs à Narsaq et Qassiarsuk – les deux localités de la péninsule ciblée par le projet – avec ce que le régime expert prévoyait. Les rapports d'impacts environnementaux et sociaux constituent mes deux principales sources écrites car ils décrivent finement le fonctionnement de la mine et les mesures prévues pour son entourage. Je les ai en premier lieu étudiés durant le terrain pour mieux comprendre les propos de mes interlocuteurs qui en avaient connaissance, et je m'y suis en second lieu intéressée pour parvenir à me représenter la forme du projet minier. De cette façon, ces écrits agissent en contrepoint des paroles de mes interlocuteurs. Dans le but de redonner toute leur profondeur à leur discours, j'ai rapporté cette enquête qui mêle anticipation, présent d'action et futur planifié entièrement à l'indicatif présent. Je dois donc avertir le lecteur qu'en dépit de la conjugaison utilisée, tout ce qui a trait à la mine est de l'ordre de l'hypothétique. J'espère avec cet artifice rendre la confusion que pose la mise en projet, entre un présent sous étude industrielle et un avenir déjà écrit.

Au fil de l'écriture du chapitre, l'usage du présent s'est avéré être un outil particulièrement heuristique pour saisir la problématique de l'uranium et de la radioactivité. En traduisant et en décrivant les aspects du projet minier vers lesquels mes interlocuteurs ont orienté mon regard, ce sujet est apparu dans toute son ampleur. Ce chapitre ne rapporte ainsi pas les arguments des pour ou des contre la production minière générant des déchets radioactifs, mais essaie plutôt de comprendre ce qu'elle fait aux terres et aux habitants. Je redonne ensemble paroles, actions, et prévisions qui définissent et informent de la

radioactivité sur ce territoire. De cette façon, nous découvrons qu'elle commence dans un lac, et qu'elle ne se termine jamais. Elle fait partie du projet tout en dépassant ses limites, et élève ainsi le projet de Kuannersuit au rang de mode de vie.

En anthropologie minière, la phase du projet était peu étudiée jusqu'à récemment. Les mines étaient majoritairement appréhendées durant leur activité et au travers des transformations socio-économiques qu'elles entraînaient dans leur zone d'implantation¹. En 2018, les anthropologues Lorenzo D'Angelo et Robert Pijpers rassemblent des recherches qui traitent de toutes les étapes par lesquelles passent les sites miniers. Ils consacrent un numéro de la revue *The extractive industry and society* à la problématique des perturbations temporelles des zones touchées par l'industrie minière, considérant qu'il s'agit d'un effet central de ce secteur². Les travaux qui s'intéressent plus particulièrement aux phases préliminaires des projets décrivent des phénomènes d'accélération ou d'interruption du temps, qui devient inféodé aux rythmes et aux conditions de l'industrie. Le temps d'attente du projet produit ainsi de nouvelles dynamiques sur les zones concernées³. La situation de la péninsule de Narsaq en 2018 et 2019 s'inscrit dans cette perspective du temps troublé, à laquelle un ancrage territorial est attaché. En effet, la période du projet est caractérisée par une mise en projet du territoire lui-même que les habitants vivent et appréhendent. L'anticipation de cet horizon et les effets de ce futur déjà élaboré pour ces terres l'installent dans un présent qui s'en trouve déstabilisé. Le projet brouille ainsi les démarcations temporelles et s'introduit dans le vécu des habitants, alors même qu'il pourrait ne jamais devenir une mine. La singularité du temps « avant » Kuannersuit tient donc à son caractère agissant qui affecte de multiples aspects des lieux.

Ce chapitre qui fait interagir entretiens, schémas et observations essaie de saisir de quelles manières le territoire et ses occupants sont affectés par la situation en projet. La première partie aborde les transformations et les appréhensions que le projet suscite dans la vie des éleveurs. La seconde partie décrit l'ébranlement des liens qui unissent les résidents aux espaces montagneux qui les entourent. La dernière partie s'intéresse à la question de la pollution des eaux et, derrière elle, à celle des déchets radioactifs.

- 1 Ballard, C.H., Banks, A.G., « Resource wars : the anthropology of mining », *Annual review of anthropology*, 2003, p.287-313. Pour revenir à la chronique de Kuannersuit, page 20.
- 2 D'Angelo Lorenzo et Robert J.Pijpers « Mining temporalities : an overview » *The Extractive Industries and Society*, Vol 5, n°2, 2018, pp215-222.
- 3 Müller Katja « Mining, time and protest: Dealing with waiting in German coal mine planning » *The Extractive Industries and Society* Vol 6, n°1, 2019, pp1-7 ; Wiegink Nikkie « Imagining Booms and Busts: Conflicting Temporalities and the Extraction- "Development" nexus in Mozambique » *The Extractive Industries and Society*, Vol 5, n°2, 2018, pp245-252.

1) Un horizon « mitigé »

L'image de la ligne d'horizon m'apparaît particulièrement adaptée pour penser la situation que vivent les résidents de la péninsule de Narsaq vis-à-vis du projet de Kuannersuit. Ils font face à une mine qu'ils entrevoient, mais qui n'est pas encore totalement active, puisqu'elle est située dans l'avenir. Sa présence est ainsi faite des projections qu'elle porte pour la péninsule, qui se mitigent pourtant progressivement à la vie des habitants. Les pages d'ouverture de ce chapitre décrivent la négociation de cet état fait d'appréhensions, de questionnements et de décisions.

« Si la mine ouvre » : des éleveurs qui déménagent

En février et mars 2018, je séjourne à la ferme Inneruulalik tenue par Naasu et Piitaaq Lund, un couple trentenaire, et leurs deux enfants. Piitaaq s'occupe des deux cent cinquante moutons, des six chevaux, des équipements et des champs, tandis que Naasu prend en charge l'activité touristique et travaille à l'aéroport voisin. Leur exploitation se situe à sept kilomètres de Qassiarsuk, chef lieu qui rassemble les soixante-dix résidents qui vivent dans le bourg et dans les fermes alentours. Quand je leur explique la raison de ma présence, que je m'intéresse aux complexes industriels qui commencent à toucher les localités telles que la leur, ils réagissent avec surprise⁴. Ils me disent d'abord que « Le projet n'est pas encore là » et qu'« Il n'est pas encore fait ». Pourtant, j'ai déjà repéré sur la porte de leur frigo l'autocollant significatif d'opposition à l'exploitation de l'uranium de forme ronde, avec un soleil rouge souriant sur fond jaune, emblème de l'hétéroclite mouvement anti-uranium, anti-nucléaire, anti-extraction ou encore anti-projet depuis 2013. Je leur demande alors s'ils s'opposent à cette mine, comme m'amène à le penser l'autocollant. Ils me répondent affirmativement, tout en rappelant « qu'on ne sait pas si ça va ouvrir ». Tout en m'expliquant que selon elle il n'y a aucun moyen de savoir si la mine va s'installer, Naasu me dit qu'elle est très inquiète, et qu'elle espère que son implication dans diverses initiatives d'opposition stoppera le projet. L'hypothétique et l'inquiétude vont de pair.

Durant la semaine, Naasu et les enfants habitent à Narsarsuaq, la ville aéroportuaire voisine dans laquelle elle travaille. Elle rentre le week-end, me laissant le reste du temps avec Piitaaq. Les heures que nous passons à la bergerie, à regarder la télé et à manger donnent lieu à de nombreuses discussions sur Qassiarsuk et sur le projet minier. C'est durant ces moments qu'il m'explique que l'industrie minière et l'agropastoralisme ne sont pas conciliables. Il énumère les bruits d'explosifs et d'engins, le trafic maritime, et les inévitables pollutions environnementales qui mettraient un terme à l'élevage. Il ne condamne néanmoins pas

4 Les échanges avec le couple se déroulent en anglais.

l'extraction minière, et pointe seulement que « si la mine ouvre, il faudra qu'on arrête ». Il estime que les projets à grande échelle sont une bonne direction pour l'économie du pays et se réjouit à l'idée que le Sud puisse les accueillir. Mais il me semble voir l'avenir dans une forme de fatalisme lorsqu'il affirme que « Si la mine ouvre, on vendra la ferme et on ira à Nuuk. Qui voudrait d'une viande de moutons qui broutent à dix kilomètres d'une mine ? ». La formulation « si la mine ouvre » revient à chaque échange ou presque, et malgré le conditionnel qui pourrait se résoudre par l'arrêt du projet, je vois qu'il réfléchit sa vie à l'aune de l'éventualité de l'ouverture. Le projet lui fait réévaluer sa situation, non sans émotion.

Je lui demande ce qu'il ressent à la perspective d'un déménagement, car je sais qu'il a hérité de la ferme de son père, et qu'il y a grandi. Il m'a raconté que les étés, jusqu'à ses quinze ans, lui et ses cousins et cousines se baignaient dans le fjord dans une eau ne dépassant jamais quelques degrés. Sur ses champs, il m'a aussi indiqué des carcasses de tracteurs datant de l'époque de ses parents et, un peu au nord de la maison, la tombe de son père. Il m'a fait visiter la maison verte qui avoisine la bleue dans laquelle lui, Naasu et les enfants vivent. Cette maison est encombrée de meubles, de vieux papiers et de photos. Il y fait sombre, les fenêtres sont barricadées par des planches de bois pour éviter que le vent ne les brise, et elle sent la poussière des années. Piitaaq m'y avait emmenée pour trouver un fusil et des munitions, après un long quart d'heure d'étonnement lorsque je lui avais révélé que je n'avais jamais utilisé d'arme à feu. Il s'était alors mis en tête de m'apprendre à tirer. Dans une pièce, six fusils étaient accrochés au mur, sur de gros clous. Nous allions utiliser le plus petit, pour minimiser la force de recul, mais il voulait m'en montrer un second. En s'approchant de la fenêtre que de faibles rayons de lumière parvenaient à traverser, il m'avait montré, incrusté sur la crosse, le médaillon à l'effigie de l'aigle nazi. À côté, sept petits traits avaient été taillés.

« C'est mon grand-père qui a récupéré le fusil pendant la Seconde guerre mondiale. Un seul avion nazi a atterri au Groenland, et ça ne devait pas être loin. Les nazis gravaient un trait pour chaque personne tuée. Celui-là en avait tué sept. »

Piitaaq n'avait aucune idée de comment le fusil s'était retrouvé entre les mains de son grand-père, mais il était resté dans la maison et faisait désormais partie de l'histoire familiale qu'elle abritait. Pendant les minutes qu'il passa à chercher les munitions, je regardai avec curiosité toutes ces choses empilées. Je lui demandais pourquoi il ne vivait pas dans cette maison, et pourquoi personne n'y venait. Elle appartenait à sa tante, et lui et Naasu avaient donc fait construire une seconde habitation, pour eux, à la reprise de la ferme. C'est après quelques années à Nuuk avec Naasu à travailler dans le bâtiment, au moment du décès de son père, que Piitaaq avait eu envie de revenir. Il ne voulait pas que la ferme sorte de la famille. Ce n'était pas tant par envie qu'il était devenu « fermier », comme il se qualifie, mais parce qu'il aimait cet endroit. Après de tardives études agricoles, il était ainsi passé par des démarches compliquées de succession pour retrouver ces lieux et s'y installer. Naasu, qui a grandi à l'étranger, m'a expliqué qu'elle avait accepté de le suivre pour retrouver un lien au Groenland, et apprécier un pays dans lequel elle avait peu vécu. Comme de nombreuses personnes qui sont scolarisées au Danemark ou qui sont binationales, elle avait oublié le groenlandais. C'est

à chaque fois le regard tourné vers les montagnes ou le fjord qu'elle me prenait à partie pour me dire à quel point elle admirait ces paysages et chérissait cette vie. « C'est incroyable, n'est-ce-pas ? » Pour elle comme pour lui, Inneruulalik est un attachement.

C'est au regard de ces histoires que Piitaaq répond à mon interrogation en disant que « Oui, c'est sûr, ça fait quelque chose mais c'est comme ça. On ne peut pas élever des moutons à côté d'une mine, de toute façon. » La mine représenterait ainsi la fin de l'agropastoralisme pour lui, et la fin de sa famille sur cette bande de terre. Naasu me dit que c'est peut-être ce qui les attriste le plus. C'est elle qui m'a raconté que le père de Piitaaq s'est installé dans les années 1940, alors qu'il n'y avait que la famille Frederiksen qui pratiquait l'élevage à Qassiarsuk. Ce sont eux qui ont fondé le village en 1924, et la dizaine d'exploitations d'alors étaient toutes liées par alliance. Les Lund, la famille de Piitaaq, ont été « mal vus » d'après Naasu et ont dû forger leur place auprès de leurs voisins. Elle dit qu'à la fois elle sent toujours une animosité envers eux, à la fois elle ne veut pas partir. L'inquiétude vis-à-vis du projet de Kuannersuit fait ainsi monter à la surface le lien intime entre les terres sur lesquelles ils vivent, leur activité et l'histoire de la famille.

Si Piitaaq rattache le projet au secteur extractif de manière générale, Naasu s'oppose particulièrement à l'uranium. Lorsqu'elle rentre à la maison, le week-end, je cuisine avec elle et nous profitons de ce moment pour discuter. Selon elle, la question de la radioactivité est centrale. Elle n'est pas liée au degré de nocivité ou non, aux chiffres et aux calculs, mais au principe de l'extraction. « Une autre mine, pourquoi pas ! Mais celle-là non, c'est trop dangereux, on pense connaître l'uranium alors qu'on n'en sait rien, et ce sont les locaux qui en pâtissent toujours. » Lorsqu'elle insiste en affirmant qu' « On ne sait pas ce qui va nous arriver, on ne sait pas ce qu'il va se passer avec l'uranium », je prends la mesure de sa situation. Elle décrit ici l'enchâssement des éventualités et des transformations qui pourraient les toucher, et sur lesquelles elle n'a aucune prise. Le projet minier constitue la première étape d'incertitude, va-t-il ouvrir ? que va-t-il nous faire ?, à laquelle l'uranium ajoute une seconde dimension. Cet élément est inconnu, et la radioactivité uniquement appréhendée en terme de chiffres et de taux dont peu de personnes maîtrisent le langage relève d'une forme d'inédit. Elle engage une perte de contrôle totale sur le territoire, dans un contexte où le projet met déjà en suspens leurs vies.

Pour ces raisons, Naasu me confie que la famille de la ferme Ipiutaq lance une procédure de vente. Elle est située à moins de dix kilomètres de la mine en projet, et l'un des prototypes place même le port et la raffinerie à environ cinq kilomètres de leurs pâtures⁵. La tenante m'explique qu'un fond commun entre éleveurs a été monté pour les aider à constituer le dossier de vente, fait de plusieurs expertises coûteuses. En 2018 la famille entamait la procédure, et le site internet de la ferme fait désormais office de présentation du bien immobilier et foncier.

5 Kvanefjeld Project. *Environmental Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p12.

À Narsaq en septembre 2019, plusieurs personnes me disent que la ferme d'Ipiutaq sera durement touchée par la mine. Elles pensent que c'est pour cette raison que les propriétaires ont du mal à vendre. Ces propos me poussent à me documenter un peu plus sur les impacts de la mine pour les habitants dans le but de mieux comprendre de quelle manière ils sont affectés. C'est en avril 2020 que je me plonge dans toute la documentation de Greenland Minerals que je rassemble en ligne. Je trouve mention de la ferme Ipiutaq dans les deux rapports principaux qui décrivent le projet minier : les rapports d'impacts environnementaux et sociaux⁶. Au début, je ne repère pas la ferme Ipiutaq dans le premier rapport, ce qui me pousse à me concentrer sur le second. Il a été validé par les autorités groenlandaises en 2018, et est bien connu dans la région. Les risques et les impacts liés à la mine y sont classés puis répartis en degrés : faible, modéré, haut, très haut. Ce rapport se base sur les régulations en cours au Groenland, mais il n'est pas partout précisé sur quoi sont indexées les valeurs. Dans ce cadre, les « risques » recouvrent des aléas imprévisibles et indépendants de la volonté des industriels. En cela, ils ne sont pas considérés comme liés au fonctionnement de la mine. Les « impacts », par contre, constituent les conséquences potentielles générées par l'activité⁷. La différence d'appréciation de ces catégories et les résultats de l'évaluation constituent l'une des divergences centrales entre les résidents et l'industriel.

Dans le rapport d'impacts sociaux, la ferme se situe dans la partie intitulée « Utilisation des terres et moyens de subsistance basés sur les terres »⁸. Cette section aborde les différentes activités locales liées à l'environnement. La pêche, la chasse et le tourisme sont considérés comme très faiblement impactés, et l'agropastoralisme est traité à l'aune du « potentiel [du projet minier à] déplacer l'utilisation économique actuelle des terres ». C'est-à-dire que l'agropastoralisme est susceptible d'être impacté par le projet en subissant un « déplacement économique ». Le rapport définit ce déplacement économique comme

« la perte d'activité ou d'accès à des activités qui entraîne une perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance. »

Il s'agit ainsi d'une situation dans laquelle les éleveurs ne pourraient pas exercer leurs activités. Dans un langage moins technique, une concurrence pour les terres est anticipée entre les locaux et la mine, dans laquelle ils perdraient l'accès et l'usage qu'ils en ont actuellement. Le rapport liste ensuite les sites qui seraient concernés :

6 Les Rapports d'impacts environnementaux et sociaux qui composent la candidature de Greenland Minerals pour une licence d'exploitation de terre rares, d'uranium et de zinc à Kuannersuit ont pour rôle d'évaluer les perturbations de la mine sur l'espace et les populations environnants. Ils sont décrits en introduction et au premier chapitre de la thèse.

7 Kvanefjeld Project. *Environmental Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p9.

8 Kvanefjeld Project. *Social Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p178. L'analyse est basée sur la version 2020 du rapport d'impacts sociaux, dont seuls les termes juridiques sont changés par rapport à la version de 2018. Version originale « Land-Use and Land Based Livelihoods » traduite par l'auteure.

« Les sources de revenus ou autres moyens de subsistance basés sur la terre, susceptibles d'être impactés par le projet, comprennent:

- ⌚ Activité d'élevage bovin entreprise à la ferme Ilua Valley (à 3,7 km du site minier);
- ⌚ Activité d'élevage ovin entreprise à la ferme Iputaq (à 15 km du site minier) [Iputaq];
- ⌚ Activité d'élevage de rennes entreprise à Tuttutooq (> 25 km du site minier) ;
- ⌚ Collecte de pierres précieuses (*tugtupite*) sur le plateau de Kvanefjeld; et
- ⌚ Activités touristiques [à] Narsap Ilua [...]. »⁹

Pour permettre une meilleure visualisation des emplacements de ces activités par rapport au site minier, j'ai inséré la carte produite par Greenland Minerals dans le rapport d'impact, la figure huit sur la page qui suit. Elle constitue une projection de la mine une fois construite et indique la distance kilométrique de toutes les fermes qui l'entourent. Je n'ai enlevé aucune information du fond car j'y reviendrai dans la suite du chapitre, et y ai uniquement ajouté le nom de la ferme Ilua Valley. C'est celle-là même que je décris au chapitre précédent pour entrer dans la vallée de Kuannersuit¹⁰. En plus de cet élevage bovin, mentionné dans la liste des fermes touchées, on retrouve Inneruulalik dont j'ai parlé au début du chapitre. L'île de Tuttutooq n'est pas visible car elle est localisée au sud-ouest de Narsaq, séparée par environ dix kilomètres de fjord. La zone de collecte de pierres précieuses se situe à l'emplacement *open mine* (« mine ouverte ») et Narsaq Ilua est la zone appelée « port ».

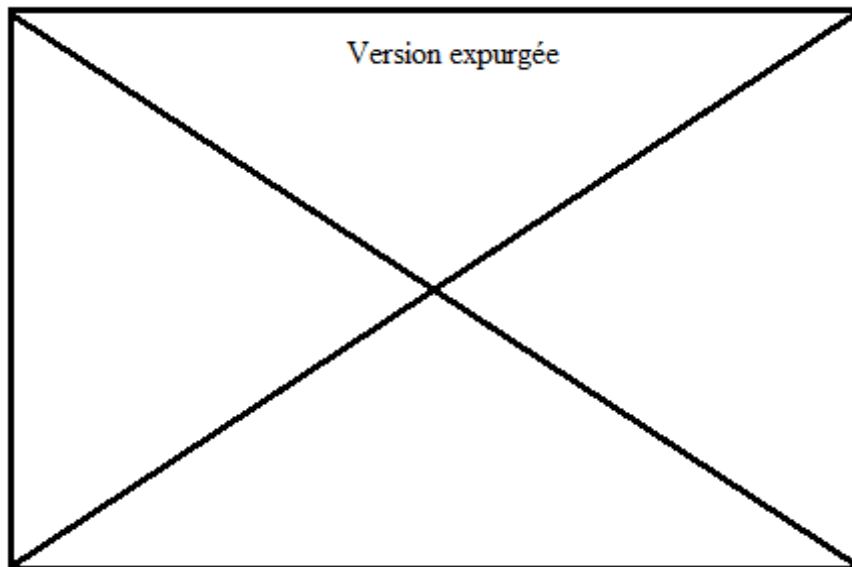


Figure 8: Fermes avoisinant le projet de Kuannersuit
Source : Kvanefjeld Project. Social Impact Assessment 2020, *Op. cit.*, p123.
Modifié par P. Bailleul.

⁹ *Ibid*, traduction de l'auteure.

¹⁰ Pour relire cette description : page 181.

Je ne développerai pas ici les impacts relatifs à la collecte de pierres et au tourisme, pour me concentrer dans cette section sur les fermes. En dépit du classement d'Ipiutaq dans la catégorie des lieux impactés, c'est-à-dire potentiellement touchés par l'activité de la mine, les effets sont estimés comme « négligeables », n'ayant « aucun impact sur l'activité agricole »¹¹. A la seule lecture du rapports d'impacts sociaux, Ipiutaq semble donc en sécurité malgré sa proximité du site. Comme on le voit sur la figure huit, elle se situe à environ trois kilomètres de la limite de la licence de Greenland Minerals. Cela signifie qu'à l'intérieur de cette forme géométrique, l'industriel peut occuper n'importe quel centimètre pour aménager la mine. C'est cette constatation qui me met le doute quant à ces impacts inexistantes et me pousse à chercher à nouveau dans les documents. Cette fois-ci, je la trouve à plusieurs reprises, disséminée le long des trois cents trente-et-une pages du rapport d'impacts environnementaux.

Ipiutaq est considérée comme une « option alternative » pour le projet minier. Le second scénario d'implantation des infrastructures place le port de cargo, avec ses installations massives qui doivent supporter le débarquement des minerais, à la pointe de la bande de terre sur laquelle sont installés la ferme et les champs. Sur la figure huit, il s'agit du bout entouré en violet. La ferme aurait donc pour voisin à moins de dix kilomètres un port d'envergure internationale qui transporterait de l'uranium et des terres rares. L'autre « option alternative » dans laquelle Ipiutaq prend sens concerne le site de stockage des déchets dangereux. J'expliquerai plus précisément en quoi consistent ces déchets, me limitant pour le moment au fait qu'il s'agit de résidus chimiques et radioactifs. La « concession de pêche » (*fishing concession* sur la figure huit) est considérée comme emplacement pour stocker ces déchets miniers. Le rapport ne précise pas les modalités de gestion, mais il n'en demeure pas moins à un kilomètre ou deux d'Ipiutaq. À l'aune de ces éléments, cette ferme apparaît comme une « option » industrielle pour laquelle les impacts sociaux et environnementaux n'ont pas été évalués, ni même pensés. Par contre, la ferme est envisagée pour accueillir des capteurs évaluant la qualité de l'air et le taux de propagation des poussières issues de la mine. Ces appareils sont particulièrement sensibles au radon et au thoron, deux gaz radioactifs qui émanent du radium et du thorium, des éléments qui sont extraits à Kuannersuit. Les appareils captent également les rayons gamma, qui sont des rayonnements émis par les éléments radioactifs¹². À la lecture de ce programme au conditionnel pour Ipiutaq, je perçois mieux l'urgence à la vente. Qu'elle soit proche ou éloignée des installations, la ferme n'est considérée que comme une option par l'industriel. Elle est un emplacement, une alternative de construction, un centre de monitoring de la radioactivité. Elle devient autre chose qu'une ferme, elle est changée.

Un an et demi après mon séjour chez Piitaq et Naasu, je me lie avec l'oncle de Piitaq, Oleeraq Nielsen, lorsque je séjourne à Narsaq en septembre 2019. Il m'informe que le couple a pris la décision de vendre la ferme pour déménager à Nuuk. Il m'explique que cette situation

11 Kvanefjeld Project. *Social Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p179.

12 La radioactivité, <https://www.laradioactivite.com/site/pages/EffetsRayonnements.htm> [Consulté le 10/06/2021]

n'est plus vivable pour eux, et qu'il leur faut penser à leur avenir. À ce moment, la presse rapporte toutes les semaines des nouvelles de la compagnie Greenland Minerals. Quelques mois plus tôt elle a déposé une plainte pour « discrimination » contre l'Autorité des ressources minérales, l'agence groenlandaise de gestion du secteur minier¹³. Les politiciens groenlandais s'expriment alors sur la malhonnêteté de l'entreprise, sur les dettes non remboursées au gouvernement et sur l'imprécision de la documentation qu'ils ont fournie sur leur projet. Greenland Minerals se défend de ces critiques et annonce avoir complété la dernière enquête nécessaire à sa candidature pour une licence d'exploitation. Ces échanges médiatiques que j'ai décrits au premier chapitre mettent Kuannersuit à l'actualité, et Oleeraq ne manque pas de les rappeler lorsqu'il déplore la situation de Piitaaq et Naasu. En mai 2021, alors que je rédige ce chapitre, l'état du projet vient de changer. La nouvelle coalition gouvernementale s'est plusieurs fois engagée à revoir la législation uranifère, et j'ai vu sur les réseaux sociaux des messages de soulagement et de joie de Naasu. Elle indique participer à une formation liée au secteur touristique, et je me demande si leur déménagement est toujours engagé. De son côté, Ipiutaq est toujours en vente.

La mitigation pour perspective

En lisant le rapport d'impacts sociaux, je m'aperçois que les fermes et l'environnement entourant le projet minier ne sont appréhendés que sous le prisme de la « mitigation ». Je ne connais pas ce terme, et je découvre après recherches dans des articles du ministère français de l'aménagement urbain qu'il s'agit d'un procédé classique d'évaluation des risques et des impacts d'un projet sur l'environnement (social, physique, vivant, etc). Ce procédé vise à apporter, le cas échéant, des mesures de restauration aux zones touchées et il est largement utilisé dans le domaine de la construction et a d'ailleurs été francisé. Cette logique anticipe les impacts des projets et développe des réponses adaptées à chaque public. De façon surprenante, je me rends compte que pour l'un des cinq sites c'est *via* cette mitigation que le projet pourrait s'implanter. Pour ces éleveurs, la mitigation est la seule perspective.

Dans la liste des cinq sites énumérés par Greenland Minerals comme potentiellement impactés se trouve en première ligne la ferme Ilua Valley, localisée à 3,7 kilomètres de la montagne Kuannersuit. Elle est visible sur la figure huit et est perçue comme « modérément impactée ». Est expliqué que

« La ferme Ilua connaîtra un effet modérément [...] important en raison de la modernisation de la route d'accès et de l'augmentation du trafic sur celle-ci. Il existe cependant un potentiel de préoccupation concernant la perception des produits agricoles qui pourrait avoir un impact économique sur les activités de la ferme de la vallée d'Ilua. »¹⁴

13 KNR « Miljøstyrelsen og GML er i slagsmål om miljørapporter » 10 septembre 2019. Voir le premier chapitre.

14 Kvanefeld Project. *Social Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p179.

Selon le rapport, cet impact « modéré » est de deux ordres. Les travaux de modernisation et le trafic sur la route reliant Narsaq à la montagne, qui est en l'état actuel un chemin, pourraient d'abord perturber les activités. Ensuite, les consommateurs pourraient se montrer méfiants vis-à-vis des produits de la ferme en raison de leur proximité avec la mine et cesser de les acheter, entraînant une baisse de revenus. Au regard de ma propre expérience de cette zone, j'ai du mal à comprendre comment cette liste peut comprendre tous les impacts, et de quelle manière ceux-ci sont évalués comme modérés. En effet, j'ai décrit cet espace au chapitre précédent lors de ma randonnée à Kuannersuit. Cette ferme se trouve à mi-chemin entre Narsap Ilua – le port prévu – et le site d'extraction. Elle constitue la porte d'entrée de la montagne et il faut obligatoirement la traverser pour entrer dans la vallée. Elle est entourée de pâtures et d'un cours d'eau, ce qui rend presque impossible la construction d'une route alternative. Il faudrait pour cela racheter le bail de l'éleveur pour construire sur ses pâtures, car il est interdit d'altérer le cours d'eau. Cette ferme se situe donc à un carrefour stratégique pour Greenland Minerals, qui m'apparaît dans l'obligation de la détruire si la compagnie veut agrandir la route reliant Narsaq à la mine.

Il semble que cette dernière soit arrivée à la même conclusion car la mitigation qu'elle propose consiste à racheter la ferme Ilua Valley. Cette mitigation est appelée le Plan de restauration du mode de vie (*Livelihood Restoration Plan*) et représente l'outil principal de dédommagement des fermiers. Il passe par l'acquisition des terres agricoles ou des biens et le versement de sommes couvrant les pertes de source d'activité par Greenland Minerals¹⁵. Dans ce cadre, le rapport précise que des discussions concernant le rachat de la ferme Ilua Valley sont déjà entamées depuis plusieurs années¹⁶. Mon expérience de ces lieux et les négociations déjà en cours autour de la ferme montrent donc que pour que Greenland Minerals s'implante, il faut passer par l'altération d'Ilua Valley. Cette démarche relève de la nécessité, et non de l'impact *a posteriori*.

En février 2021, la presse groenlandaise a contacté le propriétaire pour savoir où en était le dialogue, et quel prix lui avait été proposé. Il a au contraire déclaré qu'il n'avait jamais laissé entendre à l'entreprise qu'il vendrait son exploitation. Il a aussi précisé aux journalistes ne pas suivre ses collègues dans l'opposition au projet du moment que celui-ci ne porte pas atteinte à l'environnement¹⁷. L'affaire est donc à suivre.

À une dizaine de kilomètres de Narsaq se trouve l'île de Tuttutooq. Elle n'est pas habitée de nos jours, mais y vit une colonie de quatre cents rennes. Ils sont en liberté et disposent de toute l'île, et ils sont ensuite abattus à l'usine de Narsaq. Une fois traités, ils sont distribués et consommés dans tout le Groenland. Lors de mon séjour dans la ville en septembre 2019, Oleeraq m'en parle. Il me dit qu'avant la fondation de la colonie de Narsaq,

15 Il est géré en partenariat avec le syndicat des chasseurs et pêcheurs de Narsaq (KNAPK) et l'association agropastorale (SPS). Cette mesure élaborée en 2015 répond à la demande lancée en 2015 par les familles agropastorales dans leur lettre ouverte.

16 *Ibid*, p179-180.

17 KNR « Kvægavler ved Kuannersuit: Jeg har ingen aftaler med Greenland Minerals » le 07 février 2021

au XIX^{ème} siècle, les Inuit campaient plutôt à Tuttutooq qu'à Narsaq. Il me raconte que de nombreux restes humains y ont été trouvés et de nos jours, l'été, des personnes y campent pour honorer cette mémoire. Les abords du fjord y sont généreux, on y pêche beaucoup de phoques, beaucoup de poissons. Il me dit que les populations de Tuttutooq ne voulaient pas déménager à Narsaq car la chasse y était mauvaise, et tout le monde le savait. À l'époque, les familles tiraient leur prestige de la chasse et de mauvais butins portaient la honte sur ses membres. Tout le monde voulait de gros phoques, de beaux vêtements en peaux. Tuttutooq était ainsi fréquentée et occupée. Progressivement, les familles ont été contraintes de déménager, mais les sites comme cette île restent dans les mémoires. Oleeraq me dit que « les Danois ne savent pas ça, mais nous on le sait ». Tuttutooq est ainsi un souvenir et un camp d'été auquel les habitants de Narsaq se rendent volontiers, avec néanmoins l'interdiction de chasser les rennes. En février 2021, les journalistes présents à Narsaq pour interviewer le propriétaire de la ferme d'Ilua Valley interrogent également les exploitants de Tuttutooq. Ils annoncent alors que si la mine ouvre, ils abattront tout leur bétail. Ils affirment que les animaux seront trop perturbés par les bruits, les vibrations et le trafic qui animeront les environs lorsque la mine sera en activité. Ils parlent également des poussières radioactives qui voleraient jusqu'à l'île et pénétreraient dans l'organisme des animaux¹⁸. La réponse des industriels face à cette inquiétude est la même que pour Ilua Valley, la mitigation. Ils proposent d'apporter un soutien financier à l'entreprise d'élevage de rennes, du moment qu'ils font la preuve de la perte de revenus ou des perturbations¹⁹. Se posent alors des traductions inédites : comment traduire en langage méga-industriel une histoire d'habitat, une relation à un lieu dans laquelle les humains, les souvenirs et les animaux font territoire ?

Pour ces exploitants, aucune compensation financière ne peut égaler l'environnement qui permet, aujourd'hui, aux rennes de vivre à Tuttutooq. La mémoire du lieu, les traces qui témoignent de son histoire, la toundra et les eaux qui permettent aux animaux d'y évoluer sont irremplaçables. Dans cette situation comme dans celle d'Ilua Valley, la mitigation est synonyme de fin. Elle représente un outil pour encadrer l'activité de la mine, et non pour accompagner les pratiques qui l'environnent.

Rejeter, ensemble, la radioactivité

En 2015, la population de la péninsule de Narsaq se mobilise depuis plusieurs années et par différents biais contre ce projet minier. Douze exploitations agropastorales (celles dont le nom est précisé sur la figure neuf page suivante), dont Inneruulalik et Ipiutaq, publient une lettre de contestation qui explique l'objet central de leur rejet. En introduction, les éleveurs rappellent le contexte dans lequel ils écrivent

« Une mine à ciel ouvert pour l'extraction de terres rares, y compris d'uranium, située

18 KNR « Rensdyravler om Kuannersuit: Vi stopper, hvis minen åbner » 14 février 2021

19 Kvanefield Project. *Social Impact Assessment 2020*, Op. cit., p179.

dans la montagne Kuannersuit implique certains risques évidents pour la santé et l'environnement comme les poussières radioactives dispersées avec des vents forts, le radium soluble dans l'eau, le radon gazeux radioactif, les métaux lourds, les produits chimiques et des quantités massives de résidus polluants, dont du thorium qui se déposerait dans l'environnement proche (lac Taseq, situé à 5 km de Narsaq et à 7 km de la rivière Ilua sous une concession de pêche) ou dans le fjord. »²⁰

Cet état des lieux laisse peu de doute sur le problème qui les mobilise, la radioactivité. Juste après, ils expliquent avoir dressé une carte qui indique la situation de la péninsule avec le projet. Elle accompagne les propos de la lettre, et je l'ai reproduite ci-après en figure neuf.

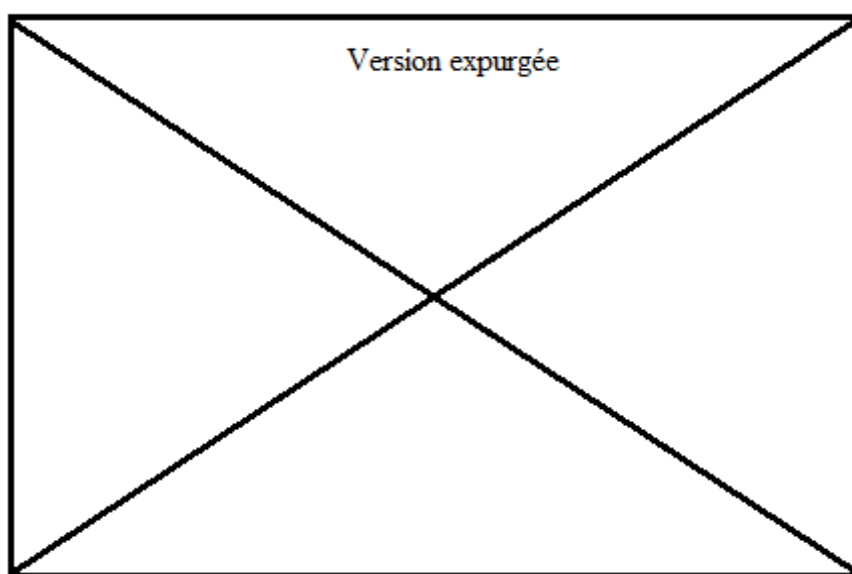


Figure 9: Carte des familles agropastorales, mars 2015
Source : <https://sermitsiaq.ag/kl/node/177705>.

Cette carte peut susciter un effet de déjà-vu. Comme l'indiquent les informations dans la marge droite, c'est parce que les données qui y sont précisées proviennent toutes des Termes de référence publiés en 2014, le premier document à décrire précisément la forme du projet. La sélection des éléments et le style de présentation sont fortement inspirés de celui de Greenland Minerals, même si l'élaboration a été faite par les fermiers d'Ipiutaq. L'aspect de la carte est comparable à la figure huit, qui place la péninsule au centre de l'image dans une perspective rapprochée. On y trouve les fermes et l'indication de la distance qui les sépare de la mine, la projection des installations minières, les lacs, la concession de pêche, les chemins de randonnée, les vents dominants et l'*excess water discharge* (j'expliquerai ce terme après).

Cette carte m'interpelle car l'usage qui en est fait est de l'ordre de l'opposition alors que

20 Farmers in Narsaq and Qassiarsuk areas, « *Open letter to the Authorities of Greenland and all citizens of the country about the project of open mine with uranium in Kuannersuit, South Greenland* », Mars 2015.

son format relève typiquement du registre industriel. Les éléments que je viens de lister sont mis en lumière dans le but d'informer sur le projet et de donner à comprendre son fonctionnement technique, pour ensuite être appréhendés à l'aune des autres êtres qui évoluent sur la péninsule. La carte me semble ainsi importante car elle porte le regard des habitants sur la péninsule. Elle n'a pas vocation à défendre le projet, comme la figure huit, mais au contraire à témoigner de la concurrence territoriale qui émerge à cause de la mine. Elle indique qu'il n'y a pas assez de place.

Le texte informe également ce document. Sur deux pages, les pratiques des éleveurs sont abordées : la péninsule génère 40 % de la production totale de viande de mouton au Groenland, l'identité culturelle locale basée sur cette activité, le développement de cette production pour l'exportation, le tourisme de nature, le sentiment de « terre de liberté » des résidents, et l'incompatibilité des industries *radioactive mining, food and tourism*. Les dimensions économique (l'agropastoralisme, le tourisme), historique et culturelle (« identité culturelle »), et quotidienne (« sentiment de liberté ») apparaissent toutes liées entre elles par un ancrage aux terres. La lettre développe ces activités en donnant à comprendre qu'elles sont imbriquées au territoire sur lequel les résidents habitent et forment, ensemble, une façon de vivre en ces lieux. De cette manière, la carte matérialise des cohabitations et des histoires que le projet passe sous silence, à l'image de l'île de Tuttutoq.

La lettre est jalonnée de questions qui soulèvent ces angles morts du projet.

« Si une mine avec uranium s'établit à Kuannersuit, qu'advierait-il de la qualité de notre production de légumes et de viande ? Pourrions-nous toujours vivre et travailler dans nos fermes sans aucun risque pour notre santé et notre entreprise ?

Si une mine avec uranium s'établit à Kuannersuit, qu'advierait-il de l'identité culturelle sud-groenlandaise pour les Groenlandais, pour le monde et pour les touristes nous visitant chaque année ?

Si une mine avec uranium s'établit à Kuannersuit, comment les citoyens de la zone de tout le sud du Groenland maintiendraient leur sentiment de liberté et de sécurité alors qu'ils sont dans la nature, à apprécier ses richesses et sa pureté ? »²¹

La radioactivité que dénoncent les éleveurs touche indistinctement toutes ces dimensions. Elle franchit les catégories et semble sans limite, rappelant les inquiétudes de Piitaaq et Naasu, ou des exploitants de Tuttutoq. S'ils rejettent en bloc ce projet d'extraction à composantes radioactives, les éleveurs terminent néanmoins leur lettre avec une demande précise : que les déchets radioactifs ne soient pas stockés au fond du lac et qu'une autre solution soit trouvée. Ils font ici référence aux déchets miniers dangereux que la compagnie minière projette d'entasser et de stocker au fond du lac qui surplombe la ville de Narsaq. Je développerai particulièrement ce sujet dans la suite du chapitre, pour souligner que les déchets miniers s'affirment dès les premières années du projet comme le problème central dénoncé.

21 *Ibid.* Anglais original non traduit pour maintenir une fidélité à l'expression.

La carte et la lettre font écho aux propos inquiets de Piitaaq et Naasu sur leur avenir et sur les impacts de la radioactivité sur leur vie. Elles renvoient aussi à la situation de l'élevage de Tuttutooq en affirmant que la radioactivité ne se déroule pas seulement dans l'espace de la mine, mais également au milieu de tout le reste. Moutons, fjords, habitants et maisons sont affectés. La radioactivité de la mine transforme, elle remplace des occupations, elle fonde de nouvelles pratiques, elle interroge l'avenir.

Je suis toutefois intriguée par un aspect de la carte. Alors que la radioactivité est le sujet central de la lettre, elle n'est pas représentée sur la carte. Elle est invisible. Je me demande si cette omission n'est pas d'abord due au caractère étranger du « radium », du « radon », des « métaux lourds » et du « thorium » qu'énumèrent les éleveurs. Ils connaissent les noms de ces atomes et des matières radioactives, mais ne se les figurent pas. Et en cet instant, moi non plus. Il me faudra les pages de ce chapitre pour apprendre cette forme d'existence, qui m'est pour le moment autant étrangère qu'aux éleveurs. Cette omission me semble ensuite peut-être liée à l'appréhension de cette propriété comme totale, trop grande pour être seulement représentée avec des rayures ou des couleurs. Comment montrer quelque chose que les éleveurs perçoivent comme remettant en cause toute leur vie ? Elle est pour le moment absente car la cohabitation avec elle est impensable. Elle fonde un régime que les éleveurs ne peuvent montrer car ils n'y participent pas. Je pense que cette absence, qui n'est que figurative, relève un peu des deux. Durant mes séjours, c'est le portrait d'une radioactivité à la fois étrangère, à la fois puissante, qui m'est dressé.

Certitude et incertitudes radioactives

Par le biais de Piitaaq et Naasu, je rencontre d'autres éleveurs qui sont également préoccupés par l'implantation du complexe minier. Tous ne sont pas aussi assertifs que le couple et interrogent plutôt les risques environnementaux liés à l'extraction de l'uranium. Lors d'une soirée à jouer au poker, je rencontre deux de leurs amis qui travaillent aussi dans l'agropastoralisme. L'un a une vingtaine d'années et est employé dans une ferme de Qassiarsuk, le second d'une quarantaine d'années travaille pour sa propre exploitation. Ils m'expliquent que « Si l'uranium n'est pas polluant, pourquoi pas. » Ils renchérissent, « Si on peut continuer notre activité avec la radioactivité, c'est bon. » Ils préfèrent ne pas penser à l'éventualité d'une reconversion, et espèrent que la mine ne va rien changer. Ces remarques amènent Piitaaq à prendre la parole, qui estime qu'il est « certain » que la mine va changer la vie à Qassiarsuk. Tout le monde est d'accord avec cela, mais les deux amis nuancent. Selon eux, « si les chiffres sont bons, pourquoi on ne continuerait pas ? ». Les « chiffres » recouvrent les taux acceptables de radiation et les seuils en-deçà desquels les moutons sont mangeables. Déterminés d'une façon qui n'a pas été discutée ce soir là, ces chiffres sont maîtres de l'avenir agropastoral des deux amis. S'ils font la part entre l'admissible et

l'inadmissible, ils mettent aussi d'accord l'ensemble des participants à la soirée en soulignant qu'avec la radioactivité, il est certain que des choses vont changer.

Je retrouve de manière large cette perception de la radioactivité comme facteur de changement. Personne ne semble la percevoir comme une propriété neutre. Oleeraq Nielsen, avec qui je parle beaucoup de la situation de Narsaq, voit le projet minier sous l'angle des perturbations environnementales et territoriales. Il revient sur la dimension industrielle de cette mine et son lien avec l'histoire de la ville de Narsaq pour me dire qu'il n'est pas entièrement contre les projets miniers, mais se questionne à propos de l'uranium que celui-ci veut exploiter. C'est trois semaines après mon arrivée qu'il me dit appartenir à l'association Urani Naamik, qui manifeste contre le projet de Kuannersuit. Cette annonce arrive pour moi comme une révélation car nos échanges ne m'ont jusque-là pas permis de penser qu'il s'opposait totalement à ce projet. Je lui demande des précisions sur son positionnement, ce à quoi il répond qu'il s'oppose, pour le moment. Il souhaiterait en savoir plus sur l'uranium et la radioactivité pour pouvoir prendre une décision plus précise. Il ne parvient à estimer à quel point cette propriété est dangereuse, si elle se propage, comment elle le fait, et de quelle manière elle touche les êtres vivants. Il affirme qu'« On ne sait rien de l'uranium et peut-être que ça ne fait rien à l'environnement ! Mais si c'est polluant, il faut qu'on le sache car nous, on veut se développer ! » Ces propos font écho à ses envies de développement industriel que j'ai décrites au chapitre précédent, et engagent ici le sujet vers l'estimation de l'impact de l'uranium. Lors de cet échange, Oleeraq m'explique que plusieurs expertises indépendantes du projet ont souligné que cette extraction ferait augmenter de façon dangereuse la radioactivité. À l'inverse, Greenland Minerals estime cette variation comme faible et non impactante. Oleeraq analyse cette bataille de chiffres comme un indicateur du caractère risqué de la situation, il souligne que ça montre bien que l'environnement va être affecté. Il ne voit pas pourquoi il n'est pas possible d'évaluer la radioactivité du site, et de prendre une décision sanitaire commune. Il se demande pourquoi personne ne parvient à se mettre d'accord et préconise, face à tant d'incertitudes, de ne pas toucher à l'uranium. Il considère ainsi la mesure et le chiffrage comme outils de navigation au regard de ces incertitudes quant aux effets de la radioactivité. En l'absence de telles mesures établies, il est contre toute exploitation d'uranium, donc contre toute la mine.

Les questionnements sur les effets de la radioactivité sont globaux. Comme les propos de Piitaaq et Naasu ainsi que la lettre des éleveurs l'indiquent, ils concernent tant l'environnement physique et les écosystèmes que les industries agropastorales et touristiques. Ils touchent aussi les liens sensibles à ce territoire, le « sentiment de liberté » et l'« identité culturelle ». La radioactivité semble donc avoir une puissance totale et irrépressible. Néanmoins, le débat autour de sa toxicité se concentre aussi sur un élément particulier, l'eau.

Durant tous mes terrains, ce sujet revient régulièrement. C'est la discussion avec une compagne de Qaqortoq qui me fait comprendre son importance. Je séjourne en mai et juin 2018 dans cette ville, la capitale provinciale. J'habite chez Karen, une jeune retraitée qui me met en lien avec deux voisines à elle, également retraitées. Elle m'aide alors à trouver une enseignante de groenlandais qui puisse m'aider à progresser. Marinnguaq répond à son appel et me fait par la suite rencontrer Aviaq, avec qui je me lie particulièrement. Plusieurs fois par semaines, nous dînons, marchons et regardons la télévision ensemble. Nous ne parlons pas souvent de politique ou de mines, mais les élections nationales d'avril 2018 mettent ces sujets à l'actualité. Lors d'un thé que je partage avec elle, j'amène le projet de Kuannersuit. Nous évoquons le fait que cette mine a occupé une partie conséquente du débat politique télévisé qui a eu lieu la veille, et je lui demande si elle en pense quelque chose. Elle hausse les sourcils, comme pour m'exprimer la perplexité que lui provoque ma question, et me dit qu'elle n'en sait rien. Elle ajoute directement que ça dépend de l'uranium et de son impact sur l'eau. Nous parlons en groenlandais, et pour être sûre que je la comprends elle trace un cours d'eau avec l'une de ses mains, et de l'autre elle mime alternativement la montagne, la ville de Narsaq et le fjord. Elle essaie de m'expliquer, ou de me montrer, de quelle manière descend l'eau sur la montagne et comment elle est distribuée en ville. Elle insiste sur une zone appelée Napasup Kuua, et s'étonne que je n'en connaisse rien. Je comprends par contre qu'elle m'indique un lieu qui s'appelle *taseq*, le lac. Je sais alors qu'elle parle précisément du lac dans lequel seront stockés les déchets miniers et qui fait énormément polémique depuis plusieurs années. Elle dit que tout le monde évoque les « risques de pollution », mais qu'elle suivra ce que dira le gouvernement. S'il autorise le projet, c'est qu'il n'y a aucun « risque », selon son terme. Elle répète ensuite qu'elle n'a pas d'avis sur le sujet, mais que du moment qu'il n'y a pas de « danger », pourquoi ne pas ouvrir la mine ? Ces dangers, ces risques et ces pollutions ne proviennent pas des infrastructures ou de l'augmentation du trafic, mais de l'uranium et la radioactivité. Ces éléments n'évoluent jamais seuls et sont toujours pensés à l'aune de leurs impacts sur l'environnement et de leur capacité de contamination. L'eau est vue comme la proie privilégiée des radiations, et chacun semble être certain de son altération. La question qui reste, c'est de savoir jusqu'à quel point.

La situation que vivent les habitants de la péninsule de Narsaq et de cette région depuis dix ans n'est pas neutre. Elle est caractérisée par un projet qui les affecte de plusieurs manières. L'inquiétude, les déménagements, les mobilisations constituent les traces de ce mouvement industriel. Elles visibilisent une mitigation déjà en cours qui ancre dans les quotidiens et les projections de soi la présence de la mine. Les incertitudes autour de la radioactivité viennent informer une autre dimension, celle de la possibilité de la mine sur ce territoire et des impacts qu'elle aurait sur les cohabitations et les histoires qui le fondent. Ce moment « avant » la mine a la puissance de questionner les habitants sur leur propre pérennité. Les terres ne semblent pas aptes à accueillir toutes ces occupations, et c'est cette concurrence spatiale incompressible qu'ont partagée avec moi certains habitants.

2) Le régime industriel bouscule les frontières

Sur la page suivante, la figure dix est une carte extraite du Rapport d'impacts environnementaux relatif au projet de Kuannersuit, document qui a été accepté en décembre 2020 par le gouvernement du Groenland. La carte se situe en introduction du document et sert à indiquer la délimitation de l'aire étudiée, la « Study area ». Les infrastructures projetées de la mine y sont dessinées en orange, et on y retrouve des noms déjà croisés : la ferme d'Ipiutaq, la péninsule de Tuttutooq, et Narsap Ilua. Autour de ces localités, on peut lire des appellations bilingues, danoises, groenlandaises et anglaises des lieux. En bilingue on trouve ainsi Tunulliarfik/Eriks Fjord. En danois c'est Kvanefjeld qui a été préféré sur Kuannersuit, alors que pour Narsap Ilua et Taseq c'est le groenlandais qui a été choisi. En anglais, on trouve Narsaq Valley et Ilua River. Tous ces noms possèdent des traductions d'une langue à l'autre, et la sélection d'une forme relève toujours d'un choix. Au fil de mes recherches sur Kuannersuit, je me suis rendue compte que chaque langue relève de registres différents, qui ne se côtoient habituellement pas sur les cartes. En effet, le groenlandais est la norme utilisée pour les cartes de randonnées vendues dans le Sud, que j'ai d'ailleurs retrouvées chez de nombreuses personnes. J'en possède moi-même plusieurs. Les villes y sont indiquées en groenlandais et seuls les sites ayant une version danoise ainsi que les indications géographiques générales sont inscrits dans les deux langues²². Les cartes géologiques utilisent le système inverse. Dans le guide géologique largement utilisé dans le Sud – celui que j'utilise au chapitre précédent – le danois est la norme pour les indications topographiques et minéralogiques. Cet état me semble dû au fait que le danois est la langue par laquelle la géologie s'est développée au Groenland, et celle dans laquelle cette discipline est toujours conduite de nos jours. Les localités sont par contre inscrites en groenlandais, selon l'usage contemporain²³. Pour sa part, l'anglais est sélectionné dans le cadre de l'industrie minière. Les villes et villages gardent leurs appellations groenlandaises, mais toutes les informations topographiques et spatiales sont traduites en anglais. Les langues mobilisées informent ainsi du registre dans lequel la carte se situe. Pour récapituler, le groenlandais et le bilingue font plutôt référence au local et à l'orientation au sein du territoire. Le danois renvoie à la géologie et au champ académique, quand l'anglais est l'usage dans le cadre de l'industrie minière. Cette carte présente ainsi un désordre linguistique qui me surprend. Elle suscite chez moi un écho qui m'apparaît refléter le capharnaüm que le projet entraîne sur la péninsule, les discordances, et va me permettre de mieux comprendre ce qu'il s'y passe.

22 Vandrekort Sydgrønland Narsaq, 2002 [1998], réalisée par Compukort pour Visit Greenland.

23 Sørensen, Henning *Geological guide of South Greenland : the Narsarsuaq, Narsaq, Qaqortoq Region*, GEUS, 2016.

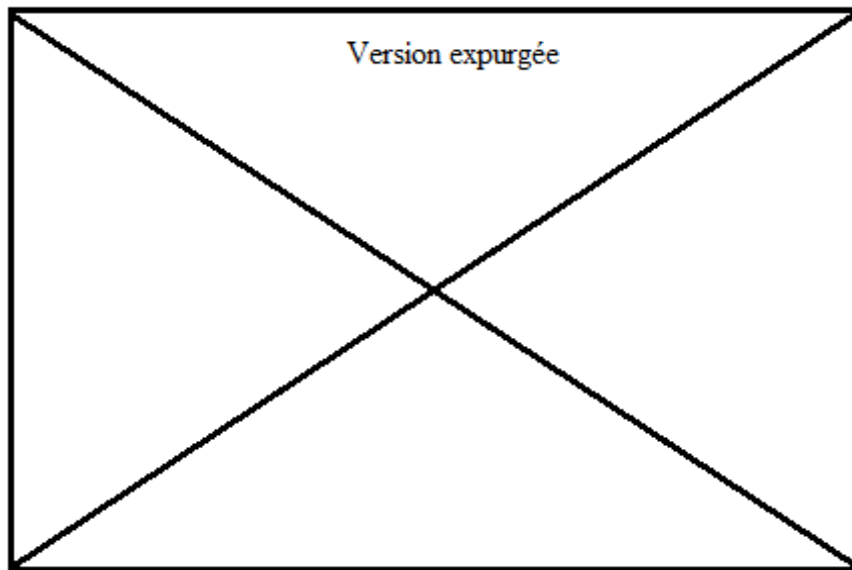


Figure 10: La péninsule de Narsaq
Source : Greenland Minerals A/S *Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment*. Décembre 2020, p5.

Outre des éléments de localisation, ma lecture de la figure dix offre une visualisation de l'instabilité dans les registres de définition du territoire. Elle montre que certains lieux sont qualifiés par l'industrie, d'autres par le local. À Narsaq, j'ai côtoyé ce trouble dans le rapport à certains lieux, qui semblaient se situer dans plusieurs registres en même temps. Cette partie rapporte les paroles de résidents qui décrivent cette perturbation des catégories. Leurs propos et ma propre expérience de ces espaces mettent en lumière l'effet physique de la concurrence des régimes, dans lequel les frontières du commun sont déplacées.

« taseq », « Taseq lake » et « Tailings Storage Facility »

À Narsaq, le lac qui surplombe la ville est appelé Taseq. Il est situé sur un plateau montagneux à environ dix kilomètres de la ville, et mesure presque trois kilomètres de long. Il est visible sur la figure neuf sous ce même nom, Taseq. En tant que nom commun, il signifie « lac ». Localement, quand l'on s'y rend on dit simplement *tasermut*, « vers le lac ». Cet usage de la topographie dans les patronymes spatiaux est courant dans l'Arctique, et j'ai pu le noter à maintes reprises au Groenland²⁴. La référence locale à *taseq* renvoie ainsi clairement à ce lac particulier. Sur les cartes établies par Greenland Minerals telles que la figure huit, le lac est rarement Taseq et souvent traduit par *Taseq lake* (anglais) ou *Taseq søen* (danois). Cette

24 Collignon Béatrice *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. L'Harmattan, coll Géographie et cultures, 1996 ; Nuttall, Mark. « Locality, identity and memory in south Greenland » *Études/Inuit/Studies*, Identités inuit/Inuit identities, 2001, Vol 25, n°1/2, pp 53-72.

modification fait du lac un nom propre et l'érige en un endroit spécifié, sorti du commun duquel une simple traduction par « lake » ou « sø » le placerait dans ces langues. Cette démarche me semble refléter un changement de registre où il cesse d'être *taseq* de Narsaq et devient *Taseq lake* de Greenland Minerals. Dans ce registre industriel, il acquiert un sens différent. La figure huit me semble le délivrer avec le terme *tailings*, placé juste en dessous de *Taseq lake*. Le sens du lac Taseq selon Greenland Minerals, c'est d'accueillir ces *tailings*.

Ce terme anglais est utilisé dans le cadre industriel et il renvoie aux déchets de production. Il est tellement spécialisé qu'il est souvent francisé, et que je l'ai également lu sur des documents de langues danoise et groenlandaise. Les membres du groupe Urani Naamik en 2016 et en 2018 avec qui j'ai échangé l'utilisaient aussi sans le traduire. Ce terme désigne les résidus de la production minière issus des usines de traitement tels que les restes de roches écrasées et broyées par le concentrateur, et les éléments minéraux et chimiques utilisés ou rejetés durant le raffinage²⁵. Dans le cadre du projet de Kuannersuit, ces résidus (*tailings*) sont pris en charge par la *Tailings Storage Facility*. Lorsque l'on fait usage de cette expression et du terme *tailings*, on parle ainsi du lac dans son registre industriel. Sur les cartes telles que la figure onze, c'est d'ailleurs ainsi que Greenland Minerals l'envisage.

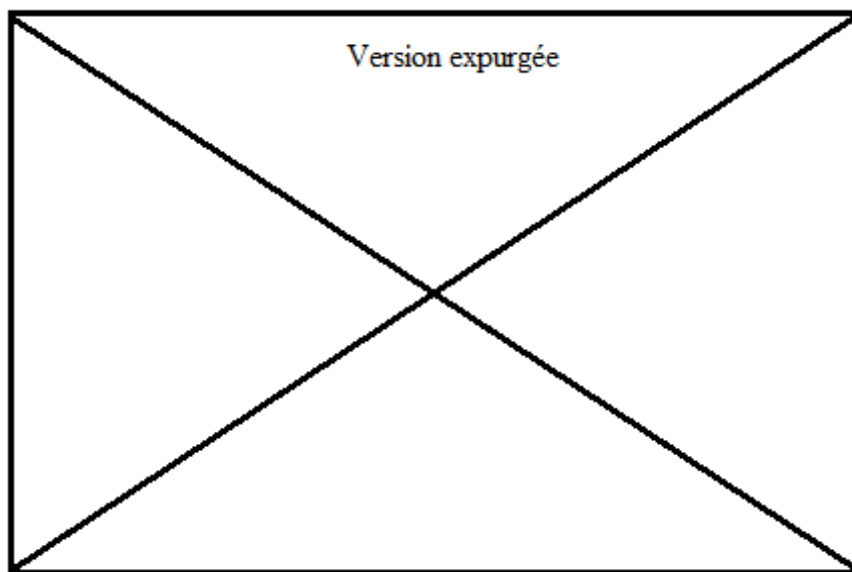


Figure 11: Projection de la mine de Kuannersuit

Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p51.

25 Tailings.info <https://www.tailings.info/basics/tailings.htm> [Consulté le 28/05/2021]

La *Tailings Storage Facility* est située à l'emplacement du lac (*taseq*) et désigne le mode de gestion des déchets miniers (*tailings*). Cette « Installation de stockage des résidus » s'appuie sur le lac naturel qui est renforcé de remblais pour assurer et isoler la structure. Les résidus du concentrateur et de la raffinerie sont transformés en boue et acheminés par pipelines jusqu'au lac, dans lequel ils sont rejetés. En 2019, lorsque j'arrive à Narsaq, je sais que cet aspect du projet donne lieu à de vives contestations. J'ai en tête la discussion avec Aviaq et les autres, je retiens les dessins de conteneurs jaunes avec le symbole radioactif qui circulent sur les réseaux sociaux, et je m'attends à ce que cela soit un sujet de conversation.

Durant mon entrevue avec Marianne Paviassen, l'activiste qui s'oppose au projet minier au sein d'Urani Naamik et qui occupe une grande place dans le chapitre précédent, le lac est évoqué d'une façon à laquelle je ne m'attends pas. Marianne ne fait dans l'ensemble pas référence aux chiffres et aux risques – sauf un, sur lequel je reviendrai plus loin – mais me demande si je me suis rendue à ce lac. Je lui réponds que non, ce qui l'amène à me dire que pour elle, s'y rendre constituait une balade presque quotidienne. En alternant l'anglais, le danois et le groenlandais Marianne parle de «*aseq* et de *lake*, mais jamais de *Taseq lake* ni de *Taseq søen*. Elle n'est pas étonnée que je n'y sois pas allée car « c'est une promenade des locaux ». Elle enchaîne en parlant de la péninsule, sur laquelle elle a grandi. Elle est née à Qassiarsuk et est partie le temps de ses études universitaires, pour ensuite revenir enseigner à l'école primaire de Narsaq. Elle connaît par cœur les sentiers égarés et la *tractor road*, cette route que j'ai décrite au chapitre précédent qui relie les deux villages en passant par toutes les fermes. Elle est matérialisée sur la première figure par *hiking trails*. Je sens son attachement à cet endroit dans sa réprobation de Qaqortoq, chef-lieu abritant une population doublant celle de la péninsule. Elle me demande si, moi, j'aime cette ville, en embrayant directement par la critique des bruits et du stress qui la caractérisent, selon elle. Elle préfère le calme et la lenteur de Narsaq et ses alentours, comme elle le dit. C'est au fil de cette plongée dans les lieux qu'elle me dit que le lac est un site familial, fréquenté. On y chasse les perdrix polaires, on y randonne, on y observe les animaux du fjord. Elle se souvient qu'avant, elle s'y rendait presque toutes les semaines. Assise face à la fenêtre, je vois son regard dévier sur la montagne et sa main se lever au rythme de ses paroles qui décrivent le chemin. « Je prenais la route de TelePost jusqu'au bout, et après les escaliers il faut passer derrière les jeux et grimper. De là-haut tu peux voir partout, c'est magnifique. »²⁶ Elle me dit qu'on y aperçoit la *tractor road* qui passe en contrebas, toute la ville, la vallée de Kuannersuit et la péninsule jusqu'à plusieurs kilomètres vers Qassiarsuk. J'essaie de participer en relevant des coins de la *tractor road* que j'ai moi-même parcourus et insiste sur le fait qu'assurément, je vais me rendre au lac durant mon séjour à Narsaq. Elle revient alors sur le fait qu'elle a cessé d'y aller, sauf il y a peu.

26 TelePost est l'opérateur téléphonique du Groenland.

« Je ne vais plus là-bas, mais la semaine dernière justement je l'ai survolé en hélicoptère et je l'ai filmé. » En tant que fonctionnaire, elle survole plusieurs fois par mois la péninsule pour assurer une permanence dans les villages ne disposant pas de titulaire, ou seulement d'une personne danophone. L'occasion de prendre des photos et vidéos du lac se présente ainsi souvent à elle, et je me demande pourquoi elle a choisi cette période précise pour enregistrer la vidéo, question que je ne lui ai alors pas posée. Par contre, je sais que le fait qu'elle me montre la vidéo est significatif car elle et moi avons déjà vu des dizaines de photos de ce lieu. Cette vidéo doit ainsi lui paraître particulière, visibiliser une chose si ce n'est inédite, du moins importante.

Elle me tend son téléphone et me montre la vidéo. Au début elle ne se lance pas et rien ne se passe. Marianne insiste et finalement le saccadant bruit des pales de l'hélicoptère sort du téléphone. L'image tremble et, sur le moment, je ne vois pas l'intérêt du film. Je distingue le plateau montagneux, la forme du lac et sa couleur sombre. Je crois m'être dit qu'il était plus grand que dans mes souvenirs, et que c'était étonnant de le voir « en vrai ». Je n'ai pas souvenir d'avoir aperçu Narsaq sur les images, et je me souviens avoir pensé que si Marianne ne me l'avait pas dit, je n'aurais pas deviné qu'il s'agissait de ce lac. Elle arrête au bout de quelques secondes le visionnage, et je vois qu'elle est émue en posant son téléphone. Elle me regarde pour voir ma réaction et je ne sais pas quoi dire, car je ne sais pas ce que j'ai vu. Rétrospectivement, il me semble qu'au travers de son propre regard elle a voulu me faire apprécier de quoi l'on parle lorsque l'on évoque le projet de Kuannersuit. On parle d'un endroit familier, proche, et que l'on va perdre. Par sa vidéo, elle m'a mis sous les yeux la dispute entre plusieurs registres de considération du lac et ce moment où, de façon sensible, les régimes de présence qui les caractérisent se frottent. *Taseq* est déjà un peu un stockage de déchets miniers, il n'est plus tout à fait familier.

En verrouillant son téléphone, elle me dit comme sans y penser

« tu dois le savoir, c'est là qu'ils vont mettre les déchets. Ils vont les mettre dans des conteneurs pour dix mille ans, et qu'est ce que feront les gens dans dix mille ans quand ça se cassera et s'ouvrira ? »

Alors qu'elle me parlait jusque-là de son quotidien sur la péninsule et que la vidéo aurait pu en être une illustration, elle enchaîne sans transition sur la *Tailings Storage Facility* au travers des conteneurs. Dans notre échange, la vidéo opère ainsi une bascule sur le registre de définition du lac et m'indique que Marianne perçoit ce lieu de façon ambivalente. Après coup, je ne sais pas si j'ai regardé un souvenir ou une prévision, mais j'ai l'impression que pour elle ces images représentent un enjeu important. Me les montrer serait, au-delà des paroles, me faire prendre la mesure de ce qui arrive à ce territoire.

De retour chez moi, je me documente sur la technique de stockage et la teneur des déchets dans le but de mieux comprendre cette vidéo. Je regarde des tutoriels d'ingénierie, lis des articles de géologie et épiluche les documents de Greenland Minerals. C'est ainsi que je réalise

la puissance de ces images qui mettent en lien des schémas et des montagnes. Elles reproduisent ce qui arrive à Marianne tous les jours depuis le début du projet : elles imposent de projeter l'autre régime de présence de *taseq*, celui de Greenland Minerals. Dans cette lumière, le lac devient un hybride qu'on ne peut plus que partiellement éprouver, dont la consistance échappe. Le retrouver, c'est entrer dans le registre industriel et comprendre qu'il ne représente pas la fin de la mine, le stade final de stockage et d'oubli, mais l'établissement d'un corps étranger produit dans la montagne Kuannersuit, et dont aucune fin n'est prévisible.

Si je ne parviens pas à trouver la fin du lac, son début commence par la flottation, procédé de séparation des minerais qui intervient juste après le broyage des roches dans l'usine de concentration. Pour toutes les pierres il s'agit de la première étape après leur extraction. Une fois transformées en amas de gravats, elles sont plongées dans des bassins et la méthode de flottation détache les minerais que l'on veut garder de ceux jugés inutiles. De cette flottation ressortent trois types de résidus. Ceux composés de zinc sont exportés par cargos depuis le port construit à Narsap Ilua. Ceux considérés comme déchets de productions sont envoyés sur le site de stockage en plein air s'ils ne sont pas nocifs, vers la *Tailings Storage Facility* s'ils sont dangereux. Ceux qui contiennent des terre-rares et de l'uranium partent vers la raffinerie où ils sont transformés en concentré. Ils sont ensuite détachés par lixiviation de la roche steenturpine à laquelle ils sont intriqués. Cette technique d'extraction de produits solubles par un solvant résonne dans l'histoire de Kuannersuit car en 1967, lorsqu'elle est développée par l'équipe de géologues de Risø, elle permet enfin d'envisager une production industrielle d'uranium. Le Danemark l'abandonne néanmoins après quelques mois face au calme du marché. C'est au tournant des années 1980 qu'elle sera sortie puis remise dans les cartons pour le projet danois de mine²⁷. La lixiviation est ainsi nouvelle sans l'être vraiment pour les minerais de Kuannersuit. Pour cette lixiviation, Greenland Minerals utilise d'une part de l'acide sulfurique, d'autre part de l'acide hydrochlorique qui permettent de séparer l'uranium pour le transformer en *yellowcake*. Cette solution jaune dont chacun a déjà vu des images est stockée en barils et exportée vers des usines en Chine. La lixiviation est renouvelée pour extraire les terre rares, signant la fin de la partie extractive de la mine. Elles sont exportées par cargos jusqu'aux usines de Shenghe Inc., la compagnie chinoise qui prend en charge la suite de leur raffinage. Les résidus de cette usine, les *tailings*, sont tous acheminés vers la *Tailings Storage Facility*²⁸.

S'il faut s'intéresser de près au projet pour en décrire les étapes de production comme je viens de le faire, l'aboutissement des déchets dangereux dans le lac est de notoriété publique. Comme Marianne le dit dans la citation rapportée à la page précédente, les résidus seraient stockés dans des conteneurs résistant pour dix mille années au fond du lac. J'analyserai en fin de chapitre sur cette temporalité qui ouvre sur une dimension nouvelle, pour celles et ceux qui sont familiers des problématiques de radioactivité. En étudiant les

27 Histoire racontée au chapitre précédent.

28 Site de Greenland Minerals <https://ggg.gl/project/processing/> [Consulté le 10/02/2022]; et Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p54-61.

rapports de Greenland Minerals, c'est avec surprise que je réalise qu'il s'agit là d'une semi-distorsion, d'une fausse image que j'ai moi-même colportée. Si l'échelle des dix mille années reste, les conteneurs sont à oublier. En effet, les résidus sont mélangés à de l'eau pour former une boue qui est acheminée par tuyaux jusqu'au lac. Cette boue est versée sans protection visible et s'amoncelle ensuite directement en son fond. L'ensemble des déchets du site minier est séparé entre les résidus du concentrateur et ceux de la raffinerie en raison de leurs différents niveaux et de leurs différentes compositions toxiques. La boue du concentrateur est solide à 60% et celle de la raffinerie est solide à 43%. La figure douze, que j'ai extraite du rapport d'impacts environnementaux du projet, explique ce procédé.

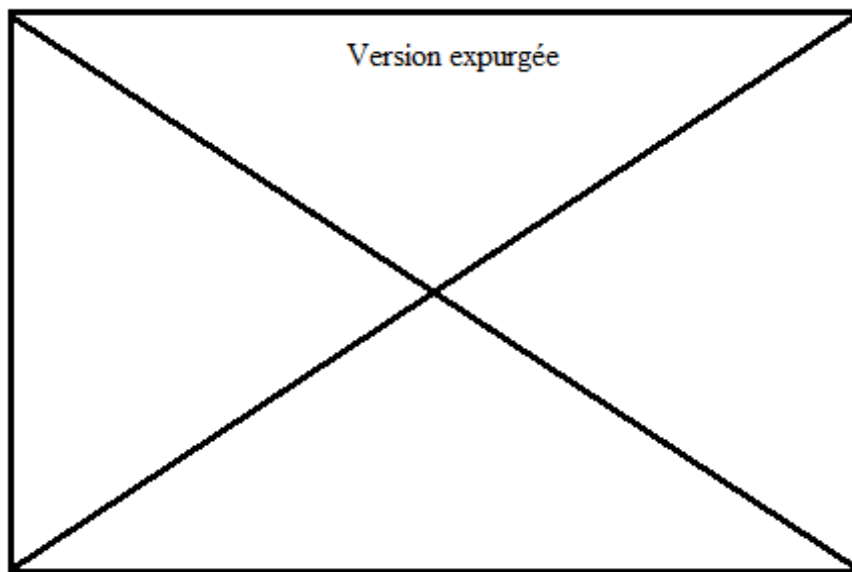


Figure 12: La *Tailings Storage Facility*

Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment 2020, *Op. cit.*, p61.

Ce schéma contient de nombreuses informations, dont j'ai déjà traduit la plupart dans un langage moins technique. Les pipelines d'acheminement des résidus (*tailings*) dans les bassins sont figurés en rose. Autour du lac, des canaux sont creusés et solidifiés pour dévier l'eau des glaciers et les pluies, et éviter le débordement du lac (*diversion channel*). Ils mesurent quatre mètres de large et deux mètres de profondeur, et courent le long de la montagne sur une dizaine de kilomètres jusqu'aux ruisseaux de la vallée. Le lac est divisé en deux parties, la *Flotation Tailings Storage Facility (FTSF)* qui reçoit les déchets du concentrateur, et la *Chemical Residue Storage Facility (CRSF)* qui accueille les résidus de la raffinerie. Les déchets de la première catégorie représenteront 90% du total, et ceux de la seconde 10%. Je décrirai après ce qui se passe dans le lac une fois que ces déchets y sont rejetés, pour ici mettre en lumière le fait qu'ils y resteront pour « toujours ». Il s'agit là de l'un des deux uniques lieux pour lequel aucune mitigation n'est prévue²⁹. Le second est le trou de

29 Je préciserai cet aspect dans la dernière partie du chapitre.: Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p302.

Kuannersuit, mine ouverte prévue pour se remplir d'eau de pluie au cours du temps.

Les deux parties du lac sont séparées par des remblais. Ces remblais ferment les bassins et sont matérialisés en vert sur le schéma (*FTSF/CRSF embankment*). Ils jouent deux rôles différents. Ils divisent d'une part les deux types de déchets pour éviter qu'ils ne se mélangent, et enferment ceux radioactifs pour ne pas qu'ils se répandent. La radioactivité de la plus grande partie du bassin est prévue pour être similaire à celle de la montagne, mais celle du petit bassin serait élevée³⁰. Ces remblais coupent aussi le lac du réseau d'eau local, chose laissée dans l'ombre sur le schéma. En effet, le lac communique actuellement avec des cours d'eau et, comme nous le verrons d'ici quelques pages, cette installation modifiera le réseau pour l'en isoler. Les remblais sont d'autre part importants car leur solidité conditionne la viabilité du stockage. Leur résistance aux tremblements de terre et autres « aléas », selon le vocabulaire de l'entreprise, est prévue pour une période de dix mille années. Pour assurer une telle fourchette temporelle, les remblais sont renforcés progressivement au fil de l'exploitation. La méthode sélectionnée par Greenland Minerals est celle par l'extérieur (*downstream*) qui consiste à ajouter des couches de roches les unes sur les autres selon une inclinaison vers l'extérieur qui suit l'augmentation du volume de déchets. La figure treize permet de visualiser ce processus. Parmi les trois techniques de remblais adoptées en ingénierie, on trouve également celles dites par-dessus (*upstream*) et centrale (*centerline*). Celle par l'extérieur, choisie pour le projet, est celle qui assure le plus de résistance aux intempéries et aux séismes³¹. C'est également celle qui permet d'augmenter la production en cours de route, car elle agrandit l'espace de stockage disponible au fil de l'élévation. Ce sont deux caractéristiques importantes pour Kuannersuit dans la mesure où Greenland Minerals annonce dès à présent vouloir étendre l'exploitation au-delà des trente-six années prévues pour cette mine, et qu'il s'agit d'un espace à activité sismique³². À la fin de l'exploitation, les deux remblais ferment les bassins, les rendant imperméables l'un à l'autre et à l'environnement.

30 *Ibid*, p67.

31 Tailings.info <https://www.tailings.info/disposal/conventional.htm> [Consulté le 28/05/2021]

32Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p16.

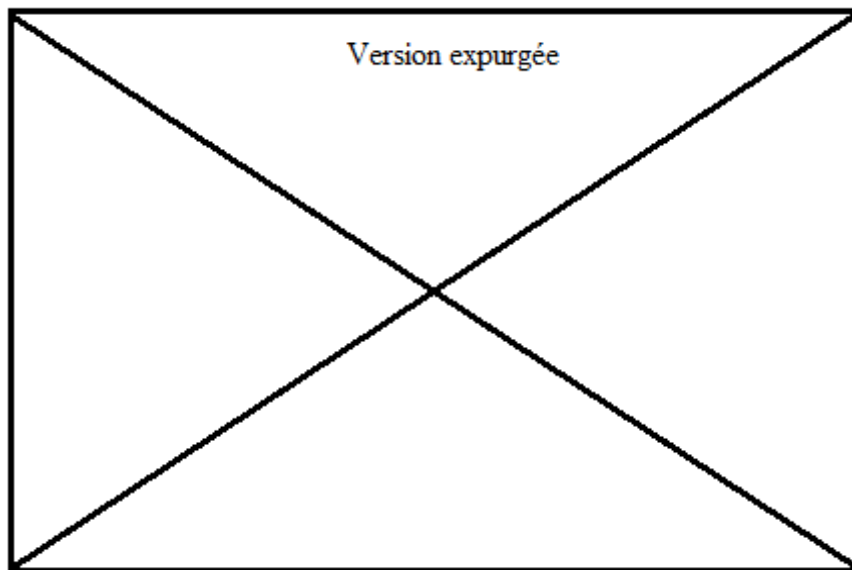


Figure 13: Le remblai de fermeture de la *Tailings Storage Facility*
Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p62.

La technique des remblais consiste ainsi à dresser des digues qui partent du niveau du sol du lac, situé à 519 mètres selon le schéma, et qui s'élèvent au-delà de son niveau de remplissage. D'après les estimations de Greenland Minerals, les deux remblais ont une épaisseur de 68 et 40 mètres, et culmineront à 565 et 580 mètres. À terme, la digue entre les deux bassins est immergée et dépasse peu le niveau de l'eau, et celle refermant le bassin est visible de quelques mètres, et largement enterrée. Je n'ai pas trouvé la hauteur précise à laquelle cette dernière dépassera.

Un programme de « réhabilitation » de la zone est prévu sur plusieurs années. Le scénario est le suivant. Après la phase d'activité de quarante années du site minier, un programme de drainage et de recyclage réguliers des eaux sur six années a pour but d'assainir et d'éviter le débordement des bassins. Durant les cinquante années suivantes, l'eau de pluie fait baisser les niveaux de toxicité et remplit le lac. Les pipelines sont démontés et l'eau déborde, faisant à nouveau une unique cuvette. Le contact avec la rivière adjacente est retrouvé. À ce moment, c'est-à-dire quatre-vingt-treize ans après le début de l'activité de la mine, ce lieu est à nouveau accessible pour les riverains.

La mitigation prévue par le rapport est uniquement le démontage de la *Tailings Storage Facility* (les instruments de maintenance, l'outillage), puisqu'il est estimé que les taux de radioactivité seront insignifiants et ne nécessiteront pas d'action particulière. Par contre, une mitigation est anticipée pour les « impacts sur l'environnement physique », qui recouvrent l'aspect des paysages et leur accès post-mine. Les points concernant le lac sont les suivants

« ☉ Les remblais seront planifiés pour se fondre, dans la mesure du possible, avec le paysage environnant.

☉ Les remblais et canaux de dérivation seront recouverts de matériaux locaux (roches et graviers). Au fil du temps, une revégétalisation naturelle peut se produire, intégrant davantage ces caractéristiques dans l'environnement naturel.

☉ L'installation TSF [Tailings Storage Facility] a été conçue pour répondre aux normes internationales et comprend l'usage de roches locales dans la conception du remblai et son clavage [ancrage] à la roche environnante locale. »³³

A la lecture de cette mitigation, je perçois l'inquiétude que suscite localement l'articulation entre prévention et réparation. Ces mesures ne consistent pas à dédommager de l'impact de la *Tailings Storage Facility* puisqu'on y trouve ni démantèlement des remblais ni démontage des canaux de dérivation, mais la prévision de l'assimilation pérenne de ces structures à l'espace de Narsaq. Les mesures encadrent cette intégration pour qu'elle ne bouleverse pas le paysage. La mitigation du lac de stockage consiste ainsi littéralement à le mitiger, le mélanger au territoire péninsulaire pour une période temporelle dépassant de loin celle de l'activité minière. Du point de vue du registre industriel, le lac perd alors son sens en tant que site de stockage car il est fermé et réintégré à l'espace local. Pour autant, la *Tailings Storage Facility* reste arrimée à *taseq* et à Narsaq à travers ses installations techniques inamovibles. Les habitants ne retrouvent jamais le lac auquel ils randonnent.

Me reviennent alors les paroles de Marianne, « que feront les gens dans dix mille ans » ? Elle souligne là l'intégration des remblais et des canaux à l'environnement de façon pérenne, mais pas seulement. Si elle pose la question, c'est parce que cette mitigation masque l'in-mitigable, dans le registre industriel, ou le trop mitigé, dans le registre anthropologique : les résidus miniers déposés au fond du lac. En partant, Greenland Minerals laisse derrière elle cent-dix mille virgule sept mégatonnes de déchets. Les digues doivent assurer leur stabilité et leur enfermement pour dix mille années³⁴, et après ? La vidéo de Marianne est importante car elle capte ce moment liminaire d'installation de ce régime de présence étranger, et dont l'empreinte n'a pas fini de durer.

Kuannersuit, tant qu'il est encore temps

En septembre 2019, une semaine après mon arrivée à Narsaq, je suis Oleeraq dans une visite du musée qu'il donne à quatre touristes islandais. J'ai rapporté ce moment de façon succincte au chapitre précédent, et je souhaite ici y revenir dans le détail. Il nous emmène

33 Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p121-122.

34 J'analyserai plus précisément ce chiffre à la fin du chapitre. Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p61.

dans la salle minéralogique où il explique la composition géologique de la péninsule, tout à fait exceptionnelle selon lui. Des vitrines abritent des roches, et notamment la tugtupite. Connaissant de renom ce minerai qui constitue la fierté locale, je me penche avec enthousiasme dessus. Oleeraq saisit ma motivation et me dit que les tugtupites sont encore plus belles en vrai, et m'incite à aller en récolter, dans la montagne. Je lui demande si ce n'est pas interdit, sachant que la loi minière groenlandaise défend depuis 2009 à tout étranger de ramasser des pierres en dehors d'un système payant de licences. Oleeraq sourit et me répond d'abord « Qaaaaa », interjection pour envoyer promener toute remarque gênante, puis affirme notamment que « Non, il faut les ramasser maintenant, tant que c'est encore possible ! » Les Islandais, qui écoutent notre discussion menée en anglais, interviennent et demandent s'il fait référence au « projet Kvanefjeld ». Oleeraq répond qu'« Absolument, il faut se dépêcher car bientôt il n'y aura plus rien dans la montagne à cause de la mine d'uranium ! ». L'un des visiteurs s'inquiète alors du degré de radioactivité de la montagne, et veut savoir si elle contient de l'uranium. Oleeraq affirme que « Oui, c'est très dangereux. » Il expose que se trouvent six matériaux radioactifs, et que ce sont ceux-là qu'il craint le plus. Il essaie de les lister de mémoire, mais sèche après l'uranium et le thorium. Il enchaîne ensuite en parlant de l'implication de la corporation chinoise Shenghe Inc. qui détient 25% du capital de Greenland Minerals et s'occupe du raffinage des terres rares. Il prévient que jamais les États-Unis ne permettront un tel investissement chinois dans l'Arctique et qu'il doute fortement que cette collaboration tienne. Son analyse qui souligne bien l'intrication des dimensions géologiques, géopolitiques et écologiques à Kuannersuit m'amène à lui demander s'il pense alors que le projet va aboutir. Il semble déstabilisé par ma question à laquelle il répond qu'il ne sait pas, et me demande « Est ce que depuis l'extérieur [la France] ça a l'air ouvert ? » Face à ma propre question, ou presque, je réalise ce qu'elle met au jour : depuis le début de la discussion, c'est bien la manière dont le projet est présent dans la ville qu'Oleeraq nous décrit. Bien que depuis mon propre point de vue ce projet m'apparaisse si ce n'est ouvert, du moins actif, je réponds que non, « Non, ça n'a pas l'air ouvert. », ce à quoi il ne cache pas son soulagement.

Si j'ai instinctivement envie de dire l'inverse à Oleeraq, c'est parce que la liste des minerais radioactifs et l'urgence avec laquelle il m'engage à aller dans la montagne m'apparaissent comme les révélateurs d'une action en cours. Son énumération de l'uranium et du thorium relève d'une définition de la montagne qui me semble liée au régime géologique implanté à Narsaq de longue date, mais également à l'appréciation de cet espace en tant que lieu de production à composantes radioactives. Dans un procédé similaire à celui du lac, c'est le registre industriel qui s'exprime lorsque le thorium devient une manière de la qualifier. C'est au travers de ce prisme radioactif que le projet s'imprime sur le territoire. Et bien que j'assiste à ce phénomène à l'œuvre, des indices révèlent la persistance du régime commun, cette appréhension locale du territoire par l'expérience des repères familiers.

Juste après cet échange, Oleeraq me dirige vers une carte affichée sur un panneau d'information pour m'indiquer où aller collecter des tugtupites. Le support en question est celui de la montagne Kuannersuit, muni de plans et photos. Avec son doigt, il trace un passage

depuis la ville jusqu'au sommet de la montagne et me dit que c'est tout en haut, à côté d'un petit lac, que je trouverai de belles tugtupites rougeoyantes. Même si de nombreuses personnes me l'ont montré depuis mes premiers séjours dans la région, il me rappelle qu'il s'agit d'un minéral semi-précieux rose brillant qui devient rouge lorsqu'il est mouillé. Ne comprenant pas ses indications géographiques, je lui demande s'il y a un chemin particulier qu'il faudrait que je suive. Interdit, il me dit que je n'ai qu'à garder la route puis « grimper » Kuannersuit et, une fois au bout, m'atteler aux pierriers. Je dois avoir un air interloqué, car il éclate de rire et me dit que je peux trouver aussi un petit chemin qui serpente depuis la route jusqu'aux derniers mètres du sommet. Il continue à rire et m'affirme que les Groenlandais ne le prennent jamais, qu'ils vont directement en grim pant, le « Greenlandic way ! ». Son doigt débord e alors de la carte, « On ne voit pas l'endroit mais c'est juste là qu'il faut aller. » Il m'explique que le nom groenlandais de la pierre, *tugtupit* dont est dérivé le terme géologique tugtupite, vient du nom de la zone dans laquelle elle a été collectée pour la première fois. Ce mot est formé de *tugtu*, qui signifie « renne », et veut dire avec le suffixe « *pit* » « le lieu des rennes » en référence à une zone dans laquelle ils venaient souvent il y a de très nombreuses années³⁵. Cette zone c'est celle qu'Oleeraq m'indique, et l'amène à me dire en souriant que c'est « la pierre des rennes ». Si la mine vient à ouvrir, cette petite bande de montagne sera totalement détruite.

Cette expression, le « Greenlandic way », il l'utilise également lorsque je lui raconte que je ne suis pas parvenue à trouver le lac. Après l'entrevue avec Marianne, j'essaie à deux reprises de m'y rendre. Alors que j'ai étudié de nombreuses cartes et que je crois avoir une bonne idée de l'itinéraire à emprunter pour la dizaine de kilomètres qui m'en sépare, je ne parviens pas à l'atteindre. J'ai bien longé la route de TelePost, puis j'ai pris le chemin qui contourne les jeux pour enfants. J'ai alors repéré les traces de passage dans la toundra et y ai inscrit mes pas et, une fois à flanc de montagne j'ai choisi mon propre chemin pour atteindre le plateau. À mi-hauteur, je me suis arrêtée et ai admiré la vue sur Narsaq, sur le fjord. J'ai bu et j'ai mangé une pomme, et je suis devenue un peu effrayée à l'idée d'emprunter une voie que je ne saurais pas redescendre. Je suis alors restée là encore un moment, puis je suis redescendue, en n'ayant aucune idée de la distance qui me séparait encore du lac. Pour y accéder, il aurait fallu que quelqu'un connaissant le chemin m'accompagne. Lorsque je lui fais le récit de cette excursion, Oleeraq est à demi-surpris. Il est stupéfait que je n'ai pas trouvé ce lieu qui, pour lui, relève d'une évidence. Il s'étonne aussi de mon enthousiasme pour cette balade tout à fait locale. Selon lui, ni les touristes, ni les journalistes – une manière de me classer dans cette nébuleuse – n'y vont d'habitude. Finalement il trouve que c'est une bonne idée et essaie de m'expliquer le chemin par lequel il passait lorsqu'il y allait. « Ce n'est vraiment pas compliqué, tu vas au bas de la montagne juste derrière l'immeuble, et tu grimpes. » Je rigole à cet itinéraire tout tracé et vis-à-vis duquel je lui rappelle avoir lamentablement échoué. En riant à son tour il s'exclame qu'il s'agit là du « Greenlandic way ! ». Je lui demande s'il compte y aller le week-end à venir, au vu du beau temps qui s'annonce. Il me répond que non, « Avant

35 Je différencie tugtupite de *tugtupit*. Le premier a été adopté par la minéralogie générale et est le nom commun de cette pierre, tandis que le second est le terme groenlandais. L'explication linguistique est en orthographe non réformée (1973), rennes s'écrit désormais *tuttu*.

j'y allais en courant presque tous les jours, j'avais l'habitude de faire l'aller-retour, mais je n'y vais plus. » Le sachant coureur, footballeur et marcheur, je pense que ce n'est pas sa soixantaine d'années qui le retient. Il ne répond pas vraiment quand je lui demande pourquoi il n'y va plus, mais m'encourage à m'y rendre, me dit que j'y verrai des oiseaux magnifiques. En discutant du site de collecte de tugtupites, il m'engage aussi à observer les perdrix polaires et me rappelle que ces endroits sont parmi les plus prisés de la ville.

Le « Greenlandic way » me semble être la façon dont Oleeraq côtoie ces lieux lorsqu'ils ne sont pas définis par Greenland Minerals. Son doigt déborde de la carte et il sort du registre industriel pour évoquer les oiseaux, les rennes et les pierriers à grimper. Il me parle alors d'un espace familial peuplé de bien des choses, et apparemment pas de radioactivité. Lorsque, de lui-même, il souligne l'urgence dans laquelle le place le projet, tout ce monde tombe dans le silence. Attaché au registre local, il se fait écraser – littéralement – par le régime de la mine.

L'urgence à la collecte est récurrente durant le mois que je passe avec Oleeraq. Plusieurs fois il me demande si j'y suis allée ou si j'ai acheté des créations aux artisans qui taillent et montent cette pierre. Un jour il me prévient, « Si tu n'y vas pas avant ton départ, après il sera peut-être trop tard ! ». Je profite donc du premier week-end ensoleillé pour me rendre à Kuannersuit. J'ai décrit cette randonnée au chapitre précédent, et je voudrais ici en redonner un autre aspect en la réinsérant dans mon échange avec Marianne. Durant notre entrevue, j'essaie en effet de lui raconter cette balade pour lancer la conversation. Alors que je commence à décrire les moutons qui pâturaient dans la vallée lorsque j'y étais, elle m'interrompt et me questionne. Elle me demande si j'ai été dans les autres montagnes alentours, comme s'il était incongru de randonner à Kuannersuit. J'insiste, et elle réagit en ne dissimulant pas son étonnement quand elle comprend qu'il s'agit de cette montagne. Je la questionne alors sur ses propres randonnées, dans quelles vallées va-t-elle ? Elle me répond qu'avant elle se baladait dans cette zone, mais que « [désormais] plus vraiment. Maintenant, la montagne me fait un peu peur, alors que je ne l'avais jamais considérée comme dangereuse. » Elle parle si lentement que je n'ose la relancer sur ce changement. C'est elle qui enchaîne en me demandant « Comment c'est, là-bas ? ». Je ressens alors un malaise à la crainte de ne pas poser le mot juste. Je ne sais s'il vaut mieux évoquer la beauté de cette vallée à l'intersection du fjord et des terres, ou ma surprise face aux traces de pneus et gravats d'excavation auxquels le regard ne peut échapper. Je sélectionne la première option, ce qui la conduit à me dire que selon elle, c'est toute l'extraction minière qui devrait être bannie du Groenland. Que si c'est la proximité de Narsaq et l'agropastoralisme qui rassemblent ici les opposants, l'exploitation à l'échelle industrielle est partout à interdire. Nous continuons sur ce sujet, et c'est en relisant mes notes que je mets en lien son étonnement face à ma randonnée, et le discours anti-mine auquel il donne lieu. Alors que je tais les traces d'exploitation que je ne comprends pas encore et mets en avant le paysage montagneux, elle entre directement dans le registre industriel. La montagne semble décrochée de l'environnement familial et uniquement appréhendée à l'aune de son régime minier. À l'instar d'Oleeraq qui liste les minerais radioactifs, Marianne semble déjà percevoir des barrières et des « interdictions de pénétrer sur le chantier » au pied de

Kuannersuit.

J'émetts cette hypothèse pour comprendre la discussion avec Marianne parce que j'ai moi-même ressenti un trouble en randonnant là-bas. La vallée de Kuannersuit ne ressemble pas aux autres portions de la *tractor road* (dont elle fait partie). Elle n'est pas encerclée de pâtures, elle garde les boulons et les trous de la mine abandonnée en 1985, elle accueille quelques maisons de résidents de Narsaq ainsi qu'une ferme bovine. Elle s'érige jusqu'à 879 mètres, elle est faite de pierres rouges, vertes et noires, elle abrite des animaux et des oiseaux, elle stocke des gravats et des éclats de pierres brillants et la Narsaq River y coule aux pieds des marcheurs. Elle est nourrie du glacier de Narsaq qui culmine à presque 1400 mètres et de deux rivières annexes. La Kvane River, qui coule depuis le sommet de Kuannersuit, et la Taseq River, qui tombe depuis le lac Taseq. La figure quatorze que j'ai extraite du rapport d'impacts environnementaux et sur laquelle j'ai ajouté la Kvane River représente ce réseau. Durant mon séjour dans la ville, je reviens à plusieurs reprises sur cette portion de la vallée située entre Narsap Ilua et le pied de la montagne Kuannersuit pour observer les aménagements qui entourent cette rivière. Je documente ce lieu, photographie ce qui m'étonne : deux barrages de petite taille, de gros tuyaux en plastique ou en béton à certains endroits enterrés et à d'autres apparents, de gros montants en fer qui dépassent ci et là autour du courant... Depuis le début de cette enquête, mes interlocuteurs m'ont rendue alerte à l'eau qui coule.

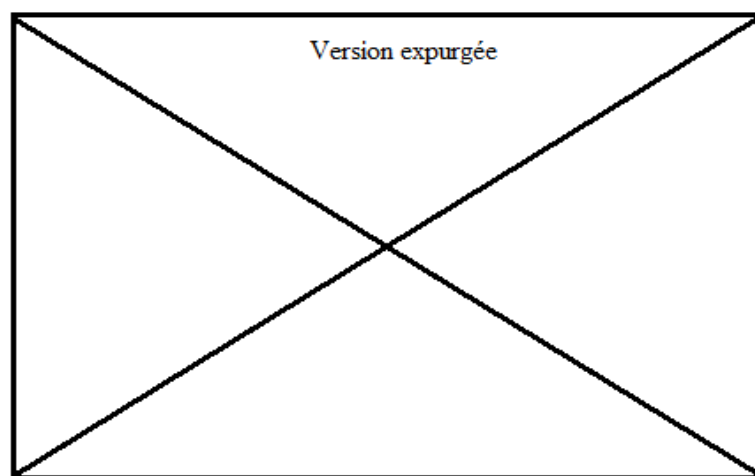


Figure 14: Réseau d'eau de Narsaq

Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p113 ; Modifié par P. Bailleul.

Je ne comprends pas d'où viennent ces aménagements car l'eau de la rivière n'est pas potable et n'est pas utilisée par la ville. Je n'ai trouvé aucune information à ce sujet, et j'émet alors deux hypothèses. La ferme d'Ilua Valley pourrait d'une part faire usage de cette eau pour nettoyer les installations et abreuver les animaux. Les explorations autour de Kuannersuit m'apparaissent d'autre part à envisager. Les études géologiques qui touchent la montagne depuis les années 1950 utilisent nécessairement de l'eau pour les besoins techniques de l'extraction. La Narsaq River est certainement puisée dans ce cadre, c'est pourquoi son débit serait maîtrisé. Des interlocuteurs à Narsaq pourront certainement combler ce point aveugle, auquel les documents de Greenland Minerals apportent déjà quelques réponses. En effet, du point de vue de la mine en activité, la Narsaq River est un maillon essentiel et beaucoup discuté. Comme l'explique le rapport d'impacts environnementaux, le réseau hydraulique de la vallée alimentera la raffinerie et le concentrateur. Sans la maîtrise de ces courants, la mine ne peut donc fonctionner.

Selon le plan d'aménagement de ce réseau d'eau, la Kvane River est entièrement dédiée au site et n'alimente plus la Narsaq River. Son courant est pompé et redirigé vers les équipements, et le lac duquel elle prend sa source est presque totalement exploité. La Taseq River est interrompue pour isoler le lac, transformé en bassin de stockage des déchets toxiques. Son courant à ce niveau est stoppé mais il se renfloue *via* des rus en descendant la montagne. Son apport à la Narsaq River diminue mais il est compensé par le déversement des canaux de diversion du lac. Ces conduits partiellement visibles sur la figure douze entourent le lac et assurent la déviation de l'eau de pluie et de la fonte de glaciers jusqu'à la vallée. L'eau de la Narsaq River est également pompée pour alimenter les usines, et particulièrement maîtrisée par un barrage situé au pied de Kuannersuit. Cet endroit était déjà aménagé avec des tuyaux de pompage et un cadran électrique lors de ma randonnée. Les eaux polluées par la production sont traitées sur place dans un centre de recyclage, pour être ensuite reversées dans le fjord Nordre Sermilik par des pipelines enterrés à quarante mètres de profondeur. Après exploitation, la Kvane River et son lac source ne retrouvent jamais leur morphologie initiale, car ils sont détruits par l'extraction. La Taseq River est de nouveau reliée au lac au terme de plusieurs décennies³⁶. Les canaux se détériorent au fil du temps à cause de l'érosion et de la mitigation envisagée, qui est celle du processus de « revégétalisation » que j'ai cité dans la partie précédente.

Ces aménagements ancrent le projet dans tout l'environnement de Narsaq et témoignent de l'amplitude de ses impacts. Cette exploitation minière emporte avec elle les ruisseaux et les lacs, mais également la mémoire et la complicité avec le territoire. En effet, durant cette étude du réseau hydraulique je fais le lien avec l'itinéraire conseillé par Oleeraq pour aller aux tugtupites. Je réalise que le lac qu'il me décrit alors est celui duquel la Kvane River prend sa source, et qu'ainsi les « pierres des rennes » et la géographie qui les accompagne disparaissent totalement sous l'empreinte de ce projet. Je comprends mieux son urgence lorsqu'il m'avait dit « Si tu n'y vas pas avant ton départ, après il sera peut-être trop tard ! » Et comme je l'ai vu le

36 Toutes les informations sur l'eau sont issues de Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p24-29, p69-71, p121, p187-190.

long de la Narsaq River, tout cela est déjà en cours de réalisation.

C'est donc avec surprise et certitude de la disparition de ce site de tugtupite que je lis dans le rapport d'impacts environnementaux que les mineurs à petite échelle, c'est-à-dire les artisans disposant de licences d'exploitation non exclusives, seraient « modérément impactés » par la mine³⁷. Le rapport indique que trois personnes détiennent des licences, en vertu desquelles elles collectent à la pioche ou à la main les roches sur le plateau de Kuannersuit. Il s'agit la plupart du temps d'artisans qui taillent et montent la pierre pour la vendre localement ou à des touristes. À Narsaq, un grand bâtiment est dédié à leurs activités et il constitue l'une des attractions touristiques de la ville. À Narsarsuaq, l'aéroport voisin, les créations de tugtupites représentent l'un des souvenirs phares du Sud. De plus, au-delà de cette activité professionnelle de nombreuses personnes collectent cette pierre par plaisir, comme Oleeraq. Le rapport estime que la restriction d'accès au site portera atteinte à la collecte et prévoit trois mitigations : la compensation financière par le biais du Plan de restauration du mode de vie, le financement d'une formation ou d'un commerce alternatif, et la mise en place d'un droit d'accès individuel privilégié pour certaines zones³⁸. Ce que ne mentionne pas le rapport, c'est que l'espace le plus fréquenté pour les pierres est celui qu'Oleeraq m'a indiqué, à côté du lac Kvane. Il est donc amené à être explosé à la dynamite puis creusé aux engins de chantier. Dans ces conditions, j'ai du mal à comprendre comment la collecte pourrait continuer, telle qu'elle est actuellement pratiquée. D'ailleurs, dans un tableau récapitulatif celle-ci est cette fois-ci considérée comme « hautement impactée » pour les quarante années d'activité du site, et « possiblement » après³⁹. Tout l'enjeu est donc fonction du point de vue adopté. Dans le registre industriel il serait certainement possible de trouver un autre site de collecte ou de déplacer l'activité. Dans celui d'Oleeraq, local, les pierres du site de la Kvane River tirent leur qualité des rennes qui sont passés par là, du chemin à emprunter pour s'y rendre, de la mine abandonnée qu'on y croise et encore des perdrix qu'on y aperçoit.

Les souvenirs de Marianne et Oleeraq sur le lac et la montagne mettent la lumière sur les effets du projet. Ils montrent qu'avant toute production, la requalification de lieux en sites industriels modifie les liens que des individus ou collectifs tissent avec eux. Plus, le projet et son régime revoient les frontières spatio-temporelles du territoire. Le lac et la montagne sont ainsi déjà hors d'atteinte pour Marianne, et la montagne est en sursis pour Oleeraq. Les cohabitations et les histoires qui la fondent se font recouvrir par cette nouvelle appréciation. Ces traces sont celles d'une action qui se déroule déjà, tout en étant située dans la sphère de l'hypothétique. Les marques de pneus, de barrages, de pompes à eau que je repère dans la vallée au pied de Kuannersuit matérialisent ce nouveau régime de présence. Il borne ses propres espaces, il impose son temps. Dans le but de continuer à saisir cet état en-devenir, je mène une enquête à l'intérieur de cette investigation. Je pars sur les traces de l'eau, de son vacarme.

37 La tugtupite est une pierre semi-précieuse locale.

38 *Ibid*, p180.

39 Kvanefield Project. *Social Impact Assessment 2020*, *Op. cit.*, p184.

3) « Un vacarme irréprouvable »

Lorsque je fréquente la péninsule de Narsaq en 2018, elle est sujette au projet depuis dix ans. Mes interlocuteurs me racontent de quelles manières ils vivent cet « avant » la mine, et décrivent dans ce cadre des actions d'opposition qu'ils ont menées. Eux-mêmes sujets de ces aménagements du territoire, ils sont aussi résolument actifs pour se défendre. Parmi les actions qu'ils me racontent, celles qui entourent l'eau résonnent particulièrement. En les étudiant, je comprends qu'elles me conduisent vers un autre objet. Les ruisseaux, les rivières, le fjord et le lac dissimulent un « vacarme irréprouvable », dans les mots de Françoise Zonabend⁴⁰. Ils portent un enjeu déterminant, les déchets radioactifs.

L'eau face au péril radioactif

Lorsque je séjourne en juillet 2018 dans une ferme du centre de Qassiarsuk, le village agropastoral de la péninsule de Narsaq, des fermiers m'expliquent qu'ils ont déposé plusieurs avis officiels sur le site du gouvernement. Ces avis sont disponibles en ligne, et ils m'incitent à les consulter pour bien connaître l'opinion des éleveurs. En les cherchant, je tombe d'abord sur un article de journal publié en mars 2013 qui relaie une lettre ouverte adressée au gouvernement par les membres de l'Association des jeunes éleveurs (*Savaatillit Inuusuttut Peqatigiit*). Cette association est la branche jeune de l'Association des travailleurs du bétail (*Savaatillit Peqatigiit Suleqatigiissut – SPS*), forme de syndicat agropastoral qui promeut et défend les intérêts de cette profession. Elle regroupe très majoritairement des personnes de la région, car une poignée de fermes seulement sont installées dans d'autres localités. La lettre de 2013 établit un lien entre la proposition de loi d'autorisation d'exploitation des matières radioactives et le projet de Greenland Minerals. Cette année-là est en effet caractérisée par les débats parlementaires autour de cette législation qui vise à permettre l'exploitation de roches radioactives, et met particulièrement en lumière Kuannersuit en tant qu'unique projet de ce type. La lettre présente les inquiétudes des éleveurs vis-à-vis de la cohabitation de cette extraction avec l'agropastoralisme, et insiste sur des craintes de pollutions environnementales⁴¹. Elle reste sans réponse, et quelques mois plus tard l'enclenchement du processus de pré-auditions du projet pose ces questionnements de façon officielle. Pour rappel du premier chapitre, les pré-auditions représentent l'étape initiale du projet minier⁴². Elles consistent à établir des Termes de référence (*Terms of Reference*) qui fixent ensuite une série de critères encadrant l'élaboration de la mine par les industriels. Dans ce cadre, l'Association des travailleurs du bétail est amenée à exprimer un avis officiel, et c'est ce document que les

40 Zonabend Françoise *La Presqu'île au nucléaire. Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima... et après ?* Odile Jacob, « Hors collection », 2014, p185

41 Sermitsiaq.ag. « Fåreholdere: Sætter uran vores erhverv i fare? » 22 octobre 2013

42 Pour le premier chapitre voir page 35, et page 20 pour revoir la chronique de Kuannersuit.

fermiers que je rencontre en 2018 m'incitent à consulter.

L'avis reprend les craintes de sa section jeune vis-à-vis de la cohabitation entre les deux activités, et émet particulièrement des doutes sur le stockage des déchets au fond du lac. Les fermiers souhaitent une réévaluation de ce procédé⁴³. Le mode de gestion alors présenté est le même que celui envisagé de nos jours. En 2018, Piitaaq et Naasu Lund m'expliquent que le problème de cette technique est la porosité des sols et la contamination de toutes les terres par le lac. Piitaaq, qui est l'un des signataires de la lettre de 2013 et connaît bien le sujet, affirme qu'il s'agit là d'un problème qui concerne toute l'activité de la péninsule. Il ne sait pas si la radioactivité est nocive pour l'environnement ou les touristes, mais il est certain qu'elle le sera pour les moutons à un moment ou un autre. Comme je l'ai rapporté en début de chapitre, il est pour lui inconcevable de voir paître brebis et bœufs sur une zone qu'il sait irradiée, quel qu'en soit le degré. Le stockage des déchets au fond du lac et ses impacts sur les terres s'avèrent être le problème central pointé par les éleveurs⁴⁴.

Lorsqu'il évoque la question des déchets, Piitaaq m'explique que l'eau est essentielle dans l'activité pastorale, et ce d'autant plus en raison du réchauffement climatique. Sur la péninsule, il se traduit par une diminution des pluies et l'assèchement des vents, ce qui a selon lui un fort impact sur les cultures et les prairies. La bonne santé de ces espaces est incontournable car les premières donnent le foin qui alimente les animaux durant l'hiver lorsqu'ils sont confinés à la bergerie, et les secondes les reçoivent d'avril à septembre quand ils sont laissés en autonomie dans les pâtures. L'assèchement des vents a pour effet de diminuer le rendement en herbes des champs et met une pression particulière sur les prairies auxquelles aucune technique ne peut suppléer. Depuis une dizaine d'années, de nombreuses exploitations doivent importer du foin d'Islande pour compenser les impacts néfastes du réchauffement et nourrir les animaux l'hiver. Dans ce contexte, l'irrigation souterraine des terres prend une importance majeure. Sa régularité et sa salubrité sont l'enjeu de vives inquiétudes que la *Tailings Stockage Facility* exaspère. Piitaaq affirme que les déchets placés au fond du lac, en conteneur ou non, vont polluer l'eau qui contaminera à son tour les roches qui l'encerclent. Par un jeu de diffusion entre les éléments les terres se retrouveraient affectées et, à terme, les herbes également. Cela ne permettrait pas de continuer l'activité et chasserait les familles agropastorales et les animaux. La question du stockage des déchets dans le lac dépasse ainsi le registre industriel pour entraîner dans le champ des relations écologiques sur ce territoire. L'eau s'intègre à des cohabitations que la radioactivité démantèle, dans la perspective des éleveurs.

En 2013, les éleveurs ne sont pas les seuls à se préoccuper de cette question. À Narsaaq, le résident Kristian Stach Olsen poste une vidéo sur internet dans laquelle il boit de l'eau des environs de la ville⁴⁵. Ce film est tourné en octobre et s'adresse aux parlementaires qui débattent alors de la levée de l'interdit sur l'uranium. Sur ces images, Kristian Stach Olsen

43 Naalakkersuisut, « 071014 SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut 1 - Dan ». Tous les documents des pré-auditions sont disponibles sur le site internet du gouvernement groenlandais.

44 Naalakkersuisut « 071014 SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut 2 - Dan ».

45 Sermitsiaq.ag. « Video: Vandet fra elven i Narsaaq smager godt » 23 octobre 2013

enjambe le ruisseau de Napasup Kuua, visible sur la figure quinze à la page suivante. Il est également visible sur la figure quatorze, il s'agit du ruisseau sans nom qui se jette à Narsap Ilua. Vêtu d'un bonnet rose, d'une parka, d'un pantalon de jogging et de baskets, Kristian Stach Olsen en dit long sur cette eau durant les cinquante-cinq secondes que durent le film. Il parle en groenlandais et bien que les rouslis rendent ses paroles parfois inaudibles, le geste et la caméra comblent ce que l'oreille ne capte pas. Le temps est ensoleillé, et la seconde personne qui filme commence par un plan large sur le Napasup Kuua, qui est à cet endroit très fin. On le voit descendre de la montagne (la Tasiigaaq), et Kristian Stach Olsen pointe avec son bras et sa main son parcours depuis le flanc rocheux jusqu'à la ville. On distingue un tout petit barrage quelques mètres plus haut et une voie aménagée en béton derrière lui. Il dit que l'eau coule vers Narsaq, puis se penche et remplit une bouteille d'eau. « C'est froid ! » dit-il. Il se penche à nouveau et saisit une tasse qu'il remplit d'eau. Il en boit une gorgée puis rejette le reste dans le ruisseau, « C'est bon ! » Il reste une poignée de secondes à regarder la caméra en souriant, puis la vidéo s'arrête.

Ces images sont postées en octobre 2013 sur un site d'informations et de contestation de l'uranium créé par des Groenlandais. Il a été depuis désactivé, mais la vidéo est toujours accessible sur la plate-forme Youtube. Les images ont ensuite été relayées par un article de la presse groenlandaise. En relisant mes notes des entretiens avec Marianne Paviassen et Aviaq, une de mes informatrice à Qaqortoq, je vois qu'elles ont toutes deux évoqué ce cours d'eau, Napasup Kuua⁴⁶. En tapant le mot-clef dans le moteur de recherche, la vidéo est l'une des premières entrées. Cela me conduit à en savoir plus, et je me dirige sur le site du service des eaux groenlandais où j'apprends qu'il s'agit de la source principale d'alimentation du réservoir en eau potable de la ville⁴⁷. Après étude, je le trouve mentionné dans le rapport d'impacts environnementaux de Greenland Minerals, et c'est leur carte que j'ai reproduite en figure quinze. Comme indiqué dessus, Napasup Kuua est le premier point d'approvisionnement du tuyau de pompage (*Raw Water Pipeline* représenté en rouge) qui alimente la ville en eau potable. Il passe ensuite par Kuukasik, un ensemble de rus, et le ruisseau Landnamselven pour finalement rejoindre le réservoir au sud de la ville. L'eau y est traitée et redistribuée aux habitants.

46 Aviaq est présentée au premier chapitre.

47 Service des eaux groenlandais.

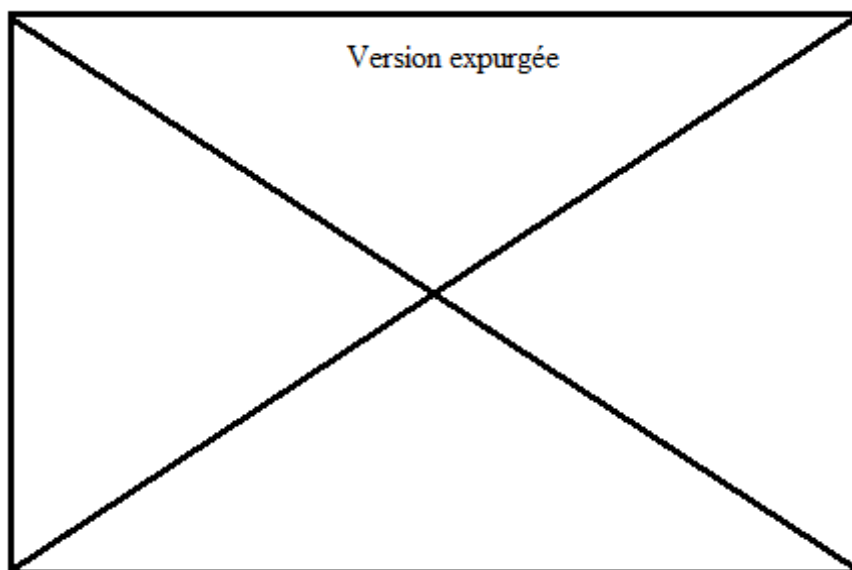


Figure 15: Alimentation en eau potable de Narsaq
Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p205.

Napasup Kuua est une référence peu relayée dans la presse et parmi l'opposition nationale au projet, alors que localement il s'agit d'un point central. En effet, la Narsaq River est volontiers mise en avant en raison de sa place majeure dans le projet minier. Elle se trouve au pied de la montagne Kuannersuit, servira à refroidir les usines de la mine, recevra des poussières et changera de manière visible de morphologie. Face à cela, la situation périphérique de Napasup Kuua la relègue dans l'ombre. Avant mes séjours sur place, je n'en avais d'ailleurs jamais entendu parler. C'est l'aiguillage de mon regard vers les eaux de la péninsule qui m'a conduit à y accorder une attention particulière, et ce n'est que plusieurs mois après le terrain que je me suis aperçue que Marianne Paviassen et Aviaq avaient toutes deux nommé ce lieu. En voyant sa morphologie, je réalise que nombre de personnes l'ont évoqué sans le nommer mais en faisant référence à la pollution de l'eau potable. Je ne comprenais pas jusque là ce discours car la Narsaq River et ses affluents ont des niveaux naturels de fluorine trop élevés pour être consommés. C'est du réseau d'eau potable de Napasup Kuua dont il est en réalité question.

Comme le montre Kristian Stach Olsen, l'eau du Napasup Kuua est buvable sans même de traitement, à l'image de nombreux autres ruisseaux qui entourent les villages au Groenland. Par exemple, lorsque je séjournais dans la ville sud-groenlandaise de Nanortalik, j'ai accompagné des habitants dans une excursion pour remplir une dizaine de bouteilles d'eau de rus montagneux. Si l'une des raisons qui pousse les résidents de ce lieu à avoir recours à cette pratique est l'absence de raccordement au réseau d'eau de nombreuses habitations, j'ai également vu des personnes de Qaqortoq et Nuuk le faire, deux villes entièrement équipées par le service des eaux publiques. À Narsaq, la ville n'est pas entièrement alimentée et certains se procurent l'eau directement des montagnes. C'est vis-à-vis de cette double pratique de

consommation de l'eau sauvage et de l'eau traitée que les riverains craignent la radioactivité.

La figure quinze l'indique en orange, l'aire d'approvisionnement des ruisseaux se trouve à moins de deux kilomètres du lac (*Catchment Area*). La crainte est que la radioactivité traverse les terres et les roches et touche l'eau des ruisseaux, ou que des éclaboussures du bassins de déchets contaminent cette aire. L'eau polluée traverserait les limites du bassin pour toucher le territoire habité, le rendant toxique. À l'instar de la critique des éleveurs, celle de Kristian Stach Olsen – largement partagée – soulève la dimension pratique de l'occupation du territoire. Elle exprime que ce qui représente une goutte pour la mine de Kuannersuit remet en question toute une série de coutumes et d'appréciations de l'environnement. L'accaparement de points d'ancrages tels que la montagne Kuannersuit et le lac par le régime minier s'accompagne ainsi d'une action plus large. Une action qui dépasse les bornes du projet et concerne la péninsule dans son ensemble et à des niveaux divers, une action radioactive.

Les contestations qui s'appuient sur l'eau me semblent mettre en lumière une forme d'autonomie de la radioactivité, considérée comme dépassant les bornes du projet. L'élément le plus marquant de cette caractéristique est la localisation des critiques sur des zones qui n'intéressent pas directement le projet comme l'aire de Napasup Kuua ou les pâtures. La radioactivité semble être perçue comme disposant de son propre gouvernement, capable de transgresser les normes entendues de la péninsule. Elle s'incrusterait dans les eaux, dans les champs, dans la vie des habitants de façon durable. Tout en semblant insaisissable aux éleveurs, la radioactivité possède un point de départ sur lequel tous s'accordent : le lac. Pour mieux comprendre cette forme de présence et essayer de saisir ce qu'elle fait aux terres et aux habitants, je plonge dans ses eaux.

Pour dix mille ans et plus : la péninsule sous régime radioactif

Le lac prévu pour accueillir les déchets pollués est situé sur un plateau montagneux à une dizaine de kilomètres de Narsaq, et est visible sur la majorité des figures de ce chapitre. J'ai expliqué dans ce chapitre le rôle de ce lieu dans le projet minier, et je vais maintenant m'intéresser de façon technique à ce qui se passe dans le bassin une fois que les résidus y sont jetés. Le rapport d'impacts environnementaux distingue trois phases de fonctionnement du site de stockage : la phase d'opération (qui désigne la période de production de la mine), la phase de fermeture (qui renvoie au démantèlement des installations une fois l'activité arrêtée), la phase de post-fermeture (qui constitue celle de réhabilitation)⁴⁸. À chacune de ces périodes, la substance et la morphologie du lac évoluent.

48 L'ensemble des informations qui ont trait aux bassins de stockage proviennent de : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p63-67.

Comme je l'ai souligné par avant, le lac est aménagé en deux parties différentes séparées par une digue visible sur les figures douze et treize. La plus grande partie accueille les déchets du concentrateur constitués d'éclats et de morceaux de roches dont le zinc, l'uranium et les terres rares ont été extraits. Les déchets de la filtration à l'acide sulfurique de la raffinerie sont ajoutés à cet amas qui est mélangé à de l'eau. Cette boue n'est pas traitée et acheminée jusqu'au lac. La plus petite partie du bassin reçoit les déchets chimiques de la raffinerie. Il s'agit des résidus de roches concassées, d'une « solution chimique neutre » et de l'eau qui a servi à l'extraction de l'uranium et des terres rares. Plusieurs éléments contenus dans ces eaux sont transformés en dépôts pour les solidifier. Parmi ceux-ci le rapport pointe des « radionucléides à faible concentration tels que le polonium, le plomb, le bismuth et le radium ». Un « radionucléide » est un atome radioactif, c'est-à-dire un élément qui émet des rayons. C'est ce phénomène qui est connu sous le nom générique de radioactivité. Il n'est pas indiqué par quel mode de calcul la « concentration » est estimée, mais au regard des tableaux qui suivent l'explication, le mot semble référer aux becquerels. Cet indice mesure l'activité de la source radioactive, il indique le nombre de désintégrations par secondes, et c'est ce phénomène que calcule un compteur Geiger. Tous ces éléments sont mélangés à de l'eau pour former une boue à laquelle un traitement chimique est ajouté. Une fois dans le lac, l'amas est épaissi (selon une technique qui n'est pas développée) pour se déposer au fond. Le niveau de radioactivité du grand bassin, celui qui accueille les déchets du concentrateur, est estimé à la même hauteur que celui des environs. Celui du petit bassin est par contre plus élevé car les déchets contiennent notamment du thorium, qui est un radionucléide.

Durant la phase d'opération de trente-sept années, les résidus tombent au fond du lac où ils s'accumulent. Les régulations prévoient qu'en tout moment au moins cinq mètres d'eau les couvrent. Cette eau devient stagnante puisqu'elle est coupée des ruisseaux et des glaciers qui l'alimentent. Des particules se détachent des déchets et viennent également s'y mélanger. Elle n'est plus *mitigée* que par l'eau de pluie – rare –, les déversements de boues de déchets, et le pompage régulier pour réutilisation ou évacuation du trop-plein. Ainsi configurée, elle est désignée sous l'appellation de *supernatant*, que l'on peut traduire par « eau surnageante ». Pour distinguer les registres relatifs à cette eau, j'emploierai le terme *supernatant* lorsque je ferai référence à l'eau couvrant les déchets. Durant toute cette période, le *supernatant* est recyclé puis réutilisé dans les usines ou rejeté, selon sa qualité⁴⁹. Il est exfiltré à quarante mètres de profondeur dans le fjord Nordre (*Nordre Sermilik*) au « point de décharge de l'excès d'eau » (*water excess discharge* sur la figure neuf). Toutes ces informations sont issues des rapports d'impacts environnementaux de Greenland Minerals, et pour donner à saisir ce registre d'appréciation du lac j'ajoute le schéma explicatif qu'a produit la compagnie en figure seize. Je l'ai traduit depuis l'anglais et il permet de visualiser ce processus. Il constitue une plongée dans l'eau du lac, désormais *supernatant*.

49 Le fluorure est néanmoins filtré du *supernatant* des déchets du concentrateur et solidifié pour être ensuite vendu, avant tout réemploi ou rejet.

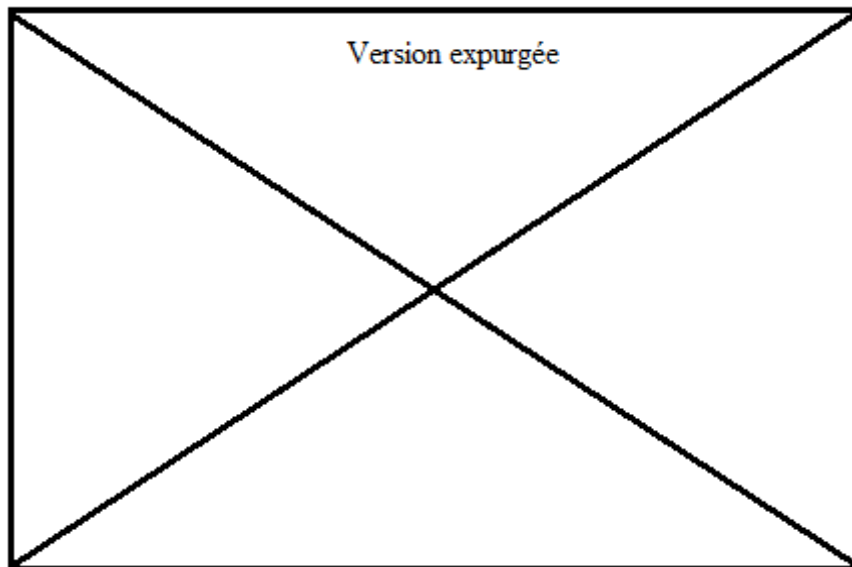


Figure 16: Le lac durant la phase d'opération

Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p63 ; Traduit par P. Bailleul.

J'ai voulu reproduire au moins une des figures qui projettent l'état du lac durant son occupation en tant que *Tailings Storage Facility* dans le but de représenter le fossé entre les registres d'appréciation de ce lieu. Il y a d'une part les souvenirs de randonnées de Marianne et Oleeraq, d'autre part le schéma de Greenland Minerals qui remodèle ce lieu. Ce qui m'importe dans ce schéma, ce ne sont donc pas tant les informations qu'il contient, mais le paysage qu'il dessine.

Le rapport ne précise pas le degré de brassage entre l'eau issue des précipitations et celle du *supernatant* ni entre celui-ci et les particules issues des déchets, seulement que tout « se mélange parfaitement ». Après de longues recherches parmi les trois cents trente-et-unes pages qui constituent le rapport d'impacts environnementaux, je trouve une poignée de tableaux qui projettent la composition radiologique et chimique des bassins. Ils ne sont pas situés dans la partie qui présente la *Tailings Storage Facility*, comme je m'y attendais, mais dans celle qui évalue ses impacts. Le tableau n°56 m'interpelle particulièrement, localisé dans la catégorie « Émissions radiologiques » et la sous-partie « Potentielles conséquences d'une rupture catastrophique du remblai »⁵⁰. Ce tableau illustre le propos de l'industriel qui affirme que les résidus chimiques les plus radioactifs ne pourraient jamais se répandre à l'extérieur du bassin. Il affirme d'abord que seul le grand bassin, le moins pollué, voit le risque de se déverser en cas d'une fissure ou d'un effondrement de la digue parce qu'il est le seul à communiquer avec l'extérieur (*via* la Taseq River). Ensuite, il explique que si la digue entre les deux bassins venait à se rompre, elle entraînerait uniquement le mélange des deux. Le tableau n°56 présente alors la liste des atomes radioactifs et mesure leur quantité. Ces chiffres

50 Noms des tableaux et p171 et 192

sont utilisés pour souligner que la dilution des agents radioactifs dans la masse peu nocive du grand bassin ne serait pas dangereuse. L'hypothèse d'une rupture des deux digues n'est pas mentionnée. Quoiqu'on pense de cette évaluation, elle permet d'avoir accès à la liste complète des agents radioactifs.

La difficulté que je rencontre à la lecture du tableau est celle de la qualification et de la quantification des éléments. Je nage d'abord en plein brouillard et je ne comprends pas vraiment ce que je lis. Le tableau récapitule la présence des huit éléments radioactifs suivants dans les bassins : l'uranium 238, le thorium 230, le radium 226, le plomb 210, le polonium 210, le thorium 232, le radon 228, et le thorium 228. J'ai déjà entendu parler de ces noms, mais je n'en sais pas beaucoup sur eux lorsque je les croise dans le tableau. Ces substances sont mesurées en Bq/g, c'est-à-dire en becquerels par grammes, unité de mesure qui identifie l'activité radioactive d'un élément selon sa masse⁵¹. Pour comprendre ce mode de mesure, il faut savoir ce qu'est l'activité radioactive d'un atome. Pour cela, je me suis documentée sur le site internet créé par le CNRS dédié à la radioactivité. Selon ces chercheurs,

« Ce qui distingue un atome radioactif d'un atome ordinaire, c'est cet instant unique où son noyau se transforme en émettant un rayonnement. Cette émission survient au bout de temps très variables, pouvant atteindre des milliards d'années. Un atome radioactif peut être comparé à un soldat qui ne tirerait qu'une fois dans sa vie et ... dans n'importe quelle direction. »⁵²

La radioactivité désigne ainsi le moment de transformation d'un atome et les rayonnements qu'il émet alors. Ce phénomène est appelé la désintégration car il renvoie à l'effondrement de cet atome. Le Becquerel mesure la cadence de ces désintégrations dans le temps, ou, en d'autres termes, la cadence des rayonnements radioactifs. Un becquerel est ainsi égal à une désintégration radioactive par seconde.

Sans la nommer en ces termes, c'est à cette activité que font référence les résidents de la péninsule qui s'opposent à l'uranium. C'est à cause de cette action sur ce qui l'entoure que les personnes refusent que les déchets, et leurs atomes, soient stockés au fond du lac. Selon eux, la radioactivité toucherait les abords du lac, et particulièrement l'eau, et se répandrait partout. Le site internet du CNRS précise à cet égard que les rayons « ne rendent pas radioactive la matière qu'ils traversent », mais qu'ils la bousculent et en modifient la composition atomique. C'est ce bouleversement qui entraîne des conséquences parfois négatives. La radioactivité perturbe donc les milieux qui l'entourent de façon ciblée, si elle n'est pas bloquée. L'article du CNRS précise en effet que des écrans peuvent stopper les rayons, tels que les piscines utilisées depuis longtemps pour stocker le combustible des réacteurs nucléaires.

Les bassins de la *Tailings Storage Facility* jouent le rôle d'écrans arrêtant les rayons des huit éléments que j'ai listés un peu plus haut. Les données du tableau n°56 sont issues des tests effectués sur les résidus (*tailings*) déjà produits par les campagnes d'exploration, et donnent une indication de la radioactivité des bassins. Alors que je tente de comprendre ces chiffres, je

51 Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Activit%C3%A9_massique [Consulté le 07/06/2021]

52 La radioactivité <https://www.laradioactivite.com/site/pages/phenomene.htm> [Consulté le 07/06/2021]

prends conscience que leur expression en becquerels est loin d'être neutre, qu'il s'agit d'un choix parmi les trois outils de mesure de cet effet. À l'inverse du becquerel qui informe du strict degré de radioactivité, les deux autres moyens qui existent pour mesurer ce phénomène, le gray et le sievert, s'intéressent aux rayonnements reçus. Le premier sert à mesurer la quantité de rayons absorbée par un corps exposé à la radioactivité. Cette absorption n'est pas égale au taux de radioactivité qui l'entoure (mesuré par les becquerels), c'est pourquoi il faut un instrument de mesure distinct. Les sieverts expriment quant à eux les effets des rayonnements sur des matières vivantes. Ils varient selon la nature des rayons, sujet que je ne développe pas dans le cadre de ce raisonnement. Ces trois techniques de mesure de la radioactivité informent différents effets, et je suis étonnée de voir que dans une section dédiée aux impacts de la radioactivité le gray et le sievert ne sont pas privilégiés. Sans conversion dans ces unités, les becquerels ne permettent pas d'estimer les effets de ces déchets sur l'environnement⁵³.

Il serait certainement possible de calculer le taux de rayons traversant les eaux, mais cela dépasserait le cadre de cette thèse. Par contre, cette incursion en physique nucléaire permet de comprendre que les déchets entassés au fond du lac ne sont pas inertes, ils agissent. Ils sont constitués d'atomes dont certains sont instables et se désintègrent et, à ce moment, rayonnent. Pour la clarté de mon propos, je ne vais pas donner les valeurs des huit éléments, seulement celles auxquelles je ferai à nouveau référence dans le chapitre. L'uranium 238 émet ainsi deux désintégrations par secondes, le thorium 230 en émet onze par seconde, et le thorium 232 est à trente-et-une par seconde. Je réserve à la suite du chapitre la question de la durée de ces rayonnements pour souligner qu'ainsi amassés au fond du lac, les déchets constituent un bloc radioactif que le *supernatant* doit empêcher de se répandre dans l'atmosphère.

Au terme d'au moins trente-sept années, une fois le site minier en arrêt, le bassin de stockage entre dans sa phase de fermeture. Le *supernatant* est alors traité durant six années à l'usine de recyclage pour une qualité permettant son rejet dans le fjord Nordre. Il est également de plus en plus dilué par les eaux de pluie, puisque aucun rejet ne vient plus l'alimenter. Seul le détachement de particules issues des résidus continue à le contaminer, sans que ces échanges ne soient quantifiés. Au niveau des déchets, l'entreprise n'a pas encore calculé la durée exacte de diminution de la radioactivité. Les résidus sont continuellement recouverts par dix mètres de *supernatant* dans le grand bassin, et huit mètres dans le petit.

Après les six années de traitement, les bassins de stockage entrent dans leur période de post-fermeture. Le *supernatant* ne recouvre que de vingt-cinq centimètres les résidus. Les canaux de diversion et le recyclage cessent. Le lac se remplit alors à nouveau uniquement avec de l'eau naturelle et est toujours isolé du reste de l'environnement. Il faut attendre environ quatre ans pour voir l'eau de la petite partie du bassin déborder la digue et se mélanger avec celle du grand. Les deux espaces n'en forment alors plus qu'un, et la digue reste immergée. L'année suivante, les mesures de qualité du *supernatant* sont positives et il passe

53 Connaissance des énergies <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mesure-de-la-radioactivite-unites> [Consulté le 07/06/2021]

au-dessus de la digue le séparant de la Taseq River. Durant dix ans le rétablissement de la communication entre le lac et la rivière et la qualité des eaux est surveillé, et c'est trente-quatre années plus tard que des solutions de relocalisation des déchets seraient trouvées. Le rapport précise que pour le moment aucun scénario n'est écrit pour l'avenir du lac, et que cela sera développé au cours de la production. Le rapport considère qu'au terme de quatre-vingt-treize années, depuis la construction de la mine jusqu'au rétablissement de la communication avec la Taseq River, le lac retrouve son état d'origine. Le schéma qui accompagne ces considérations est le suivant, la figure dix-sept.

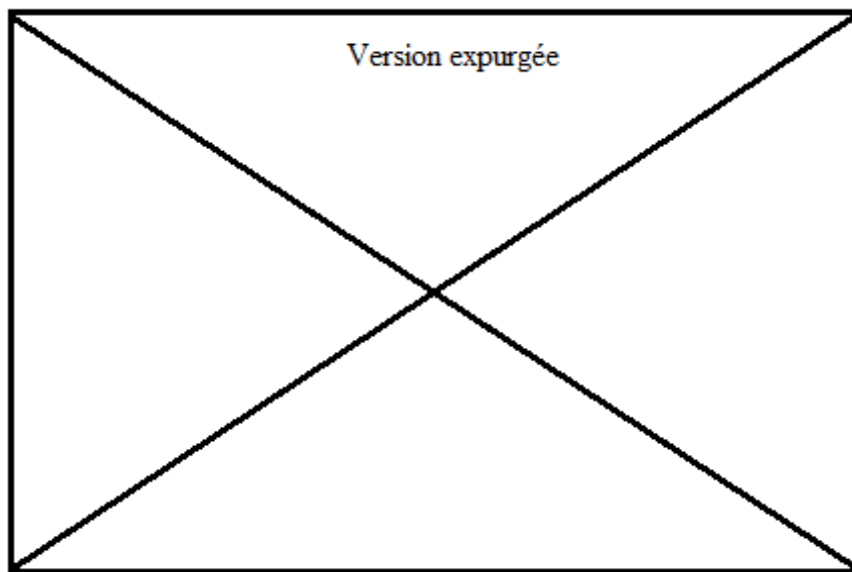


Figure 17: Le lac durant la phase de post-fermeture
Source : Kvanefjeld Project. Environmental Impact Assessment, *Op. cit.* 2020, p65 ; Traduit par P. Bailleul.

L'indication de « Phase de post-fermeture » en bas du schéma et les informations du rapport laisseraient penser que le lac perd son emploi de stockage, mais les données racontent autre chose. L'eau reste *supernatant*, les résidus restent au fond. Si Greenland Minerals n'a pas encore sélectionné d'option finale pour la gestion des déchets, l'entreprise conseille une fermeture « mouillée » sur une « sèche ». L'option mouillée revient à laisser les résidus au fond du lac, tandis que la sèche les stockerait à un endroit de la montagne avec une couverture minéralogique faisant écran. Leur choix du « mouillé » s'appuie sur l'argument selon lequel « cela laisserait l'environnement plus proche de son état original qu'une fermeture sèche »⁵⁴. Ils affirment que les remblais de la *Tailings Storage Facility* sont conçus selon les meilleurs standards internationaux, avec une résistance de dix mille années aux catastrophes et aux

⁵⁴ *Ibid*, p100-104.

intempéries. Selon le rapport, cela est l'assurance d'un maintien inaltéré des résidus radioactifs dans une zone sécurisée. En étudiant cette technique, je me suis questionnée sur cette amplitude temporelle : pourquoi choisir dix mille années ? À la lecture de l'ouvrage de John D'Agata *About a mountain*, je découvre un début de réponse. L'essayiste enquête alors en 2010 sur la montagne Yucca, censée accueillir les déchets miniers radioactifs des États-Unis. Lors d'une visite en car de la zone, il entend que les barils et l'outillage de stockage auraient une stabilité assurée pour cette même période de temps. Un visiteur demande pourquoi ce chiffre a été choisi, ce à quoi la guide répond qu'il s'agit de la durée pour atteindre la demi-vie des agents radioactifs⁵⁵. Elle affirme qu'au terme de dix mille années, les déchets ne sont plus nocifs. Après une enquête auprès de chercheurs et de membres de l'administration américaine, John D'Agata s'aperçoit que les demi-vies sont un petit peu plus complexes que ce qu'en dit la guide ce jour-là. Pour le comprendre, il faut se mettre au diapason des atomes.

D'après Wikipédia, la demi-vie « est le temps au bout duquel la moitié des noyaux radioactifs d'une source se sont désintégrés. » Elle est également appelée « période radioactive », et le site internet du CNRS précise que

« La population des radioéléments décroît selon une loi appelée exponentielle. Cette population est divisée par deux, chaque fois qu'un laps de temps caractéristique de l'espèce radioactive, appelé période ou encore demi-vie s'écoule. »⁵⁶

La demi-vie ne désigne donc pas la moitié du temps durant lequel un atome sera radioactif, mais le temps qu'il lui faut pour que sa radioactivité soit divisée par deux. Il faut ainsi plusieurs demi-vies à un radioélément pour qu'il cesse d'émettre. L'atome peut toujours être radioactif après une première demi-vie, et la longueur de celle-ci varie selon les éléments. Mais alors, d'où vient l'idée selon laquelle la demi-vie des déchets radioactifs durerait dix mille ans ?

Une publication consacrée à la question des déchets radioactifs de la Revue générale du nucléaire, un magazine promouvant cette industrie, me met sur la piste d'une réponse. Un article daté de 2019 explique que « la radiotoxicité potentielle des déchets nucléaires de haute activité [...] devient inférieure à celle de l'uranium naturel après environ 10 000 ans. »⁵⁷ Voilà ce chiffre qui revient, associé à une nouvelle notion, celle de « radiotoxicité potentielle ». Cet article nous apprend que ce ne sont pas les demi-vies qui décroissent au bout de dix mille ans, mais la radiotoxicité potentielle. Après recherches sur le site du CNRS et dans les outils de l'Institut de radioprotection et de sûreté du nucléaire, j'apprends qu'il s'agit d'une mesure utilisée dans les années 1990 par l'industrie nucléaire. Cette méthode permet de dresser l'inventaire radioactif des résidus miniers pour anticiper leur comportement toxique, et de mieux gérer leur stockage. Il a ainsi l'ambition de combler le fossé que je pointais par avant entre les becquerels, qui mesurent l'activité des rayons, et les sieverts, qui calculent l'impact sanitaire. Mais comme le soulignent les deux sources, il s'agit d'un indicateur absolu peu

55 D'agata John, *About a mountain*, W. W. Norton & Company, New York et Londres, 2010, pp32-38.

56 La radioactivité <https://www.laradioactivite.com/site/pages/PeriodeActivite.htm> [Consulté le 07/06/2021]

57 SFEN <https://www.sfen.org/rgn/dechets-radioactifs-verite-faits-exactitude-chiffres> [Consulté le 08/06/2021]

réaliste. En effet, l'indice de « radiotoxicité potentielle » donne la dose maximale ingérée par l'humain au regard de l'exposition aux déchets, dans une situation ne prenant pas en compte leur environnement. Plusieurs limites ont ainsi conduit à son abandon : l'ingestion comme unique voie d'exposition considérée, l'absence de contextualisation de l'exposition, l'écartement des atomes non radioactifs et des autres composés géologiques qui pourraient interagir, ou encore les effets sur l'environnement et les autres organismes vivants. Comme le souligne l'article de la Revue générale du nucléaire, l'amplitude de dix mille années était estimée, dans les 1990, comme celle au terme de laquelle la radiotoxicité potentielle des déchets du nucléaire égalait celle de l'uranium contenu naturellement dans les sols. Cela signifie qu'au terme de ces années les déchets n'étaient plus considérés comme toxiques pour la santé humaine⁵⁸. Si cet indicateur n'est plus censé être utilisé en raison des critiques qui lui ont été apportées, on note avec cet article qu'il influence toujours énormément le débat autour des déchets radioactifs. Je me demande ainsi si ce n'est pas en vertu de cette mesure que les dix mille années ont été choisies pour les outils de la Yucca Mountain, et les remblais du lac Taseq.

La confusion entre la radiotoxicité potentielle et la demi-vie que montre la réponse de la guide du site de Yucca Mountain me semble bien illustrer le conflit autour de l'uranium de Kuannersuit. La première vise à aménager une gestion de la radioactivité jusqu'au moment où les déchets ne seront plus considérés comme dangereux pour les humains. Ceux-ci continueraient à se désintégrer et peut-être à porter atteinte à ce qui les entoure, mais les humains seraient hypothétiquement tirés d'affaire. La demi-vie raconte à l'inverse l'histoire du côté des atomes et propose aux résidents de la péninsule une nouvelle cohabitation. Dans cette relation qui s'établirait à partir des déchets du lac, l'uranium 238 irradie deux fois par seconde durant 4,5 milliards d'années, l'âge de la Terre⁵⁹. Le thorium 230 rayonne onze fois par seconde pendant 75 380 ans⁶⁰. En -75 000 environ avant le présent, la Terre traversait l'ère que les géologues nomment le Pléistocène supérieur, qui voyait par exemple l'extinction des mégafaunes d'Australie et des Amériques, et la vie quotidienne des Néandertaliens. Trente-et-une fois par seconde et durant 14,05 milliards d'années, un peu plus que l'âge de l'univers, c'est le thorium 232 qui s'agite au fond du lac, au fond de *taseq*. Pour les résidents de la péninsule, la question ne s'arrête pas au danger pour les humains. Elle porte sur ces échelles incommensurables que Marianne résumait, en septembre 2019, par cette interrogation : « Qu'est ce que feront les gens, dans dix mille ans ? »

Face à ces infiniment petits et ces infiniment longs qui bousculent tant mes repères que ceux des résidents de la péninsule, je finis par comprendre pourquoi la radioactivité n'a pas été représentée sur la carte par les fermiers d'Ipiutaq. Elle est insaisissable. Par-delà les enjeux pour la santé des humains et des écosystèmes, elle aliène le territoire par ses ancrages

58 Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, « Méthodologie et critères envisageables pour apprécier la nocivité des matières et déchets radioactifs » Rapport PSE-ENV/2018-00048, Pôle santé environnement, 2018, p13-14; <https://www.laradioactivite.com/site/pages/RadiotoxiciteCU.htm> et https://www.laradioactivite.com/site/pages/Radiotoxicite_Potentielle.htm [Consultés le 08/06/2021]

59 Wikipédia « uranium » https://fr.wikipedia.org/wiki/Uranium_238 [Consulté le 08/06/2021]

60 Wikipédia « thorium » https://fr.wikipedia.org/wiki/Isotopes_du_thorium#Thorium_230 [Consulté le 08/06/2021]

physiques et temporels. Elle est faite de mots et de chiffres que l'on connaît sans les comprendre : de l'uranium 238, du thorium 230, du thorium 232, du radium 226, du polonium 210. Couverts par le *supernatant*, ces éléments marquent la péninsule de leurs caractères. Ils imposent de nouveaux états à travers leurs milliards d'années de présence radioactive au fond du lac, et inféodent l'eau qui les entoure à leur régime. Ces désintégrations régulières entraînent toute la vie de ce territoire dans leurs reconfigurations. Elles ne sont pas compréhensibles à l'aune d'un avant et d'un après, et portent un avenir que personne ne maîtrise. Dans les mots de Françoise Zonabend, elle sont « un déchet qui ne s'éliminera jamais, une nocivité qui durera toujours, en somme, une souillure éternelle, un vacarme irrépressible » qui transformera le lac et la péninsule à jamais⁶¹. À partir du premier jour de la production, les demi-vies des atomes des déchets composent les frontières de ce nouveau régime.

Le projet de mine d'uranium, de terre rares et de zinc de la montagne Kuannersuit planifie d'extraire la roche à ciel ouvert, de la concasser et la raffiner sur place, d'exporter les matières et de stocker les déchets sur la péninsule de Narsaq. Les résidus non toxiques sont placés dans une zone dédiée au nord de Narsaq, les résidus chimiques et radioactifs sont plongés au fond du lac. Les occupants sont déplacés.

Sur la péninsule, les traces de cette ambition sont partout présentes. Dans les fermes dont les propriétaires envisagent la vente, dans les randonnées qui ne seront bientôt plus possibles, dans les cours d'eau que l'on défend. Car le projet n'est pas une mine, c'est une nouvelle façon d'occuper les terres. Par l'action du projet qui répand ce régime, tout ce qui fait les spécificités de la vie sur la péninsule disparaît sous les explosifs. La terre des rennes sur laquelle les tugtupites sont récoltées n'est plus qu'un souvenir, les vaches de la ferme Ilua Valley ne broutent plus d'herbe, le lac irradie pour une durée aussi longue que celle qu'il a fallu à l'univers pour devenir ce qu'il est aujourd'hui. L'« avant » est déjà le « pendant ». Ce déplacement global des frontières de l'espace occupé me conduit à préciser ce que j'ai jusque-là appelé le régime expert et industriel. Au regard de ses effets sur le territoire, je le désignerai le régime frontalier.

À l'heure actuelle, le projet de Kuannersuit pourrait ne jamais voir le jour. Pourtant, l'empreinte qu'il a laissée sur le territoire pendant dix ans l'a changé. Désormais, la radioactivité est un critère local, des habitants savent lister les radionucléides, et l'eau est à

61 Zonabend 2014, *Op. cit.*, p185.

protéger. Ces nouvelles frontières sont issues du travail de classification et de requalification mené par l'entreprise, mais également d'une action plus large et diffuse, celle de l'intégration du projet à différentes échelles de gouvernance. Dans le chapitre suivant, je me situe au niveau régional pour saisir l'impact qu'y a le projet. Considéré comme un plan assuré, il est associé à des programmes de développement qui contribuent à circonscrire Narsaq et Kuannersuit au secteur minier. En plus du régime frontalier, la région semble se paramétrer pour faire de la péninsule une terre d'accueil des projets à grande échelle.

Chapitre 6

Le projet de Kuannersuit depuis Narsap Ilua : Narsaq et ses montagnes affectées au secteur minier

Durant le terrain que je conduis à Narsaq en septembre 2019, Jesper Enevoldsen, le directeur du musée d'histoire, et Rasmus, un ami à lui, me mettent sur une piste inattendue pour aborder le projet de Kuannersuit. Ils me racontent une controverse archéologique locale relative au premier site d'occupation des Vikings au Groenland. Cette population est arrivée vers 985 et y a établi des colonies jusqu'au XV^{ème} siècle. En 2018, le village de Qassiarsuk est considéré comme abritant les vestiges du site le plus ancien, mais Jesper et Rasmus estiment qu'au contraire, il se trouve à Narsaq. Des ruines localisées à Narsap Ilua témoigneraient de cette occupation précoce. Plus qu'une problématique archéologique, les deux amis déclarent que cette question est désormais d'ordre économique. En effet, selon eux, le placement du premier habitat viking à Qassiarsuk constitue la base sur laquelle se construisent les industries régionales, et particulièrement celle du tourisme. Depuis 2017, le village est d'ailleurs classé au Patrimoine mondial de l'Unesco en vertu de ces ruines et cette interprétation, ce qui donne lieu à une mise en tourisme active. Pour Jesper et Rasmus, la région s'oppose à la reconnaissance de Narsap Ilua pour maintenir le développement du tourisme, engagé dans un programme qu'il serait difficile de modifier. Si cela m'apparaît d'abord comme une anecdote, la mention par Marianne Paviassen de ce site durant le même terrain me pousse à en savoir plus. Elle me rapporte qu'elle a essayé d'inscrire Narsap Ilua sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, à la suite de Qassiarsuk, dans l'espoir de voir une obligation de protection de la zone être mise en place. Narsap Ilua étant un carrefour essentiel du projet de Greenland Minerals, la conservation des ruines pourrait le remettre en question. Durant mon séjour à Narsaq en septembre 2019, cette controverse sur Narsap Ilua m'ouvre une nouvelle perspective de compréhension du projet de Kuannersuit. Je saisis qu'il est impliqué dans des logiques industrielles liées au tourisme, l'un des secteurs majeurs de la région. Ensemble,

projet minier et ruines vikings participent à la structuration de cet espace selon des attributions industrielles décidées par différentes autorités. Dans ce chapitre, je saisis le projet minier depuis Narsap Ilua pour élever l'échelle d'analyse au niveau régional. Je mets en lumière son agentivité à travers le rôle qu'il joue dans la structuration de l'espace et je décris l'effet de renforcement que produit sa rencontre avec les plans régionaux d'aménagement du territoire. Cette synergie produit une catégorisation des pierres et des terres en zones à protéger ou à creuser.

À l'instar des deux chapitres précédents, les pages qui suivent mêlent données ethnographiques et analyses documentaires. Les premières relèvent d'entretiens non dirigés avec des acteurs touristiques des villes de Qassiarsuk, Qaqortoq et Narsaq que j'ai interrogés sur l'histoire du tourisme et les plans actuels de développement. Se trouvent aussi des informations issues d'échanges avec Jesper Enevoldsen, du musée de Narsaq, ainsi qu'avec Oleeraq et Marianne, dont j'ai déjà abondamment parlé dans les chapitres précédents. Le corpus écrit est composé de documents issus des administrations municipales, muséales et de l'Unesco. En faisant dialoguer ces sources et en les analysant ensemble, je dresse une histoire de l'organisation de l'exploitation des sols et des sous-sols de la péninsule de Narsaq pour saisir les dynamiques dans lesquelles s'insère le projet de Greenland Minerals lorsqu'il s'établit à partir de 2013, mais également pour appréhender comment il s'y place et ce que sa présence génère. Ce parcours s'inspire de la démarche de l'historien William Cronon, qui étudie les évolutions des modes d'exploitation et de perception des espaces étasuniens depuis la colonisation¹. En raison du contexte groenlandais, j'amorce mon étude au milieu de siècle dernier, période qui voit l'émergence du tourisme et de l'ambition d'exploitation minière de Kuannersuit. À cette époque, et toujours aujourd'hui, le tourisme est attaché à l'agropastoralisme. Saisir le premier passe ainsi par l'étude de l'élevage et des cultures. À la suite de l'historien, je trace les transformations des modes d'exploitation des sols et des discours qui les accompagnent jusqu'à la répartition industrielle actuelle de l'espace. Dans ce mouvement je montre la formation d'un diptyque entre d'un côté la réservation d'espaces pour le tourisme et l'établissement d'une logique de conservation, et de l'autre la délimitation de montagnes pour le secteur minier et l'attribution d'un caractère extractif. Ces deux dimensions s'affirment de façon complémentaire dans la structuration administrative de la région. À cet endroit, je puise également dans le travail de l'anthropologue Nastassja Martin qui, dans son ouvrage *Les âmes sauvages*, questionne les voies et les impacts de l'extraction minière en territoire alaskien Gwitch'in². À travers une étude historique et ethnographique, elle explique que protection et extraction se situent dans le même schème de l'exploitation économique³. Ce sont des moyens de parceller le territoire pour en instaurer un

1 Auteur présenté en introduction. Voir par exemple Cronon, William *Nature et récits. Essais d'histoire environnementale*, Dehors, Paris, 2016 ; Cronon William, « Le problème de la wilderness, ou le retour vers une mauvaise nature », *Écologie & politique*, 2009/1 (N°38), p. 173-199 ; Cronon, William *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*. New York: Hill & Wang, 1983. Pour retrouver la chronique de Kuannersuit, page 20.

2 Martin, Nastassja, *Les âmes sauvages*, La découverte, coll. Sciences humaines, Paris, 2016.

3 *Ibid*, p56. Je ne m'inscris néanmoins pas dans la perspective des ontologies qui constitue le cadre analytique de N. Martin.

fonctionnement économique et idéologique spécifique. La situation sud-groenlandaise se singularise par l'autonomie politique dont dispose le pays et le volontarisme municipal dans l'établissement des industries minières et touristiques. Néanmoins, ce prisme d'analyse m'apparaît intéressant pour capter les logiques d'agencement du territoire, ce qu'elles font à la péninsule de Narsaq plus précisément, et les actions qu'y opèrent le projet et ses porteurs. C'est ici que mon approche se distingue de William Cronon et de Nastassja Martin. En plus de l'étude historique, je piste les ondes et les tremblements du projet pour faire l'ethnographie des opérations projectives en cours de déroulement. C'est ainsi que le chapitre redonne des dispositifs qui construisent des ponts entre l'extraction et la conservation, comme celui des « zones tampons » de l'Unesco qui séparent physiquement les espaces miniers et touristiques et affectent ainsi les territoires.

Toujours dans la lignée du travail de l'anthropologue, je porte attention aux outils de résistances à ces aménagements élaborés par des résidents de Narsaq. C'est dans cette perspective que Narsap Ilua devient un instrument politique qui souligne le caractère contesté du projet minier, mais également du gouvernement des terres de façon plus large. Qui peut administrer une montagne, et en vertu de quels droits ? Cette problématique s'articule au régime d'appréhension local, commun, de l'environnement et permet de comprendre les résistances comme des moyens économiques et administratifs de consolider des liens à la montagne altérés par la situation en projet et en touristification.

En suivant la piste des ruines de Narsap Ilua, je fais le choix de rester au plus près de la parole de mes interlocuteurs et de ne pas faire une exposition de la situation industrielle globale de la région. Je passe donc sous silence le secteur halieutique, la chasse et les services publics, qui représentent pour le moment les parts majoritaires des emplois. Cette sélection s'appuie également sur mon ambition analytique qui consiste à démontrer le rôle du tourisme dans l'élaboration de la géographie économique, sociale et administrative actuelle. En dépit de leur rôle économique prépondérant, ces secteurs me semblent jouer un rôle actuellement mineur dans les développements régionaux. Les descriptions du chapitre représentent par ailleurs une contribution au champ des études qui portent sur le secteur touristique au Groenland et appellent à donner une place plus grande à cette industrie dans l'analyse des dynamiques sociales⁴.

Le chapitre s'ouvre sur les paroles de Jesper et Rasmus à propos des ruines de Narsap Ilua pour redonner les premières conditions de l'enquête et poser les bases de la controverse qui me fut alors présentée. La seconde partie reconstruit une histoire du tourisme des années 1960 à nos jours, en portant l'attention sur les dispositifs matériels de leur mise en place et sur leurs effets territoriaux. Je m'intéresse pour finir à la patrimonialisation engagée par le classement à l'Unesco et dirige mon propos sur la synergie entre ce phénomène, qui s'accompagne d'une

4 Steenholdt, N. C., et Chimirri, D. « Tourism & Quality of Life in Greenland: Exploration through farm stays in South Greenlandic settlements » *The Arctic Yearbook 2018*, 2018, pp123-140, p123 ; Kaae B.C. « Tourism research in Greenland » in Jansson B. et Müller D.K. *Tourism in Peripheries: Perspectives from the Far North and South*, CABI, 2006, pp205-219, p205.

touristification affirmée, et le projet pour Narsaq. Je décrirai à ce moment des formes de résistance qui soulignent la combinaison entre le tourisme et le secteur minier dans l'aménagement du territoire et l'affectation de Kuannersuit à l'extraction.

1) « Au pied d'une montagne vaporeuse... »

En septembre 2019, mon séjour à Narsaq est fait de visites au musée d'histoire locale où je m'entretiens avec Oleeraq Nielsen, l'adjoint qui se charge de l'accueil et des visites, et Jesper Enevoldsen, le directeur. C'est au cours d'un dîner avec un ami de ce dernier que les ruines de Narsap Ilua sont abordées. Rasmus est de passage en ville et est avide de raconter tout ce qu'il sait de la région, où il a vécu à Narsaq durant treize années. Il travaille dans le milieu médical et fait partie des professionnels danois régulièrement détachés dans les localités groenlandaises qui manquent de relais de santé, telles que Narsaq. Après des échanges houleux sur la colonisation de l'Algérie qui, selon lui, n'aurait apporté que du bien aux habitants, sur son parallèle avec la colonisation du Groenland qui aurait permis au pays de se « développer », et sur la « paresse » des peuples colonisés qui, finalement, seraient « heureux » de se faire prendre en charge, il cherche un moyen de regagner tant mon attention que ma bonne humeur. Les Vikings doivent alors lui sembler représenter un terrain neutre car il change drastiquement de sujet en me demandant si j'ai été voir les ruines de Tasiusaq. L'intérêt que je garde depuis l'enfance pour l'histoire et les populations nordiques agite ma curiosité, d'autant plus que j'ai randonné jusqu'à cette ferme une année plus tôt sans savoir que des vestiges s'y trouvaient. Elle est située à quelques kilomètres de Qassiarsuk, où j'ai passé les mois de février, mars et juillet 2018. Je demande alors ce que ces vestiges ont de particulier, ce à quoi Rasmus répond qu'ils sont, selon lui, mal classés par l'archéologie. Ils sont enregistrés comme domaine agropastoral, alors qu'il pense qu'il s'agit d'une imposante église. Jesper, qui ruminait toujours vis-à-vis des propos de son ami sur la colonisation, coupe brusquement la conversation. « On s'en fiche de Tasiusaq ! Ce qui est vraiment intéressant, ce sont les ruines de Dyrnæs ! »

Un instant de flottement suit cette déclaration qui apparaît, au regard du caractère calme et de la voix posée de Jesper, tout à fait inhabituelle. Je ne sais si c'est en raison de la discussion mouvementée sur l'histoire coloniale que nous avons tous toujours en tête ou au regard de l'importance du sujet, mais Rasmus regarde son ami longuement. Je romps le silence en leur demandant de m'en dire plus, et Jesper enchaîne sur le fait que Narsaq recèle les plus anciennes ruines vikings du Groenland. Il me dit que ces traces d'habitat ont été répertoriées du côté de Neqi, l'entreprise d'abattage, et le long de la plage qui borde le musée. Mais plus encore, qu'à Dyrnæs se trouvent les fondations d'une église et d'habitations qui pourraient dater de la même période. Il me dit alors que je les ai forcément croisées lors de mes randonnées autour de Narsaq. C'est après quelques secondes de réflexion que je fais le lien, « Les ruines de Narsap Ilua ? » Jesper est danois, et il utilise comme la plupart de ses

concitoyens les termes de sa langue pour référer aux localités groenlandaises. Il acquiesce et si je pense d'office au conflit spatial avec le projet minier, je n'en dis rien pour le laisser continuer.

Jesper m'informe alors que l'année passée, en 2017, un manuscrit nordique qui relate la vie quotidienne des Vikings sur leur premier site d'occupation a été trouvé. Il nomme cette localité Brattahlið et me rappelle au passage que les Vikings sont un peuple de commerçants et d'explorateurs scandinaves qui a occupé le Groenland de la fin du X^{ème} siècle à la moitié du XV^{ème} siècle. Ils ont installé sur les côtes Ouest et Sud des villages agropastoraux organisés autour de paroisses, dont certains sont encore en bon état de conservation. Leur désertion de l'île vers 1450 est multifactorielle : baisse des températures, inadaptation industrielle, raréfaction des ressources, exode, mélange (faible) avec les Inuit. Ils ne sont pas génétiquement les ascendants des Groenlandais actuels mais constituent historiquement de lointains voisins ayant vécu sur le même territoire⁵. Ils font ainsi partie de l'histoire régionale, et plus spécifiquement de l'histoire locale car de nombreux vestiges y persistent, comme ceux de Brattahlið, site au cœur de la controverse que me raconte Jesper. L'écrit dont il me parle appartient à la catégorie des sagas, type de récit écrit *a posteriori* qui raconte des événements ou des généalogies scandinaves. Le style se situe à la frontière du mythe et de l'historique, c'est pourquoi ils sont étudiés par l'archéologie et la littérature médiévale pour en savoir plus sur ces sociétés. Dans certains cas, les sagas orientent ou éclairent des fouilles, d'où l'excitation que je sens dans la voie de Jesper alors qu'il m'en parle. Cette saga découverte en 2017 ferait partie de la Saga d'Erik le Rouge, produite autour du XIII^{ème} siècle, qui conte l'expulsion d'Erik le Rouge d'Islande⁶. Cet homme aurait rassemblé un équipage et atteint le sud du Groenland en 982 où il aurait fondé la colonie de Brattahlið en 985. Cette saga raconte le développement du village en paroisse ainsi que l'établissement d'autres sites d'occupation sur l'île. Jesper me souligne que depuis les années 1990 le village de Qassiarsuk est communément reconnu comme étant l'ancienne colonie viking Brattahlið, mais que cette nouvelle saga découverte en 2017 pourrait changer la situation. Les informations qu'elle contient orientent Brattahlið non pas vers Qassiarsuk mais vers Narsaq, selon lui. Plus précisément, elles localiseraient ces ruines à Dyrnæs.

À cet instant, Rasmus interrompt la conversation en clamant que Qassiarsuk n'a jamais été reconnu par les habitants de Narsaq comme étant Brattahlið. Il affirme que c'est un « mythe » construit de toute pièce par Leif Vebæk, l'archéologue qui domina les recherches sud-groenlandaises durant la seconde moitié du siècle dernier. Spécialiste de l'archéologie scandinave médiévale, il conduisit également des missions ethnographiques et topographiques. Il dirigea des revues académiques et épousa Måliarak Kleist, l'une des plus

5 Charly Massa, Vincent Bichet, Emilie Gauthier, Christophe Petit, Hervé Richard. « Vers l'Amérique : l'implantation médiévale scandinave de la côte sud-ouest du Groenland. Approches historiques et premiers résultats des études paléoenvironnementales » *Peuplement et préhistoire en Amériques*, 2008, Québec, Canada. pp.181-190, p181-182

6 Cette sage a été traduite et publiée par Gravier Maurice, *La saga d'Erik le Rouge – Le récit des Groenlandais*, Aubier, Paris, 1955.

grandes figures du Groenland. Née dans un hameau d'une centaine d'habitants, elle est la première femme à avoir publié un roman en groenlandais et s'être impliquée dans la préservation des langues et mémoires du Sud. Rasmus m'explique qu'en raison de la renommée de Máliarak, les recherches de Leif Vebæk étaient indiscutables. Il me dit que c'est cet archéologue qui plaça Brattahlið à Qassiarsuk, sans preuve réellement convaincante.

Pour mieux comprendre les propos de Rasmus et Jesper, j'ai mené des recherches bibliographiques à ce sujet, en commençant par Leif Vebæk. Dans le rapport de fouilles *Narsaq – a Norse landnáma farm* qu'il publie en 1993, l'archéologue adresse la question du site d'implantation. *Landnám* est le mot islandais qui signifie « première arrivée, débarquement » et est utilisé en archéologie pour faire référence aux débuts de la colonisation viking. « Norse » désigne quant à lui l'appellation académique des peuples scandinaves médiévaux. C'est un terme englobant vis-à-vis duquel « Viking » représente plutôt la sous-catégorie de marchands et explorateurs norvégiens et islandais qui colonisèrent le continent américain⁷. Dans l'ensemble, l'appellation « Viking » est celle utilisée par mes interlocuteurs, c'est pourquoi c'est également celle que je garde pour mon propos. « Norse » est néanmoins présent dans des citations originales, et désigne la même population. Le titre du rapport pose ainsi directement la question de la colonisation initiale à Narsaq. Je suis d'abord surprise de constater que si Leif Vebæk parle bien de cette ville, il fait référence à un autre lieu que Dyrnæs. Il fait la description de la plaine de Saqqaq, une vaste étendue sableuse de roches et de toundra située au pied de la montagne Qaqqarsuaq au sud de Narsaq. Il explique qu'après excavations entre 1954 et 1962 les archéologues trouvent plus d'une dizaine d'habitations datées autour de 1000 ap.JC. Il souligne aussi qu'à Dyrnæs une église et des restes d'habitation ont été trouvés. Surtout, de grandes quantités d'objets datant notamment du X^{ème} siècle sont déterrés à Saqqaq, attestant d'un peuplement ancien. Il rapporte alors la théorie de Jens Rosing, un de ses étudiants : les Vikings se seraient installés à Saqqaq vers 985 à leur arrivée au Groenland, et auraient déménagé à Qassiarsuk la colonie s'agrandissant. Il explique que les deux sites, Saqqaq et Qassiarsuk, doivent ainsi être interprétés comme étant Brattahlið. Leif Vebæk s'oppose à cette hypothèse et déclare que Qassiarsuk est assurément le premier site de peuplement, bien que des questions subsistent. Il conclut en effet qu'« Il est remarquable – en fait incroyable – que très peu (voire aucun) d'objet trouvé à Brattahlið ne renvoie au style typique de la période viking médiévale. »⁸

Entre le début des fouilles sud-groenlandaises à la fin du XVIII^{ème} siècle pour trouver les vestiges du peuplement viking et l'établissement formel de Brattahlið à Qassiarsuk, plusieurs localités sont envisagées. Le village d'Igaliku, dont je reparlerai par la suite, et des sites épars progressivement excavés sont étudiés, pour finalement retenir Qassiarsuk dès les années 1930. Plus qu'une correspondance exacte entre les descriptions des sagas et la réalité des ruines, c'est la géographie que dessinent les différents vestiges qui aboutit à l'attribution de

7 McGovern Thomas H. « The Archeology of the Norse North Atlantic » *Annual review of anthropology*, Vol. 19, 1990, pp331-351, p332.

8 Vebæk Christen Leif « Narsaq – a Norse *landnáma farm* » *Meddelelser om Grønland, Man & Society*, 18, 1993. Published by The commission for scientific research in Greenland, p74.

Brattahlíð à Qassiarsuk⁹. En 1961 et 1964, la mise au jour d'une église viking dans le village nourrit cette théorie¹⁰, qui s'impose alors. Néanmoins, comme le souligne l'archéologue française spécialiste du peuplement scandinave du Groenland Émilie Gauthier, l'abondance des vestiges et les menaces qui les dégradent inégalement peuvent à tout moment mener à de nouvelles découvertes et à d'autres hypothèses. Les recherches sont en évolution et si Brattahlíð est aujourd'hui à Qassiarsuk, il pourrait demain être ailleurs¹¹.

Dans cette perspective, un article publié en 2010 s'intéresse à une théorie défendue par un archéologue habitant dans la région. Selon Ole Guldager, Brattahlíð serait localisée à Qinngua, une plaine située à moins d'une dizaine de kilomètres de Qassiarsuk. Il développe cette théorie en 2000, et bien que l'article « Was Erik the Red's Brattahlíð located at Qinngua ? A dissenting view » (2010) apporte un certain nombre d'arguments contre cette interprétation, elle existe toujours de façon minoritaire¹². Ainsi, même si Qassiarsuk est actuellement considéré comme le lieu initial de peuplement, des interrogations archéologiques subsistent toujours quant à des localisations alternatives, ce qui contribue à expliquer les doutes de Rasmus et Jesper.

Après la critique de quasi-despotisme que Rasmus adresse à Leif Vebæk, Jesper reprend la conversation. Il m'explique que plusieurs arguments soutiennent la théorie de Brattahlíð à Narsaq. L'un d'eux est plutôt connu car je l'ai retrouvé dans certains des articles mentionnés. Jesper me le présente en me demandant si je parle l'ancien islandais, la langue médiévale utilisée par les Vikings. Après un sourire il m'explique que Brattahlíð signifie « la pente raide » ou « la montagne raide ». Selon lui et son ami, ce nom a sûrement été donné à la colonie en référence à son environnement et à la topographie des lieux. Jesper me fait alors remarquer que Qassiarsuk est une plaine, uniquement entourée de collines. À ses yeux, s'il y a une description à ne pas faire de ce village, c'est de dire qu'il a des montagnes ou des pentes affirmées qui l'entourent. Par contre, Narsaq est bien connue pour les hautes montagnes qui dominent la ville.

Il enchaîne en disant que des ruines datées de l'arrivée des Vikings au Groenland sont présentes au niveau de la plage devant le musée, et à la pointe sud. Après recherches, cette seconde localisation s'avère être Saqqaq, le site qu'évoque Leif Vebæk dans l'article que j'ai cité. Rasmus ajoute que la diversité et la quantité de vestiges qui se trouvent à Narsaq attestent de l'importance du lieu dans l'histoire viking du Groenland. Jesper revient alors sur la saga trouvée en 2017, et me dit que Dyrnæs y est décrit comme un centre épiscopal de premier ordre. Le manuscrit préciserait que Brattahlíð est établi « au pied d'une montagne vaporeuse » (*steam mountain*). Il me questionne, « tu vois souvent le pic de la montagne à Narsaq ? » Et je dois reconnaître que non, car les montagnes qui avoisinent la ville sont toujours dans la

9 Edwards J.K., Schofield E., Arneborg J. « Was Erik the Red's Brattahlíð located at Qinngua ? A dissenting view » *Viking and Medieval Scandinavia* 6, 2010, pp83–99, p86

10 Edvardsson Ragnar « Archaeological Excavations at Qassiarsuk 2005 – 2006 » Náttúrustofa Vestfjarða NABO Grønlands Nationalmuseum & Arkiv, April 2007, NV.nr. 03-07, p6

11 Comm. pers. le 16/06/2021.

12 Edwards J.K., Schofield E., Arneborg J. 2010, *Op. cit.*

brume.

Cette brume qui entoure Narsaq cacherait-elle une histoire viking en quête de reconnaissance ? C'est la question que je pose à Jesper à la fin de son exposé sur les ruines de Dyrnæs et de ce qu'il estime être la mé-localisation de Brattahlið. Il répond positivement et me dit que si on creusait, on trouverait certainement les restes d'une église en bois telle que celles que construisaient les populations scandinaves médiévales. Son exposé a attrapé mon enthousiasme et je l'encourage à remplir une demande de fouilles pour le Musée national du Groenland. En tant que directeur du musée de Narsaq, son dossier aurait un poids considérable. S'il me répond réfléchir à cette possibilité depuis un certain temps, il est rapidement interrompu par Rasmus. Ce dernier me dit que plus personne n'ira excaver à Narsaq, car désormais l'histoire est scellée. Il me rappelle que l'Unesco vient tout juste de classer cinq sites sud-groenlandais à sa Liste du patrimoine mondial, vestiges parmi lesquels Qassiarsuk figure en bonne place en tant que Brattahlið. Cette nomination s'inscrit dans le processus de mise en tourisme que traverse la région depuis les années 2000 et qui s'appuie premièrement sur l'agropastoralisme présent et passé, rappelle Rasmus. Ce dernier et Jesper soulignent que les enjeux économiques sont désormais trop lourds pour changer « une narration ancrée à tellement de niveaux ».

Ils réagissent à mon étonnement en me disant que ce « récit de l'arrivée des Vikings » et de leur vie au Groenland a accompagné le développement du tourisme, qui constitue l'un des piliers économiques de la région. Ils précisent se désintéresser eux-mêmes de cet aspect de la situation et n'être qu'en recherche d'une « vérité » mais savoir, avec ce sujet précis, qu'ils se heurtent à des problématiques qui les dépassent. Alors que la discussion se tarit et que nous allons passer à autre chose, Rasmus rappelle à nouveau, « Si tu demandes à des gens de la région, tout le monde remet en question le fait que Brattahlið est à Qassiarsuk. »

Dans le cadre des recherches que j'ai menées pour approfondir les paroles des deux amis, je n'ai pas trouvé trace de la saga de 2017 à laquelle Jesper faisait référence. Je ne leur ai par la suite pas demandé la référence du document, car ce qui m'intéresse ici n'est pas la véracité des faits. C'est d'une part ce que cette controverse a généré pour ma posture de recherche sur le terrain. Elle m'a rendue alerte aux autres influences qui touchent la péninsule de Narsaq et contribuent à définir des lieux. Narsap Ilua n'est pas que minière, géologique, coloniale ou familiale. Elle est également archéologique et, je vais m'en rendre compte, politique. L'enquête pour comprendre ce site a ainsi dirigé mon regard vers les dynamiques régionales qui participent à la définition de Kuannersuit en tant que territoire d'extraction, aux moyens d'établissement et aux effets de cette partition. Cette direction de recherche a d'autre part mis en lumière les autres sphères d'influence du projet minier et révélé son agentivité régionale. Son empreinte se perçoit dans les mesures d'aménagement du tourisme, de l'agropastoralisme et des services publics depuis 2011. Le projet vient renforcer l'aménagement de la région entre terres d'extraction et terres à conserver entamé dans les années 1960.

2) La construction du tourisme sur la Terre d'Erik le Rouge : la catégorisation physique, administrative et idéologique de l'espace

La presqu'île qui abrite Narsaq et Qassiarsuk porte le nom officiel, cartographique, de « Terre d'Erik le Rouge ». Durant mes terrains, je n'ai cependant entendu cette dénomination que dans le cadre du tourisme. En dehors de l'adresse aux visiteurs, c'est à la « péninsule de Narsaq » que les habitants font référence. Dans cette expression réside pourtant l'entremêlement d'enjeux industriels et administratifs associés au statut des pierres. Les filons sont tous catégorisés entre minerais et vestiges, les premiers relevant des mines, les seconds des touristes. Dans cette partie, j'assemble des entretiens menés auprès d'habitants, d'acteurs touristiques et de visiteurs avec l'étude de politiques publiques pour comprendre la façon dont s'est formée cette exploitation des terres et le rôle qu'y joue le projet de Kuannersuit.

Des années 1960 à la fin de siècle : des liens économiques solides sur La terre d'Erik le Rouge

Comme je l'ai raconté au chapitre quatre, Narsaq voit un développement florissant de ses industries au milieu du siècle dernier. L'abattoir, les fermes d'élevage de renards, de chèvres et de porcs ainsi que la conserverie dynamisent la ville. À l'époque, la division administrative du pays est héritée de celle de la période coloniale, et Narsaq et Qassiarsuk sont rattachées à Qaqortoq, la capitale provinciale. En 2018, la directrice du musée d'histoire de Qaqortoq, Vivian Andersen, m'explique que cela fondait de forts liens entre les deux localités. Tuku, une employée avec qui je sympathise le temps de mon séjour, a également beaucoup à dire à propos de cette période. Ses parents lui ont raconté que l'on sentait la proximité entre les deux villes aux sons des cloches du bétail qui marchait dans la ville. Les espaces de pâture étaient plus vastes et, selon Tuku, on croisait des animaux partout. Aux musées de Qaqortoq et de Narsaq, on trouve des photographies de cette époque en noir et blanc. Certaines se concentrent sur le bateau qui allait récupérer le bétail pour l'emmener à l'abattoir. D'après Tuku et Vivian, ce bateau a été mis en place dans les années 1970, et avant c'est une plate-forme précaire qui assurait la traversée. J'ai trouvé des clichés de ces différentes embarcations qui témoignent des échanges entre Narsaq, Qassiarsuk et les fermes. Sur l'un d'eux une quarantaine de moutons sont regroupés sur une simple planche sans barrière ni protection autour. Des fermiers et des enfants sont également présents, et face à mes interrogations Vivian et Tuku me disent que cela nécessitait un gros travail technique, mais que tout se passait bien. Les trajets en bateau étaient néanmoins minoritaires et ne concernaient que les fermes éloignées par le fjord. Selon elles, les éleveurs amenaient le plus souvent le bétail par voie terrestre. C'est l'image d'une péninsule soudée par l'agropastoralisme qui se dégage de ces clichés et des paroles des deux femmes.

Au tournant de la Seconde guerre mondiale, le village de Qassiarsuk connaît également une période faste. Des familles s'installent régulièrement dans ce hameau fondé en 1924 où la population passe d'une dizaine à cent personnes en quatre-vingts ans, et le tourisme commence à se développer en parallèle. D'après Piitaaq Lund, dès les années 1960 le sud du Groenland est une destination touristique pour les Américains et les Danois¹³. Cette région est la première à accueillir cette industrie, et pour Vivian, l'hôtel de Narsaq construit en 1960 est le premier de la région. Les Danois fréquentent néanmoins déjà les lieux depuis plusieurs décennies dans le cadre de la colonisation, et l'étude documentaire que j'ai menée au musée de Qaqortoq témoigne de leurs séjours dans le Sud. L'album photo d'une famille d'administrateurs coloniaux retrace leur été passé en bateau en famille aux côtés d'autres personnes à la peau blanche qui les accompagnent, certainement des Danois travaillant dans la bureaucratie coloniale également¹⁴. Les clichés capturent leurs excursions en bateau, à la chasse, ou en randonnée dans la toundra. Selon Vivian, ces personnes ont popularisé la région en tant que destination touristique à une époque où le Groenland était surtout connu comme territoire arctique, avec l'imaginaire glacial qui l'accompagne. Au contraire, ils ont fait la promotion d'un Sud au climat tempéré l'été qui lui permet les cultures et le tourisme de plein air. Piitaaq Lund pense aussi que c'est la garnison américaine établie à Narsarsuaq durant la Seconde guerre mondiale qui a fait de la région une destination pour les États-Unis. Le Danemark était alors occupé par les nazis, et en vertu d'un accord diplomatique le Groenland est tombé sous l'autorité américaine. La ville aéroportuaire de Narsarsuaq, située en face de Qassiarsuk, a hébergé le commandement. Lors de ma visite du musée local, le directeur Ole Guldager m'a glissé durant notre entrevue que nous étions assis dans les mêmes chaises que celles qui avaient soutenu ces officiers. C'était d'ailleurs depuis la pièce où nous nous trouvions qu'une partie de la défense alliée avait été élaborée. Piitaaq pense que ce sont les retours d'expérience des soldats en régiment à Narsarsuaq qui ont amené des visiteurs. Il se souvient particulièrement de l'histoire tragique et bien connue d'une touriste américaine qui randonnait en itinérance et dont la trace a été perdue sur l'une des presqu'île du fjord.

Lors de ma visite à Narsaq, j'ai retrouvé dans un grenier qu'Oleeraq et moi rangions une ancienne brochure touristique de la ville. Elle date des années 1980 et nomme la route de gravier qui permet de cheminer de ferme en ferme entre Qassiarsuk et Narsaq *The Viking trail*, « le chemin des Vikings ». Je n'ai trouvé aucune mention d'une appellation pareille de nos jours, où cette route de graviers est localement connue sous le nom *tractor road*. Certains touristes l'appelaient « The farms' trail », en vertu de son utilité, et une française utilisait l'expression « le chemin des fermes ». À cette période la *tractor road* était donc présentée aux visiteurs comme attachée aux Vikings. Elle donnait l'image d'une péninsule entièrement habitée par cet héritage. Cela résonne avec l'appellation officielle de ce bras de terre désigné

13 Également souligné dans les documents étudiés pour ce chapitre : Albrechtsen, Bo *et al.*, *Management plan 2016-2020 – Kujataa, a subarctic farming landscape*, Greenland National Museum and Archives, Kujalleq Municipality, Ministry of Education, Culture, Research and Church, janvier 2016, p34 ; Vésteinsson, Orri, *Kujataa, a subarctic farming landscape*, UNESCO, Nomination Text, 2016, p108.

14 Je n'ai pas pu retrouver le nom exact de la famille, mais au regard des légendes internes à l'album Vivian Andersen pensait qu'il s'agissait certainement de la famille Laurent. L'album était indexé « Jhb+NA » sur la tranche.

sur les cartes comme « La terre d'Erik le Rouge ». Le tourisme qui se déploie alors est fait d'activités de plein air telles que la randonnée, le bateau, la pêche ou la chasse qui se déclinent à l'échelle de la presqu'île¹⁵. L'attraction phare de la région, les nuitées en ferme, se développe à ce moment. Il s'agit d'une randonnée itinérante de plusieurs jours durant laquelle des groupes d'une dizaine de personnes parcourent la *tractor road* d'exploitation en exploitation, passant la nuit dans chaque lieu. Les fermiers transportent les bagages en quatre-quatre et proposent parfois des activités. La dissémination des fermes sur l'ensemble de la péninsule fait de ce chemin un itinéraire complet auquel Narsaq et Qassiarsuk participent également¹⁶.

Après l'autonomisation du gouvernement en 1979, le pays engage une réforme territoriale. Narsaq est détachée de Qaqortoq et devient une commune à part entière, prenant Qassiarsuk dans son domaine. Si cette mesure renforce la collaboration administrative et politique entre les deux localités, leurs trajectoires économiques les divisent progressivement. En effet, Narsaq connaît au tournant des années 1980 désindustrialisation et abandon des expectatives minières. La conserverie ferme, les exploitations agropastorales sont éloignées de la ville et la mine de Kuannersuit est rebouchée. Piitaq Lund explique que le gouvernement lance alors une politique d'intensification de l'élevage qui se traduit par des investissements de modernisation des installations. Ces mesures se concluent par un échec et la production reste extensive mais elle améliore les revenus des résidents de Qassiarsuk. En raison de l'expulsion de cette industrie de la ville, Narsaq passe grandement au travers de ce mouvement. L'abattoir et la pêche y restent les deux principaux employeurs aux côtés de l'hôtel qui accueille toujours les touristes l'été. Ce moment est décisif pour Narsaq car cette configuration économique joue un rôle majeur au tournant de l'an 2000 en séparant progressivement les deux bourgs. L'agropastoralisme se rattache alors à Qassiarsuk, en dehors de l'abattoir qui reste à Narsaq, et le tourisme de Narsaq qui reposait sur le réseau agropastoral décline.

Les années 2000 : les Vikings s'installent à Qassiarsuk

En 2018, je rencontre Eda à Qaqortoq. Elle est islandaise et a emménagé au Groenland il y a une trentaine d'années. Elle venait en voyage et y a finalement passé sa vie, c'est pourquoi elle dit qu'elle comprend bien les voyageurs qui séjournent dans la région. Elle a longtemps travaillé dans l'industrie touristique, et elle co-anime désormais la filière d'études « Arctic Guide » implantée à Qaqortoq. C'est une formation qu'elle a créée autour de 2010 avec Rie Oldenburg, une archéologue danoise qui a également passé une partie de sa vie dans

15 Tommasini Daniela « Tourism, human capital and regional development in three communities in Greenland : Ukkusissat, Narsaq and Qaanaaq » *The Arctic Yearbook 2014*, 2014, en ligne

https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2014/Scholarly_Papers/12.Tommasini.pdf, p6-7.

16 À propos du tourisme agropastoral voir Steenholdt, N. C., et Chimirri, D. 2018, *Op. cit.*

la région. Les étudiants doivent maîtriser le groenlandais, le danois et l'anglais et y apprennent les bases de l'histoire sud-groenlandaise. Ils sont particulièrement formés à la période viking et à celle contemporaine. En juin 2018, je rencontre Eda pour la questionner sur l'industrie touristique sur conseil de ma logeuse. Avant même l'occurrence de la controverse de Narsap Ilua, celle-ci m'avait affirmé que pour comprendre l'agropastoralisme et les dynamiques économiques actuelles, il fallait aussi connaître l'histoire du tourisme. C'est ainsi qu'Eda commence par me dire qu'elle vit au Groenland par passion pour ce pays, et qu'« en tant que descendante des Vikings, [elle] en sai[t] quelque chose ! »

Je saisis cette mention pour souligner qu'il y a de nombreux vestiges dans la région, ce à quoi elle rétorque que c'est à Qassiarsuk qu'ils sont les plus impressionnants. Elle me dit que c'est son endroit préféré au Groenland et me le décrit comme « le jardin du pays ». Elle s'enthousiasme pour les plaines verdoyantes qui caractérisent le village l'été, et c'est rétrospectivement que je rapproche ses paroles de l'histoire viking. Il est en effet désormais bien documenté que le pays tire son nom de la publicité qu'en a faite Erik le Rouge au X^{ème} siècle qui, pour attirer des Islandais dans la colonie qu'il voulait fonder, a parlé de la « terre verte » qu'il avait trouvée. Les noms anglais et danois du pays, *Greenland* et *Grønland*, gardent les traces de ce descriptif médiéval. Eda associe ainsi directement Qassiarsuk à l'arrivée des Vikings, dans un écho avec le récit connu de leur implantation.

Elle approfondit en me disant qu'il est très agréable d'y séjourner et me conseille d'aller dans la petite maison que loue la famille Frederiksen, chose que je ferai en juillet 2018. Le « festival viking » organisé chaque année est selon elle le plus bel événement de la région : de grandes tables sont montées dans la prairie à l'entrée sud du village et des animations rythment la journée. Certaines années, cela a même lieu sur deux jours. Les habitants qui le souhaitent se déguisent selon la mode scandinave de l'époque, et Eda glisse qu'elle porte toujours une robe de tissu épais, une chemise claire aux amples manches et qu'elle se tresse les cheveux. Elle me dit que l'année passée il avait plu et qu'ils avaient alors monté des barnums pour accueillir tout le monde. Ce n'était pas pratique mais la joie était au rendez-vous. Le festival est le moment le plus convivial de la région selon elle, où de nombreuses personnes viennent pour passer un moment joyeux. Elle précise d'ailleurs que ce n'est pas un événement touristique mais local, pour s'amuser entre voisins. Parmi les occupations, elle se souvient d'un jongleur, des nombreux gâteaux à déguster en discutant, de la visite guidée des ruines, des chants et des danses. Elle ne parvient pas précisément à me répondre lorsque je lui demande depuis quand ce festival se tient – une dizaine d'année pense-t-elle – mais elle me dit que c'est à l'initiative de plusieurs personnes dont elle-même. Elle ne s'étend pas sur le sujet, et reprend quand je l'interroge sur la situation de Narsaq. Pourquoi cette ville n'est-elle pas aussi animée que Qassiarsuk par les Vikings ?

La réponse d'Eda à ma question commence par le fait selon lequel Qassiarsuk abriterait les ruines du premier peuplement Viking au Groenland. Elle sous-entend ainsi qu'il y a une continuité territoriale qui s'affirmerait dans le festival de Qassiarsuk. Elle me dit ensuite que la différence entre les deux localités se met surtout en place à partir des années 2000, lorsque les habitants de Qassiarsuk commencent à plus tirer profit de cette histoire. Les fermes qui accueillent les touristes se mettent à proposer des activités sur le thème nordique, et le développement d'autres prestataires concentre l'offre touristique à Qassiarsuk. Une entreprise de séjours itinérants désormais très connue se monte dans ces années-là et établit des partenariats uniquement avec les fermes qui jouxtent le village, avec des thèmes tournants tous autour de l'agropastoralisme passé et présent. Deux initiatives de cette époque ont aussi pour effet d'accroître la renommée du village : l'installation de trois reconstitutions juste à côté des ruines et leur inauguration retentissante. Elles sont visibles sur la figure dix-huit, photo que j'ai prise durant mon séjour à Qassiarsuk en 2018.



Figure 18: Le village de Qassiarsuk - les reconstitutions au premier plan
Source : Qassiarsuk en juillet 2018, photo de l'auteur.

Sur ce cliché les deux reconstitutions vikings sont au premier plan à côté de la maison rouge, et une troisième se trouve au second plan entre la même maison rouge et le bâtiment bleu (figure dix-huit). Dans cette perspective cette structure ressemble plutôt à amas de roches alors qu'il s'agit de la reconstruction d'une maison inuit du XVIII^{ème} siècle retrouvée dans

cette zone. Je vais uniquement me concentrer sur les deux reconstitutions vikings dans ce chapitre. Sur la gauche se tient une maison-longue (*longhouse*), l'habitat typique des Vikings lors de leur occupation de la région, et à côté c'est une très petite chapelle de bois entourée d'un muret de pierres. Elle a été élaborée sur le modèle de l'église de « Thjodhilde », excavée en 1961 et 1964¹⁷ et remodelée par un artiste. Lors de ma visite des lieux le guide m'a en effet expliqué qu'à l'époque les murets d'encerclement des églises étaient bien plus larges que celui qui a été construit pour l'église de Thjodhilde, et qu'il avait ici été réduit par envie esthétique. Ces deux bâtiments avoisinent les vestiges archéologiques qui sont accessibles sans barrière ou protection, et des œuvres d'art en fer forgé qui reprennent la sémiotique nordique sont accrochées à flanc de colline. Se côtoient ainsi des vestiges de peuplement viking passé, des reconstitutions qui visibilisent cette occupation et des œuvres qui la célèbrent.

Après quelques recherches sur internet, j'apprends que le projet à l'origine de l'église est une initiative islando-groenlandaise pour célébrer le millénaire de l'occupation viking du Groenland. L'église de Thjodhilde a coûté environ un million de dollars cofinancés par les deux gouvernements et son inauguration a donné lieu à une cérémonie à Qassiarsuk en présence du Premier ministre groenlandais¹⁸. Dans son discours, ce dernier a célébré la foi chrétienne que les Vikings ont été les premiers à apporter sur le continent américain, et particulièrement à Qassiarsuk en tant que site d'installation originel.

Quelques années après, la reconstitution inuit et celle de la maison-longue sont construites. Eda m'apprend que l'inauguration de cette dernière donne lieu à un événement particulier : la recreation de la navigation entre l'Islande et le Groenland dans un drakkar expérimental. L'équipage a fait la traversée en essayant de reproduire les conditions techniques et sanitaires de l'époque. Au musée de Qaqortoq, j'ai visionné une vidéo entrecoupée de photos prises à cette occasion. On y voit des habitants, dont certains déguisés, qui accueillent le drakkar construit pour l'occasion. Sur les images les œuvres en fer forgé sont déjà montées, mais je n'ai pu trouver aucune information précise à leur propos. L'ensemble des reconstitutions, des vestiges et du débarquement produit un effet très fort : il active la présence viking sur le territoire, que seuls les vestiges auraient pu auparavant suggérer. Par le biais des cérémonies, les ruines prennent un sens historique et diplomatique qui modifie leur valeur. Leur est publiquement attribué un héritage historique que le Premier ministre souligne et auquel les reconstitutions ajoutent une dimension de représentation. Personne ne peut alors passer à côté de cette histoire maintenant qu'elle n'est plus l'apanage du seul domaine archéologique. Par-avant la détermination des locaux à développer le tourisme viking, c'est ainsi une politique nationale qui semble impulser des activités spécifiques dans cette direction au tournant de l'an 2000.

17 Edvarsson 2007, *Op. cit.*, p7.

18 Nunatsiaq News « Greenland seeks to safeguard 1,000-year-old church », 11 mai 2021

En 2018, la personne qui me loge lors de mon séjour à Qaqortoq, Karen, me raconte de quelle manière « les Vikings sont devenus quelque chose dans la région », selon son expression. Elle se souvient qu'en 1995, elle et son mari, décédé depuis, se sont rendus dans leur maison secondaire, située dans un fjord voisin, pour superviser les travaux de raccordement à l'électricité du bâtiment. Elle souligne que ce moment était très attendu car la maison était isolée depuis plus de dix ans, et que c'est dans le cadre de la rénovation générale du réseau qu'elle y fut intégrée. Elle m'explique qu'alors que les ouvriers creusaient pour enterrer les câbles, ils butèrent sur de larges pierres. Rapidement, ce sont des structures qui apparurent et ils stoppèrent le chantier pour appeler le musée national, en accord avec la loi attachée aux vestiges archéologiques. Rie Oldenburg et d'autres personnes « importantes » de la ville se déplacèrent pour constater qu'il s'agissait de ruines médiévales, que Rie trouva tout à fait exceptionnelles. Karen s'exclame qu'« auparavant, on n'avait aucune idée que c'était là ! » Rie fit alors un lourd travail d'information et d'éducation à la préservation de ces pierres, et ce notamment en direction des agriculteurs. En effet, Karen souligne qu'ils déplacent souvent les pierres pour aménager leurs champs et que Rie s'était aperçue que de nombreux vestiges avaient été abîmés comme cela. Le travail de prévention et de documentation fut ainsi particulièrement important à Qassiarsuk. Karen conclut en riant que « maintenant on sait que c'est important et qu'il faut y faire attention, mais avant pour nous c'était juste des pierres ! »

Le récit de Karen m'apparaît central pour appréhender la mise en forme du tourisme au tournant de l'an 2000. À l'inverse d'Eda qui se focalise plutôt sur les initiatives des particuliers et la dimension identitaire de l'histoire nordique, Karen souligne les politiques de préservation qui encadrent depuis une cinquantaine d'années ces vestiges. En 1995, c'est l'intensification de ces mesures qui dynamise le tourisme. Placées dans la catégorie des objets à protéger, les pierres qui deviennent officiellement des ruines d'importance positionnent Qassiarsuk comme lieu d'exception. Il devient le porteur reconnu de Brattahlið à travers les ruines, les reconstitutions et la pratique actuelle de l'agropastoralisme. Il s'agit d'une mise en scène qui y renouvelle le tourisme et sur laquelle cette industrie va désormais s'appuyer. D'après Eda, des visites des vestiges et des reconstitutions sont mises en place très rapidement après leur construction pour promouvoir le site. C'est elle et Rie qui s'en chargeaient, et c'est d'ailleurs l'une des raisons qui les a poussées à créer la formation de guide arctique. Dorénavant cet ensemble est visitable d'avril à octobre et ce sont les jeunes diplômés qui s'en occupent. Les fermes font quant à elle bien plus usage de ce passé territorial. Piitaaq Lund m'expliquait ainsi que dans le cadre de l'hébergement touristique que lui et sa compagne proposent, ils ajoutent des randonnées équestres contées. Il y raconte un grand nombre d'histoires, allant de la cosmologie inuit aux sagas vikings. Au tournant des années 2000 se produit donc une jonction économique entre l'agropastoralisme présent et l'histoire de l'occupation viking du territoire à partir d'initiatives externes (gouvernements du Groenland et d'Islande, archéologues) et qui se solidifie ensuite au travers d'artifices touristiques. Ce mouvement va conjointement développer ce secteur et faire de Qassiarsuk un espace à protéger et présenter aux visiteurs.

Les touristes pour les uns, les mines pour les autres : catégoriser l'espace

Les reconstitutions de Qassiarsuk des années 2000 s'inscrivent dans un climat plus large de mise en valeur et de conservation des vestiges archéologiques au Groenland. En 2002, le partenariat que montent les gouvernements groenlandais et danois autour du projet d'inscrire cinq sites de la région Sud au Patrimoine mondial de l'Unesco en constitue la mesure phare. Il se traduit en 2003 par la candidature officielle de l'ensemble *Kujataa, a subarctic farming landscape in Greenland*, composé de vestiges des époques viking, inuit et contemporaine qui témoignent de l'occupation agropastorale sur ce territoire¹⁹. Durant plusieurs années les efforts se concentrent sur l'élaboration du dossier de candidature pour l'Unesco, et c'est à partir de 2011 que des politiques régionales autour de ces ruines sont promulguées. Le document *Management plan 2016-2020 – Kujataa, a subarctic farming landscape* édité en janvier 2016 revient sur ces mesures et propose un plan prospectif de développement pour les cinq sites classés²⁰. Son étude rend visible la mise en catégorie d'espaces au profit du secteur touristique ou du secteur minier, ainsi que la forme que doivent prendre ces industries. Les objectifs de la stratégie touristique établie en 2011 engagent en effet à :

« Promouvoir le tourisme comme activité commerciale à l'échelle de l'ensemble de la commune.

Promouvoir le tourisme à travers une image de marque des expériences uniques offertes par notre région, par exemple l'histoire nordique, Erik le Rouge, la calotte glaciaire du Groenland et l'île [des sources chaudes] d'Uunartoq.

Préserver et rendre visibles les bâtiments et les zones historiques des cultures nordique et inuit et, dans ce contexte, demander l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Faire progresser le concept touristique avec le développement de produits alimentaires locaux, en combinaison avec le tourisme. »²¹

Le tourisme s'affirme comme secteur solide à développer sur l'ensemble de la région Sud en s'appuyant notamment sur les ruines. En parallèle, le projet de construction d'une route reliant l'aéroport de Narsarsuaq aux localités voisines de Qassiarsuk, Narsaq et Qaqortoq est élaboré. Le but est de simplifier et augmenter les déplacements dans la perspective de la hausse de la fréquentation estivale. Lors de mes séjours, de nombreuses personnes font référence à ce projet qui, ils le savent désormais, ne verra jamais le jour.

19 Albrechtsen, Bo *et al*, *Management plan 2016-2020 – Kujataa, a subarctic farming landscape*, Greenland National Museum and Archives, Kujalleq Municipality, Ministry of Education, Culture, Research and Church, janvier 2016, p3.

20 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*

21 *Ibid*, p35, traduction de l'auteure depuis l'anglais.

En 2015, l'entreprise nationale Destination South Greenland est fondée avec pour objectif d'implémenter la stratégie touristique de 2011. Trois scénarios autour desquels construire l'offre régionale sont proposés. Le premier appelé « Les Vikings dans l'Arctique » s'appuierait sur les vestiges et l'histoire viking sur le territoire. Le second intitulé « Les fermiers inuit » mettrait en valeur la singularité de dimension pan-Arctique de la culture de la terre dans le Sud et développerait un agrotourisme basé sur les séjours dans les fermes. Le dernier, « Le cercle complet », serait un récit humaniste de la réunion entre les humains après leur migration d'Afrique, les Vikings arrivant de l'est et les Inuit arrivant du nord-ouest²². Je note deux points communs entre ces récits qui, d'une part, passent sous silence la période de la colonisation danoise, dont on voit pourtant les traces à travers par exemple l'architecture des villes. Ils mettent d'autre part tous en valeur l'occupation viking du territoire et l'agropastoralisme. C'est un assemblage des scénarios un et deux qui émergera des politiques touristiques progressivement implémentées. Parmi celles-ci, Qassiarsuk tient une place centrale en tant que zone la plus explorée et la plus visitée depuis de nombreuses années²³, mais également en vertu des vestiges protégés que le village abrite. Bien qu'en périphérie du tourisme, Narsaq va se trouver concernée par ces aménagements industriels par jeu de miroir. Une autre économie lui est dédiée.

Depuis 2011 la commune sud-groenlandaise est focalisée sur le développement du tourisme, mais elle met également tout en œuvre pour accueillir les entreprises minières. Ainsi, en 2014 la stratégie régionale affirme que

« La municipalité de Kujalleq sera la première municipalité à élaborer un cadre pour le secteur des ressources minérales en tant que nouvelle industrie en croissance. Les activités liées aux ressources minérales doivent non seulement soutenir le besoin actuel de développement, mais aussi constituer la base future du développement et de l'expansion. L'exploitation des ressources non renouvelables doit contribuer à une mise à niveau générale des qualifications des citoyens de la municipalité. »²⁴

Le secteur minier s'affirme comme la seconde industrie en développement. Comme le tourisme, elle est pensée de façon à porter la région sur le long terme, faisant des deux secteurs un tandem. À l'époque, la stratégie municipale souligne de plus que deux sites en projet pourraient aboutir, Kuannersuit et Killavaat Alannguat. S'il n'est plus besoin de présenter le premier, je mets néanmoins en lumière qu'il s'agit de la seule mention – ou presque – de la localité de Narsaq dans le rapport. Son espace est ainsi clairement appréhendé à l'aune de sa capacité extractive. Le second site, Killavaat Alannguat, est situé entre Qaqortoq et Narsaq à une dizaine de kilomètres du village d'Igaliku, présentement peuplé d'une vingtaine d'habitants. Ce projet a obtenu à l'été 2020 une licence d'exploitation et pourrait ouvrir ses portes dans les années à venir.

22 *Ibid*, p35.

23 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p69.

24 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p37.

En 2016, il en était au stade exploratoire, et il était déjà pris en compte dans les aménagements. Deux mesures sont alors prises pour encadrer la cohabitation entre le tourisme et les mines. Le plan de management des sites de l'Unesco explique ainsi que

« La délimitation des zones a été entreprise de telle manière qu'il est peu probable que l'exploitation minière potentielle à l'extérieur de la zone [classée] soit visible depuis l'intérieur des composants et qu'elle n'affecte pas la zone par la pollution. »²⁵

Les potentielles mines sont prises en compte dès l'élaboration de l'espace Unesco. Se comprend alors que l'un des points de sélection des sites a justement été de permettre l'harmonie entre ces deux industries, et que le fait ne pas voir les mines depuis les zones classées serait garant de cette cohabitation. La seconde mesure phare du rapport et bien connue des politiques de l'Unesco est la délimitation de zones tampons (*buffer zones*). La définition que donne l'Unesco de ces zones est large et adaptable à chaque contexte, mais l'institution affirme que la constante de ce procédé est de séparer des espaces²⁶. Les zones tampons sont pensées comme agents de médiation entre ce qu'elles encadrent et l'extérieur. Elles doivent à la fois enfermer et à la fois intégrer de façon fluide ce qu'elles renferment dans les territoires habités²⁷. Dans le Sud, aucun développement industriel n'est permis dans la zone tampon et les constructions sont soumises à de fortes régulations. Le rapport de management prend en exemple le site d'Igaliku. Ce village est situé de l'autre côté du fjord qui borde Narsaq au sud, à une vingtaine de kilomètres, et il abrite de nombreux vestiges vikings. Le plan de management précise que

« Par exemple, le flanc de la montagne d'Illerfissavik (Burfjell), en direction d'Igaliku, est inclus dans le bien afin de s'assurer qu'il ne peut pas être exploité pour l'exploitation minière ou d'autres activités qui peuvent être inesthétiques par rapport aux valeurs du patrimoine culturel d'Igaliku. »²⁸

Les montagnes qui entourent Igaliku sont ainsi extraites du commun et établies en tant que zones tampons pour protéger les ruines qu'elles environnent. Inversement, cette zone permet aussi le déploiement inaltéré du projet de Killavaat Alannguat, dix kilomètres plus loin. Cette mesure s'affirme ainsi comme garante de la partition entre ce qui relève de la protection et ce qui relève de l'extraction. Cette catégorisation n'est pas entièrement nouvelle comme le montre l'histoire de la montagne Kuannersuit que j'ai menée au chapitre quatre, mais l'aménagement d'espace à préserver et de zones qui les protègent a pour conséquence de la fixer. De plus, comme dans le cas de Kuannersuit pour le secteur minier, l'attachement aux ruines d'impératifs touristiques élève ces délimitations au niveau économique. Dans la région, devenir une zone protégée signifie intégrer la sphère touristique et profiter de ses retombées.

25 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p37.

26 Martin Oliver, Piatti Giovanna « World Heritage and Buffer zones » International Expert Meeting on World Heritage and Buffer Zones Davos, Switzerland 11 – 14 March 2008, publié dans *World Heritage paper*, 25, 2009, p17.

27 *Ibid.*

28 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p37.

Lorsque je séjourne dans la région en 2018, les conséquences de cette organisation se perçoivent dans les discours des visiteurs. Ils viennent voir les fermes, les ruines et l'environnement protégé, et sont nombreux à passer à côté de Narsaq sans la remarquer.

« Narsaq n'est plus que l'ombre d'elle-même » : la réforme territoriale de 2009

Un jour que je m'entretiens avec Oleeraq Nielsen au musée, il formule que « Narsaq n'est plus que l'ombre d'elle-même ». Par cette formule, il semble signifier que Narsaq a perdu une partie de son identité, qu'elle n'est plus entière et qu'elle n'est plus ce qu'elle était. Il évoque alors le passé industriel de la ville, la période de la conserverie de crevettes. Elle a fermé dans les années 1970, mais je sais qu'il fait aussi référence à d'autres mesures qui ont affecté la ville. Le projet minier, qui place une épée de Damoclès sur la montagne. Le tourisme, qui passe à côté de Narsaq. La réforme territoriale, qui déclassa la ville, selon lui. Oleeraq revient sur les années 1970 en évoquant le statut administratif qu'avait alors la ville, et l'autonomie dont elle jouissait. En effet, entre 1979 et 2009 Narsaq était le chef-lieu de la commune qui portait le même nom. Elle englobait alors Qassiarsuk, Igaliku, Narsarsuaq et les fermes alentours. D'après Oleeraq, la collaboration entre ces localités se passait très bien et cette commune était parmi les plus actives du pays. Ses armoiries étaient faites de deux crevettes, en référence à l'usine de la ville. En 2009, le transfert de nouvelles compétences au gouvernement du pays entraîne une politique de réorganisation territoriale qui revoit les prérogatives des villes de taille moyenne telles que Narsaq. Quatre municipalités sont créées, dont l'une d'elles est divisée en deux en 2018 amenant leur nombre total à cinq. À ce moment, toutes les villes sud-groenlandaises fusionnent au sein de la commune Kujalleq, qui prend le bélier pour blason. Cette figure est historiquement celle de Qaqortoq, qui devient le chef-lieu pilotant les villes de cette nouvelle région officielle. Oleeraq garde le souvenir du temps pré-2009 comme d'années fastes, en dépit des problèmes de chômage et de stagnation économique. Pour lui, la réforme du territoire de 2009 marque la fin d'une époque par le déclassement de la ville, situation qui n'a fait que se renforcer depuis lors par les politiques touristiques et minières.

Durant nos échanges, Oleeraq et Marianne ont tous deux pointé le problème de la gouvernance industrielle. Si leur critique s'adresse principalement au projet de Kuannersuit, elle concerne de façon plus vaste la réorganisation territoriale qui a mis entre les mains de Qaqortoq la gestion des développements massifs. Tous deux me disent à plusieurs reprises qu'il n'est pas correct que toutes les décisions relatives aux mines reviennent au chef-lieu. Selon eux, ce sont ces élus qui établissent les partenariats entrepreneuriaux, statuent sur les obligations de la compagnie, révisent les enquêtes ou encore accueillent la plupart des réunions d'information. Je ne reviendrai pas sur la véracité de ce discours, mais pointe plutôt le sentiment d'absence de souveraineté locale qu'il souligne. Pour eux, le projet est conduit depuis Qaqortoq et depuis Nuuk, phénomène qu'ils associent à la réforme territoriale de 2009. Ils vivent cette situation comme une injustice car ils estiment que c'est à Narsaq que ces

décisions devraient être prises. Si les problématiques de gestion locale dépassent le projet de Greenland Minerals, il faut souligner qu'il s'y insère et les exacerbe. Il apparaît comme un moyen supplémentaire *via* lequel Qaqortoq affirme ses compétences, et *via* lequel Narsaq adopte une position vécue comme inférieure au sein de la région Kujalleq. Cette situation renforce les effets d'attente, le sentiment d'immobilisme et la stagnation économique que j'ai décrits aux chapitres précédents.

Les critiques d'Oleeraq sur la réforme territoriale portent également à questionner l'effet du projet minier dans ce contexte d'organisation du territoire selon un tandem entre industries minières et touristiques. Ses caractéristiques en font le porteur idéal des ambitions extractives de la municipalité, qui ne cache pas son soutien à la compagnie entre 2009 et 2021. Dans la presse, le maire et ses élus évoquent à plusieurs reprises les avancées positives du projet ainsi que les échanges avec la compagnie entre 2016 et 2020. Le projet de Kuannersuit concrétise le projet porté pour la région par la nouvelle municipalité, et vient ainsi combler des attentes politiques. En cela, il a un effet de renforcement positif de cette administration, et il constitue un atout dans les réorganisations qu'elle entraîne depuis 2009. Ceci du point de vue économique, mais également politique en affirmant matériellement une domination administrative et territoriale sur Narsaq.

C'est Lasse Meyer, le directeur du musée d'histoire de Nanortalik, qui me souligne cette dimension régionale attachée au projet. En 2018, lorsque je conduis une recherche d'archives photographiques au sein de sa structure, il m'explique être arrivé peu de temps après cette réforme et en avoir senti les remous car, avant 2009, Nanortalik était également le chef-lieu d'une commune indépendante. De nombreuses personnes lui ont rapporté leur déception vis-à-vis des changements car leur ville leur semblait tombée dans l'ombre de Qaqortoq. Le soin apporté aux problèmes locaux n'est selon eux plus le même, et Lasse souligne que les questions industrielles sont dorénavant gérées à une échelle dont tous ne maîtrisaient pas les enjeux. Les négociations autour de Kuannersuit maintenues entre les instances de Qaqortoq et quelques élus locaux de Narsaq uniquement est une illustration de cette révision des échelons d'administration. Dans cette perspective, gouverner le projet minier et les montagnes de Narsaq apparaît comme un moyen d'affirmer le pouvoir de cette nouvelle entité municipale sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, Lasse Meyer m'explique que la révision administrative du territoire sud-groenlandais a aussi des effets qu'il qualifie d'« identitaires ». Il me dit que chaque ville pré-2009 avait une identité locale très marquée, qui passait notamment par son blason. Celui de Nanortalik était un dessin de trois ours, en référence au nom de la ville qui signifie « le lieux des ours », et il me rappelle que celui de Narsaq était la crevette, pour l'usine qu'elle abritait. Il souligne que les dialectes jouaient un grand rôle dans cette identification locale où chaque hameau avait sa particularité. Moi-même, lors de mes terrains à Nanortalik, Narsaq et Qaqortoq j'ai pu percevoir ces variations linguistiques. À Narsaq elles vont jusqu'à adopter

des dérivations verbales différentes de celles du groenlandais de l'ouest, qui est la langue nationale. Il s'agit donc d'un patois difficilement compréhensible pour qui n'est pas familier de son système verbal. Lasse me met également sous les yeux des photographies prises à Narsaq un jour de célébration, dans les années 2000. Le maire y est vêtu d'un large costume coloré et d'un haut chapeau qui rappelle la tenue des Cardinaux. La robe tombe jusqu'au pied et arbore les crevettes de Narsaq, le blason, entouré d'un bleu pastel. Il me dit que cette tenue était très importante dans la vie politique des localités et chacune en avait une différente. La tenue de Nanortalik, qui n'est plus en usage, est d'ailleurs précieusement conservée dans une salle de la partie administrative du musée. Elle est d'un tissu épais bleu, rouge et vert pastel qui capte le regard, et accompagnée d'un sous-pull blanc. Il me dit qu'il ne l'a jamais vue portée, mais qu'il la garde avec soin au cas où quelqu'un souhaiterait un jour la ressortir.

Ce détour par les souvenirs de caractéristiques locales qui sont revues me semble intéressant à penser dans le contexte d'industrialisation qui entoure Narsaq. La réorganisation territoriale a touché la ville alors qu'elle traversait déjà une période de ralentissement économique, à laquelle elle a combiné une révision administrative qui a été vécue comme un déclassement. Dans ce contexte, les aménagements touristiques qui la contournent et ceux miniers qui la ciblent apparaissent comme des instruments d'instauration d'un nouvel ordre. Je n'utiliserai pas le terme, trop large, d'« identité » auquel a eu recours Lasse Meyer au musée de Nanortalik, mais plutôt l'idée d'une spécialisation. Associées, les mesures de réorganisations territoriales et le projet spécialisent Narsaq et Kuannersuit au domaine minier. Ses terres sont exclues du réseau touristique et administrativement, intellectuellement, associées à l'extraction.

Les touristes sur les traces des moutons et des Vikings

En juillet 2018, le mois que je passe dans l'exploitation que m'a conseillée Eda me permet d'approcher le tourisme depuis la place de visiteuse. Je séjourne dans la maison Illunnguujuk, louée par la famille Frederiksen qui habite en bordure du bourg de Qassiarsuk. Cette famille possède une grande ferme de moutons et des chevaux, et s'occupe également des touristes l'été. Elle est la première étape du « Tour des fermes » car elle est située juste en face de l'aéroport de Narsarsuaq, porte d'entrée pour les personnes se ne déplaçant pas en bateau. J'y rencontre des groupes qui effectuent le tour conduits par un guide indépendant qui a son propre partenariat avec les fermes, d'autres par le biais d'un prestataire local. Dans ce cadre je sympathise avec une française d'une trentaine d'années qui m'explique en détails comment le tour fonctionne. Justine a acheté une randonnée itinérante de dix jours dans la région. À son arrivée à Narsarsuaq, Daniel, la personne de l'agence de tourisme, lui a donné des coupons (*voucher*) pour chaque nuitée dans une ferme ou un hôtel et chaque traversée en bateau. Il lui a également fourni des cartes avec les chemins et les indications pour les activités à faire ainsi que le programme à suivre. Tout était donc réservé à l'avance pour elle, et les seules dépenses restantes étaient celles de la nourriture. À notre rencontre, Justine me

demande de lui dire où se trouvent les moutons, qui sont pour elle l'attraction phare qu'elle vient côtoyer. Elle trouve « incroyable » que des « Inuit » vivent sur le territoire qu'occupaient « les Vikings ». Durant ce mois, j'entends à de nombreuses reprises ce diptyque d'Inuit et de Vikings auquel personne ne semble s'attendre mais que tous viennent observer.

Les vestiges vikings sont le second centre d'intérêt de Justine, qui ne tarit pas d'éloge sur les reconstitutions de Qassiarsuk. Fin juillet, je la croise de nouveau juste avant de prendre l'avion. Nos vols sont tous deux retardés en raison d'une tempête, et elle me raconte son voyage. Après Qassiarsuk elle a randonnée jusqu'à trois autres fermes, puis a pris le bateau jusqu'à Narsaq. Elle y a passé la journée à visiter le musée et a directement été transférée par bateau à Qaqortoq. Depuis le chef-lieu elle a rayonné jusqu'à d'autres vestiges vikings et est ensuite revenue à Narsarsuaq pour trois jours de randonnées et son vol retour. Elle se dit enchantée par les ruines et les nuits dans les fermes mais déçue par les propositions touristiques. Selon elle il y a « peu de choses à faire en dehors des ruines, et elles ne sont pas vraiment mises en valeur ». Plusieurs personnes partagent son avis, tout en tempérant sur le fait que ce sont aussi ces paysages agropastoraux et « naturels » qu'elles viennent chercher. Leur appétence pour les vestiges vikings, les fermes et les moutons entre en résonance avec la stratégie touristique qui tourne, depuis les années 2000, sur l'agropastoralisme à travers le temps sur ce territoire.

Narsaq est le plus souvent absente des itinéraires vendus par les opérateurs. Les seuls visiteurs qui y viennent sont ceux qui, comme Justine, font une escale le temps de parcourir le musée, ou font du canoë kayak pour aller observer la calotte glaciaire. Celle-ci tombe dans le fjord à une dizaine de kilomètres au nord de Narsaq et la ville constitue un point de lancement idéal. Durant mon séjour là-bas, je croise également quelques randonneurs qui arrivent de Qassiarsuk et sont autonomes. Ils n'ont pas acheté de tour à un opérateur, mais ce type de tourisme est extrêmement minoritaire. Ceux avec qui j'échange me disent passer par Narsaq comme point de chute avant de prendre le bateau, sans connaître particulièrement la ville. Ils sont d'ailleurs surpris lorsque je leur parle des ruines de Dyrnæs, devant lesquelles ils sont passés sans les remarquer. Moi-même, lors de ma randonnée, j'ai éprouvé des difficultés à les repérer car elles sont recouvertes d'herbes séchées et de terre. À l'office de tourisme, une maisonnette d'une dizaine de mètres carrés, l'agente d'accueil m'avait vaguement indiqué où se trouvait Dyrnæs mais aucune documentation n'accompagnait le site et il n'est pas balisé. Il n'y a pas d'installation à destination des visiteurs qui ne connaissent pas déjà les lieux, ou qui ne pratiquent pas le « Greenlandic way »²⁹. Sur place, un panneau d'explications est bien présent mais excentré du chemin et partiellement effacé par les intempéries. Aucun marqueur ne fait ressortir les vestiges du paysage, qui peuvent ainsi passer pour des pierres quelconques. Par curiosité j'ai également recherché les autres vestiges dont Rasmus et Jesper m'avaient parlé, sans parvenir à les trouver. Il faut ainsi une familiarité avec les lieux pour les déceler et y accéder, mais aussi que ces pierres soient mises en valeur et qu'une politique volontariste oriente les touristes vers elles.

29 Voir le chapitre cinq pour la définition de cette expression.

En effet, les vestiges dont me parlent tous les touristes sont ceux les plus connus, les plus visités chaque année et les plus étudiés par l'archéologie. Des dispositifs particuliers permettent aux visiteurs de s'y rendre et en font la publicité, les attirant ainsi vers ces lieux plutôt que d'autres. Les pierres de Dyrnæs ne disposent pas d'un tel outillage et elles constituent un détour uniquement pour ceux qui les connaissent déjà. Les vestiges de Qassiarsuk et ceux de Narsaq ne sont ainsi pas considérés de la même manière. Ceux de Qassiarsuk portent une histoire viking qui est matérialisée par les reconstitutions et par la renommée des vestiges protégés, que les visiteurs veulent voir. À l'inverse, ceux de Narsaq relèvent de l'impensé, et personne ne les connaît. Ils ne sont pas publicisés, révélant ainsi leur exclusion de la trame narrative que l'industrie touristique déploie et des espaces choisis pour l'incarner.

Eda me fait néanmoins remarquer un autre facteur à prendre en compte pour saisir la configuration actuelle du tourisme, les paquebots de croisière³⁰. Elle m'explique que s'ils amènent des visiteurs au pays, ils ne les incitent pas à consommer et n'emploient presque jamais les guides locaux. Les personnes n'utilisent ni les hébergements ni la restauration groenlandaise car tout cela leur est fourni sur le bateau. Même, ils font parfois des partenariats avec des prestataires privés basés au Groenland, qui proviennent eux-mêmes d'un autre pays. Tout cela engage une économie qui ne rapporte pas au Groenland mais aux entreprises extérieures. Cette nouvelle forme est fatale pour les localités « fragiles » telles que Narsaq, selon Eda. En effet, elle souligne deux impacts majeurs. D'abord, la taille des paquebots ne leur permet pas de pénétrer à l'intérieur du fjord, et ils n'atteignent ainsi pas Narsaq. Ils stationnent en face de Qaqortoq et sillonnent les eaux dans de petits navires ou des zodiacs jusqu'à des destinations précises, choisissant les sites les plus publicisés tels que Qassiarsuk. Eda affirme que ces expéditions ne se rendent plus jamais à Narsaq, alors qu'avant l'accès aéroportuaire plaçait la ville sur le chemin des visiteurs. Elle constituait un arrêt sur la voie maritime vers Qaqortoq, ou la voie pédestre depuis Qassiarsuk. Ensuite, les croisières diminuent la consommation sur terre des visiteurs car l'hébergement et les repas leur y sont fournis. Ne restent que les musées et les souvenirs à dépenser localement, mais ce type de biens est peu développé dans le pays. Dans le Sud, peu de magasins en proposent et aucun n'est localisé à Narsaq. C'est ainsi la concomitance entre la généralisation des croisières et le cap vers le tourisme historique agropastoral qui éloigne cette industrie de Narsaq.

30 À ce sujet voir notamment James Laura, Olsen L.S., Karlsdóttir A. « Sustainability and cruise tourism in the arctic: stakeholder perspectives from Ísafjörður, Iceland and Qaqortoq, Greenland » *Journal of Sustainable tourism*, Vol 28, n9, 2020, pp1425-1441 ; Pasgaard M., Fold N., Meilby H. et Kalvig P. « Reviewing tourism and natural resource research in the Arctic: towards a local understanding of sustainable tourism in the case of South Greenland » *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, Vol 121, n1, 2021, pp15-29 .

Depuis les années 1960 qui voient se développer un tourisme appuyé sur l'agropastoralisme, Narsaq et Qassiarsuk évoluent dans des directions différentes. Les deux villes constituent un binôme administratif et social jusqu'à la désindustrialisation de Narsaq. Au tournant de l'an 2000, l'attribution publique de Brattahlíð (le site d'implantation viking) à Qassiarsuk lui confère un rôle historique que le tourisme transmue en atout économique. Depuis une dizaine d'années, l'organisation de cette industrie autour de secteurs archéologiques protégés a pour conséquence de cimenter un parcours touristique, lui-même pensé pour s'accorder avec le secteur minier. Dans ce contexte, Narsaq est exclue des zones à préserver et dédiée à l'exploitation minière. En 2017, le classement à l'Unesco des sites vikings et agropastoraux solidifie cette partition dans un nouveau chantier industriel, la patrimonialisation des vestiges. La partie suivante explique ce mouvement et décrit des pratiques de résistance à Kuannersuit qui m'apparaissent comme des contrepoints aux politiques régionales. Repousser le projet passe par la revendication d'une autre organisation du territoire régional dans son entier.

3) Les pierres patrimonialisées renforcent les pierres minées

En 2017, le classement de sites sur la Liste mondiale du patrimoine de l'Unesco lance une dynamique d'industrialisation touristique qui passe par la patrimonialisation de vestiges choisis. Les mesures déployées amorcent l'approfondissement de la répartition des espaces entre extraction et préservation touristique. Dans ce mouvement, les initiatives déployées autour de Narsap Ilua et de Kuannersuit soulignent les effets de renforcement entre le projet et la touristification, mais également les nuances d'appréciation de cette dynamique industrielle. C'est le dessin d'un parc qui s'appuie sur la définition de ses terres et de ses pierres qui se profile.

Kujataa : a subarctic farming landscape in Greenland. Mettre en récit la région

Le titre *Kujataa : a subarctic farming landscape in Greenland* désigne les cinq sites groenlandais classés à la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Kujataa signifie « Le sud (du Groenland) » et lors de l'inscription en juillet 2017 l'ensemble a été renommé *Kujataa Greenland : Norse and Inuit farming at the edge of the ice cap*. Dans ce chapitre, j'utiliserai la première expression car c'est celle qui était en usage durant les terrains ethnographiques que j'ai menés. Je parlerai de plus de « l'ensemble Kujataa » ou « Kujataa » pour parler des cinq sites et du processus de mise en patrimoine.

Les cinq sites classés sont situés dans le Sud et entourés de rouge sur la figure dix-neuf, page suivante, qui est extraite du texte de nomination produit en 2016. Le premier site, Qassiarsuk, est le village de la péninsule de Narsaq que j'ai déjà plusieurs fois décrit (visible en figure dix-huit également). Le second site encadre le hameau d'Igaliku dans lequel vivent une vingtaine d'habitants à l'année, et dont la population triple durant la saison touristique. En plus des deux fermes qui y sont rattachées, une toute petite école d'une classe unique accueille les élèves de primaire et une boutique permet l'approvisionnement de première nécessité. Les troisième et quatrième sites ne sont plus habités mais ont été occupés par les Vikings et par des exploitations agropastorales désormais abandonnées. Le dernier site est celui de Qaortukuloq, qui englobe des vestiges de plusieurs époques ainsi qu'une ferme expérimentale.



Figure 19: Les sites sud-groenlandais classés à l'Unesco
 Source : Vésteinsson, Orri, *Kujataa, a subarctic farming landscape*, UNESCO, Nomination Text, 2016, p30.

Les cinq sites classés sont ceux précédés d'un chiffre sur la figure dix-neuf. Ces espaces correspondent à la catégorie de « paysage culturel » de l'Unesco, qui renvoie à « un exemple exceptionnel d'installation humaine traditionnelle, d'utilisation des terres ou d'utilisation de la mer qui est représentative d'une (ou de plusieurs) culture(s), ou d'interaction humaine avec l'environnement [...] »³¹ Selon les rédacteurs du document de candidature, historiens et

31 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p23.

archéologues scandinaves pour la plupart, la valeur de l'ensemble Kujataa tient à l'assemblage des époques viking et contemporaine à travers les traces et les pratiques agropastorales. Elle réside également dans la portée historique de ces vestiges qui témoignent, en l'état actuel des connaissances archéologiques mobilisées, de la première forme d'agriculture sur le continent américain³². Pour chaque lieu, c'est la cohabitation entre les restes archéologiques et les structures contemporaines, ou entre une pratique agropastorale (quelle que soit son époque) et l'environnement subarctique qui fonde la valeur de la zone et son paysage, d'après ma lecture du document. Pour saisir au plus près la consistance des développements touristiques autour de ces sites, je me suis intéressée à la manière dont ils sont présentés dans le document de candidature à l'Unesco. Il décrit les cinq zones, et argue de la nécessité de leur protection. Les pages qui suivent s'appuient sur ce rapport pour décrypter de quoi est constitué ce « paysage culturel » et analyser ce qu'il fait au territoire.

Je me concentrerai sur les zones de Qaqortukuloq, Igaliku et Qassiarsuk, visibles sur la figure dix-neuf. Le premier site est calibré de sorte à englober deux lieux principaux, la station d'Upernaviarsuk et l'église du XII^{ème} siècle appelée Hvalsey en danois et Qaqortukuloq en groenlandais. Le bon état de conservation de ce bâtiment dont restent les fondations et les murs qui s'élèvent jusqu'à plus de deux mètres sur les quatre côtés le rend relativement impressionnant³³. En groenlandais, son nom Qaqortukuloq signifie « la toute blanche », en référence à la couleur blanche qui couvrait à l'origine les pierres. À certains endroits, elle est toujours visible, et c'est d'après ce monument que la ville de Qaqortoq, distante d'une trentaine de kilomètres, aurait été nommée³⁴. Le second site majeur de l'espace Qaqortukuloq est la station d'Upernaviarsuk. Il s'agit d'une ferme expérimentale établie en 1950 qui a pour but de tester et développer de nouvelles variétés de fruits et légumes dans le Sud. Jusqu'au tour de l'an 2000 elle a surtout produit des navets et des pommes de terre qui étaient vendus dans les villages alentours, et depuis une vingtaine d'années elle cultive aussi des choux, de la laitue, de la rhubarbe ou encore des radis. En plus de son rôle alimentaire, Upernaviarsuk tient une place importante dans le développement économique du Sud car elle forme aux métiers agricoles. Elle héberge depuis quelques années un centre de formation où les étudiants apprennent à gérer potagers et champs, à utiliser les outils et à manier les finances d'une exploitation. Autour de ces deux sites qui constituent le cœur de l'espace Qaqortukuloq se trouvent des restes archéologiques des périodes viking, inuit (pré-coloniale), coloniale et contemporaine.

32 *Ibid.*

33 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p170.

34 *Ibid.*, p92.

L'intégration d'Upernaviarsuk tient également à sa dimension historique pour le passé récent de la région. En effet, le document de candidature mentionne qu'

« Upernaviarsuk n'est pas seulement un centre pour l'agriculture groenlandaise moderne, il est également lié à la réintroduction de l'agriculture au Groenland à la fin du XVIII^e siècle. Tuperna et son mari norvégien, Anders Olsen, auraient commencé à cultiver ici un élevage bovin et caprin en 1780. L'histoire non vérifiée raconte que les bâtiments ont brûlé en 1782, et en 1783, ils ont déménagé et ont commencé l'élevage bovin à Igaliku. Le fils de Tuperna et d'Anders, Johannes [...], aurait également cultivé à Upernaviarsuk pendant quelques années dans les années 1780 avant de prendre le relais la ferme de ses parents à Igaliku. »³⁵

Upernaviarsuk serait ainsi le lieu de réintroduction de la pratique agropastorale sur le territoire groenlandais, et ce par une personne originaire du Groenland et un administrateur en retraite. Si dès les premiers temps de la colonisation ces derniers avaient une basse-cour réduite et un petit potager pour la consommation des Danois, il s'agit avec Upernaviarsuk en 1780 du lancement d'un nouveau mode de vie pour les Groenlandais. Cette ferme est ainsi présentée comme le point de départ de l'agropastoralisme, mais également comme porteuse d'un avenir agricole à travers son rôle formateur et expérimental. La zone de Qaqortoq présente donc des caractéristiques de l'agriculture médiévale, coloniale et contemporaine qui inscrivent Kujataa tant dans l'histoire scandinave que dans celle régionale. La référence au nom de la ville de Qaqortoq, à l'implantation de cette production par Tuperna Olsen et son mari ainsi que le rôle formateur de la station d'Upernaviarsuk créent l'image d'une filiation de pratiques en cet espace.

Le rapport commence la présentation d'Igaliku par la description de son emplacement qui serait favorable à l'agropastoralisme. Sont mentionnés les trois fermes en activité et les vestiges de quatre exploitations agricoles médiévales. Les montagnes et les roches servent ensuite de liant entre les deux époques.

« Du côté nord, l'isthme et le site du manoir épiscopal [Viking] sont dominés par le massif, nu, de la montagne Illerfissalik, aride et balayée par le vent que les Scandinaves appelaient Búrfell. Le contraste entre le gris de la montagne et les plaines verdoyantes invite le visiteur à contempler les forces géologiques qui ont façonné ce paysage et constitue un brutal rappel des limites rencontrées par les agriculteurs nordiques et modernes de façon similaire. À présent, les basses-terres d'Igaliku sont un paysage complètement anthropisé. »³⁶

35 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p90.

36 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p70.

Cette citation établit un lien entre l'agropastoralisme passé et présent au travers des conditions environnementales qui seraient restées inchangées. La description des roches et des prairies soutient l'argument d'une continuité territoriale dans laquelle les mêmes difficultés seraient rencontrées « par les agriculteurs nordiques et modernes de façon similaire ». Le résultat de ce procédé rhétorique est la mise à niveau décontextualisée entre les deux époques qui seraient comparables, qui dialogueraient à travers le temps par le biais de l'environnement.

La seconde dimension mise en avant pour Igaliku est celle d'un dialogue s'ancrant également dans les restes archéologiques. Le rapport revient sur les ruines vikings qui sont présentes dans le hameau ainsi que sur les bâtiments actuels dont un certain nombre est construit avec des pierres rouges appelées *sandstone*, pierres particulièrement utilisées par les Vikings durant leur occupation³⁷. À Igaliku, les premiers habitants au XVIII^{ème} siècle ont démonté les restes de ces infrastructures pour construire selon leurs propres besoins, donnant au lieu une architecture singulière. L'église et ses bureaux adjacents sont ainsi bâtis en pierres rouges, avoisinés des habitations de bois coloré typiques du Groenland. Ces bâtiments de pierres sont qualifiés d'« historiques » par le rapport car ils tombent déjà sous une législation qui les protège. À Igaliku, ils seraient l'illustration d'une forme de permanence.

« Les bâtiments historiques [en pierres rouges] confèrent au hameau d'Igaliku un cachet au caractère unique et en font l'un des sites les plus distinctifs du Groenland. Ces bâtiments construits par les agriculteurs modernes avec des pierre sélectionnées et érigées par leurs prédécesseurs médiévaux reflètent de manière évocatrice les connexions et continuités entre l'agriculture médiévale et moderne. »³⁸

La *sandstone* serait ainsi le signe des relations qui continuent d'unir les Vikings et les fermiers groenlandais sur ce territoire. Ces pierres porteraient une façon de vivre et des relations entre les deux peuples. À l'instar de Qaqortukulooq, le site précédemment présenté, la dernière dimension mise en avant pour Igaliku réside dans l'histoire contemporaine du hameau. À la fin de la citation sur l'environnement il est précisé que « L'agriculture a été réintroduite ici en 1783, faisant d'Igaliku la communauté agropastorale la plus ancienne de la période moderne, et l'une des plus grandes. » Igaliku semble ainsi avoir traversé les siècles au travers de l'agropastoralisme et souligner par cela l'ancrage de cette pratique au territoire.

Qassiarsuk est le dernier site que je développerai pour cette démonstration. Il est d'abord introduit par son environnement favorable à l'agropastoralisme – comme Igaliku – puis par les fermes qu'il abrite actuellement. On apprend ainsi qu'il s'agit du second lieu de réintroduction de l'agropastoralisme et du plus important de nos jours. Une grande partie de la section est dédiée à la longue liste des vestiges archéologiques et il est conclu que Qassiarsuk est le lieu le plus documenté du Sud³⁹. Je suis surprise de constater qu'à aucun moment n'est

37 La sandstone d'Igaliku est un type géologique spécifiquement abondant dans cette zone. Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p72.

38 Vésteinsson 2016, *Op. cit.*, p72.

39 *Ibid*, p69.

rapportée l'hypothèse selon laquelle il s'agirait du site primaire d'implantation des Vikings, mais que cette conclusion arrive d'imprégnations diverses. Le terme Brattahlíð, qui désigne la première colonie viking, est mentionné sur les cartes à l'emplacement de Qassiarsuk, et un encadré rapporte des extraits d'écrits médiévaux qui ont trait à cette localité. Ils ne sont pas commentés en corps de texte, et provoquent un effet de recouvrement chez le lecteur. Cela donne l'impression d'avoir affaire à Qassiarsuk, alors qu'aucun lien direct n'est exprimé. Les citations sont les suivantes

« Erik le Rouge cultivait à Brattahlid. Il était tenu dans la plus haute estime et tout le monde s'en remettait à son autorité. *La saga des Groenlandais, 13thc. AD (Complete Sagas I, 20)*

Il y avait un homme nommé Sokki, qui était le fils de Thorir. Il vivait à Bratthlid au Groenland. Il était un homme très respecté et populaire. Son fils était nommé Einar, et était un homme prometteur. Le père et son fils avaient beaucoup de pouvoir au Groenland et étaient de grands dirigeants. *Le Conte des Groenlandais, 13thc. J.-C. (Complete Sagas V, 372)*

Il y a une grande ferme, qui s'appelle Brattahlíð où habite l'homme de loi. *Description du Groenland par Ívar Bárðarson, 14thc. UN D (Det gamle Grønlands beskrivelse, 28)* »⁴⁰

Par le biais de ce procédé rhétorique, Qassiarsuk devient Brattahlíð. Le village existe en tant que centre agropastoral présent et passé, mais également inscrit dans l'histoire de l'établissement contemporain de cette pratique. Ensemble, les sites de Qaqortukuloq, Igaliku et Qassiarsuk dessinent une région modelée par l'agriculture et l'élevage à travers les siècles, et qui continue à se déployer par cette pratique de façon privilégiée. Kujataa est le paysage d'une région homogène qui se pense par cette histoire et cette activité.

Si ce paysage s'appuie sur des traces d'habitat, des écrits médiévaux et des pratiques actuelles qui ont trait aux mêmes lieux, la filiation de pratiques et l'image homogène qui ressortent de Kujataa me semblent relever d'un construit. Pour saisir la forme paysagère proposée par l'Unesco, je me suis intéressée aux travaux de géographie de l'aménagement. L'ouvrage collectif *Le paysage, un projet politique*, dirigé par le professeur en géographie et spécialiste de la question Mario Bédard, explore particulièrement les problématiques liées aux constructions paysagères⁴¹. Le chercheur explique que le paysage relève autant du donné que du fabriqué. Selon lui, la géomorphologie, les pratiques territoriales ou encore les aléas créent des espaces que des personnes sélectionnent, pour des raisons diverses. Ceux-ci sont ensuite inscrits à des contextes économiques et sociaux qui déterminent leurs qualités singulières et les énoncent en tant que paysages⁴². Dans sa contribution à l'ouvrage, la politologue Hélène Hatzfeld, spécialiste des concepts pour analyser les représentations de l'espace, affirme dans cette lignée que le paysage est « une partie d'espace, découpée par notre regard, jugée naturellement belle ou « artialisée » par un aménagement. »⁴³ L'artialisation et l'aménagement

40 *Ibid*, p68.

41 Bédard, Mario (dir.) *Le paysage. Un projet politique*. 2009, Québec, Presses de l'Université du Québec.

42 *Ibid*, Introduction.

43 Hatzfeld Hélène, « Les enjeux du paysage » in Bédard, Mario (dir.) *Le paysage. Un projet politique*. 2009, Québec, Presses de l'Université du Québec, p313.

sont les moyens par lesquels le paysage choisi est démarqué par des acteurs, utilisé à des fins économiques, sociales, ou encore politiques⁴⁴. Tout espace peut ainsi être érigé en paysage, tant qu'il se démarque ou est démarqué de l'ensemble dans lequel il se trouve. En tant que sites archéologiques, environnementaux et agropastoraux, les cinq zones classées au patrimoine de l'Unesco me semblent relever de cette définition paysagère. Ils déploient un habitat singulier en Arctique et se démarquent en cela. Néanmoins, la sélection de ces zones – le « découpage » dans les mots d'Hélène Hatzfeld – passe sous silence d'autres caractéristiques du même territoire, et c'est dans ce choix que me semble résider la dimension construite du paysage Kujataa. Je note ainsi l'absence de référence aux villes de Qaqortoq et Narsaq, qui ont également connu l'agropastoralisme dans leurs enceintes. Les fermes Ilua Valley et Ipiutaq, qui dépendent de cette dernière, n'apparaissent pas sur ce tableau. Les ruines de différentes époques que recèlent ces villes sont également omises. Il apparaît donc que d'autres lieux qui possèdent les mêmes qualités que Qaqortukulooq, Igaliku et Qassiarsuk n'ont pas été inclus au paysage Kujataa. L'hypothèse que j'é mets pour comprendre cette sélection est celle de l'hétérogénéité industrielle des villes de Narsaq et Qaqortoq qui ne déploient plus l'agropastoralisme comme industrie principale, mais secondaire. Évoquer ces lieux amènerait à parler de la pêche, la chasse et des services publics, principaux employeurs de ces localités⁴⁵. Le paysage homogène, garant de la continuité agropastorale que représente Kujataa, serait ébranlé par une telle multiplicité de pratiques et la narration agropastorale serait moins uniforme. Cela entraînerait de plus une dissémination spatiale de l'information qui entrerait en contradiction ou modifierait le projet de protection, inhérent à l'approche de l'Unesco. Comment développer des politiques de préservation à l'échelle d'une région entière ? Pour que fonctionne Kujataa, ce paysage semble devoir être circonscrit et spatialement identifiable. En excluant cette diversité, les sites classés à l'Unesco font ainsi un récit choisi, cohérent et linéaire qui s'appuie sur l'idée d'une continuité temporelle au sein d'un territoire à l'environnement découpé. Depuis 2017, de nouveaux aménagements ont pour objectif de déployer cette image et ce discours à travers des dispositifs touristiques. Ils répondent à la politique de « tourisme culturel » plébiscitée par l'Unesco, et sont en train d'approfondir la répartition spatiale de la région.

Les pierres patrimonialisées légitiment la partition du territoire

L'anthropologue Saskia Cousin, spécialisée dans l'étude des formes du tourisme et des enjeux qui y sont attachés, explique que l'Unesco allie à sa démarche de conservation celle de mise à disposition touristique depuis les années 1950⁴⁶. Cette pratique qualifiée de « tourisme culturel » vise à éduquer les visiteurs et les habitants tout en protégeant des « patrimoines » qui sont jugés mondiaux – comme l'indique l'appellation officielle de Liste du patrimoine

44 *Ibid*, p314.

45 Site internet de la région Kujalleq https://www.kujalleq.gl/?sc_lang=da [Consulté le 13/07/2021]

46 Cousin Saskia « L'Unesco et la doctrine du tourisme culturel » *Civilisations*, 57, 2008, pp41-56, p44.

mondial⁴⁷. La chercheuse explique que le tourisme culturel est le biais privilégié par lequel l'Unesco déploie son action, mettant alors à l'honneur les notions de culture, centrale à cette institution, et de patrimoine⁴⁸. Selon Saskia Cousin, dans la perspective de l'Unesco ce patrimoine mondial désigne des objets « authentiques » qui concernent toute l'humanité. Au fil du temps, le vivant, la biodiversité et les pratiques immatérielles ont rejoint cette catégorie pour former les cultures que l'Unesco s'est donnée pour mission de préserver et présenter au monde⁴⁹. Depuis les années 2000, le tourisme culturel soutenu par l'Unesco doit être durable, concurrencer voir altérer le tourisme de masse, et encourager la diversité culturelle⁵⁰. En ce sens, il ne s'appuie plus sur des objets que l'institution jugeait comme universels et humanistes mais insiste sur les particularismes et les identités locales. Les cultures et les patrimoines promus doivent parler au monde tout en se déclinant de façon singulière⁵¹.

En demandant la mise en tourisme des zones classées, l'Unesco fait basculer la question patrimoniale dans les dynamiques nationales⁵². Les États, régions ou villes qui appliquent ces directives les adaptent à leur propre contexte, et la mise en valeur qui en découle s'affirme comme structurellement connectée aux configurations locales. Saskia Cousin dégage deux ordres différents de mise en valeur durant le processus de touristification culturelle. D'une part, les objets ciblés deviennent un capital sur lequel des retours d'investissements sont perçus, et ils prennent en cela une valeur économique. D'autre part, ils sont détachés des autres objets culturels qu'ils côtoient et gagnent, dans ce mouvement, une valeur patrimoniale⁵³. Cette seconde dimension appréhende le patrimoine en tant qu'objet construit, attaché à une situation qui lui confère cette qualité, rejoignant les perspectives contemporaines sur ce concept. Pour comprendre pleinement les deux ordres de mise en valeur que propose Saskia Cousin, il faut en passer par cette notion complexe.

L'historien Thibault Le Hégarat, qui a mené une recherche doctorale portant sur les représentations du patrimoine matériel français à la télévision entre 1950 et 2000, engage à porter un regard critique sur ce concept. À l'instar de Saskia Cousin, il souligne la pléthore d'usages de ce terme et distingue sa définition institutionnelle de sa définition analytique⁵⁴. En effet, dans l'historique de la notion qu'il mène il souligne l'absence de questionnement sur ce

47 Cousin Saskia, *L'identité au miroir du tourisme. Usages et enjeux des politiques de tourisme culturel*. Sciences de l'Homme et Société. Thèse de Doctorat. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2003, p227.

48 Berliner Davis et Chiara Bortolotto « Introduction. Le monde selon l'Unesco » *Gradhiva*, 18, 2013, pp1-17, p1 ; Maurel Chloé, « L'UNESCO entre européocentrisme et universalisme (1945-1974) », *Les cahiers Irice*, vol. 9, no. 1, 2012, pp. 61-72, p64.

49 Cousin 2003, *Op. cit.*, p238-244.

50 Cousin 2008, *Op. cit.*, p52.

51 *Ibid.*

52 Cousin, Saskia « De l'UNESCO aux villages de Touraine : les enjeux politiques, institutionnels et identitaires du tourisme culturel », *Autrepart*, vol. 40, no. 4, 2006, pp. 15-30.

53 Cousin 2008, *Op. cit.*, p48.

54 Le Hégarat, Thibault, « Un historique de la notion de patrimoine » 2015, halshs-01232019 [Consulté le 14/02/2022]

terme jusqu'au tournant des années 1990⁵⁵. Entre 1950 et l'an 2000 l'Unesco est l'organe qui se place au cœur de la définition du patrimoine et son usage se généralise dans les sciences et la société civile⁵⁶. Cet essor s'accompagne de l'intégration des objets immatériels à la fin du XX^{ème} siècle à la Liste du patrimoine de l'Unesco, et leur prise en compte dans la définition de ce terme⁵⁷. Cette catégorie qui s'intéresse désormais à de multiples supports renouvelle l'effort de définition. En 1994, les géographes Jean-Pierre Babelon et André Chastel produisent une large définition du patrimoine comme « tous les biens, tous les « trésors » du passé »⁵⁸, dans une volonté d'englober tout ce qui tombe sous son sceau. Les autres tentatives de définition, plus ou moins précises, garderont le même angle temporel : un patrimoine est un objet, matériel ou non, provenant du passé et auquel un sens présent est attaché⁵⁹.

Depuis les années 2000, la généralisation des politiques liées au patrimoine et l'augmentation du nombre de sites classés a entraîné un changement de perspective⁶⁰. Pour comprendre ce phénomène « au tout patrimoine », certains chercheurs le rapportent maintenant « à sa conséquence plutôt qu'à ses causes, c'est-à-dire en affirmant que le patrimoine est ce qui est jugé digne d'être conservé, connu, voire célébré, et transmis aux générations suivantes »⁶¹. La focale est ainsi inversée par rapport à l'Unesco, pour qui la valeur et la culture semblent intrinsèques aux objets que l'institution préserve. Dans cette perspective analytique, c'est au contraire sur les actions d'énonciation et de conservation patrimoniales que l'attention est dirigée. En 2013, les géographes Jacques Lévy et Michel Lussault définissent ainsi le patrimoine comme « ce qui est censé mériter d'être transmis du passé, pour trouver une valeur dans le présent [C'est] un ensemble d'attributs, de représentations, de pratiques fixé sur un objet non contemporain (chose, œuvre, idée, témoignage, bâtiment, site, paysage, pratique) dont est décrétée collectivement l'importance présente.»⁶² La dimension patrimoniale est ainsi perçue comme émanant des politiques qui l'entourent dans le présent, et non de qualités historiques ou culturelles qui seraient acquises au fil du temps. Dans leur continuité, Edith Fagnoni, géographe spécialisée dans la question des aménagements touristiques, affirme que le patrimoine est une construction sociale et politique fortement liée à la mondialisation de l'économie. Elle souligne que la reconnaissance patrimoniale constitue de nos jours un outils de construction incontournable des territoires⁶³.

55 Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p6.

56 Cousin 2006, *Op. cit.*

57 Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p8-9.

58 Babelon, Jean-Pierre et André Chastel, *La notion de patrimoine*, Paris, L.Lévi, 1994, p11

59 Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p8-9.

60 À ce sujet voir particulièrement Heinich N., 2009, *La fabrique du patrimoine : De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Maison des sciences de l'homme, coll. Ethnologie de la France ; et Fagnoni Edith « Patrimoine versus mondialisation ? », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 53 / 3-4 | 2013, mis en ligne le 02 juillet 2014, Consulté le 29 juin 2021, p5.

61 Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p10.

62 Jacques Lévy et Michel Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 2013, cité par Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p10.

63 Oster, Daniel, Compte-rendu du Cafés Géo du 11/12/2015, intervention de Fagnoni Edith « Patrimoine et patrimonialisation, de l'objet à la relation ». Disponible en ligne <https://cafe-geo.net/patrimoine-et-patrimonialisation-de-l-objet-a-la-relation/> [Consulté le 24/11/2020] ; Fagnoni 2013, *Op. cit.*, p2.

Dans ce cadre, le patrimoine représente l'image et les références avec lesquelles le collectif se construit, dans un dialogue économique permanent avec le global⁶⁴. Le patrimoine n'est ainsi compréhensible qu'en tant que mise en patrimoine qui prodigue des qualités spécifiques à des objets dans un contexte économique et social précis.

Ce regard sur le patrimoine en tant que processus socio-économique et moyen d'aménagement territorial renvoie à la situation sud-groenlandaise qui connaît, depuis 2009, une réorganisation régionale. Cette année voit la réunion de l'ensemble des localités sud-groenlandaises dans une unique municipalité, prenant Qaqortoq pour chef-lieu. Je le développerai par après, mais cette mesure a fortement déstabilisé la dynamique régionale. Les mesures qui encadrent la sélection des sites à l'Unesco apparaissent ainsi comme des actions de mise en valeur patrimoniale d'objets qui développent l'économie et fondent une trame narrative rassembleuse pour cette nouvelle entité territoriale. La jeune commune se donne un sens commun autour duquel bâtir une identité collective, elle organise ses espaces selon cette redéfinition, et en tire des bénéfices économiques par le biais du tourisme culturel. Ce mouvement crée aussi un engagement social autour de ces développements et enracine la région dans un passé et un avenir qui seraient partagés. La touristification constitue donc une industrialisation qui va au-delà du seul enjeu économique pour construire la région.

À l'aune de cette perspective sur le patrimoine, géographes, sociologues et anthropologues s'intéressent désormais aux processus par lesquels des objets deviennent patrimoines, mouvement appelé patrimonialisation⁶⁵. Le sociologue Emmanuel Amougou, qui mène des analyses critiques des architectures urbaines en portant une attention sur les valeurs politiques qu'elles transportent, définit la patrimonialisation comme un processus par lequel certains individus – qu'il qualifie de « légitimes » – confèrent à un ou des objets, matériels ou non, des propriétés et des valeurs spécifiques. Ces qualités sont ensuite partagées au collectif (la ville, la région, le pays...) *via* des mécanismes institutionnels et au travers d'actions de préservation. Selon lui, cette démarche prodigue aux objets devenus patrimoines une place particulière qui les « légitime » de façon durable⁶⁶. Emmanuel Amougou affirme que la patrimonialisation est un double mouvement qui à la fois confère des valeurs et des significations choisies à un objet, à la fois lui offre un statut spécifique que la démarche de conservation singularise et légitime. L'approche du sociologue articule ainsi la place et le rôle des objets patrimoniaux avec les contextes sociaux dans lesquels ils s'insèrent en portant le regard sur les rapports de domination qui peuvent émerger de telles configurations. Parmi ceux-ci, des hiérarchies administratives, économiques, sociales et politiques peuvent apparaître et réorganiser les rapports entre des localités ou en leur sein⁶⁷.

64 *Ibid*, p4 ; Di Méo Guy « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et Sociétés*, n° 78, 1995, pp15-34. ; Di Méo G., Castaigns J.-P., Ducournau C., « Territoire, patrimoine et formation sociospatiale » *Annales de Géographie*, t. 102, n° 573, 1993, pp472-502.

65 Le Hégarat 2015, *Op. cit.*, p10.

66 Amougou Emmanuel, *La question patrimoniale. De la « patrimonialisation » à l'examen des situations concrètes*, Paris, l'Harmattan, 2004, p25.

67 *Ibid*.

Ces considérations sur les effets de la patrimonialisation rejoignent les propos de Saskia Cousin, qui explique qu'un objet mis en patrimoine prend une valeur patrimoniale et économique notable. Dans cette perspective, la patrimonialisation du paysage Kujataa représente une industrialisation valorisante, qui hiérarchise les espaces Unesco comme plus importants que les autres. Ce paysage qui devient le socle sur lequel rassembler le territoire et le présenter aux visiteurs s'affirme comme emblème « légitime » – dans les mots d'Emmanuel Amougou – de la collectivité. Dans cette perspective, la protection des vestiges devient un devoir régional partagé auquel personne ne peut s'opposer. Cette logique qui devient règle de vérité impose les conclusions inverses pour les terres non sélectionnées par cette histoire hégémonique, qui deviennent de façon indiscutable des zones disponibles à l'exploitation minière.

Au regard de la carte des licences de prospection, d'exploration et d'exploitation minérales qui touchent toutes les terres non patrimonialisées, ce raisonnement me semble concerner l'ensemble de la région. Néanmoins, je n'ai enquêté que sur la montagne Kuannersuit pour cette démonstration. Le renversement logique que j'explique ne passe selon moi pas par des déclarations ou des mesures impératives et coercitives de la municipalité, mais par les effets de violence symbolique associés à la dynamique de patrimonialisation. D'une part, la distribution de légitimité de protection entraîne une logique du « mérite ». Tous les vestiges qui n'entrent pas dans le tourisme culturel n'ont pas accès à la préservation et tombent alors sous l'autre industrie d'avenir, les mines. Les « zones tampons » (*buffer zones*) que met en place la municipalité en accord avec la politique de l'Unesco visent à renforcer cette logique en assurant l'exclusion à la protection et la visibilité de la répartition. D'autre part, la violence symbolique s'exprime par l'engouement collectif autour de la touristification qui place les opposants à cette répartition en position minoritaire. Le discours autour d'un passé commun incarné par des pierres légitimes empêche l'émergence d'une autre trame narrative et d'une autre organisation administrative et territoriale. Et c'est justement sur ce point que la controverse autour de Narsap Ilua qui ouvre ce chapitre reprend sens. En questionnant la légitimité de la valeur attribuée à chaque site archéologique, Jesper et Ramus remettent en cause une organisation spatiale qui aménage toute la municipalité et, sur ce site, génère une contradiction flagrante avec le projet de Kuannersuit. Secouer ces dispositions, c'est simultanément mettre en doute la légitimité du projet de Greenland Minerals et l'attribution de cette zone à l'extraction.

Revendiquer les pierres de Narsap Ilua et de Kuannersuit : des stratégies pour ouvrir la voie à d'autres projets pour le territoire

À Narsaq, j'entends à deux reprises parler des pierres de Narsap Ilua. D'abord, avec Jesper et Ramus qui questionnent l'absence de mise en valeur. Ensuite, avec Marianne Paviassen qui me raconte comment elle essaie de tirer partie de la patrimonialisation pour faire barrage au projet de Kuannersuit. Récemment, j'ai à nouveau croisé les vestiges de Narsap Ilua dans une tribune d'opposition à Greenland Minerals. Bien qu'à chaque fois les liens entre les ruines et le contexte actuel soient maniés différemment, ils soulignent tous que Kuannersuit s'agence à un aménagement territorial dont il est à la fois le symptôme et un biais de renforcement.

Chronologiquement, c'est d'abord Jesper et Rasmus qui mobilisent Narsap Ilua. Après la soirée avec son ami, le premier me reparle de Narsap Ilua au détour d'un déjeuner. Nous discutons des sites classés à l'Unesco et Jesper s'emporte. Il estime que les mesures de conservation ne vont pas assez rapidement et ne correspondent pas aux besoins réels des vestiges et de la région. Il me dit à nouveau que Narsap Ilua devrait en faire partie. Si ce n'est pour la controverse autour de Brattahlíð, au moins pour la qualité des ruines, d'après lui. C'est à ce moment que je lui demande s'il a essayé d'intercéder pour les intégrer à la sélection, ce qui le conduit finalement à dire qu'il envisage de faire une demande de fouille auprès du Musée national. Il me dit que Rasmus et lui ont déjà essayé deux ans plus tôt, mais que personne n'a répondu à leur requête. Je ne sais s'il a depuis mis en application ce projet, mais il a en tous cas posté sur Facebook les photos de plusieurs excursions sur des sites vikings situés en périphérie de Narsaq. Durant notre échange, Jesper me dit ne pas comprendre pourquoi Narsaq est l'une des seules villes qui n'est pas mise en valeur pour ses vestiges. Il énumère ceux de la période scandinave, mais également les tombes et les maisons inuit localisées à Nuugaarmiut, à deux kilomètres au nord de la ville, ainsi que l'ancienne station météo et radio qui joua un rôle essentiel durant la Seconde guerre mondiale en contribuant à organiser la résistance. Il me dit que Narsaq a de nombreux « trésors » à montrer aux touristes et aux Groenlandais, mais encore faut-il que la région leur donne des moyens pour les mettre en valeur.

Il se rappelle aussi le festival « Vikings » qu'il coordonna avec Lasse Meyer, le directeur du musée de Nanortalik, à l'été 2016. Ils convièrent des artisans spécialistes de la pyrogravure et de la fabrication de bijoux selon les techniques médiévales. Des stands avec des animations étaient disposés à plusieurs endroits de la ville où les enfants pouvaient faire des jeux anciens, fabriquer des colliers de perle, déguster des gâteaux. Jesper se souvient avec beaucoup de plaisir de cet événement qui, d'après lui, anima la ville de façon intense. Il me dit que si cela était en priorité en direction des habitants, il faudrait ce type d'initiative durant toute la saison touristique pour faire de Narsaq un lieu vivant dans lequel les touristes aient envie de venir. Dans les mots de Jesper, la question viking apparaît comme un moyen de créer du dynamisme et de la collectivité au sein de Narsaq, mais également de lancer la ville dans la direction du

tourisme culturel. Pour lui, Narsap Ilua serait un centre d'animation idéal en raison de la « belle » localisation du site et de la qualité des ruines, mais également parce que c'est déjà un espace fréquenté par les locaux. Dans son propos, il articule les qualités qu'il reconnaît aux vestiges à la dynamique de patrimonialisation qui touche la région et à laquelle Narsaq s'intégrerait ainsi.

En mars 2021, à l'étude du processus de consultation autour du projet de Kuannersuit, je parcours les écrits de la population, tous accessibles depuis le site internet du gouvernement. Parmi les fichiers, je découvre un document au nom de Jesper. Sur quelques lignes concises, il demande si des mesures de conservation ont été prises au regard des vestiges, si oui par qui, et si la zone sera toujours accessible au public⁶⁸. Il interroge la possibilité d'une coexistence territoriale, perspective que d'autres ont transformée en outil politique.

Lorsque je m'entretiens avec Marianne Paviassen durant mon terrain à Narsaq en septembre 2019, nous discutons depuis déjà plus d'une heure lorsqu'elle oriente la conversation vers les ruines de Narsap Ilua. Elle me demande si je les ai aperçues aux abords du fjord. J'ai dîné quelques jours auparavant avec Jesper et Rasmus qui m'ont donné leur avis sur la controverse de Brattahlið, alors cette évocation me met en tension. J'acquiesce, bien que je n'aie fait que les apercevoir de loin lors de ma randonnée. J'y retournerai ensuite pour me rendre compte de l'étendue du site. J'évoque la question de la zone d'implantation originelle des Vikings, ce à quoi elle rétorque en disant qu'elle en a aussi entendu parler. Elle ne s'attarde pas une seconde sur la question des Vikings ni de leur site d'arrivée, et embraye sur le contact qu'elle a établi avec des agents de l'Unesco. Elle me dit qu'au regard du contexte actuel, si ces ruines étaient ajoutées à Kujataa, cela entraînerait des mesures de prévention qui stopperaient assurément le projet minier. C'est pourquoi elle essaye de créer une dynamique institutionnelle autour de Narsap Ilua. Je la questionne sur l'état du dialogue avec l'Unesco, et c'est ainsi qu'elle remonte aux premiers jours de son initiative.

Elle a d'abord contacté les éleveurs de Qassiarsuk pour qu'ils fassent la démarche de demande d'inscription de Dyrnæs ensemble, ce qu'ils ont refusé. Selon elle, ils ne voulaient pas participer à ce mode d'action car les Vikings sont très importants pour eux. Ce sont les reconstitutions que les visiteurs viennent voir chaque année, et les ruines de Narsap Ilua pourraient leur faire concurrence. Marianne a été déçue de cette réaction mais cela ne l'a pas découragée et elle a monté un dossier toute seule. Elle a téléchargé les rapports de fouille qui sont accessibles depuis la page internet du musée national du Groenland, et a écrit une lettre de contestation. Sa missive exposait que Dyrnæs devait être inclus à la sélection car il s'agissait d'un site d'importance historique. Elle me dit qu'elle s'est appuyée sur les études menées dans les années 1980 par Leif Vebæk, ainsi que celles conduites en 2010 par le musée national sur demande de Greenland Minerals, en accord avec la législation groenlandaise. La loi impose en effet un travail d'archéologie préventive avant tout chantier d'ampleur, comme

68 Naalakkersuit « Hringssvar vedr Jesper Stormly Enevoldsen vedr Kuannersuit Kvanefjeldet » Réponse à la consultation pour le projet de Kuannersuit, février-août 2021.

ceux des mines⁶⁹. Comme à la lecture d'un roman d'action, je lui demande comment a réagi l'Unesco. Elle me dit, un peu dépitée, que l'agent l'a remerciée pour sa démarche tout en l'orientant vers le musée national du Groenland. Il lui a expliqué que ce type de demande devait passer par des organismes et non par des particuliers, et que deux options s'ouvraient au musée. Il pouvait soit faire la demande d'extension officielle des sites classés auprès de l'Unesco, soit intégrer Narsap Ilua directement aux mesures de conservation en précisant néanmoins que ce site là n'était pas classé. Marianne me dit avoir transmis cet échange ainsi que le dossier qu'elle avait monté au musée national, mais n'avoir reçu aucune réponse de leur part. Elle a un petit rire en clôturant le sujet avec la formulation « de toute façon, ils s'en fichent. »

Durant l'échange, je n'ai rien ajouté à sa conclusion car je n'ai su l'interpréter. Qui s'en fiche, et de quoi ? Sont-ce les administrateurs du musée qui se fichent des ruines ? Ou bien qui se fichent de son opposition au projet ? Sont-ce les employés de l'Unesco ? La difficulté d'interprétation est un autre indice de l'intrication entre le projet minier et le processus de patrimonialisation. Ils sont suffisamment distants pour s'établir en dehors de tout contact et dans l'indifférence l'un de l'autre, mais sont liés par les dynamiques territoriales qu'ils activent et, selon les habitants, relèvent de la complémentarité ou de la contradiction. Si pour Jesper il s'agit d'articuler plusieurs industries, Marianne instrumentalise au contraire l'engouement pour les Vikings pour faire basculer les terres de Narsaq dans un autre régime d'exploitation. La prise de valeur patrimoniale ferait passer la qualité économique des pierres depuis celle de minerai à celle d'héritage culturel.

La stratégie de Marianne contre le projet a été reprise en 2021 par la section danoise de l'association environnementale Les amis de la Terre. Cette structure est en lien avec l'organisation groenlandaise de lutte contre l'uranium Urani Naamik depuis 2016, et elle participe en février 2021 au forum mondial de l'Unesco sur la patrimoine classé. Sur son site internet, j'ai trouvé le PowerPoint de la présentation, intitulé « Les menaces pour le patrimoine classé à l'Unesco Kujataa »⁷⁰. Les dangers listés sont uniquement d'ordre minier. Une carte qui figure toutes les licences minérales de la région sud-groenlandaise est reproduite, montrant le même territoire couvert de carrés avec des codes pour les désigner que celui que j'ai vu à plusieurs reprises durant mes recherches. Le groupe précise que deux projets, celui de Kuannersuit et celui de Killavaat Alannguat, sont à craindre particulièrement. Il explique qu'aucune mesure de cohabitation n'a été anticipée pour les ruines et préconise une stratégie centrée sur Narsap Ilua. Une carte de la région figure l'ajout de ces ruines aux sites classés avec une zone tampon qui intégrerait la montagne Kuannersuit en entier (*buffer zones*)⁷¹. Ainsi, le territoire de Narsaq tomberait sous la patrimonialisation et échapperait à la mine.

69 Knudsen, P.K., Madsen C.K., Myrup M. « Archeological survey Narsaq 2010 » Nunatta Katersugaasivia Allagaateqarfialu (Musée nationale du Groenland et Archives), 2010, Nuuk, p2-3.

70 Hooge, Niels Henrik « Threats to the Kujataa UNESCO World Heritage Site » NOAH Friends of the Earth, Denmark's Uranium group, 9th International NGO Forum on World Heritage, 24 February 2021

71 *Ibid*, p21.

À la lecture de cette stratégie qui reprend la tactique de Marianne, je me demande si les ruines de Narsap Ilua auraient bénéficié d'une telle attention si elles n'avaient pas côtoyé une montagne en tension. Ce questionnement lui-même souligne l'articulation entre l'agentivité même du projet de Greenland Minerals et la programmation industrielle pour le territoire sud-groenlandais. Narsap Ilua ne serait pas mobilisé au forum de l'Unesco si la patrimonialisation n'était pas en cours, et la zone tampon du site ne s'éloignerait pas dans la montagne jusqu'à cinq kilomètres si le projet ne posait pas son empreinte.

À côté de Narsap Ilua, la montagne même de Kuannersuit donne lieu à une revendication divergente qui exprime toutes les nuances de la situation. Loin de vouloir protéger ou dynamiter à grande échelle, Oleeraq, l'adjoint au musée de Narsaq que j'ai déjà présenté dans d'autres chapitres, voudrait voir une exploitation de tugtupites se déployer. En l'état, c'est le projet de Greenland Minerals qui condamne son propre projet minier. En effet, les tugtupites se trouvent au sommet de la montagne Kuannersuit, et il est également possible d'en collecter du côté du lac Taseq. Cette pierre fait partie de la vie de Narsaq et s'intègre au régime commun que j'ai décrit au chapitre quatre. En 2018, Oleeraq me raconte que le Conseil de village – relais local de la mairie – envisage depuis plusieurs années de développer la taille et la vente au niveau industriel. L'idée est de multiplier le nombre de licences à petite échelle pour augmenter la production, voire de former des artisans. À l'heure actuelle, on compte trois détenteurs de permis qui ont un droit de collecte sur un kilomètre carré de tugtupite chacun⁷². L'ambition d'Oleeraq est de créer un marché de ce minerai pour l'ériger au rang de spécialité de Narsaq. Cela est déjà le cas au niveau local car des artisans la taillent et la polissent depuis les années 1980 m'explique-t-il (en détenant des licences ou non), mais ce que le Conseil de village envisage est d'appuyer la publicité et l'attractivité de la ville sur ce savoir-faire. À cet endroit, les atouts ne manquent pas. Narsaq est en effet l'un des trois uniques espaces au monde où cette pierre semi-précieuse est présente, les artisans la manient depuis de nombreuses années, et elle constitue un marqueur identitaire de la ville au niveau national. De plus, depuis 2017, le gouvernement du pays, par le biais de ses institutions, a aussi lancé une politique de développement de l'artisanat minier. Dans ce cadre, il promeut particulièrement la tugtupite en tant que nouveau joyau qui aurait toutes les chances de trouver une place sur le marché international. Leur ambition est de faire de ce minerai une marchandise destinée aux marchés national et touristique, ainsi qu'à l'exportation. La tugtupite de Narsaq serait le chemin d'intégration de Narsaq dans une industrie qui ne serait plus à grande échelle mais locale, et qui transporterait avec elle bien plus que ses seules qualités géologiques.

En effet, la tugtupite nous renvoie à l'histoire de Narsaq en tant que centre industriel du XX^{ème} siècle. Elle évoque le travail d'usine et les compétences ouvrières qui passèrent par les mines et les ateliers de poissons dès la fin du XVIII^{ème} siècle. Cette pierre incarne aussi des relations au territoire qui ne s'épuisent pas, dans lesquelles des rennes peuvent s'abreuver sur un site d'extraction. Vendue dans les ateliers de Narsaq et de Qaqortoq comme à l'aéroport de

72 Portail de l'autorité minière groenlandaise : <https://govmin.gl/local-mining/small-scale-mining/guidelines/>
[Consulté le 01/07/2021]

Narsarsuaq, la tugtupite parle de cohabitations industrielles qui ne s'écrasent pas les unes les autres. Présente dans des foyers de Nuuk et de Qaqortoq, elle met en lien les localités et décline la spécificité de Narsaq dans une région qui se construit sur la répartition territoriale. Face à l'industrie des projets à grande échelle qui monopolisent des espaces les laissant inutilisables et à la patrimonialisation qui implante un format touristique stéréotypé, la tugtupite propose une troisième voie qui à la fois replace Narsaq dans les dynamiques régionales, à la fois répond aux envies des résidents. Pourtant, les entretiens que je mène en 2018 et 2019 sur la touristification ainsi que mes recherches documentaires complémentaires font état d'une intensification de la répartition industrielle. Un parc touristico-minier se dessine dans le sud du Groenland.

Le parc et ses périphéries industrielles, perspectives de l'exploitation

En 2018 et 2019, je séjourne dans la région et je suis témoin des aménagements touristiques qui entourent les sites classés. En plus de ces observations, des acteurs du secteur me décrivent certaines mesures en cours d'implémentation ainsi que les projets en cours. Ces installations correspondent au programme établi par le *Plan de management*, document qui prescrit le développement du tourisme culturel lié à l'Unesco. Lors de l'entretien que je conduis avec Eda, celle-ci m'explique que le classement à l'Unesco constitue un véritable coup d'accélérateur pour la région. Non seulement il donne un point d'appui aux investisseurs locaux qui nourrissent cette branche, mais en plus il offre une publicité de dimension internationale. Elle souligne que « maintenant, les Vikings du Groenland vont enfin être connus ! » A travers l'étude de ce *Plan de management* et des aménagements envisagés, une structure se clarifie autour du récit de Kujataa. Cette histoire légitimée par l'Unesco et la patrimonialisation serait le cœur d'un parc soutenu par les bénéfices touristiques et, dans l'ombre, les profits des industries extractives.

Eda m'explique que l'attraction phare qu'elle voudrait voir mise en place est un tour en bateau qui recréerait l'arrivée des populations scandinaves sur l'île. Ce bateau arriverait depuis la mer et sillonnerait les fjords « à la recherche du meilleur emplacement, comme à l'époque ! » Après quelques détours il s'engagerait dans le fjord Tunulliarfik (figure dix-neuf), qui longe Narsaq jusqu'à Qassiarsuk, son premier arrêt. Une fois les visites du village, des ruines et des reconstitutions effectuées, la navigation reprendrait vers les autres sites, Eda listant alors Hvalsey et Garðar. Elle emploie les termes islandais pour les désigner, peut-être en référence aux ruines, peut-être parce qu'elle est elle-même islandaise. Elle ne sait pas quel format serait le meilleur, entre un itinéraire à la journée ou avec des nuitées. Pour la seconde configuration elle pense que l'hébergement pourrait se faire dans des fermes, lorsque cela est possible, et en bivouac à côté des vestiges si les aménagements Unesco le permettent. Elle estime qu'il y a une vraie demande pour ce type d'attractions qui allie une découverte

« historique » à une expérience « hors du commun » telle que le bateau ou le bivouac. Elle souligne que ce projet est solide et qu'elle a déjà commencé à le mettre en place à travers des partenariats avec des prestataires touristiques et des habitants de Qassiarsuk. « D'ailleurs, me dit-elle, la route maritime qui fait Qassiarsuk, Garðar [Igaliku] et Qaqortoq est déjà celle qu'empruntent plusieurs compagnies. »

Cet itinéraire m'a été décrit par d'autres voyageurs qui le suivaient, parfois dans un ordre un peu différent, mais toujours avec Qassiarsuk en point de départ. L'important, pour les prestataires, semble de suivre l'histoire largement répandue du débarquement scandinave dans ce village. Il est ainsi intéressant de constater que l'attraction qu'Eda propose s'appuie sur la narration instituée depuis deux décennies et bénéficie de la dynamique Unesco pour être mise en place. Cela indique que loin d'une implémentation menée depuis l'organe extérieur que constitue l'Unesco, la touristification est conduite par les acteurs locaux et s'ancre dans des récits endogènes qui tirent parti de l'inscription au Patrimoine mondial.

Eda ne me dit pas quels aménagements de ce parcours elle a en tête, mais elle précise qu'elle est en contact avec la *ranger* qui a été employée par la municipalité pour élaborer concrètement son idée. Je suis surprise par l'emploi de ce terme car, même si nous échangeons en anglais, elle utilise jusque-là les expressions « arctic guide », « contractor » ou « businessman » pour parler des professionnels du tourisme. Je la questionne alors sur cette *ranger*, et elle m'explique que la commune a spécialement embauché une personne à la formation américaine pour prendre en charge le développement des sites Unesco. Leur idée est de copier le modèle des parcs nationaux nord-américains qui, selon Eda, constitue une belle illustration d'un tourisme qui respecte l'environnement et les cultures tout en générant des profits. Pour elle, un tel programme annonce un bel essor économique pour la région.

Le stade peu avancé des développements ne permet pas encore d'analyser le type de tourisme qui se déploie autour de Kujataa, par contre, l'emploi de la *ranger* m'apparaît important à souligner car il témoigne d'une direction prise pour cet espace. En suivant la perspective des parcs américains, les ruines et les fermes concernées vont être touristifiées de façon unifiée. Kujataa ne sera pas un assemblage de sites qui se côtoient, mais très certainement une forme de parc. Un espace dans lequel ces sites seront reliés, et qui incarnerait de cette façon un paysage homogène. En ce sens, la tâche la plus importante qui repose sur les épaules de la *ranger*, selon Eda, est de concevoir un système de visite des ruines scandinaves mieux organisé qu'à l'heure actuelle. Elle me dit en riant qu'elle entend par là une manière de rendre payants des transports, des entrées, des visites guidées et des souvenirs pour les voyageurs⁷³. Il s'agit donc d'une entreprise d'harmonisation économique des sites. De nos jours, les modalités de visite n'entraînent que des retombées modérées à l'échelle de la commune, et tous les sites ne sont pas visitables. En effet, seules les trois zones principales de Qaqortukuloq, Qassiarsuk et Igaliku reçoivent des visiteurs. Chacun peut d'abord se rendre sur les sites avec sa propre embarcation car aucun droit d'accès n'est exigé. Sur place, aucune clôture ne barre l'accès aux sites. Ensuite, il est aussi possible de se mettre d'accord sur un prix avec un pêcheur qui transporte les personnes, pratique que tous ceux avec qui j'ai

73 Ces éléments se retrouvent aussi dans le rapport Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p49.

échangé avaient l'habitude de faire. C'était devenu courant depuis quelques années et constituait une source de revenus supplémentaire. Les touristes peuvent pour finir passer par un prestataire, et les conditions de visite varient alors. Cette dernière solution est liée aux croisières qui sillonnent de plus en plus les eaux groenlandaises qui, comme je l'ai expliqué, génèrent paradoxalement une baisse des revenus régionaux. Eda me dit donc que l'un des défis pour la *ranger* est de créer un mode de visite qui soit restrictif, génère des bénéfices pour la commune et les locaux, et uniformise l'accès et la présentation des sites classés. L'un des outils phare de cette ambition est la construction de *visitor centers*.

Le *Plan de management* des vestiges élaboré en 2016 pour la commune liste trois mesures de mise en valeur des sites pour reconfigurer les modalités de visite. La première consiste à clôturer les ruines pour éloigner les touristes et éviter les dégradations, créant ce faisant un espace payant, comme le souligne Eda. La seconde mesure vise à renforcer l'information et la prévention sur site par des professionnels diplômés de la formation guide Arctique et *via* des panneaux d'information. En 2018, cet effort était déjà engagé à Qassiarsuk où la visite ne pouvait se faire qu'avec un guide local. Ce tour ne concernait que les reconstitutions, protégées par des clôtures et des portes fermées à clef, et les ruines étaient complètement accessibles et non intégrées à la visite. J'ai un jour croisé une guide étrangère, employée par un prestataire saisonnier, qui effectuait elle-même un tour complet. La dernière mesure phare du programme est la construction d'un réseau de petits centres à vocation muséale et récréative⁷⁴. Eda et les autres guides avec lesquels j'ai échangé ne savent pas exactement comment ils seront implémentés, mais ils pensent que c'est sur ces structures que reposera l'uniformité du parc. Elles auront pour rôle de dépeindre la particularité de chaque site tout en se répondant, et d'ainsi former un discours cohérent. Dans le rapport de management des sites de l'Unesco, les musées en question sont désignés comme des *visitor centers*⁷⁵. Ce terme est marquant car il reprend la terminologie américaine et s'inscrit dans la lignée des paroles d'Eda. Le *visitor center* est en effet la boutique par laquelle passe tout visiteur d'un parc national américain pour acheter son ticket d'entrée, se documenter sur le site dans la partie muséale et acheter des souvenirs dans l'espace bibelots. Le choix de cette structure plutôt que d'un musée opère une rupture avec la forme actuelle du tourisme sud-groenlandais qui passe, d'après mes observations, particulièrement par les visites aux musées d'histoire locaux.

En juillet 2018, Stephen, le guide qui me fait la visite des reconstitutions de Qassiarsuk, revient sur ces installations. Après le tour pour lequel je suis la seule auditrice en dépit de la saison estivale, il m'accorde le temps d'un entretien sur le tourisme dans la région. À l'instar d'Eda, il me dit que le projet est d'installer un *visitor center* sur chaque site archéologique. Ces structures auraient une partie dédiée aux informations sur les Vikings dans la région ainsi que sur le site visité en particulier, et une partie réservée aux souvenirs et achats touristiques divers. L'idée derrière cela est d'inciter les visiteurs à consommer tout en ayant, pour la

74 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p25.

75 *Ibid*

première fois dans la plupart des cas, une présentation claire et « moderne » de l'information, selon lui. Il me dit que les centres seront de taille modeste sur les sites qui ne sont pas habités, et qu'ils seront plus importants dans les zones peuplées.

Stephen s'attarde sur la question d'un *visitor center* qu'il qualifie de « central ». Il serait plus grand, mieux achalandé et mieux documenté que ceux des ruines archéologiques. Il ne serait attaché à aucun des sites classés mais centraliserait certaines activités et pourrait être utilisé comme « centre culturel » pour la vie locale. Le guide me le présente de plus comme la « porte d'entrée » vers les vestiges et le tourisme sud-groenlandais, et souligne qu'il mettrait la lumière sur la ville qui l'accueillerait. Cette structure centrale représente donc un enjeu important pour l'industrie locale, et ce serait d'ailleurs le premier *visitor center* à être bâti. Pour cette raison, Stephen m'explique que la question du lieu d'installation a été un long et houleux débat au Conseil municipal et dans le secteur touristique. La tendance initiale plaçait le centre à Qassiarsuk, suivant la logique commerciale actuelle dans laquelle ce village est le plus actif de cette industrie. Les entrepreneurs et les fermiers soutenaient cette proposition avec enthousiasme. Les habitants de Qaqortoq et leurs élus voulaient au contraire une localisation du centre dans leur ville, suivant cette fois-ci la raison administrative, démographique et économique. Qaqortoq est en effet le chef-lieu de la région et concentre le plus de services. Le guide me dit que les élus insistaient également sur la situation géographique de Qaqortoq qui constitue la « porte d'entrée » naturelle pour les bateaux de croisière, comme on le voit sur la figure dix-neuf. Durant les trois années de pourparlers autour de ce sujet (2015-2018), cette question est mise en dialogue avec un autre projet régional, celui de la route reliant l'aéroport de Narsarsuaq à Qassiarsuk et Narsaq d'un côté, et à Igaliku et Qaqortoq de l'autre. Nombre de personnes m'ont parlé de ce projet qui couve depuis une décennie et a été instrumentalisé pour soutenir la construction du *visitor center* central à Qassiarsuk. En effet, d'après Stephen ses supporters arguaient d'une augmentation du tourisme *via* les airs et une diminution de celui par voie maritime suite au chantier de la route, ce qui ferait de Qassiarsuk la nouvelle « porte d'entrée ». La revendication du statut particulier de Qassiarsuk, en tant que Brattahlið, constituait un argument de poids et il s'en fallut de peu, selon Stephen, pour que le *visitor center* n'y soit bâti. En 2018, l'abandon du projet routier au profit de la construction d'un nouvel aéroport à Qaqortoq et la fermeture progressive aux touristes de celui de Narsarsuaq clôt définitivement le débat en faisant de cette ville la « porte d'entrée » maritime et aérienne. Le guide termine cette histoire en me disant que désormais c'est certain, le *visitor center* général sera à Qaqortoq et Qassiarsuk en aura un de taille réduite qui sera installé dans le musée actuel de la ville.

Le long débat autour de la localisation du centre principal met en lumière les enjeux économiques qui reposent sur le tourisme. Le guide me rapporte que le choix de Qaqortoq n'a pas été bien vécu par les personnes de Qassiarsuk car elles sont nombreuses à craindre une reconfiguration des dynamiques industrielles. Elles pensent que les visiteurs continueront à venir aux fermes, mais qu'ils feront certainement de Qaqortoq leur point de chute principal là où c'est à l'heure actuelle Qassiarsuk qui tient ce rôle. L'ampleur du débat tient aussi au rôle local qui repose sur ces développements. D'après Stephen, il faut que ces installations soient

intégrées à la vie des localités et qu'elles les investissent à travers l'emploi mais aussi leurs propres visites, leurs achats, et d'autres usages qui sont à inventer. Il acquiesce lorsque je demande s'il pense à des conférences ou des soirées thématiques⁷⁶. L'un des rôles de ces stations serait ainsi de générer du dynamisme et de l'activité également au niveau de la vie locale, leur donnant une importance double. Tout en s'inscrivant dans une histoire touristique et des récits régionaux construits depuis les années 1960, les aménagements autour de Kujataa modifieront les places des localités les unes par rapport aux autres. Ils formeront un parc uniforme qui sera l'attraction centrale, autour duquel je perçois les signaux des autres industries qui soutiennent l'économie régionale.

Dans le rapport de management de 2016, Narsaq est d'abord citée comme zone annexe pour accueillir les infrastructures qu'il ne serait pas possible de construire dans les sites et les villes privilégiés⁷⁷. Il n'y a pas de liste, mais on peut penser à des bâtiments de stockage de matériel archéologique ou des outils dédiés à la vulgarisation. Ensuite, elle est mobilisée pour l'industrie alimentaire. Il est écrit sur le *Plan de management* que la commune envisage d'y construire un centre de production « multi-abattage », information qui m'a également été communiquée en 2018 et 2019 par des interlocuteurs⁷⁸. Pour le moment, un abattoir reçoit le bétail de la région et le transforme en viande, qui est distribuée dans tout le pays. L'objectif est d'agrandir l'usine et de spécialiser la localité dans ce travail. Pour finir, Narsaq est mentionnée une dernière fois comme siège d'un projet minier en passe d'entrer en activité sur la montagne Kuannersuit⁷⁹. La ville vit ainsi au travers de l'organisation du tourisme un double mouvement qui voit d'une part son exclusion de cette industrialisation, d'autre part l'approfondissement de son assignation au secteur primaire avec l'abattage et les mines. À l'inverse, l'économie des localités choisies pour Kujataa repose sur un partenariat entre l'agropastoralisme et le tourisme.

La présence du projet minier dans le Plan de management fait écho au programme économique pour la décennie 2015-2025 de la région⁸⁰. Dans les premières pages, il est d'abord expliqué que la dimension projective des mines pour Kuannersuit et Killavaat Alannguat ne permet pas de compter dessus et que ces projets sont exclus du plan de développement⁸¹. Néanmoins, le secteur minier figure en bonne place dans la partie sur le développement industriel avec une série de mesures qui font des minerais l'un des secteurs de demain. Sont ainsi annoncés la création de formations dédiées aux métiers miniers et d'un système de transport qui facilite les déplacements et l'installation des campagnes exploratoires, et le document souligne l'intérêt des industriels pour la région. Il affirme que de

76 Ces enjeux économiques et sociaux pèsent déjà sur les musées d'histoire locaux qui jouent à la fois le rôle de centres culturels pour les habitants et d'espaces touristiques.

77 Albrechtsen 2016, *Op. cit.*, p36.

78 *Ibid*, p33.

79 *Ibid*, p36.

80 Kommune Kujalleq « Planstrategi 2015 for Kommuneplan 2016-2028 » Kommuneplanlægning, novembre 2015.

81 *Ibid*, p3.

nombreuses prospections vont devenir réalité dans les années prochaines et que la région doit se préparer à l'augmentation de la demande de main d'œuvre et de services. À cet égard, les projets de Kuannersuit et de Killavaat Alannguat sont particulièrement mentionnés⁸².

Par-delà l'administration interne de la région, j'ai trouvé des indices similaires de la fixation de la répartition industrielle dans la brochure de promotion de la région éditée à partir de 2014⁸³. Sur la page intitulée « forêts vertes et dorées », on peut lire le descriptif suivant

« L'or est très difficile à trouver, mais dans le sud du Groenland il a été découvert – dans la mine d'or de Kirkespirsdalen, qui a employé environ 40 habitants, et la zone s'avère posséder encore plus d'or. À l'écriture de ces lignes, des travaux sont en cours pour rouvrir la mine d'or, après avoir trouvé des filons prometteurs.

Le sud du Groenland est également riche en minéraux et métaux rares, et un certain nombre de projets miniers sont en cours.

La municipalité est en collaboration avec des entreprises et des établissements d'apprentissage pour former les travailleurs au secteur minier afin que nous puissions sécuriser des emplois locaux. »⁸⁴

En dépit de leur caractère projectif, les projets miniers occupent une véritable place dans l'organisation régionale et la promotion de la commune. Sur la brochure promotionnelle, l'extrait que j'ai cité est placé au-dessus de deux photos. Sur la première, on voit la montagne Tasiigaaq, qui surplombe Narsaq et que Jesper et Rasmus m'ont présentée comme la « montagne vaporeuse » au pied de laquelle la colonie viking de Brattahlíð, alors placée à Narsaq. Sur la seconde dérivent des glaciers dans le fjord, avec une herbe verdoyante et fleurie au premier plan. Si le secteur minier détermine l'instauration de formations professionnelles et génère une dynamique interne et vers l'extérieur, ce type de signal rappelle les effets sur les terres de ces affectations industrielles.

Les aménagements prévus pour le tourisme et le secteur primaire dessinent le tableau d'une région avec un centre visible, fait de touristes et de Vikings, et de périphéries qui s'occupent des mines et des abattoirs. S'y ajoute l'industrie halieutique, présente à l'échelle nationale. La patrimonialisation et son inscription aux dynamiques socio-économiques de la région me semblent engager un processus de construction d'un parc de type « territoire-patrimoine », selon la définition qu'en donne le docteur en histoire environnementale Guillaume Blanc. Dans l'ouvrage issu de sa thèse *Une histoire environnementale de la nation* dans lequel il mène une analyse comparée de trois parcs nationaux, il explique qu'un espace « territoire-patrimoine » est défini par la mise en tourisme d'un « environnement » et d'une « identité »⁸⁵. Cette association s'appuie sur des dispositifs matériels et discursifs qui visent à

82 *Ibid*, p17-20.

83 Il n'y a pas de date sur la brochure, mais l'introduction est signée de la mairesse Kiista P. Isaksen, qui fût en poste de 2014 à 2021.

84 Kommune Kujalleq, « Velkommen til Kommune Kujalleq », p6. Téléchargé depuis le site de la municipalité le 15/02/2022, https://www.kujalleq.gl/?sc_lang=da

85 Blanc Guillaume, *Une histoire environnementale de la nation*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2016, p14-

donner une impression d'intemporalité du mode de vie et des pratiques. Les frontières de ces espaces sont difficiles à trouver, elles ont ou non des limites physiques, car elles varient selon les pratiques et les intentions des États. Pour Kujataa, ce sont ensemble le récit hégémonique, les aménagements touristiques, et la distribution du secteur primaire sur les périphéries qui fondent ce territoire-patrimoine. Si leur forme peut varier, d'après le chercheur les effets de ces espaces sont toujours les mêmes. Ils jouent le rôle de nationalisation, d'encadrement et de contrôle des populations⁸⁶. Je n'élève pas l'analyse au rang national, mais je m'inspire du travail de Guillaume Blanc pour saisir ce que la conjoncture du parc et du projet minier fait au territoire. Le chercheur souligne qu'en tant que dispositif englobant, total, le parc et le territoire-patrimoine transmettent ce qu'ils construisent car ils contraignent – consciemment ou non – les populations qui les habitent. Ils sont vecteurs d'un type de rapports à l'environnement, des pratiques que le récit hégémonique valorise et des objets érigés en patrimoine.

À l'aune de cette inspiration, Kujataa apparaît comme une force agissante, comme un dispositif qui accentue la répartition territoriale dans laquelle elle a été fondée. Cet aménagement ne relève pas uniquement de ruines considérées comme légitimes et présentées aux touristes, mais il consiste également en l'attribution durable du secteur extractif à Narsaq et ses alentours par la logique inverse. Cela engage la transmission de l'univers idéologique qui soutient désormais cette partition, et attribue une valeur historique insignifiante aux espaces de Narsaq et les qualifie d'un même mouvement pour les projets miniers. Kuannersuit et Narsap Ilua deviennent ainsi les receveurs légitimes de l'exploitation minière, dans une forme qui entre aussi en contradiction avec le régime local d'appréhension du territoire. Les propos d'Oleeraq sur les tugtupites soulignent cette reconfiguration de l'extraction minière qui ne laisse de place qu'à l'industrie et minore les plans locaux de développement. Les tentatives d'instrumentalisation de Narsap Ilua sont en ce sens éclairantes : elles permettent de saisir que c'est la rencontre entre le projet de Greenland Minerals et la région qui, dans la synergie formée, accentue l'agentivité du projet et génère une situation de blocage.

S'intéresser au projet minier par Narsap Ilua en éclaire une autre facette. S'il apparaît à nouveau comme une figure partiellement autonome dont se perçoivent les surgissements et les ondes, comme dans la photographie qui illustre une brochure promotionnelle, j'ai voulu montrer dans ce chapitre qu'il s'insère aussi à des logiques de structuration du territoire qui le dépassent partiellement. En effet, lorsqu'il est déployé dans les années 2010-2013, la région

17.
86 *Ibid.*

connaît déjà une distribution entre le tourisme et les industries extractives. Narsaq et ses montagnes, en période de désindustrialisation, voient la touristification les contourner. En plus de cela, la réorganisation des communes à l'échelle nationale opère une bascule pour Narsaq qui perd son statut de mairie au profit de Qaqortoq qui devient le chef-lieu. C'est donc depuis ses bureaux que le projet de Kuannersuit est d'abord négocié à partir de 2013, ce qui visibilise d'autant plus la révision des pouvoirs municipaux. À partir de 2014, la touristification qui accompagne le programme d'inscription des ruines vikings à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco est déployée dans une prise en compte de l'industrie minière et de la nécessité de maintenir des espaces non protégés pour le tourisme et l'agropastoralisme. La patrimonialisation enclenchée par la certification Unesco fonde alors cette partition dans la valeur des pierres et des terres. Les vestiges choisis deviennent les porteurs d'une histoire qui se fait hégémonique et doit être préservée et présentée à tous, touristes comme locaux. En regard, les pierres non sélectionnées s'indexent aux autres industries promues par la municipalité, les domaines alimentaire, halieutique et minier. Narsaq est alors sélectionnée pour héberger ces secteurs en vertu de son histoire industrielle, mais également en raison du projet minier qui cible la ville. C'est à cet endroit que Kuannersuit et Kujataa entrent dans une synergie de renforcement mutuel, où l'un vient valider la distribution spatiale et idéologique de l'autre. Plus, la légitimité des pierres à conserver entraîne par rebond la valorisation des pierres à miner.

L'étude des résistances par Narsap Ilua et les tugtupites permet à cet endroit de tempérer les affectations territoriales aux tensions internes. Ainsi, tout en s'opposant au projet minier, les éleveurs de Qassiarsuk ne sont pas prêts à proposer l'inscription au patrimoine de Narsap Ilua, manœuvre qui pourrait altérer leurs propres activités touristiques. Dans une autre perspective, les tugtupites d'Oleeraq n'entrent pas en contradiction avec la désignation minière de la montagne, mais elles en proposent une autre forme d'exploitation qui repose sur le régime commun. Dans cette vision, les Vikings peuvent ou non construire leurs églises à Narsap Ilua, les filons exploités n'épuisent pas la montagne, et les habitants de Narsaq décident comment ils souhaitent administrer et fréquenter les espaces qui les environnent. Ces modes d'exploitation dessinent ainsi un territoire aux usages et aux représentations foisonnants, que les projets touristiques et miniers de développement semblent altérer durablement.

En effet, que la mine de Greenland Minerals soit construite ou non, elle aura participé au quadrillage des terres à préserver en plaçant Kuannersuit et Narsaq du côté de l'extraction. La zone tampon joue un rôle essentiel à cette répartition, comme le montre l'exemple du projet de Killavaat Alannguat en 2016. Ce dispositif a été pensé pour séparer les espaces et permettre leur cohabitation, alors même que le projet minier était au stade exploratoire. Pour les années à venir, la zone tampon garantira le bon déroulement de la patrimonialisation et la continuation des activités minières.

Conclusion de la partie II

FILONS

L'étude du projet de Greenland Minerals au niveau de sa ville et de sa montagne d'implantation ainsi qu'à celui de la région permettent de mieux cerner les voies d'agentivité et le mode de présence de cette forme d'action. Les porteurs, « experts » et « gens de GM et du gouvernement » en constituent les premiers relais. Ils le font connaître et, par cette démarche, commencent à transmettre le régime frontalier qui le constitue. Cette expertise cartographique et géomorphologique opère de progressives requalifications du territoire en s'autonomisant. Lorsque les agents quittent la ville, reste cette perspective sur les espaces qui influence les relations entre les habitants et le territoire et, de cette façon, forme la présence du projet. Il devient une entité locale, visible par les lieux évités et un temps qui n'est plus totalement maîtrisé. Son rythme altère les dynamiques de Narsaq et produit une ville et une montagne qui sont plus pensées en dehors du projet d'extraction minière.

L'ampleur de ces effets se comprend aussi à l'aune des aménagements régionaux qui distribuent les industries depuis les années 1980. En ciblant Narsaq, le projet trouble une montagne déjà dédiée à l'extraction et renforce ainsi la stratégie touristico-minière. Si les explorations géologiques des années 1960-1985 à Kuannersuit contribuent également à expliquer la distribution des terres, il faut souligner que cette histoire est de nos jours utilisée pour s'opposer au projet. Cela dénote d'une transformation de la démarche extractive, que la perspective du régime commun sur les terres permet de comprendre.

Telle que racontée par mes interlocuteurs, l'histoire de la mine abandonnée est celle d'une collaboration positive, encourageante, respectueuse des lieux et de leurs occupants. Elle s'articule à des pratiques de collecte de tugtupite et de baies, à de la randonnée, à des ruines et à des maisons au pied des montagnes. Elle fait partie d'un rapport à l'espace fait d'usages et de représentations partagés qui s'appuient sur des attaches collectives au territoire. Parce qu'elle place au centre cette occupation commune, j'ai appelé cette appréhension le régime commun. En tant qu'objet exogène aux normes divergentes du régime commun, le projet de Kuannersuit représente une modification radicale de ces rapports collectifs aux terres. Il redéfinit les repères territoriaux, il construit de nouvelles frontières, il épuise les sols, et il entre ainsi forcément en confrontation avec le régime commun. Il me semble que c'est là la raison pour laquelle une majorité de la population groenlandaise s'est mobilisée contre le projet minier, qu'elle l'avoisine ou le suive par les médias. Pourtant, le plan de Greenland Minerals s'inscrit dans la politique d'autonomisation déployée par le gouvernement, censée apporter

l'indépendance par le secteur minier. La prochaine partie de la thèse creuse cette articulation nationale autour des régimes d'appréhension des terres. Si la géologie est une perspective commune à Narsaq, qu'en est-il au niveau du pays ? Quelles sont les implications gouvernementales et politiques des confrontations et des interférences entre les régimes ?

Partie III

STRATES

Les souterrains redessinent les frontières

En géologie, les strates désignent les couches sédimentaires qui se succèdent sur un terrain¹. Chaque strate se distingue de ses voisines par des caractéristiques propres, qui peuvent relever de la minéralogie ou de la tectonique par exemple. Ce concept sert donc à décrire un espace selon des critères de définition qui relèvent de la chimie et de la géomorphologie. De façon plus générale, les strates peuvent aussi qualifier l'agencement de catégories sociales et politiques les unes vis-à-vis des autres dans une société. Dans cette partie, je saisis la polysémie du terme pour m'intéresser à la façon dont les strates des sols et sous-sols sont formées et articulées à la politique du pays depuis l'instauration du gouvernement d'Autonomie de 1979.

La partition de l'espace entre ce qui est au-dessus de la surface et en-dessous constitue en elle-même un paradigme situé des champs de la géologie et de l'industrie minière, c'est pourquoi je ferai usage dans les pages qui suivent du terme plus neutre de souterrain. Il fait aussi référence à ce qui se trouve en-dessous, mais visibilise le lien avec la terre que la perspective des sols et sous-sols masque. Avec le prisme du souterrain, j'étudie de façon solidaire les mesures qui s'attachent au traitement de ce qui se trouve sous les pieds, quelle

1 Wikipédia « Strate » [https://fr.wikipedia.org/wiki/Strate_\(g%C3%A9ologie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Strate_(g%C3%A9ologie)) [Consulté le 23/02/2022]

qu'en soit la profondeur. Les strates que je mets au jour ne sont ainsi pas coupées les unes des autres mais sont au contraire définies dans leurs connexions physiques et politiques réciproques. Cette démarche pose en conséquence la question des limites : où commence ce qui se trouve sous la terre ? La consistance de cet espace est-elle significative, différente de la surface ? Les bornes du territoire visible sont-elles les mêmes vues du dessous ? Et, par delà les disputes sur l'organisation de ce qui relève du terrestre, qui décide des normes qui s'érigent ? Les deux chapitres finaux de la thèse portent sur ces interrogations et, en cherchant des réponses, ils révèlent l'action d'une lame de fond qui déplace les frontières visibles et invisibles, politiques et populaires, pour installer de nouveaux rapports aux terres au Groenland. Si les massives oppositions de la décennie 2010-2020 soulignent les résistances qui s'y opposent, le processus amorcé voit la structuration d'une frontière géologique et politique établie pour durer.

Dans ses recherches menées en territoires exploités et dévastés, l'anthropologue Anna Tsing étudie les traces des « zones frontières » épuisées². Elle conçoit ces lieux comme des espaces façonnés par divers canaux – légaux, industriels, étatiques, etc – pour devenir des sites exclusivement caractérisés par l'extraction. La conjugaison de ces acteurs formate ces territoires habités en réservoirs de ressources qui, une fois exploités, sont laissés à l'abandon³. En s'inscrivant dans la lignée de l'anthropologue, l'étude qui suit capte les signaux d'une frontière en train de s'écrire. Elle se situe alternativement du côté des politiques qui l'encouragent et du côté de celles qui refusent son hégémonie. Saisis dans leurs dialogues, ces affrontements pour le gouvernement des terres et des souterrains élèvent le sujet à ce qui fait le collectif national au Groenland. La délimitation des frontières des sous-sols et des ressources territorialise une nation qui affirme, par les projets miniers, sa consistance et ses frontières étatiques.

Pour aborder les strates géologiques et politiques du gouvernement des terres, je brasse dans les deux chapitres qui suivent une diversité de matériaux. Je présente les corpus écrits lorsque je les mobilise, et les données ethnographiques sont de deux ordres principaux. Elles ont premièrement trait aux mobilisations sociales contre les projets miniers et sont issues de mes propres observations, ainsi que des travaux d'anthropologues que je cite au fil des démonstrations. Elles relèvent secondement des ethnographies parlementaires que j'ai menées au printemps 2016 et à l'automne 2018 à Nuuk, terrains durant lesquels j'ai suivi les manifestations. Cette rythmicité s'explique par le fonctionnement de l'Assemblée législative, ouverte durant deux sessions par an au printemps et à l'automne pendant environ dix semaines à chaque fois.

Le septième chapitre trace une histoire de la « zone frontière » groenlandaise à travers l'étude de la stratégie émique qui la commande pour saisir son intrication à la formation de la nation indépendantiste. L'uranium y apparaît alors comme objet de pouvoir paradoxal,

2 Tsing, Anna *Frictions. Délires et faux-semblants de la globalité*. La Découverte, Paris, 2020. Le terme *frontier* est traduit par « zone frontière » par les traducteurs.

3 *Ibid*, chapitre un (pp75-98).

symbole d'une politique extractive qui doit remettre en cause les rapports collectifs aux terres si elle veut s'imposer. Le dernier chapitre décrit la crise sociale et politique autour de Kuannersuit et des projets miniers pour explorer les enjeux politiques de ces reconfigurations.

Chapitre 7

Classification, marchandisation et régulation des minerais : la « zone frontière » organise les strates de la nation

En février 2021, la coalition à la tête du Groenland rompt en raison des tensions liées au mouvement contre le projet minier de Kuannersuit et l'exploitation de l'uranium. La période électorale qui s'ouvre alors est caractérisée par des débats autour de ces sujets, et c'est le parti historiquement opposé à la production uranifère qui sort vainqueur. Inuit Ataqatigiit, majoritaire, compose rapidement un gouvernement avec Partii Naleraq, l'autre parti qui conteste la politique pro-uranium menée depuis 2009. Leurs premières mesures sont d'étendre la période de consultation du projet de Greenland Minerals et de travailler à la réintroduction d'une interdiction d'exploitation de l'uranium, remise en cause en 2013 par l'ancien bureau gouvernemental conduit par le parti Siumut. J'y reviendrai dans le chapitre. Durant la campagne, les politiciens de deux partis anti-uranium érigent la question uranifère à celle du choix de société. Ils affirment qu'il s'agit désormais d'un enjeu démocratique et identitaire de dimension nationale, au regard des manifestations d'opposition au projet de Kuannersuit. Historiquement, ce discours fait écho aux années 1970 durant lesquelles les politiciens du Groenland, à l'époque toujours sous gouvernement danois, affichent l'interdiction de l'exploitation de l'uranium comme revendication nationaliste. Cette posture constitue alors une déclaration d'émancipation, le Danemark s'engageant à ce moment dans une voie pro-nucléaire qu'il remet ensuite en question. En 2009, c'est à nouveau sous la forme d'étendard nationaliste que l'uranium est mobilisé par le gouvernement de Siumut, mais cette fois-ci dans le but de légiférer sur l'autorisation de son exploitation. Juste après l'implémentation du régime d'Autonomie renforcée (2009), les élus considèrent l'uranium comme minerai stratégique à développer pour accomplir la stratégie indépendantiste qui repose sur le secteur minier. À l'inverse, depuis les élections de 2021 c'est l'ambition d'écrire une loi d'interdiction de cette production qui rassemble la coalition à la tête du pays. Dans l'histoire groenlandaise,

l'uranium apparaît ainsi comme support de déclarations et mesures autonomistes et nationalistes qui interpellent en retour sur l'envergure politique de cet élément. Tout en posant des questions particulières que nous allons aborder, il engage à porter le regard sur la place des minerais dans la politique groenlandaise de façon plus générale. Gisements, régulations minéralogiques et gouvernement national semblent solidement intriqués à la construction du Groenland en tant que pays indépendant. Pour saisir cette imbrication, je mène dans ce chapitre une histoire des techniques contemporaines de classification et de marchandisation des minerais qui éclaire le rôle joué par les souterrains dans la définition du territoire et l'organisation de la nation depuis le premier gouvernement d'Autonomie de 1979, et plus particulièrement à partir de 1990.

Les travaux académiques qui s'intéressent à ce sujet décrivent le Groenland comme une « zone frontière », c'est-à-dire un espace déterminé sur la scène internationale par l'émergence exponentielle du secteur minier¹. Les travaux de l'anthropologue Mark Nuttall se détachent de ce prisme en questionnant la notion même de frontière, mais l'auteur s'en tient à une analyse globale du mouvement d'encadrement et de marchandisation des minerais par les politiques et les industriels, ainsi qu'aux discours de conquête et à l'imaginaire créé par la zone frontière². De mon côté, je souscris aux analyses de l'anthropologue mais je porte l'attention sur les opérations pour façonner cette zone frontière au sein du pays. Plutôt que le résultat d'intérêts coordonnés – ce qu'affirme Mark Nuttall³ – l'étude de documents législatifs et gouvernementaux que j'ai conduite à propos des minerais m'amène à interpréter la zone frontière dans l'autre sens, en tant que construit groenlandais s'inspirant d'un modèle industriel connu. En effet, cette expression apparaît de façon émiqque comme le nom de la tactique que déploie le pays depuis 2004 pour s'implanter sur le marché mondial. Elle prescrit les méthodes de recensement des gisements, les réglementations qui forment le secteur minier groenlandais, et en fait la publicité sur la scène internationale. Mon étude amène à aller plus loin en considérant la zone frontière comme mode d'organisation interne du pays fait de deux mouvements conjoints. D'une part, cette stratégie minière structure progressivement l'économie et répartit les espaces industriels. D'autre part, elle dessine une image inédite du territoire par le biais des sciences de la terre qui l'explorent et le figurent. Les paradigmes de la géologie, de la physique et de la chimie confectionnent reliefs, cavités et chronologies qui renouvellent la forme et la temporalité de l'île. La zone frontière peint ainsi les contours socio-

- 1 Nuttall Mark « The Isukasia iron ore mine controversy: Extractive industries and public consultation in Greenland » *Nordia Geographical publications*, Vol 41, n°5, 2012 ; Nuttall, Mark « Imagining and Governing the Greenlandic Resource Frontier » *The Polar Journal*, Vol2, 2012, pp 113–124 ; Nuttall, Mark « Zero-tolerance, uranium and Greenland's mining future » *The Polar Journal*, 2013, Vol3, n2, pp368-383 ; Davies William, Wright Samuel, Van Alstine James « Framing a 'Climate Change Frontier': International News Media Coverage Surrounding Natural Resource Development in Greenland » *Environmental Values*, Vol 26, n 4, 2017, pp. 481-502 ; Bjørst Lill R., Rodon Thierry « Progress stories and the contested making of minerals in Greenland and northern Québec » *The Extractive Industries and Society*, Mis en ligne le 4 Juin 2021, 100941 [Consulté le 17/02/2022]. Pour retrouver la chronique de Kuannersuit, page 20.
- 2 Nuttall Mark. *Climate, society and subsurface politics in Greenland. Under the great ice*. Routledge Research in Polar Regions. Oxon/New York, NY: Routledge, 2017, Introduction, p2, 4-7, 24-28.
- 3 Nuttall 2013, *Op. cit.*, p374.

économiques et physiques du Groenland indépendantiste, et représente en cela le processus par lequel les gouvernements successifs construisent le pays depuis 1979. Pour cette raison, la description de cette stratégie occupe une place centrale dans les pages qui suivent.

L'histoire que je trace s'inscrit dans la lignée des géopolitiques souterraines, courant qui s'intéresse aux relations entre la géologie et la politique⁴. Les géographes Rachael Squire et Klaus Dodds sont parmi les premiers à rassembler des recherches portant sur ce « tournant souterrain » en 2020⁵. Dans le numéro spécial *Subterranean Geopolitics* qu'ils coordonnent, ils définissent la géopolitique souterraine comme un mouvement d'appropriation et de définition des espaces sous terre par des autorités qui construisent leur pouvoir par cette action⁶. Ce courant de pensée décrypte cette forme de composition politique, tout en questionnant ses effets sur la constitution même des sciences de la terre telles que la géologie, la chimie et la physique au travers de cette relation. En s'appuyant sur les travaux qui animent ce courant théorique, les géographes proposent quatre caractéristiques de ce rapport entre politique et monde souterrain⁷. Selon eux, les sous-sols y sont appréhendés comme disposant de qualités matérielles distinctes telles que la hauteur, la pression, la profondeur et la forme. Ainsi caractérisés, ils sont aménagés par des infrastructures (monitoring, exploitation minière, génie civil, etc) et se trouvent attachés à des régimes techniques et légaux qui les régulent et dans lesquels des personnes se spécialisent (scientifiques, militaires, ingénieurs). Les géographes définissent ces acteurs comme des « experts ». Enfin, ces espaces deviennent dans ce mouvement de définition indissociables du processus de construction de l'État-nation et des mesures de contrôle, d'enfermement (*enclosure*) et d'exclusion des espaces et des personnes que ce pouvoir politique déploie pour s'établir⁸. Ainsi définie, la géopolitique souterraine relève du mouvement de structuration d'un collectif en entité politique souveraine ancrée dans un territoire, et c'est sous ce prisme que je vais saisir les politiques de valorisation des sous-sols menées par le gouvernement du Groenland.

Le chapitre s'intéresse à la période 1979-2021 et laisse de côté les explorations menées dans le cadre de l'administration coloniale car elles ne me semblent pas relever du même champ d'analyse. En effet, comme je l'explique aux premier, troisième et quatrième chapitres,

4 Squire, R., & Dodds, K. « Introduction to the special issue on “Subterranean Geopolitics” » *Geopolitics*, 25(1), 2020, 4–16 ; Bobbette, A., & Donovan, A. « Political geology: An introduction » In A. Bobbette & A. Donovan (Eds.), *Political geology: Active stratigraphies and the making of life*, 2019, Cham, Switzerland: Palgrave MacMillan, pp1–34 ; Braun, B. « Producing vertical territory: Geology and governmentality in late Victorian Canada » *Ecumene*, 2020, 7(1), 7–46 ; Peyrière, M., & Ribert, É. « Nous, Terrestres. » Introduction au numéro spécial « Vivants sous terre ». *Communications*, 105, 2019, pp 5–11 ; Himley Matthew, Marston Andrea « Earth politics: Territory and the subterranean – Introduction to the special issue », Introductory article for the special issue of *Political Geography*, « Earth Politics: Territory and the Subterranean », *Political Geography*, 88, 2021, 102407.

5 Squire et Dodds 2020, *Op. cit.*, p4.

6 *Ibid.*

7 *Ibid.*

8 *Ibid* ; Mattes, Johannes « National spaces and deepest places: Politics and practices of verticality in speleology. » *Centaurus*, 2020, 62, pp670-696, p673.

l'intérêt danois pour les minerais de l'île est conjoncturel, irrégulier et d'ordre impérialiste. Les actions d'exploration et d'exploitation sont toujours localisées et peu systématiques. C'est à partir des années 1970 que les souterrains forment des ressources minières valorisées à l'échelle de l'île à travers les premières initiatives d'encadrement marchand. Cette période est également celle de l'accession à l'autonomie gouvernementale pour le Groenland en 1979, qui gère en partenariat avec le Danemark le secteur minier jusqu'en 2009. Dans ce chapitre, je n'appréhende ni cette cogestion administrative ni les enjeux législatifs de gouvernance minière, étudiés au chapitre trois, et porte plutôt le regard sur les techniques matérielles de recensement et de marchandisation des gisements. Cette entrée permet d'éclairer les actions d'organisation du territoire et de composition de son espace opérées par les politiques souterraines à partir des années 1990.

L'uranium occupe une place à part dans cette histoire en raison de la temporalité de son exploitation et des discours autonomistes et anti-nucléaires auxquels il est associé. En effet, comme je le décris au quatrième chapitre il est intensivement exploré et étudié entre 1950 et 1975. Il donne alors lieu à très peu de mesures dans les années 1990, qui voient le déploiement des géopolitiques souterraines. L'interdit qui entoure sa production freine de plus la recherche géologique, dont les terrains convergent avec ceux de l'industrie. L'uranium est donc peu concerné par les techniques de classification et marchandisation entre 1980 et 2009, et il revient cette année-là par le biais législatif. L'introduction du chapitre s'est ouverte sur un rapide historique des positionnements politiques à son encontre, auxquels il faut maintenant ajouter la fluctuation de son caractère nucléaire. D'abord dangereux dans les années 1970, il devient presque écologique après l'obtention du contrôle des souterrains en 2009 et joue le rôle de meneur idéologique du gouvernement. En 2021, le projet de loi d'interdiction de son exploitation est à l'inverse défendu comme garant de la sécurité et la démocratie. L'uranium est ainsi alternativement danger nucléaire et allié écologique, et il est la seule matière à donner lieu à des débats quant à son exploitation. Pour comprendre ces évolutions, j'use du concept de nucléarité développé par l'historienne Gabrielle Hecht qui souligne la dimension construite de la catégorie nucléaire⁹. Elle distingue la radioactivité et le nucléaire, la première étant une propriété physique tandis que la seconde varie selon les configurations politiques et techniques qui entourent l'exploitation du minerai¹⁰. Cet outil conceptuel permet de réinsérer l'uranium dans les contextes qui entourent sa mobilisation, et représente une piste de compréhension de la valeur politique renouvelée de cet objet. Dans ce chapitre, je fais ainsi dialoguer l'uranium avec les différentes périodes qui voient sa mobilisation pour comprendre ce qu'il met en action au fil du temps et saisir pourquoi il s'affirme comme objet de contestation depuis dix années dans la sphère institutionnelle.

9 Hecht Gabrielle *Uranium africain, une histoire globale* Paris, Seuil, L'univers historique, 2016, p21.

10 *Ibid* ; Chambru Mikaël « Gabrielle HECHT (2016), *Uranium africain. Une histoire globale* », *Communication*, vol. 34/2, <https://journals.openedition.org/communication/7124> [Consulté le 05/08/2021]

L'étude s'appuie sur trois types de documents. Les rapports de « Stratégie minière » édités en danois et en anglais par le gouvernement entre 2004 et 2020 composent le corpus principal. Ils fixent les mesures géologiques et juridiques à établir et font un état des lieux du secteur minier tous les quatre ans. J'ai également lu les publications en langue anglaise de l'Institut des recherches géologiques dano-groenlandaises, qui prend en charge les recherches géologiques du pays¹¹. J'ai déjà étudié ce groupe dans les autres chapitres de la thèse, et en raison des très nombreuses mentions que j'en ferai dans celui-ci j'utiliserai son acronyme en langue originale danoise, GEUS, *De Nationale Geologiske Undersøgelser for Danmark og Grønland*. Je me suis intéressée au magazine *MINEX*, écrit en partenariat avec le gouvernement groenlandais depuis 1992 puis à la seule initiative du Groenland à partir de 2014, qui présente les régulations minières, les dispositifs de recensement et les mines en activité. Je me suis également intéressée aux revues *Fact Sheets* et *Geology and Ore* qui promeuvent depuis 2002 les explorations et présentent des dossiers thématiques sur certains minerais. Elles sont destinées aux industriels et géologues amateurs. Pour le cas de l'uranium, j'ai analysé des documents parlementaires que je présenterai au fil de la démonstration, qui je nourris également de travaux d'histoire des sciences et techniques et de droit.

Ce chapitre aborde tout d'abord l'époque 1991-2009, caractérisée par les mesures de recensement des minerais, pour appréhender le sens de la zone frontière. Je m'intéresse ensuite aux années 2009-2020 qui déploient une propagande géologique et pro-minière nationale, tout en adaptant ce secteur au marché international. La dernière partie est consacrée à l'étude de la nucléarité de l'uranium et la position paradoxale qu'il occupe dans le régime indépendantiste.

1) Recensement et promotion des minerais : la zone frontière redessine les contours du Groenland

Depuis 2004, la stratégie de développement du secteur minier est appelée « zone frontière » par l'administration. Elle fait la promotion des minerais, organise l'exploration et influence les taxations. Elle est centrale au développement du secteur minier et a la particularité de mettre en lien les univers de la géologie, de l'industrie et du commerce international. De nos jours, c'est en vertu de la stabilité de ses dispositifs que les licences sont en constante augmentation. Cette partie décortique sa construction et saisit son rôle dans la constitution du territoire entre 1991 et 2009.

¹¹ Tous les numéros sont disponibles à l'adresse suivante
<https://eng.geus.dk/products-services-facilities/publications/minerals-in-greenland> [Consulté le 20/07/2021]

Les dispositions de la zone frontière : un territoire autonome sous-exploré à exploiter

En 2004, la Stratégie minière du gouvernement groenlandais commence par l'enjeu d'exploration des souterrains. La déclaration introductive assoit à cet endroit deux constatations.

« Depuis quelques années, un trait caractéristique de l'exploration minière au Groenland est d'avoir été généralement menée par des jeunes entreprises, en vue de mener à bien leurs propres chantiers. Dans cette perspective, le Groenland ressemble à d'autres « zones frontières » [*frontier areas*] – c'est-à-dire des zones qui, par rapport aux pays ayant des formations géologiques similaires, sont sous-explorées en termes de minéraux. »¹²

A l'aune de cet extrait, les minerais du pays sont perçus comme sous-explorés, et cette position fait de lui une zone frontière. La première phrase nous explique l'autre caractéristique de cette posture, la conduite des explorations par des « jeunes entreprises ». Au paragraphe suivant, les rédacteurs affirment que « Le niveau de connaissance géologique est un facteur central dans la priorisation des zones d'exploration par les entreprises. »¹³ Pour cette raison, le Bureau des minerais et du pétrole – l'organe en charge des minerais qui produit la Stratégie – encourage les gouvernants à augmenter les recherches géologiques et à en faire la promotion. Il est spécifiquement expliqué l'importance de la constitution de répertoires minéralogiques tels que les « provinces métallogénétiques », les « ceintures de minéralisation » et les « provinces minérales »¹⁴. Selon le rapport, ces concepts renvoient tous à la définition d'espaces par l'occurrence de groupes de métaux ou de minerais particuliers. Les provinces et les ceintures constituent alors les cartes de visite de zones entières et, d'après le rapport, elles sont particulièrement stratégiques pour un pays tel que le Groenland car

« [Les provinces métallogénétiques, ceintures de minéralisation et provinces minérales] attirent une part substantielle de l'exploration mondiale parce que les entreprises sont certaines que les processus géologiques ont réussi à y concentrer des métaux sous forme de minéralisation. Par conséquent, pour susciter l'intérêt de l'industrie, il est particulièrement important pour une zone frontière comme le Groenland d'être capable de signaler la présence, ou au moins la présence potentielle, des provinces métallogénétiques. »¹⁵

Les provinces et les ceintures constituent des outils pour amener des industriels qui seraient, grâce à ces répertoires, certains de trouver les métaux qu'ils recherchent. En effet, l'action de ces procédés est d'étudier la minéralisation d'espaces, terme géologique qui désigne la transformation d'un métal en minerai par sa désagrégation dans l'espace minéral qui l'entoure¹⁶. Ensuite, ce sont uniquement les noms des métaux qui sont attribués aux provinces

12 Namminersornerlutik Oqartussat, *Mineral Strategy 2004*, Continuous publication of Bureau of Minerals and Petroleum No. 2, 2005, Bureau of Minerals and Petroleum, Nuuk, p5. Dans toutes les citations à suivre, *frontier area* est toujours traduit par « zone frontière », et toutes les traductions sont de l'auteure.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*, p6. Dans l'ordre : *metallogenetic provinces, mineralisation belts, ore provinces.*

15 *Ibid.*

16 CNRLT « minéralisation » <https://www.cnrtl.fr/definition/min%C3%A9ralisation> [Consulté le 21/07/2021]

métallogénétiques, et aucun terme géologique n'est utilisé. Par exemple, ce sont des appellations telles que « or » ou « plomb-zinc » qui les désignent¹⁷. Dans un article de 1994, un géologue de GEUS qualifie ce dispositif de « caractérisation de la ressource »¹⁸, témoignant de la dimension stratégique de ce procédé qui traduit des éléments géologiques en « ressources » économiques. La province métallogénétique est donc un dispositif de traduction qui permet le dialogue entre les sphères géologique et industrielle. De cet échange peut naître un investissement qui passe par l'exploration de la province en question menée par une entreprise privée. Ce procédé connecte ainsi la phase de terrain préliminaire conduite par des chercheurs à la phase d'exploration industrielle, et il se trouve en cela au croisement de la géologie et de l'industrie. En 2004, il est présenté par le Rapport stratégique comme le dispositif à développer en priorité, bien qu'il soit déjà utilisé depuis 1991.

Ce rôle médiateur entre le géologique et l'industriel fait des provinces métallogénétiques l'outil majeur de la zone frontière, qui apparaît ainsi elle-même comme un état liminaire entre l'exploration et l'exploitation. En effet, le but de ce répertoire est d'attirer les industriels et de les inciter non seulement à continuer l'exploration, mais également à exploiter. Cependant, ces actions doivent se maintenir dans un équilibre car une trop grande extraction rendrait nulle la zone frontière, dans laquelle aucun espace ne resterait à explorer. Cette zone désigne donc le balancier entre le sous-exploré et l'exploité, et est définie par la place centrale accordée à l'exploration. L'enjeu pour les pays relevant de ce statut est donc de déployer une promotion qui indique la présence de minerais, tout en manifestant la nécessité d'une exploration plus grande que les industriels auraient à mener. Mon étude montre que depuis 1991, c'est à la constitution de cet état que les politiques minières sont dédiées.

Tout en engageant au développement des provinces métallogénétiques, le Rapport stratégique de 2004 souligne qu'il a pour rôle de faire le bilan de la précédente stratégie minière datée de 1991¹⁹. Il s'agit du rapport Ølgaard, document issu du groupe de travail dano-groenlandais du même nom monté l'année précédente dans le but de réformer le secteur minier de l'île. À l'époque, les organes de gestion de l'exploitation minière sont localisés à Copenhague et les investissements privés sont en déclin. En 1991, le rapport que ce groupe édite représente la première stratégie dédiée à cette industrie. En dépit de longues investigations, je ne suis pas parvenue à le trouver et les propos qui suivent s'appuient sur l'historique tracé dans la Stratégie minière de 2004, sur les Notes explicatives de la réforme minière de 2009²⁰ ainsi que sur l'étude de la revue *MINEX*. Selon ces sources, le rapport Ølgaard est central à l'histoire minière pour deux raisons. Il rénove d'abord en profondeur la législation des taxes et des licences qui sont uniformisées à travers des « termes standards »,

17 Namminersornerlutik Oqartussat 2004, *Op. cit.*, p6.

18 Dawes, Peter « Meeting the role of a modern geological survey: GGU's publication and data service » *Rapp Grønlands geol. Unders.*, Vol 160, 1994, pp10-17, p10

19 *Ibid.*, p9.

20 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.* ; Naalakkersuisut « Explanatory Notes to the Bill - General explanatory notes », 2009.

mode de fonctionnement toujours en vigueur à l'heure actuelle. Cela entraîne une hausse de l'intérêt industriel, qui mène alors des campagnes d'exploration basées sur les estimations géologiques groenlandaises²¹. Il s'agit là du mécanisme de la zone frontière, même s'il ne porte pas encore ce nom. Ensuite, le rapport Ølgaard lance une politique nationale de classification minéralogique²². C'est le début de la politique de recensement systématique.

Cette entreprise est déléguée au centre de recherches GEUS, qui mène déjà des campagnes géologiques depuis les années 1950²³. L'ambition du gouvernement est cependant inédite car la mission de GEUS n'est plus seulement la recherche minéralogique, mais également la mise à disposition de ces informations. En 1994, le géologue déjà cité expose d'ailleurs cela dans la revue du laboratoire. Il affirme que « Les perspectives modernes pour les études géologiques sont d'encourager l'exploration du secteur privé en identifiant de nouvelles zones au potentiel économique prometteur. »²⁴ À partir de 1991, la recherche géologique s'accompagne donc de la promotion des minerais et de la communication avec le marché, donnant naissance à une tension entre la géologie et l'industrie. Mais si en 2004 les provinces métallogénétiques fluidifient leur communication, ces secteurs s'articulent difficilement au début.

La promotion des minerais passe d'abord par la création du magazine *MINEX News* (puis uniquement *MINEX*), acronyme de *Greenland Mineral Exploration Newsletter* qui s'adresse aux professionnels du secteur minier et aux particuliers intéressés par l'exploration. Il est écrit et édité en partenariat entre GEUS et l'administration des ressources minérales, témoignant des liens entre recherche géologique et industrie. Il m'apparaît comme prémisses du format « province métallogénétique » car il fait communiquer les dimensions géologiques, industrielles et légales de ce domaine. En effet, le premier numéro décrit comme suit ses prérogatives.

« Dans la lignée de l'introduction de la nouvelle législation minière en juillet 1991, et au regard du nombre de compagnies témoignant de l'intérêt pour les questions exploratoires [*explorative*] et géologiques, le besoin d'une *newsletter* a augmenté. Greenland MINEX News apporte un large spectre d'informations sur l'exploration, depuis les données géologiques brutes et leur analyse jusqu'aux dispositions légales de licences. L'accent géologique sera placé sur les nouvelles études en progrès ou planifiées, et sur les données disponibles à l'industrie sous forme de rapports, de bulletins et de cartes, ou sous forme de bases de données et d'archives de [GEUS]. »²⁵

21 *Ibid*, p7.

22 Naalakkersuisut 2009, *Op. cit.*, p5.

23 Voir les chapitres deux, trois et quatre. GEUS est d'abord créé pour mener la recherche géologique au Groenland sous le nom GGU, puis il fusionne avec son homologue danois et prend l'appellation GEUS. C'est toujours cet organisme qui conduit les recherches au Groenland.

24 Dawes 1994, *Op. cit.*, p10

25 « Greenland MINEX News », n°1, Juin 1992, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1.

Ce premier numéro de *MINEX* décrit les éléments toujours intriqués aux souterrains : la géologie, les réglementations, l'industrie. La citation rapporte également une ambiguïté caractéristique de cette époque autour du terme « exploration ». De nos jours, il est l'un des piliers de la zone frontière et est clairement assimilé au domaine industriel, ce qui ne semble pas totalement être le cas ici. Géologie et exploration se côtoient de façon imprécise. Au début, les deux termes sont placés côte à côte, laissant entendre que la géologie relèverait du domaine scientifique et l'exploration de celui industriel. La géologie est ensuite rangée dans le « spectre d'informations sur l'exploration », la classant plutôt dans un domaine exploratoire encore peu précis. Cette ambiguïté également perceptible dans l'article de 1994 déjà cité me semble émerger du principe même de la zone frontière en construction²⁶. La géologie entame sa bascule depuis un domaine majoritairement fondamental vers un usage économique, qui prend alors la qualification standard d'exploration. L'exploration géologique, qui désignait un terrain de recherche académique, disparaît au profit de l'exploration qui est alors uniquement industrielle. De nos jours, cette confusion est résolue par l'établissement d'une nouvelle terminologie : l'exploration concerne les licences industrielles, les licences dédiées à la géologie académique sont appelées « scientifiques », et la géologie est fondue dans ces deux domaines²⁷.

En 1992, cette répartition entre géologie et industrie est instable et l'étude de la revue *MINEX* donne à voir leur cohabitation. La structuration du premier numéro en fait l'exemple avec les catégories suivantes : géologie, projets d'exploration, réglementations minières, actualités industrielles. L'exploration et la géologie ne désignent pas les mêmes champs. Mais à l'intérieur de ces sections, les limites sont difficiles à tenir. La page qui présente le projet *SUPRASUD 1992* (« Super Sud 1992 »), un chantier d'exploration géologique et géophysique national, témoigne de cette porosité des souterrains. Elle commence par établir que

« La ceinture mobile Proterozoic Ketilidian du sud du Groenland, avec ses larges variétés de pierres infracrustales et supracrustales et ses jeunes complexes intrusifs, a longtemps été associée à l'exploration et à l'exploitation minières. Trois des plus anciennes mines du Groenland, de cuivre, d'or, d'argent et de graphite, se trouvent dans cette ceinture. »²⁸

Cette introduction met en dialogue les ordres géologique et industriel. Le premier est difficilement compréhensible sans connaissance des termes spécialisés tels que « ceinture mobile » et « infracrustale », tandis que le second évoque des métaux connus, comme « le cuivre ». L'opacité du vocabulaire géologique met en échec cette présentation car si l'on parvient à se représenter du cuivre et d'anciennes mines, il est impossible de visualiser « la ceinture mobile Proterozoic Ketilidian du sud du Groenland ». Entre 1991 et 2004, ce complexe dialogue qui reflète l'imprécision de l'« exploration » est récurrent dans les publications. Il faudra attendre le progressif développement des provinces métallogénétiques pour le dépasser, et dont je décrirai les mécanismes dans la section suivante.

26 Dawes 1994, *Op. cit.*

27 Portail de l'administration minière <https://govmin.gl/geological-data-maps/> [Consulté le 21/07/2021]

28 *Ibid*, p5.

En 1993, la revue *MINEX* met dans la lumière l'entremêlement de la géologie et de l'industrie à la politique dano-groenlandaise. En effet, à cette époque l'île est sous gouvernement autonome depuis 1979 et ne dispose pas des droits sur ses sous-sols. Les compétences de gestion concentrent un fort enjeu décolonial et donnent lieu à de vives négociations pour leur rapatriement à Nuuk. Il s'agit d'une période diplomatique charnière dans laquelle le Groenland acquiert presque chaque année de nouvelles compétences. De plus, le pays apparaît pour la première fois acteur des campagnes scientifiques menées sur son territoire depuis les années 1950. Cette prise en main partagée avec le Danemark a donc une dimension symbolique d'appropriation des sols par l'expérience de cette cogestion inédite, et qui représente une forme d'exploration politique²⁹.

Cette évolution de la gouvernance des sous-sols est perceptible au cœur du magazine de promotion. Les numéros deux et trois en 1993 s'ouvrent sur la question « Pourquoi le Groenland ? », à laquelle le second opus donne une réponse « géologique » et le troisième « un regard administratif »³⁰. L'entrée géologique décrit l'état minéralogique général du pays, et souligne son caractère « sous exploré », en reprenant l'instable définition de l'exploration³¹. L'introduction qui porte sur l'administration du Groenland amène une nouvelle dimension à la question minière, celle du contexte politique dano-groenlandais. Le numéro présente que

« Tout d'abord, la longue relation entre le Groenland et le Danemark procure un environnement politique, administratif et entrepreneurial stable. Les extrémismes politiques et les risques qui y sont associés, très courants dans certains pays, sont inexistants. La stabilité est le maître mot. [...]

[Pour finir], il n'y a pas de propriété privée de la terre de Groenland. Donc, toute revendication territoriale [*land claim*] par des groupes minoritaires est inconnue. Les Groenlandais sont la population autochtone et le Gouvernement d'autonomie ainsi que l'administration minière représentent leurs droits au sein du Royaume du Danemark. »³²

Ces explications de la diplomatie dano-groenlandaise m'interpellent par leur présence dans le magazine, et ce que cette position révèle de la géopolitique souterraine à l'œuvre dès les premiers développements du secteur minier. D'une part, elles soulignent que ce déploiement entraîne forcément dans son sillage la question politique. Outre les faits historiques – qui m'apparaissent ici maquillés car la situation dano-groenlandaise est présentée comme sereine et positive alors qu'elle était au contraire déterminée par de continuelles négociations pour le rapatriement des compétences sur les sous-sols à Nuuk – c'est le caractère inaliénable du lien entre minerais et politique dano-groenlandaise que je souhaite relever. S'engager dans le développement minier ne peut se faire sans poser la question des responsabilités de gestion, et donc du cadre d'autonomie du Groenland et des compétences qui restent entre les mains de

29 Voir le chapitre trois.

30 « Greenland MINEX News », n°2, Janvier 1993, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1 ; « Greenland MINEX News », n°3, Juillet 1993, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1.

31 Greenland MINEX News n°2 1993, *Op. cit.*, p1

32 Greenland MINEX News n°3 1993, *Op. cit.*, p1

Copenhague. Les minerais entraînent ainsi irrévocablement vers la relation dano-groenlandaise. D'autre part, la citation apporte une information sur l'histoire légale des deux pays. À l'époque, le Gouvernement d'autonomie constitue en effet l'institution de gestion nationale et autonome du Groenland d'un côté, et l'administration minière représente de l'autre celui ayant trait aux souterrains, domaine alors toujours régulé par le Danemark. C'est-à-dire que la gestion minière est bilatérale, tandis que les droits sur les souterrains et la législation relèvent de la juridiction danoise. En rendant compte de cette situation, le deuxième paragraphe amène le nœud politique qui accompagne jusqu'à nos jours le secteur minier, celui des modalités de gestion des souterrains et des droits de propriété qui y sont attachés. Tous les magazines de promotion du secteur minier vont ainsi retranscrire de façon conjointe les évolutions de l'exploration et celles de l'autonomisation de l'île sur son gouvernement du territoire, et ils me semblent parfois constituer une tribune.

En 1997, cela est particulièrement visible dans le treizième numéro de *MINEX*. En préambule, il annonce que des négociations entre les gouvernements du Groenland et du Danemark se tiennent vis-à-vis du déménagement des bureaux de l'administration minière³³. Un an plus tard, le quinzième numéro écrit en premières lignes qu'

« Un nouveau chapitre dans l'administration et la promotion des ressources économiques du Groenland a commencé. Le transfert de responsabilités sur les ressources minières et pétrolières depuis le gouvernement danois à Copenhague vers le gouvernement du Groenland à Nuuk a longtemps été à l'agenda politique. C'est maintenant une réalité. »³⁴

Tant le fond que la forme de cette déclaration sont marquants. En plus du contenu qui relate avec solennité la réorganisation du secteur minier, le vocabulaire employé marque les ruptures. Le « nouveau chapitre » (*new chapter*) et la « réalité » (*reality*) soulignent l'arrivée d'une nouvelle ère, tandis que la répétition des mots « gouvernements » (*government*) insiste sur la séparation entre les deux pays. À travers ces phrases, c'est l'enjeu décolonial et indépendantiste que concentrent les minerais qui est exprimé. Quelques lignes plus loin, la précision selon laquelle ce déménagement n'affectera en rien la gestion des dossiers souligne la force politique de l'extrait. Plus qu'une mise à jour factuelle à propos de l'administration des ressources, cette introduction représente un étendard. Elle indique que le Groenland est sorti vainqueur d'une négociation entamée dès les années 1970³⁵, et que c'est désormais sa propre autorité qui gère les sous-sols.

33 « Greenland MINEX News », n°13, Novembre 1997, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1

34 « Greenland MINEX News », n°15, Novembre 1998, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1

35 Voir le chapitre trois pour le détail.

La cohabitation entre les éléments de la diplomatie dano-groenlandaise et les informations sur le secteur minier met en lumière l'espace politique qu'occupe la zone frontière dès les premiers jours de sa construction. Elle fait la publicité d'une géologie qui ne peut être dissociée de la question de l'émancipation nationale. Dès lors, l'exploration qu'elle promeut, l'augmentation des licences industrielles et les lois de cadrage vont composer des ressources minérales de valeur marchande et idéologique. Ces minerais exploités et à explorer deviennent socle d'un territoire national indépendantiste.

1991-2001 : la zone frontière fonde une ressource nationale

Dans le premier numéro de *MINEX* en 1992, le terme ressource est utilisé dans la partie des régulations³⁶. Ce regard économique sur le minerai n'est pas nouveau car il fait suite aux tentatives peu fructueuses de développement économique par Copenhague depuis le début des années 1960. De plus, les quelques mines qui sillonnent l'histoire de l'île ont depuis longtemps popularisé cette industrie³⁷. Le mouvement qui s'enclenche dans les années 1990 n'est ainsi pas tant celui de la transformation des minerais en ressources, mais celui de l'établissement d'un répertoire minéralogique de ressources proprement groenlandaises. La nuance que je pointe est celle de la dimension territoriale et nationaliste que les ressources minérales prennent par l'élaboration de la zone frontière. À partir des années 1990, le secteur minier devient une politique d'autonomisation et d'affirmation du Groenland en tant que territoire distinct du Danemark.

La nationalisation des ressources minérales s'opère par l'élaboration des premiers répertoires minéralogiques à partir de 1992. D'après mon étude des documents, aucune mesure globale n'est enclenchée et ce sont des campagnes géomorphologiques isolées qui dessinent durant dix ans la carte des minerais et du pétrole du pays. En 1992, l'administration minière lance une première campagne d'exploration aérienne qui vise à étudier les formations physiques de l'île depuis des dispositifs tels que l'imagerie satellite³⁸ et les capteurs magnétiques et radiologiques aéroportés³⁹. Cela apporte des données physiques, géologiques et chimiques d'abord de l'Ouest, puis du Sud, du Nord et enfin de l'Est⁴⁰. C'est la première fois qu'un recensement des formations physiques de cette ampleur est mené, et il s'accompagne d'études sismologiques plus restreintes qui s'intéressent aux hydrocarbures. Dès 1984, une cartographie est mise en place dans le Nord et au fil des ans elle se déplace en mer et dans différentes zones du pays. Selon les époques les résultats sont considérés plus ou moins probants et la direction pétrolière ne sera pas autant valorisée que les minerais⁴¹. Cette

36 Greenland MINEX News n°1 1992, *Op. cit.*

37 Voir les chapitres un, trois et quatre.

38 Greenland MINEX News n°2 1993, *Op. cit.*

39 « Greenland MINEX News », publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), numéro 2 à 14.

40 magazines Greenland MINEX News dans l'ordre : numéros 4, 7, 10, 18.

41 Rasmussen Ole Rasmus « La recherche pétrolière au Groenland » GIPTA, p103-106. En ligne

ressource a donc une place qui diminue au fil de cette historiographie.

L'investissement exploratoire est majoritairement financé par le gouvernement du Groenland, avec des aides ponctuelles du Danemark. C'est l'institut GEUS qui conduit ces terrains de recherche préliminaires, dont les compagnies privées prennent le relais une fois les résultats publiés. À ce moment, l'entreprise nationale groenlandaise Nunaoil A/S, fondée en 1985, joue un rôle important. Par contrats, les industriels du gaz et du pétrole lui sous-traitent l'exploration de façon systématique. Le Groenland se trouve ainsi en contrôle des recherches pétrolières, qui représentent un secteur stratégique dans les années 1990, alors même que l'administration du secteur est toujours à Copenhague⁴². Du côté des minerais, les entreprises se focalisent sur l'or et les diamants. La lecture de *MINEX* montre une augmentation drastique des demandes de licences après la publication des premiers résultats des campagnes aériennes⁴³. L'exploration géologique et la publication des données enclenchent ainsi un mouvement exponentiel d'exploration sur la décennie 1990. Les industriels usent des techniques aériennes et, à partir de la fin de siècle, font appel au forage sur des « zones cibles »⁴⁴. Au tournant de l'an 2000, aucune mine n'est en activité mais une grande partie de la côte Ouest est couverte de licence d'exploration pour les métaux précieux.

Cette période d'émulation exploratoire voit un changement majeur en 1998, le rapatriement des bureaux de l'administration minière à Nuuk. Ce déménagement s'accompagne d'un renouvellement bureaucratique avec la création du Bureau des minerais et du pétrole, l'organe de gestion du secteur minier groenlandais remplacé, en 2009, par l'Autorité de sécurité et de licences minérales, ensuite appelée l'Autorité des ressources minérales. Il s'agit d'une prise en main qui revoit le mode de gestion (mais pas la propriété danoise des souterrains) et est notifiée par le biais de *MINEX*⁴⁵. Le numéro qui annonce cette rénovation a lui-même un format différent avec des sections réorganisées et une police changée. L'aspect marquant est surtout celui de la carte des licences, document qui figure l'île et les zones en exploration. Je la reproduis en figure vingt pour appuyer mon propos.

<http://www.gitpa.org/Autochtone%20GITPA%20300/gitpa300-16-1groenlandTEXTESREFERENCERasmussen.pdf>

42 Rasmussen GIPTA, *Op. cit.*, p103.

43 « Greenland MINEX News », n°8, Juin 1995, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU).

44 « Greenland MINEX News », n°16, Mars 1999, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p2.

45 Greenland MINEX News n°15 1998, *Op. cit.*

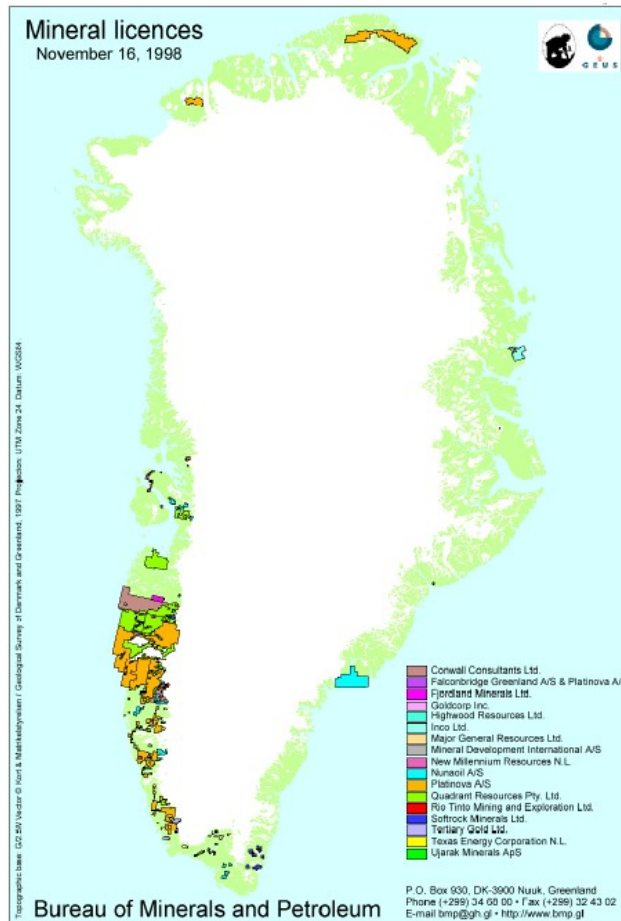


Figure 20: Carte des licences minières en novembre 1998

Source : Greenland MINEX News n°15 1998, *Op. cit.*, p8.

J'ai réduit la taille de la carte dans le but de faire ressortir certains éléments et de faire basculer au second plan les noms des compagnies minières. En effet, cette carte me semble importante dans l'histoire que je trace pour deux raisons. D'une part, elle n'est pas la première à être éditée mais elle représente le format sur lequel toutes les prochaines cartes vont être standardisées. Avant, les expressions « Licences exclusives », « Licences d'exploration » et « Licences minières » titraient de façon a priori aléatoire ce type de production. La dernière formule est plus globale et elle va rassembler toutes les cartes à venir. Le choix de lister les compagnies est nouveau, car avant seuls les codes administratifs des concessions étaient indiqués. Les couleurs vives, pour la première fois utilisées, contrastent avec le noir et blanc des productions antérieures, mais également avec les autres cartes du numéro qui ne sont pas en couleur. La liste des entreprises en bas à droite et leur coloration directe sur la carte les fait ressortir, donnant l'impression que les licences sont fondues au territoire. Cette présentation des licences minières a donc d'autre part pour effet de dépeindre un Groenland exploré et exploité. L'ajout du logo du Bureau des minerais et du pétrole (BMP, qui vient d'être créé) visible à côté de celui de GEUS en haut à droite souligne l'appropriation de la gestion des souterrains par Nuuk. Colorée par les licences d'exploitation et faisant mention de la

gouvernance groenlandaise, cette carte m'apparaît comme la première projection de la zone frontière.

En 2001, la communication dans *MINEX* de la première carte géologique du pays marque l'aboutissement d'une décennie de campagnes d'explorations qui établissent les ressources de la zone frontière. Le vingt-et-unième numéro engage le lecteur avec un titre appuyant sur le pendant nationaliste de cette entreprise, « Les ressources minérales du Groenland à l'honneur »⁴⁶. En dessous, un paragraphe fait un succinct historique de l'exploitation et de l'exploration minières du pays. Ce type d'introduction est rare dans la revue et a pour effet d'historiciser ce secteur sur le territoire, de l'ancrer pour la première fois en tant que domaine maîtrisé. Ces lignes sont mises en miroir avec la carte intitulée « Géologie et sélection d'occurrences minérales », intégrée en vingt-et-unième figure sur la page suivante. La qualité initiale du document ne permet pas de reproduire de façon plus claire la figure vingt-et-un, mais les éléments que je souhaite souligner sont visibles.

46 « Greenland MINEX News », n°21, Octobre 2001, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1.

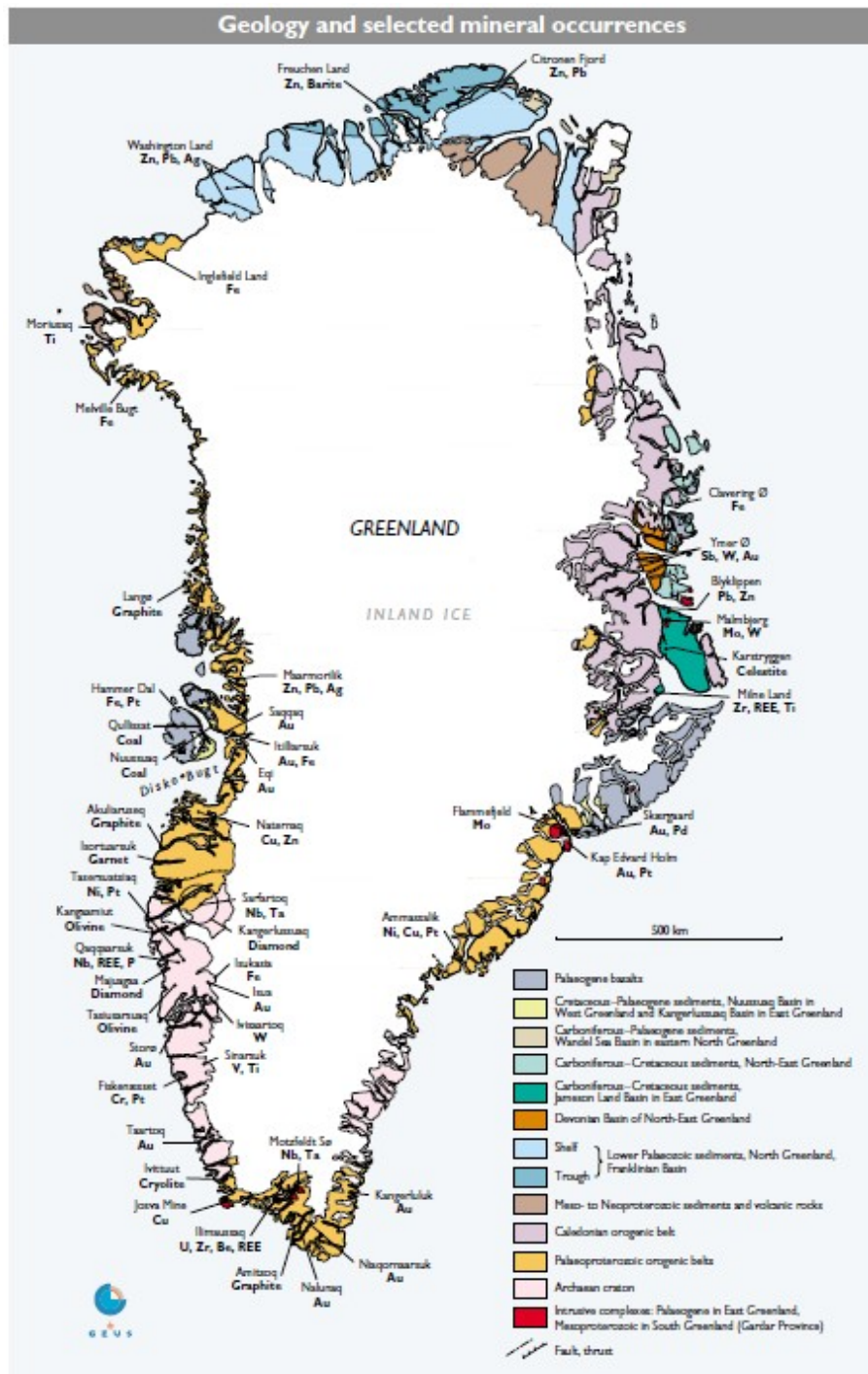


Figure 21: Carte géologique du Groenland, 2001
 Source : Greenland MINEX News n°21 2001, *Op. cit.*, p1.

Cette carte m'apparaît comme la première représentation de type « province métallogénétique » du Groenland. Elle se situe à la croisée de la géologie et de l'industrie par les informations qu'elle transmet. Les couleurs partitionnent l'île selon ses occurrences géologiques, et les indications fléchées mettent en lumière les minerais à valeur marchande tels l'uranium (U), le zinc (Zn) ou encore la graphite. La carte peut ainsi être lue par le milieu académique comme celui entrepreneurial. Sa mise en regard avec le titre « Les ressources minérales du Groenland à l'honneur » et le paragraphe sur l'histoire de l'exploitation associent directement cette géologie commerciale au secteur minier, mais également au territoire national. En effet, l'autre apport de la carte est de figurer le Groenland en tant que terre formée de ces ressources minérales, dont le paragraphe voisin souligne la gouvernance groenlandaise. La carte figure cette double nationalisation administrative et territoriale, dans laquelle l'île en vient à incarner l'état de zone frontière. En 2004, au terme d'un peu plus de dix années de politiques non coordonnées de recensement, le Bureau des minerais et du pétrole édite sa première stratégie pour le secteur minier. C'est en s'appuyant sur cet état frontalier qu'il promeut les provinces métallogénétiques, dont le travail de réalisation va changer la forme du territoire national.

Cartographies géologiques, géochimiques et géophysiques : le Groenland en volume

Les Stratégies minières de 2004 et 2009 soulignent toutes deux la qualité de « zone frontière » du Groenland et préconisent la mise en place de cartes des provinces métallogénétiques⁴⁷. La seconde section de la Stratégie de 2004, intitulée « Efforts géologiques, état et évaluation », précise de quelle manière ces documents doivent être réalisés.

« L'objectif du Bureau des minerais et du pétrole [BMP] vise donc à renforcer la connaissance spécifique de certaines images de minéralisation du Groenland, en vue d'établir des provinces métallogénétiques à un niveau de détail tel qu'elles pourront être directement utilisées par les explorations industrielles. Dans la situation présente, les efforts se concentreront particulièrement sur l'or et les diamants. »⁴⁸

Cette citation met en lumière la tactique de traduction déjà soulignée des provinces métallogénétiques, mais également leur focalisation sur les minerais recherchés par l'industrie minière. Entre 1990 et 2010, l'or et les diamants sont les métaux les plus explorés au Groenland et l'objectif du BMP est d'attirer encore plus d'investissements dessus. Les répertoires que les provinces métallogénétiques constituent ne sont donc pas exhaustifs mais ciblent ces minerais précis. L'orientation donnée pour la campagne de cartographie géologique illustre particulièrement cet aspect. À l'époque, treize cartes de ce type existent à

47 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p5 ; Mineral Strategy 2009, *Op. cit.*, p35.

48 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p11.

l'échelle du pays⁴⁹. Elles sont toutes issues des explorations financées par le gouvernement et le secteur privé depuis 1991, et l'ambition du Bureau des minerais et du pétrole (BMP) est double. Il veut voir publiées des descriptions des cartes chaque année dans le but de vulgariser ces informations, et établir une nouvelle carte d'échelle nationale. La durée de ce chantier est estimée à huit années, ce que le BMP commente ainsi

« Le Bureau des minerais et du pétrole recommande donc que GEUS prépare un plan pour l'achèvement des descriptions cartographiques, et qu'il donne la plus haute priorité aux cartes qui correspondent aux efforts du Bureau des minerais et du pétrole de se concentrer sur les aspects minéralogiques de l'ouest du Groenland et son potentiel aurifère et diamantifère en particulier. »⁵⁰

Cet extrait est un clair exemple de demande du Bureau des minerais et du pétrole d'orientation des recherches de GEUS. Quelques pages plus loin, cette demande est réitérée pour la carte géophysique⁵¹. La côté Ouest se trouve ainsi en situation de sur-exploration et sur-publicisation de ses gisements, tandis que d'autres espaces restent dans l'ombre. La cartographie du pays qui en résulte forme donc une nouvelle réalité territoriale, qui provient directement des prérogatives du BMP. Le lien du secteur minier avec la politique nationale va ériger ce travail cartographique au rang structurel. En effet, la géologie et la vulgarisation scientifique d'échelle nationale et systématique qui se développe à partir de 2004 va dessiner les contours des souterrains qui permettront l'établissement de l'Autonomie renforcée en 2009, plan qui indexe l'autonomisation du budget de l'île sur les recettes de l'industrie minière⁵². Ces souterrains explorés et publicisés par les géologues, les industriels et le Bureau des minerais et du pétrole vont donner la forme du territoire indépendantiste post-2009. Ils sont ainsi la matière de la zone frontière et constituent les strates de la nation groenlandaise détachée de la juridiction danoise.

Les Stratégies de 2004 et 2009 engagent à l'établissement de trois formes de cartographie (*mapping*) comme prérequis sur lequel dessiner les provinces métallogénétiques. Ces cartes sont d'ordre géologique, géophysique et géochimique et elles jouent chacune un rôle différent en mettant en avant des aspects spécifiques des sols et sous-sols. D'après le rapport, ces trois types de recherches visent à explorer les minerais mais également à permettre d'anticiper la production⁵³.

Les cartes géologiques sont les plus fournies des trois car elles représentent « des synthèses du savoir sur une aire »⁵⁴. Leur réalisation demande des campagnes de terrain pour lesquelles des équipes de GEUS étudient *in situ* les formations rocheuses et prélèvent des échantillons qui, analysés en laboratoire, permettent l'établissement des occurrences et familles rocheuses

49 *Ibid*, p13.

50 *Ibid*, p14.

51 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p18.

52 Voir le chapitre trois.

53 *Ibid*.

54 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p15.

et gazeuses. Leur démarche est de retracer la généalogie des strates du sol à travers la compréhension des dynamiques physiques et chimiques qui ont conduit à ce façonnage minéral. Les cartes produites reflètent alors cette composition par l'histoire et les dynamiques physiques. Pour appréhender au plus près cette perspective, j'ai extrait la figure vingt-deux du magazine *Ore and geology*, dédié à la promotion des recherches de GEUS et au secteur minier.

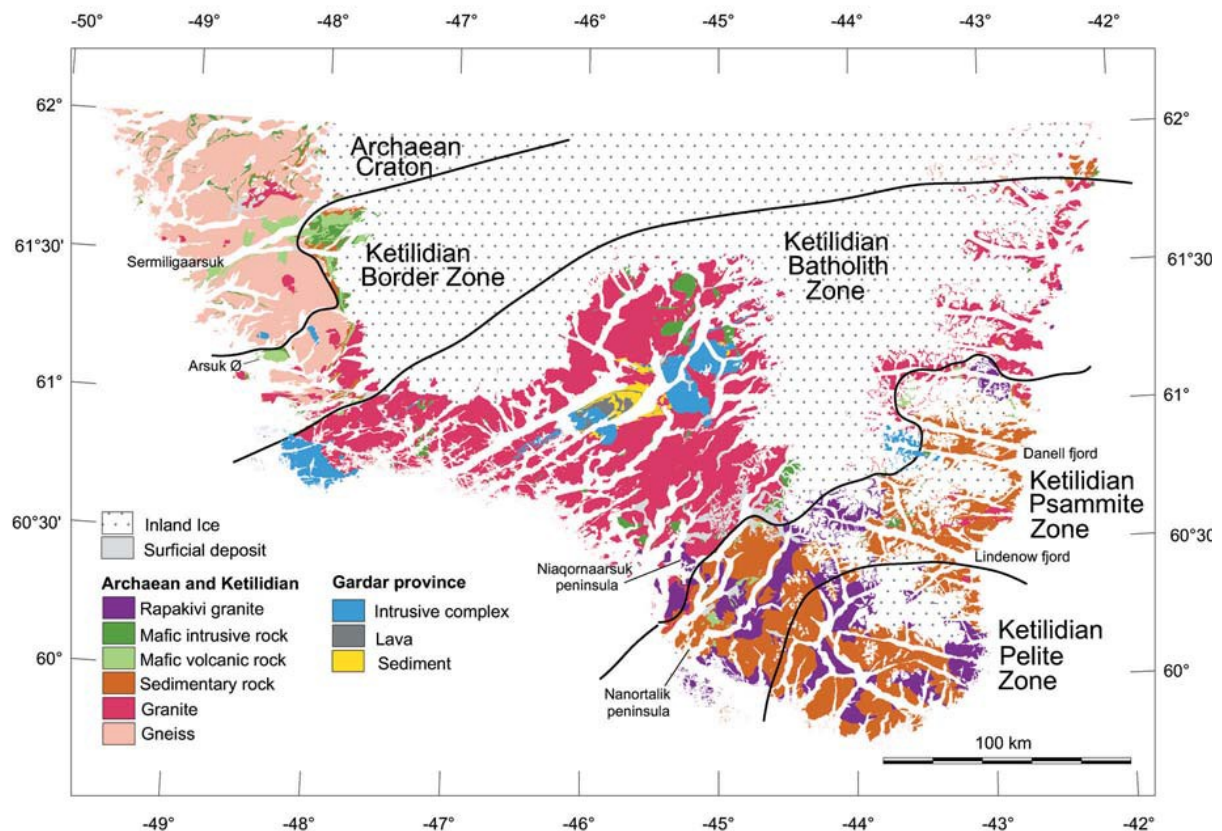


Figure 22: Carte géologique du sud du Groenland, 2002

Source : Bureau of Minerals and Petroleum, GEUS « Gold mineralisation and gold potential in South Greenland » *Ore and Geology*, n°1, 2002, 2nd édition, p3.

Cette carte peut sembler étrange et familière à la fois car elle projette la région sud-groenlandaise, dont j'ai déjà montré plusieurs cartes. Mais, si l'on peut retrouver ses contours il est néanmoins difficile de saisir les informations de prime abord. Elles sont incompréhensibles par tout non-géologue car elles renvoient à une composition de la matière par les temps de la Terre. Ainsi, la zone centrale « Ketilidian Batholith Zone » désigne un événement historique qui s'est déroulé il y a environ 1,8 milliards d'années et a construit la morphologie et une partie de la minéralisation de cet espace⁵⁵. Deux scénarios coexistent à

55 Garde A.A et all « The Ketilidian orogen of South Greenland: Geochronology, tectonics, magmatism, and

l'heure actuelle pour l'expliquer, l'un privilégiant la rencontre de plaques tectoniques, l'autre le détachement de parties terrestres vers la mer. Tous deux affirment que l'espace montagneux et vallonné qui caractérise ce paysage est né du choc de l'un de ces événements. En rose dans cet espace, le granite provient du lent refroidissement du magma terrestre ancestral et s'ancre, lui aussi, dans une histoire de la Terre. Chaque zone et chaque type rocheux en appellent ainsi à des modalités de compréhension spécifiques du territoire pour être saisis. Le dessin qui en ressort va alors plus loin que la seule description minérale et raconte une autre histoire de la région. Un passé fait de récits inattendus qui densifient temporellement et spatialement l'espace, et renouvellent la manière dont on l'appréhende.

Les études sismiques qui sont menées dans cette entreprise géologique avec pour but de détecter les ressources pétrolières et gazières se situent dans la même perspective⁵⁶. Elles sondent des zones invisibles au regard pour détecter ces substances et, ce faisant, modifient l'épaisseur du territoire. Les cavités, tunnels et puits mis au jour changent la représentation du pays. Il s'épaissit d'une verticalité par l'intégration de zones jusqu'alors non détectées, et que la zone frontière intègre à la composition nationale.

La cartographie géophysique est le deuxième type d'exploration préconisé. Elle est considérée comme une aide à celle d'ordre géologique et s'intéresse à la morphologie des sols⁵⁷. Elle peut aussi offrir des informations sur la composition des souterrains avec des techniques aéroportées. Des dispositifs aéromagnétiques mesurent la charge magnétique des roches, et ceux électromagnétiques en captent les propriétés électriques, permettant ensuite par calculs de déduction de percevoir certains types rocheux selon le courant qu'ils transmettent⁵⁸. Ces données informent sur la structure de zones en mettant au jour les reliefs et apportant de nouvelles informations sur les dynamiques physiques qui les déterminent. Le rapport précise que ces cartes doivent s'accompagner de documents explicatifs de vulgarisation en direction des industriels car elles peuvent s'avérer ardues à interpréter⁵⁹. D'ailleurs, outre un numéro qui leur est consacré, elles n'apparaissent jamais dans les revues de promotion du secteur minier⁶⁰. Dans l'ouvrage qu'ils dirigent, *Political geology. Active stratigraphies and the making of life*, les géographes Adam Bobbette et Amy Donovan expliquent que ce type d'étude a un rôle notamment anticipatoire⁶¹. Ces cartes permettent de prévoir les aspérités et les mouvements d'espaces avant même d'y avoir pénétré, donnant la

fore-arc accretion during Palaeoproterozoic oblique convergence » *Canadian Journal of Earth Sciences*, Vol 39, n5, pp765-793.

56 Pour un historique de ces campagnes : Frost Mette « Greenland Last Ice Area. Potentials for hydrocarbon and mineral resources activities » WWF Verdensnaturfonden, Copenhague, 2014, p87-92.

57 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p16.

58 *Ibid.*

59 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p18.

60 Le numéro est le vingt-deuxième de la revue *Ore and Geology* (il est également reproduit dans le numéro trois) : Rasmussen T.S et all « Airborne geophysical data from Greenland » *Ore and Geology*, Bureau of Minerals and Petroleum, GEUS, n22, Février 2013.

61 Bobbette Adam, Donovan Amy « Political geology : An introduction » in Bobbette Adam, Donovan Amy (dir.) *Political geology. Active stratigraphies and the making of life*, Palgrave Macmillan, 2019, Cham, pp1-34, p23.

possibilité aux industriels d'adapter leurs infrastructures et prodiguant au Bureau des minerais et du pétrole des précisions sur les conditions d'exploitabilité de secteurs. La géophysique entre ainsi dans le domaine de la prévision du risque et attache les zones explorées à une spatio-temporalité mouvante. Celle-ci se trouve régie par des mouvements terrestres qui informent sur les comportements passés et à venir des espaces. Cette approche fait du territoire un lieu dynamique vis-à-vis duquel les infrastructures peuvent entrer en interaction. Elles vont dompter, utiliser ou augmenter ces courants pour en tirer un profit minier. Les cartes géophysiques forgent ainsi une nouvelle description de l'espace par ses comportements et son activité, tels qu'interprétés par cette science.

Les cartes géochimiques, dernier moyen pour établir les provinces métallogénétiques, visent à fournir un état des lieux de la flore, des eaux et des minerais de l'île⁶². Le rapport précise que les recherches chimiques sont conduites au Groenland depuis les années 1970 et se sont développées au point de pouvoir fournir un « atlas » géochimique de la côte ouest-groenlandaise. Il s'agit d'un répertoire standardisé d'échantillons et d'analyses qui permet des comparaisons, et dont les valeurs servent de référence pour tout chantier. De nos jours, l'atlas permet aux compagnies d'évaluer les impacts estimés de leur production sur l'environnement par comparaison entre les valeurs actuelles et celles anticipées. Il ne couvre pour le moment que l'espace qui a été le plus exploré depuis les années 1990, d'où le besoin d'un chantier national⁶³. Les données qui en ressortent composent ainsi un nouveau format, celui de l'inventaire. Cette perspective est une configuration particulière qui affirme que tout ce qui fait la texture environnementale du Groenland peut être rangé dans un catalogue. Cette chimie opère alors un tri entre ce qui relève de l'environnement et ce qui n'en relève pas, ce qui m'amène à deux commentaires. Premièrement, ce catalogue a une importance primordiale car c'est vis-à-vis des éléments qu'il contient que les industriels élaborent leurs Enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux. Il décide ainsi de ce qui est à intégrer à l'environnement, et rend légitime des objets par cette action. Le reste, passé sous silence, n'est pas considéré comme pertinent par le secteur minier. C'est dans cette partition de la légitimité que repose mon second commentaire. En donnant aux chercheurs de GEUS la charge de former ce catalogue, tout ce qui relève du rapport non-chimique ou non-scientifique à l'environnement est exclu. La cartographie géochimique fonde ainsi un répertoire environnemental qui sélectionne les aspects du territoire qui correspondent à son paradigme et laisse de côté ceux qui n'entrent pas dans son champ d'appréhension. Ces derniers ne participent pas à ce nouveau descriptif national et courent le risque d'être écrasés, dynamités ou transformés par l'industrie minière. Cela signifie aussi que ces objets environnementaux illégitimes ne sont pas non plus comptabilisés dans les impacts lorsqu'ils sont touchés.

Au chapitre quatre, c'est ce procédé d'élection que Marianne remet en question lorsqu'elle

62 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p20.

63 *Ibid*, p19.

décrit l'action des experts, et, au chapitre cinq, ce sont ces relations non dicibles qui sont les premières touchées par les projets miniers. Cette étude des cartes techno-scientifiques permet ainsi de remonter la piste du régime frontalier que j'ai introduit dans la seconde partie de la thèse, non plus par les effets qu'il produit, mais par la façon dont il s'est imposé en tant que schème hégémonique du secteur minier.

Les stratégies de 2004 et 2009 enclenchent l'exploration cartographique de l'île dans le but de former les provinces métallogénétiques et, par cela, de publiciser l'état de zone frontière du Groenland. Cela aboutit à l'ouverture de deux mines ainsi qu'à l'augmentation des licences industrielles. En 2009, la loi indépendantiste prend appui sur ce secteur dynamique pour programmer la séparation économique entre le Danemark et le Groenland, et elle transfère les compétences sur les souterrains à l'île. Par-delà la question de la propriété que je vais traiter au prochain chapitre, je souhaite pointer ici le processus par lequel ces droits sont effectivement acquis. Comme pour tous les autres pouvoirs rapatriés, c'est l'écriture d'une loi groenlandaise qui signe l'acquisition des compétences. Dans le cas des souterrains, c'est par l'adoption de la Loi minière que cela passe, comme je l'ai expliqué au troisième chapitre. Mais, en plus d'affirmer la souveraineté du gouvernement groenlandais sur les terres, ce texte encadre aussi l'exploitation des souterrains⁶⁴. Il précise notamment que les « ressources minières » désignent les hydrocarbures et les minerais, et il établira au fil de ses amendements jusqu'en 2021 les conditions de production à petite et grande échelle. À l'aune de cette loi sur les activités minières de 2009, le territoire qui tombe sous la juridiction groenlandaise n'est ainsi pas seulement celui revendiqué depuis les années 1960 par le mouvement décolonial, mais également celui construit par la zone frontière. Celui dont les souterrains sont perçus comme une ressource à exploiter nécessitant un environnement légal et technique de gestion spécifique, façonné par les explorations géologiques et physiques depuis les années 1990.

L'espace national que présente ce territoire frontalier a des caractéristiques singulières en raison des biais de rentabilité économique et des disciplines académiques à l'origine de sa production. Les formations rocheuses et minéralogiques établies par l'exploration géologique enracinent le pays dans une temporalité millénaire et immémoriale, qui dépasse la chronologie coloniale pour insérer le Groenland dans une trame individuelle. Les bases géomorphologiques sur lesquelles il s'appuie lui offrent un recul bien plus vaste que la colonisation, qui constituait jusque là un repère narratif central. Ses frontières nationales – constituées durant la colonisation – deviennent déterminées par une ancestralité minéralogique. La surface, les cavités et les roches sont perçues comme des mouvements géomorphologiques en évolution à documenter, surveiller, ou exploiter. C'est une cohabitation dans laquelle les humains et les machines sont placés en position de contrôle et de domination. Ceux-ci s'exercent par la distribution des espaces au regard des dispositions minéralogiques et physiques assises par la zone frontière et ses outils, mais également par la

64 Inatsisartut (en danois) « Lov om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) », (en groenlandais) « Aatsitassat pillugit ingerlatallu tamatumunnga pingaarutillit (aatsitassanut ikummatissanullu inatsit) » EM2009/120, loi n°7 du 7 décembre 2009, Nuuk.

classification de certains de ses composants. Les atlas chimiques rapportent ainsi la densité environnementale à des chiffres et des formules mis en tableau, en sélectionnant certains objets plutôt que d'autres. À ces éléments s'ajoute la perspective selon laquelle est dessinée cette nation frontalière, celle d'une exploration à effectuer et d'une exploitation à venir. Les caractères qui font ce territoire en 2009 anticipent de façon intrinsèque une évolution physique : les mouvements géomorphologiques permettent de projeter les réactions à l'extraction, les répertoires prévoient des modifications florales et hydrauliques. Les chantiers du futur semblent ainsi déjà intégrés au territoire, espace qui apparaît alors comme un volume indissociablement politique et minéral.

J'emprunte cette perspective sur le territoire par le volume, et non pas par l'horizontalité, au géographe Stuart Elden⁶⁵. Ses recherches s'intéressent à la territorialité de l'État, c'est-à-dire à ses moyens de construction physique et de perpétuation de son pouvoir. Dans la lignée du courant des géopolitiques souterraines, il affirme que l'organisation des espaces constitue l'outil de naissance et de déploiement de cette autorité⁶⁶. L'État marque des frontières horizontales (maritimes, terrestres) et il s'approprie les profondeurs et les airs au travers d'autres dispositifs qui posent son empreinte⁶⁷. Ceux-ci se perçoivent au quotidien par les outils de fonctionnement étatiques (sondes, satellites, etc) et ils sont au cœur de la définition des environnements qui nous entourent (zones minières, halieutiques, couloirs aériens, etc)⁶⁸. Pour ce géographe, la création de l'autorité étatique passe par ce processus de distribution et de contrôle des espaces, ce qui m'apparaît pertinent pour penser le territoire qui émerge de la zone frontière et devient celui de l'indépendance groenlandaise en 2009. Le travail de l'historien Bruce Braun sur l'établissement du pouvoir politique canadien au XIX^{ème} siècle rejoint un prisme similaire, intéressant à mettre en regard de la situation groenlandaise. Il se concentre également sur la co-construction des pouvoirs politiques et des espaces dans lesquels ils se déploient. Il explique que le gouvernement canadien de l'époque s'érige à travers l'émergence de la géologie en tant que science dominante, et en s'appuyant sur la partition spatiale des « ressources » qu'elle établit⁶⁹. Le contrôle de cet espace repose alors sur les fondements de la géologie et les possibilités économiques qui en ressortent. Ces travaux me portent à analyser le volume composé par la zone frontière comme celui qui incarne le pouvoir étatique en construction. Un volume qui permet l'élargissement du régime d'autonomie en 2009, et qui va supporter l'installation d'un gouvernement entièrement indépendant du Danemark, comme le prescrit le transfert de compétences de 2009 et dont les souterrains sont en 2021 l'unique champ déménagé.

65 Elden Stuart « Secure the volume : Vertical geopolitics and the depth of power » *Political geography*, 34, 2013, pp35-51.

66 *Ibid*, p35.

67 *Ibid*, p49

68 Bobbette et Donovan 2019, *Op. cit.*, p2 ; Graham, S. « Vertical geopolitics: Baghdad and after » *Antipode*, Vol 36, n1, 2004, pp12-23, p18.

69 Braun Bruce « Producing Vertical Territory: Geology and Governmentality in Late Victorian Canada » *Ecumene*, Vol7, n1, 2000, pp7-46.

Dans le trente-troisième numéro de *MINEX* daté de décembre 2008, les rédacteurs annoncent que le Groenland obtiendra en juin 2009 le statut de Gouvernement indépendantiste. En vertu de cela, ils déclarent que les prérogatives du pays sur les « matières premières » évolueront, sans donner plus de détail⁷⁰. Comme en 1998, l'investissement politique des sous-sols ne peut être réprimé. L'historique de la zone frontière que j'ai mené indique qu'à partir de l'établissement des mesures systématiques de déploiement du secteur minier en 1991, les souterrains deviennent les agents de composition de la nation groenlandaise en tant qu'entité distincte du Danemark et de sa relation avec ce pays. L'exploration menée par les industriels et GEUS aboutit à l'établissement de la zone frontière en 2004, état qui marque la politique du pays jusqu'à nos jours. Le chantier cartographique qu'elle lance attire alors les investisseurs et redéfinit les frontières matérielles de l'île, dessinant celles de l'État-nation indépendantiste. Les espaces géologiques explorés et à exploiter, les dispositifs et aménagements scientifico-industriels ainsi que les régulations minières forment un tout nouveau volume territorial et politique. Depuis 2009, la gestion de ce secteur témoigne de son engagement structurel à la nation groenlandaise. Les ressources minérales sortent de terre et investissent la société.

2) La zone frontière comme idéologie et industrie structurantes

Depuis 1991, l'exploration des souterrains s'accompagne de leur promotion par divers canaux. Cette entreprise porte tant vers le marché international des minerais qu'au sein du pays, et s'affirme par le biais de mesures économiques et idéologiques. Ensemble, elles font des ressources minières l'attribut par lequel la nation indépendantiste se présente et se construit. La zone frontière apparaît alors comme agent de structuration du territoire.

« En tant que zone frontière », un état commercial

En juin 1992, le premier numéro de *MINEX* annonce en intertitre une « régulation des taxes favorable »⁷¹. Les quelques mesures qui suivent présentent ces taxes, dont le détail n'est pas nécessaire à mon propos. Dès le départ, les régulations ont pour objectif de donner l'image du Groenland comme une terre d'investissement. Elles annoncent une législation qui s'adapte au marché, ce que la crise des minerais du milieu des années 1990 confirme. En juin 1999, les rédacteurs de *MINEX* informent les industriels qu'en raison de la baisse générale des prix des minerais et des métaux, les « engagements exploratoires » des compagnies sont réduits de

70 « Greenland MINEX News », n°33, Décembre 2008, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p7.

71 Greenland MINEX News n°1 1992, *Op. cit.*, p1.

50%⁷². Cela signifie que les industriels qui disposent d'une licence d'exploration sur une zone peuvent n'effectuer que la moitié des opérations qu'ils avaient annoncées, telles que des campagnes de terrain ou des analyses en laboratoire. Il s'agit d'une mesure accommodante qui vise à éviter la baisse du nombre de demandes de licences auprès du pays, ce à quoi les rédacteurs assistent déjà⁷³. L'efficacité de cette politique l'amène à être reconduite l'année suivante et permet au pays de maintenir un taux de licences d'explorations que la revue considère comme acceptable⁷⁴.

En plus d'informer de l'adaptation du cadre légal du secteur minier au marché, les publications de *MINEX* qui présentent cet allègement ponctuel évoquent pour la première fois les industriels qui s'intéressent le plus au Groenland, les *junior companies*⁷⁵. Ce terme désigne un type d'entreprises défini par sa petite taille en terme d'employés et de capitaux, son appétence pour les nouveaux minerais, ainsi que son inexpérience. Ces jeunes compagnies sont spécialisées dans la recherche de terrains miniers et le travail d'exploration qui, s'il débouche sur l'exploitation et le traitement des minerais, donne souvent lieu au rachat de la compagnie par une plus grande entreprise. Pour les dirigeants et actionnaires de ces structures, c'est alors la richesse assurée⁷⁶. Greenland Minerals est un bon exemple de ce type de sociétés, mettant en avant les qualités et les défauts pour le pays exploré. En effet, en 2007 la compagnie est fondée uniquement par intérêt pour les terres rares, le zinc et l'uranium groenlandais. Elle devient ainsi un atout stratégique pour le pays qui entre en collaboration avec elle, partageant le même objectif commercial. Néanmoins, la faiblesse de capital de Greenland Minerals l'oblige à une recherche perpétuelle de financements qui met en péril son activité et la déstabilise, ce qui se répercute sur la politique nationale. C'est le cas en 2019 lorsque le gouvernement pose un ultimatum à l'entreprise pour qu'elle lui rembourse une somme avancée depuis quatre années⁷⁷. L'enjeu tactique de distinction pour ces jeunes entreprises les pousse à s'intéresser à des zones en développement minier et à des minerais compétitifs, d'où la convergence d'intérêts avec le gouvernement du Groenland. En 2004, la Stratégie minière les considère même comme la cible privilégiée des politiques marchandes.

En 2004 et 2009, les Rapports stratégiques du secteur minier établissent les mêmes mesures en direction des jeunes entreprises. Ils expliquent tout d'abord que ces structures sont spécialisées dans la phase d'exploration des zones frontalières, et que les entreprises minières ne prennent le relais qu'une fois l'exploitabilité assurée, c'est pourquoi elles sont les cibles principales du Groenland⁷⁸. Néanmoins, ils soulignent une évolution de cette division

72 « Greenland MINEX News », n°17, Juin 1999, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1.

73 *Ibid.*

74 « Greenland MINEX News », n°18, Février 2000, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p1.

75 *Ibid.*

76 Cruxinvestor <https://www.cruxinvestor.com/articles/junior-mining-companies-failure> [Consulté le 26/07/2021] et Mineral strategy 2004, *Op. cit.*, p6 et 40.

77 KNR « Greenland Minerals betaler regning og undgår inkasso » le 14/09/2019 [Consulté le 15/09/2019]

78 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p6 ; Mineralstrategi 2009, *Op. cit.*, p16.

internationale qui touche la stratégie groenlandaise. En raison de l'extrême compétitivité du marché, l'exploration préliminaire faite par les États doit être plus approfondie qu'avant dans le but de fournir une image complexe des espaces qui soit attirante⁷⁹. Les provinces métallogénétiques interviennent ainsi pour répondre à cet enjeu d'approfondissement de la connaissance, et c'est selon leurs critères qu'elles sont élaborées. En effet, il est précisé à propos de la carte géophysique que

« La plupart des jeunes entreprises et petits cabinets de conseil n'ont pas les moyens nécessaires au déchiffrement et à l'utilisation des informations contenues dans les données géophysiques. Il est donc important que GEUS présente des interprétations des données [...] »⁸⁰

L'enjeu de séduction des jeunes compagnies se perçoit également dans les choix de marketing des minerais du pays. Les rapports encouragent à assister aux foires, salons et autres rassemblements du marché. Ils soulignent que ces entreprises y participent toujours, et qu'en rencontrant des acteurs du secteur groenlandais elles contribueront, par relais, à faire la publicité de l'île « en tant que territoire d'exploration »⁸¹.

La communication autour des minerais constitue un aspect central des politiques minières depuis les années 1990. Les numéros de *MINEX* en eux-mêmes représentent une vitrine, tout en informant des autres initiatives en ce sens. En 1992, la *Mineral exploration excursion* en est l'initiative la plus impressionnante. Sept investisseurs sont amenés sur des sites en prospection pour une démonstration de la qualité des minerais et de l'environnement groenlandais. Le second numéro de *MINEX* relate avec détails ce séjour, transmettant la dimension exploratoire de la stratégie de la zone frontière

« Les participants qui visitaient le Groenland pour la première fois ont dit avoir été impressionnés non seulement par la géologie et les paysages, mais également par le climat : vingt-quatre heures de soleil et pas de vent ! Voyageant plus de 1800 km par hélicoptère, les sept hommes du groupe, menés par un géologue expérimenté de GEUS, ont visité une grande variété d'occurrences minérales [...]. »⁸²

Cette excursion est réitérée en 1993, et j'en perds ensuite la trace dans les documents. Je ne sais pas si elle a été maintenue. Sa description témoigne de l'enjeu de représentation de la zone frontière groenlandaise comme d'un terrain à découvrir, d'une zone à la fois vierge d'exploitation et riche de trésors à extraire. Le fait d'amener les investisseurs sur site ancre cette stratégie dans les montagnes et les souterrains du pays en offrant une projection simultanée des minerais et des mines.

79 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p29 ; Mineralstrategi 2009, *Op. cit.*, p6.

80 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p18.

81 *Ibid*, p6.

82 Greenland MINEX News n°2 1993, *Op. cit.*, p3.

En dehors de cette publicité, on peut souligner la participation groenlandaise à des conférences qui rassemblent les acteurs du secteur, et le lancement des magazines de vulgarisation. Dans les années 1990 la revue annuelle *Trade and Industry* est créée pour informer sur la législation minière, la géologie de l'île et les projets en cours⁸³. Son slogan « This is Greenland » souligne la dimension sociétale attachée à ce secteur industriel. En 2002, *Fact Sheets* et *Ore and Geology* sont édités de façon bi-annuelle dans le but de décrire des formations géologiques précises et de présenter des projets miniers. En plus de cela, les investisseurs peuvent trouver des informations sur un site internet dédié depuis 1998⁸⁴. La promotion sur la scène internationale des minerais accompagne ainsi dès les années 1990 le déploiement de cette industrie.

En 2004, le Rapport stratégique pose la question de la taxation des entreprises. La section débute en établissant le lien entre le statut de zone frontière et la régulation à appliquer.

« Le Groenland devant encore être considéré comme une zone frontière en termes d'exploration et d'exploitation des ressources minérales, il est important que le régime de taxation soit compétitif par rapport aux autres pays à l'exploitation établie et autres zones frontières. »⁸⁵

Dans les pages suivantes, plusieurs modèles sont évalués jusqu'à la conclusion qui affirme qu'aucune taxe ne doit être posée sur les industriels tant que l'exploitation n'est pas plus développée⁸⁶. L'objectif est donc de transmuter les explorations en mines à travers une réglementation qui séduise suffisamment des jeunes entreprises pour qu'elles opèrent la bascule vers l'exploitation. En 2009, l'augmentation des explorations et les deux mines entrées en activité lancent de nouvelles réflexions sur ce sujet⁸⁷. Toutefois, la stratégie souligne qu'« Avec son histoire minière limitée, le Groenland doit continuer à être perçu comme une zone frontière »⁸⁸ et qu'il ne modifie pas les taxes qu'il applique. Le rapport affirme que le pays n'est pas encore suffisamment intégré au marché, et qu'il ne doit pas effrayer les industriels avec l'imposition⁸⁹. Sur quelques pages, le Groenland est comparé avec d'autres pays et sa qualité de zone frontière est toujours soulignée comme un atout. Pour les jeunes entreprises, elle signifie un bas niveau de taxation et des opportunités minéralogiques. Au niveau groenlandais, la zone frontière représente donc une posture commerciale d'intégration du marché et d'attraction des compagnies.

83 « Greenland MINEX News », n°16, Mars 1999, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p7.

84 « Greenland MINEX News », n°14, Mars 1998, publié par Mineral Resources Administration for Greenland (MRA) et Geological Survey of Greenland (GGU), p6. Ce site est désormais à l'adresse <http://www.greenmin.gl/>

85 Mineral Strategy 2004, *Op. cit.*, p44.

86 *Ibid*, p48.

87 Mineralstrategi 2009, *Op. cit.*, p29.

88 *Ibid*, p35.

89 *Ibid*, p37.

En 2014 cette expression disparaît presque entièrement du Rapport stratégique. Le ton des rédacteurs perd sa dimension projective et stratégique pour adopter une attitude présentiste qui substitue la réalisation à la proposition. Cela s'explique par le développement exponentiel du secteur suite au rapatriement du contrôle des souterrains au Groenland en 2009, aux trois mines alors en activité, aux projets d'exploitation et à la réforme minière qui dessinent un pays à l'activité extractive affirmée. Cette dynamique qui tient alors tant à l'anticipation qu'à la production en cours conduit à la mobilisation d'un nouvel acteur dans les Stratégie de 2014 et 2020 : la société groenlandaise.

Les ressources minières, un secteur « moteur du développement social »

En 2014, la présence d'une section « Préambule » est inédite à une Stratégie minière, et elle annonce un changement de perspective⁹⁰. Ses premiers mots amènent à lire le Rapport non plus uniquement en tant que stratégie de développement minier, mais comme programme à l'action nationale.

« Le gouvernement du Groenland souhaite promouvoir la prospérité et le bien-être [*welfare*] de la société groenlandaise. L'un des moyens pour cela est de créer de nouvelles sources de revenus et des opportunités d'emploi dans le secteur des ressources minérales. L'objectif du gouvernement du Groenland est d'accroître les chances de faire une découverte de pétrole commercialement viable. De plus, le Groenland devrait toujours avoir de cinq à dix mines en activité sur le long terme. »⁹¹

Cet extrait appelle plusieurs commentaires. Tout d'abord, il se pose en rupture avec les Stratégies de 2004 et 2009 qui ne déploient aucun discours ayant trait à la « société groenlandaise ». Ce collectif est mobilisé pour la première fois, et le secteur minier est présenté comme un allié à la construction de son « bien-être ». Je note donc l'évolution de l'ambition qui ne place plus la zone frontière au cœur du propos, mais expose désormais comment les minerais peuvent bénéficier à la « société ». Ensuite, l'exploitation pétrolière apparaît pour la première fois liée à celle des minerais. Cela souligne l'aboutissement des campagnes de prospection préliminaires lancées dans les années 1990 et l'intensification du développement sectoriel. La dernière phrase assoit cette direction résolument extractiviste. Pour finir, c'est la première fois qu'un Rapport stratégique annonce dès sa page d'ouverture une exploitation minière. Jusque là, la focalisation était à l'exploration et au recensement des minerais. Porter l'attention sur la mine engage désormais à décaler le regard depuis la dimension exploratoire de la zone frontière vers celle de l'activité productive. En 2020, c'est ce même prisme qui amorce la « Préface » de la Stratégie.

90 Naalakkersuisut « Greenland's oil and minerals strategy 2014-2018 » 8 Février 2014, FM2014/133

91 *Ibid*, p7.

« Il existe un large consensus politique au Groenland pour développer le secteur des ressources minérales en une industrie de premier plan qui modifie l'économie et crée de nouveaux emplois, compétences et entreprises pour les industries existantes. En même temps, le secteur des ressources minérales doit contribuer à la trésorerie et au développement économique au bénéfice de l'ensemble du Groenland. »⁹²

Cette fois-ci, les mines et l'exploration ne sont pas immédiatement différenciées et ce sont les gains pour la société groenlandaise qui sont mis en avant. Les emplois et le « bénéfice de l'ensemble de la société » rappellent 2014, et la strate gouvernementale a été ajoutée. La « trésorerie » renvoie au budget national et témoigne de l'arrimage de ce secteur à une politique de type étatique. J'entends ici une politique menée de façon autonome par le Groenland à l'aide de ses propres institutions, par contraste avec la période pré-2009 où le secteur minier était géré en partenariat avec Copenhague, et avec des fonds indépendants. Cette transition se reflète aussi dans le changement d'édition des rapports. Ceux de 2004 et 2009 sont écrits par le Bureau des minerais et du pétrole, organe qui s'occupait du secteur minier lorsqu'il était cogéré, tandis que ceux de 2014 et 2020 sont signés du Gouvernement du Groenland. Le préambule et la préface respectivement cités sont d'ailleurs écrits par les cabinets ministériels des ressources minières. Cette évolution montre l'enchâssement des ressources minérales à la constitution politique du Groenland après 2009. Les extraits des rapports de 2014 et 2020 indiquent qu'un rôle moteur et structurant est dévolu à ce secteur. Il est non seulement élaboré pour permettre l'accroissement du budget national, mais également pour organiser d'autres domaines industriels et accompagner les services publics.

Le Rapport de 2014 annonce cette ambition par ses trois objectifs : le renouvellement du modèle de redevances, « le développement durable en terme d'environnement, de formation et d'emploi », et l'établissement d'une cartographie indépendante du territoire⁹³. Je vais d'abord me concentrer sur les deux premiers aspects, et traiter le dernier dans la section suivante. L'aspect social du secteur minier est amené dès l'introduction du document qui propose un état des lieux socio-économique du Groenland. À force de graphiques et de figures, on y apprend que le budget est déficitaire et que les ratios de main d'œuvre et d'inactifs sont déséquilibrés. Après une démonstration portant sur la difficulté à redresser cette situation, les rédacteurs concluent

« En partenariat avec d'autres domaines, le secteur des ressources minérales doit contribuer à financer le bien-être sociétal et doit aussi être impliqué dans les différentes priorités pointées par la Stratégie au niveau politique. Au regard du climat économique actuel, réaliser les objectifs d'accroissement de l'autosuffisance [*self-sufficiency*] n'est pas réaliste sans un développement substantiel du secteur des ressources minérales. »⁹⁴

92 Ministère des ressources minérales « Greenland's mineral strategy 2020-2024 » Février 2020, Naalakkersuisut, p2.

93 Greenland's oil and minerals strategy 2014-2018, *Op. cit.*, p8.

94 *Ibid*, p17.

Les minerais sont ainsi perçus comme une solution pour résoudre les problèmes économiques du pays et mener à l'indépendance. Juste après, la section « démographie » soulève une des problématiques majeures du pays : l'émigration des travailleurs qualifiés et des ménages les plus aisés. Par les services directs et dérivés, les mines sont considérées comme un outil pour redresser cette situation en offrant des formations, des emplois et de l'activité qui comblent le départ de ces personnes⁹⁵. La rhétorique de l'acquisition de compétences, que je développe dans la section suivante, représente l'un des thèmes majeurs des stratégies de 2014 et 2020 et recouvre la volonté de faire émerger les mines comme nouvelle référence professionnelle et industrielle.

Dans le Rapport de 2014, toute une partie est d'ailleurs consacrée aux aménagements à repenser à l'aune des mines. L'implantation de sites extractifs en périphérie de villages comme en zones désertes d'humains nécessite d'adapter les centres d'accès aux soins et aux services sociaux en fonction du nombre de travailleurs et de la durée d'activité⁹⁶. La perspective minière engage également à former, en amont, les travailleurs qui occuperont les emplois et à développer dès à présent les structures correspondantes. Pour le moment, seul le Collège technique construit à Sisimiut en 2011 prodigue cet enseignement à une vingtaine de diplômés par an, et il est à prévoir que l'essentiel des formations sera assumé par les industriels⁹⁷. Au-delà de ces mesures sectorielles, la volonté gouvernementale est de voir le secteur minier prendre en charge un rôle mobilisateur et organisateur de la société dans son ensemble, comme l'illustre particulièrement cette citation de la partie « Citoyens, communauté locale et parties prenantes »

« Quand nous parlons d'un Groenland où l'exploration et l'exploitation des ressources minérales sont le moteur du développement social, il ne s'agit pas seulement d'ajuster l'économie, les services fournis par les entreprises locales et les programmes de perfectionnement et de formation prodigués à la main-d'œuvre pour être en mesure d'assumer la nouvelle industrie. Il est également nécessaire que la transition se déroule d'une manière qui permette aux citoyens de s'adapter aux nouvelles exigences, défis et possibilités. »⁹⁸

L'expression « moteur du développement social » décrit parfaitement la perspective idéologique et économique qui repose sur les ressources minérales au niveau national. Pour la soutenir, des dispositifs légaux sont mis en place dans le but d'engager implication et action locale et citoyenne⁹⁹. *L'Impact and Benefit Agreement*, conclu entre une commune et une entreprise, a ainsi pour but de statuer sur les conditions de déploiement de l'activité minière telles que le nombre d'emplois ou la localisation des infrastructures secondaires. Les Enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux, déjà présentées dans la thèse, représentent un autre moyen de générer une participation à travers les réunions d'information et les consultations

95 *Ibid*, p17-20.

96 *Ibid*, p88-90.

97 *Ibid*, p86-94.

98 *Ibid*, p90.

99 Les notions de « local », « citoyen », « partie prenante » sont étudiées au chapitre suivant.

auxquelles elles donnent lieu¹⁰⁰. Ces mesures progressivement mises en place entre 2009 et 2014 sont inédites et elles jouent un rôle mobilisateur de la population. Elles organisent de nouveaux types de rapports entre le gouvernement, les entreprises et les habitants d'espaces miniers. Ce faisant, elles ont aussi pour effet d'implanter une représentation du territoire qui dédie certains minerais et certains espaces aux activités extractives. Ces actions auxquelles s'ajoutent des plans de réaménagement des services composent une cartographie de l'île formée par l'industrie minière, alors même que la production, en 2014, comprend deux mines et cent-dix travailleurs directs selon les chiffres officiels¹⁰¹.

La situation de la région sud-groenlandaise constitue un exemple de cette politique anticipatoire, et souligne ses failles. En effet, elle montre que les aménagements régionaux se déploient au regard de l'extraction envisagée, mais qu'ils se maintiennent dans un en-devenir partiellement inaccompli. C'est ainsi que le tourisme s'agence en épousant les contours des zones minéralogiques stratégiques, mais que la ville de Narsaq ne voit aucune rénovation de ses infrastructures en raison du caractère hypothétique du projet minier. La dimension mobilisatrice et structurante des ressources minières au niveau national se situe ainsi toujours dans la liminarité de la zone frontière, même si elle n'en porte pas le nom. Elle a pour rôle de recomposer les équilibres industriels et de dynamiser les échanges, tout en négociant sa dimension encore projective vis-à-vis de la population.

Alors que les rédacteurs de la Stratégie de 2014 ne font pas usage de l'expression « zone frontière » de façon générale, elle surgit dans la section dédiée à deux ressources, les hydrocarbures et l'uranium¹⁰². Dans les deux cas, le rapport expose que dans le but de rester compétitif, le Groenland ne doit pas augmenter les taxes qu'il applique pour ces minerais. C'est la première fois que la question de la différenciation minérale se pose dans ce domaine, et elle me semble souligner la mutation depuis un secteur caractérisé par l'exploration vers l'exploitation. En ce sens, les hydrocarbures et l'uranium paraissent ne pas participer au mouvement et se maintenir dans les strates préliminaires de la zone frontière, avec son impératif d'attraction des jeunes entreprises. Je développerai dans la section suivante cette distinction qui s'opère entre des ressources qui n'ont pas les mêmes qualités. À partir de 2014, on note ainsi la lente et irrégulière entrée dans l'ère de l'exploitation à l'aune des politiques minérales différenciées, des deux mines ouvertes et de l'alignement des politiques d'aménagement des services sur le déploiement du secteur minier. En parallèle, des mesures pédagogiques et législatives qui ciblent l'exploitation minière artisanale forment un discours idéologique qui va soutenir et propager cette relation aux souterrains.

100 Pour les trois types de documents : *Ibid*, p91-93.

101 Statistic Greenland « Greenland in Figures 2014 » 2014, p16.

102 *Ibid*, p32 et 53.

« Fais de la géologie ! » : rassembler les citoyens autour de la zone frontière

Si depuis les années 1990 la politique minérale gouvernementale se concentre sur les jeunes entreprises de dimension internationale, elle s'accompagne toujours de la promotion des minerais au sein des frontières. Loin des salons et conférences du marché, elle passe de façon privilégiée par l'apprentissage de pratiques d'extraction. Les pics, les burins et les couronnes vont ainsi populariser le secteur minier et transmettre l'idéologie de la zone frontière.

En 1989, durant la période de lancement du secteur minier, le dispositif Ujarassiorit est créé. Ce terme qui peut être traduit par « Fais de la géologie ! » ou « Recherche des pierres ! » désigne une course aux minerais destinée aux résidents du Groenland¹⁰³. Chaque année, chacun peut participer en extrayant et en envoyant un échantillon de n'importe quelle roche à l'administration, qui se charge de son traitement en partenariat avec GEUS. L'échantillon doit cependant être prélevé dans une zone libre de permis d'exploitation et respecter les réglementations établies par les municipalités¹⁰⁴. Les roches jugées les plus intéressantes reçoivent des récompenses (entre deux et cinq lauréats par an). D'après les compte-rendus annuels que les magazines de promotion du secteur éditent, ce sont les caractères rares, inédits et complexes des roches qui sont particulièrement recherchés. En 2020, le numéro de *Fact Sheets* consacré à la promotion de cette course explique comme suit l'ambition de l'événement

« Ujarassiorit peut être caractérisée comme une exploration à la base. L'objectif est d'impliquer et de tirer profit des connaissances locales du peuple groenlandais dans le cadre de la recherche de nouvelles découvertes par les géologues, et également de créer un plus grand intérêt et une plus grande connaissance des minéraux, des roches et de l'exploration minérale au Groenland. »¹⁰⁵

D'après cette citation, le rôle d'Ujarassiorit est de mobiliser la population sur les pierres à travers l'expérience de leur propre recherche. Les termes « exploration » et « découverte » visant à augmenter la « connaissance » donnent l'image d'un territoire mystérieux à arpenter et à dévoiler, et qui rappelle l'idéologie de la zone frontière. Depuis sa création, cette course offre des récompenses non négligeables : le premier prix reçoit 55 000dkk (7 500€) et le second 25 000dkk (3 500€). Certaines années, des troisième et quatrième places sont accordées en plus au regard de la valeur estimée des minerais envoyés¹⁰⁶. Ces sommes ainsi que l'encadrement total de la course – les candidats ont juste à déposer les cailloux à la poste, la compétition est gratuite – engendrent dès le départ une forte participation. En 1989 presque mille échantillons sont communiqués, et entre 1989 et 2008 c'est une moyenne de neuf cent

103 Clausen A. et H. Stendahl « Ujarassiorit. The National Mineral Hunt » *Exploration and mining in Greenland*, Fact Sheet n° 21, 2009, GEUS, Bureau of Minerals and Petroleum, Naalakkersuisut.

104 Clausen et Stendahl 2009, *Op. cit.*

105 Naalakkersuisut « About Ujarassiorit » <http://www.ujarassiorit.gl/en/about> [Consulté le 20/08/2020] Version anglaise officielle.

106 Comme par exemple en 2011, voir « MINEX News », n°41, Février 2011, publié par Bureau of minerals and petroleum et GEUS.

cinquante-neuf par an¹⁰⁷. Chaque année, une publicité par la presse écrite et télévisée fait la promotion de l'événement et encourage les habitants à s'investir. Ce dispositif qui accompagne le déploiement du secteur minier m'apparaît comme une forme de propagande qui vise à soutenir l'exploration massive du territoire engagée par le gouvernement. Elle inclut la population aux mesures de recensement, et c'est par l'expérience individuelle de la collecte et des publicités qui en font la promotion que l'image du Groenland comme d'une zone frontière se répand. Il devient un espace propice à la découverte minérale et qui se raconte au travers de cette qualité.

Ujarassiorit s'affirme également comme outil de cartographie du territoire. En effet, chaque participant doit renseigner le lieu et la date de la collecte, qui sont ensuite transmis au service des cadastres¹⁰⁸. L'analyse minéralogique que conduit GEUS sur les échantillons vient nourrir les savoirs géologiques, et ils sont si possible transmis au domaine industriel. La délégation de l'exploration par Ujarassiorit constitue ainsi un outil de déploiement idéologique et matériel de la zone frontière parmi la société groenlandaise.

Le succès d'Ujarassiorit provient non seulement de la large publicité qui en est faite, mais également des pratiques d'artisanat déjà implantées dans le pays. En effet, dans son travail de doctorat qui porte sur la collecte et le travail des gemmes au Groenland, l'anthropologue Natalia Briche a retrouvé des manuels de formation à la taille de pierres distribués dans les années 1970 par le gouvernement de Copenhague, qui cogérait alors le pays. L'administration danoise essayait d'implémenter la manufacture des gemmes dans le but de dynamiser l'industrie, alors dans une situation critique¹⁰⁹. Après quelques recherches bibliographiques, j'ai retrouvé un article de géologues qui décrivent un tour de séminaires dans les treize villes principales de l'île. À l'échelle de l'organisation du Groenland de cette époque, c'est un projet d'une grande ampleur qui semble avoir eu un fort impact. Les réunions avaient premièrement pour but l'apprentissage des techniques liées à l'artisanat minéralogique, secondement de transmettre des enseignements sur l'auto-entrepreneuriat et la gestion des entreprises. D'après les auteurs, ces cours étaient favorablement accueillis et conduisirent à des reconversions locales et individuelles¹¹⁰. Ainsi, lorsqu'Ujarassiorit est fondé en 1989 l'extraction commerciale de petite échelle est déjà présente dans le pays, mais elle s'affirme elle-même comme la réintroduction d'une pratique de profondeur historique mise en péril par la colonisation.

En effet, la collecte minérale est une activité qui ressort à toutes les époques de l'occupation du territoire groenlandais et elle a également été documentée par des ethnologues du siècle dernier. L'archéologie a par exemple de longue date documenté l'usage de la stéatite

107 Clausen Anette « Ujarassiorit 2008 – The Mineral Hunt in Greenland - Grønlands mineralkonkurrence » mars 2009, Råstofdirektoratet, Naalakkersuisut, p11.

108 *Ibib*, p28.

109 Briche Natalia « A Piece of Greenland? Making Marketable and Artisan Gemstones » *Anthropological Journal of European Cultures*, 2020, Volume 29, No. 1, pp80-100, p90.

110 Secher Karsten, Nielsen Bjarne Leth et Knudsen Niels Østergaard « Grønlands smykkesten » *Tidsskriftet Grønland*, 1981, Vol 4, n°29, pp100-152, p105-107.

pour tailler les lampes à huile animale qui chauffaient les foyers ou dans laquelle des objets et œuvres étaient sculptés. Le fer de la région nord-groenlandaise était extrait pour façonner les lames des couteaux *ulu*, spécialisés pour le travail des peaux¹¹¹. Le charbon apparaît quant à lui avoir été utilisé comme produit de chauffage dans certaines zones¹¹². De façon plus contemporaine, le pasteur qui engagea la colonisation du Groenland Hans Egede décrit une roche qu'il qualifie de « faux-marbre » que les Inuit du sud de l'île fondent pour fabriquer des ustensiles, et échangent contre des peaux à ceux du nord¹¹³. Dans le titanesque travail de compilation et d'organisation des notes de l'explorateur Paul-Emil Victor qu'elle conduit, l'anthropologue Joëlle Robert-Lamblin souligne des usages rituels et récréatifs autour de minerais¹¹⁴. Pour finir, de nombreux comptoirs et villes de la colonisation ont connu des mines de charbon de petite échelle à visée locale. Elles fournissaient du combustible de chauffage aux habitations coloniales et employaient souvent des Groenlandais¹¹⁵. À Narsaq, Qaqortoq et Nuuk, j'ai aussi observé l'artisanat actuel autour des minerais, sur lequel je reviens au chapitre suivant. Les pratiques de collecte et d'usages des minerais sont donc anciennes sur le territoire, et elles mettent en perspective la démarche du gouvernement avec Ujarassiorit. Par-delà la valeur marchande que la récompense associe aux pierres, le travail d'extraction est aussi une pratique arrimée à l'histoire des populations inuit et groenlandaises. Ujarassiorit semble donc faire la jonction entre des pratiques vernaculaires et un usage désormais caractérisé par la ressource économique.

En l'an 2000, la fondation du Club des pierres groenlandaises apparaît comme une forme d'aboutissement d'Ujarassiorit. Monté en partenariat entre des géologues danois habitant au Groenland et le gouvernement, cette association a pour but de fonder un cadre amateur et professionnel de collecte, manufacture et vente des pierres précieuses¹¹⁶. À ma connaissance, il constitue la première corporation d'artisans de ce domaine et il a un franc succès dans les zones ciblées par l'industrie minière. En effet, le club se fait rapidement connaître par la mise en valeur des pierres qu'il excave au travers d'ateliers de présentation et de promenades géologiques. Il publie un journal qui rend compte de ses activités et organise une rencontre annuelle ouverte à tous qui est très populaire¹¹⁷. Sa focalisation sur les gemmes reflète l'ambition industrielle du gouvernement de l'époque, qui souhaite voir une production

111 Viot Camille « Tous semblables, tous différents » *Les nouvelles de l'archéologie*, Vol141, 2015, pp50-55.

112 Sejerssen Frank, *Efterforskning og udnyttelse af råstoffer i Grønland i historisk perspektiv*, Udvalget for samfundsgavnlig udnyttelse af Grønlands naturressourcer, Institut for Tværkulturelle og Regional Studier, 2014, Université de Copenhague, Ilisimatusarfik, p43.

113 Egede, Hans *Description et histoire naturelle du Groenland*, Traduction de Mr D.R.D.P., Copenhague et Genève, Frères C.&A. Philibert, 1763, p36.

114 Victor Paul-Emil et Joëlle Robert-Lamblin, *La civilisation du phoque*, tome I, Armand Colin, Raymond Chabaud, 1989, Paris, p114 et 130

115 Cet aspect de la colonisation et de l'histoire groenlandaises est très peu documenté. Il m'a été rapporté par des habitants sud-groenlandais lorsque, en bateau, nous passions près d'anciennes mines abandonnées. Les conservateurs des musées de Nanortalik, de Narsaq et de Qaqortoq ont confirmé cette extraction locale de petite échelle en 2018.

116 Brichet 2020, *Op., cit.*, p94.

117 Sermitsiaq.ag. « Grønlands Stenklub er nedlagt » 14 novembre 2011

de rubis et d'or se développer à Aappaluttoq (Ouest) et Nalunaq (Sud). Ces deux mines ouvrent dans le courant des années 2000, et elles signent paradoxalement la fin de la période des pierres précieuses en raison de l'épuisement des filons. En 2009, la réforme de la législation minière crée un nouveau statut qui se situe dans la lignée des prérogatives du Club des pierres, les licences d'exploitation à petite échelle.

La loi minière de 2009 institue deux types de licences. Les premières s'affichent dans la continuité de celles accordées avant 2009 et ne changent pas de nom, les secondes sont appelées « licences à petite échelle ». Ces dernières fondent un cadre tout à fait nouveau car elles professionnalisent officiellement la collecte et la vente de pierres. La réglementation qui l'encadre est précisée en 2012 puis 2016 au regard des plaintes d'artisans, et cette activité représente désormais un statut professionnel solide. Je le développerai dans le chapitre suivant, pour continuer ici sur le rôle qu'il joue dans le développement de l'industrie minière. En raison de l'officialisation du statut de mineur à petite échelle et des mesures d'encadrement de cette profession que prescrit la loi, le club des pierres perd rapidement sa raison d'être et est démantelé¹¹⁸. L'Autorité sur les ressources minérales prend en charge l'information, la formation et la promotion des minerais qui reposaient auparavant sur le club, et ce de façon ciblée. À la fin des années 2000, elle co-organise des ateliers avec des industriels à Aappaluttoq, la ville qui accueille la mine du rubis. Les citoyens sont formés à la taille de cette roche et encouragés à se reconvertir dans ce commerce¹¹⁹. Autour de 2015, c'est la région sud-groenlandaise qui voit des réunions de formation autour des ressources de ses sous-sols. Cela coïncide particulièrement avec la réorientation de la politique minière vers les terres rares et les métaux. En 2016 et 2017, le projet *Soapstone in Nuuk* a spécifiquement pour objectif d'apprendre aux locaux – sculpteurs, vendeurs de pierres et néophytes – à repérer et à travailler la stéatite. Cette roche très utilisée dans l'histoire du territoire et le projet ont pour ambition de reconnecter les habitants avec ce passé, tout en proposant une activité « financièrement avantageuse »¹²⁰. L'Autorité minérale mène donc une campagne de promotion de l'exploration et de l'exploitation localisée en des zones stratégiques du secteur minier, c'est-à-dire les espaces dans lesquels des mines sont envisagées et qui représentent les parangons de la zone frontrière. Cette politique participe ainsi à former le regard sur les minerais par le prisme de la ressource ainsi qu'à déployer l'image d'un territoire à explorer et à exploiter au niveau individuel. Elle représente un nouveau canal d'expression de la zone frontrière.

118 *Ibid.*

119 « Greenland MINEX News » n°29, Décembre 2006, publié par GEUS et Bureau des minerais et du pétrole.

120 Page de présentation du projet https://greenlandperspective.ku.dk/theme_packages/green_land/geoskills---soapstone/ [Consulté le 29/07/2021]

Des certificats minéralogiques et des géodonnées pour la diffusion du volume national

Les Stratégies de 2014 et 2020 évoquent toutes deux les licences à petite échelle créées en 2009. La première propose trois pistes de développement : la réservation d'espaces à cette production, la mise en place de cours dédiés au Collège technique, l'établissement de contrats spéciaux avec des mineurs à petite échelle dans le cadre de projets miniers¹²¹. L'objectif est d'améliorer les conditions d'accès à cette activité. En 2020, la focale est cette fois-ci dirigée sur des ateliers d'apprentissage de la taille des minerais en des zones ciblées ainsi que sur la gestion administrative de l'auto-entrepreneuriat. Ces mesures témoignent à nouveau de la place que le gouvernement souhaite accorder aux minerais dans l'économie, mais également du rôle singulier dévolu aux mineurs à petite échelle. Par-delà les emplois et l'industrie qu'ils investissent, ils m'apparaissent comme relais de la nationalisation des minerais. J'entends ici le phénomène de création du territoire frontalier que j'ai déjà décrit dans le chapitre, dû à la fois à la réforme minière de 2009, à la fois aux campagnes géologiques qui modèlent le territoire depuis 2004. Leur activité met à nu l'impératif de gouvernement des minerais dans la construction de l'État, ainsi qu'un biais central par lequel il s'établit, les certificats d'authenticité minéralogique.

Dans sa recherche doctorale, l'anthropologue Natalia Brichet s'est particulièrement intéressée aux impacts de la réglementation post-2009 sur les artisans. Elle souligne que la législation sur les conditions d'extraction a pour effet de changer la valeur des minerais¹²². En effet, elle explique que ce système de licences oblige les mineurs à petite échelle à faire une demande de certificat d'authenticité auprès du Bureau des minerais et du pétrole. Ce document atteste que la pierre a été récoltée dans le cadre d'une licence valide et il établit sa carte d'identité : poids, composition, localisation du site de collecte. En reprenant l'expression de Natalia Brichet, et qu'elle emprunte elle-même au mineur dont elle rapporte la parole, la pierre devient « légale ». Ce papier permet ensuite au collecteur de vendre en toute légalité, et à l'acheteur de circuler avec. À l'inverse, les roches qui ne sont pas accompagnées de certificat ne peuvent être échangées, et elles deviennent « illégales »¹²³. Je reprendrai ce complexe enjeu autour de la légalité des pierres pour les mineurs au chapitre suivant, pour me concentrer ici sur ce que le certificat révèle du lien entre minerai et construction étatique, et de la place des mineurs dans ce processus légal. Tout d'abord, ce document agit à deux niveaux. Il atteste d'une part de la nationalité groenlandaise des pierres et de la concordance de leur collecte avec le droit du pays. D'autre part, il assure des qualités géologiques des matières en question. Le certificat tire son efficacité de ces deux champs. La certification du minerai qui en résulte lui attribue alors de la valeur. Valeur géologique, valeur juridique (droit de propriété) et valeur marchande s'établissent conjointement par la réunion entre droit national et géologie nationale. Plus qu'une règle commerciale, ce certificat m'apparaît comme le

121 Greenland's oil and minerals strategy 2014-2018, *Op. cit.*, p40.

122 Brichet Natalia « Timely rubies. Temporality and Greenlandic gems » *The Extractive Industries and Society*, Vol 5, n°2, 2018, pp267-273, p270.

123 *Ibid.* Des contrôles sont effectués à l'aéroport sur la légalité des pierres qui circulent. Voir le chapitre 8.

révélateur de la dyade au fondement du volume national : des pierres contrôlées et valorisées par le gouvernement, et un gouvernement qui se construit sur des pierres explorées et exploitées. À travers le certificat, cet assemblage politique et géologique s'incarne dans la pierre elle-même. Désormais, un minerai vendu est une matière forcément nationale, tirant sa valeur du régime légal et scientifique auquel elle est attachée. Bien qu'ils ne participent pas à l'élaboration de ces dispositions, les mineurs à petite échelle me semblent ensuite jouer un rôle central dans la propagation de ce nationalisme incarné. Leur travail diffuse ces « morceaux de Groenland » – j'emprunte à nouveau une expression de l'anthropologue Natalia Brichet – et fait d'eux des maillons de l'ensemble politique qui se forme dans cette zone frontière. Ils participent à la construction du volume national en maniant sa matière première.

En 2014, un des trois objectifs du Rapport stratégique met en lumière la dimension géologique de la nation. L'Autorité des minerais propose la création du GeoSurvey Greenland (GSG), institut de cartographie géologique, géochimique et géophysique de l'île qui serait basé à Nuuk¹²⁴. Il reprendrait les prérogatives historiquement déléguées à GEUS en menant des campagnes d'exploration et un travail de représentation cartographique de l'île. Le GSG est présenté comme une institution qui serait indépendante mais en contact étroit avec le gouvernement. Sa création est à comprendre comme « une extension naturelle de la prise en main des responsabilités sur les ressources minérales par le Groenland », selon le rapport¹²⁵. L'institution scientifique est ainsi perçue comme un domaine à rapatrier et à réformer, au même titre que la juridiction. Cette association trouve un écho historique, puisque le déploiement des campagnes d'exploration géologique va de pair avec celui de la marchandisation et de la réglementation de ce secteur. Par ailleurs, comme je l'ai souligné au chapitre quatre sur l'histoire de la montagne Kuannersuit, la géologie est également arrimée à l'action coloniale¹²⁶. Gouverner cette discipline relève ainsi d'une politique émancipatrice d'un point de vue historique. C'est une forme de prise en charge du stade primaire de l'exploration et de la définition de la matière du pays.

Le coût de ce projet entraîne son abandon l'année suivante¹²⁷, mais je l'ai retrouvé sous une autre forme dans la Stratégie nationale de géodonnées. Édité en 2018, ce plan d'une envergure pluridisciplinaire vise à étudier le territoire dans toutes ses dimensions physiques et chimiques à travers des enquêtes de terrain et des dispositifs aéroportés, puis à rendre accessibles aux résidents ces informations¹²⁸. Cet aspect est pris en charge par le système NunaGIS, un modèle informatique groenlandais qui compile, analyse et présente les diverses géodonnées sur un fond cartographique¹²⁹. Ce chantier de mise en plans du territoire est destiné à soutenir

124 *Ibid*, p63-64. GSG se situe dans la lignée du programme Asiaq, un dispositif de capteurs installés dans des villes et zones du pays en 1993 dont les données sont analysées par GEUS.

125 *Ibid*, p62-63.

126 Cette histoire est racontée dans à la page 188.

127 KNR « Selvstyre dropper GSG » 25 janvier 2015 [Consulté le 28/07/2021]

128 Gouvernement du Groenland « National strategi for geodata 2018-2021 » Département des finances et des impôts, 2018.

129 *Ibid*, p24.

l'aménagement de tous les secteurs industriels, et a vocation à être largement utilisé par les citoyens¹³⁰. Ces cartes peuvent servir de guides à la navigation pour les chasseurs, les transporteurs et les particuliers, mais également de cartes d'orientation pédestre ou encore d'aide à la planification des infrastructures pour les communes. À l'inverse des géodonnées des campagnes d'exploration des années 2000 qui étaient d'abord destinées aux industriels, celles-ci sont faites pour l'usage quotidien des résidents. De ce fait, ce dispositif me semble constituer une forme de popularisation du territoire élaboré par la zone frontière. Il engage les habitants à appréhender l'environnement de la géologie, de la physique et de la chimie et à se l'approprier en s'orientant avec. Ainsi, le volume national qui avait une existence plutôt institutionnelle se répand parmi les citoyens en devenant une projection usuelle et quotidienne du territoire. Les souterrains, reliefs et matières de la zone frontière se diffusent.

Après l'obtention du contrôle des ressources souterraines en 2009, les minerais deviennent l'industrie à développer en priorité et s'affirment comme agents de structuration du territoire à plusieurs niveaux. Ils engagent une réorganisation des services et des formations professionnelles. Ils forment la vitrine commerciale du pays sur la scène internationale. Ils concentrent le pouvoir de l'État et l'idéologie qu'il déploie pour se construire au sein de ses frontières nationales. En cela, les minerais s'affirment comme le socle et l'agent de déploiement du volume politique qu'est désormais le Groenland. En raison de ce rapport, l'uranium va donner lieu à une tension inattendue : comment développer des gisements considérés stratégiques mais qui sont passés à côté du processus de construction du territoire politique et de la nation ?

3) L'uranium groenlandais, le minerai qui n'en serait jamais un

L'uranium est un élément chimique dont la présence dans les roches sud-groenlandaises est établie dans les années 1950. Depuis lors, il a été l'objet de politiques spécifiques qui ont d'abord pointé sa dangerosité et l'ont exclu du panel des ressources durant le développement de la zone frontière des années 1990, puis l'ont réhabilité en 2012 pour l'exclure à nouveau en 2021. Dans cette section, je saisis ces fluctuations sous le prisme de la nucléarité, concept de l'historienne Gabrielle Hecht qui engage à porter le regard sur les conditions légales, techniques, historiques et sociales qui contribuent à l'attribution d'un statut nucléaire à un objet¹³¹. Dans son ouvrage *Uranium africain, une histoire globale*, l'auteure forge la nucléarité pour étudier les traitements différenciés de l'uranium depuis les mines

130 *Ibid*, p34.

131 Topçu, Sezin « Gabrielle Hecht, *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale* et Gabrielle Hecht, *Uranium africain, une histoire globale* » *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 59 - n° 4 | Octobre-Décembre 2017, mis en ligne le 07 décembre 2017 [Consulté le 03 février 2022]

africaines où il est extrait jusqu'aux centrales qu'il alimente¹³². Elle démontre qu'un caractère nucléaire est assigné à ce minerai selon les enjeux politiques et industriels qui l'entourent, qu'il varie à travers le temps et les espaces de production, et que des facteurs tels la race, la classe, le genre et l'ethnie peuvent aussi intervenir¹³³. La définition nucléaire de l'uranium est centrale car elle détermine les conditions matérielles de son exploitation, telles que la protection des travailleurs ou l'établissement de régulations internationales¹³⁴. Dans cette section, j'use de ce concept pour saisir les évolutions du traitement légal de l'uranium groenlandais, qui tombe d'abord sous le sceau du nucléaire, en sort puis y retombe. Tout en maintenant le prisme d'étude des mesures techniques qui entourent les minerais, j'appuie majoritairement mon propos sur les discours et actes politiques et parlementaires pour saisir les facteurs de nucléarité de l'uranium, et particulièrement celui des enjeux indépendantistes. Je vais donc réintégrer cet élément à l'histoire politique des minerais et appréhender son imbrication à la zone frontrière. L'uranium groenlandais se découvre ainsi paradoxalement comme strate nationaliste et impasse politique en raison des oscillations de sa nucléarité. Il semble à la fois nécessaire et inacceptable au tournant indépendantiste.

L'uranium nucléaire, une histoire de souveraineté coloniale

L'histoire de l'atome au Groenland commence avant sa mise au jour par les géologues danois. Elle débute durant la Seconde guerre mondiale, lorsque les États-Unis négocient un droit de passage illimité en des zones de l'île. Ils s'implantent alors durablement dans une base militaire nord-groenlandaise et y mènent des activités. Au Sud, ce sont les Danois qui conduisent des campagnes d'exploration des filons uranifères et essaient, à la fin des années 1970, d'implanter une centrale à côté de la ville de Narsaq. Ces deux mouvements font de l'uranium un objet d'abord nucléaire et colonial qui soulèvera un enjeu de souveraineté sur le territoire.

Les États-Unis sont installés à la base militaire de Pituffik, localisée dans le Nord et qu'ils construisent en 1943 durant leur occupation du pays¹³⁵. Elle est plus connue sous son appellation ouest-groenlandaise « Thulé », terme qui désigne désormais deux lieux dans la géographie allochtone. Dans l'étude qu'il consacre à cette histoire, l'enseignant rattaché à l'Institut d'études culturelles et globales de l'Université d'Aalborg Ulrik Gad décrit ces deux Thulé à l'aune des histoires de leur fondation¹³⁶. D'une part, il raconte la migration imposée à la population nord-groenlandaise par l'administration coloniale danoise de 1943 pour

132 Hecht Gabrielle *Uranium africain, une histoire globale* Paris, Seuil, L'univers historique, 2016, p21.

133 Hecht, Gabrielle « The Power of Nuclear Things » *Technology and Culture*, Vol 51, n1, 2010, pp. 1-30, p2.

134 Hecht 2016, *Op. cit.*

135 Heymann, M., Knudsen, H., Lolck, M. L., Nielsen, H., Nielsen, K. H. & Ries, C. J. « Exploring Greenland: Science and Technology in Cold War Settings » *Scientia Canadensis*, Vol 33, n2, 2010, pp11-42, p19. Voir le deuxième chapitre pour le détail de la Seconde guerre mondiale.

136 Gad, U. P. « Pituffik i Praksis: Nationale reskaleringer i Avanersuaq » *Groenland (Charlottenlund)*, Vol 6, n2, 2017, pp149-167, p152.

permettre l'installation américaine, et qui fonda la ville septentrionale de Qaanaaq cent trente kilomètres plus loin. Longtemps, les géographes danois qui dessinaient les cartes nommèrent cette ville Thulé et c'est toujours sous cette appellation qu'elle est désignée en dehors du Groenland. D'autre part, Ulrik Gad retrace l'histoire de la base américaine qui garde le terme ouest-groenlandais Thulé pour se présenter dans la géopolitique de l'époque et affirmer sa puissance militaire et diplomatique¹³⁷. Qaanaaq, la ville déplacée, et Pituffik, la base militaire, sont l'histoire commune des premiers usages de l'atome sur l'île.

Pituffik devient un avant-poste américain central dans la période de Guerre froide et l'armée y bâtit une ligne satellite de détection de missiles russes ainsi qu'un centre de recherches et d'explorations scientifiques à quelques kilomètres, Camp Century¹³⁸. Cette base composée de trente-huit bâtiments creusés à dix kilomètres sous la surface loge jusqu'à deux cents scientifiques des disciplines géologiques, climatiques, glaciologiques et de l'ingénierie. Parmi les études du milieu arctique que l'armée conduit, elle s'intéresse notamment aux applications de l'énergie atomique, telles que des réacteurs nucléaires portables qui produiraient de l'énergie aux bases américaines¹³⁹. Dans l'article consacré à ce sujet par un collectif de chercheurs en sciences techniques et politiques, ces derniers soulignent la binarité entre les recherches scientifiques et le travail militaire, qui constituent les deux facettes de l'occupation américaine de cette période. L'atome y tient une place centrale, comme les trois projets suivants l'indiquent. Le premier est le déploiement attesté de missiles à tête nucléaire entre 1959 et 1965 à Pituffik, et la conduite régulière d'exercices d'engins volants qui les transportent¹⁴⁰. En 1968, un bombardier charriant des armes atomiques s'écrase d'ailleurs à quelques kilomètres de la base et pollue la zone entière¹⁴¹. Le second projet fait l'hypothèse d'une connexion entre Camp Century et le projet *Iceworm*. Il tient son nom « ver de glace » de l'ambition de construire un réseau de tunnels sous la calotte glacière pour transporter et déployer des IRBM, des *Intermediate-Range Ballistic Missiles*. Ces missiles téléguidés nucléaires auraient eu pour cible la Russie, et se seraient répandus dans les tréfonds du Groenland grâce à l'aménagement secret des souterrains. Selon le collectif de chercheurs, ce projet monumental est abandonné en raison des lourds problèmes techniques qu'il pose¹⁴². Le troisième projet est celui du réacteur nucléaire PM-2A, construit à l'automne 1960 à Camp Century. Il délivre chauffage et électricité à la base jusqu'en 1964, où il est démonté et rapatrié aux États-Unis¹⁴³. Les chercheurs précisent qu'il s'agit alors de l'unique réacteur nucléaire que comptaient les territoires danois – le Groenland avait alors le statut légal de Province danoise – et qu'il était suivi de près par le laboratoire Risø. Pour rappel, cet institut est spécialisé dans la recherche atomique danoise et il conduit ou supervise toutes les explorations et usages de

137 *Ibid.*

138 Heymann *et al* 2010, *Op. cit.*, p20.

139 *Ibid*, p20.

140 *Ibid*, p21.

141 Mortensen, Bent Ole G. « The Quest for Resources - the Case of Greenland » *Journal of Military and Strategic Studies*, Vol. 15, n2, 2013, pp93-128 , p109.

142 *Ibid*, p21.

143 *Ibid*, p21.

l'uranium au sein du Royaume du Danemark. Le collectif déclare que de nombreuses questions sur cette collaboration restent sans réponse en raison de l'absence d'archives pour y répondre. Par exemple, aucun document ne fait état des mesures de sécurité de la centrale ou du système de stockage des déchets¹⁴⁴. De plus, peu de travaux approfondissent les impacts bien connus de Pituffik sur les populations locales : restrictions d'accès aux aires de chasse, contrôle des déplacements, pollutions¹⁴⁵. Le déploiement armé et scientifique des États-Unis se déroule dans une forme d'impunité coloniale pour les Américains qui, collaborant avec le Danemark, utilisent le territoire groenlandais pour accroître leur pouvoir durant la Guerre froide¹⁴⁶. Un grand silence plane sur cette période durant laquelle la présence étasunienne conjugue une occupation gérée diplomatiquement avec le Danemark à l'utilisation militaire de la technologie nucléaire. En cela, les usages de l'atome s'affirment dès leurs premières heures comme violents, dangereux et coloniaux pour la population groenlandaise. De nos jours, Pituffik est toujours considéré comme un événement tragique et une part sombre des rapports dano-groenlandais.

À la même période, le Danemark se démarque par les recherches géologiques intensives qu'il conduit pour trouver des gisements d'uranium exploitables. La première expédition est lancée en 1955, juste après la fondation de la Commission danoise à l'énergie atomique. C'est un projet commun qui rassemble initialement cet organisme, l'armée ainsi que la recherche géologique de GEUS, et est ensuite uniquement conduit par ce dernier¹⁴⁷. S'en suit alors une période de frénésie des sciences géologiques, physiques et chimiques pour trouver et transformer les filons uranifères en combustible. Je ne rentre pas dans les détails de ce mouvement que j'ai décrit dans le chapitre quatre, et rappelle simplement les projets Syduran, Narsaq Project, Uranium Project, Gamsaq Project et Uranudvinding Projekt (Projet extraction d'uranium) qui s'enchaînent et font des montagnes sud-groenlandaises un terrain de déploiement exploratoire¹⁴⁸. Dans leur article collectif, Heymann *et all* précisent que les archives disponibles ne permettent pas de comprendre finement les liens entre la présence américaine et l'intensification des recherches danoises, mais qu'elles aboutissent à une multiplication exponentielle du nombre de chercheurs sur le territoire. Résulte de ces deux mouvements le déplacement de la question de la souveraineté sur le terrain scientifique : la géologie et la chimie deviennent des instruments de *soft-power* danois sur l'île mais également en direction du monde¹⁴⁹. Dans la période des décolonisations des années 1960, ces recherches représentent l'instrument de domination renouvelé du Danemark sur le Groenland¹⁵⁰.

144 *Ibid*, p22.

145 Gad 2017, *Op. cit.*

146 Heymann *et all* 2010, *Op. cit.*, p32.

147 Sørensen, H. « Grønlands uran og thorium », *Tidsskriftet Grønland* Vol4-5, 2008, pp192-203 ; Heymann *et all* 2010, *Op. cit.*, p22.

148 Voir le chapitre quatre, page 210.

149 Heymann *et all* 2010, *Op. cit.*, p33-34.

150 *Ibid*.

Dans les années 1970, la crise du pétrole pousse le gouvernement de Copenhague à une réorientation énergétique vers le nucléaire. Il porte alors le regard sur les gisements de Kuannersuit qui sont envisagés pour alimenter les installations et donnent lieu à l'élaboration du projet minier présenté dans le quatrième chapitre. C'est à cette période que l'uranium sort de sa gestion uniquement coloniale pour devenir une affaire groenlandaise. Les politiciens de la Nouvelle politique, le courant qui domine alors la scène groenlandaise en prônant industrialisation et autonomisation de l'île, revendiquent l'administration nationale des minerais. Dans leurs rangs, plusieurs positions s'affirment au départ sur la question de l'exploitation de l'uranium mais tous s'opposent à ce que le Danemark soit au commande de l'hypothétique mine qui pourrait voir le jour à Narsaq. Parallèlement, le mouvement anti-nucléaire qui fait rage au Danemark contre l'énergie atomique touche l'île et est repris dans les villes pour repousser la présence danoise. Le groupe anti-nucléaire qui émerge allie alors la rhétorique contre les usages de l'atome aux revendications territoriales. Rapidement, les politiciens groenlandais suivent ce mot d'ordre et font de l'uranium leur couleur politique : la singularité de la politique groenlandaise est alors celle du respect de l'environnement et de l'interdiction d'exploitation des minerais radioactifs¹⁵¹.

En 1979, l'obtention du Gouvernement d'autonomie ne met pas directement fin au projet d'extraction d'uranium de Narsaq. C'est la force des mouvements d'opposition conjoints du Danemark et du Groenland qui pousse les autorités danoises à légiférer¹⁵². En 1977, la visite du Premier ministre danois à Nuuk signe une manifestation mémorable : les opposants groenlandais l'accueillent avec des pancartes « Stop à la destruction du Groenland » et « Non à l'uranium » puis lui jettent des œufs dessus¹⁵³. Faisant face à une situation similaire à Copenhague, le Parlement danois interdit l'exploitation de l'uranium et de l'énergie nucléaire dans le Royaume en 1985. Le projet de Narsaq est alors automatiquement abandonné, et tous les travaux académiques s'accordent à dire que le Groenland suit, de façon tacite, cette régulation¹⁵⁴. Il n'existe aucune loi d'interdiction formelle de cette exploitation sur l'île, mais le pays traduit cette mesure dans sa législation minière en prohibant les « matières radioactives et les hydrocarbures » en 1988¹⁵⁵. Au terme d'une trentaine d'années d'exploration et d'une tentative d'exploitation, c'est ainsi l'appréciation de l'uranium comme objet nucléaire et colonial qui pousse le gouvernement du Groenland à le bannir du secteur minier.

D'après le professeur en droit énergétique et commercial Bent Mortensen, l'adoption de cette mesure constitue également une affirmation politique de la part de Nuuk qui fait face aux pollutions générées par les anciennes mines en activité du territoire. La cryolite, le

151 Voir les chapitres trois et quatre pour les détails de cette période. Lire également Sørensen Kjær Axel, *Denmark-Greenland in the Twentieth Century*, Meddelelser om Grønland: Man & society, Vol 34, Museum Tusulanum Press, 2009

152 *Idem*. Voir également le troisième chapitre de la thèse.

153 Ackrén Maria, Nielsen Rasmus L. « The political economy of Uranium in Greenland : It's not elemental at all » ECPR Conference, Oslo, Norvège, Septembre 2017, p15.

154 *Ibid*, p16-17 ; Mortensen 2013, *Op. cit.*, p111.

155 *Ibid*.

charbon et le zinc ont contaminé des zones habitées et des espaces de chasse durant leur fonctionnement, et ces lieux représentent la période durant laquelle l'île n'avait aucun pouvoir, ou presque, sur les conditions d'exploitation de ses ressources¹⁵⁶. La rhétorique environnementale qui entoure l'adoption de la politique de « tolérance zéro » de l'uranium revêt donc un caractère nationaliste et autonomiste. Interdire l'uranium, c'est revendiquer un autre gouvernement des minerais qui place au centre la durabilité des milieux, la prise en compte de la parole populaire et l'autonomie groenlandaise.

Au début des années 1990 l'uranium redevient un objet d'exploration qui est géré au cas par cas, mais cette mesure passe inaperçue à l'échelle nationale certainement car la politique de « tolérance zéro » ne permettrait pas l'installation de projets. Je trouve la mention des explorations radiométriques dans la revue *MINEX*¹⁵⁷, qui ont une place mineure dans les campagnes géologiques et géophysiques de l'île. Ainsi, entre 1985 et le régime d'Autonomie renforcée, l'uranium disparaît du paysage minéralogique et de la zone frontière groenlandaise. C'est en 2008 que ces filons font à nouveau parler d'eux lorsqu'une frange du gouvernement souhaite en autoriser l'exploitation, ouvrant une nouvelle ère dans l'histoire de l'uranium¹⁵⁸. Après avoir incarné la puissance impérialiste des États-Unis, le pouvoir colonial du Danemark et le mouvement autonomiste, il pourrait se départir de ses qualités nucléaires pour devenir le symbole de l'indépendance groenlandaise.

L'uranium des souterrains, un allié du territoire frontalier

En 2009, l'autonomie du Groenland est renforcée par l'instauration du régime indépendantiste et le calendrier de transfert des compétences restantes à l'île. Le secteur des minerais est le premier pris en charge avec la réforme minière, et c'est sur ses recettes que repose l'autonomisation du budget national. La loi minière alors éditée reprend la politique de « tolérance zéro » de l'uranium, qu'elle ne formalise néanmoins pas dans son contenu. Il s'agit plutôt d'une pratique communément adoptée. Parallèlement, c'est au contraire le mouvement institutionnel de réinsertion de l'uranium au paysage minéralogique qui accompagne cette période. Dans cette section, je m'intéresse à la manière dont cet objet proscrit du territoire y est replanté par un jeu de requalification de ses propriétés, et d'annulation de sa nucléarité. La fin de ce chapitre s'appuie sur l'étude que j'ai conduite de tous les documents parlementaires qui traitent de la question uranifère entre 2008 et 2021 et, dans cette section, je vais m'appuyer sur ceux édités entre 2008 et 2013.

156 *Ibid*, p109.

157 Voir par exemple Greenland MINEX News n°1, 2, 5, 6, 9, 16, 23 pour la période 1992-2005.

158 Mortensen 2013, *Op. cit.*, p111.

Dès 2008 le gouvernement de coalition conduit par Siumut, parti qui participe à presque tous les gouvernements entre 1979 et 2021, commande au Bureau des minerais et du pétrole un rapport sur l'uranium du pays ainsi qu'une étude sur les potentialités des gisements de la montagne Kuannersuit¹⁵⁹. D'après l'introduction du rapport, cette démarche vise à évaluer les conditions d'exploitation de cet élément au Groenland et à servir de base aux échanges législatifs¹⁶⁰. La volonté du gouvernement est ainsi de rouvrir la possibilité d'une production. Quelques pages plus loin, la partie « Pourquoi maintenant ? » explique le contexte qui suscite cette ambition :

« L'industrie internationale de l'exploration de l'uranium est en demande d'uranium à des fins pacifiques. C'est à des fins telles que : la production d'énergie, l'alternative à la production d'électricité à partir de charbon et de pétrole qui émettent de grandes quantités de CO₂, la recommandation du Panel des Nations Unies sur le climat d'appuyer la production d'électricité sur l'utilisation de l'énergie nucléaire comme alternative climatique. »¹⁶¹

Dans le papier introductif qu'il lit au sein du Parlement, le Ministre en charge des ressources minières présente également cette proposition comme une solution à l'épuisement des ressources et du modèle extractif qui ont mené à la crise climatique¹⁶². L'uranium est ainsi positionné comme un objet « pacifique », non-polluant et internationaliste. Le colonialisme et la dangerosité qui caractérisaient sa nucléarité sont gommés et il apparaît comme un filon de l'avenir bienfaiteur.

Le rapport parlementaire enchaîne sur une définition de l'uranium comme « élément-métal radioactif » qui émet « naturellement » des rayons. Le paragraphe insiste sur les « rayonnements de fond » qui sont « naturels » et « en faible quantité »¹⁶³. L'uranium est ainsi naturalisé et replacé dans la catégorie des métaux et filons, lui enlevant son ancienne dimension politique. Cette démarche le décontextualise et le place dans un univers uniquement minéralogique. Juste en dessous, des figures matérialisent cette nouvelle perspective. La carte qui indique où trouver des gisements uranifères sur l'île, reproduite en vingt-troisième figure, rend compte de ce regard naturaliste sur l'uranium du pays. À ma connaissance, elle est la première éditée en dehors des magazines de promotion.

159 Inatsisartut « Information om Kvanefjeldet i forlængelse af Landsstyrets uranredegørelse » Aatsitassanut Ikummatissanullu Pisortaqarfik, Råstofdirektoratet, Septembre 2008, Nuuk ; Inatsisartut « Orientering om Landsstyrets redegørelse om uran » Aatsitassanut Ikummatissanullu Pisortaqarfik, Råstofdirektoratet, Septembre 2008, Nuuk.

160 *Ibid*, p4.

161 *Ibid*, p7. Traduction de l'auteure depuis le danois.

162 Naalakkersuisut « Redegørelse om de samfundsmæssige aspekter af efterforskning og brydning af uran i Grønland » Ministre des infrastructures, de l'environnement et des ressources, EM2008/80, 27 octobre 2008, p1

163 *Ibid*, p8.

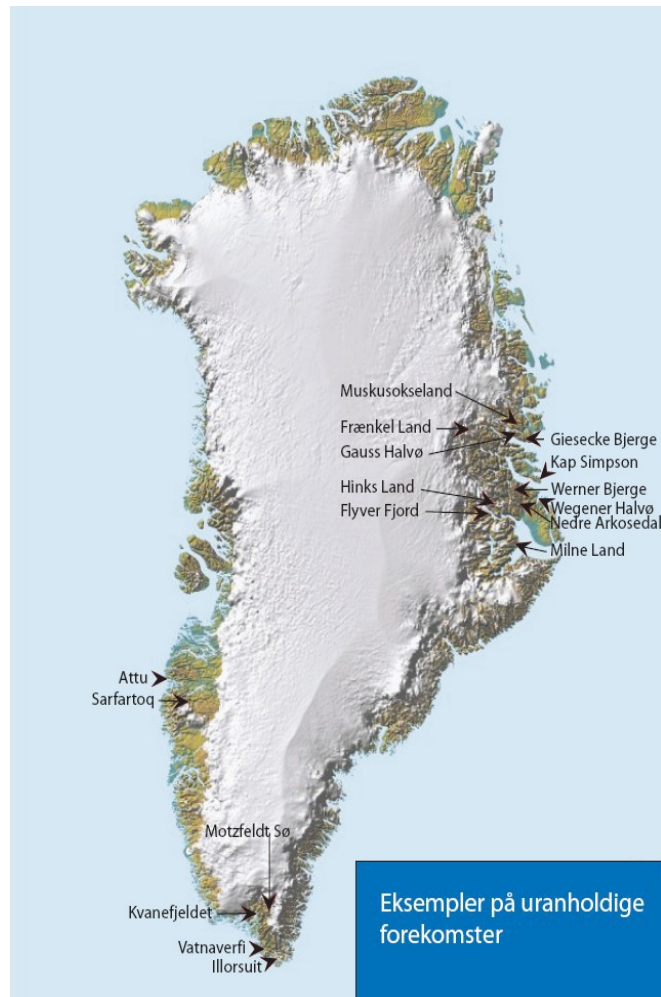


Figure 23: L'uranium du territoire groenlandais
 Source : Orientering om Landsstyrets redegørelse om uran 2008, Op. cit., p8.

La carte m'amène à deux remarques. D'abord, le carré bleu informe en danois le lecteur qu'il s'agit d'« exemples de gisements d'uranium », qui sont mis en lumière sur le fond par le nom des lieux où ils se trouvent. Ce dispositif renverse la perspective des cartes précédentes en ne pointant pas le nom du minerai ni celui de l'exploitant, mais celui de son site d'occurrence. Ainsi, c'est le Groenland en tant que territoire notamment formé d'uranium qui émerge. Les zones familières prennent une nouvelle caractéristique, celle d'avoir été constituées d'un uranium que l'on ignorait. C'est par exemple le cas de Vatnaverfi dans le Sud, connu localement pour les ruines vikings et le tourisme dont il est l'objet et qui montre ici un visage uranifère. Cette présentation a ensuite pour effet de déployer une densité territoriale, que le style de la carte et le terme « gisement » relèvent. En effet, en rupture avec les fonds cartographiques des figures vingt et vingt-et-un, celui-ci éclaire la topographie générale de l'île avec la calotte et les littoraux ainsi qu'en marquant le relief. L'île apparaît profonde, dense. Les « gisements » se comprennent comme les strates qui participent à cette épaisseur,

et l'uranium s'inscrit dès lors comme composante du territoire présenté.

Dans la continuité de la carte, le rapport enchaîne sur « les types de gisements d'uranium au Groenland ». Après une liste de cinq noms, des photos sont ajoutées. Leur rôle sûrement illustratif entraîne un effet matériel : l'uranium embrasse les souterrains, il s'entrelace à ses roches. La figure vingt-quatre capture cette présentation du minerai.

Figur 4: Urantyper i Grønland



Figure 24: Les roches uranifères du territoire

Source : Orientering om Landsstyrets redegørelse om uran 2008, *Op. cit.*, p9.

Ces clichés provoquent une représentation visuelle de l'uranium qui renverse définitivement la focale en montrant la matérialité rocheuse des filons. Les centrales nucléaires et les déchets disparaissent devant les couleurs, les reflets et les textures de l'uraninit et la monazit, par exemple. Il y a une dimension de redécouverte du territoire, renforcée par la liste associant ces images aux localités de la carte dans le rapport. De cette façon, l'uranium intègre le volume national par deux entrées reliées. Il s'affiche comme strate géologique évincée durant sa période d'interdiction qui reprend sa place dans le territoire, et cette intégration s'accompagne d'un renouvellement discursif qui le positionne comme atout géopolitique.

Le format de présentation géologique du rapport s'explique par la volonté d'informer, selon le Ministre. Il affirme que depuis 1988, date à laquelle la loi minière groenlandaise intègre la prohibition de l'uranium, les connaissances sur cet élément ont « décré »¹⁶⁴. Cette étrange formulation semble vouloir dire qu'entre l'époque de l'interdiction et maintenant, du savoir aurait disparu. Ce savoir concernerait tant les conditions de la loi de prohibition que les éléments chimiques et géologiques liés à l'uranium. Il rappelle donc que cette interdiction était liée à la méfiance vis-à-vis de cette production et que, sans minimiser les problématiques de la radioactivité, il est désormais nécessaire de distinguer le contexte des centrales nucléaires et celui de l'extraction minière. Pour lui, les risques de pollution de l'uranium sont, pour le second cas, similaires à ceux d'une mine aux roches non radioactives¹⁶⁵. Il estime donc important de lancer un débat de société pour diffuser les informations et proposer l'exploitation de l'uranium en sous-produit, c'est-à-dire comme ressource secondaire d'une mine. À cet endroit, il souligne avoir particulièrement ciblé la ville de Narsaq, dans laquelle une réunion d'information a déjà été tenue. En raison des formations uranifères de la montagne Kuannersuit qui seraient propices à l'exploitation, il précise avoir promis d'y retourner pour continuer les échanges¹⁶⁶.

Dans le rapport qui accompagne cette intervention, ce site rocheux joue un rôle central. Alors qu'il contribua à l'interdiction de l'uranium en 1985, il est mis en valeur de façon extrêmement positive. Après des pages qui comparent différentes mines d'uranium en activité dans le monde, la catégorie « l'environnement durant l'activité minière » revient sur les chantiers menés durant l'exploration de Kuannersuit¹⁶⁷.

« En 1982 et 1983, du minerai d'uranium a été extrait à Kvanefjeld. Une partie a été placée en tas au pied de Kvanefjeld et l'entrée de la mine a été scellée. Les minerais et la [porte] n'ont pas été touchés depuis qu'ils ont été installés ainsi. Une étude environnementale de 2001 [...] conclut que les tas de minerais et la fuite de la mine n'ont aucun effet détectable sur la rivière Narsaq et Narsap Ilua. »¹⁶⁸

Considéré à la fin des années 1970 comme dangereux, nucléaire et polluant par la scène politique groenlandaise, le site de Kuannersuit est ici appréhendé comme inoffensif. Les fuites, l'amoncellement de gravas et la dissémination des poussières qui constituent un sujet polémique depuis cette période sont désamorçés en un paragraphe. Ce changement est d'autant plus marquant qu'il s'agit pour une grande partie des mêmes personnes en charge des affaires politiques en 1979 et 2008, des membres de Siumut. Désormais, l'uranium ne pollue pas, il n'affecte pas l'environnement. Au vu du rapport, il est au contraire une source d'emplois, de revenus et d'insertion sur la scène commerciale et diplomatique internationale. Un renversement du discours s'opère ainsi dans lequel Kuannersuit est départi de la charge

164 *Redegørelse om de samfundsmæssige aspekter af efterforskning og brydning af uran i Grønland 2008, Op. cit.*, p2.

165 *Ibid*, p2.

166 *Ibid*, p3.

167 Voir le chapitre quatre pour les détails de cette période à Narsaq.

168 *Orientering om Landsstyrets redegørelse om uran 2008, Op. cit.*, p15.

menaçante et coloniale qu'il concentre en 1979 pour dorénavant constituer la preuve des qualités de l'uranium, et représenter de façon plus large les aspirations dévolues aux ressources minières. Les gisements uranifères accèdent ainsi à la zone frontière, dans laquelle ils vont incarner une voix indépendantiste contestée.

L'uranium légal, le régime d'Autonomie renforcée s'affirme par le gouvernement du minerais

Entre 2009 et 2012, un consensus exceptionnel – qui ne sera jamais retrouvé – rassemble les députés sur l'enjeu de légiférer sur les minerais uranifères. Le gouvernement de l'époque est mené par le parti Inuit Ataqatigiit, groupe qui se distinguera en 2013 par son désaccord avec l'exploitation de l'uranium et qui reprendra la tête du pays en 2021 en vertu de cette opposition. Avant cela, le parti est favorable à une légalisation des matières radioactives et travaille en partenariat avec Siumut, soutien historique de cette position. À partir de 2009, les parlementaires sont occupés de façon récurrente par un texte soumis par Siumut, la proposition d'« introduction d'une limite supérieure pour la teneur en uranium de 0,1% sur toutes les matières premières autorisées au Groenland »¹⁶⁹. Dans un langage moins technique, la proposition engage à créer une régulation qui autorise l'exploitation de l'uranium dans la limite d'une quantité prescrite par tonnes de minerais. Le document précise qu'il s'aligne en cela sur la législation européenne. Ce texte est proposé chaque année jusqu'à son adoption en 2012, moment que je considère comme charnière dans les politiques de l'uranium. En effet, cette mesure parlementaire constitue la première variation dans le rapport aux minerais uranifères. Elle sera présentée comme la source de toutes les régulations suivantes qui, elles, occasionneront de profondes contestations populaires et parlementaires. En 2012, ce sont au contraire les six élus membres de la commission aux affaires économiques qui votent, dans la salle des débats pour moitié vide à treize heures vingt-neuf, l'adoption de ce texte sans aucune autre voix contradictoire et avec quinze absences (sur trente-et-un votants)¹⁷⁰. Quelques secondes plus tard, ils sont vingt-et-un à voter en faveur de la prorogation de la campagne d'information nationale sur l'uranium initiée en 2009¹⁷¹. Cet objet n'est plus appréhendé par sa nucléarité, mais par les questionnements sur ses propriétés et ses possibilités d'exploitation.

D'après mon étude des documents parlementaires, les deux mécanismes qui expliquent le passage sans encombre de ce texte résident dans le pouvoir politique conféré aux minerais de la zone frontière. En l'y intégrant, l'uranium devient un membre du volume national et doit participer à la formation de son collectif politique. Il va ainsi être le support de la coopération

169 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggertil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland. » Siumut Inatsisartuni Ilaasortaatitat, EM2012/157, FM2011/120, FM2010/31, EM2009/148, 2012.

170 <https://ina.gl/samlinger/oversigt-over-samlinger/samling/punktlister/> [Consulté le 04/08/2021]

171 Il s'agit d'un amendement au texte écrit par le Comité aux affaires économiques. Accès au vote sur *Ibid.*

parlementaire et de la participation citoyenne. En effet, en 2009 la polarisation des partis entre le pro et l'anti-uranium n'est d'une part pas encore en place et c'est la collaboration qui dirige le travail législatif. La lecture du compte-rendu du Comité aux affaires économiques, qui est fourni sur le site du Parlement, met en lumière le dialogue qui caractérise le travail visible autour du texte. Tous les partis participent aux échanges en apportant des propositions. Par exemple, tout en rejetant ce texte certains demandent à ce qu'une campagne d'information soit menée, d'autres disent soutenir tout en voyant la nécessité de revoir les conditions de sécurité à la hauteur de cette production¹⁷². Par le dialogue, ils aboutissent à un compromis qui permet le vote du texte alors même que des élus des partis Inuit Ataqatigiit et Kattusseqatigiit Partiiat (ce dernier disparaîtra de la scène politique) s'affirment contre durant les réunions. En dépit de cela, ils se positionnent favorablement au moment du vote ou ne participent pas et ne sont pas force de blocage. Il y a donc une volonté de construction collective du secteur minier, dans une dynamique qui se situe dans la lignée de la réforme minière de 2009¹⁷³. Cette qualité est elle-même soulignée par un membre de Siumut qui, en 2012, salue ce travail commun qu'il considère comme aussi important que la proposition elle-même¹⁷⁴.

D'autre part, le déploiement d'une campagne d'information en direction du public me semble central dans l'adoption du texte. Ces mesures commencent en 2009 lors de la première lecture du texte durant laquelle le Ministre des ressources appelle à voter contre la proposition de Siumut (celle qui sera finalement adoptée en 2012) en raison du manque de données sur la question¹⁷⁵. Il entend alors des données de type scientifique et de type populaire qui permettraient de connaître les propriétés de l'uranium et de mener une consultation citoyenne. Ces deux aspects sont menés de front par le biais d'un « travail d'information » qu'il détaille en 2012, quand il appelle désormais à soutenir la proposition. Il explique qu'entre 2009 et 2012 des réunions locales et télévisées ont d'abord popularisé l'uranium et suscité des interrogations. Un programme télévisé faisant intervenir des « scientifiques » et « experts » a été mis en place, et un voyage organisé dans une mine d'uranium canadienne a même été monté pour faire la démonstration de cette production. En 2016, Kristian, le militant anti-uranium avec qui je me lie à Nuuk, avait ainsi participé à ce voyage. Ensuite, diverses études ont été commandées aux laboratoires GEUS et Risø, mais également à l'entreprise Greenland Minerals qui était alors à la phase exploratoire de son projet. Pour finir, un « groupe d'experts indépendants » a été établi pour évaluer les risques et la rentabilité de l'uranium groenlandais¹⁷⁶. En 2009, le Ministre présente ce chantier en le comparant à celui mené autour

172 Inatsisartut « Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland » Commission économique, seconde lecture de la proposition, 20 novembre 2012, EM2012/157, FM2011/120, FM2010/31, EM2009/148, p2.

173 Voir le chapitre trois.

174 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartut beslutning om, at Naalakkersuisut pålægges snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1% på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland » Karl Lyberth, UKA2012/157, 21 novembre 2012, p2.

175 Inatsisartut « Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland » Svarnotat, Ministre du commerce et des ressources, 13 octobre 2009, EM2009/148, p1.

176 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor

de la loi d'élargissement de l'autonomie politique du Groenland la même année, et qui aboutit à un référendum. Selon lui, il est nécessaire d'adopter une attitude collective qui soit d'ampleur nationale¹⁷⁷. Ainsi, ce ne sont pas tant les qualités physiques et chimiques de l'uranium qui paraissent préoccuper le Ministre, mais plutôt la démonstration d'un comportement participatif de la part des élus. En 2012, il affirme que c'est la bonne tenue de ces mesures qui lui permet de soutenir le texte, et il ne dit rien de la réception, parmi la population, des initiatives¹⁷⁸. Entre 2009 et 2012, période qui voit les premières mesures groenlandaises d'encadrement du secteur minier, l'uranium constitue ainsi le support des relations publiques entre les institutions politiques et la population. La campagne d'information fait valoir leur ouverture, leur transparence, et établit un dialogue entre le gouvernement et les citoyens. Si le chapitre quatre met en lumière la dimension artificielle de ce procédé pour certains habitants, je soulignerai ici la position instrumentale de l'uranium post-2009. La consultation qui l'entoure renforce la légitimité du gouvernement en revêtant un mode législatif participatif, et elle confirme la cohésion nationale autour du secteur minier.

En 2009 et 2012, les argumentations conduites par le groupe Siumut au Parlement pour défendre cette proposition d'ouverture de l'exploitation de l'uranium permettent d'ajouter un autre niveau d'analyse au rôle que ce minerai joue à cette période¹⁷⁹. Son intégration au secteur minier va renforcer la zone frontière et accompagner l'affirmation diplomatique groenlandaise sur la scène internationale par ce biais. Le discours qui suit du député fait jouer les niveaux nationaux et internationaux pour défendre l'uranium.

« [...] [d]es gisements ne sont pas exploités car ils contiennent de très petites quantités d'uranium. Il ne faut pas extraire d'uranium, oui. Mais nous pouvons briser les minerais dans le respect de la belle nature de notre pays et dans le respect de la santé humaine. [...] Le moment est venu pour nous de prendre une décision sur une limite supérieure pour la teneur maximale autorisée en uranium dans le cadre de l'extraction d'autres minéraux et des terres rares. [...] Nous ouvrirons la possibilité de créer de nouveaux emplois et de nouvelles sources de revenus, sans alourdir l'environnement inutilement et sans exposer l'homme à des substances nocives. [...] Il ne peut tout simplement pas être juste que nous nous fermions à de nouvelles opportunités de développement simplement parce que nous avons peur d'utiliser les diverses richesses de notre pays. Nous sommes convaincus qu'en votant en faveur d'une telle décision en principe, nous ouvrirons la voie à des mines plus actives dans le sud du Groenland dans les années à venir, et nous aurons en même temps décidé d'introduire une limite supérieure pour la teneur en uranium identique à celle exigée au sein de l'UE, qui est un partenaire de coopération et commercial important du Groenland. [...] »¹⁸⁰

indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland. »

Réponse du Ministre de l'économie et des ressources, 21 novembre 2012, EM2012/157, FM2011/120,

FM2010/31, EM2009/148. Le groupe d'experts indépendants constitue un amendement à la proposition.

177 Inatsisartut, EM2009/148, Svartnotat, Ministre du commerce, *Op. cit.*, p1-2.

178 Inatsisartut, EM2012/157, FM2011/120, FM2010/31, EM2009/148, réponse du Ministre, *Op. cit.*

179 Inatsisartut « Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland. » Siumutgruppen, EM2009/148, 20 août 2009.

180 *Ibid.* Traduction personnelle depuis le danois.

L'uranium est considéré de façon extrêmement positive et constitue un allié à trois niveaux qui, entremêlés, donnent l'image d'une ressource nécessaire au pays. Il est d'abord présenté comme une « richesse » de laquelle il ne faudrait plus avoir « peur » pour avoir accès à tous les minerais que ses filons côtoient. En cela, il est associé à l'ensemble des ressources minérales sur lesquelles l'indépendance repose et placé en position de tremplin, d'accélérateur de cette politique extractive. Les termes reflètent l'idéologie positive et exploratoire de la zone frontière, faisant de l'uranium une « richesse » nationaliste. Cela est ensuite renforcé par son extraction qui est perçue comme génératrice de nouvelles mines, d'emplois et de revenus. Ce minerai s'intégrerait comme un atout économique et social. Pour finir, la référence à l'Union européenne suggère l'insertion du Groenland sur la scène des échanges internationaux en son nom propre, de façon totalement indépendante du Danemark. L'uranium ici présenté attache ainsi les dimensions nationales de la zone frontière à l'intégration du pays au sein d'échanges géopolitiques plus larges. À partir de 2009, le rattachement de l'île à différents traités et groupes de sécurité nucléaire participe à forger cette place indépendante sur la scène politique internationale. L'agence internationale de l'énergie atomique, la Convention de protection physique du matériel nucléaire¹⁸¹, la Convention internationale sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique, ou encore la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire sont autant d'instances de construction de l'indépendance diplomatique et commerciale du gouvernement¹⁸². Ce minerai est la manière par laquelle les élus du régime indépendantiste de 2009 établissent la communication vis-à-vis de la population groenlandaise et de l'extérieur.

L'uranium en sous-produit, les propriétés physiques télescopent les propriétés politiques

En vertu de la fin d'interdiction de l'uranium en 2012, la Stratégie minière de 2014 place ces filons comme priorité nationale et renouvelle les campagnes d'exploration en cours¹⁸³. Cette politique s'explique également par un changement électoral en 2013. Le parti pro-uranium Siumut est placé à la tête du pays par le scrutin et remporte une majorité de sièges aux Parlements. Il lance alors la politique uranifère qui le caractérise désormais, tandis que dans le même temps les équilibres changent au sein du parti Inuit Ataqatigiit. Le nouveau bureau réoriente la ligne du parti contre l'exploitation des minerais radioactifs, et devient force d'opposition institutionnelle. Malgré cela, le travail entamé en 2012 avec le texte que nous venons d'étudier a fait de l'uranium une ressource légale, que Siumut va consolider. En 2013, son gouvernement parvient à faire passer une loi qui abolit officiellement l'interdiction d'exploitation des matières radioactives et autorise leur extraction en sous-produit

181 Vestergaard Cindy « Greenland, Denmark and the pathway to uranium supplier status » *The extractive industry and society*, Vol2, n1, 2015, pp153-161, p158.

182 Voir le chapitre huit.

183 Mineral strategy 2014-2018, *Op. cit.*, p39.

(*biprodukt*)¹⁸⁴. Cette mesure génère une réaction sociale d'ampleur qui lance le mouvement anti-uranium que je décrirai au chapitre suivant, et met la lumière sur une faille de la zone frontière. Si elle a pu revoir la nucléarité de l'uranium, elle ne semble pas pouvoir en absorber toutes les propriétés physiques et chimiques. Qualités politiques et radiations entrent en collision.

En 2013, le Ministre des ressources affilié au parti Siumut présente l'ouverture de l'exploitation de l'uranium comme la continuité de la mesure adoptée l'année précédente. Il affirme la nécessité de créer une législation dédiée à l'uranium et de politiques qui s'y adaptent. Il engage à intégrer tous les réseaux d'usage pacifique du nucléaire et rappelle que « Nous sommes dans une situation où nous devons nous attendre à ce que le secteur des matières premières soit l'avenir du Groenland. »¹⁸⁵ Cette association entre les mesures d'encadrement de l'uranium en sous-produit et la mention du rôle moteur des minerais fait des gisements uranifères la ressource phare de la zone frontière. De l'autre côté, l'opposition fait notamment valoir la dangerosité d'une exploitation à part, caractérisée par sa radioactivité. Les rayonnements ionisants demanderaient un traitement spécifique, voire une mise à l'écart totale¹⁸⁶. Ces voix sont minoritaires en 2013 et l'interdiction d'exploitation de l'uranium est abrogée. Mais quelques mois plus tard, le groupe d'opposition Inuit Ataqatigiit remet la question radioactive à l'agenda parlementaire avec une proposition d'amendement de la loi minière. Il demande à ce que

« l'uranium et le thorium soient définis comme des « matériaux nucléaires », même lorsqu'ils apparaissent non transformés en tant que minerais, de sorte qu'en vertu de la loi une distinction claire soit faite entre les « minéraux radioactifs » et les autres, y compris en ce qui concerne les exigences environnementales pour les résidus et le démantèlement des mines. »¹⁸⁷

Cette proposition vise à distinguer l'uranium et le thorium du reste des minerais en raison de leurs propriétés radioactives, et à les qualifier de « matériaux nucléaires » dans la législation. Les députés expliquent que ce sont des préoccupations environnementales et sociales qui les poussent à cette mesure. L'exploitation des « matériaux nucléaires » serait encadrée de mesures de prévention et de sécurité ciblées¹⁸⁸. Cette demande parlementaire est particulièrement significative car elle met en lumière l'échec de la normalisation et de la

184 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM13 tiltræder at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » EM2013/106. Je réserve au chapitre suivant l'étude de la contestation sociale qui réagit à cette mesure.

185 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » EM2013/106, Forelæggelsesnotat, Naalakkersuisoq for Erhverv og Råstoffer.

186 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålægges til EM14 at fremsætte ændringsforslag til Råstofloven, således at uran og thorium defineres som nukleart materiale, også når det forekommer uforarbejdet som malm (ore), således at der i loven bliver foretaget en klar sondring i mellem radioaktive mineraler og andre mineraler, herunder også i forhold til de miljøkrav der stilles til tailings og afvikling af miner. » Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 23 juillet 2013, EM2013/88

187 *Ibid.*

188 *Ibid.*

requalification de l'uranium menée entre 2009 et 2012. Ses propriétés physiques le rendent socialement et environnementalement douteux, ce qui réactive sa nucléarité.

Plutôt que d'opter pour la tactique de l'information et de l'expertise qui est celle adoptée en 2009-2012 et qu'il investira par la suite, le gouvernement de Siumut centre son argument sur les propriétés politiques de cet élément. Le député affirme d'abord que l'uranium est encadré par les « meilleures pratiques internationales » auxquelles le pays est affilié¹⁸⁹. Il détaille les traités et conventions qui en forment le cadre. Ensuite, il réfère à la loi du gouvernement d'Autonomie renforcée de 2009 pour soutenir sa position. Il explique que le Groenland a obtenu le contrôle des « ressources minérales » et des « minerais », et non des « matériaux ». Changer de terme pourrait, selon lui, entraîner des problèmes juridiques qui auraient de graves conséquences, en vertu du rôle indépendantiste attribué à ce secteur. Il soutient donc l'usage de l'expression « minerais radioactifs » et non celui de « matériaux nucléaires ». Il relève de plus que ce dernier terme est souvent utilisé par le Danemark dans le cadre de sa politique étrangère, et qu'en faire usage au Groenland pourrait générer un malentendu entre les deux pays¹⁹⁰. D'après son argumentaire, refuser une expression qui fasse intervenir le terme « nucléaire » constitue ainsi une manière de se démarquer et de s'assurer de la gouvernance minérale groenlandaise. Cela souligne la force des enjeux indépendantistes qui reposent sur ces « minerais », et dont l'uranium a vocation à faire partie.

Le débat autour de la proposition de distinction entre les « matières nucléaires » et les « minerais » met en lumière l'échec de la normalisation et de la dénucléarisation de l'uranium. Comment comprendre ce revirement de situation, alors que l'année précédente c'est un vote presque unanime qui soutenait la mise en place d'une législation dédiée ? Au terme de cette histoire des minerais, c'est en reprenant cette catégorie que je conclus ma démonstration. Entre 1990 et 2009, les explorations géologique et géophysiques, les chantiers industriels et les régulations construisent la zone frontière qui aboutit au volume national d'aujourd'hui. Les minerais sur lesquels reposent la nation et l'indépendance économique sont formés durant ce processus, période qui est au contraire celle de la prohibition de l'uranium. Pendant ces années, ses filons sont non seulement absents, mais ils sont également perçus comme dangereux, coloniaux et nucléaires. Le volume national prend consistance sans cette matière, qui est similairement évitée par la législation. L'uranium ne fait en effet pas partie des « minerais » rapatriés par Nuuk en 2009, car il est toujours sous « tolérance zéro ». Il est dans l'ombre, et les tentatives de dénucléarisation ne suffisent pas à renverser cette histoire. Exclue durant la constitution du Groenland indépendantiste et mise à l'écart des minerais de 2009, elle garde les propriétés qu'il possédait lors de son bannissement et semble étranger au territoire national. La qualité de « minerai », chevillée au pouvoir gouvernemental, lui est contestée et ses rayonnements ionisants ne disposent pas de l'immunité nationaliste. Ainsi, l'uranium

189 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålægges til EM14 at fremsætte ændringsforslag til Råstofloven, således at uran og thorium defineres som nukleart materiale, også når det forekommer uforarbejdet som malm (ore), således at der i loven bliver foretaget en klar sondring i mellem radioaktive mineraler og andre mineraler, herunder også i forhold til de miljøkrav der stilles til tailings og afvikling af miner. » Réponse du Ministre du commerce et des ressources, 14 octobre 2013, EM2013/88

190 *Ibid.*

apparaît comme une étape stratégique de la zone frontière pour les gouvernants et les législateurs au tournant du régime de 2009, mais que les caractéristiques de la construction du volume national à la fin du siècle dernier empêchent de transformer en « minerais » du territoire.

Entre 1991 et 2009, le territoire se constitue au travers des politiques de valorisation minérale. Celles-ci passent tout d'abord par des campagnes de recensement et de classification qui sont progressivement prises en charge par Nuuk dans les années 1990 et qui entraînent de nouvelles représentations de l'île. Cette exploration massive s'accompagne d'une entreprise de marchandisation inédite, faisant des minerais les ressources majeures du pays. Cette perspective s'accroît ensuite à partir de 2004 avec l'engagement dans la stratégie de la « zone frontière » qui vise à faire des matières souterraines la première industrie du pays. La valeur économique des minerais se renforce, et voit s'appuyer sur elle le programme indépendantiste de 2009. La zone frontière devient l'instrument par lequel le gouvernement indépendantiste s'établit, et elle forme le territoire sur lequel il s'installe.

Le nouveau régime qui s'instaure s'adosse alors au travail de définition souterraine conduit depuis deux décennies pour promouvoir le secteur minier et gouverner le pays. À l'échelle administrative, cette industrie participe à la répartition des services et à l'aménagement des espaces industriels. À l'échelle juridique, le système de régulation des roches transporte le pouvoir central en certifiant leur double définition. Elles tirent leur valeur de propriétés géologiques acquises durant les campagnes d'explorations et de l'état du marché, ainsi que de leur appartenance nationaliste. Les minerais sont désormais ceux du pouvoir central et s'affirment comme les cellules du volume politique instauré en 2009.

L'évincement de l'uranium durant cette période charnière de l'île m'apparaît central pour comprendre les débats qui l'animent à l'heure actuelle. Longtemps resté absent des cartes et des lois du pays, il n'en fait pas tout à fait partie. Il est une matière incertaine, douteuse, voire étrangère à la formation nationale. C'est de nos jours un objet nucléaire traité à l'aune des qualités stratégiques et diplomatiques qu'il garde pour la zone frontière, mais qui ne possède pas l'aura nationaliste de ses filons voisins tels que l'or ou le zinc. En cela, il n'accède pas au statut de « minerais », déterminé par les qualités géologiques et nationalistes des roches. Son exploitation pose dès lors une aporie : comment extraire cette matière dont l'intégrité minérale – donc à la fois géologique et politique – n'est pas reconnue par tous ? Par-delà, c'est la question des effets de cette production envisagée qui est posée : quels sont les impacts politiques de cette exploitation pour une nation qui se renforce au travers du gouvernement de ses minerais ? Ce sont ces problématiques que pose présentement le projet de Kuannersuit, et auxquelles le prochain chapitre est consacré.

Chapitre 8

« Au Groenland, *nuna* n'appartient à personne » ? Les projets miniers scellent un pouvoir d'État

En mars 2016, je rencontre Hans, un des membres d'Urani Naamik dont j'ai déjà abondamment parlé, et il me donne la clef du questionnement qui termine le chapitre précédent. Il ne commence pas par lister les impacts du projet de Kuannersuit et de l'exploitation de l'uranium, impacts qui me seront vite familiers, mais il en passe par une formule alors énigmatique. Il me dit qu'« Au Groenland, la terre n'appartient à personne ». Sur le coup, il m'explique le principe légal selon lequel les sols et les sous-sols seraient de non-propriété, c'est-à-dire que ni les particuliers ni le gouvernement du pays ou celui du Danemark n'en seraient les détenteurs. Il mentionne aussi la colonisation, et conclut en disant que personne n'est en droit de s'approprier les terres. Nous parlons en anglais et c'est le terme *land* qu'il utilise et qu'il traduit de lui-même par *nuna* en groenlandais. Je devrai alors en passer par les observations et les récits qui forment cette thèse pour saisir tout le sens de la polysémie de *nuna*, telle qu'elle m'est présentée par Hans et le fut ensuite à de nombreuses reprises par d'autres interlocuteurs. Ce terme désigne à la fois le sol terrestre et le pays, mais, au fil de mes recherches, j'ai compris qu'à l'image de la partition entre sols et sous-sols qui relève d'une appréhension industrielle et frontalière de l'espace, la distinction des sens de *nuna* est un effet des politiques frontalières et des projets miniers. Au contraire, telle que mobilisée dans le cadre des contestations, *nuna* apparaît comme une forme d'association avec la surface et ses occupants, avec les filons et les gisements. C'est une manière de « faire collectif » par les rapports aux terres qui, en s'opposant aux politiques gouvernementales de développement des projets miniers, s'apparente à un gouvernement alternatif de la nation. Dans ce chapitre, j'explore le concept de *nuna* et je décris de quelles manières il se trouve affecté par la zone frontière et l'indépendantisme minier. Je montre également le rôle particulier joué par le projet de Kuannersuit qui, plus qu'une mine, incarne un pouvoir d'État sur les terres.

En usant du concept *nuna*, je m'inscris dans la lignée des réflexions menées sur ce terme. Dans leurs travaux, les chercheuses Béatrice Collignon et Michèle Therrien le traduisent par « territoire » et soulignent les multiples relations et expériences qui le forment, comme je l'ai rapporté au quatrième chapitre¹. De nos jours, *nuna* est largement utilisé pour définir le concept de territoire en Arctique². Dans son article de synthèse sur le concept, le sociologue Julien Pongerard explique qu'il fonde également des identités politiques, comme le soulignent les nations qui reprennent dans leur nom ce mot, telles que le Nunavut, Nunavik, Nunatsiavut et, plus largement l'Inuit Nunangat (terme qui désigne l'union politique des territoires autonomes de l'Arctique)³. Kalaallit Nunaat, le Groenland, constitue un autre exemple de cette délimitation territoriale et politique de *nuna*. Dans ce travail, j'opère néanmoins un décalage vis-à-vis de ces travaux en raison du cas ethnographique étudié, caractérisé par le conflit. Je fais le choix de traduire ce mot non pas par territoire ou pays, mais par « terre commune ». La raison réside dans le nombre réduit d'études portant sur cette notion au Groenland. Jens Dahl et Frank Sejersen, les deux chercheurs danois en études arctiques qui y ont consacré des travaux, l'appréhendent selon la perspective uniquement territoriale⁴. *Nuna* est à cet égard faite des affinités et des pratiques qui y sont attachées, prisme qui me semble devoir être alimenté de l'histoire spécifique du pays. En effet, les stratégies de la zone frontière et de l'indépendantisme minier me semblent jouer un rôle important dans la déclinaison groenlandaise de *nuna*. La traduction « territoire » demande ainsi à être questionnée, entreprise à laquelle participe ce chapitre. De plus, cette sélection de « terre commune » s'explique par l'objet global de la thèse, qui est l'étude des évolutions du traitement des terres en tant que matière. Je place ainsi la focale sur la matérialité des usages, de l'exploitation et des modes de gestion. À cette perspective s'ajoutent les savoirs, les croyances et les mémoires qui se vivent sur les terres, éléments qui me semblent issus de ces rapports matériels. Le mot « terre » m'apparaît en ce sens plus précis pour désigner ces processus relationnels, et « commun » réfère au régime que j'ai dégagé de la situation de confrontation autour de Kuannersuit au quatrième chapitre. La « terre commune », *nuna*, est la manière qu'ont mes interlocuteurs de qualifier et de défendre ce qui fait territoire dans la situation de conflit autour de l'occupation des terres.

- 1 Collignon, Béatrice *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. L'Harmattan, coll Géographie et cultures, 1996 ; Collignon, Béatrice « Esprit des lieux et modèles culturels. La mutation des espaces domestiques en arctique inuit », *Annales de géographie*, n°620, Armand Colin, Paris, 2001, pp383-404 ; Therrien, Michèle, *Les Inuit*, Les belles lettres, Paris, 2012, pp61-68. Pour retrouver la chronique de Kuannersuit, page 20.
- 2 Voir par exemple : Antomarchi Véronique, « Les Inuit et le froid. Les représentations autochtones et celles des touristes », *Communications*, 2017/2 (n° 101), p. 63-74 ; Sansoulet, J, *et al.* « An update on Inuit perceptions of their changing environment, Qikiqtaaluk (Baffin Island, Nunavut) » *Elementa : Science of the Anthropocene*, n°8, vol 1, 2020
- 3 Pongerard, Julien « Nuna: Naming the Inuit land, imagining indigenous community » *Journal of Northern Studies*, Umeå University, 2017, Language and Space in Northern Spaces, 11 (1), pp.37-51, pp44-47.
- 4 Dahl, Jens Saqqaq. *An Inuit hunting community in the Modern World*. University of Toronto Press, Toronto, 2000 ; Sejersen, F. « Horizons of Sustainability in Greenland: Inuit Landscapes of Memory and Vision » *Arctic Anthropology*, 1, vol. 41, no. 1, 2004, pp71-89.

En raison de cet ancrage ethnographique, cette étude n'a pas valeur à généralisation mais représente un premier pas vers le concept groenlandais de *nuna*. Elle constitue une approche située qui révèle tant une manière de se lier aux terres que les mutations qui les touchent. Avec ce prisme, je rejoins le travail entamé par l'anthropologue Michèle Therrien, qui questionne les effets de l'établissement de droits de propriété sur des terres jusque-là traitées par l'usage⁵. À ma connaissance, aucune recherche ne s'est intéressée à cette transition entamée en 1979 (gouvernement d'autonomie) au Groenland. Les pages qui suivent s'engagent dans cette problématique qui, pour ce pays, nécessite de naviguer entre les développements miniers et la mise en place de l'État.

L'État est une manière de gouverner un territoire national de façon homogène qui passe par un ensemble de régulations, d'institutions et d'agents qui ont pour rôle de faire respecter et faire appliquer ses lois de fonctionnement. C'est une formation sociale dirigée par un pouvoir centralisé qui dispose des moyens de coercition légaux⁶. Cette définition s'appuie sur celle élaborée par le sociologue allemand Max Weber, qui se trouve elle-même à la base de la plupart des théories de l'État⁷. Selon le sociologue, l'État est un « groupement politique » défini par son territoire, par les moyens qu'il met en œuvre pour perpétuer son occupation, et par son ancrage dans le droit⁸. Il déploie son action par les institutions exécutives et législatives (ministères, Parlement, conseils et bureaux divers), ainsi que par le corps fonctionnarial. À travers cette forme de gouvernement national, l'État instaure alors une domination légale et administrative du territoire et des êtres qui l'habitent⁹. Néanmoins, cette autorité ne passe pas par une action directement physique et coercitive, mais par la reconnaissance du « monopole de la violence légitime » de l'État. Ce concept wébérien désigne le pouvoir de gestion de l'ordre détenu exclusivement par les appareils étatiques, eux-mêmes reconnus en tant que garants de la loi par le collectif qui se soumet aux normes qu'il institue. Cette soumission passe par l'acceptation des lois en tant que fondations du social, et elle apporte en retour une légitimité aux actions étatiques¹⁰. Cette reconnaissance du champ légal assure le pouvoir et la pérennité du système politique en fondant, selon le sociologue, la légitimité même du Gouvernement¹¹. En 1979, l'installation d'un gouvernement¹² autonome et d'un Parlement lance le processus d'étatisation du Groenland. Au fil des ans, les secteurs légalisés fondent une entité politique singulière, sortie du rapport colonial, qui administre de façon indépendante ses affaires. Le renforcement de l'autonomie de 2009 marque une accélération radicale de ce processus en entraînant la création d'un droit groenlandais sur les

5 Therrien 2012, *Op. cit.*, p62.

6 Abélès, Marc *Anthropologie de l'État*, Armand Colin, Anthropologie au présent, Paris, 1990, p51 et chapitre 2. Troper, Michel « Sur la théorie juridique de L'État » *Le Débat*, Vol 2, n°72, 1993, pp74-85, p75-76.

7 *Ibid.*

8 Weber Max, *Le savant et le politique*, Union Générale d'éditions, coll. Le Monde en 10-18, 1963, p92.

9 Fleury Laurent, *Max Weber*, PUF, coll. Que sais-je ?, Paris, 2009, p93.

10 Troper Michel « Le monopole de la contrainte légitime (légitimité et légalité dans l'Etat moderne) » *Lignes*, n°25, 1995, pp34-47, p47.

11 Colliot-Thélène Catherine, *La sociologie de Max Weber*, La découverte, Paris, 2006, p77.

12 Le terme « gouvernement » étant récurrent dans ce chapitre, j'emploierai une majuscule pour parler du bureau politique qui gouverne le pays et une minuscule pour faire référence à l'action de gouverner.

terres, entendues légalement comme sols et sous-sols. Plus qu'une question d'administration de l'industrie minière, je soutiens dans ce chapitre que les actions liées à la réforme minière de 2009, à la zone frontière et aux projets miniers ont pour conséquence de générer un système foncier qui trouble *nuna* en établissant un territoire sous autorité de l'État.

Le chapitre est construit en deux parties qui soutiennent ce raisonnement. La première revient sur les mobilisations à l'encontre des projets d'Aappaluttoq, d'Isukasia et de Kuannersuit en redonnant la parole à des opposants et en puisant dans des travaux ethnographiques pour montrer le mouvement d'enclosure dont sont porteuses les mines. Ce concept que je présenterai en corps de texte permet de capter les effets simultanément politiques et écologiques des projets miniers pour saisir la formation du territoire de l'État non pas depuis les gouvernants, mais depuis les troubles de *nuna*. La seconde partie place à l'inverse la focale sur le projet de Kuannersuit et le processus de légalisation de l'uranium pour faire la démonstration du rôle joué par ce site industriel dans l'établissement d'un gouvernement réformé des terres depuis 2009.

1) L'enclosure des communs : la production du territoire de l'État altère *nuna*

Le tournant de l'an 2000 voit le redémarrage de la production minière après la fermeture des mines de Maarmorilik (Black Angel) en 1990 et d'Ivittuut en 1987¹³. Le site aurifère de Nalunaq dans le Sud est le premier à entrer en activité en 2004, rejoint par celui d'Aappaluttoq autour de 2009 lors de la réforme minière¹⁴. Au troisième chapitre, je décris les tensions sociales qui émergent face à cette législation et aux projets auxquels elle donne lieu. Dans cette partie, je reviens sur les oppositions aux sites d'Aappaluttoq, d'Isukasia et de Kuannersuit pour porter un récit différent. Je m'intéresse à ce que ces conflits permettent de saisir des effets politiques des projets miniers sur le territoire. De cette façon apparaissent aussi les perturbations des rapports que les habitants entretiennent avec les espaces environnants désormais disputés. Chacune de ces mines constitue un instrument d'établissement de la légalisation des terres et de leur réévaluation à l'aune du régime frontalier, bouleversant ainsi le régime commun et, par cela, *nuna*.

13 Dans l'ordre : Johansen Poul, Asmund Gert, Riget Franck et Johansen Kasper *Environmental monitoring at the lead-zinc mine in Maarmorilik, Northwest Greenland, 2007*. National Environmental Research Institute, University of Aarhus, 2008, NERI Technical Report n°684, p5 ; <http://www.arsukfjorden.gl/> [Consulté le 03/09/2021]

14 L'activité est menée par la filiale groenlandaise Greenland Ruby A/S. Source: <https://www.greenlandruby.gl/about-us/> [Consulté le 17/08/2020]. Il est intéressant de préciser que cette compagnie est membre de l'International Colored Gemstone Association, qui tente en 2008 d'influencer la rédaction de la réforme minière.

Légaliser les roches rouges d'Aappaluttoq : la fin des « droits fondamentaux »

Entre 1990 et 2010, la zone frontière se déploie par les explorations de minerais précieux tels que l'or, les diamants et les rubis. La zone d'Aappaluttoq, localisée à vingt kilomètres de la ville ouest-groenlandaise de Qeqertarsuaat, s'avère particulièrement prometteuse et se voit attribuer une licence d'exploration pour la compagnie True North Gems en 2004¹⁵. Jusqu'en 2014, année où elle obtient une licence d'exploitation et lance la construction de la mine, les mesures administratives d'autorisation puis d'interdiction d'extraction dirigées vers les mineurs à petite échelle soulignent un changement de gestion des sous-sols et des populations. La législation d'exception, celle des « droits fondamentaux » étudiée au troisième chapitre est abolie et une légalisation absolue des terres est mise en place par la répression et différentes procédures administratives¹⁶.

Lorsqu'en 2004 la compagnie True North Gems (TNG) acquiert une licence d'exploration pour les rubis et les saphirs roses de la zone d'Aappaluttoq, certains habitants les collectent et les manufacturent depuis plusieurs décennies. S'y trouvent des membres du Club des pierres groenlandaises, des artisans dont c'est l'activité principale ainsi que des résidents de Qeqertarsuaat qui y flânent et travaillent par ailleurs pour TNG¹⁷. C'est ainsi un espace fréquenté de façon récréative et économique. Face à l'intérêt soutenu de la compagnie, les locaux s'inquiètent rapidement de voir leur accès restreint et interrogent le Bureau des minerais et du pétrole à ce propos¹⁸. En 2005, une représentante est dépêchée pour leur répondre à Qeqertarsuaat, et elle leur assure qu'en vertu de la section 32 de la loi minière de 1999, ils peuvent continuer à récolter les rubis du moment qu'ils n'entravent pas le travail de TNG. À cette époque, la réforme minière de 2009 n'a pas encore eu lieu et le pays est soumis à la législation antérieure, qui exprime comme suit le cadre dans lequel les habitants peuvent collecter des minerais.

« *Sous-section 1* : La population résidente du Groenland peut, comme jusqu'à présent, collecter et extraire des ressources minérales sans la licence requise par cet acte.

Sous-section 2 : Le droit [...] de collecter et extraire des ressources minérales peut, en tous les cas, seulement être exercé dans le respect des licences d'exploitation exclusives de minerais délivrées à d'autres sous cet acte. »¹⁹

15 Ramboll « A new ruby mine at Aappaluttoq » Environmental Impact Assessment, True North Gems, Juin 2013, p1

16 Voir particulièrement la page 141.

17 Brichet Natalia « A Piece of Greenland? Making Marketable and Artisan Gemstones » *Anthropological Journal of European Cultures*, 2020, Volume 29, No. 1, pp80-100, p90.

18 KNR « Råstofdirektoratet: Det flyder ikke med Rubiner » le 8 septembre 2005 [Consulté le 18/08/2020]

19 Il s'agit d'une formule provenant de la section 30 de la loi « Lov om mineralske råstoffer i Grønland » du 12 mai 1978. Traduction personnelle depuis le danois.

Cet article de la législation minière de 1999 établit que les Groenlandais ne sont pas soumis aux mêmes mesures que les compagnies. La population peut faire usage des minerais sans obligatoirement passer par une demande de licence, processus que doivent à l'inverse suivre les industriels. L'article précise de plus que seuls les licences d'exploitation donnent un droit d'usage exclusif aux compagnies, interdisant alors l'accès aux habitants. Néanmoins, les deux uniques mines en activité entre 1990 et 2009 rendent cette clause quasiment inexistante. Par delà ce cadrage, l'article a une profondeur historique essentielle à rappeler pour comprendre la suite des événements d'Aappaluttoq. En effet, j'ai retracé son instauration en 1978, année qui voit un changement politique majeur à travers l'établissement du Gouvernement autonome national. Loin d'échanges paisibles, ce sont de longs pourparlers autour de la question de la souveraineté sur le territoire qui caractérisent les années de négociation, les Groenlandais revendiquant leurs droits et les Danois maintenant leur juridiction. L'accord finalement trouvé laisse inchangé le contrôle des terres, mais reconnaît les « droits fondamentaux » des habitants de l'île dans la loi de constitution de l'Autonomie. Cette étape est alors directement transcrite dans la législation minière de l'époque, au travers de la section 32 citée qui garantit le respect des usages groenlandais à travers ce droit d'exception²⁰. Ainsi, ce texte qui avait pour but d'instaurer une souveraineté équitable entre les deux pays a perduré à chaque moment législatif jusqu'en 2009. Il a accompagné le transfert progressif de la gouvernance des minerais à Nuuk, ainsi que le développement des projets extractifs. En cela, il représente une forme de seconde voie qui échappe partiellement à l'administration officielle et assure des usages non standardisés. À partir de 2004, c'est la remise en question de cette forme de droit et des usages alternatifs qu'elle garantit que les événements d'Aappaluttoq mettent en lumière.

En 2005, True North Gems prend la place d'acteur local important en installant à Qeqertarsuaat un atelier d'apprentissage de taille et polissage des gemmes en cabochon, petites boules qui constituent le format principal de commercialisation. En 2006, c'est une équipe d'ingénieurs qui est dépêchée sur place avec des machines pour enseigner d'autres techniques²¹. Chaque fois, ces événements sont retransmis à la télévision nationale et font la promotion du secteur minier²². L'anthropologue Natalia Brichet, présentée au chapitre précédent, s'est entretenue avec un mineur ayant participé à ces ateliers. Pour Niels Madsen, un mineur résident à Aappaluttoq dont elle rapporte les propos et auquel je ferai plusieurs fois référence, cette période représentait un « véritable *empowerment*, et pas juste des possibilités d'emploi »²³. La même année, l'adoption par le Conseil municipal d'une résolution visant à renforcer l'apprentissage des langues étrangères en prévision des emplois liés aux rubis témoignent de l'engouement de la ville pour cette industrie en déploiement²⁴. Les rubis d'Aappaluttoq et les habitants de Qeqertarsuaat incarnent alors la zone frontière qui, à ce

20 Voir le troisième chapitre. Jens Brøsted a une analyse similaire dans Brøsted 1984, *Op. cit.*

21 Appel P., Secher K. « Gemstones of Greenland » *Exploration and mining in Greenland, Ore and Geology*, n°7, Janvier 2007, p5.

22 Lowe et Doyle 2013, *Op. cit.*, p9.

23 Brichet Natalia « Timely rubies. Temporality and Greenlandic gems » *The Extractive Industries and Society*, 2018, p5. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2018.03.001>

24 KNR « Qeqertarsuaat gør sig klar til rubinerne » le 3 décembre 2006 [Consulté le 18/08/2020]

moment, permet tant aux usages des riverains qu'à ceux de la multinationale de s'épanouir.

À partir de 2007, la situation à Aappaluttoq prend un tour conflictuel. À l'été, True North Gems édite de nouvelles directives en stoppant ses formations minéralogiques et interdisant toute collecte de pierre sur sa zone d'exploration. Cette proscription arrive après trois années d'encouragement et de collaboration entre la compagnie et les riverains, entraînant incompréhension et colère de leur côté²⁵. Ils se voient alors interdire la collecte sur une aire atteignant 713 km² autour du village, les obligeant à s'éloigner de Qeqertarsuaat pour dégager de nouveaux filons²⁶. Par ailleurs, la même année le nouveau géologue en chef qui est embauché réévalue à la baisse la valeur des minerais. Ainsi, les habitants se trouvent désormais confrontés à une situation inquiétante : ils ne peuvent plus collecter à côté de leur village et les roches ne sont plus considérées comme aussi rentables qu'avant, dans un contexte qui était justement caractérisé par le développement minier à petite échelle et local.

En réaction à cette mesure qu'ils trouvent injuste et pour comprendre la chute dramatique de la valeur des pierres rouges, Niels Madsen et deux de ses amis demandent une licence d'exportation de rubis. Leur projet est de faire estimer leurs échantillons auprès d'un expert indépendant au Danemark, dans l'espoir de comprendre les estimations de l'entreprise. Après le rejet de plusieurs candidatures que Niels Madsen ne s'explique pas, il demande à un ancien géologue affilié à True North Gems avec qui il est en bons termes de sortir les roches du pays début août 2007. Ce dernier accepte, mais il est arrêté à l'aéroport juste avant d'embarquer car il ne possède pas de licence pour la quantité de pierres exportée²⁷.

L'arrestation du géologue conduit les autorités à Niels Madsen, dont l'appartement est fouillé le jour même. Toutes les pierres qui s'y trouvent sont confisquées et lui-même, ses deux amis et le géologue sont accusés par la police de contrebande de rubis²⁸. Cette situation semble inédite, et elle souligne la pression mise sur les minerais par la zone frontière. Le Bureau des minerais et du pétrole, à l'origine des accusations, explique aux mineurs que non seulement les pierres ne sont pas accréditées par une licence, mais qu'elles ont également été récoltées sur une zone non-libre d'extraction. Selon l'institution, le groupe agit dans l'illégalité car les rubis proviennent de l'espace pour lequel True North Gems a une licence d'exploration. Le Bureau leur propose alors un accord. Contre la reconnaissance de leur culpabilité, ils n'auraient qu'une amende d'environ 670€ (5000dkk) à régler et les charges seraient abandonnées. Niels Madsen et les trois autres individus refusent et arguent de la section 32 de la loi minière, que j'ai citée par avant²⁹. Ils affirment que selon cet article, ils avaient le droit de ramasser les pierres dans la mesure où True North Gems n'était que sous licence d'exploration, et non pas d'exploitation. Cette situation met en avant le glissement de la

25 Choyt Marc « The Politically Hot Greenland Ruby » *Fair Jewellery Action*, 25 septembre 2008, www.fairjewelry.org/the-politically-hot-greenland-ruby/ [Consulté le 07/08/2020]

26 Lowe et Doyle 2013, *Op. cit.*, p11.

27 Lowe et Doyle 2013, *Op. cit.*, p12.

28 Brichet 2018, *Op. cit.*

29 Lowe et Doyle 2013, *Op. cit.*, p12.

juridiction pré-2009 sur les terres à celle post-2009, et leurs applications alors synchroniques. Niels Madsen et ses compagnons s'affilient à la première, tandis que le Bureau des minerais et du pétrole répond de la seconde.

Le groupe refuse l'accord et quitte le commissariat sans les pierres et avec une plainte pour contrebande à son encontre. En protestation de ce traitement, les mineurs se rendent en bateau la semaine suivante à Aappaluttoq accompagnés d'autres résidents de Qeqertarsuatsiaat³⁰. Ils y collectent des rubis pour remplacer ceux confisqués et les faire évaluer. Ils sont rapidement rejoints par les employés de True North Gems qui les somment de quitter les lieux. Le groupe refuse et poursuit son expédition, et il revient en plus durant trois jours consécutifs pour s'opposer aux sommations de la compagnie. Le 16 août 2007, l'affrontement se radicalise. Alors que les hommes se baladent sur les terres d'Aappaluttoq, ils entendent les battements de l'hélicoptère transportant des officiels du Bureau des minerais et du pétrole accompagnés d'agents de police. Ces derniers les arrêtent, les ramènent à Qeqertarsuatsiaat, et leur notifient par écrit une interdiction de ramasser et vendre des minerais. Selon Niels Madsen, c'est la première fois qu'une action de ce type est intentée contre une personne groenlandaise³¹. Dans l'histoire des minerais, des gisements et des législations qui s'y attachent que je trace dans cette thèse, c'est l'unique cas de répression auquel j'ai été confrontée. Ces événements sont ainsi significatifs d'une reconfiguration importante dans la gestion des terres, qui modifie les droits d'usages des industriels et des habitants. Alors même qu'elle est toujours à la phase exploratoire – qui aurait pu ne pas déboucher sur une mine – la compagnie se voit dotée d'un accès exclusif aux filons rubigineux par le Gouvernement, remettant ainsi en question les pratiques des mineurs et des riverains.

Rapidement, Niels Madsen et ses compagnons visibilisent leur situation en faisant appel à la Fair Trade Jewellery, une organisation non-gouvernementale qui promeut une gestion éthique des minerais³². Les communiqués qu'ils écrivent sur le blog du groupe permettent de comprendre la profondeur des changements qu'entraîne la réforme de 2009. Dans un billet, le mineur de Qeqertarsuatsiaat affirme avoir vécu le face-à-face avec les agents gouvernementaux, la police et les employés de la compagnie comme une bataille pour l'espace. Pour lui, il s'agissait d'une revendication territoriale en acte d'un « groupe autochtone ». Pour défendre leur cause, les amis fondent l'Association du 16 août, en référence à la date des événements, dont l'objectif est la défense des

« [...] droits fondamentaux des Groenlandais natifs et autochtones, en vertu de la section 32 de la Constitution, de collecter, transformer, commercialiser et exporter tous les minerais de quelque sorte que ce soit. À l'exception des hydrocarbures, du pétrole, des éléments radioactifs et des zones sous monopole. »³³

30 La suite des événements se base sur le récit écrit par Niels Madsen sur le blog de l'organisation à laquelle il fait appel pour l'aider à se défendre légalement, la Fair Trade Jewellery présenté page suivante.

31 Choyt Marc « The Politically Hot Greenland Ruby » *Fair Jewellery Action*, 25 septembre 2008, www.fairjewellery.org/the-politically-hot-greenland-ruby/ [Consulté le 07/08/2020].

32 Leur site : <https://fairjewelry.org/about-us/> [Consulté le 06/08/2020].

33 Valerio Greg « The Goals of the 16th August Union » *Fair Jewellery Action*, 6 octobre 2008,

Dans l'appel ainsi que dans d'autres articles publiés sur le blog, Niels Madsen associe l'article 32 (que j'ai cité en ouverture de section) aux « droits fondamentaux » des Groenlandais. Comme je l'ai expliqué par avant, cette formule fait référence à la mise en place de l'Autonomie gouvernementale et à la première reconnaissance d'une souveraineté groenlandaise sur le territoire. Les droits qu'il défend relèvent ainsi de la législation pré-2009.

L'usage des termes « natif » et « autochtone » dans le communiqué de l'association et dans d'autres écrits permettent d'approfondir la compréhension de cette formule. En effet, dans les billets de blog qu'il publie pour relayer son histoire, Niels Madsen explique que la restriction de l'accès aux rubis est une remise en cause de dimension historique et identitaire³⁴. Il écrit que l'artisanat autour des pierres est une pratique ancienne des « Inuit », « autochtones », « natifs » et « Groenlandais » sur leur « *Native land* »³⁵. Niels Madsen insiste sur le caractère « autochtone » du peuple groenlandais, et affirme qu'en vertu de cette position, son accès aux terres (*land*) et à ses ressources doit être reconnu³⁶. Ces désignations semblent ainsi communiquer une forme d'identité politique qui s'inscrit dans l'occupation. Selon l'anthropologue Irène Bellier, revendication et défense des liens à la terre se trouvent au cœur de la définition de l'autochtonie³⁷. Ces éléments renvoient à la définition officielle adoptée par les Nations unies et élaborée par le professeur de sociologie José Martinez Cobo. Il définit l'autochtonie comme des communautés, peuples et nations qui présentent un ancrage historique avec des sociétés précédant la colonisation du territoire. Ces groupes sont dominés par des entités politiques et luttent pour la reconnaissance de leurs droits et la transmission de leurs territoires et leurs cultures³⁸. La mobilisation de ce terme par Niels Madsen souligne ainsi une situation dans laquelle il estime ses droits territoriaux mis en péril par l'action de l'Autorité des minerais.

Mobilisée dans le cadre de revendications du respect de ses droits d'accès à Aappaluttoq, l'autochtonie me semble désigner la composante non-standardisée des « droits fondamentaux » que la Section 32 précédemment citée avait pour rôle de protéger. Elle renvoie à l'histoire ancienne des populations inuit sur l'île, à leur colonisation par le Danemark puis au processus de formation de la nation. Elle ajoute la coutume au légalisme de la juridiction minière, et fait des droits d'accès et d'usages groenlandais des terres pratiqués jusqu'en 2009 des hybrides à la résonance à la fois institutionnelle et à la fois « autochtone ». Cette relation m'apparaît être celle du régime commun.

<https://web.archive.org/web/20090610084109/http://www.fairjewelry.org/archives/538> [Consulté le 07/08/2020]. Traduit de l'anglais par l'auteure.

34 Madsen, Niels, « Injustice against Greenland's Inuit continues !!! » *Fair Trade Jewellery Action*, 3 mars 2009.

35 « 120913 Niels Eske Madsen svar - dansk » Question de Niels Madsen à Naalakkersuisut dans le cadre de consultation de True North Gems, téléchargé depuis <https://naalakkersuisut.gl/en/Hearings/Hearing-Archive/2013/TNG-QEQ> [Consulté le 06/09/2021] Traduit du danois par l'auteure.

36 *Ibid*

37 Bellier, Irène, « Autochtone » EspaceTemps.net [En ligne], Dans l'air, 2009 | Mis en ligne le 9 février 2009

38 Bellier, Irène, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2013, p19.

À l'automne 2008, les membres de l'Association du 16 août lancent une pétition de soutien autour de leur déclaration d'intention qui rapporte trois mille cinq cents signatures (4,5% de la population) et ils organisent une manifestation à Nuuk³⁹. À cette époque, le transfert de compétences sur les souterrains n'a pas encore eu lieu et les sous-sols sont gérés en collaboration entre Copenhague et Nuuk. Cette situation amène ainsi le groupe de mineurs à diriger ses critiques sur les deux pays, et à accuser les agents danois du Bureau des minerais et du pétrole de « racisme institutionnel ». Au fil des mois, et particulièrement après la réforme de 2009, ces dynamiques se transmutent en affrontements d'ordre uniquement national dirigés contre le Gouvernement⁴⁰.

Pour ajuster la législation minière à leur situation et maintenir les « droits fondamentaux », les mineurs font appel à l'International Colored Gemstone Association pour aider les députés dans l'écriture de la réforme. Il s'agit d'une organisation non-gouvernementale qui travaille sur le marché des pierres précieuses en privilégiant des procédés éthiques⁴¹. Si l'Autorité des ressources minérales se montre d'abord intéressée par ce partenariat, elle décline rapidement l'offre⁴². La réforme minière votée en 2009 explique alors la politique différenciée menée à Aappaluttoq, en mettant un terme au contenu hybride des « droits fondamentaux ». En effet, l'article le plus significatif est celui relatif aux licences, obligatoires pour toute extraction à petite et grande échelle. Elles fixent les droits d'usages des terres des résidents et des compagnies de façon stricte, selon un règlement standardisé. Tout porteur de projet minier doit composer un dossier technique qui décrit son activité et en évalue les impacts sociaux et environnementaux. Ensuite, c'est la procédure appelée « *one door policy* » qui traite toutes les demandes⁴³. D'après les stratégies minières, cette expression recouvre la centralisation de l'administration minière auprès de l'Autorité des ressources minérales qui a la charge de tous les dossiers, qu'ils soient à petite ou grande échelle, et à visée scientifique, artisanale ou industrielle. Toute exploitation marchande est prohibée en dehors de ce cadre, qui devient alors la référence dans la gestion des terres et de leurs usages. En 2007, c'est par rapport à ce système que l'Administration accuse le groupe de Niels Madsen d'être dans l'illégalité. À l'époque, il est en train d'être mis en place et coexiste avec celui pré-2009, dans lequel les résidents ont au contraire le « droit fondamental » d'exploiter et de commercialiser les minerais de façon autonome, sans licence.

39 Greg 2008, *Op. cit.*

40 Valerio Greg « Denmark guilty of institutional racism over Greenland ruby » *Fair Jewellery Action*, 4 février 2016, <https://fairjewelry.org/denmark-guilty-of-institutional-racism-over-greenland-ruby/> [Consulté le 17/08/2020].

41 Il s'agit d'une ONG : « The ICA is a worldwide body specifically created to benefit the global colored gemstone industry by advancing and promoting the knowledge and appreciation of colored gemstones. » <https://www.gemstone.org/about-us> [Consulté le 17/08/2020].

42 Lowe et Doyle 2013, *Op. cit.*, p13.

43 Naalakkersuisut « Mineralstrategi 2009 » Bureau des minerais et du pétrole, 2009, Nuuk, p8, 13 et 19.

La *one door policy* et les licences ont d'une part pour conséquence de légaliser de façon absolue les usages économiques des terres et de mettre un terme à leur dimension coutumière. L'espace qui échappait au système bureaucratique et était géré localement ou individuellement est recadré par les institutions. D'autre part, cette modification entraîne une standardisation des usages miniers en raison du référentiel frontalier qui constitue l'industrie minière. Comme je le souligne au chapitre précédent ce sont les cartes géologiques et les répertoires biologiques de la zone frontière qui forment le volume minéralogique administré par l'Administration minière. Les sous-sols se trouvent ainsi uniquement composés par la technique et la ressource, et la perspective autochtone n'y a aucune place. La *one door policy* administre ainsi la forme spécifique des pratiques minières frontalières et laisse de côté celles relevant du vide juridique des « droits fondamentaux ». En raison de ce mécanisme, l'exploitation standardisée post-2009 devient la seule en capacité de se développer, et celle non-formalisée ne peut ni prétendre à une licence ni investir le marché.

Le déclin du Club des pierres groenlandaises constitue un effet de cette éviction des pratiques non frontalières. En effet, ce groupe qui avait pour site principal de collecte Aappaluttoq tombe dans un entre-deux que ne permet plus la loi, entre l'extraction géologique récréative et l'artisanat. Les participants doivent alors faire un choix entre une activité marchande ou non, ce qui met un terme au projet du club et conduit à son arrêt. La recherche géologique tombe alors sous les licences académiques, et celle artisanale sous les licences d'exploitation à petite échelle. À cet endroit, l'anthropologue Natalia Brichet rapporte une baisse drastique de ces licences individuelles à partir de la réforme⁴⁴. Elle explique que nombre de mineurs à petite échelle ne maîtrisent pas suffisamment l'anglais et le danois, langues de l'administration minière, et n'ont pas accès aux outils et spécialistes pour mener les enquêtes d'impacts obligatoires. Ils ne sont ainsi pas en capacité de répondre aux nouvelles exigences du secteur minier, et ne peuvent s'engager dans cette voie professionnelle. Les mineurs à petite échelle, pourtant considérés comme les relais nationaux de la zone frontière, se voient structurellement exclus de ce secteur d'activité.

En 2009, l'instauration des licences et de la centralisation de la gestion s'accompagne de l'établissement des certificats minéralogiques que j'ai décrits au chapitre précédent. Ces documents fonctionnent en tandem avec les licences, puisqu'ils sont indispensables à l'authentification des pierres. Ainsi, à partir de l'instauration de ces permis d'échange des roches, seules celles collectées dans le cadre légaliste et standardisé de la zone frontière entrent en circulation marchande ou peuvent quitter l'île. Si d'un point de vue mécanique les pierres récoltées sous le régime des « droits fondamentaux » sont exclues en raison de l'absence de licence qui garantit leur extraction, un article de rétroactivité est ajouté à la loi minière. Il précise qu'aucune pierre antérieure aux licences ne peut prétendre à un certificat d'authenticité. Cette mesure contribue à la vive mobilisation des mineurs d'Aappaluttoq, qui la considèrent comme une autre discrimination venant s'ajouter à celle restreignant leurs droits d'usage des terres. Comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, elle vient ancrer le

44 Brichet 2020, *Op. cit.*, p97.

régime légaliste dans la matérialité des minerais et, par leur biais, mettre fin aux « droits fondamentaux ».

Niels Madsen et les autres mineurs d'Aappaluttoq s'opposent à cette mesure qui impacte durement leur profession en coupant du marché tout leur stock. Du jour au lendemain, ou presque, le travail fourni pour transformer les pierres récoltées avant 2009 ainsi que leur consistance géologique sont dévalués. Dans l'interview qu'il accorde à Natalia Brichet, le mineur raconte que lui et ses compagnons ont nommé ces rubis illégaux les « pierres historiques »⁴⁵. Ils popularisent cette formulation dans leur mobilisation, et elle est reprise en 2016 par les députés qui amendent la loi minière en réponse aux critiques. Ils autorisent la présentation à l'Administration minière de toute pierre récoltée avant 2009 – sur bonne foi – et l'édition d'un certificat. Les pierres de Niels Madsen lui sont également restituées à cette période, mais elles restent dans l'illégalité⁴⁶. L'Autorité des ressources minérales maintient qu'elles ont été collectées sans licence, et en violation de celle de la compagnie True North Gems.

La pénétration dans le domaine légal des « pierres historiques » interpelle quant au sens qu'elles portent. En effet, si les roches certifiées incarnent le volume minéralogique post-2009 et les règles de la zone frontière, les « pierres historiques » figurent au contraire l'ancien système qui a encadré leur collecte. Elles sont une forme de survivance des « droits fondamentaux » qui régissent les usages des terres de façon hybride entre 1979 et 2009, et transportent avec elles une histoire anti-coloniale et des relations locales.

Ces pierres et les régimes qu'elles incarnent témoignent d'une transition dans la gestion des terres, et elles mettent en lumière le lien entre l'administration et les usages. Désormais, le système de licences et la *one door policy* gérées par l'Autorité des ressources minérales ne laissent aucune autre forme d'exploitation que celle de la zone frontière être pratiquée. En 2012 et 2016, des amendements à la réforme et des mesures promotionnelles adoucissent ce système pour permettre la subsistance d'un petit commerce minéralogique en réponse aux critiques populaires et au déclin des licences à petite échelle⁴⁷. La perspective de standardisation de 2009 et les développements industriels de la zone frontière font néanmoins de l'exploitation encadrée la forme dominante. En 2012, le projet Isukasia s'inscrit dans cette perspective de standardisation du marché et est le premier à suivre entièrement le processus cadré par la réforme. Le retour sur la procédure d'implantation ainsi que les manifestations d'opposition auxquelles il donne lieu permet de cerner les reconfigurations écologiques entraînées par la loi de 2009 et la remise en cause des « droits fondamentaux ».

45 Brichet 2018, *Op. cit.*, p5-6.

46 *Ibid.*

47 Projet de certification d'artisans et d'établissement d'un marché artisanal de pierres précieuses, voir <https://naalakkersuisut.gl/da/H%c3%b8ringer/Arkiv-over-h%c3%b8ringer/2017/Redegoerelse-om-certificering-af-groenlandske-smykkesten-og-stenfigurer> et <https://naalakkersuisut.gl/da/H%c3%b8ringer/Arkiv-over-h%c3%b8ringer/2015/Smykkestenserhverv> [Consultés le 21/02/2022]

Exploiter les gisements d'Isukasia : l'effondrement des terres communes

Entre 2009 et 2012, les enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux que conduit la compagnie London Mining placent le projet Isukasia dans la lumière à Nuuk⁴⁸. Il s'agit d'un site d'exploitation de fer situé sur la côte Ouest, à cent cinquante kilomètres de la capitale. Kristian, un membre du groupe d'opposition à l'uranium Urani Naamik, m'a raconté ce mouvement auquel il a participé. Il m'explique avoir contribué au groupe Les amis du fjord de Nuuk, association créée en opposition à ce projet⁴⁹. Le but était de rechercher des informations sur le projet et organiser des manifestations d'opposition. D'après Kristian, deux raisons majeures soutiennent le refus du projet. D'abord, les propositions de la compagnie apparaissaient démesurées et inadaptées au fjord de Nuuk. Ensuite, la bande de terre d'Isukasia n'est pas disponible à l'exploitation car elle est occupée par des êtres et des pratiques, au contraire de ce que soutiennent le gouvernement et London Mining. Kristian nuance toutefois son propos, il ne s'affirme pas absolument contre l'exploitation minière d'Isukasia et revendique plutôt une activité d'échelle contrôlée qui permette la coexistence de tous les usages attachés à ces terres. Il souligne ainsi l'un des points fondamentaux de la crise minière post-2009 : la révision globale du foncier à l'aune des activités minières.

Selon Kristian, les infrastructures prévues par la compagnie sont de dimension révolutionnaire dans le secteur minier. Elles constitueraient le premier projet à « grande échelle », d'après l'appellation officielle, et représenterait un gigantesque site de production. L'anthropologue rattaché à l'Université du Groenland Mark Nuttall a fait des observations de ce mouvement, et il rapporte qu'une information a notamment fait scandale parmi les opposants : une machine aurait pour tâche l'extraction de 3,5 millions de tonnes de glace chaque année uniquement pour permettre l'accès aux minerais souterrains⁵⁰. Kristian ne s'attarde pas sur les chiffres et les taux lors de nos échanges, mais il m'assure que de telles constructions porteraient atteinte aux glaces, au fjord, et à la faune et la flore qui habitent ces milieux. C'est pour la défense de cet environnement que Les Amis du fjord de Nuuk et l'Association du 16 août organisent manifestations et rassemblements qui regroupent jusqu'à une soixantaine de personnes, et revendiquent tant l'arrêt du projet que le déploiement d'un autre mode d'exploitation minière. Durant l'été, le festival politique Aasivik reprend leur mouvement en s'opposant ouvertement au projet. Les pancartes qui jalonnent le camp clament « Nous protégeons les animaux de notre fjord de Nuuk ! », « Stop London Mining ! » et « Notre fjord, nos vies ! »⁵¹. Le chercheur Mark Nuttall rapporte que l'agitation et la tension sont palpables dans les rues de la capitale, même en dehors des journées de mobilisation⁵².

48 Trump Benjamin D., Kadenic Maya et Linkov Igor « A sustainable Arctic: Making hard decisions. » *Arctic, Antarctic, and Alpine Research*, 2018, Vol 50, n°1, p3

49 « Nuup kangerlua ikinngutai » en groenlandais et « Nuuks fjorden venner » en danois.

50 Nuttall 2012, *Op. cit.*, p32.

51 « Nuup kangerluata uumasui iluatigaavut ! », « London Mining unitsilli ! » « Vores fjord vores liv ! » depuis Sermitsiaq.ag « Demonstration mod rástoftyrani » le 14 septembre 2012 [Consulté le 24/08/2020]

52 Nuttall 2012, *Op. cit.*, p32.

D'après Kristian, le caractère insupportable de la situation autour d'Isukasia est également l'absence de prise en compte des habitants de Nuuk et des environs, qui avoisinent pourtant le projet. Il affirme que c'est aux riverains d'évaluer la viabilité du projet et de décider de son implémentation ou non. C'est donc à la fois la taille de la mine et la façon dont elle est administrée qui suscitent sa colère. Il s'agit du premier site à générer une crise de cette ampleur, et si la question du mode d'exploitation s'avère aussi centrale, c'est également en raison du renouveau procédural qui l'accompagne.

En effet, London Mining fait partie des premières compagnies à passer par la procédure réformée de candidature à une licence, et il s'agit également du premier projet à grande échelle⁵³. Elle inaugure ainsi simultanément de nouveaux usages et une nouvelle gestion des terres. Selon Kristian, l'Autorité des ressources minérales conduit les négociations avec London Mining dans une opacité qui crée un climat de suspicion. Il affirme que les administrateurs ne répondent pas aux questions de la population et qu'ils ne partagent pas les documents dont ils disposent. Il reconnaît que nombre d'études sont disponibles dans le cadre de la consultation, mais que celles-ci sont partagées trop tardivement dans le processus. À cet endroit, il faut préciser que les « documents » qu'évoque Kristian ne sont rendus accessibles au public qu'au terme des négociations entre le Gouvernement et les industriels. La population ne participe donc pas à cette étape du travail, et est sollicitée une fois qu'un accord préliminaire est établi entre les deux parties⁵⁴. Cette communication caractérise chaque étape d'élaboration du projet, jusqu'à la signature. D'après Kristian, les journalistes devraient avoir accès aux premiers échanges entre le Gouvernement et une compagnie minière, et suivre toutes les démarches au plus près pour pouvoir les relayer à la population. De plus, il déplore que la plupart des écrits ne soient disponibles qu'en anglais, en dépit de la loi qui oblige à les fournir également en groenlandais et en danois. J'ai également retrouvé cette critique dans les articles de presse qui relatent les manifestations tenues contre ce projet⁵⁵. L'anthropologue Mark Nuttall, présent aux manifestations contre London Mining en 2012, rapporte qu'une des revendications centrales est la « démocratisation » des procédures de candidature aux licences minières. Les manifestants pointent d'une part l'opacité et la non-accessibilité des informations, d'autre part leur exclusion presque absolue du processus décisionnel⁵⁶.

Kristian estime que le climat de « fermeture » ajouté à la proximité de la zone ciblée ont particulièrement alimenté le mouvement contre Isukasia. En plaçant les habitants d'un lieu comme décisionnaires et acteurs de l'exploitation qui y est conduite, il rejoint la perspective de Niels Madsen à propos d'Aappaluttoq ainsi que de Marianne et Oleeraq au regard de Kuannersuit. Cette approche fait valoir l'adaptation des structures et de leur gestion à leur environnement, dans une vision alternative à celle centralisée de l'Autorité des minerais. Elle

53 Ackrén, Maria « Public Consultation Processes in Greenland Regarding the Mining Industry » *Arctic review on law and politics*, Vol 7, n°1, 2016, pp3-19.

54 Pour plus de détails, voir le premier chapitre.

55 Sermitsiaq.ag. « Mineselskab næsten klar til kæmpeprojekt » le 15 février 2012 ; Sermitsiaq.ag. « Demonstration mod Alcoa og London Mining » le 7 mars 2012 ; Sermitsiaq.ag. « Derfor får London Mining lov » le 22 février 2012 ; Sermitsiaq.ag. « Demonstration mod jernmine » le 15 septembre 2012 [tous consultés le 24/08/2020]

56 Nuttall 2012, *Op. cit.*, p31.

met ainsi l'accent sur l'idée de collaboration pour administrer les usages sur des terres appréhendées non pas uniquement comme sites d'extraction, mais également comme des espaces communs. Par cela, j'entends premièrement la notion de terrain partagé entre divers êtres et choses, habitants et voisins, qui gèrent et usent des lieux de façon collective. Ces communs demandent alors une administration et une exploitation qui soit adaptée à la pluralité d'occupants qui s'y rencontrent. Secondement, je fais référence au caractère ordinaire de cet espace vis-à-vis duquel la géologie ne représente qu'un élément de définition parmi d'autres. Il s'agit d'un terrain habité d'une diversité foisonnante et familière qui à la fois fait du lieu un espace indistinct, à la fois forme une singularité locale. Finalement, la critique centrale de Kristian à l'encontre du projet d'Isukasia est de voir contourné le collectif attaché à cette terre partagée par une procédure et une forme extractive qui les invisibilisent.

Si Kristian est toujours prompt à critiquer le mode de gestion des projets miniers, c'est au détour de digressions imprévisibles qu'il me fait entrer dans les communs d'Isukasia. Il commence par me confier que l'une des choses qui l'excède le plus est la vision que les industriels et le Gouvernement ont des zones minières. Pour les premiers, ce sont des espaces vierges et inoccupés⁵⁷. Pour les seconds, ce sont des lieux desquels les activités peuvent être déplacées. À l'inverse, Kristian soutient que les habitants, les usages et les mémoires que ces endroits abritent sont inaliénables.

Kristian me raconte ainsi que la zone d'Isukasia n'est plus habitée, mais qu'il s'agit d'un espace de chasse depuis des décennies. De nos jours, les résidents de Nuuk y vont les week-ends ensoleillés à la recherche de ptarmigans, de phoques ou encore de lièvres polaires. Il y a les chasseurs à temps-plein, mais aussi et surtout ceux qui disposent d'un « permis sportif » et chassent pour le plaisir, toujours dans les limites de quotas. Ils sont accompagnés de marcheurs, de familles et groupes d'amis qui font le trajet en bateau et se baladent sur les îlots et les côtes de ce coin de fjord. Kristian me dit que ce n'est pas un hasard, car le fjord de Nuuk est fréquenté par les « Groenlandais et les Inuit » depuis plusieurs générations. Il qualifie cette zone de « terre des Ancêtres », ouvrant ainsi une profondeur de champ historique et mémoriel qui me permet de saisir de façon sensible cet espace. Plus qu'une simple chasse dominicale, en ce lieu se croisent les générations du passé, les animaux du présent et les visiteurs de la journée. Pour Kristian, il est essentiel de reconnaître cette consistance qui forme les terres d'Isukasia et se trouve au cœur des rapports que les habitants entretiennent avec.

En me parlant du passé, Kristian évoque également la réintroduction d'une pratique désormais populaire, la collecte et la taille de stéatite⁵⁸. Il s'agit d'un minerai gris très malléable recherché pour la facilité de son travail. À Nuuk, des traces dans les montagnes environnantes témoignent de son extraction à travers le temps, qui fut ensuite interdite dans les années 1990 pour préserver les gisements faiblissants⁵⁹. Comme je l'explique au chapitre

57 L'anthropologue Mark Nuttall fait la même observation, Nuttall 2012, *Op. cit.*, p29.

58 Mark Nuttall l'évoque également, Nuttall 2012, *Op. cit.*, p28.

59 Observation personnelle, et informations recueillies lors d'une balade avec l'archéologue Pauline Knudsen (juin 2016) dans la montagne Quassussuaq qui jouxte Nuuk, et était autrefois utilisée comme carrière de

précédent, des ateliers et des formations contribuent à réimplanter cette activité depuis quelques années, bien qu'elle n'ait jamais totalement disparu d'après Kristian. Les filons de Nuuk étant toujours protégés, Isukasia est devenue l'alternative pour de nombreux mineurs et collecteurs. Pour tout touriste ou résident de Nuuk, cette pierre est visible au quotidien grâce aux marchés populaires qui se tiennent tous les jours devant le magasin d'alimentation générale Brugseni. Elle est vendue taillée et gravée des symboles du Groenland tels que la queue de baleine, le chasseur au harpon, la perdrix des neiges et encore le *Thuleman* reconnaissable à sa capuche en triangle (« Homme de Thulé », civilisation qui peupla la côte ouest-groenlandaise vers le XII^{ème} siècle et représente l'ancêtre des populations actuelles). Ces figurines s'acquièrent sous le hall extérieur du magasin, mais également dans les rues du quartier colonial les jours où débarquent les croisières. D'après mes nombreuses visites des marchés et discussions avec les artisans – limitées par ma maîtrise progressive du groenlandais et la leur de l'anglais – ce sont souvent des personnes dans une situation précaire qui vendent par ce biais. Toute la journée, elles avoisinent dans un froid sec les vendeurs d'objets artisanaux en bois de rennes et en os de morse, les personnes qui revendent en occasion DVD et bijoux, et les vendeuses de vêtements cousus en peaux animales et de colliers de perles⁶⁰. Par-delà la question des gisements de stéatite d'Isukasia, les artisans de la rue donnent le visage quotidien de l'exploitation minière à petite échelle. Ils en montrent les mains calleuses, le tabac roulé, les objets d'art et de travail vendus sans certificat.

Les usages qui s'attachent à Isukasia décrits par Kristian se déploient dans une spatio-temporalité qui dépasse la législation minière de 2009 et le formalisme qu'elle impose. Les animaux et les promeneurs y côtoient une épaisseur historique qui donne un sens aux lieux et compose les rapports coutumiers que les visiteurs et occupants entretiennent avec eux. Cette densité multidimensionnelle rappelle les rapports à l'environnement que Marianne et d'autres habitants de Narsaq m'ont décrits, et que je rapporte dans la seconde partie de la thèse. Elle me semble s'inscrire dans la zone d'ombre des « droits fondamentaux » en relevant de pratiques non cadrées et non fixées qui organisent la singularité locale des espaces communs.

Malgré les manifestations d'opposition au projet d'Isukasia conduites par l'organisation environnementale Avataq, Les amis du fjord de Nuuk et l'Association du 16 août, entre 2009 et 2012 le Gouvernement et la compagnie poursuivent l'élaboration de la mine de façon inchangée. À l'automne 2012, le vote de la loi sur les projets à grande échelle ouvre de plus la voie à London Mining⁶¹. Cette mesure longuement présentée au chapitre trois encadre les chantiers aux coûts et aux besoins de main d'œuvre dont les projets à grande échelle ont besoin pour fonctionner. Avec ses machines d'extraction de glace et ses infrastructures productives et portuaires dans une zone non bâtie, Isukasia est le premier site minier à bénéficier de cet aménagement législatif. London Mining dépose ainsi directement

stéatite.

60 L'artisanat de perle est une activité traditionnelle du Groenland.

61 Inatsisartut, (danois) « Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter » (groenlandais) « Suliniutini angisuuni illuliorititernernik sanaartornernillu suliasat pillugit Inatsisartut inatsisaat » n°25 du 18 décembre 2012.

une demande de permis de construction de son complexe, suivie quelques mois plus tard par la demande de licence d'exploitation⁶². Celle-ci a été obtenue en 2013⁶³, mais depuis le manque de capital et des problèmes d'administration interne ne lui permettent pas de lancer les travaux⁶⁴. C'est donc une situation paradoxale que traversent les terres d'Isuakasia : elles sont sous concession industrielle exclusive, mais aucune activité minière n'y est menée. Elles sont ainsi toujours sous régime commun, tout en relevant de la zone frontalière. Elles sont sujettes à exploration, sur le point de l'exploitation, et subissent l'instabilité des jeunes compagnies. Dans ce cadre, les artisans et les filons de stéatite s'affirment comme des résistants aux politiques frontalières. Ces gisements et leurs collecteurs ne se laissent pas dominer par les minerais de fer que recherche l'industriel et dont le Bureau des minerais et du pétrole fait la promotion dans ses cartes des provinces métallogénétiques. Ils ne sont pas utilisables par l'industrie lourde, ils n'ont aucune application civile ou militaire, ils sont illégaux, et leur valeur économique relève du marché noir en l'absence de certification. Extraite, minutieusement taillée en formes d'animaux et d'habitants de l'Arctique puis vendue sur le marché populaire, la stéatite transporte cette occupation commune des terres par des êtres, des histoires et des pratiques.

La substance des communs et leurs usages sont directement mis en danger par l'exploitation à grande échelle, en raison du modèle frontalier qui la dirige. Dans ce référentiel, les souvenirs et les traces de passage des animaux n'ont ni empreinte géomorphologique standardisée, ni entrée au sein du répertoire biologique. Ils n'ont pas d'existence dans le monde extractif construit par la zone frontalière, ce qui signifie qu'ils ne sont pas appréhendés comme facteurs du projet minier. Pour les opposants au projet, ils représentent un futur dommage collatéral à défendre et à protéger, pour les porteurs gouvernementaux et industriels du projet, ils sont soit déplaçables, soit inexistantes.

À partir de 2014, l'inaction qui suit l'autorisation d'exploiter accordée à la jeune compagnie fait diminuer la contestation à l'encontre du projet d'Isukasia. Sa disparition de la scène publique voit simultanément l'émergence d'une autre opposition, celle contre le projet de Kuannersuit. Après le vote de la loi autorisant l'exploitation de matières radioactives en 2013, c'est un mouvement national qui se dresse contre cette mine. Après les critiques d'Aappaluttoq et d'Isukasia, celles-ci vont visibiliser non seulement la reconfiguration du principe des communs, mais également l'affrontement entre deux gouvernements concurrents des terres.

62 Nuttall Mark « The Isukasia iron ore mine controversy: Extractive industries and public consultation in Greenland » *Nordia Geographical publications*, Vol 41, n°5,2012, pp23-34, p27.

63 Naalakkersuisut « EXCLUSIVE LICENCE NO. 2013/31 FOR EXPLOITATION OF CERTAIN MINERAL RESOURCES IN AREAS AT ISUKASIA IN WEST GREENLAND » Bureau des minerais et du pétrole, octobre 2013. Accessible depuis le portail minier groenlandais.

64 Ackrén 2016, *Op. cit.*, p12. London Mining a été racheté par une compagnie chinoise en 2017 et le permis est en passe d'être retiré (2022).

Disposer des filons de Kuannersuit : l'enclosure assoit une réforme foncière

Le premier chapitre de la thèse présente de façon détaillée la contestation au projet de Kuannersuit, c'est pourquoi je ne reviens pas ici sur la chronologie précise de ce mouvement⁶⁵. Cependant, j'inscris cette mobilisation dans la lignée de celles d'Aappaluttoq et d'Isukasia dans le but de mettre en lumière l'affrontement de dimension systémique qui se met en place autour du secteur minier. À partir de 2013, le mouvement de Kuannersuit assume la défense d'usages coutumiers et d'une gestion commune des terres, tandis que le Gouvernement fait appel à un argument inédit pour justifier sa politique de développement du projet de Greenland Minerals et de légalisation de l'uranium, la légitimité de son mandat électif. Selon la coalition de Siumut alors en poste, cette délégation de gouvernement lui donne les droits d'action exclusifs sur le territoire, lui permettant d'agir sur l'uranium et sur la péninsule de Narsaq. La spécificité de cette confrontation est ainsi de mettre en lumière la question de la forme d'organisation politique qui s'attache aux rapports aux terres, et s'avère indissociable de ce conflit.

L'opposition à Kuannersuit prend une ampleur nationale en 2013 lorsque la majorité gouvernementale parvient à faire voter au Parlement l'autorisation d'exploitation de matières radioactives. Cette mesure permet à l'entreprise Greenland Minerals de porter son projet de production d'uranium, de terres rares et de zinc vers une candidature à une licence d'exploitation. Alors qu'Aappaluttoq et Isukasia avaient surtout rassemblé localement des opposants, le projet de Kuannersuit et la légalisation de l'uranium suscitent un mouvement national. Le groupe Facebook « Référendum immédiat sur la levée de la tolérance-zéro » créé pour le jour du vote en témoigne : il appelle l'ensemble de la population à manifester et à participer à un référendum⁶⁶. Cette mesure appelée « tolérance-zéro » fait référence au principe de 1985 qui interdit l'exploitation de matières radioactives dans le pays. Le mouvement de contestation rassemble alors conjointement une opposition à cette exploitation particulière, qui demande un référendum, et une opposition au projet de Kuannersuit, aux revendications diverses décrites au premier chapitre. Si je les sépare pour clarifier le propos, elles se retrouvent de façon binaire chez les manifestants et ce diptyque constitue le socle de l'opposition nationale.

En 2016, je rencontre Hans et Kristian dans le groupe d'opposition à l'uranium auquel nous participions tous les trois. Lorsque j'intègre l'association Urani Naamik (« Non à l'uranium »), elle est déjà montée depuis quelques mois. Hans m'explique que l'objectif initial était d'interpeller les élus sur les risques environnementaux, sociaux et politiques attachés à l'extraction uranifère. Il souhaitait pouvoir les informer des craintes de l'association

65 Voir la première section du chapitre, page 37.

66 KNR « Folkeafstemning om ophævelse af nul-tolerance nu » le 22 octobre 2013 [Consulté le 24/08/2020]

et partager les réponses des députés à la population pour répondre à sa demande de dialogue. Toutefois, après plusieurs mails et appels non retournés, Hans a réalisé que les élus ne souhaitaient pas discuter. Avec amertume, il affirme que le groupe doit dorénavant « se radicaliser » pour se faire entendre, qu'il s'adapte à la surdité des institutions en abandonnant son projet de dialogue et en s'opposant de façon absolue à l'uranium et au projet. L'ambition de l'association n'est plus uniquement d'informer, mais également d'organiser l'opposition et de contribuer à l'annulation de la législation uranifère. Si elle défend le référendum, ce n'est finalement plus tant pour sonder l'opinion que pour rétablir la place que doivent avoir les « citoyens », selon Hans.

Dans ses paroles, l'absence de réponse des parlementaires et des gouvernants à ses sollicitations constitue l'un des déclencheurs de sa « radicalisation ». Par cela, il me semble incriminer la posture institutionnelle de gestion centralisée des terres, qui admet une forme cadrée et standardisée de participation citoyenne à l'administration du secteur minier. Pour Hans, ce contrôle au partage prescrit du territoire est inacceptable. À cet endroit, il me récite l'axiome selon lequel « Au Groenland, la terre n'appartient à personne ». Comme plusieurs personnes le feront aussi par la suite, il me précise qu'« il n'y a pas de propriété de la terre ». Il prend l'exemple des maisons en m'expliquant que les citoyens ont le droit d'acheter un logement, mais qu'il ne peuvent pas acquérir la surface sur laquelle ils habitent. Ils n'occupent le terrain que sous la forme d'une concession.

Pour mieux comprendre les paroles de Kristian, qui m'ont été répétées de nombreuses fois par d'autres personnes, j'ai recherché les lois qui régissent le foncier. Comme je le souligne au troisième chapitre, c'est avec surprise que je n'ai trouvé qu'un domaine légal qui s'y rattache, celui de la gestion des constructions et des locations de terrains. Ce sont les travaux du chercheur danois en études arctiques Jens Brøsted qui m'ont mise sur cette piste⁶⁷. À la fin des années 1980, il affirme que le Danemark n'a jamais établi de droit foncier pour le Groenland, et que les questions d'usage et de propriété sur les terres sont restées dans l'ombre jusqu'au gouvernement d'autonomie de 1979. Selon lui, les usages publics donnaient lieu à des concertations au niveau des Conseils de gestion locaux, nationaux ou à Copenhague, et les usages courants tels que la chasse, la cueillette ou l'occupation saisonnière relevaient de la coutume non judiciaire⁶⁸. Ce système aurait permis la perpétuation de rapports non légaux, qu'il qualifie de « droits territoriaux », et qui font écho au régime commun que je décris dans cette thèse. Il explique que l'instauration de l'autonomie gouvernementale en 1979 ne modifie pas ce tandem, mais qu'une première loi d'organisation est éditée en 1980. La Loi « relative aux usages des terres, au développement urbain et aux bâtiments » est la première à établir un système de permis de construction et à imposer une centralisation des pratiques d'occupation

67 Jens Brøsted travaillait alors dans le cadre d'un groupe de recherche plus large portant des études comparées entre les situations sames et groenlandaises. De l'auteur : Brøsted, Jens « Territorial Rights in Greenland: Some Preliminary Notes » *Arctic Anthropology*, 1986, Vol. 23, No. 1/2, 1986, pp. 325-338 ; Brøsted, Jens « Arealanvendelse og forsvarsanloeg i Grønland - hvem bestemmer? Et studie i grønlandsk lovgivningsteknik » *Tidsskriftet Grønland*, Vol1-2, 1984, pp29-44 ; Brøsted, Jens *Et beskåret hjemmestyre – et kritisk essay om den grønlandske hjemmestyreordning*, Rhodos, Copenhague, 1979

68 Brøsted 1986, *Op. cit.*, p327-328.

des surfaces⁶⁹. En l'absence de travaux postérieurs sur ce sujet, j'ai moi-même conduit une recherche historique pour connaître le parcours de cette législation. Je l'ai retrouvée en 2010, dans la Loi « relative à la planification et aux usages des terres »⁷⁰. J'y apprend que le gouvernement et les municipalités ont le devoir, tous les quatre ans et tous les dix ans respectivement, de fournir des plans d'aménagement du territoire. À cette prospective spatiale s'ajoutent des articles qui font écho aux propos d'Hans. Je lis que la terre ne peut pas être l'objet de « propriété », et que cette loi régit exclusivement les « droits d'usage sur un terrain », les « droits de propriété des constructions sur le terrain » et les « droits de location d'un terrain »⁷¹. Les sols semblent donc « n'appartenir à personne », selon les paroles d'Hans, et donner lieu à des règles d'occupation qui s'inscrivent dans différents systèmes. La planification municipale, la gestion nationale et les pratiques communes semblent s'y articuler. Il est ainsi intéressant de constater que la situation autour de Kuannersuit opère une forme de reconfiguration de cette forme foncière pour Hans. Les projets et les mines touchent directement les terres appréhendées sous le régime commun, certainement car cette perspective n'opère pas de distribution spatiale et juridique stricte entre les sous-sols et les sols. L'action des projets, si elle concerne légalement les sous-sols, affecte l'ensemble des terres communes. C'est ainsi une réforme globale du foncier qui agit par les activités minières, et se trouve simultanément masquée par les mines et les projets eux-mêmes.

En plus de la question de la non-propriété des terres, Hans fait appel à l'histoire du pays pour me faire comprendre la portée de son engagement vis-à-vis de l'uranium. Il m'explique que le Groenland a été colonisé entre 1721 et 1799 par le Danemark, et que « ce n'est que depuis 2009 que les droits des Groenlandais sont reconnus sur les terres »⁷². Cette date marque un tournant important car elle met un terme réel à la colonisation selon lui. Il insiste sur le fait que les terres leur ont été « volées » depuis plusieurs siècles, et que l'année 2009 marque la restitution des droits de tout un peuple. S'il emploie les termes englobants de « peuple », « nation » et « Groenlandais », Hans ne fait jamais référence au Gouvernement. Les droits sur les terres qu'il évoque ont à la fois trait aux individus et au collectif politique qu'ils constituent, sans jamais donner de place à une entité qui disposerait de façon privilégiée de la propriété. Par contre, il reconnaît des pouvoirs de stricte administration au Bureau des minerais et du pétrole et aux institutions qui y sont liées, du moment que leurs actions n'entrent pas en contradiction avec celles des habitants. Ainsi, les droits territoriaux tels qu'Hans les conçoit consistent en une distribution égale des usages et de la gestion des terres à tous les habitants du Groenland, dans la limite de tout rapport de propriété sur ces mêmes espaces. Personne ne peut en revendiquer des usages spécifiques ou les préempter. Cette définition rappelle les propos de Niels Madsen et de Kristian sur la législation des « droits

69 Brøsted 1984, *Op. cit.* Elle s'inspire de la loi de 1977, qui n'instaure pas encore les permis de construction mais répartit les devoirs d'organisation entre les communes et le gouvernement central.

70 Inatsisartut « Lov om om planlægning og arealanvendelse » (danois) et « Pilersaarusiorneq aamma nunaminertat atorqartarnerat pillugit Inatsisartut » (groenlandais) loi n°17 du 17 décembre 2010.

71 Voir les lois, et précisé dans les notes (version danoise) : Inatsisartut « Lov om om planlægning og arealanvendelse » Bemærkninger til forslaget, Naalakkersuisut, 23 septembre 2010, EM2010/22, p12.

72 Le statut de colonie est officiellement levé en 1953. Voir les chapitres deux et trois pour les détails.

fondamentaux » et que j'ai analysée comme une forme hybride des communs.

Hans m'expose que c'est en raison de cette histoire qu'il est d'autant plus difficile de voir le Gouvernement « s'accaparer » des droits sur les terres. À l'aune de ces éléments, les actions d'implémentation de Kuannersuit représentent ainsi une violation des droits collectifs et de la règle de non-propriété. De plus, les uns et l'autre semblent codépendants. En effet, si chacun peut faire usage des terres, c'est en raison de leur non-propriété. Dès lors, tout usage qui porte atteinte aux pratiques d'un tiers représente une remise en cause de la non-propriété des communs et une menace pour les droits de chacun. À partir de ces éléments sur le lien entre usage et propriété, j'é mets l'hypothèse selon laquelle les projets miniers que j'ai décrits, et particulièrement Kuannersuit, ne font pas uniquement conflit car ils empiètent sur les droits d'usages locaux, mais également parce qu'ils transportent par leur action la reconfiguration des rapports collectifs aux terres. Celles-ci perdent leur statut et leurs usages communs pour devenir propriété de l'État, dans un progressif mécanisme d'enclosure.

Le concept d'enclosure désigne le mouvement d'appropriation et de clôture législative et physique de terres communes entre le XII^{ème} et le XVIII^{ème} siècle en Angleterre dans le but de développer l'industrie lainière⁷³. Il consiste en l'édition de lois de réglementation des usages, des droits de propriété et des droits d'accès aux terres anciennement gérées collectivement (*Inclosure Acts*). En dépit de la diversité des situations, on peut dégager deux ordres généraux de terres collectives. Certaines étaient situées sur des champs ouverts, sans bordure, et louées par le seigneur local à des tenanciers ou régies par la petite propriété privée. D'autres étaient libres de propriété privée, vacantes, dépendaient du fief ou de la commune, et étaient exploitables par tous (*commons*). Le type d'exploitation, la rotation des cultures et tout ce qui avait trait au travail de ces terres communales était géré collectivement à l'échelle du village⁷⁴. La noblesse et les dynamiques locales participaient par ailleurs à la régulation des usages de toutes ces terres, qui évolua d'année en année. À partir de l'essor du commerce de la laine au XV^{ème} siècle en Angleterre, l'augmentation de la production entraîna un besoin d'agrandissement des espaces de pâtures chez les producteurs. Les communs furent alors progressivement achetés par des propriétaires terriens qui transformèrent ces espaces en prés, et les ceignirent de haies et de murs. Les enclosures désignent ainsi le dispositif légal et matériel de clôture des terrains, ainsi que les transformations sociales que ce mouvement entraîna. En effet, les enclosures communales conduisirent à la paupérisation des campagnes en privant les familles de moyens de subsistance accessibles et libres, poussèrent à l'exode rural et altérèrent fortement les usages coutumiers des terres⁷⁵.

73 Festa Daniela (avec la contribution de Mélanie Dulong de Rosnay et Diego Miralles Buil), « Les communs », notion à la une de *Géoconfluences*, juin 2018 ; Charbonnier, Pierre *Abondance et liberté*, La découverte, Paris, 2020, p248-252.

74 Bensaïd, Daniel. *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*. La Fabrique Éditions, 2007, pp14-17 ; Lascombes Pierre et Harwig Zander, *Marx : du « vol de bois » à la critique du droit*, Paris, PUF, 1984 ; Charbonnier Pierre, Couturier Pierre, Follain Antoine, Fournier Patrick *Les espaces collectifs dans les campagnes XI^{ème}-XXI^{ème} siècle*, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2007, Introduction.

75 « Enclosure », glossaire de *Géoconfluences*, juin 2018. Disponible en ligne <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/enclosure> [Consulté le 10/09/2021]

Le Groenland se distingue principalement des enclosures anglaises par l'absence de propriété terrienne privée. La propriété des sols est publique, et les usages ne peuvent se déployer que sous forme de location auprès du Gouvernement et de ses institutions. Les questions relatives aux ayant-droits et au mode d'occupation des terres entrent selon moi en écho. En effet, les terres communales anglaises comme les terres que je qualifie de communes au Groenland donnent lieu à une gestion collégiale et à des usages qui ne s'écrasent pas réciproquement. Des droits d'accès, parfois prescrits à l'échelle de la communauté, désignent les ayant-droits à ces espaces selon des régimes qui relèvent alternativement de la localité, de la coutume ou du champ du droit. En Angleterre, le travail agricole et du bétail sur les terres collectives s'articulait aux pratiques domestiques. Les villageois avaient des droits d'usage tels le passage, le pâturage et le glanage, ainsi que des droits d'exploitation non-marchande. Par exemple, les branchages morts des forêts étaient utilisés pour le chauffage, les baies et les champignons étaient ramassés pour la consommation du foyer⁷⁶. À l'inverse, une fois les terres « encloses » les propriétaires terriens deviennent les seuls détenteurs des biens sur ces espaces (faune, flore, minerais, etc) et les uniques régisseurs des droits d'accès et d'usages qui s'y déploient. Ainsi, la redélimitation de terres et l'établissement d'une propriété privée altèrent à la fois les usages et la gestion de ces zones anciennement collectives. De cette façon, l'enclosure constitue l'articulation de deux mouvements. D'abord, la fermeture légale et physique de terres communément occupées. Ensuite, la remise en cause des usages et de l'accès des personnes qui l'occupaient au profit d'une production à grande échelle.

Au Groenland, les contestations aux projets miniers d'Aappaluttoq, d'Isukasia et de Kuannersuit mettent en lumière une transition comparable. Celle-ci s'appuie de façon initiale sur la réforme nationale du secteur minier de 2009. Elle établit un cadre standardisé d'usage et de gestion des sous-sols qui, pour les habitants, influence la surface. En tant que loi d'organisation d'une exploitation, elle s'apparente à une gestion foncière. Néanmoins, uniquement les zones ciblées par l'exploitation minière semblent touchées par cette refonte. Pour cette raison, les projets apparaissent comme les agents de médiation des réformes législatives de 2009. Ils sont les instruments par lesquels les gouvernants et les structures administratives du secteur minier s'approprient leurs récents droits de gouvernement du territoire. Les zones qu'ils ciblent changent alors visiblement de juridiction, passant d'une gestion locale, commune, à celle du cadre légal et industriel. Au stade du projet comme à celui de la mine, les terres sont transformées dans ce mouvement. Elles tombent sous le régime frontalier, elles perdent leur diversité, elles sont écologiquement altérées, elles deviennent des réservoirs exclusivement composés de ressources minérales. À l'aune de cela, l'enclosure se fait triple mouvement : elle ceint un espace et l'exploite selon un référentiel standardisé, elle remet en cause les anciennes pratiques communes qui le gouvernaient, elle diffuse un pouvoir politique.

76 Bensaïd, Daniel « Marx et le vol du bois : du droit coutumier des pauvres au bien commun de l'humanité » Janvier 2007, <https://www.danielbensaid.org/Marx-et-le-vol-de-bois-du-droit-coutumier-des-pauvres-au-bien-commun-de-l> [Consulté le 30/09/2021] ; Charbonnier *et al* 2007, *Op. cit.* p17-20 soulignent que ces droits exceptionnels varient énormément dans le temps et l'espace. Il s'agit ici d'un idéal-type.

En effet, l'enclosure constitue une démonstration de force de la part du Gouvernement qui détient désormais plus de pouvoir que le reste de la population sur les sols et les sous-sols. Elle prouve matériellement la révision des places et la hiérarchisation des usages qui y ont trait. Ce système foncier réformé qui accompagne le déploiement de cette politique fait des terres le socle d'une nouvelle formation sociale, qui s'établit au rythme de l'indépendantisme minier. Parallèlement, les résistances que j'ai décrites montrent pourtant les désaccords et les craintes que les enclosures et les nouvelles politiques foncières suscitent. Elles touchent aussi des parlementaires, et leurs discours mettent en lumière la profondeur historique et identitaire des rapports aux terres dans la constitution de la nation. Mode hybride, coutumier et commun de gouverner les terres et leurs habitants, *nuna* est positionnée comme alternative aux enclosures.

Des communs pour *nuna*

Dans la seconde partie de la thèse et dans ce chapitre, je fais usage du terme « commun » pour qualifier les rapports aux terres remis en question par les projets miniers. Ce concept m'apparaît constituer un bon outil pour souligner les points de convergence entre ces situations. Cependant, je tiens à me distancier des études historiques qui y ont trait et qui mettent en garde contre les particularismes et les évolutions constantes des modalités d'usage et de définition des communs à travers le temps et l'espace⁷⁷. Dans cette démonstration, je me situe plutôt dans la lignée du philosophe Pierre Dardot et du sociologue Christian Laval qui, dans leur ouvrage *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, apportent des précisions théoriques sur cette notion⁷⁸. Selon eux, « le commun » – et non les « biens communs » ou « les communs » au pluriel – désigne plus un principe qu'une chose. C'est une façon de gouverner les terres et le social par la « co-activité », logique qui renverse la focale depuis la propriété à l'usage. Le commun est une perspective sur l'environnement qui s'impose dans l'« inappropriabilité » des choses, c'est-à-dire l'impossibilité de placer des terres ou des ressources par exemple en propriété privée ou publique⁷⁹. Dans cette section, je m'inscris dans la lignée du sociologue et du philosophe pour apporter une définition à *nuna* en tant que principe politique et approfondir la compréhension des espace communs, qui m'en apparaissent comme un pilier. En contradiction avec les auteurs, je maintiens néanmoins une attention au terrain, aux communs, au pluriel, en tant qu'espaces sensibles porteurs de sens. Je fais l'hypothèse selon laquelle *nuna* est un principe d'organisation sociale et politique qui s'inscrit dans des terres habitées, occupées et significées par des pratiques et des histoires

77 Charbonnier et al 2007, *Op. cit.*, Introduction.

78 Dardot Pierre, Laval Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

79 *Ibid*, p19, 23, 48 ; Sereni, Paul « Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 18 avril 2014 ; Couvreur, Agathe « Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Lectures, mis en ligne le 07 avril 2015. Le concept « inappropriable » est issu du travail du philosophe Antonio Negri.

transmises. *Nuna* est enracinée.

Par ailleurs, le recours au concept de commun permet de me distancer des termes mobilisés par les acteurs tels que « autochtone », « Inuit », « citoyen » et « démocratie ». Ces mots sont largement utilisés dans les sciences sociales et les études arctiques, et je souhaite par l'emploi d'un terme différent en souligner le caractère émique dans ce cas-ci. Ils constituent la palette d'auto-identifications qui s'attachent aux communs. Dans cette section, je vais d'abord revenir sur les éléments de définition de ces communs et ensuite aborder les caractéristiques politiques que mes interlocuteurs y attachent, et qui m'apparaissent comme le principe de *nuna*.

Durant mes enquêtes auprès des membres d'Urani Naamik en 2016 et 2018, plusieurs d'entre eux m'ont expliqué s'opposer au projet de Kuannersuit car l'exploitation uranifère mettrait en péril la « transmission » des terres, elles-mêmes reçues en « héritage » des générations précédentes. Cette idée de passation est revenue à plusieurs reprises et dans des cadres miniers différents. Kristian m'en a parlé pour m'expliquer pourquoi il s'était mobilisé contre le projet d'Isukasia, et elle se perçoit aussi dans les productions de Niels Madsen rapportées dans une section précédente. En 2013, la participation de ce dernier à la consultation menée pour le projet d'Aappaluttoq évoque la question du partage des terres entre plusieurs générations qui s'enchaînent sur un même territoire.

« D'après la situation, nous semblons déterminés à faire don des meilleurs gisements aux capitaux étrangers disposés à prendre des risques élevés. Pourtant, les minéraux ne peuvent être extraits qu'une seule fois. Il en sera ainsi pour toutes les générations à venir.

Nous devons nous rappeler que notre pays est la chose la plus précieuse que nous ayons. Après nos valeurs, nous avons hérité Kalaallit Nunaat [le Groenland] de nos parents. Mais nous ne l'avons qu'en tant que prêt des générations futures qui vivront et vivront, espérons-le, pendant des siècles ou des millénaires.

Notre première obligation est de créer et de développer des connaissances et une vision d'ensemble, ici dans le pays. Cela pour que les habitants et les générations futures puissent profiter au maximum de nos ressources et de nos valeurs, dans la mesure du possible et à long terme. »⁸⁰

L'appel au refus de Niels Madsen décrit en premier lieu la perspective de transmission du territoire. Il explique que le pays est un héritage que la génération présente n'occupe qu'en attendant le relais de la prochaine, et que cet enchaînement entraîne de grandes responsabilités. S'il se montre favorable à l'exploitation minière, comme sa propre pratique et la dernière phrase l'indiquent, il exhorte à la prudence. « Les minéraux ne peuvent être extraits qu'une seule fois », et chaque génération doit faire face à cet impondérable. Pour maintenir les « valeurs » et transmettre une terre riche, il faut donc développer des usages qui répondent à

80 « 120913 Niels Eske Madsen svar - dansk » Question de Niels Madsen à Naalakkersuisut dans le cadre de consultation de True North Gems, téléchargé depuis <https://naalakkersuisut.gl/en/Hearings/Hearing-Archive/2013/TNG-QEQ> [Consulté le 06/09/2021] Traduit du danois par l'auteure, unique version disponible.

ces impératifs. Il s'agit d'occuper et d'exploiter les terres sans les épuiser. En second lieu, une tension apparaît dès à présent entre la question de l'exploitation des terres et l'entité nationale. Gouvernement écologique et politique semblent se fondre. Ainsi, les terres communes apparaissent tout d'abord comme espace politique et social sur lequel s'enchaînent les générations.

J'ai sélectionné ce texte de Niels Madsen car il me semble exprimer clairement la problématique de la transmission à laquelle j'ai régulièrement été confrontée. Elle concerne tant Aappaluttoq qu'Isukasia et Kuannersuit, et Kristian en décrit particulièrement la mécanique à l'aune de Kuannersuit. Selon lui, les projets à grande échelle ne font pas que creuser les terres, ils les transforment. Ils remettent en cause la transmission des territoires en les épuisant et en les contaminant de façon incontrôlable. Cela ne se limite pas à la période extractive mais concerne un temps long car ces mines portent atteinte de différentes façons aux espaces. À Kuannersuit par exemple, la production d'uranium altère d'abord l'intégrité des sols et des différents milieux. Dans sa perspective, les eaux, la faune et la flore seraient annihilés par la radioactivité. Ensuite, cette exploitation mettrait un terme à toutes les pratiques connectées aux terres de la péninsule telles que l'agropastoralisme et ses emplois dérivés (alimentation, abattoir, agro-tourisme), ainsi que les pratiques récréatives. Dans les chapitres quatre et cinq, mes interlocuteurs rapportent ces relations à l'environnement. Naasu et Piitaq en passent par l'histoire familiale pour me faire saisir ce à quoi tient leur occupation d'Inneruulalik, et consécutivement ce qui est mis en jeu par le projet. Ces histoires posent la question de la transmission de Kuannersuit en tant que terre de pratiques et espace de vie. C'est un commun exploité, habité et transmis.

En altérant cet environnement composite, le projet porte ainsi atteinte au collectif qui est construit sur ce territoire. L'enclosure en modifie le rythme, les possibles et les conditions d'existence à mesure du développement minier. Elle brise simultanément la gestion locale des communs et les usages qui s'y déploient. Cela met ainsi en lumière la fusion des dynamiques de gestion des terres à l'organisation sociale. Faire usage des communs, c'est s'inscrire dans un collectif qui agit et organise ensemble les pratiques sur ces espaces.

Tout en étant appréhendés à une échelle locale, les communs sont aussi pensés comme la somme qui forme la nation. Cela est d'une part visible dans les propos de Niels Madsen rapportés à la page précédente qui use du nom du pays pour évoquer les terres d'Aappaluttoq. Cette idée est aussi présente dans la formule selon laquelle « la terre n'appartient à personne », renvoyant alternativement à Kuannersuit et au territoire national. D'autre part, la dimension nationale s'exprime dans les nombreux recours à l'histoire coloniale dont usent mes interlocuteurs. Je suis revenue dans ce chapitre sur le discours d'Hans à ce propos, qui pointe que ce passé a contribué à former la relation entre les « Groenlandais » et les terres. Durant un terrain mené au Parlement en 2016, plusieurs membres du parti Inuit Ataqatigiit ont pointé un rapport similaire. Entre 2013 et 2021, ce parti est à l'initiative de plusieurs propositions de

référendums liés à l'uranium et au nucléaire. Dans les entretiens semi-dirigés que je conduis avec eux, ils m'expliquent qu'il faut toujours considérer l'histoire du Groenland quand on aborde celle de l'exploitation des terres. Ils reviennent sur la colonisation et la difficulté à obtenir le contrôle des souterrains, processus qui a formé une relation politique très forte entre « le peuple » et son territoire. La réforme de 2009 est une « victoire historique » qui a soudé la « nation ». Les communs apparaissent ainsi indissociables de l'idée de collectif politique national, et c'est dans cette perspective que se dégage le concept de *nuna*. Ce changement d'échelle fait passer le mode de gouvernement de la nation par les communs. Si cette perspective me semble intrinsèque à ces rapports aux terres formés dans l'histoire coloniale, post-coloniale, et les usages locaux, je l'érige au concept de *nuna* en raison des problématiques « démocratiques » singulières auxquelles elle donne lieu dans le cadre des conflits miniers. Je les ai décrites au fil du chapitre : accès à l'information, respect des pratiques locales, consultation approfondie des population, référendum, etc. Hans et Kristian ont très souvent recours au terme « démocratie » pour qualifier la manière dont les minerais devraient être gérés à l'échelle du pays. Selon eux, la centralisation du pouvoir sur les terres entre les mains du Gouvernement n'est d'ailleurs pas « démocratique ». Au sein du Parlement, les membres d'Inuit Ataqatigiit établissent également des ponts entre les « pratiques de gouvernement démocratique » (*demokratiske folkestyre i praksis*)⁸¹, les mobilisations dont ils leur semblent être du devoir des élus de rapporter au sein de l'institution, et l'idée de respect des rapports qu'ils qualifient d'« historiques et autochtones » aux terres (*landet, nuna*). Faire preuve de « gouvernement démocratique », c'est élaborer un mode de gestion des terres qui accorde les usages locaux, l'auto-identification par l'autochtonie et la centralisation du pouvoir. Pour ces députés, depuis 2013 le référendum semble constituer le moyen de répondre à ces enjeux autour de *nuna*.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones : une traduction légale de *nuna* ?

Entre 2013 et 2021, le référendum est une mesure récurrente traitée au sein du Parlement. Des élus y ont recours d'abord en 2013 dans le but de contrer l'autorité du Gouvernement, comme je le décrirai dans la partie suivante⁸². Trois référendums sont ensuite proposés en 2016 au regard de Kuannersuit, puis un dernier en 2018 sur le même sujet. Les actions sur lesquelles je vais ici me concentrer sont celles de 2016 et 2018 car j'ai pu assister aux débats parlementaires et rencontrer des membres des partis à l'origine de ces démarches.

81 Inatsisartut, Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 3 mars 2016, FM2016/97, *Op. cit.*, p1. Expression entendue de façon récurrente durant le traitement.

82 Inatsisartut « Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges at afholde en landsdækkende og vejledende folkeafstemning forud for ophævelsen af nultolerancen overfor udvinding af radioaktive mineraler. Inden folkeafstemningen afholdes et landsdækkende oplysningsarbejde med baggrund i uvildige rapporter og informationer og på en måde så oplysningerne og debatten i samfundet finder sted i god tid forudgående for beslutningen. » Inuit Ataqatigiit et Demokraatit, 21 octobre 2013, Motion pour EM13/106.

Dans toutes les propositions de référendum, deux arguments principaux sont toujours mobilisés par les députés. Le premier est celui de la volonté d'inscrire les revendications extra-institutionnelles à l'intérieur du Parlement, sur lequel je ne reviens pas tout de suite. Le second relève de l'idée selon laquelle les rapports que le « peuple groenlandais » entretient avec les terres imposeraient une gestion politique particulière. Ces rapports qui sont décrits durant les séances parlementaires sont de deux ordres. Ils ont d'une part trait à l'histoire coloniale du pays, ils relèvent d'autre part des usages communs que les populations continuent d'entretenir avec l'environnement, tels que la chasse au phoque et l'agropastoralisme ainsi que les activités récréatives qui, toutes, entretiennent et renouvellent les liens aux terres. Pour ces raisons à la fois « historiques et culturelles », selon les mots de membres d'Inuit Ataqatigiit, le parti préconise le recours aux dispositifs participatifs établis par la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Ils sont rassemblés sous l'impératif de « consultation et consentement libre, préalable et éclairé » des populations avant tout projet industriel⁸³. Depuis 2013, les députés d'Inuit Ataqatigiit mettent la Déclaration en application à travers la demande d'une campagne d'information indépendante et la levée d'un référendum consultatif qui permettent au plus grand nombre de se prononcer sur l'exploitation de l'uranium. L'autochtonie telle que définie par l'Organisation des Nations unies devient alors un moyen d'adaptation juridique de *nuna*.

En 2016, le député du parti Partii Naleraq Per Rosing-Petersen, un de mes interlocuteurs principaux au Parlement, fait usage de la juridiction de l'autochtonie pour défendre le référendum qu'il présente. Il m'explique dans le cadre d'un entretien non-dirigé que l'histoire coloniale et ses résistances indépendantistes sont au cœur de l'identité autochtone qu'il s'attribue à lui-même ainsi qu'au reste de la population. Cette auto-désignation s'accorde aussi à la « propriété collective » de la terre, qu'il revendique au sein au Parlement comme lors de nos échanges. Durant une intervention parlementaire en 2016, il explique à ce propos que « Cette attitude [vis-à-vis de la terre] est enracinée dans notre culture, commune à notre identité, et elle répond aux principes de la démocratie. »⁸⁴ Il m'explique que cette propriété collective de la terre impose une gestion qui respecte le collectif en protégeant les droits d'accès de tous. Le référendum représente à ce titre un outil adéquat qui répond simultanément à la situation conflictuelle de Kuannersuit, et représente une posture gouvernementale de réforme de la « démocratie » du pays. En effet, élever la question des conflits miniers à celle du mode de gouvernement des terres apparaît central à sa réflexion. Comme il le dit au sein du Parlement, « nous remplissons les conditions pour être un peuple [état-national] au regard des Nations unies, et nous sommes aussi un peuple autochtone »⁸⁵. Le Groenland lui apparaît ainsi être un État autochtone, et cette situation entraîne une gestion démocratique adaptée. En ce sens, le référendum serait une voie de

83 Sites des Nations unies et lien vers la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones : <https://www.ohchr.org/FR/Issues/IPeoples/Pages/IndigenousPeoplesIndex.aspx> [Consulté le 20/10/2021]

84 *Ibid.*

85 Il exprime cette idée presque mot pour mot dans sa proposition de référendum : Inatsisartut, Per Rosing-Petersen, 18 février 2016, FM2016/84, *Op. cit.*, p1.

consultation et de conciliation à généraliser à chaque projet minier, comme sa proposition de loi le soutient.

Au sein du Parlement, il n'est pas le seul à réfléchir à l'articulation entre État et autochtonie. En 2018, la proposition de référendum présentée par le député d'Inuit Ataqatigiit Aqqaluaq B. Egede dépeint cette réflexion dans laquelle l'autochtonie est mobilisée en tant que catégorie juridique et identitaire. Il affirme premièrement la nécessité du recours à cette législation en raison de l'adhésion du Groenland aux Nations unies. Je ne comprends pas entièrement cet argument, mais il est plusieurs fois présenté comme rouage liant le pays à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones en 2016 et 2018⁸⁶. Secondement, cette catégorie est utilisée comme transposition législative des terres communes. Alors que le terme autochtone est très peu employé dans le cadre législatif, le recours à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones sous-entend logiquement la définition des Groenlandais comme des autochtones. En 2018, l'appel au vote en faveur du référendum d'Aqqaluaq B. Egede présenté par son parti souligne cette perspective juridique et identitaire⁸⁷.

« Depuis la ville de Narsaq, vous pouvez apercevoir un élevage de rennes. Dans les environs, on voit des moutons. Vous pouvez également voir des agriculteurs cultiver des légumes. Des petites et grandes usines de pêche étaient aussi associées à la ville, il fût un temps. Dans les fjords environnants, on trouve la culture des terres et leurs activités dérivées. Les familles de la région sont présentes et pratiquent l'élevage et la culture depuis des générations. Avec la mine, ils vont s'éteindre. [...] Où est passée la compréhension environnementale et spirituelle de la nature que nous avons héritée de nos ancêtres ? Pourquoi hésitons-nous à parler de tels sujets ? »⁸⁸

Ce prisme qui met en avant la pérennité des usages des terres et la transmission du monde qui s'y attache fait écho à la perspective des communs. Pour le député, elle entraîne la protection de la population par la juridiction de l'autochtonie⁸⁹. Il fait particulièrement mention de l'article 49, qui affirme que

86 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen inden folkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet. » Kalistat Lund, 27 avril 2016, FM2016/97, p2 ; Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at der skal afholdes folkeafstemning om, hvorvidt der skal kunne udvindes uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, samt at der igangsættes en saglig, objektiv og neutral informationsproces, således at befolkningen inden folkeafstemningen får informeret indsigt. » Aqqaluaq B. Egede, 6 novembre 2018, UKA2018/41.

87 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at der skal afholdes folkeafstemning om, hvorvidt der skal kunne udvindes uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, samt at der igangsættes en saglig, objektiv og neutral informationsproces, således at befolkningen inden folkeafstemningen får informeret indsigt. » Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 15 août 2018, EM2018/41.

88 Inatsisartut, Aqqaluaq B. Egede, 6 novembre 2018, UKA2018/41, p1.

89 *Ibid*, p2.

« Les peuples autochtones ont le droit de préserver et de protéger leur environnement et les moyens de production de leurs terres ou leurs territoires, ainsi que leurs ressources. Les États doivent établir et mettre en œuvre des services publics non-discriminants pour les peuples autochtones à des fins de préservation et de protection. »⁹⁰

Après ce rappel, le député affirme que les « citoyens » du Groenland sont protégés par ces lois autochtones, et qu'en conséquence le Gouvernement doit s'y plier⁹¹. Ce faisant, il dévoile la complexe imbrication entre d'un côté des rapports collectifs aux terres toujours ancrés dans les pratiques locales, et de l'autre la formation d'un État qui administre et distribue exclusivement les usages. Pour lui et son parti, inclure la population à la gestion minière notamment par le référendum est le seul moyen d'être en accord avec cette dimension juridique et identitaire de l'autochtonie qui traduit, selon moi, le principe de *nuna*.

Les rapports aux terres que les députés essaient de faire valoir au Parlement trouvent une correspondance dans la catégorie politique de l'autochtonie, de la même façon que lorsque Niels Madsen s'y affiliait pour défendre ses usages d'Aappaluttoq. Le référendum qui en découle prend alors une valeur qui dépasse la seule idée de consultation de la population et en vient à questionner la forme de gouvernement des terres et des populations. *Nuna* s'immisce à cet endroit comme l'alternative aux réformes dont sont porteuses les enclosures. Elle ne me semble pas relever de la nouveauté ou de la tactique parlementaire, mais au contraire provenir de l'histoire des rapports extractifs et écologiques à l'environnement et du parcours anti-colonial des « droits fondamentaux » des Groenlandais. Ensemble, ces deux dimensions ont fait de *nuna* le principe politique rassembleur qui n'avait jusque-là pas été bousculé. En matérialisant aux échelles locale et nationale la zone frontière et les réformes tacites du foncier, les projets et les mines l'altèrent. Ainsi, les mobilisations minières de la décennie 2010-2020 sont celles pour le gouvernement du pays par les communs contre les gouvernants qui défendent l'établissement d'une voie légale, frontalière, centralisée et planifiée. Dans ce face-à-face émerge alors une opposition fondamentale sur les rapports aux terres, celle de la propriété. En dépit des affirmations de certains de mes interlocuteurs sur la propriété collective, les communs se distinguent des terres publiques par l'affiliation à des droits d'usage et non de possession. *Nuna* se fait ainsi gouvernement de la non-propriété, là où la gestion post-2009 passe au contraire par la légalisation et l'obtention d'une propriété publique. La dernière partie décortique ce mode de gestion du territoire qui se fait progressivement mécanique de pouvoir étatique en portant le regard sur le rôle qu'y joue le projet de Kuannersuit.

L'enclosure du projet de Greenland Minerals transporte le pouvoir centralisé et la légalisation absolue des rapports aux terres, à la suite des projets d'Aappaluttoq et d'Isukasia. Toutefois, son ampleur politique le singularise. En effet, par sa production envisagée il accompagne les démarches du Gouvernement sur l'uranium, élément sur lequel il s'appuie

90 *Ibid.*

91 Observation menée durant le traitement du texte.

pour renouveler son pouvoir et prendre en main l'administration minière, comme je l'ai montré au chapitre précédent. Face au mouvement d'opposition, la coalition de Siumut s'engage alors dans la voie légale pour défendre le projet qui émane de son administration. Dans ce mouvement, Kuannersuit se fait enjeu de démonstration et d'établissement de souveraineté étatique. La légalisation de l'uranium et l'enclosure deviennent alors indissociables de la question du pouvoir politique.

2) Légalisation, consultation et représentation : les outils du gouvernement public des terres

En 2013, le mouvement d'opposition au projet de Kuannersuit prend la relève des mobilisations précédentes. Les revendications pour le respect des communs se massifient, *nuna* devient un gouvernement à défendre contre les politiques pro-uranium de la coalition menée par Siumut. Dans cette partie, j'analyse les voies légales et administratives d'établissement du projet minier pour saisir le tissu politique que ces démarches forment. Elles tirent les ficelles de la loi minière de 2009 et de la réforme foncière tacite qu'elle fixe pour construire un gouvernement étatique des terres et des populations qui se revendique comme unique détenteur de la légitimité d'action sur le territoire. Légalisation, consultation et représentation constituent ainsi les nouvelles techniques de gestion des sols et sous-sols, devenus objets de propriété publique.

Tout en brassant une période déjà abordée plusieurs fois dans la thèse, cette partie raffine l'analyse aux arcanes du pouvoir et doit faire l'économie de rappels plus généraux sur les tensions sociales et les évolutions de l'enclosure de Kuannersuit. Pour cette raison, je rappelle la synchronie de trois mouvements entre 2009 et 2021 : les actions de Greenland Minerals à Narsaq pour élaborer le projet, la légalisation progressive de l'uranium, la procédure administrative publique de lancement du projet. Ces lignes contribuent à former la situation d'opposition, que j'appréhende dans les pages qui suivent par l'étude que j'ai conduite de toutes les productions parlementaires relatives à l'uranium et accessibles depuis le site du Parlement groenlandais. Compte-rendus de réunions, appels au vote, extraits vidéos et propositions de lois composent le corpus, auquel s'ajoutent des données ethnographiques et journalistiques sur les manifestations.

Gouverner par la procédure : légiférer

L'interdiction d'exploitation de l'uranium est levée en 2012, dans le cadre de la loi de création d'une limite supérieure à l'extraction de cet élément en sous-produit. Néanmoins, les dissensions au sein de la commission chargée de ce dossier ne permettent pas d'élaborer cette

législation, rendant nulle la décision. En 2013, le parti Siumut présente donc une autre mesure pour atteindre l'ouverture effective de l'exploitation de l'uranium⁹². Il s'agit de la loi d'abrogation de la politique de « tolérance-zéro », mesure qui réfère à l'interdiction d'exploitation de matières radioactives héritée du mouvement d'opposition du début des années 1980 décrit au chapitre précédent. Cette loi lève l'interdit et autorise le développement d'une sous-production d'uranium, c'est-à-dire l'exploitation secondaire du minerai dans le cadre de la production principale d'autres ressources. Si j'ai déjà étudié l'enjeu de renouvellement du pouvoir et de prise en main du secteur minier à travers la dénucléarisation de l'uranium, je vais ici m'intéresser à la construction de l'uranium en tant qu'objet légal et, par cela, exploitable. À partir de 2013, Siumut lance une entreprise de constitution de l'uranium légal qui s'appuie alors sur la composition géologique du volume national et l'état industriel de la zone frontrière. Dès ses premières heures, ce mouvement se caractérise par le recours à la nouvelle forme d'administration des terres et perturbe la cohésion politique en place.

Le 10 octobre 2013, le Ministre des ressources de Siumut introduit le texte d'abolition de la tolérance-zéro de l'uranium en s'appuyant sur trois arguments⁹³. Il mobilise d'abord la gouvernance groenlandaise du secteur minier instaurée en 2009 pour affirmer que c'est aux institutions qu'il revient d'agir⁹⁴. L'uranium faisant partie du volume national, le Parlement aurait le devoir de légiférer à son propos. Ensuite, il précise que des licences d'exploration pour des matières radioactives ont déjà été accordées depuis 2011, et qu'elles ont non seulement effectué un travail de recensement autour de l'uranium mais également repéré des terres rares. Il lui semble dès lors nécessaire de donner suite par le biais légal à ces engagements industriels. Cela le conduit à son troisième argument introductif, celui de l'intrication entre ces gisements et les filons uranifères. Selon lui, « Il sera très difficile – sinon impossible – d'extraire les terres rares sans toucher à l'uranium »⁹⁵. Ces arguments font écho au chapitre précédent par la démonstration de la zone frontrière qu'ils déploient. Ils articulent les sphères légale (réforme de 2009), industrielle (licences d'exploration) et géologique (entremêlement des filons) autour de l'uranium. Le Ministre s'appuie sur cet état frontalier pour démontrer le caractère incontournable de cet élément et décline, se faisant, l'image d'un minerai à l'exploitation imminente.

À l'inverse, l'opposition conduite par le parti Inuit Ataqatigiit interroge les fondations de ces arguments. Dans son intervention, le député Kalistat Lund nuance premièrement le degré d'imbrication entre l'uranium et les terres rares, affirmant que seulement trois sites sont concernés par cette structure géologique. Il souligne que l'un d'eux est Kuannersuit, et accuse le Gouvernement de présenter sa loi d'abrogation dans le but d'ouvrir la voie à Greenland Minerals, qui est alors en processus de candidature à une licence, au détriment d'un travail

92 Voir le chapitre sept pour les détails.

93 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » Ministre de l'énergie et des ressources, 13 octobre 2013, EM13/106.

94 *Ibid*, p1.

95 *Ibid*, p2.

parlementaire qui devrait s'appuyer sur une étude au long cours de l'uranium. Je développe cela dans la section suivante. Kalistat Lund engage alors secondement à repenser la façon dont les lois minières sont établies. Selon son parti, elles ne devraient être conduites ni par les entreprises, ni par la « composition des roches », mais « se baser sur les valeurs et les besoins de la société »⁹⁶. Il oppose ainsi à la logique frontalière celle des pratiques réelles et synchroniques, faisant écho à la perspective *nuna*. Pour son parti, ce n'est pas parce que l'uranium est physiquement présent qu'il faut obligatoirement légiférer dessus. C'est un élément contournable.

Le désaccord sur la nécessité de légiférer sur l'uranium revient dans les débats de 2013 et de 2015, années qui voient votées les lois d'encadrement de l'exploitation de matières radioactives. Il est alors associé par des parlementaires, pas tous opposés à cette production, à une seconde dimension : celle d'une forme d'autoritarisme par laquelle le Gouvernement conduit sa politique uranifère. Se dévoile ainsi la réforme procédurale de gestion des terres, biais par lequel le Gouvernement de Siumut entend désormais les gérer.

Dans son appel à voter contre l'abrogation de la tolérance-zéro, le député du parti Inuit Ataqatigiit commence par déclarer que sa prise de parole va d'abord traiter de la façon dont la coalition gouvernementale conduit sa proposition d'abrogation depuis le début⁹⁷. Après lui, tous les partis politiques, sauf ceux de la majorité, pointeront cette dimension durant les traitements du texte et aborderont les enjeux écologiques dans un second temps⁹⁸. Le député Kalistat Lund incrimine ainsi la gestion « interne » du dossier d'abrogation. Il prend pour exemple l'envoi d'un rapport dédié à l'exploitation de l'uranium au Groenland, seulement trois jours avant le début des débats⁹⁹. Il déclare également que le parti a demandé à plusieurs reprises une expertise technique du rapport de la commission dano-groenlandaise de l'uranium, ce qui leur aurait été refusé alors même qu'un document du même type aurait été effectué pour le Parlement danois¹⁰⁰. L'élu parlementaire qualifie cette attitude d'« irrespectueuse » et d'« inacceptable »¹⁰¹. Pour le parti, elle témoigne d'une procédure menée dans l'« urgence » et « sans respect pour la démocratie »¹⁰². Kalistat Lund accuse le gouvernement de mener ce dossier sans consultation avec les autres partis, dans une attitude qui s'oppose à celle d'ouverture et de collaboration adoptée jusque là vis-à-vis du secteur minier.

96 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » Kalistat Lund, Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 10 octobre 2013, EM13/106, p2.

97 *Ibid*, p1.

98 Les propositions de loi qui donnent lieu à débats voient plusieurs phase de « traitements » qui s'enchaînent avec, entre chaque session, des discussions dans le cadre de commissions parlementaires dédiées.

99 *Ibid*, p3.

100 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » Kalistat Lund, Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 24 octobre 2013, EM13/106.2, p3. Voir chapitre sept pour plus de détails sur cette commission.

101 *Ibid*.

102 Inatsisartut, Kalistat Lund, EM13/106, *Op. cit.*, p1.

Dans leur sillage, le parti démocrate (Demokraatit/Demokraterne) prend également la parole pour appeler à voter contre la proposition de Siumut. Cela peut paraître surprenant, dans la mesure où ce parti s'est toujours positionné en faveur de l'industrie uranifère. Pourtant, en octobre 2013 leur député déclare qu'en dépit de cette posture pro-uranium, le groupe s'oppose à la proposition en raison des agissements de la coalition¹⁰³. Eux aussi accusent Siumut de dysfonctionnements internes. Le député prend également pour exemple la communication du rapport de cent quatre-vingt-une pages quelques jours avant l'ouverture des débats, ainsi que le manque général de discussions et de recherche de partenariat à l'intérieur de l'institution¹⁰⁴.

La critique procédurale est récurrente durant les échanges qui concernent des mesures uranifères entre 2013 et 2021. Elle relève premièrement la vitesse avec laquelle la coalition mène ses propositions. Les opposants et certains membres des partis de coalition appellent au contraire à prendre du recul, à étudier la situation et se documenter en profondeur¹⁰⁵. L'attitude qu'ils qualifient d'urgentiste caractérise également la conduite, selon eux, du Gouvernement vis-à-vis des manifestants. En effet, la proposition d'abrogation est accompagnée de démonstrations d'opposition à l'extérieur du Parlement, auxquelles la coalition n'apporte aucune réponse. Cela suscite alors secondement l'accusation d'une forme d'autocratie à l'encontre de la coalition gouvernementale, qui non seulement ne répond pas aux manifestants mais argue également de son mandat électif pour défendre la légitimité de la procédure parlementaire autour de l'uranium. Je développerai en détail cet aspect dans une section suivante, pour souligner qu'aux premiers jours du processus de législation de l'uranium, la question de la gestion est centrale. Le Gouvernement immerge la question de l'uranium dans les canaux institutionnels pour légaliser cet élément selon ses propres termes et sans concertation. Cette attitude est génératrice d'une division inédite au sein du Parlement, qui se perçoit notamment à travers l'intervention du député Kalistat Lund (Inuit Ataqatigiit) qui demande finalement si la question uranifère qu'ils essaient de traiter ne serait pas plutôt une « affaire de pouvoir »¹⁰⁶.

Durant le traitement de la proposition de loi, plusieurs polémiques émergent au sujet des ambitions du Gouvernement autour de l'uranium. Le parti Siumut est accusé de manque de transparence dans ses démarches institutionnelles et d'imprécisions sur la loi. Face à son refus d'une concertation sur le texte de loi, le parti Partii Inuit, membre de la coalition, démissionne de ses fonctions exécutives et revoit sa position en appelant désormais à voter contre l'abrogation¹⁰⁷. Ce revirement modifie les équilibres parlementaires et place le

103 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » Jens B. Frederiksen, Demokraatit, EM13/106.2, p4.

104 *Ibid*, p3.

105 L'intervention de Demokraatit citée dans le paragraphe précédent, ou encore le députés Steen Lyngé qui soumettra une proposition de référendum que je présenterai dans quelques pages.

106 Inatsisartut, Kalistat Lund, EM13/106.2, *Op. cit.*, p4.

107 Inatsisartut « Uranimik aatsitassanillu qinngornilinnik allanik piiaanermik "attueqqusinngilluinnarnermik" inatsisartut UKA 13-imit atuutilersumik akuersissuteqarmissaat pillugu Inatsisartut aalajagiiffigisassaannut »

Gouvernement dans une position précaire. Des manifestations envahissent les rues pour exiger le report ou l'annulation du vote. Mais, même si la majorité gouvernementale ne tient plus qu'à un siège, la procédure parlementaire continue. L'abrogation de la tolérance-zéro qui est passée le 24 octobre 2013 reflète alors la transformation de la tonalité politique due à la réforme de l'uranium. Les partis Inuit Ataqatigiit, anti-uranium, Partii Inuit, tout juste ex-membre de la coalition, et les démocrates, pro-uranium, votent ensemble contre la proposition de loi sous l'argument commun qu'elle représente un abus de pouvoir. La dénonciation de l'urgentisme et des imprécisions gouvernementales les rassemble, bien que tous ne partagent pas le même avis sur l'uranium. À l'inverse, Siumut et Atassut, les deux derniers partis de coalition, soutiennent ensemble le texte. À quinze voix pour et quatorze contre, l'abrogation de l'exploitation de l'uranium est adoptée.

Tout le long des légiférations, Kuannersuit constitue une figure incontournable des échanges. Cette mine revient dans les compte-rendus de commissions, dans les débats parlementaires, sur les pancartes des manifestations. Au fil de l'étude des documents parlementaires et industriels de Greenland Minerals, je suis parvenue à tracer une chronologie des procédures publiques qui accompagnent le projet. Elle montre qu'en 2013, au moment de la légalisation de l'uranium, le projet de Kuannersuit est déjà lancé. Il est présent localement, à Narsaq, institutionnellement, dans les bureaux de contrôle du secteur minier, et politiquement, auprès du Gouvernement. À la légalisation s'ajoute ainsi un second outil de gouvernement des terres, les procédures administratives menées par les autorités publiques et industrielles.

Gouverner par la procédure : consulter

Dans les recherches portant sur les démarches publiques d'encadrement des projets miniers, l'attention est généralement portée sur le moment de la consultation. Officiellement, celle pour Kuannersuit est lancée en 2014 par le Bureau des minerais et du pétrole. D'après la loi minière de 2009, il s'agit d'un dispositif qui vise à donner la parole aux habitants des régions concernées par des projets miniers¹⁰⁸. Elle consiste en une série de réunions durant lesquelles ministres, porteurs de projets (pour le moment, uniquement des industriels) et membres des instituts de contrôle du secteur interviennent¹⁰⁹. Parmi ces derniers peuvent se trouver des chercheurs affiliés au centre pour l'environnement de l'Université d'Aarhus ou au centre de protection de l'environnement attaché à l'Université du Groenland qui agissent comme experts auprès du Bureau des minerais et du pétrole dans la révision des candidatures. Le rôle de ces acteurs est de décrire le projet extractif et de répondre aux questions des habitants, puis de consigner leurs remarques sur un document appelé *White paper*¹¹⁰. Ce

Partii Inuit Inatsisartuni, Randi Broberg, 24 octobre 2013, UKA2013/106, p4.

108 La consultation peut aussi être tenue pour des projets de lois ou des développements industriels d'autres secteurs, et alors voir intervenir d'autres acteurs. La description du paragraphe concerne uniquement le secteur minier.

109 Voir le premier chapitre pour les détails, page 35.

110 Ce terme étant utilisé en anglais dans les versions danoises et groenlandaises de la loi et se généralisant

papier sert ensuite de base à une révision partielle du projet qui comble les interrogations et zones d'ombres soulevées par les habitants. Dans le cadre du projet de Kuannersuit, une « pré-consultation » est mise en place en 2014 dans le Sud. C'est la première fois qu'une démarche de ce type est adoptée, et elle viserait à répondre à la mobilisation contre l'uranium d'après le Gouvernement. Selon son site internet, il s'agit de la première étape durant laquelle Greenland Minerals présente les modalités des Enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux que la compagnie s'apprête à conduire, et recueille à ce titre les commentaires de la population¹¹¹. De ce dialogue sont rédigés les Termes de référence, rapport qui fixe un ensemble d'accords relatifs au développement du projet entre les industriels et les acteurs locaux (services publics, professionnels du privé, etc). La compagnie se base sur cette sorte de contrat d'entente local pour ensuite développer son projet. J'ai étudié les Termes publiés à la suite de la pré-consultation de 2014, ainsi que le *White Paper* qui est sorti en 2015, et j'ai découvert que cette « pré-consultation » n'était en réalité pas la première rencontre avec les populations¹¹². En effet, elle ne représente que la première étape du calendrier administratif établi par le Bureau des minerais et du pétrole, mais les réunions conduites à l'initiative de Greenland Minerals la précèdent. Dès 2011, alors que l'uranium est encore interdit, la compagnie sollicite les habitants de la région au regard de son projet. Il y a donc un chevauchement entre la légifération autour de l'uranium – mais également autour de la loi des projets à grande échelle, loi qui encadre le projet de Kuannersuit et sera votée en 2012 – et les démarches administratives autour du projet à Narsaq. Elles sont d'abord menées par l'industriel, puis les organes du Gouvernement prennent le relais à partir de la validation des premières projections de la mine. En étudiant l'entièreté de ce processus à l'appui des archives qu'il a laissées, je mets au jour dans les pages qui suivent l'autorité procédurale qui accompagne l'installation du projet à Narsaq par des réunions et des consultations.

Depuis la consultation menée pour le projet d'Isukasia, la première à inaugurer ce système, de nombreux chercheurs et civils pointent les failles de ce dispositif à réellement prendre en compte la parole des populations. En plus des critiques d'habitants, telles que celles exprimées par Marianne au quatrième chapitre¹¹³, des spécialistes des régions arctiques rattachés à l'Université du Groenland en soulignent les impasses depuis dix ans. Les traductions répétées entre les interlocuteurs – groenlandais pour les habitants, danois pour les personnalités scientifiques, anglais pour les industriels –, la volonté de convaincre le public plutôt que de l'informer objectivement, ainsi que l'absence de révision effective des projets après les

désormais dans le langage lié au secteur minier, je le garde dans sa version originale sans le traduire.

111 Site du Gouvernement du Groenland, <https://naalakkersuisut.gl/da/H%C3%B8ringer/Arkiv-over-h%C3%B8ringer/2014/Kuannersuit-forhoering> [Consulté le 18/10/2021]

112 Les Termes sont classés selon les Enquêtes d'impacts environnementaux et sociaux à conduire par la compagnie, il y a donc deux Termes distincts. Greenland Minerals and Energy « Terms of Reference for Environmental Impact Assessment – Kvanefjeld Multi-Element Project » élaboré par Orbicon, approuvé en juillet 2011, amendé en juillet 2014, p3. Greenland Minerals and Energy « Terms of Reference for Social Impact Assessment – Kvanefjeld Multi-Element Project » élaboré par Grontmij, approuvé en juillet 2011, amendé en juillet 2014.

113 Je ferai plusieurs fois référence à ce chapitre, y voir particulièrement la section « Expertise et catégorisation spatiale : le projet déracine la montagne » page 218.

réunions rendent le procédé peu opérant d'après leurs études¹¹⁴. À une échelle arctique plus large, les consultations publiques donnent lieu à des travaux de sciences humaines et sociales depuis une vingtaine d'années qui rendent compte de situations similaires. Ce procédé serait plus une démarche administrative qu'un réel moyen d'impliquer les populations aux projets miniers ou de s'assurer de leur assentiment¹¹⁵. Tout en souscrivant à ces études, j'adopte une posture différente. J'appréhende la consultation en tant que dispositif situé qui opère une action, et c'est cette opération que j'étudie. Ce n'est pas une structure neutre, mais un outil de gouvernement des terres et des populations.

Entre 2011 et 2014, Greenland Minerals est dans la « phase de définition » du terrain, c'est-à-dire la phase de circonscription de l'espace du projet par l'établissement de critères descriptifs¹¹⁶. Cette période est caractérisée par l'examen de la situation économique, sociale et environnementale sud-groenlandaise qui servira ensuite de référentiel pour développer le projet et estimer ses impacts. Elle « définit » ainsi la zone. Dans cette lumière, tous les actes de la compagnie durant ce temps constituent des moyens de documenter l'espace de Kuannersuit et d'affiner son projet, y compris les démarches de pré-consultations durant lesquelles elle présentera ses avancées et ses démarches à venir. Le rapport fait ainsi mention de réunions tenues à Narsaq, Qaqortoq et Nanortalik en mars 2011 qui décrivent le projet de mine de la compagnie. Celles-ci sont réitérées début juin de la même année, après des ateliers conduits avec le Gouvernement et des membres de l'administration minière en avril. À Qaqortoq, c'est une journée entière d'information qui est tenue où, dans la salle communale, pancartes, posters et tableaux sont dressés pour donner une description du projet¹¹⁷. En août 2013, les officiels de Greenland Minerals se rendent cette fois-ci dans huit hameaux sud-groenlandais pour informer sur leur projet¹¹⁸. Un document de consultation explique à propos de ces rencontres qu'elles ont permis de dégager quatre domaines d'étude dans le développement du projet, dont ceux des « conditions de vie traditionnelle dans le Sud » et des

114Akrén Maria et Rasmus Leander Nielsen « The political economy of uranium in Greenland : it's not elemental at all », Papier pour la présentation orale de la Conférence ECPR, Oslo, Norvège, septembre 2017 ; Akrén 2016, *Op. cit* ; Nuttall Mark. *Climate, society and subsurface politics in Greenland. Under the great ice*. Routledge Research in Polar Regions. Oxon/New York, NY: Routledge, 2017, p59 et 78 ; Peladeix Cécile, *et all*. « Openness, transparency and public participation in the governance of uranium mining in Greenland: a legal and political track record » *Polar Record* 53 (6),2017, pp603–616, p611 ; Bjørn Aaen, Sara « Democratic legitimacy in consultation processes associated with large-scale projects in Greenland » Mini-report, 2012, pour le Syndicat des travailleurs (Kalaallit Nunaanni Sulisitsisut Peqatigiiffiat) ; Nielsen Samo Jacob *Forberedelse til storskala industrier i Grønland - fire historier*. Nuuk, Ilisimatusarfik, Université du Groenland, mémoire de recherche en sciences sociales, 2012 ; Dahl, P. P. E., & Hansen, A. M. « Does Indigenous Knowledge Occur in and Influence Impact Assessment Reports? Exploring Consultation Remarks in Three Cases of Mining Projects in Greenland » *Arctic Review*, 10, 2019 165-189

115 Une large littérature traite ce sujet. Voir par exemple : Tiainen H., Sairinen R., Sidorenko O. « Governance of Sustainable Mining in Arctic Countries : Finland, Sweden, Greenland & Russia » in Lassi Heininen, Heather Exner-Pirot, Joël Plouffe *The 2015 Arctic Year Book*, Akureyri, Iceland: Northern Research Forum, 2015, pp132-158 ; Wilson, E. « What is Benefit Sharing? Respecting Indigenous Rights and Addressing Inequities in Arctic Resource Projects » *Resources*, 2019, 8, 74.

116 *Ibid*, p4.

117 *Ibid*, p4-6.

118 *Ibid*, p9.

« usages locaux récréatifs de la zone » de Kuannersuit¹¹⁹. À côté du travail de médiation, ces réunions sont ainsi aussi utilisées comme source d'information par Greenland Minerals. La compagnie y collecte des données sur les pratiques de la population qui deviennent ensuite des « critères » de « définition » de l'espace ciblé. Se trouvent toujours plusieurs représentants du Groenland à ces échanges, soulignant l'enclenchement d'une procédure d'accompagnement administratif qui n'est pas encore officielle.

Les rapports de pré-consultation de 2014 soulignent que durant la phase de définition l'activité se concentre surtout sur la récolte de données géo-physiques et biologiques. Greenland Minerals conduit un monitoring visant à capter l'état des terres, ce qui l'aide à construire son projet¹²⁰. Les cartographies géologiques et géotechniques participent au choix de localisation des infrastructures, en écho aux éléments développés au chapitre précédent sur ces outils¹²¹. En plus de l'établissement de répertoires de la faune et de la flore ainsi que d'une cartographie générale des environs de Kuannersuit, Greenland Minerals documente les rayonnements gamma pour établir les taux d'exposition locaux à la radioactivité. D'après les travaux annexes mobilisés dans le rapport et ma propre historiographie géologique de Kuannersuit, ils s'inscrivent en cela dans une longue lignée de recherches. Néanmoins, ils sont les premiers à l'élever au niveau systématique par des stations fixes, des captures de mesures répétées sur des périodes de sept jours ou trois mois, et la communication des résultats aux habitants lors des réunions de consultation que j'ai mentionnées¹²². Ces données sont organisées sur des cartes semblables à celles sur laquelle s'appuie Oleeraq, au chapitre quatre, pour me montrer où collecter de belles tugtupites. Néanmoins, si mon informateur parvient à se repérer sur cette projection, son doigt fait des détours sur l'extérieur pour me montrer un chemin qui n'a pas été repris. Ce type de configuration de l'espace, à la fois proche et cryptique, est celui de la zone frontière.

Décrite au chapitre précédent, la zone frontière est une stratégie et une manière d'appréhender les milieux par leurs caractéristiques géologiques et industrielles. Par les réunions et les rencontres qu'elle organise, la « phase de définition » me semble représenter une tribune qui ne vise pas tant à informer du projet qu'à transmettre une vision des lieux. La compagnie ne dresse pas un état du territoire qui serait exhaustif ou neutre, mais elle fonde au contraire une « définition » qui s'accorde avec la perspective frontalière. Celle-ci passe par la géologie, les instruments de mesure et la projection cartographique qui érigent ainsi certains aspects au rang de définition, et en passent d'autres sous silence. C'est ce tableau qu'elle présente lors des réunions, et vis-à-vis duquel elle demande l'avis des habitants. Ils sont dès lors amenés à se positionner sur cette manière spécifique et située de considérer leur environnement. De cette façon, la « phase de définition » est moins celle d'un état des lieux général de Kuannersuit que celle d'une composition de cet espace en tant que territoire

119 « Terms of Reference for Social Impact Assessment – Kvanefjeld Multi-Element Project », *Op. cit.*, p25.

120 *Ibid*, p6.

121 *Ibid*, p7.

122 *Ibid*, p8. Chapitre quatre pour l'historiographie géologique.

frontalier.

Cette action est d'autant plus importante à souligner que la « phase de définition » établit l'état référentiel des lieux sur lequel sont estimés les dommages de la production. Elle crée une image qui sert de point de comparaison aux études d'impacts environnementaux et sociaux pour estimer leurs effets sur le territoire. Par exemple, la collecte de baies sur les montagnes environnant Kuannersuit est intégrée aux documents de Greenland Minerals. Par contre, il n'y a aucune trace des randonnées et pique-niques tenus autour de *taseq*, à Narsaq. En conséquence, les impacts sur la première activité donneront lieu à mitigation, la réparation selon la perspective frontalière, tandis que ceux sur la seconde seront considérés comme inexistantes. Réinsérée dans la temporalité du projet minier, cette « phase de définition » s'érige comme un opérateur central de l'enclosure. En effet, si c'est au regard des conditions qu'elle fixe que le territoire est appréhendé pour la production et mitigé une fois qu'elle est terminée, cela signifie que son action et celle de la mine ont pour effet de générer l'espace frontalier fabriqué par la compagnie et l'administration minière¹²³.

Les réunions que conduit Greenland Minerals à partir de 2011 commencent ainsi déjà à implanter le projet minier. Cet élément a son importance au regard du statut imprécis qu'elles ont dans le processus de consultation. En effet, en 2014 il apparaît que c'est notamment en conséquence de ces avancées que la pré-consultation officielle est lancée par le Gouvernement. Une réunion est tenue dans les villes de Narsaq, Qaqortoq et Nanortalik, et un appel à contributions est ouvert à tous. Les avis déposés sont centralisés et accessibles sur le site internet du Gouvernement. Ainsi, la procédure publique groenlandaise s'imbrique à celle de l'industriel, et s'appuie sur le travail qu'il a déjà mené. La consultation officielle en vient alors à « consulter » les habitants sur les critères frontaliers qui ont été progressivement implantés depuis 2011. A l'aune de cela, la « phase de définition » menée entre 2011 et 2014 apparaît comme la phase préliminaire d'enclosure, durant laquelle les membres de Greenland Minerals commencent à transmettre la vision de l'espace attachée au projet. C'est le premier moment de redécoupage du relief local, et c'est le relais de cette entreprise que prend la consultation publique. J'ai abordé au chapitre quatre cette dimension de la procédure administrative, en redonnant les propos de Marianne quant à l'impression de formatage du territoire qu'elles lui donnaient. Dans ses souvenirs, ces rencontres visaient uniquement à faire adhérer la population au projet de développement, et non à recueillir leurs avis. S'y affrontaient deux regards différents sur l'environnement, que j'ai analysés comme relevant du régime commun pour l'un et du régime frontalier pour l'autre. Cette confrontation met en lumière la dimension coercitive du dispositif consultatif qui représente l'avant-poste de l'enclosure, mais transmet également un pouvoir politique qui donne lieu à opposition. En effet, ces rencontres constituent aussi un moyen de faire adopter la nouvelle gestion du secteur minier aux habitants des localités.

123 Ce phénomène est décrit au chapitre cinq.

La forme que prend la consultation agit à plusieurs niveaux. Elle définit en soi les places et les prérogatives de chacun sur les terres. Les uns présentent, les autres écoutent et questionnent, et ce au regard d'un calendrier établi par l'administration minière. Cette sollicitation cadrée contraint la parole des habitants qui s'expriment selon des normes formalisées, qu'ils soient dans une démarche d'interrogation ou de contestation. En cela, la consultation assure un rôle de « canalisation » de la critique, pour reprendre l'expression de la sociologue Sezin Topçu dans son étude du développement du nucléaire français rassemblée dans l'ouvrage *La France nucléaire*¹²⁴. À travers des entretiens d'activistes, de travailleurs du nucléaire et de scientifiques ainsi que d'analyse d'archives, elle met en lumière les moyens par lesquels la technologie nucléaire est gouvernée depuis les années 1970. La singularité de son approche est d'analyser de façon conjuguée les biais institutionnels, techniques et politiques qui établissent le nucléaire d'un côté, et les formes de résistance et d'interrogations qui les accompagnent de l'autre. C'est ainsi un tableau multi-situé et multi-scalaire de la nucléarisation de la France qu'elle reconstitue dans sa recherche. Elle explique que dans les années 1980, les outils de démocratie participative autour du nucléaire, censés donner une place plus grande aux citoyens et aux associations indépendantes dans la régulation et la gestion de cette énergie, jouent en réalité le rôle inverse. Ils permettent au Gouvernement français de maintenir les critiques dans un cadre contrôlé, et affaiblissent en cela le mouvement anti-nucléaire national¹²⁵. Ce procédé « institutionnalise » la contestation et la « soumet » aux normes bureaucratiques en « dictant la bonne façon de faire science et de faire politique », selon Sezin Topçu¹²⁶. Si la notion de science se déploie différemment dans le contexte de la consultation minière de 2014, l'expression m'apparaît adéquate car elle formule l'idée de la domination d'un régime d'appréciation sur d'autres. Dans le cas de Kuannersuit, il s'agit de l'imposition conjointe de la perspective frontalière et de la manière centralisée, légale et administrative de gérer les terres. La consultation impose aux populations d'avoir recours à ce dispositif pour exprimer leurs voix, canalisant ainsi leurs interrogations et leurs critiques dans le format standardisé. Marianne le décrit au quatrième chapitre, c'est durant la réunion dédiée au projet avec les membres du Gouvernement et de l'administration minière qu'elle a pu leur exprimer sa colère, sans pour autant percevoir d'amélioration à la situation. Cette dimension coercitive se perçoit également à l'étude du *White paper* qui résume toutes les remarques issues de la consultation. L'organisation non-gouvernementale Greenpeace et un futur membre de l'association Urani Naamik y demandent la tenue de référendums. Ils sont évacués par les réponses suivantes de la part du Gouvernement : « Pas de commentaire car il ne s'agit pas d'une problématique liée à l'Enquête d'impacts environnementaux/sociaux » et « Le Gouvernement du Groenland n'a pas le projet de lancer un référendum [...] »¹²⁷. On voit

124 Topçu Sezin *La France nucléaire*, Seuil, Paris, 2013.

125 Topçu 2013, *Op. cit.*, Troisième partie (pp217-312), p329 ; Topçu, Sezin, « Technosciences, pouvoirs et résistances : une approche par la gouvernementalité » *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol 4bis, n°60-4, 2013b, pp76-96, p84-86.

126 *Ibid*, p85.

127 Greenland Minerals & Energy « White Paper » Kvanefjeld rare earth, uranium and zinc project. Public 35-day pre-hearing on the 'Terms of Reference' for the Environmental and Social Impact Assessments. Responses to questions put forward during the pre-hearing period. Version finale Octobre 2015, p6, 33 et 47.

ainsi que le dispositif de consultation joue au niveau gouvernemental le double rôle de maîtrise des populations et d'agent de médiation des nouvelles règles de gestion des terres, administratives comme industrielles.

Ces caractéristiques m'amènent à appréhender la consultation comme un dispositif d'État qui connecte les acteurs et les secteurs d'activité qui pilotent l'enclosure des territoires. Elle prend tout d'abord place une fois que le projet minier est lancé et que le terrain est quadrillé par la zone frontrière. Elle représente en cela une tribune pour cette forme d'appréciation de l'environnement, et donne corps aux industriels en les invitant à participer. Ensuite, elle fait intervenir des membres de l'administration du Bureau des minerais et du pétrole chargés de la bonne conduite des opérations. Ils s'assurent que les locaux sont entendus selon les critères de « définition » préalablement établis par la compagnie minière, et consignent leurs remarques. Pour finir, les membres du Gouvernement qui occupent aussi une place présentent leur soutien de la mine discutée et essaient de convaincre de sa nécessité, comme Marianne le rapporte particulièrement au chapitre quatre. La consultation expose ainsi le déplacement de la souveraineté des locaux sur les communs vers les appareils et les représentants de l'État. Plus, elle s'affiche comme une revendication symbolique de ce nouveau pouvoir, que son propre format vient implanter.

Pour finir, la consultation met en lumière une caractéristique du processus de légalisation de l'uranium et du renouvellement des rapports aux terres, le recours à l'instrument temporel pour gouverner les terres. Je dois cette expression à Sezin Topçu, qui l'utilise pour désigner le fait que les technologies nucléaires ont toujours été développées très rapidement en France, de sorte qu'elles étaient construites avant toute réaction possible¹²⁸. Au Groenland, l'analyse des documents pré-consultatifs met en lumière les étapes déjà accomplies par la compagnie pour le projet : études de terrain, enquêtes de faisabilité, plans prévisionnels, collecte de fonds. Toutes ces démarches témoignent d'une mine en cours d'implantation dans la région, et non d'un site envisagé vis-à-vis duquel les populations seraient amenées à se prononcer. De surcroît, la parole qu'elle sollicite n'a pas trait à ce qui a été accompli ou pourrait être accompli, mais à ce qui a été décidé qu'il le serait. Elle place ainsi la mine dans un futur quadrillé dans lequel elle impose aux habitants de se projeter, ce qui contribue à expliquer le caractère agissant du projet que j'ai décrit au cinquième chapitre¹²⁹. La consultation m'apparaît ainsi comme le moyen par lequel l'enclosure débute sur l'espace ciblé et au niveau national, car elle matérialise des décisions et prévisions établies au niveau de l'État, et incarne ainsi son pouvoir.

Les réunions menées par l'industriel et les administrateurs publics constituent des moments de mise en lien qui implantent en même temps le projet, le monde frontalier qu'il transporte – uranium, terres rares, production à grande échelle – et la forme de gouvernement qui régit désormais le territoire. Elles constituent le contrepoint de la légalisation de l'uranium en

128 Topçu 2013b, *Op. cit.*, p84.

129 Pour cette description, voir le chapitre cinq page 231.

faisant la démonstration du pouvoir de l'État sur les sols, les sous-sols et leurs ressources. Si elles rythment autant le déploiement du projet de Kuannersuit que les actions parlementaires, je les laisse de côté pour le reste de la démonstration et me concentre sur les enjeux autour du domaine légal.

Déchets radioactifs, terrorisme nucléaire et rayons ionisants : l'armature légale produit des filons exploitables

La « phase de définition » de Kuannersuit voit passer en 2013 l'abrogation de la tolérance-zéro, et un renouvellement gouvernemental en 2014. En effet, cette année est perturbée par un scandale de corruption de certains membres du Gouvernement de Siumut et conduit à des élections extraordinaires. Celles-ci placent à nouveau ce parti à la tête du pays et bousculent le calendrier parlementaire. Pour cette raison, c'est uniquement en 2015 que la question uranifère revient sur le devant de la scène. Elle est à nouveau conduite par la coalition de Siumut, qui souhaite faire adhérer le pays à une série de traités concernant le nucléaire. À cette époque, aucune exploitation d'uranium n'a encore démarré, mais comme je l'ai montré l'enclosure de Kuannersuit a commencé et la compagnie Greenland Minerals progresse dans sa demande de licence d'exploitation. Elle vient de se voir refuser son Enquête d'impacts d'environnementaux et celle d'impacts sociaux est à l'étude. Après l'ouverture légale de l'uranium en 2013, les lois de 2015 jouent un rôle structurant. Elles forment l'armature législative d'encadrement de la production uranifère.

Les traités en discussion en 2015 sont la Convention commune internationale sur la manipulation sûre du combustible usé et des déchets radioactifs (EM2015/150), la Convention de l'Agence internationale sur l'énergie atomique (AIEA) sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique (EM2015/151), la Convention sur la lutte contre le terrorisme nucléaire (EM2015/152), la Convention n°115 de l'Organisation du travail (OIT) sur la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants (EM2015/157), la Convention de l'AIEA sur la protection physique contre les matières nucléaires (EM2015/158) et la Convention de l'AIEA sur la sûreté nucléaire (EM2015/159)¹³⁰.

130 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International fælles konvention om sikker håndtering af brugt brændsel og radioaktivt affald (Affaldskonventionen) (EM2015/150), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af IAEA konvention om bistand i tilfælde af nukleare ulykker eller radiologisk nødstilfælde (Bistandskonventionen) (EM2015/151), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International konvention til bekæmpelse af nuklear terrorisme (EM2015/152), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International Labour Organization (ILO) konvention nr. 115 om beskyttelse af arbejdere mod ioniserende stråling (EM2015/157), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af ændring til IAEA's konvention om fysisk beskyttelse af nukleare materialer (EM2015/158), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af IAEA konvention om nuklear sikkerhed (EM2015/159) » Ministre du commerce, du travail et de l'industrie, 1 octobre 2015, EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159.

Dans son introduction, le Ministre de Siumut à l'origine de la proposition se rapporte à l'étude dano-groenlandaise de 2013, qui conseille l'adhésion à ces traités en cas de développement de la production uranifère¹³¹. Le député du groupe qui intervient après se range derrière le même argument pour soutenir la proposition¹³². Il décrit de plus l'état du secteur minier et affirme qu'il va falloir que le pays diversifie son activité s'il veut voir ses revenus augmenter. L'uranium interviendrait comme nouvelle voie minière, nécessitant un effort législatif particulier sur la sécurité de cette production. Selon l'élu, les traités répondent à cet enjeu en imposant des cadres à l'exploitation de matières radioactives¹³³. Ainsi, c'est la dimension réglementaire que recherchent Siumut et le Gouvernement au travers de ces affiliations.

Les deux autres partis de coalition à cette époque amènent des arguments de soutien allant dans le même sens. Atassut affirme que ces traités permettront au Groenland « d'être pris au sérieux »¹³⁴, tandis que les démocrates rejoignent la problématique sécuritaire. Ils opèrent de plus une distinction entre le débat sur l'uranium et le vote d'adhésion aux conventions, disant que les questions du jour ont trait à la sécurisation de la production, et non au principe de son développement. En formulant ainsi le sujet, le parti souligne la bascule de l'uranium depuis la sphère exploratoire vers celle de l'exploitation. Désormais, l'uranium ne donne plus lieu à débat sur son caractère contournable, mais sur la façon d'engager la production. Après la légalisation de l'uranium et le lancement des réunions à Narsaq, l'approfondissement législatif est la prochaine étape.

Bien que l'enjeu de la proposition diffère de 2013, la forme procédurale est à nouveau mise en cause par l'opposition. Le parti Inuit Ataqatigiit critique ainsi la réunion des six conventions sous un seul traitement, alors même qu'il avait fait la demande de les séparer. Le député Múte B. Egede affirme qu'il s'agit d'aspects très différents de la production uranifère qui demandent des discussions longues et approfondies, ce que ne permet pas cette forme rassemblée¹³⁵. Il condamne également un « processus précipité » qui n'engage aucun travail commun, et questionne l'« urgentisme » du Gouvernement¹³⁶. De plus, le parti est le seul à diviser son intervention pour traiter chaque convention, et à porter un propos sur leur contenu. Múte B. Egede s'interroge ainsi par exemple sur les capacités de financement du pays à ces affiliations, dont certaines nécessitent des interventions coûteuses. Il envoie des conventions à l'étude par la commission des finances, loin du secteur des matières premières dans lequel les autres partis les catégorisent dans leur volonté d'encadrement de la production uranifère. Ainsi, les contributions du parti Inuit Ataqatigiit mettent à nouveau en lumière le recours à la

131 *Ibid*, p1.

132 Inatsisartut « Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159 » Siumut Inatsisartut, 10 novembre 2015, p2.

133 *Ibid*, p3.

134 Inatsisartut « Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159 » Atassut, Sivert K. Heilmann, 10 novembre 2015, p2.

135 Inatsisartut « Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159 » Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, Múte B. Egede, 10 novembre 2015, p1.

136 *Ibid*, p6.

procédure administrative dans le traitement de l'uranium. Les règles de fonctionnement de l'institution et la légalisation de l'uranium entamée en 2013 permettent à la coalition conduite par Siumut de dépasser la division presque totale du Parlement et de la société pour faire adopter ces lois.

À côté du pouvoir procédural souligné, l'étude des interventions de ce groupe dévoile le mécanisme d'implémentation de l'uranium légal, celui de son affiliation au marché du nucléaire. En effet, dans ses interventions le député extrait les conventions de leur cadre diplomatique pour les appliquer au contexte groenlandais, visibilisant ainsi le type de production qu'ils entraînent. Cette démarche place la focale sur les actions concrètes qui leur sont attachées, et sur les effets potentiels de Kuannersuit. De cette manière, le député Múte B. Egede aborde la Convention de l'AIEA sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique (EM2015/151) en rappelant l'incident de Pituffik qui, je l'ai raconté au chapitre précédent, vit s'écraser des avions chargés d'uranium sur la banquise en 1968. Il insiste sur le fait que les matériaux radioactifs sont dangereux, et affirme que ce n'est pas la signature d'un traité qui changera cet état de fait¹³⁷. Il commence son propos sur la Convention sur la lutte contre le terrorisme nucléaire par une formule laconique qui fait ressortir la violence des termes, « Chers amis, pourquoi une telle convention existe-t-elle ? » À nouveau, le parti dirige le texte non pas vers la commission des ressources, mais vers celle dédiée à la sécurité¹³⁸. La Convention n°115 de l'Organisation du travail (OIT) sur la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants (EM2015/157) donne lieu à une réaction similaire. L'élu relève qu'avant de se questionner sur la santé des ouvriers, il faudrait leur demander s'ils sont d'accord pour s'exposer aux rayonnements. En conséquence, il envoie la proposition à l'étude de la commission sur le travail¹³⁹. Finalement, la Convention de l'AIEA sur la sûreté nucléaire (EM2015/159), qui concerne les centrales, amène le parti à s'interroger sur les fins poursuivies par le Gouvernement. Quel type d'industrie cherche-t-il à mettre en place en intégrant ainsi les réseaux du nucléaire ? Kuannersuit ne serait-il que la première étape d'une nouvelle voie extractive ?¹⁴⁰

Comme les membres de la coalition l'indiquent, c'est la production uranifère qu'ils souhaitent voir démarrer grâce à ces régulations. Le paradoxe que les questions d'Inuit Ataqatigiit pointent est le fait que c'est par la réinsertion de l'uranium groenlandais à la sphère du nucléaire que cette démarche est lancée. Néanmoins, c'est un discours désormais positif qui accompagne cette association. Le nucléaire des conventions est diplomatique et civil, il défend la paix et la santé des travailleurs, à l'inverse de celui de 1985 qui était synonyme de colonialisme et de danger. Ce cadre propre entoure légalement l'uranium de Kuannersuit pour en faire, lui aussi, une ressource positive et diplomatique. Ce retournement me semble issu de la prise de responsabilité sur les terres par l'État groenlandais. En effet,

137 *Ibid*, p4.

138 *Ibid*.

139 *Ibid*, p5.

140 *Ibid*.

c'est désormais à l'échelle de leurs prérogatives en tant qu'entité politique autonome que l'uranium doit être géré, et cela entraîne forcément l'intégration à des conventions internationales qui, de leur côté, traitent l'uranium comme une matière nucléaire. Inversement, l'affiliation à ces législations internationales affermit la position étatique du Groenland, qui y intervient comme un État indépendant.

Le retour de la sphère du nucléaire après l'histoire mouvementée que j'en ai tracée au chapitre précédent contribue selon moi à expliquer la polarisation qui s'approfondit autour de l'uranium. En effet, en 2015 l'Association des fermiers relance le mouvement anti-uranium en dédiant ses rencontres annuelles à l'opposition au projet minier, événement relayé par la chaîne de télévision nationale¹⁴¹. La même année, la poursuite de la consultation de Kuannersuit matérialise ces régulations à Narsaq. Ce cadre légal vient préciser et nucléariser l'exploitation programmée par Greenland Minerals, et intensifie l'enclosure de la péninsule. En 2016, la progression de Greenland Minerals dans sa demande de licence d'exploitation conduit des centaines de personnes dans les rues pour contester ce développement minier. L'ethnographie que je conduis de ce mouvement contestataire et des réponses que le Gouvernement y apporte souligne l'attachement de l'enclosure de Kuannersuit au pouvoir étatique. La coalition de Siumut s'appuie sur l'État pour défendre ses ambitions uranifères et essayer de résoudre les troubles anti-uranium.

La légalité de l'uranium et du Gouvernement : l'affirmation d'un pouvoir d'État

Jusqu'en 2016, la contestation de l'uranium se concentre dans des foyers situés à Nuuk et dans le Sud. À Qaqortoq, au moins un rassemblement se tient chaque année selon les dires de mes interlocutrices qui y habitent, et à Narsaq la militante Marianne Paviassen organise le groupe Urani Naamik, « Uranium non », dans le cadre des manifestations qui agitent la ville. Oleeraq et Jesper me font particulièrement le récit d'une manifestation très violente, durant laquelle les fermiers défilent avec des fourches pour menacer le rassemblement qui, à l'inverse, défend le projet minier¹⁴². A Nuuk, c'est surtout un travail de recherche et de partage d'informations qui caractérise la période 2013-2016, jusqu'à l'établissement de l'association Urani Naamik. En 2016, les avancées de la légalisation de l'uranium et du projet de Greenland Minerals accélèrent la contestation par plusieurs manifestations et propositions parlementaires. Les données ethnographiques que je rapporte du terrain que je mène à ce moment mettent en lumière les liens politiques étroits entre la légalisation de l'uranium et le pouvoir étatique qui, l'un et l'autre, se soutiennent.

141 KNR « Fåreholdere bekymrede over mine » le 10 avril 2015.

142 Aviaq et Marinnuaq, les informatrices de Qaqortoq, sont présentées au chapitre six. Voir les chapitres quatre et cinq pour Marianne Paviassen, Oleeraq Nielsen et Jesper Enevoldsen.

Dès mon arrivée en mars 2016, je vois des affiches, faites à la main, annonçant une manifestation contre l'uranium pour le 8 avril 2016. Cette date n'est pas choisie au hasard, c'est celle de l'ouverture de la session parlementaire du printemps. Il s'agit donc d'un fort acte symbolique de mise en concurrence politique. Le 8 avril, la manifestation regroupe environ cinq cent personnes à Nuuk, auxquelles s'ajoutent des centaines d'individus dans les onze autres villes qui participent. Durant l'événement, je défile pendant une heure puis me faufile avec certains manifestants entre les murs du Parlement. En ce jour inaugural, tout le monde est bienvenu pour assister à l'entrée des législateurs, tous vêtus du costume national pour célébrer cette journée spéciale. Tandis qu'ils prennent place, les manifestants rejoignent l'entrée du Parlement pour attendre les discours des élus, à l'extérieur. Il s'agit là d'une pratique commune que Kristian me présente comme banale. À chaque manifestation les députés et membres du Gouvernement sortent des institutions pour répondre de leur politique. Après une demie-heure durant laquelle le Président du Parlement prononce son discours introductif, il suspend la séance pour permettre à tous les élus d'aller à la rencontre des opposants. Avec la vingtaine d'autres personnes qui, comme moi, a assisté silencieusement à l'ouverture de session, je participe au mouvement. Les trente-et-un parlementaires et les dix ministres s'agglutinent sous l'avant-toit de l'entrée du Parlement, les spectateurs de la séance rejoignent le rassemblement, et un membre d'Urani Naamik atteint l'auvent pour prendre la parole, à deux ou trois mètres des élus. Les opposants forment un arc-de-cercle à une vingtaine de mètres des élus et scandent « *Taasisa !* », « Nous exigeons un vote ! »¹⁴³ Ce vote, c'est celui du référendum sur la pérennité du projet de Kuannersuit et le principe d'exploitation de l'uranium.

Après la lecture du communiqué d'appel à la manifestation par le militant d'Urani Naamik et une salve d'applaudissements de la foule, le Premier ministre chef du Gouvernement Kim Kielsen, affilié au parti Siumut, prend à son tour la parole¹⁴⁴. Il se saisit du micro du mégaphone d'Urani Naamik, et un militant tient le relais émetteur dirigé vers la foule. Il parle en groenlandais et un membre de l'association me traduit simultanément ses paroles. Il commence en s'attachant à la question du manque d'information sur le projet, critique importante de la manifestation. Il explique que cela n'a rien de surprenant, mais correspond à ce que la loi prévoit pour les développements miniers. Il décrit les différentes étapes et affirme que la population sera informée lors de la prochaine consultation publique, c'est-à-dire lorsque la compagnie aura remis tous les documents de candidature à une licence. Selon lui, la situation est tout à fait « normale ». Ensuite, il prend position sur la question du référendum. Il revient sur l'abrogation de la tolérance-zéro de 2013, et affirme qu'en vertu de ce processus parlementaire les actions de Greenland Minerals et celles du Gouvernement sont réglementaires. Il explique, d'une manière assez scolaire d'après la remarque d'Hans, que c'est ainsi que fonctionnent les institutions « démocratiques » du pays. De cette façon, le

143 Conjugaison à l'impératif, première personne du pluriel du verbe *taasivoq* « voter ».

144 À l'époque je ne parlais pas groenlandais, ce sont les membres d'Urani Naamik qui m'ont traduit en temps réel les interventions, puis me les ont à nouveau décrites de mémoire.

Premier ministre lie l'enclosure de Kuannersuit au système légal et à l'administration minière, et tire sa propre légitimité du respect de ce cadre.

Le Gouvernement fait appel au système legaliste de gestion des terres pour défendre sa posture de refus, comme il le faisait en 2015 au sein du Parlement. Il mobilise la procédure pour justifier les lois d'encadrement de l'uranium et le développement du projet de Kuannersuit. Cette démarche a pour effet de diluer les inquiétudes environnementales, géopolitiques et sociales des manifestants dans les rouages bureaucratiques. C'est une forme de violence symbolique et matérielle – comme je l'ai montré dans la section précédente, c'est de façon formelle et prescrite que les populations y sont entendues – qui reflète de nouveaux rapports de domination sur les terres. Ce retour à la loi entraîne ainsi une déclaration d'autorité tacite : ce sont ceux qui participent aux institutions qui détiennent la légitimité d'action sur les terres et de décision des usages qui y sont attachés. Pour les gouvernants, le référendum se trouve invalidé par la position même des manifestants, qui sont extérieurs aux organes considérés comme légitimes pour agir sur les terres. Les personnes légitimes disposent donc d'un pouvoir de souveraineté sur le territoire dont les autres doivent accepter la délégation. Ainsi, dans cette perspective la légitimité de l'uranium s'enchaîne à la réforme de 2009 qui place les prérogatives sur les terres entre les mains d'appareils et d'acteurs particuliers. L'argumentaire de défense de l'uranium et du Gouvernement s'appuie alors sur la structure de gouvernement des terres post-2009 : la posture du Gouvernement est légitime car l'action de légalisation s'ancre dans le système légal et est conduite par les organismes et les voies appropriés.

Si par souci de clarté j'ai isolé la question de la légalité à ce chapitre, cet argument est mobilisé dès 2013. Dans le débat relatif à l'abrogation de la tolérance-zéro, la majorité s'appuie par exemple sur la loi de 2012 pour défendre sa démarche. En 2015, elle ancre aussi l'adhésion aux traités internationaux dans cette généalogie qui s'agrandit. Cette justification par le droit rappelle la description des États contemporains de Max Weber. En effet, selon la définition idéale-typique du sociologue, ces groupements politiques sont définis par la centralité du système légal, dont ils ont la charge d'élaboration et de prescription par le biais de l'appareil et des agents d'État¹⁴⁵. À ces éléments s'ajoute le « monopole de la violence légitime », notion qui désigne la compétence exclusive des structures étatiques à garantir l'ordre social et à faire respecter les lois. D'après Michel Troper, spécialiste de droit public et constitutionnel et professeur émérite à l'Université de Nanterre, ce concept est fondamental dans la pensée de l'État car il met en lumière la domination qu'il exerce. Cette expression ne signifie pas que l'État agit par une violence armée et physique, mais qu'il est le seul à disposer du « droit exclusif de prescrire ou de permettre et par conséquent de prohiber la violence »¹⁴⁶. En ce sens, il s'agit d'une compétence de distribution et de gestion de la contrainte que l'État

145 Eabrasu, Marian « Les états de la définition webérienne de l'État » *Raisons politiques*, Vol 1, n°45, 2012, pp187-209, p187-188 ; Abélès 1990, *Op. cit.*, chapitre 2.

146 Troper 1995, *Op. cit.*, p39.

se revendique comme le seul à détenir de façon légitime, en tant que garant du répertoire légal¹⁴⁷. À cet endroit, le juriste Michel Troper souligne une forme de circularité entre légitimité et légalité vis-à-vis du monopole d'exercice de la contrainte. En effet, si l'État tire sa légitimité de la légalité de ses prescriptions et du régime qu'il incarne, toute action qu'il conduit est dès lors légitime puisqu'elle réfère à la norme juridique¹⁴⁸. Il s'agit ainsi d'un système dans lequel le légal et le légitime se fondent quand une mesure réfère à la loi¹⁴⁹. Le juriste relève finalement que l'État est une entité qui dispose de la compétence exclusive de distinguer le légitime de l'illégitime¹⁵⁰.

Selon Michel Troper, le concept de « monopole de la contrainte légitime » est ainsi une façon d'affirmer que, chez Weber, l'État est souverain dans la définition du champ légal. Avec ses appareils, il établit lui-même les normes juridiques qu'il aura ensuite pour tâche de faire appliquer¹⁵¹. Selon la théorie de Weber, cette qualité se trouve au fondement du pouvoir étatique car elle lui permet d'imposer des prescriptions qui sont reconnues comme légitimes et justes dans la mesure où elles s'ancrent dans le champ du droit¹⁵². En effet, toujours d'après Weber, c'est la croyance collective en la légitimité du droit comme contrat social qui pousse les individus à se soumettre à cette norme et à accepter la posture de domination des organes de l'État¹⁵³. La capacité de maîtrise du droit constitue ainsi la source du pouvoir étatique, faisant de ce groupement « une organisation politique dont la forme secrète sa propre légitimité », selon l'expression de Michel Troper¹⁵⁴.

À l'aune de ces éléments, le juriste souligne que l'État est « la source de nombreuses techniques de légitimation » telles que le principe de légalité et la production de théories de légitimité¹⁵⁵. Le premier élément désigne l'idée selon laquelle toute décision étatique est légitime par rapport à une autre décision, puisqu'elles s'ancrent ensemble dans le système légal. Ce principe fait particulièrement écho à l'argument que j'ai qualifié de légaliste utilisé par les députés en 2015 pour défendre l'adhésion aux traités internationaux, ainsi qu'au discours du Premier ministre durant la manifestation décrite dans cette section. Les décisions légales autour des minerais et de l'uranium se justifient entre elles. Le second élément amené par Michel Troper désigne la capacité des organes de l'État à créer leur propre légitimité à travers l'organisation du droit. Ces dispositifs de gestion deviennent ensuite constitutifs de l'appareil politique et en viennent à justifier les décisions qu'ils encadrent¹⁵⁶. Les voies de

147 Max Weber utilise également le terme de « contrainte » à la place de violence. La légitimité mobilisée dans le concept de monopole de la violence légitime est celle de type interne, c'est-à-dire qui fait référence au droit. La légitimité externe est celle qui renvoie à d'autres systèmes tels que la morale ou les mœurs. *Ibid.*, p37.

148 Il s'agit de la légitimité interne au système juridique, Troper 1995, *Op. cit.*, p37.

149 Troper 1995, *Op. cit.*, p37. Il s'agit de la légitimité interne, par opposition à la légitimité dite externe, que je développe dans la section suivante.

150 Troper 1995, *Op. cit.*, p40.

151 Weber 1995, *Op. cit.*, p289 et p292-301.

152 *Ibid.*

153 *Ibid.*

154 Troper 1995, *Op. cit.*, p47.

155 *Ibid.*

156 *Ibid.*

l'administration minière me semblent exemplifier cette notion. En effet, la consultation relève de cette dimension en tant que procédé qui sollicite la parole des populations de façon cadrée. Comme je l'ai montré dans une section précédente, la forme des rencontres implante à la fois une vision du territoire et une forme de gouvernement sur celui-ci. Ensuite, durant les échanges parlementaires et en s'adressant aux manifestants de la rue, les gouvernants usent de l'outil consultatif pour légitimer leurs démarches. Cette forme d'administration justifierait le traitement des populations et des terres dans le cadre des projets miniers, dans une circularité déjà soulignée entre le légal et le légitime.

À l'aune de ces éléments, la légalisation de l'uranium depuis 2013 prend une dimension systémique. En effet, elle s'inscrit dans le gouvernement général du territoire et des populations, et la défense de sa légitimité en vient donc à recouvrir celle du Gouvernement lui-même dans le contrôle des terres. Sa place d'acteur politique légitime devrait parer l'uranium d'une légitimité identique, processus renforcé par la consultation et les autres dispositifs d'administration. En raison de la nature politique des communs, qui représentent à la fois des pratiques d'exploitation et des relations collectives aux espaces comme je l'ai expliqué dans la première partie, ce fondement légaliste de l'action n'est pas entièrement reconnu par les opposants à l'uranium. Ainsi, toute la chaîne de légitimités encastrées les unes aux autres s'écroule : l'uranium est injustifiable, l'action des gouvernants est illégitime, leur mandat politique est remis en question.

Cet enchaînement est particulièrement visible dans les propos de Kristian et d'Hans qui, à de nombreuses reprises, me soutiennent que la mobilisation et la participation « citoyenne » sont les seules voies de remise en cause de la politique uranifère. Ils estiment « ne plus pouvoir compter sur le Gouvernement pour les représenter », et doivent imposer leurs propres voix eux-mêmes. À l'aune de cela, les manifestations menées les jours de sessions parlementaires m'apparaissent constituer une mise au défi. La rue retire son pouvoir de représentation aux instances étatiques et leur fait concurrence en matière de gestion minière.

La problématique de la représentation est centrale dans l'organisation étatique. C'est ce dispositif qui permet la centralisation des pouvoirs entre les mains de personnalités élues selon des mandats prescrits, et auxquelles les citoyens « imputent » la politique de l'État, selon la formule de Max Weber¹⁵⁷. Cette notion implique alors un transfert de souveraineté politique de la part des électeurs, qui mandatent les politiciens et les travailleurs de l'appareil étatique de leur voix dans le collectif social¹⁵⁸. Dans la mobilisation autour de Kuannersuit, cette articulation est instable. Les manifestants réfutent la souveraineté du Gouvernement et de l'administration minière sur la surface et les souterrains, et lui retirent en conséquence son pouvoir de représentation politique pour faire leur propre système, celui de *nuna*. Symboliquement, la coalition de Siumut n'a plus ni territoire ni citoyen à gouverner, ce qui explique l'engagement du conflit sur le secteur de la forme de gouvernement du pays. En

157 Weber, Max, *Économie et société, Les catégories de la sociologie, tome 1*, Pocket, Agora, 1995 [1956], pp86-88 et pp381-387.

158 Abélès 1990, *Op. cit.*, chapitre deux.

effet, selon la coalition de Siumut les rapports aux terres qu'ils déploient par le système légal et procédural correspondent à une forme de « démocratie ». À l'instar de *nuna* qui engage un gouvernement par les communs, le Gouvernement s'appuie sur la « démocratie représentative », typique des formations étatiques¹⁵⁹, pour défendre ses actions.

La « démocratie représentative » garante des rapports légitimes aux terres

Le 8 avril 2016, en dépit de ses arguments pour défendre la légitimité du Gouvernement sur l'uranium, le discours du Premier ministre Kim Kielsen est hué. Alors que chacun se disperse et que les parlementaires retournent dans la salle pour continuer la séance à huit-clos, les membres d'Urani Naamik se disent ravis du déroulé de la journée. Kristian est exalté, « c'est du jamais vu dans l'histoire du Groenland ! » Pour Hans également, c'est une grande réussite. Ils ne s'attendaient pas à voir autant de personnes s'impliquer, et ils affirment qu'ils iront « jusqu'au bout » pour stopper le projet de Kuannersuit. Je ne sais pas ce qu'ils entendent par cette remarque, mais ils me répètent que le discours du Gouvernement n'avait pas de sens. La terre n'ayant pas de « propriété », dans leur perspective il n'y a aucune justification du développement de Kuannersuit et des politiques de l'uranium si une partie de la population s'y oppose. Ils sont certains qu'à force de manifester, les gouvernants « entendront raison ». En mai 2016, un mois plus tard, ce mouvement atteint un stade paroxystique par l'absence de réponse des élus à la manifestation qui se tient la veille des derniers traitements des propositions de référendum. Après le défilé dans les rues de Nuuk, seuls les parlementaires également opposés à l'exploitation de l'uranium reçoivent les cinq cents manifestants. Ce moment, qu'Hans et Kristian interprètent comme un refus de dialogue, polarise d'autant plus la situation. Je vois augmenter les dénonciations d'autocratie et de manque de « démocratie » sur les réseaux sociaux et dans les discussions entre les membres d'Urani Naamik, et elles sont relayées au sein du Parlement par les propositions de référendum. Les réponses apportées par le Gouvernement sur cette mesure s'inscrivent dans la lignée des arguments legalistes, et font entrer en scène la position même du Gouvernement. Les principes de la « démocratie représentatives » justifieraient le refus du référendum et légitimeraient la légalisation de l'uranium ainsi que l'enclosure de Kuannersuit.

Dès 2013, la demande de référendum est formulée par une alliance entre Inuit Ataqatigiit et les démocrates, dans le contexte d'abrogation de la tolérance-zéro. Elle est présentée sous forme de motion et pensée comme une solution aux accusations d'autoritarisme dirigées contre la coalition de Siumut¹⁶⁰. Je ne reviens pas sur ces critiques déjà présentées et de façon générale je ne m'intéresserai dans cette section qu'à la posture

159 Abélès 1990, *Op. cit.*, p10-14.

160 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører. » Ministre de l'énergie et des ressources, 13 octobre 2013, EM13/106, p1

gouvernementale, ayant déjà étudié celle des porteurs de référendum. Dans son introduction de défense de l'abrogation de la tolérance-zéro et de refus du référendum, le député de Siumut revient sur la mise en place de la politique anti-uranium, dans les années 1980. Il souligne qu'il s'agit juridiquement d'un principe et non d'une loi, et questionne de façon rhétorique de quelle manière le recours actuel à la loi, pour en lever une qui n'existait pas, pourrait être « non démocratique ». Il rappelle que c'est sous la gestion partagée du secteur minier et dans le cadre du premier Gouvernement d'autonomie, plus limité que le présent, que ce principe est posé. Il cherche à interpeller sur les conditions politiques de ce parcours uranifère, et demande en quoi la mesure de tolérance-zéro établie en 1985 serait, en soi, plus démocratique que celle de son abrogation. La dernière est la seule à avoir eu lieu sous régime « démocratique », selon lui. Ce retournement est très intéressant car il met en lumière l'association entre le recours à la loi et l'émancipation post-coloniale.

En effet, la loi apparaît d'abord comme gage de bonne conduite et bonne volonté. Elle est présentée par opposition à la gouvernance dano-groenlandaise du secteur minier, qui correspondait surtout à un gouvernement danois sur les terres groenlandaises, à l'époque, comme les élus du Parlement le savent également¹⁶¹. S'ajoute l'argument de la réforme de la gestion des terres de 2009, qui déploie tacitement l'idée selon laquelle une politique groenlandaise sur les terres serait forcément une politique juste, en raison de l'opposition à ce passé colonial. La légalité est ainsi articulée au recouvrement des droits sur le territoire, et la légalisation de l'uranium appréhendée en tant qu'élément positif relevant de ce mouvement. C'est donc le régime légaliste de 2009, réinséré dans l'histoire post-coloniale de son implémentation, qui fonde d'abord l'argument de légitimité du Gouvernement à refuser un référendum national.

En 2016, durant le terrain ethnographique que je conduis, c'est un prisme similaire qui soutient la réponse du Gouvernement à trois propositions de référendum. Le député Steen Lyngge du parti de coalition Atassut propose en son nom un référendum indicatif portant sur la limitation de l'exploitation de matières radioactives à la teneur de 0,05 % en sous-produit, ainsi que la tenue d'une campagne d'information préalable¹⁶². Le groupe d'opposition Inuit Ataqatigiit demande également une période d'information de la population, suivie d'un référendum décisionnel portant sur l'exploitation et l'exportation de matières radioactives¹⁶³. Per Rosing-Petersen, membre du parti d'opposition Partii Naleraq, soumet quant à lui une loi

161 Voir le chapitre trois.

162 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at pålægge Naalakkersuisut til 2017 at afholde vejledende folkeafstemning efter at have gennemført oplysende og debatskabende aktiviteter, at afholde vejledende folkeafstemningen om, hvorvidt der i Grønland skal kunne udvindes råstoffer med spor eller indhold af radioaktivt materiale evt. som biprodukt med en øvre grænse på 0,05 procent. » Steen Lyngge, 10 avril 2016, FM2016/83.

163 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen inden folkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet. » Inuit Ataqatigiit Inatsisartuni, 3 mars 2016, FM2016/97.

introduisant un référendum décisionnel avant chaque projet minier, uranifère ou non¹⁶⁴. Ce sont les textes que j'ai introduits dans la section relative au principe politique *nuna*. Bien qu'en apparence la dernière proposition n'ait pas directement trait à l'uranium, ces référendums mobilisent des arguments similaires, et particulièrement celui de la nécessité de prise en compte d'une mobilisation qui divise la société. Cette idée est déjà présente en 2013, et elle revient en 2016 dans un contexte de massification des manifestations¹⁶⁵. Les trois référendums sont déboutés sous deux arguments de la coalition qui met en avant la légitimité de la procédure de légalisation de l'uranium, ainsi que sa propre légitimité « démocratique ».

Le parcours légal de l'uranium et les avancées de Greenland Minerals entre ces deux sessions rendent ces arguments d'autant plus impératifs en 2016¹⁶⁶. D'abord, le Gouvernement justifie son refus par le principe de légalité. Le 28 avril 2016, durant les six heures de discussion qui portent sur ce point, plusieurs députés des partis Siumut et Demokraatit relèvent l'historique juridique de cet élément en affirmant qu'il est trop tard pour revenir sur ces développements qui, ils le rappellent, ont eu lieu dans des conditions légales. Cette légitimité par la légalité est ensuite adossée à celle du mandat électif dont la population aurait doté le Gouvernement, selon les députés de la coalition. Des membres de Siumut affirment que l'abrogation de la tolérance-zéro a fait partie de leur campagne électorale en 2011, et qu'à chaque nouveau mandat l'uranium était un aspect parmi d'autres de leur politique de développement minier. Agir pour l'exploitation de l'uranium relève en ce sens de la délégation des pouvoirs prodiguée par le vote. Pour finir, certains députés de la majorité articulent cette défense légaliste et élective au fonctionnement de la « démocratie groenlandaise ». Non sans énervement, le Ministre des ressources de l'époque Vittus Qujaukitsoq, alors membre de Siumut, explique que la « forme politique » du Groenland est celle de la « démocratie représentative », ce qui implique la délégation des responsabilités sur les terres aux élus. J'ai retrouvé cette perspective dans la réponse du Ministre à la proposition de référendum du député de l'opposition Per Rosing-Petersen¹⁶⁷

164 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisut pålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen. » Per Rosing-Petersen, 18 février 2016, FM2016/84

165 Inatsisartut « Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges at afholde en landsdækkende og vejledende folkeafstemning forud for ophævelsen af nultolerancen overfor udvinding af radioaktive mineraler. Inden folkeafstemningen afholdes et landsdækkende oplysningsarbejde med baggrund i uvildige rapporter og informationer og på en måde så oplysningerne og debatten i samfundet finder sted i god tid forudgående for beslutningen. » Inuit Ataqatigiit et Demokraatit, 21 octobre 2013, Motion pour EM13/106. Voir le premier chapitre pour le mouvement anti-uranium.

166 Les données qui suivent proviennent des textes parlementaires, ainsi que des observations et entretiens que j'ai conduits dans l'institution au printemps 2016. Ces données ont été traitées dans un mémoire de Master : Bailleul, Pia, 2017 *Inatsisartut, « ceux qui font les lois » : entre action législative et processus d'élaboration politique au Parlement groenlandais*, Master : Anthropologie : Nanterre, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 139p.

167 À l'époque, il est membre du parti Partii Naleraq, qui se distingue par une politique pro-groenlandais donnant régulièrement lieu à des accusations de racismes anti-danois. Voir la description du parti en introduction de la troisième partie.

« Lorsque Inatsisartut [le Parlement] vote sur une proposition, l'Assemblée prend une décision au nom de la population. Ce Parlement est l'Assemblée législative du Groenland, conformément aux souhaits de la population et aux décisions politiques d'Inatsisartut et du Folketing [Parlement danois]. Il s'agit de la forme démocratique choisie par le peuple groenlandais. Ainsi, il n'est pas forcément plus démocratique qu'un sujet soit soumis à un référendum plutôt que la décision soit prise par l'assemblée élue qu'est Inatsisartut. C'est juste une façon de sécuriser le principe fondamental de démocratie et de prise en compte de la population. [...] En ce qui concerne l'adoption de la loi sur les ressources minérales [de 2009], Inatsisartut a, au nom de la population, décidé des cadres et des exigences qui doivent s'appliquer et être remplis pour obtenir un permis d'exploitation minière. »¹⁶⁸

Cette réponse du Ministre élève la question uranifère au rang du mode d'organisation de la société. En effet, le Ministre explique ce en quoi consiste le système politique du pays, la « démocratie représentative ». Les élus siègent au sein des institutions législatives et exécutives « au nom de la population », selon son expression, et y prennent des décisions pour la majorité. Se retrouvent les deux autres éléments que j'ai déjà présentés, le mandat électif et la valeur de la loi, comme rouages de ce système. Il y affine alors la réforme des rapports aux terres de 2009 et le développement des projets miniers, disant qu'ils s'inscrivent dans ce système de gouvernement du pays. L'imbrication qu'il effectue est ainsi tout à fait intéressante car elle appuie la légitimité de la politique uranifère et des mines à celle de la forme d'organisation politique qui gouverne le pays.

J'appréhende cette extension sous le prisme du monopole de la contrainte légitime, notion que j'ai expliquée dans la section précédente. En érigeant ainsi la question uranifère à celle du gouvernement national, l'intervenant fait de l'uranium et de la mine de Kuannersuit les normes auxquelles la société groenlandaise doit se conformer. Il les élève au rang des pratiques légitimes qui s'accordent avec l'État en construction et la démocratie qui le gouverne. Cette association entre l'uranium et la formation politique groenlandaise revêt un caractère visiblement coercitif, dans la mesure où elle ne fait pas consensus. Elle se déploie comme une règle de conduite sociale à adopter de façon obligatoire par les citoyens. La politique uranifère et l'accompagnement du projet de Kuannersuit deviennent les moyens de faire société autour de rapports aux terres réformés, selon mon analyse du discours des gouvernants.

168 Inatsisartut « Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisut pålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen. » Réponse du Ministre de l'énergie et des ressources, 20 avril 2016, FM2016/84, p2.

En 2016, l'invalidation gouvernementale des référendums se couple de quatre propositions de lois visant à faire adhérer le Groenland à des conventions et traités internationaux de sécurisation de la production et du marché de l'uranium¹⁶⁹. Comme toutes les autres mesures uranifères, elles sont adoptées à une juste majorité et elles creusent le fossé entre les tenants d'un ralentissement de la légalisation de l'uranium, et ceux qui l'accroissent. Ce mouvement s'accompagne de l'enclosure progressive de Kuannersuit, qui implante à Narsaq les nouveaux rapports écologiques et politiques aux terres. Jusqu'en 2021, ce site matérialise ainsi la prise en main de l'État sur les terres et concentre ses nouvelles prérogatives : contrôle des concessions et droits d'accès au foncier, gestion des usages, administration des populations occupantes. L'enclosure de Kuannersuit et la légalisation de l'uranium deviennent au fil des ans le tremplin par lequel la domination étatique s'instaure *via* une série de procédés qui, en dépit de leur force de légitimation de l'appareil d'État, ne parviennent pas à rassembler. Les opposants à l'uranium refusent de se soumettre à ces nouvelles définitions des terres et continuent à soutenir une organisation collective qui n'écrase ni les relations écologiques, ni les structures sociales locales et nationales qui s'y arriment.

A partir de 2009, les projets miniers jouent un rôle central dans l'étatisation du pays, processus politique lancé dès le Gouvernement d'autonomie de 1979. À travers le mécanisme d'enclosure qu'ils génèrent, ils imposent les reconfigurations des rapports aux terres sur lesquelles s'appuie l'État. La plus importante est celle de la partition entre sols et sous-sols, qui bouleverse le système foncier des communes en promulguant de nouvelles règles tacites. Celles-ci font basculer les règles d'usage sous la propriété, prérogative attribuée à l'État et ses organes. Cette transition se perçoit dans la mise en place de régulations administratives qui hiérarchisent les places des citoyens sur les terres. Licences, certificats, procédure de la *one door policy* et bureaucratisation générale de la question foncière solidifient un nouvel agencement entre les citoyens et les espaces qui les environnent, qui passe outre les notions d'occupation et d'expérience qui font vivre les communes. Cette perturbation transportée par les projets et les mines met en lumière à l'échelle nationale la réorganisation générale des rapports aux terres qui s'institue légalement en 2009, lors de l'obtention du gouvernement d'Autonomie renforcée et du passage de la réforme minière. L'indépendantisme minier, qui se

169 Inatsisartut, «Forslag til: Inatsisartutbeslutning om udtalelse til anordning om ikrafttræden for Grønland af lov om Danmarks tiltrædelse af Det Internationale Atomenergiagenturs konvention om bistand i tilfælde af nukleare ulykker eller radiologiske nødstilfælde (FM2016/104) ; Inatsisartutbeslutning om udtalelse til forslag til Lov for Grønland om kontrol med eksport af produkter med dobbelt anvendelse (FM2016/106) ; Inatsisartutbeslutning om udtalelse til forslag til Lov for Grønland om kontrol med den fredelige udnyttelse af nukleart materiale (FM2016/107) ; Inatsisartutbeslutning om Grønlands Selvstyres udtalelse til kgl. anordning om ikrafttræden for Grønland af dele af visse love om ændring af udleveringsloven (FM2016/108) », Ministre de l'énergie et des ressources, 30 mars 2016, FM2016/104, 106, 107, 108.

déploie par ce processus, s'accompagne ainsi de l'affirmation de la formation étatique par l'attribution des compétences foncières exclusives au Gouvernement.

Pour renforcer les enclosures et soutenir sa politique minière face aux manifestants, la coalition de Siumut engage un plan de judiciarisation de l'uranium. Ces mesures font la démonstration des pouvoirs de propriété et de gestion des organes de l'État, et elles renforcent son autorité sur le territoire national. En tissant un lien politique exclusif, non collectif, entre la ressource minérale et le Gouvernement, cette démarche entre en collision avec la perspective *nuna* qui soutient que « la terre n'appartient à personne ». Selon cette doctrine, les rapports sensibles, productifs et récréatifs aux communs se situent au cœur du collectif politique qui se rassemble au sein de la nation. Ils ne sont pas des artifices qui peuvent être mis en catégories, classés en dossier ou traités durant des consultations, mais sont au contraire constitutifs de ce qu'est la politique. Modifier cette relation entre les communs et l'organisation du territoire revient ainsi à porter atteinte à la cohésion nationale.

Conclusion de la partie III

STRATES

Au Groenland, les terres appartiennent à l'État. Elles sont publiques, faites de filons d'uranium et de gisements de terres rares, de rubis, de fer et de cryolithe en sous-sols ; de villes et de montagnes en surface. Elles sont réglementées par des législations distinctes qui ne permettent pas de propriété privée et distribuent des concessions aux usages prescrits. Cette répartition des droits et des pratiques constitue un système foncier tacite qui opère une révolution par rapport aux relations entretenues par les habitants avec les zones ciblées par l'exploitation minière. Depuis 2009, les projets miniers d'Aappaluttoq, d'Isukasia et de Kuannersuit mettent en lumière ces reconfigurations en s'implantant dans des espaces habités. Les enclosures qu'ils génèrent témoignent du nouveau traitement national des terres et transportent l'autorité d'un Gouvernement qui s'affirme comme détenteur exclusif de droits d'administration. Elles impriment aux territoires visés les définitions des terres portées par l'État : légalisme, propriété publique, régime frontalier. Le projet de Kuannersuit endosse un rôle particulier par l'uranium qu'il participe à déployer. Au sein des institutions, sa légalisation est d'abord un *empowerment* post-colonial et la déclaration d'une souveraineté niée par la colonisation. Face aux mobilisations nationales contre les enclosures, elle se fait ensuite instrument de pouvoir étatique pour la revendication d'une légitimité qui vient soutenir à la fois la politique du Gouvernement de Siumut, à la fois la révision des rapports collectifs aux terres. En dépit des recours à la « démocratie représentative » et à l'impératif indépendantiste, la légalisation de l'uranium accentue la division sociale en raison de la divergence de critères de gouvernement des terres qu'elle matérialise. Les manifestants s'affilient à une autre organisation sociale et politique, celle incarnée par *nuna*.

Nuna est la terre commune. Elle est faite des communs, ces espaces occupés de pratiques, de mémoires et d'êtres divers qui se singularisent par les relations qui se nouent à leur rencontre. Elle n'est pas appréhendée sous le prisme de la possession, mais sous celui de l'usage et de la transmission. On fréquente et on exploite *nuna* le temps de son passage. Ainsi, cette terre est fondamentalement appréhendée par les questions de gestion et d'organisation collective qui, érigées au niveau national, forment un groupement politique. Depuis le début des enclosures en 2007, les recours à la législation des droits fondamentaux et au principe de non-propriété des terres soulignent le déraillement de ces rapports.

Si les tentatives d'articulation de *nuna* au droit de l'autochtonie tempèrent ces perturbations, les affections des territoires sous enclosure engagent au contraire à considérer

l'accentuation de ce mouvement. La zone frontière se propage et, en tant que socle invisible de la nation et base matérielle de l'industrie minière, elle se déploie dans une forme d'autonomie lorsqu'elle est portée par les projets miniers. Au rythme des mines, elle dessine de nouvelles frontières qui recouvrent les communs et altèrent durablement le tissu de *nuna*. Ce mouvement construit un territoire, celui de l'État.

Conclusion générale

Mars 2022. Le bijou d'Aviaq est posé sur mon bureau tandis que je réfléchis aux conclusions à apporter à cette thèse. Au Groenland, je l'ai porté plusieurs fois, et on m'a souvent complimentée à son propos. J'étais fière d'expliquer qu'il m'avait été offert par une habitante de Qaqortoq. Depuis mon retour chez moi, je n'ai à l'inverse jamais réussi à le mettre. Je me l'explique par les souvenirs que j'y associe, les images et les émotions que cette pierre suscite chez moi et que je préfère, pour le moment, laisser reposer. Elle me renvoie aux mois de terrains et aux histoires de terres et de minerais que j'y ai discernées. Et c'est bien là ce qui me touche dans la cryolithe d'Aviaq, ce parcours qui la rend si unique et si saisissante. C'est un objet formé par les mouvements de la Terre, par des événements dont je n'aurai jamais connaissance et des phénomènes chimiques que je réduis à des couleurs. La cryolithe est blanche, comme la « graisse » (*orsugiak*), mais aussi verte et noire, comme le pendentif. Arrachée au gisement d'Arsuk, la pierre est passée de morceau rugueux et anguleux à un doux ovale par de multiples étapes de transformations qu'il n'est plus possible de reconstituer que par l'imagination. Licite, tolérée ou illégale, elle a cheminé au fil des années au cou d'Aviaq et dans ses boîtes à bijoux, pour finalement atterrir entre mes mains. Après les discordances et les variations par lesquelles je suis passée dans ces huit chapitres, je me demande s'il existe toujours une place pour ce caillou au Groenland. Mon interrogation n'est pas une nostalgie du temps qui passe, mais un regard matérialiste sur ce à quoi tiennent les terres et les univers qui se tissent autour d'elles. La zone frontière, les législations foncières des souterrains et des surfaces ainsi que les projets miniers laissent-ils suffisamment d'espaces pour que ce type de rapports aux cailloux se déploient ?

Certains des récits qui jalonnent la thèse amènent à répondre positivement. Il est possible d'extraire des tugtupites au sommet de Kuannersuit et de la stéatite dans la zone d'Isukasia, à côté de Nuuk. Pourtant, c'est un mouvement irrévocable de reconfiguration des traitements des terres qui m'apparaît lancé. La zone frontière et l'indépendantisme minier y jouent un rôle central. Ces stratégies établies durant la période post-coloniale dans une perspective d'émancipation nationale sont au cœur du volume et du collectif politique qui forment le Groenland en tant qu'État en construction. Le pays s'affirme au sein des frontières et vers l'extérieur comme terre de ressources minières, idéologie dont il ne peut pas se séparer en raison des rouages juridiques qui cimentent cette association entre gouvernement national et minerais. Depuis 2009, les souterrains sont légalement les sous-sols de l'État, et c'est sur leur encadrement légal, technique et industriel qu'il assoit non seulement les conditions de son indépendance économique, mais aussi son pouvoir d'exception. Les projets miniers prennent place dans cet arrangement et se retrouvent comme les opérateurs de ces enjeux qui les dépassent. Plus que des instruments technopolitiques qui réalisent l'indépendantisme et la

zone frontière, la thèse montre que les projets constituent en eux-mêmes une forme d'action et une situation, et que c'est ainsi qu'ils impriment leurs empreintes au monde social et aux territoires.

En effet, l'étude de Kuannersuit souligne cette binarité que je n'ai pas toujours pu départager. En tant que mode d'action, le projet est d'abord constitué d'un ensemble d'acteurs qui l'élaborent et le portent. Au Groenland, ce sont les membres de l'administration minière et des instituts de révision des candidatures industrielles, ainsi que les gouvernants et les compagnies minières qui assument cette charge. Les experts et spécialistes s'intègrent progressivement à cette catégorie. Au fil de la recherche entre 2015 et 2022 j'ai vu leur place grandir et leur légitimité se construire. Toutes ces personnes portent le projet et forment des réseaux qui en deviennent l'armature. Une colonne vertébrale indépendante des acteurs du secteur minier est ainsi créée pour le projet. Cette forme d'existence propre décroïssonne les administrations et les espaces, et génère un effet d'imprégnation généralisée – mais toujours restreinte aux personnes placées comme légitimes par le pouvoir politique. Cette forme d'action a déjà été soulignée par les sociologues Luc Boltanski et Eve Chiapello dans leur travail sur le management dans les entreprises dans les années 1990, ou encore par le psychosociologue Jean-Pierre Boutinet dans son étude historique de la notion¹. En plus de cette description des réseaux d'action, ma monographie d'échelle nationale montre l'effet de texture que ces collaborations entraînent. Le projet passe d'un secteur à un autre et il tisse ainsi sa présence. Il devient un existant en lui-même, comme le résultat des multiples interactions qui entourent son élaboration. Les réseaux s'effacent alors pour ne plus laisser en lumière que la forme du projet, faite des ondes administratives, industrielles, techniques et juridiques qui le constituent. Il est finalement nommé en-dehors des autorités minières et on commente ses impacts, alors même qu'aucune mine n'est construite.

De forme d'action collective et de possible pour l'avenir, le projet devient ensuite une situation qui ne peut plus se penser en dehors de la texture de sa présence. Il produit un trouble généralisé, qui touche l'échelle locale comme nationale. Dans le Sud, il persiste une fois les autorités minières parties et entraîne un phénomène de suspension. Le projet assujettit la péninsule de Narsaq à ses rythmes et à ses critères de conduite, produisant un arrêt sur le temps. Il inscrit aussi son propre régime d'occupation de l'espace et revoit les relations au territoire. L'empreinte qui s'imprime est celle d'une redéfinition qui, soutenue par les réseaux politiques et industriels légitimes, prend le dessus sur le territoire de Narsaq. Cette qualité suspensive visible par l'ethnographie des discordances dans le Sud est aussi perceptible au niveau national. Relayé par la presse et les autorités minières, le projet devient une entité sociale vis-à-vis de laquelle on se positionne, on émet un avis, on rompt et on crée des liens. Sa présence est incontournable. Être pour ou contre le projet de Kuannersuit lorsque l'on vit à des centaines de kilomètres de cette montagne est un signe de son autonomie et un symptôme de sa qualité suspensive. Les habitants assistent au déploiement de cette entité qui troue

1 Boltanski L., Chiapello E. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, NRF Essai, Paris, 1999 ; Frégné Cédric « Boltanski Luc, Chiapello Eve, Le nouvel esprit du capitalisme » *Revue française de sociologie*, 2001, 42-1. pp. 171-176 ; Voir le chapitre trois, et Boutinet, Jean-Pierre *Anthropologie du projet*, Quadrige, Presses Universitaires de France, Paris, 1990.

l'espace et le temps.

Les observations et les tentatives de compréhension du projet que j'ai menées dans cette thèse permettent de saisir ce double mécanisme de mise en réseau et de suspension-exécution qui fonde l'action par projet, mais aussi d'appréhender son caractère marquant, indélébile. Pour le cas de Kuannersuit, les lois d'encadrement de l'uranium et les collaborations internationales en sont des témoins. Le projet de Greenland Minerals peut s'effondrer, les sillons de l'uranium et du nucléaire restent. À Narsaq, la mémoire du territoire agrège dix années de suspension, d'altération de la transmission de certaines pratiques d'exploitation (collecte de pierre et de baies, chasse), et de baisse de la fréquentation de zones telles que le lac et la vallée de Kuannersuit. Alors que ces éléments pourront voir des tendances inverses et continuer à se métamorphoser, les plans régionaux d'aménagement du tourisme et de l'industrie minière fixés durant le gouvernement de Siumut et son soutien à Greenland Minerals cimentent durablement les effets du projet. L'économie et l'industrie sud-groenlandaises sont partiellement organisées autour d'une production qui ne verra pas le jour.

Alors que j'écrivais les derniers chapitres de la thèse, qui acheminaient tous vers cette conclusion, les événements politiques et législatifs qui bouleversent le Groenland en 2021 renforcent mes impressions. Une action durable sur les terres est, ou a été, engendrée par la situation en projet². En effet, en décembre 2020 le gouvernement de Siumut accepte tous les documents de candidature à une licence d'exploitation de la compagnie Greenland Minerals et conduit la dernière consultation publique avant délivrance, ou non, d'un permis. Cette décision suscite une vive opposition nationale, qui prend alors une mesure jamais atteinte jusque-là. La population et la municipalité sud-groenlandaises, les partis politiques et les organisations syndicales et associatives défendent d'abord le report post-Covid des réunions, dans le but d'éviter toute restriction à la participation citoyenne. Face au refus de la coalition de Siumut, le mouvement remet ensuite en cause le processus administratif et la légitimité même des élus pour prendre ce type de décision. Entre janvier et mars 2021, le gouvernement devient minoritaire et, à la démission du Ministre des ressources et de l'énergie sous la pression sociale, de nouvelles élections sont annoncées. Au terme d'un mois de campagne marqué par les positions des uns et des autres par rapport au projet de Kuannersuit et aux politiques uranifères, le parti Inuit Ataqatigiit sort vainqueur. Il compose une coalition avec le parti Partii Naleraq et, ensemble, ils placent les questions de démocratie minière et les

2 L'histoire qui suit s'appuie sur le suivi des réseaux sociaux ainsi que les articles de presse qui relatent les événements. Voir notamment : KNR « Borgermøde om Kuannersuit starter den 22. januar » le 5 janvier 2021 ; KNR « Borgermøder om Kuannersuit er udskudt til februar » le 12 janvier 2021 ; KNR « Forening: Udsæt borgermøder om Kuannersuit » le 18 janvier 2021 ; KNR « Lokal siumutter trækker støtte til Kuannersuit-projekt » le 22 janvier 2021 ; KNR « Naalakkersuisoq trodser bombetrusler: Borgermøder afholdes » le 30 janvier 2021 ; KNR « Naalakkersuisut har modtaget bombetrusler på grund af Kuannersuit » le 29 janvier 2021 ; KNR « Råstofdepartement: God skik at fastholde borgermøder » le 2 février 2021 ; « Jens Frederik Nielsen: Vi bliver væk fra borgermøder for borgernes skyld » le 2 février 2021 ; KNR « Kommunalpolitikere i Syd kan ikke genkende udlægning fra Naalakkersuisut » le 4 février 2021 ; KNR « Stille demonstration fra Urani Naamik i Narsarsuaq » le 5 février 2021 ; KNR « 141 miljøorganisationer protesterer mod Kuannersuit-mine » le 10 février 2021 ; KNR « Demonstration prægede borgermøde om omstridt mineprojekt » le 10 février 2021.

politiques de restriction de l'uranium au cœur de leurs premières démarches. Ils allongent de plusieurs mois la période de consultation du projet de Greenland Minerals et lancent de nouvelles réunions publiques à la fin de l'été. À l'automne, ils présentent au Parlement un projet de loi de limitation de l'exploitation de l'uranium en contexte minier, votée en novembre dans une division qui n'est pas sans rappeler celle de l'abrogation de la tolérance zéro en 2013. Ces mesures annoncent la fin de l'ère de l'uranium et du projet de Kuannersuit, mais visibilisent aussi les sillons qu'ils ont creusé et l'état frontalier dans lequel se retrouve pris le pays.

À l'été 2021, je suis la consultation de Kuannersuit. Je réalise alors l'intervention systématique d'un nouveau groupe d'acteurs, les professionnels du secteur minier. Des spécialistes en géologie et ingénierie ainsi que des individus se qualifiant d'« experts » affiliés à des compagnies minières émettent des avis sur les aspects physiques, chimiques et techniques du projet minier³. Leur participation indique un affermissement de la zone frontière et une massification des projets miniers sur le territoire. De leur côté, les opposants au projet mettent en lumière par des dessins et des descriptions de leurs pratiques de l'espace les impacts du projet sur leur vie⁴. Ils essaient de montrer les effets immédiats et anticipés de l'enclosure à l'œuvre. Jamais auparavant je n'avais perçu aussi clairement l'exercice de redéfinition des terres et la cheville ouvrière qu'y représentent les projets. En dépit de l'élection d'une coalition fermement opposée au projet de Kuannersuit et à l'exploitation uranifère, la continuation des processus administratifs et la participation des acteurs du secteur minier soulignent le caractère irrévocable des reconfigurations sur les terres au gouvernement d'État.

L'étude que je mène de la proposition de loi uranifère d'Inuit Ataqatigiit et de Partii Naleraq me convainc de façon similaire de l'impossibilité de dénouer ce que la politique uranifère et le projet de Kuannersuit ont fabriqué. La proposition « d'interdiction de la prospection, de l'exploration et de l'exploitation de l'uranium » qui tient en cinq articles montre le statut désormais inaliénable de ce minerai et de l'appréhension frontalière des terres⁵. Cette loi prohibe l'uranium en tant que ressource principale d'un projet minier, mais permet son extraction dans la limite de 100ppm, c'est-à-dire de 0,01% d'occurrence à

3 Voir par exemple : Naalakkersuisut « Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Algerd Monstavicius », « Hringssvar medr Kuannersuit Kvanefjeld Dion Monstavicius », « Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Elaine Walters », « Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Flemming Hybholt », « Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld John Abraham », Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals), février-août 2021.

4 Naalakkersuisut « Urani-Naamik-Narsaq-2 », Urani Naamik Narsaq, Contribution à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals), février-août 2021, p3 ; Naalakkersuisut « 2 Bilag til høringssvar nr 2 » Commune Kujalleq, Contribution à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals), mai 2021, p1.

5 Inatsisartut « Forslag til: Inatsisartutlov nr. [X] af [dd mm 2021] om forbud mod forundersøgelse, efterforskning og udnyttelse af uran » EM2021/23, Ministère des ressources, Projet de loi mis en consultation, juillet-août 2021. La loi qui sera votée est : Inatsisartut « Inatsisartutlov nr. 20 af 1. december 2021 om forbud mod forundersøgelse, efterforskning og udnyttelse af uran mv. » loi n°20 du 1er décembre 2021.

l'intérieur des minerais ciblés⁶. Les « ppm » représentent la quantité d'un élément en « partie par millions ». Cet indice mesure ainsi la quantité d'uranium dans un volume de minerai établi. Le projet de loi indique que le calcul s'effectue sur la ressource exploitée, et non sur l'espace minier dans son ensemble. Par exemple, pour le cas de Kuannersuit la compagnie Greenland Minerals devrait baser son calcul uniquement sur les gisements de zinc et de terres rares qu'elle extrairait, et non sur l'espace entier qu'elle détient sous licence, et dont certaines zones sont dédiées à accueillir des locaux ou des structures techniques⁷. Dans la section « commentaires » qui suit les articles de la proposition, le Ministère développe pourquoi l'uranium est limité – et pas interdit – ainsi que la raison du taux de 100ppm. Cette valeur a été retenue car elle entre en cohérence avec les limitations instaurées dans d'autres pays, ainsi qu'avec la présence moyenne de l'uranium qui est inégalement et vastement réparti sur le territoire⁸. Selon les rédacteurs, ce niveau permet le développement de mines dans *des zones à occurrence d'uranium*, et d'en maintenir des taux faibles à tous les stades de la production. Inversement, cette valeur exclut les projets qui s'établiraient dans une zone à forte concentration uranifère dans le but de se prémunir de toute altération environnementale due à la radioactivité⁹. Au regard des manifestations contre la politique uranifère du gouvernement de Siumut, auxquelles ont participé les partis actuels de coalition, cette loi m'apparaît comme une tentative d'harmonisation de la zone frontière avec les revendications pour *nuna*. D'un côté, la limitation à 100ppm mettrait un terme au projet de Greenland Minerals, car la montagne Kuannersuit recèle environ 300ppm d'uranium¹⁰. La valeur moyenne des gisements de terres rares et de zinc dépasserait la limitation légale et ne permettrait pas au projet de se transmuter en mine, répondant ainsi à la demande sociale d'interruption. D'un autre côté, la perspective de limitation et la façon dont elle est justifiée renvoient aux cadres de composition de l'uranium établis durant la décennie de Kuannersuit. Mesuré en « ppm » par rapport aux « ressources exploitées » et dans le but de permettre le développement des « activités minières », c'est l'uranium frontalier que le gouvernement d'Inuit Ataqatigiit essaie de manier. En proposant une limite permettant l'exploitation, le nouveau bureau inscrit ainsi sa loi dans la filiation des législations précédemment instituées par le bureau de Siumut. La dangerosité de l'uranium tant de fois critiquée semble maintenant contenue par ce cadrage et n'est plus perçue de façon absolue, comme c'était avant le cas. Cette loi qui fait barrage au projet de Kuannersuit mais reconnaît la nécessité de l'extraction de l'uranium pour le développement des mines m'apparaît comme le marqueur des reconfigurations définitives des terres à l'aune du régime frontalier et étatique. Plus, il semble impossible de gouverner en-dehors de ce prisme.

6 Inatsisartut, proposition de loi EM2021/23, p1 et p5-6.

7 *Ibid*, p1. La loi établit de plus que les compagnies minières ont le devoir d'informer les autorités minières des taux d'uranium au fil de leur travail, et que des amendes sanctionneraient tout manquement. Elle accorde aussi au gouvernement le droit d'imposer des restrictions sur d'autres minerais radioactifs, comme le thorium.

8 *Ibid*, p5-6.

9 *Ibid*.

10 Cette valeur revient sur les documents du gouvernement, de l'industriel, et elle est aussi reprise par les organisations d'opposition.

Parvenue là, comment envisager la vie de cailloux comme celui d'Aviaq ? En réfléchissant à cette question, je réalise que ce sont les histoires par lesquelles je suis passée pour appréhender le projet de Kuannersuit qui influencent mon regard sur les pierres groenlandaises. Pour répondre, je dois ici revenir sur la démarche d'enquête qu'a nécessité le projet minier, et que je retrouve dans ma relation à la cryolithe d'Aviaq. En l'observant, je me dit qu'il s'agit certainement de granite. Cette roche est le type le plus présent sur Terre, et elle pourrait effectivement abriter les filons de cryolithe à Ivittuut. Il me serait facile de tester mon hypothèse, mais je préfère ne pas le faire. Comme Aviaq pendant quarante ans, je me lie à cette roche avant tout par la multitude d'histoires qui la touchent. Histoires géologiques, affectives, coloniales, industrielles ou encore nationales et, désormais, personnelles. Elles sont trop nombreuses pour que je les résume ou puisse les lister de façon exhaustive, et en appelant cette pierre « granite » j'aurais l'impression de la réduire à une seule définition. Au contraire, ce « peut-être granite » vient apporter une nouvelle histoire, celle de mon enquête, celle des sentiers par lesquels j'ai cheminé pour saisir la situation de Kuannersuit.

Pour cette enquête, il m'a d'abord fallu me rendre alerte à tout ce qui pouvait relever du projet. Écouter dans toutes les directions pour sentir si je captais ce que j'ai désigné dans le manuscrit comme les « fréquences ». Basses ou hautes, proches ou lointaines, elles désignent ce que je perçois de la texture de *la situation en projet*. Ces fréquences sont celles des actes des porteurs du projet, des mesures économiques qui l'entourent, des lois qui l'encadrent, des manifestations qui s'y opposent, des reliefs miniers qu'il écrase. C'est un ensemble d'ondes éparées qui tissent un bruit de fond et nécessitent de se concentrer pour les remarquer, mais aussi, sur le terrain, de ne pas faire le tri. À l'instar de Vinciane Despret lorsqu'elle étudiait les relations entre les vivants et les morts, « j'ai déambulé dans les liens et les mises en rapports et à leur hasard » pour augmenter ma capacité d'attention à ces fréquences¹¹. Dans son enquête, la philosophe explique s'être rendue compte que la teneur des rapports avec les morts résidait dans le mode mineur, c'est-à-dire dans un ensemble de comportements et d'événements quotidiens, contrôlés ou non, et auxquels elle n'a eu accès qu'en « déambulant » au rythme de ses interlocuteurs. Elle a alors abandonné la méthode bibliographique traditionnelle pour « se laisser instruire » par les histoires et les conseils mobilisés dans les entretiens et accéder, ainsi, à ce qu'exprimaient les personnes rencontrées¹². L'ethnographie des discordances que j'ai menée relève de cette démarche où, comme la philosophe, je me suis sentie poussée vers des histoires et des littératures que je n'avais pas anticipées. Les livres et les articles de géologie et les productions juridiques sont devenus des moyens pour moi de mieux capter les fréquences du projet, de me mettre à son diapason technique. En retour, cette harmonisation m'a ensuite rendue sensible aux multiples fréquences qui assaillaient le territoire de Narsaq. Elles étaient parfois distantes, issues d'histoires imbriquées les unes aux autres, parfois immédiates, contenues dans des références directes au projet, parfois soulignées par mes interlocuteurs, parfois sorties de ma propre observation. Se sont alors dévoilées des fréquences masquées – les plans d'aménagements régionaux, les autres projets miniers qui entourent Kuannersuit, les

11 Despret, V. « Le mode mineur comme régime d'instruction et d'enquête » in Rémy Catherine (Eds.), *La Vie, mode mineur*. Presses des Mines, Paris, 2015, pp44-67. En ligne, paragraphe 44.

12 *Ibid.*

histoires que je n'ai pas toutes pu raconter. Je me suis perdue dans tous ces chemins pour saisir au plus près l'empreinte de la situation et, au retour du terrain, j'ai dû mettre en sourdine tout cet univers pour comprendre ce à quoi j'avais assisté. La mise en récit m'a permis de retranscrire et de réaménager les fréquences pour dessiner une image intelligible de cette situation de transformations globales. Dès lors, les difficultés tenaient au maintien de cette symphonie. Par où commencer ? Comment ne pas terminer ? Seul le caractère incommensurable de la pierre d'Aviaq pouvait redonner cette densité en ouvrant et clôturant ce récit, mais pas ses histoires.

Pour finalement réfléchir à l'avenir des cailloux comme celui d'Aviaq, c'est vers l'une des histoires qui le composent que je me tourne. Depuis 2007, la compagnie Eclipse Metals Ltd détient une licence d'exploration pour les terres rares de la zone d'Ivittuut. Cette expression désigne un ensemble de dix-sept éléments aux propriétés électromagnétiques exceptionnelles. Transformés en alliages, ces métaux permettent de conduire et de stocker de l'énergie, ce qui en fait des minerais indispensables des nouvelles technologies de communication et de l'information, mais également de la transition énergétique¹³. En effet, on les trouve dans les panneaux solaires, dans les éoliennes, dans les batteries des voitures et des trottinettes électriques. Ils sont considérés comme « stratégiques » et la demande du marché est en hausse constante. Les sous-sols du Groenland recèleraient entre 8 et 11% des gisements mondiaux¹⁴, et j'ai régulièrement entendu parler de ces minerais au fil de ma recherche. En décembre 2021, 16% du total des licences d'exploration industrielle portaient sur ces métaux, faisant des terres rares les ressources minières incontournables de demain. Dans un même temps, de plus en plus de travaux documentent les difficultés associées à cette production. Leur extraction est coûteuse environnementalement car les produits chimiques nécessaires à la séparation sont volatiles, polluants, et cette production donne toujours lieu, à un moment ou un autre du processus, au dégagement d'une radioactivité qui peut être nocive¹⁵. C'est ainsi une exploitation minière écologiquement et socialement complexe ainsi que des négociations industrielles et inter-étatiques primordiales qui attendent les autorités minières et gouvernementales groenlandaises. C'est à mon sens dans cette direction qu'il faut regarder si l'on veut interroger les conditions de vie des cailloux de *nuna*. Dans les projets miniers en écriture qui sont en train de fixer les conditions des prochaines mines et, du même coup, de revoir les places et les droits sur les terres de l'ensemble des occupants du territoire.

13 Pitron, Guillaume *La guerre des métaux rares*. Les liens qui libèrent, Paris, 2018, p33.

14 Charles Nicolas, Johann Tuduri, Gaétan Lefebvre, Olivier Pourret, Fabrice Gaillard, et al.. « Ressources en terres rares de l'Europe et du Groenland : un potentiel minier remarquable mais tabou ? » in Decrée Sophie et Boulvais Philippe *Ressources métalliques : cadre géodynamique et exemples remarquables*, ISTE Science Publishing Ltd; Wiley, 2021, p7.

15 Klinger, Julie Michelle *Rare Earth Frontier : from terrestrial subsoils to lunar landscapes* Cornell University Press, 2017 ; Giannuli Aldo « Le marché des terres rares » *L'esprit du temps*, « Outre-Terre », n47, Vol 2, 2016, pp214-222, p16.

Table des matières détaillée

Introduction générale.....	10
1. Le projet minier de Kuannersuit, de l'objet d'étude au miroir grossissant.....	11
2. « Une place pour les histoires » : une méthode pour saisir le projet minier.....	13
3. Localités, collectifs et organisations : les producteurs d'histoires.....	21
4. Gisements nationaux et terres communes : le récit d'un conflit pour l'occupation des terres.....	26
PARTIE I : GISEMENTS.....	33
Introduction de la partie I.....	33
Chapitre 1 - Ondes et tremblements dessinent l'empreinte de Kuannersuit.....	35
1. Tremblements de terres.....	37
<i>Le projet creuse son trou.....</i>	<i>38</i>
<i>Ilimmaasaq, Narsaq Ilua:investir des lieux disputés.....</i>	<i>41</i>
<i>« Le pays est troublé ».....</i>	<i>47</i>
2. Reliefs miniers.....	52
<i>Les tasses d'Ivittuut, les mines qui accompagnent.....</i>	<i>52</i>
<i>Orsugiak et kryolite : de la concession coloniale au village abandonné dans le fjord d'Arsuk.....</i>	<i>57</i>
<i>Le charbon de Qullissat, le plomb de Maarmorilik, l'aluminium de Maniitsoq Des abus socio-environnementaux aux nouvelles problématiques minières.....</i>	<i>63</i>
3. Sillons de « l'éclaireur ».....	68
<i>L'uranium, de « l'éclaireur » au faiseur de chemin (2007-2013).....</i>	<i>69</i>
<i>Fabriquer la mine, capter les ondes radioactives (2014-2017).....</i>	<i>74</i>
<i>Dire oui à l'empreinte de Kuannersuit (2018-2021).....</i>	<i>78</i>

Chapitre 2 - « Ils ont volé nos terres » Gouvernement, exploitation et structuration du territoire durant la colonisation.....83

1. Des débuts chaotiques à l'implication des rois : appropriation idéologique et occupation du territoire groenlandais par la Couronne danoise, 1721-1782.....85
 - Mission évangélisatrice, concession marchande et revendication royale : les instables premiers pas des colons (1721-1782).....85*
 - L'Ordre de 1782, les bases de la colonisation systématique.....91*

2. Hégémonie culturelle et politique coloniale : les reconfigurations économiques et sociales du Groenland au XIX^{ème} siècle.....94
 - Bureaucratie coloniale et concentration urbaine (1800-1850).....94*
 - La politique de « retraditionnalisation » : du chasseur au travailleur (1850-1900)....98*
 - Conseils de gardiens, différenciation genrée et productivité : la formation d'une classe moyenne hégémonique.....103*

3. La danisation du territoire au XX^{ème} siècle : l'armature matérielle de la nation groenlandaise.....108
 - L'acte de 1908 : composer la géographie du capital.....109*
 - L'émancipation : des « cols-blancs » aux « Nouveaux Groenlandais ».....113*
 - La fin du colonialisme : intégration et industrialisation.....118*

Chapitre 3 - L'indépendantisme minier, de la projection à l'exécution d'un programme politique.....126

1. De la « population » au « gouvernement » du Groenland : encadrement et différenciation des droits sur les sols et les sous-sols.....129
 - L'émergence des revendications autonomistes.....129*
 - La « population du Groenland » : l'instauration d'un statut juridique et politique d'exception.....132*
 - Des ressources minérales aux revendications sur les terres.....136*
 - Les « droits fondamentaux » des Groenlandais sur « les ressources naturelles » : un point d'ancrage vers l'indépendance.....141*
 - La groenlandisation des minerais et de leur administration.....144*
 - Le régime indépendantiste de 2009 et la réforme minière :*

<i>les bases légales de l'indépendantisme minier</i>	148
2. La « surchauffe » des mines et des projets, un régime technopolitique pour l'indépendantisme minier.....	154
<i>Des sous-sols à la surface : les effets directs des activités minières réformées</i>	154
<i>Les « projets à grande échelle » pour l'optimisation économique, technique et politique des sous-sols</i>	159
<i>La « surchauffe », de la résolution d'un paradoxe à l'exécution de l'indépendantisme minier</i>	162
<i>Accentuation des politiques industrielles et restauration de droits d'exceptions : les terres en tension</i>	167
Conclusion de la partie I.....	173
PARTIE II : FILONS	175
Introduction de la partie II.....	175
Chapitre 4 - De la montagne occupée à la montagne expertisée : les régimes d'appréhension de Kuannersuit s'entrechoquent	178
1. Quand le trou dans la montagne révèle les traces et les sources du régime géologique.....	181
<i>Jusqu'à la bouche de la mine abandonnée : sentir les discordances</i>	181
<i>Où l'on parle cailloux et colonialisme : conquérir l'île par les explorations</i>	188
<i>Gardar, Ilimaussaq, Kvanefjeld... La requalification d'un territoire</i>	193
<i>Trous, puits et ferrailles : les traces persistantes du régime géologique</i>	197
2. L'industrie en héritage : la mine abandonnée contribue à forger une solidarité territoriale.....	201
<i>Raconter la ville par l'espace et le travail</i>	201
<i>L'imprimerie de Narsaq, quand les voix étaient entendues</i>	205
<i>Des crevettes et du bétail au temps d'une production industrielle mémorable</i>	207
<i>Les filons de Kuannersuit : une relance industrielle saluée</i>	210
<i>La fermeture du « tunnel », le souvenir persistant de « la mine »</i>	215

3. Expertise et catégorisation spatiale : le projet déracine la montagne.....	218
<i>L'ingérence des « experts » du gouvernement.....</i>	218
<i>Du sens du vent aux chemins invisibles, des régimes discordants s'affrontent.....</i>	222
<i>Physique de la discordance.....</i>	226

Chapitre 5 - Des inquiétudes, un lac et des déchets.

Le territoire du projet est affecté.....	231
1. Un horizon « mitigé ».....	234
<i>« Si la mine ouvre » : des éleveurs qui déménagent.....</i>	234
<i>La mitigation pour perspective.....</i>	240
<i>Rejeter, ensemble, la radioactivité.....</i>	242
<i>Certitude et incertitudes radioactives.....</i>	245
2. Le régime industriel bouscule les frontières.....	248
<i>« taseq », « Taseq lake » et « Tailings storage facility ».....</i>	249
<i>Kuannersuit, tant qu'il est encore temps.....</i>	257
3. « Un vacarme irréprouvable ».....	264
<i>L'eau face au péril radioactif.....</i>	264
<i>Pour dix mille ans et plus : la péninsule sous régime radioactif.....</i>	268

Chapitre 6 - Le projet de Kuannersuit depuis Narsap Ilua :

Narsaq et ses montagnes affectées au secteur minier.....	278
1. « Au pied d'une montagne vaporeuse... ».....	281
2. La construction du tourisme sur la Terre d'Erik le Rouge : la catégorisation physique, administrative et idéologique de l'espace.....	286
<i>Des années 1960 à la fin de siècle : des liens économiques solides sur La terre d'Erik le Rouge.....</i>	286
<i>Les années 2000 : les Vikings s'installent à Qassiarsuk.....</i>	288
<i>Les touristes pour les uns, les mines pour les autres : catégoriser l'espace.....</i>	293
<i>« Narsaq n'est plus que l'ombre d'elle-même » : la réforme territoriale de 2009.....</i>	296
<i>Les touristes sur les traces des moutons et des Vikings.....</i>	298
3. Les pierres patrimonialisées renforcent les pierres minées.....	301

<i>Kujataa : a subarctic farming landscape in Greenland. Mettre en récit la région.....</i>	301
<i>Les pierres patrimonialisées légitiment la partition du territoire.....</i>	307
<i>Revendiquer les pierres de Narsap Ilua et de Kuannersuit : des stratégies pour ouvrir la voie à d'autres projets pour le territoire.....</i>	312
<i>Le parc et ses périphéries industrielles, perspectives de l'exploitation.....</i>	316
Conclusion de la partie II.....	324
PARTIE III : STRATES.....	326
Introduction de la partie III.....	326
Chapitre 7- Classification, marchandisation et régulation des minerais :	
la « zone frontière » organise les strates de la nation groenlandaise.....	329
1. Recensement et promotion des minerais : la zone frontière redessine les contours du Groenland.....	333
<i>Les dispositions de la zone frontière : un territoire autonome sous-exploré à exploiter.....</i>	334
<i>1991-2001 : la zone frontière fonde une ressource nationale.....</i>	340
<i>Cartographies géologiques, géochimiques et géophysiques : le Groenland en volume.....</i>	345
2. La zone frontière comme idéologie et industrie structurantes.....	352
<i>« En tant que zone frontière », un état commercial.....</i>	352
<i>Les ressources minières, un secteur « moteur du développement social ».....</i>	356
<i>« Fais de la géologie ! » : rassembler les citoyens autour de la zone frontière.....</i>	360
<i>Des certificats minéralogiques et des géodonnées pour la diffusion du volume national.....</i>	364
3. L'uranium groenlandais, le minerai qui n'en serait jamais un.....	366
<i>L'uranium nucléaire, une histoire de souveraineté coloniale.....</i>	367
<i>L'uranium des souterrains, un allié du territoire frontalier.....</i>	371
<i>L'uranium légal, le régime d'Autonomie renforcée s'affirme par le gouvernement du minerai.....</i>	376
<i>L'uranium en sous-produit, les propriétés physiques télescopent</i>	

<i>les propriétés politiques</i>	379
Chapitre 8 - « Au Groenland, <i>nuna</i> n'appartient à personne » ?	
Les projets miniers scellent un pouvoir d'État.....	383
1. L'enclosure des communs : la production du territoire de l'État altère <i>nuna</i>	386
<i>Légaliser les roches rouges d'Aappaluttoq : la fin des « droits fondamentaux »</i>	387
<i>Exploiter les gisements d'Isukasia : l'effondrement des terres communes</i>	395
<i>Disposer des filons de Kuannersuit : l'enclosure assoit une réforme foncière</i>	400
<i>Des communs pour <i>nuna</i></i>	405
<i>La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones : une traduction légale de <i>nuna</i> ?</i>	408
2. Légalisation, consultation et représentation : le gouvernement public des terres.....	412
<i>Gouverner par la procédure : légiférer</i>	412
<i>Gouverner par la procédure : consulter</i>	416
<i>Déchets radioactifs, terrorisme nucléaire et rayons ionisants : l'armature légale produit des filons exploitables</i>	423
<i>La légalité de l'uranium et du Gouvernement : l'affirmation d'un pouvoir d'État</i>	426
<i>La « démocratie représentative » garante des rapports légitimes aux terres</i>	431
Conclusion de la partie III.....	/437
Conclusion générale.....	439
Table des matières détaillée.....	447
Table des figures.....	453
Bibliographie.....	454
Résumé Abstract.....	486

Table des figures

Figure 1 : Pendentif d'Aviaq.....	2
Figure 2 : Le Groenland – Nuuk et Narsaq.....	15
Figure 3 : Région d'implantation du projet de Kuannersuit.....	17
Figure 4 : Carte pédestre de Narsaq.....	177
Figure 5 : Chemin traversant Narsap Ilua vers le complexe montagneux Ilimmaasaq.....	181
Figure 6 : La bouche de la mine abandonnée de Kuannersuit.....	187
Figure 7 : « Inlandsis soudé, Sud Groenland 1878 ».....	190
Figure 8 : Fermes avoisinant le projet de Kuannersuit.....	238
Figure 9 : Carte des familles agropastorales, mars 2015.....	243
Figure 10 : La péninsule de Narsaq.....	249
Figure 11 : Projection de la mine de Kuannersuit.....	250
Figure 12 : La <i>Tailings Storage Facility</i>	254
Figure 13 : Le remblai de fermeture de la <i>Tailings Storage Facility</i>	256
Figure 14 : Réseau d'eau de Narsaq.....	261
Figure 15 : Alimentation en eau potable de Narsaq.....	267
Figure 16 : Le lac durant la phase d'opération.....	270
Figure 17 : Le lac durant la phase de post-fermeture.....	273
Figure 18 : Le village de Qassiarsuk – les reconstitutions au premier plan.....	290
Figure 19 : Les sites sud-groenlandais classés à l'Unesco.....	302
Figure 20 : Carte des licences minières en novembre 1998.....	342
Figure 21 : Carte géologique du Groenland, 2001.....	344
Figure 22 : Carte géologique du sud du Groenland, 2002.....	347
Figure 23 : L'uranium du territoire groenlandais.....	373
Figure 24 : Les roches uranifères du territoire.....	374

Bibliographie

- AAGE Hans, « Alcohol in Greenland 1951-2010: consumption, mortality, prices », in *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, 2012, p. 18-44.
- ABÉLÈS Marc, *Anthropologie de l'Etat*, Armand Colin., Paris, « Anthropologie au présent », 1990.
- ACKRÉN Maria, « Public Consultation Processes in Greenland Regarding the Mining Industry », in *Arctic Review on Law and Politics*, n° 1, vol. 7, 23 mai 2016.
- ACKRÉN Maria et NIELSEN Rasmus Leander, « The political economy of uranium in Greenland : it's not elemental at all », Oslo, Conférence ECPR, 2017.
- ALBRECHTSEN Bo et ET ALL., *Management plan 2016-2020 – Kujataa, a subarctic farming landscape*, Greenland National Museum and Archives, Kujalleq Municipality, Ministry of Education, Culture, Research and Church, 2016.
- AMOUGOU Emmanuel, *La question patrimoniale. De la « patrimonialisation » à l'examen des situations concrètes*, L'Harmattan., Paris, 2004.
- ANDERSEN Benedict, *Imagined communities Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso., Londres, 1983.
- APPEL P. et SECHER Karsten, « Gemstones of Greenland », in *Exploration and mining in Greenland*, n° 7, janvier 2007, Série « Ore and Geology », Bureau of Minerals and Petroleum, Gouvernement du Groenland, GEUS.
- ARMOUR-BROWN A., TUKIAINEN T. et WALLIN B., *The South Greenland uranium exploration programme*, INIS (International Nuclear Information System), Rapport n°18, Vol 14, 1982.
- ARNFRE Signe, « Investigating gender in the Greenland process of modernization », in *NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, n° 1, vol. 2, 1994, p. 12- 27.
- ARNFRE Signe et BRANSHOLM PEDERSEN Kirsten, « From Female Shamans to Danish Housewives: Colonial Constructions of Gender in Greenland, 1721 to ca. 1970 », in *NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, n° 4, vol. 23, 2015, p. 282- 302.
- ASMUND Gert, *Information about uranium in Greenland March 2015*, <https://www.isaaffik.dk/information-about-uranium-greenland-march-2015> , 7 avril 2015, consulté le 4 mars 2020.

- ATUAGAGDLIUTIT/GRØNLANDPOSTEN, « Muligheden for vandkraft til uranminen undersøges », n° 12, vol. 122, 24 mars 1982.
- ___, « Atter boringer efter uran i Kvanefjeld », n° 12, vol. 108, 24 mars 1982.
- ___, « Forslag om at placere uranfabrik ca. 100 km nordøst for Narssaq by », n° 31, vol. 120, 31 juillet 1980.
- ___, « 14 mand graver sig een kilometer ind i Kvanefjeldet », n° 26, vol. 120, 26 juin 1980.
- ___, « Risø bygger uranfabrik som forsøg », n° 49, vol. 119, 6 décembre 1979.
- ___, « En international konference om uranudvinding i København », n° 39, vol. 119, 27 octobre 1979.
- ___, « Politisk beslutning om uranen i 1977 », n° 41, vol. 114, 17 octobre 1974.
- ___, « Kvanefjeldets uran skal drive atomkraftværker », n° 3, vol. 114, 17 janvier 1974.
- ___, « Grønlands uran får en chance », n° 16, vol. 107, 3 juillet 1967.
- ___, « Mulighed for udnyttelse af uranmalmen i Grønland », n° 16, vol. 106, 4 juillet 1966.
- BABELON Jean-Pierre et CHASTEL André, *La notion de patrimoine*, L. Lévi., Paris, 1994.
- BALLARD C.H. et BANKS A.G., « Resource wars : the anthropology of mining », in *Annual review of anthropology*, 2003, p. 287- 313.
- BATZAN Juan et ET ALL., « Life on thin ice: Insights from Uummannaq, Greenland for connecting climate science with Arctic communities », in *Polar Science*, vol. 13, 2017, p. 100- 108.
- BÉDARD Mario, *Le paysage. Un projet politique*, Presses de l'Université du Québec., Québec, 2009.
- BELLIER Irène, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance.*, L'Harmattan., Paris, 2013.
- ___, *Autochtone*, EspaceTemps.net, 9 février 2009, consulté le 15 octobre 2021.
- BENSAÏD Daniel, *Marx et le vol du bois : du droit coutumier des pauvres au bien commun de l'humanité*, <https://www.danielbensaid.org/Marx-et-le-vol-de-bois-du-droit-coutumier-des-pauvres-au-bien-commun-de-l>, janvier 2007, consulté le 30 septembre 2021.
- ___, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, La Fabrique Editions., Paris, 2007.
- BERG M. J. A. VAN DEN, *When will the waiting end ? A cas study on experienced effects of the*

- possibility of a mining project in South Greenland.*, Master of Science in International Development Studies, the Netherlands, Wageningen University, 2017.
- BERLINER David et BORTOLOTTI Chiara, « Introduction. Le monde selon l'Unesco », in *Gradhiva*, vol. 18, 2013, p. 1- 17.
- BETAK Jens, « Greenland Minerals betaler regning og undgår inkasso », in *KNR (Kalaallit Nunaata Radioa)*, 14 sept. 2019.
- ___, « Miljøstyrelsen og GML er i slagsmål om miljørapporter », in *KNR (Kalaallit Nunaata Radioa)*, 10 sept. 2019.
- BJØRN AAEN Sara, *Democratic legitimacy in consultation processes associated with large-scale projects in Greenland*, s.l., Syndicat des travailleurs (Kalaallit Nunaanni Sulisitsisut Peqatigiiffiat), 2012.
- BJØRST Lill R., « Uranium: The Road to “Economic Self-Sustainability for Greenland”? Changing Uranium-Positions in Greenlandic Politics » in *Northern Sustainable: Understanding and Addressing Change in the Circumpolar World*, FONDAHL Gail et WILSON Gary (dir.), Springer, 2017, p. 25- 34.
- ___, « Saving or destroying the local community? Conflicting spatial storylines in the Greenlandic debate on uranium », in *The Extractive Industries and Society*, n° 1, vol. 3, 2016, p. 34- 40.
- BJØRST Lill R. et RODON Thierry, « Progress stories and the contested making of minerals in Greenland and northern Québec », in *The Extractive Industries and Society*, juin 2021, p. 100941.
- BLANC Guillaume, *Une histoire environnementale de la nation*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2016.
- BOBBETTE A. et DONOVAN A., « Political geology: An introduction » in *Political geology: Active stratigraphies and the making of life*, BOBBETTE A. et DONOVAN A. (dir.), Palgrave Macmillan., Cham, Switzerland, 2019, p. 1- 34.
- BOISSONNAS Jean et OMENETTO Paolo, « Mineral Deposits within the European Community », in *Society of Geology applied to mineral deposits*, n° 6, 1988.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard., Paris, « NRF Essai », 1999.
- BOUTINET Jean-Pierre, *Anthropologie du projet*, 2nde édition., Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2012, 464 p.
- ___, « La figure du projet comme forme hybride de créativité », in *Champ social*, n° 5, vol. 1, 2012, p. 7- 20.
- BRAUN B., « Producing vertical territory: Geology and governmentality in late Victorian

- Canada », in *Ecumene*, n^o 1, vol. 4, 2020, p. 7- 46.
- BREINHOLT Larsen Finn, NIELSEN Karen et PUGH Marie, « Grønlandsk råstofpolitik - grønlandsk indflydelse? », in *Politica*, n^o 1, vol. 17, 1985, p. 96- 113.
- BREUM Martin, « Greenland's premier is ousted from party leadership by a rival promising stronger pursuit of independence », in *Arctic Today*, 30 nov. 2020.
- BRICHET Natalia, « A piece of Greenland? Making marketable and artisan gemstones », in *Anthropological journal of european cultures*, n^o 1, vol. 29, 2020, p. 80- 100.
- ___, « Timely rubies. Temporality and Greenlandic gems », in *The Extractive Industries and Society*, n^o 2, vol. 5, 2018, p. 2214-790X.
- BRØBERG Randi, *Uranimik aatsitassanillu qinngornilinnik allanik piiaanermik "attueqqusinngilluinnarnermik" inatsisartut UKA 13-imit atuutilersumik akuersissuteqarnissaat pillugu Inatsisartut aalajagiiffigisassaannut.*, Partii Inuit, Intervention parlementaire, Proposition UKE13/106, 2013.
- BRØNS Malik, « Fåreholdere og forening er bekymrede for mineprojekt i Kuannersuit », in *KNR* (Kalaallit Nunaata Radioa), 3 avr. 2020.
- BRØSTED Jens, « Territorial Rights in Greenland: Some Preliminary Notes », in *Arctic Anthropology*, n^o 1/2, vol. 23, 1986, p. 325- 338.
- ___, « Grønlands forsvar Arealanvendelse og forsvarsanlæg i Grønland - hvem bestemmer? », in *Tidsskriftet Grønland*, n^o 1, 1984.
- BRØSTED Jens et FÆGTEBORG Jens, *Thule, fangerfolk og militæranlæg, en retlig-historisk undersøgelse af Thule basens anlæggelse*, Kbh.: Akademisk Forlag, « Thules flytning og befolkningens erstatningskrav », 1987.
- BUREAU FOR INATSIARTUT, *Aqqaluks Plads*, Brochure de visite du Parlement groenlandais, Édition parlementaire, Nuuk, 2014.
- BUREAU OF MINERALS AND PETROLEUM, *Information om Kvanefjeldet i forlængelse af Landsstyrets uranredegørelse*, Nuuk, Inatsisartut, Råstofdirektoratet, rapport d'information parlementaire, 2008.
- ___, *Orientering om Landsstyrets redegørelse om uran*, Nuuk, Inatsisartut, Råstofdirektoratet, rapport d'information parlementaire, 2008.
- BURGWALD Jon, *Greenpeace hørings svar til forhøring af Kuannersuit (Kvanefjeld) projektet i Sydgrønland*, Greenpeace Nordic, 2014.
- CALLON Michel, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technologique*, Seuil., Paris, 2001.

- CAVELL Janice, « Historical evidence and the Eastern Greenland case », in *Arctic*, n° 4, vol. 61, 2008, p. 433- 441.
- CHAMBRU Mikaël, « Gabrielle HECHT (2016), Uranium africain. Une histoire globale », in *Communications*, n° 2, vol. 34.
- CHARBONNIER Pierre, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques.*, Paris, La Découverte, 2020, 464 p.
- _____, *Abondance et liberté*, La Découverte., Paris, 2019.
- CHARLES Nicolas, TUDURI Johann et LEFEBVRE Gaétan, « Ressources en terres rares de l'Europe et du Groenland : un potentiel minier remarquable mais tabou ? » in *Ressources métalliques : cadre géodynamique et exemples remarquables*, DECRÉE Sophie et BOULVAIS Philippe (dir.), ISTE Science Publishing Ltd; Wiley, 2021.
- CHARTIER Daniel, « Chronologie culturelle du Groenland » in *Je ferme les yeux pour couvrir l'obscurité*, BERTHELSEN Kelly (dir.), Presse de l'Université du Québec., Québec, « Jardin de givre », 2015.
- CHOYT Marc, *The politically hot Greenland ruby*, www.fairjewelry.org/the-politically-hot-greenland-ruby/, 25 septembre 2008, consulté le 7 août 2020.
- CLAUSEN A., *Ujarassiorit 2008 – The Mineral Hunt in Greenland - Grønlands mineralkonkurrence*, Nuuk, Naalakkersuisut, Råstofdirektoratet, compte-rendu de la course de 2008, 2009.
- CLAUSEN A. et STENDHAL, H., « Ujarassiorit. The National Mineral Hunt », in *Fact Sheet - Exploration and mining in Greenland*, Geological Survey of Greenland et Bureau of Minerals and Petroleum (éd.), n° 21, 2009.
- COLLIGNON Béatrice, « Les toponymes inuit, mémoire du territoire : étude de l'Histoire des Inuinnait », in *Anthropologie et société*, n° 2- 3, vol. 26, 2002, p. 45- 69.
- _____, « Esprit des lieux et modèles culturels. La mutation des espaces domestiques en arctique inuit », in *Annales de géographie* Armand Colin (éd.), n° 620, 2001.
- _____, *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Éditions L'Harmattan, 1996, 256 p.
- COLLIOT-THÉLÈNE Catherine, *La sociologie de Max Weber*, La Découverte., Paris, 2006.
- COMMISSION ÉCONOMIQUE, *Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, Inatsisartut, rapport parlementaire de la commission économique au regard de la proposition EM2012/157, proposition originale Siumut 2009/148, 2012.
- COMMUNE KUJALLEQ, *Planstrategi 2015 for Kommuneplan 2016-2028*, Kujalleq, rapport municipal, 2015.

- ___, *Velkommen til Kommune Kujalleq*, Brochure municipale, non datée.
- ___, Site internet *Kujalleq*, https://www.kujalleq.gl/?sc_lang=da, consulté le 13 juillet 2021.
- COUSIN Saskia, « L'Unesco et la doctrine du tourisme culturel », in *Civilisations*, vol. 57, 2008, p. 41- 56.
- ___, « De l'UNESCO aux villages de Touraine : les enjeux politiques, institutionnels et identitaires du tourisme culturel », in *Autrepart*, n° 4, vol. 40, 2006, p. 15- 30.
- ___, *L'identité au miroir du tourisme. Usages et enjeux des politiques de tourisme culturel.*, Sciences de l'homme et société, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2003, (dactyl.).
- CRONON William, *Nature et récits. Essais d'histoire environnementale*, Dehors., Paris, 2016.
- ___, « Le problème de la wilderness, ou le retour vers une mauvaise nature », in *Ecologie & politique*, n° 1, vol. 38, 2009, p. 173- 199.
- ___, *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, W.W. Norton&Co., New York, 1996.
- ___, « A place for stories : nature, history and narratives », in *The journal of american history*, n° 4, vol. 78, 1992, « Bloomington, Organization of american historians », p. 1347- 1376.
- ___, *Changes in the land. Indians, colonists and the ecology of New Englan*, Hill and Wang., New York, 1983.
- CUMMINS Jessica, *Greenland Minerals progresses Environmental Impact Assessment for Kvanefjeld Rare Earth Project*, in ProactiveInvestors, 20 janvier 2020, consulté le 28 mars 2020.
https://www.proactiveinvestors.com.au/companies/news/910964/greenland-minerals-progresses-environmental-impact-assessment-for-kvanefjeld-rare-earth-project-910964.htmlfbclid=IwAR2wpcggn2pRTbfq9UKZ_wdL6VyqIHQ5AMiOMAtkBEIMq0m50UKNXi3Zol0
- D'AGATHA John, *About a mountain*, W. W. Northon&Company., New York, Londres, 2010.
- DAHL Jens, *Saqqaq. An Inuit hunting community in the Modern World.*, University of Toronto Press., Toronto, 2000.
- ___, « Minedrift og samfundt », in *Tidsskriftet Grønland*, n° 9, 1974, p. 285- 292.
- D'ANGELO Lorenzo et PIPPERS Robert J., « Mining temporalities : an overview », in *The Extractive Industries and Society*, n° 2, vol. 5, 2018, p. 215- 222.
- DAVIDSEN Ole J., *Ujarassiornissamut tusarniaanermut akissutigiumasaq*, Narsaq, NAPP-Narsaq, 2014, Contribution à la pré-consultation du projet de Kuannersuit.

- DAVIES William, WRIGHT Samuel et VAN ALSTINE James, « Framing a “Climate Change Frontier”: International News Media Coverage Surrounding Natural Resource Development in Greenland », in *Environmental Values*, n° 4, vol. 26, 2017, p. 481-502.
- DAWES Peter, « Meeting the role of a modern geological survey: GGU’s publication and data service », in *Rapp. om Grønlands geol. Unders.*, vol. 160, 1994, p. 10- 17.
- DEMMER Christine, « Nationalisme minier kanak et reconstruction postcoloniale du secteur nickel en Nouvelle-Calédonie », in *Cahiers Jaurès*, 2018, p. 35- 52.
- DEMMER Christine et SALOMON Christine, *Emancipations kanaks*, Ethnies 37-38., Paris, 2015.
- _____, « Droit coutumier et indépendance Kanak », in *Vacarme*, n° 63, vol. 3, 2013, p. 63-78.
- DEMMER Christine et TREPIED Benoit, *La coutume kanak dans l’État. Perspectives coloniales et postcoloniales sur la Nouvelle-Calédonie*, L’Harmattan., Paris, « Cahiers du Pacifique Sud Contemporain - Hors Série 3 ».
- DESPRET Vinciane, « Le mode mineur comme régime d’instruction et d’enquête » in *La Vie, mode mineur*, RÉMY Catherine (dir.), Presses des mines., Paris, 2015, p. 44- 67.
- DI MEO Guy, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », in *Espaces et sociétés*, n° 78, 1995, p. 15- 34.
- DI MEO Guy, CASTAINGS J.P. et DUCOURNAU C., « Territoire, patrimoine et formation sociospatiale » in *Annales de géographie*, 1993, vol. 102/, p. 472- 502.
- DOYLE Ian et LOWE Samuel, *Crating a prosperous and inclusive gemstone industry in Greenland*, Fair Jewellery Action, rapport d’étude de la situation groenlandaise d’Aappaluttoq, 2013.
- EABRASU Marian, « Les états de la définition wébérienne de l’État », in *Raisons politiques*, n° 45, vol. 1, 2012, p. 187- 209.
- EDVARDSSON Ragnar, *Archaeological Excavations at Qassiarsuk 2005 – 2006*, Náttúrustofa Vestfjarða NABO, rapport d’étude du chantier archéologique de Qassiarsuk, Grønlands Nationalmuseum & Arkiv, 2007.
- EDWARDS J.K., SCHOFIELD E. et ARNEBORG J., « Was Erik the Red’s Brattahlíð located at Qinnua ? A dissenting view », in *Viking and Medieval Scandinavia*, vol. 6, 2010, p. 83- 99.
- EGEDE Aqqaluaq B., *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at der skal afholdes folkeafstemning om, hvorvidt der skal kunne udvindes uran eller andre radioaktive mineraler; være det som biprodukt eller som hovedprodukt, samt at der igangsættes en saglig, objektiv og neutral informationsproces, således at befolkningen inden folkeafstemningen får informeret indsigt*. UKA2018/41, Proposition parlementaire,

- Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2018.
- EGEDE Aqqaluaq B., *Forslag til inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålægges at arbejde for et forbud mod affaldsdeponering i forbindelse med udvinding af uran og andre radioaktive stoffer i Grønland*, FM2016/99, Proposition parlementaire, Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2016.
- EGEDE Hans, *Description et histoire naturelle du Groenland*, traduit par Jean-Baptiste Desroches de Parthenay, Frères C&A Philibert., Copenhagen, Danemark, 1763, 171 p.
- EGEDE Mute B., *Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159*, EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159, Réponse parlementaire du groupe Inuit Ataqatigiit à la proposition groupée EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159 de Siumut, Inatsisartut, 2015.
- ELDEN Stuart, « Secure the volume : Vertical geopolitics and the depth of power », in *Political Geography*, n° 34, 2013, p. 35- 51.
- ERHVERVSUDVALGET, *Betænkning om Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter*, , Inatsisartut, EM2012/110, rapport de la commission économique du Parlement, Inatsisartut, Nuuk, 2012.
- FAGNONI Edith, « Patrimoine versus mondialisation ? », in *Revue géographique de l'Est*, n° 3- 4, vol. 53, 2013.
- FERDINAND Malcolm, *Anthropocènes Noirs. Décoloniser la géologie pour faire monde avec la Terre*, https://www.terrestres.org/2020/06/01/anthropocenes-noirs-decoloniser-la-geologie-pour-faire-monde-avec-la-terre/#footnote_plugin_tooltip_6406_6 , 14 juin 2020, consulté le 10 décembre 2020.
- FERNANDEZ Julian, « À propos des conditions d'accession à l'indépendance du Groenland Kalaallit Nunaat », in *Annuaire français de droit international*, vol. 56, 2010, p. 413-435.
- FESTA Daniela, *Les communs*, Géoconfluences, juin 2018, consulté le 10 septembre 2021.
- FLEURY Laurent, *Max Weber*, PUF., Paris, « Que sais-je? », 2009.
- FOLKETING, *Danmarks Riges Grundlov (Grundloven)*, Loi n°169, 1953.
- FORCHHAMMER Søren, « Political participation in Greenland in the 19th Century, state hegemony, and emancipation. », in *The northern review*, n° 23, 2001, p. 38- 58.
- FREDERIKSEN Jens B., *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører.*, EM13/106.2, Réponse à la proposition parlementaire EM2013/106.2, Second traitement, Partii Naleraq, 2013.
- FRÉTIGNÉ Cédric, « Boltanski Luc, Chiapello Eve, Le nouvel esprit du capitalisme. », in

- Revue française de sociologie*, n° 1, vol. 42, 2001, p. 171- 176.
- FROST Mette, *Høringsvar til forhøring af Kuannersuit (Kvanefjeld) projektet*, Copenhague, Danemark, WWF Verdensnaturfonden, Réponse à la pré-consultation du projet de Kuannersuit, 2014.
- ___, *Greenland Last Ice Area. Potentials for hydrocarbon and mineral resources activities*, Copenhague, Danemark, WWF, rapport d'étude, 2014.
- GAD Finn, *The History of Greenland III, 1782-1803*, traduit par Charles Jones, C. Hurst&Company., Londres, 1982, vol. 3/.
- ___, *The History of Greenland*, C. Hurst&Company., Londres, C. Hurst, « The History of Greenland », 1973, vol. II/.
- GAD U.P., « Pituffik i Praksis: Nationale reskaleringer i Avanersuaq », in *Groenland (Charlottenlund)*, n° 2, vol. 6, 2017, p. 149- 167.
- GARDE A.A., « The Ketilidian orogen of South Greenland: Geochronology, tectonics, magmatism, and fore-arc accretion during Palaeoproterozoic oblique convergence », in *Canadian Journal of Earth Science*, n° 5, vol. 39, p. 765- 793.
- GATT Caroline et INGOLD Tim, « From descriptions to correspondance : Anthropology in real time » in *Design Anthropology. Theory and practises*, GUNN Wendy, OTTO Ton et SMITH Rachel Charlotte (dir.), Routledge., p. 139- 158.
- GAUDICHAUD F., « Ressources minières, “extractivisme” et développement en Amérique latine : perspectives critiques », in *IdeAs*, 2017 2016.
- GIANNULI Aldo, « Le marché des terres rares », in *L'esprit du temps*, n° 47, vol. 2, 2016, « Outre terre », p. 214- 222.
- GOLDSCHMIDT BENTZON Ditte, « Danmark: Moder eller koloniherre? », in *Fortid og Nutid: Tidsskrift for kulturhistorie og lokalhistorie [Passé et présent : journal d'histoire culturelle et d'histoire locale]*, 1987, p. 209- 224.
- ___, *Fra fanger til arbejder - Grønlands historie fra 1900 til i dag*, Aschehoug., Copenhague, Danemark, 1985.
- GRAHAM S., « Vertical geopolitics: Baghdad and after », in *Antipode*, n° 1, vol. 36, 2004, p. 12- 23.
- GREENLAND MINERALS, *Environmental Impact Assessment*, Nuuk, Naalakkersuisut, Autorité et sécurité des licences minières, « Kvanefjeld Project », Rapport d'impacts environnementaux, 2020.
- ___, *Social Impact Assessment*, Nuuk, Naalakkersuisut, Autorité et sécurité des licences minières, « Kvanefjeld Project », Rapport d'impacts sociaux, 2020.

GREENLAND MINERALS AND ENERGY, *Whiter Paper*, Nuuk, Naalakkersuisut, Bureau des minerais et du pétrole, « Kvanefjeld Rare earth, uranium and zinc project », 2015.

___, *Kvanefjeld-presentation-AMG 2007*, PowerPoint de présentation du projet de Kuannersuit à un panel d'investisseurs, www.ggg.gl, consulté le 18 juin 2020, 2007.

___, *Terms of Reference for Environmental Impact Assessment Kvanefjeld Multi-Element Project*, effectué par la compagnie Orbicon, 2011.

GREENLAND MINERALS AND ENERGY A/S, *Annual report 2015*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2015.

___, *Annual report 2019, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals*, 2019.

___, *Annual report 2018*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2018.

___, *Annual report 2017*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2017.

___, *Annual report 2016*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2016.

___, *Annual report 2013*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2013.

___, *Annual Report 2008*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2008.

___, *Annual Report 2007*, Rapport d'activité annuel de la compagnie Greenland Minerals, 2007.

___, *March 2019 Quarterly report*, Rapport d'activité trimestriel de la compagnie Greenland Minerals, 2019.

___, *December 2018 Quarterly report*, Rapport d'activité trimestriel de la compagnie Greenland Minerals, 2018.

___, *June 2016 Quarterly report*, Rapport d'activité trimestriel de la compagnie Greenland Minerals, 2016.

___, *Material for an energy efficient future*, Présentation PowerPoint pour un panel d'investisseurs, 2019.

GRØNLANDSK-DANSK SELVSTYREKOMMISSIONS, *Betænkning om Selvstyre i Grønland*, Naalakkersuisut, Commission constitutionnelle dano-groenlandaise, Nuuk, 2020.

GRONTMIJ, *Terms of Reference for Social Impact Assessment – Kvanefjeld Multi-Element Project*, Greenland Minerals and Energy A/S, Termes de références pour le projet de

- Kuannersuit, 2014.
- GULLØV Hans Christian, « Home Rule in Greenland », in *Etudes/Inuit/Studies*, n° 1, vol. 3, 1979, « revendications autochtones », p. 131- 142.
- GUNN Wendy, OTTO Ton et SMITH Rachel Charlotte, *Design Anthropology. Theory and Practice*, Routledge., 2013.
- HAAGEN Birte, « The coal mine at Qullissat in Greenland », in *Études/Inuit/Studies*, n° 1, vol. 6, 1982, « Communications », p. 75- 97.
- HAMILTON Lawrence C., LYSTER P. et OTTERSTAD O., « Social Change, Ecology and Climate in 20th-Century Greenland », in *Climatic change*, n° 1, vol. 47, 2000, p. 193- 211.
- HANSEN Anne Merild et JOHNSTONE Lorna Rachel, « In the Shadow of the Mountain: Assessing early impacts on community development from two mining prospects in South Greenland », in *The Extractive Industries and Society*, n° 2, vol. 6, 2019, p. 480- 488.
- HARHOFF Frederick, « Sécurité et politique de l'Arctique : une perspective groenlandaise », in *Etudes internationales*, n° 1, vol. 20, 1989, p. 45- 60.
- HARRIS Florence E. et TROUGHT Mary E., « Mineral trade notes », in *Mineral trade notes* Bureau of Mines (éd.), n° 2, vol. 32, janvier 1951, « Minerals division ».
- HATZFELD Hélène, « Les enjeux du paysage » in *Le paysage. Un projet politique*, BÉDARD Mario (dir.), Presses de L'université du Québec., Québec, 2009.
- HECHT Gabrielle, *Uranium africain, une histoire globale*, Seuil., Paris, 2016.
- ___, *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Amsterdam., Paris, 2014.
- ___, « The Power of Nuclear Things », in *Technology and culture*, n° 1, vol. 51, 2010, p. 1- 30.
- HEILMANN Siverth K., *Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159*, EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159, Réponse parlementaire à la proposition EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159 du gouvernement, Atassut, Inatsisartut, 2015.
- HEINICH N., *La fabrique du patrimoine : De la cathédrale à la petite cuillère*, Maison des sciences de l'homme., Paris, « Ethnologie de la France », 2009.
- HERRERA Rémy, « La colonisation vue par Marx et Engels : évolutions (et limites) d'une réflexion commune. » in *Le colonialisme*, ENGELS Friedrich et MARX Karl (dir.), Editions critiques., Paris, 2018.

- HEYMANN M., KNUDSEN H., LOLCK M.L., NIELSEN K.H. et RIES C., « Exploring Greenland: Science and Technology in Cold War Settings. », in *Scientia Canadensis*, n° 2, vol. 33, 2010, p. 11- 42.
- HIMLEY Matthew et MARSTON Andrea, « Earth politics: Territory and the subterranean – Introduction to the special issue », in *Political Geography*, vol. 88, 2021, « Introductory article for the special issue “Earth Politics: Territory and the Subterranean” », p. 102407.
- HOOGE Niels Enrik, *Threats to the Kujataa UNESCO World Heritage Site*, NOAH Friends of the Earth, 2021.
- HOROWITZ Leah, « “« Exploiter » ou « gérer » la création de Dieu ? Modèles culturels dans un projet minier en Nouvelle-Calédonie” » in *La Nouvelle-Calédonie, vers un destin commun ? Nouveaux terrains, nouveaux enjeux*, FAUGÈRE E. et MERLE I. (dir.), Karthala., Paris, 2010, p. 143- 169.
- ___, « Toward a Viable Independence? The Koniambo Project and the Political Economy of Mining in New Caledonia », in *The Contemporary Pacific*, n° 2, vol. 16, 2004, p. 287- 319.
- ___, « La micropolitique de la mine en Nouvelle-Calédonie », in *Journal de la société des Océanistes*, vol. 117, 2003, p. 254- 271.
- HOROWITZ Leah et ET ALL., « Indigenous peoples’ relationships to large-scale mining in post/colonial contexts: Toward multidisciplinary comparative perspectives », in *The Extractive Industries and Society*, n° 3, vol. 5, 2018, p. 404- 414.
- HUCTIN Jean-Michel, « Issi nuan’ ou le réconfort du froid. Une expérience thérapeutico-éducative inuite sur la banquise » in *Le froid. Adaptation, production, effets, représentations.*, CHARTIER Daniel et BORM Jan (dir.), Presses de l’Université du Québec., Québec, s.n., « Droit au Pôle », 2018, p. 235- 249.
- IGLEBAEK Odd, « Alcoa aluminium coming to Greenland », in *Nordregio*, non daté.
- INATISARTUT, *Kalâdlit-nunãne hjemmestyrepivdlugo inatsit / Lov om Grønlands hjemmestyre*, Nalunaerutit-Grønlandsk Lovsamling, Série A, n°3, loi n°577, Loi de gouvernement d’autonomie, Jørgen Peder Hansen, 1978.
- ___, *Lov om Grønlands Selvstyre, Bemærkninger til lovforslaget*, Inatsisartut, Notes introductives de la Loi de Renforcement de l’autonomie, 2008.
- ___, *Kalaallit Nunaanni Namminersorneq pillugu inatsit / Lov om Grønlands Selvstyre*, Loi de Renforcement de l’autonomie, Loi n°473 du 12 juin 2009.
- ___, *Lov om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) / Aatsitassat pillugit ingerlatallu tamatumunnga pingaarutillit (aatsitassanut ikummatissanullu inatsit)*, Loi minière, Loi n°7 du 7 décembre 2009.

___, *Lov om bygge og anlægsarbejder ved storskalaprojekter / Suliniutini angisuuni illuliortiternernik sanaartornernillu suliaasat pillugit Inatsisartut inatsisaat*, Loi des chantiers et des activités à grande échelle, Loi n°25 du 18 décembre 2012.

___, *Forslag til Inatsisartutlov om bygge-og anlægsarbejder ved storskalaprojekter*, Proposition de loi relative aux chantiers et aux activités à grande échelle, Naalakkersuisut, 2012.

INUIT ATAQATIGIIT INATSISARTUNI, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at der skal afholdes folkeafstemning om, hvorvidt der skal kunne udvindes uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, samt at der igangsættes en saglig, objektiv og neutral informationsproces, således at befolkningen inden folkeafstemningen får informeret indsigt.*, EM2018/41, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2018.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler, være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen inden folkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet.*, FM2016/97, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2016.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålægges til EM14 at fremsætte ændringsforslag til Råstofloven, således at uran og thorium defineres som nukleart materiale, også når det forekommer uforarbejdet som malm (ore), således at der i loven bliver foretaget en klar sondring i mellem radioaktive mineraler og andre mineraler, herunder også i forhold til de miljøkrav der stilles til tailings og afvikling af miner.*, EM2013/88, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2013.

INUIT ATAQATIGIIT INATSISARTUNI et DEMOKRAATIT, *Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges at afholde en landsdækkende og vejledende folkeafstemning forud for ophævelsen af nultolerancen overfor udvinding af radioaktive mineraler. Inden folkeafstemningen afholdes et landsdækkende oplysningsarbejde med baggrund i uvildige rapporter og informationer og på en måde så oplysningerne og debatten i samfundet finder sted i god tid forudgående for beslutningen.*, EM13/106, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2013.

IRONBARK ZINC LIMITED, *Relinquishment of Greenland Exploration Licences*, communiqué de presse, 2019.

___, *Quarterly activities report, period ending 30 June 2020*, rapport d'activité trimestriel, 2020.

JAMES Laura, OLSEN L.S. et KARLSDÓTTIR A., « Sustainability and cruise tourism in the arctic: stakeholder perspectives from Ísafjörður, Iceland and Qaqortoq, Greenland », in *Journal of sustainable tourism*, n° 9, vol. 28, 2020, p. 1425- 1441.

JANUSSEN Hans, « Jagten på Sydgrønlands skjulte rigdomme er gået ind », in

- Atuagagdliutit/Grønlandposten*, n° 12, vol. 100, 20 juillet 1960.
- JENSEN Carl, *Fremsættelse af lovforslag om Lov om mineralske råstoffer i Grønland*, Ministère du Groenland, Rapport n°24/11-64.
- JENSEN Erik et SØRENSEN Nuka David, « Tusagassiutinut nalunaarut », in *Kujataamiu*, 23 mars 2016 p.
- JESSEN WILLIAMSON Karla, « You inherit my heaven: Kalaallit gender relations », in *INUSSUK Arctic Research Journal*, Naalakkersuisut, Department of Education, Church, Culture and Gender Equality (éd.), vol. 1, 2011.
- JOHANSEN Lars Emil, « Greenland and the European Community », in *Etudes/Inuit/Studies*, n° 1/2, vol. 16, 1992, « Droits et pouvoirs collectifs / Collective rights and powers », p. 33- 37.
- JOHANSEN Ove et SØRENSEN LEHMANN Carsten, « Greenland's Way out of the European Community », in *The world today*, n° 7/8, vol. 39, 1983, p. 270- 277.
- JOHANSEN Poul, ASMUND Gert, RIGET Franck et JOHANSEN Kasper, *Environmental monitoring at the lead-zinc mine in Maarmorilik, Northwest Greenland, 2007*, University of Aarhus, National environmental research institute, 2008.
- JØRGENSEN Inuk, *In the shadow of the tugtupite*, Film, 2020.
- KAAE B.C., « Tourism research in Greenland » in *Tourism in Peripheries: Perspectives from the Far North and South*, JANSSON B. et MÜLLER D.K. (dir.), CABI., 2006, p. 205- 219.
- KENNEDY Gregory et ET ALL., « Environmental History and the Concept of Agency: Improving Understanding of Local Conditions and Adaptations to Climate Change in Seven Coastal Communities », in *Global Environment*, n° 2, vol. 11, 2018, p. 405- 433.
- KJÆRGAARD Thorkild, « A forgotten urban revolution : urban settlements and urbanization in Greenland, 1721-1814 » in *Urbanization in the Oldenburg Monarchy 1500-1800*, RISS Thomas (dir.), University of Greenland., Nuuk, 2013.
- KLINGER Julie, *Rare Earth Frontier : from terrestrial subsoils to lunar landscapes*, Cornell University Press., 2017.
- KNR (KALAALLIT NUNAATA RADIOA), « Kommunalpolitikere i Syd kan ikke genkende udlægning fra Naalakkersuisut », 25 oct. 2021.
- ___, « Siumut vil udskyde afklaring om Kuannersuit til efter valget », 23 févr. 2021.
- ___, « Demonstration prægede borgermøde om omstridt mineprojekt », 10 févr. 2021.
- ___, « Stille demonstration fra Urani Naamik i Narsarsuaq », 5 févr. 2021.
- ___, « Jens Frederik Nielsen: Vi bliver væk fra borgermøder for borgernes skyld », 2 févr.

2021.

- ___, « Råstofdepartement: God skik at fastholde borgermøder », 2 févr. 2021.
- ___, « Naalakkersuisoq trodser bombetrusler: Borgermøder afholdes », 30 janv. 2021.
- ___, « Naalakkersuisut har modtaget bombetrusler på grund af Kuannersuit », 29 janv. 2021.
- ___, « Lokal siumutter trækker støtte til Kuannersuit-projekt », 22 janv. 2021.
- ___, « Forening: Udsæt borgermøder om Kuannersuit », 18 janv. 2021.
- ___, « Borgermøder om Kuannersuit er udskudt til februar », 12 janv. 2021.
- ___, « Borgermøde om Kuannersuit starter den 22. januar », 5 janv. 2021.
- ___, « Fåreholdere bekymrede over mine », 10 avr. 2015.
- ___, « Rensdyravler om Kuannersuit: Vi stopper, hvis minen åbner », 14 févr. 2021.
- ___, « 141 miljøorganisationer protesterer mod Kuannersuit-mine », 10 févr. 2021.
- ___, « Demonstration prægede borgermøde om omstridt mineprojekt », 10 févr. 2021.
- ___, « Kvægavler ved Kuannersuit: Jeg har ingen aftaler med Greenland Minerals », 7 févr. 2021.
- ___, « Stille demonstration fra Urani Naamik i Narsarsuaq », 5 févr. 2021.
- ___, « Kommunalpolitikere i Syd kan ikke genkende udlægning fra Naalakkersuisut », 4 févr. 2021.
- ___, « Jens Frederik Nielsen: Vi bliver væk fra borgermøder for borgernes skyld », 2 févr. 2021.
- ___, « Råstofdepartement: God skik at fastholde borgermøder », 2 févr. 2021.
- ___, « Naalakkersuisoq trodser bombetrusler: Borgermøder afholdes », 30 janv. 2021.
- ___, « Naalakkersuisut har modtaget bombetrusler på grund af Kuannersuit », 29 janv. 2021.
- ___, « Forening: Udsæt borgermøder om Kuannersuit », 18 janv. 2021.
- ___, « Borgermøder om Kuannersuit er udskudt til februar », 12 janv. 2021.
- ___, « Borgermøde om Kuannersuit starter den 22. januar », 5 janv. 2021.
- ___, « Folket demonstrerer tirsdag og onsdag », 2013.
- ___, « Selvstyre dropper GSG », 25 janv. 2015.

- ___, « Qeqertarsuatsiaat gør sig klar til rubinerne », 3 déc. 2006.
- ___, « Folkeafstemning om ophævelse af nul-tolerance nu », 22 oct. 2013.
- ___, « Greenland Minerals betaler regning og undgår inkasso », 14 sept. 2019.
- KNUDSEN P.K., MADSEN C.K. et MYRUP M., *Archeological survey Narsaq 2010*, Nuuk, Nunatta Katersugaasivia Allagaateqarfialu (Musée nationale du Groenland et Archives), rapport de fouilles archéologiques à Narsaq, 2010.
- KRUMENACKER Yves, « Partir au Groenland au 18e siècle. Autour de la mission de Hans Egede. » in *Les conditions matérielles de la mission. Contraintes, dépassements et imaginaires XVIIe-XXe siècles*, PIROTTE Jean (dir.), Karthala., Paris, « Mémoires d'Eglises », 2005, p. 47- 58.
- KRUSE Kathrine, « Fåreholdere er imod Kuannersuit-projektet », in *Sermitsiaq.ag*, 31 mars 2015.
- ___, « Kuannersuit: VVM-udkast lever ikke op til kravene », in *Sermitsiaq.ag*, 8 nov. 2018.
- LANGGÅRD Karen, « Mathias Storch, Sinnattugaq, et son temps » in *Le rêve d'un Groenlandais*, STORCH Mathias (dir.), Presse de l'Université du Québec., Québec, « Jardin de givre », 2016.
- ___, « An examination of Greenlandic awareness of ethnicity and national self-consciousness through texts produced by Greenlanders 1860s-1920s », in *Etudes/Inuit/Studies*, n° 1, vol. 22, 1998, « Généalogie, identité et territoire », p. 83- 107.
- LASCOUMES Pierre, *Marx: du « vol du bois » à la critique du droit*, PUF., Paris, 1984.
- LE HEGARAT Thibault, *Un historique de la notion de patrimoine*, HAL, 2015.
- LE MEUR Pierre-Yves, « Le destin commun en Nouvelle-Calédonie : entre projet national, patrimoine minier et désarticulations historiques », in *Mouvements*, n° 91, vol. 3, 2017, p. 35- 45.
- ___, « Anthropologie de la mine : travailler sur/dans/avec le secteur minier en Nouvelle-Calédonie » in *Terrains océaniques : enjeux et méthodes*, FILLOL V. et LE MEUR Pierre-Yves (dir.), L'Harmattan., Paris, « Cahiers du Pacifique Sud Contemporain - Hors Série 2 », 2014, p. 175- 193.
- ___, « Réflexions sur un oxymore. Le débat sur le « cadastre coutumier" en Nouvelle-Calédonie » in *La Nouvelle-Calédonie, vers un destin commun ? Nouveaux terrains, nouveaux enjeux*, FAUGÈRE E. et MERLE I. (dir.), aris, 2010, p. 101- 127.
- LE MEUR Pierre-Yves et HERRENSCHMIDT J.B., *Politique foncière et dynamiques coutumières en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique*, Nouméa (NCL), Koné, IRD, GIE Océanide, 2016.
- LE MEUR Pierre-Yves et JACOB Jean-Pierre, *Politique de la terre et de l'appartenance: droits*

- fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du sud*, Karthala., Paris, 2010.
- LE MOUËL Jean-François, « *Ceux des mouettes* » *Les Eskimo naujâmiut: Groënland-Ouest. Document d'écologie humaine.*, Institut d'ethnologie, 1978, 322 p, (dactyl.).
- LEFEBVRE Gaétan, *Sursaut sur le marché des Terres Rares en 2017*, <http://www.mineralinfo.fr/ecomine/sursaut-marche-terres-rares-en-2017> , 17 septembre 2020, consulté le 3 mars 2020.
- LÉGLISE Isabelle et GARRIC Nicolas, *Discours d'experts et d'expertise*, Peter Lang., Paris, 2012.
- LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin., Paris, « Hors collection histoire et géographie », 2003, 1128 p.
- LINDSTRØM Merete, « Avataq: VVM skøjter hen over problemerne ved uranmine », in *KNR*, 16 oct. 2018 p.
- LLUND CLAUSEN F., *KVANE - a Kvanefeld drill core database*, Risø National Laboratory, « Risø-M », rapport d'études géologiques à Kuannersuit, 1980.
- LOCKHART Katie, « How This Abandoned Mining Town in Greenland Helped Win World War II », in *Smithsonian Magazine*, 27 déc. 2019.
- LOFTSDÓTTIR K. et JENSEN L., *Whiteness and Postcolonialism in the Nordic Region: Exceptionalism, Migrant Others and National Identities.*, Routledge., New York, 2016.
- LUND CLAUSEN F., *A Geostatistical Study of the Uranium Deposit at Kvanefeld, The Ilimaussaq Intrusion, South Greenland*, Danmarks Tekniske Universitet, Risø Nationallaboratoriet for Bæredygtig Energi., « Risø-R », rapport d'études géologiques à Kuannersuit, 1982.
- LUND Isak et FREDERICKSEN Ellen, *Mødeindkaldelse*, Qassiarsuk, SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut SPS, Déclaration de réunion publique, 2014.
- LUND Kalistat, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut sætter spørgsmålet om, hvorvidt der skal udvindes og eksporteres uran eller andre radioaktive mineraler; være det som biprodukt eller som hovedprodukt, til folkeafstemning samt om, at der igangsættes en uvildig informationsproces således at befolkningen indenfolkeafstemningen får øget indsigt i grundlaget for spørgsmålet.*, EM2016/97, Proposition parlementaire, Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2016.
- _____, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører.*, EM2013/106, 1er traitement, Réponse à la proposition EM2013/106, Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2013.
- _____, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører.*, EM2013/106, 2nd traitement, Réponse à la proposition EM2013/106, Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2013.

- LUND Niels, *Forhøring i 35 dage vedrørende projektet ved Kvanefjeldet i Sydgrønland*, Qaqortoq, SavaatillitPeqatigiit Suleqatigiissut SPS, Contribution à la pré-consultation du projet de Kuannersuit, 2014.
- LYBERTH Bjarn, *Kujataani Kuannersuarni suliniummik ulluni 35-ni tusarniaaqaarneq*, Kalaallit Nunaanni Aalisartut Piniartullu Kattuffiat, Contribution à la pré-consultation du projet de Kuannersuit, 2014.
- LYBERTH Karl, *Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, UKA2012/157, Inatsisartut, 2012.
- LYNGE Steen, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at pålægge Naalakkersuisut til 2017 at afholde vejledende folkeafstemning efter at have gennemført oplysende og debatskabende aktiviteter; at afholde vejledende folkeafstemningen om, hvorvidt der i Grønland skal kunne udvindes råstoffer med spor eller indhold af radioaktivt materiale evt. som biprodukt med en øvre grænse på 0,05procent*, FM2016/83, Proposition parlementaire, Atassut, Inatsisartut, 2016.
- MACGWIN Kevin, « Local lawmakers ask administration to reconsider site of Greenland's sixth hydroelectric dam », in *Arctic Today*, 4 septembre 2020.
- MADSEN J.C., *Udsteder og Bopladser i Grønland 1901-2000*, Forlaget Atuagkat, 2009.
- MADSEN Niels, *Greenland Moves To Formalize Arctic-Apartheid System In Gemstone Exploration*, <http://www.prweb.com/releases/2010/03/prweb3690824.htm> , 5 mars 2010, consulté le 24 novembre 2020.
- ___, *Injustice against Greenland's Inuit continues !!!*, Fairtrajdjewelry.org, 3 mars 2009.
- MAKOVICKY E., LETH NIELSEN B., KARUP-MØLLER S. et SØRENSEN Emil, *Mineralogical, radiographic and uranium leaching studies on the uranium ore from Kvanefjeld, Ilimaussaq complex, South Greenland*. Roskilde, Roskilde, Risø National Laboratory, « Forskningscenter Risø. Risø-R », rapport d'étude géologique à Kuannersuit, 1980.
- MALAUURIE Jean, *Ultima Thulé. De la découverte à l'invasion*, Edition du chêne, Hachette livre, 2000, 399 p.
- ___, *Les derniers rois de Thulé*, Plon., Paris, « Terre Humaine poche », 1989.
- MARQUARDT Ole, « Greenland's demography, 1700-2000: The interplay of economic activities and religion. », in *Etudes/Inuit/Studies*, n° 2, vol. 26, 2002, p. 47- 69.
- ___, « A critique of the common interpretation of the great socio-economic crisis in Greenland 1850-1880: The case of Nuuk and Qeqertarsuatsiaat », in *Etudes/Inuit/Studies*, n° 1/2, vol. 23, 1999, « Mémoire et histoire - Memory and history », p. 9- 34.
- ___, « The employees of the Royal Greenland Trade Department (1850-1880) », in

- Etudes/Inuit/Studies*, n° 1, vol. 20, 1996, « Nunavut, Labrador, Kalaallit Nunaat », p. 87- 112.
- MARTIN Nasstasja, *Les âmes sauvages*, La Découverte., Paris, « Sciences humaines », 2016.
- MARTIN Oliver et PIATTI Giovanna, « World Heritage and Buffer zones », in *World Heritage paper*, vol. 25, 2009, « International Expert Meeting on World Heritage and Buffer Zones Davos, Switzerland 11 – 14 March 2008 », p. 15- 26.
- MASSA Charly, BICHET Vincent, GAUTHIER Emilie, PETIT Christophe et RICHARD Hervé, « Vers l'Amérique : l'implantation médiévale scandinave de la côte sud-ouest du Groenland. Approches historiques et premiers résultats des études paléoenvironnementales », in *Peuplement et préhistoire en Amériques*, 2008, p. 181- 190.
- MATTES Johannes, « National spaces and deepest places: Politics and practices of verticality in speleology », in *Centaurus*, vol. 62, 2020, p. 670- 696.
- MAUREL Chloé, « L'UNESCO entre européocentrisme et universalisme (1945-1974) », in *Les cahiers Irice*, n° 1, vol. 9, 2012, p. 61- 72.
- McGOVERN Thomas H., « The Archeology of the Norse North Atlantic », in *Annual review of anthropology*, vol. 19, 1990, p. 331- 351.
- McILLREE Roderick, *June 2014 Quarterly report*, Greenland Minerals and Energy A/S, rapport trimestriel, 2014.
- ___, *Presentation on Kvanefield Development Strategy for European Investors*, PowerPoint, 2014.
- ___, *December 2012 Quarterly report*, Greenland Minerals and Energy A/S, rapport trimestriel, 2012.
- ___, *December 2010 Quarterly report*, Greenland Minerals and Energy A/S, rapport trimestriel, 2010.
- MINERAL RESOURCES ADMINISTRATION et GEOLOGICAL SURVEY OF GREENLAND, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n° 41, février 2011.
- ___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n° 33, décembre 2008.
- ___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n° 29, 2006.
- ___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n° 21, octobre 2001.
- ___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n° 18, février 2000.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 17, juin 1999.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 16, mars 1999.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 16, mars 1999.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 15, novembre 1998.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 14, mars 1998.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 13, novembre 1997.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, vol. 8, juin 1995.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 2, janvier 1993.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 3, janvier 1993.

___, « Greenland MINEX News », in *MINEX - Mineral exploitation news*, n^o 1, 1992.

MINISTÈRE DES RESSOURCES ET DE L'ÉNERGIE, *Forslag til: Inatsisartutlov nr. [X] af [dd mm 2021] om forbud mod forundersøgelse, efterforskning og udnyttelse af uran*, EM2021/23, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2021.

MINISTÈRE DANOIS À L'ÉNERGIE, *Lov om mineralske råstoffer m.v. i Grønland (råstofloven)*, Loi minière groenlandaise, Loi n°335 du 6 juin 1991.

___, *Lov om mineralske råstoffer m.v. i Grønland (råstofloven)*, Loi minière groenlandaise, Loi n°1074 du 22 décembre 1993.

___, *Lov om mineralske råstoffer m.v. i Grønland (råstofloven)*, Loi minière groenlandaise, Loi n°303 du 4 avril 1996.

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES RESSOURCES, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, EM2012/157, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2012.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisut pålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse*

af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen., EM2016/84, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2016.

___, *Forslag til: Inatsisartutbeslutning om udtalelse til anordning om ikrafttræden for Grønland af lov om Danmarks tiltrædelse af Det Internationale Atomenergiagenturs konvention om bistand i tilfælde af nukleare ulykker eller radiologiske nødstilfælde (FM2016/104) ; Inatsisartutbeslutning om udtalelse til forslag til Lov for Grønland om kontrol med eksport af produkter med dobbelt anvendelse (FM2016/106) ; Inatsisartutbeslutning om udtalelse til forslag til Lov for Grønland om kontrol med den fredelige udnyttelse af nukleart materiale (FM2016/107) ; Inatsisartutbeslutning om Grønlands Selvstyres udtalelse til kgl. anordning om ikrafttræden for Grønland af dele af visse love om ændring af udleveringsloven (FM2016/108), FM2016/104 FM2016/106 FM2016/107 FM2016/108, Propositions parlementaires, Inatsisartut, 2016.*

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Inatsisartut med virkning fra EM 13 tiltræder, at "Nul-tolerancen" overfor brydning af uran og andre radioaktive stoffer ophører.*, EM13/106, Proposition parlementaire, Inatsisartut, 2013.

MINISTRE DES INFRASTRUCTURES, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES, *Redegørelse om de samfundsmæssige aspekter af efterforskning og brydning af uran i Grønland*, EM2008/80, rapport d'information en vue d'une proposition parlementaire, Inatsisartut, 2008.

MINISTRE DU COMMERCE, DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International fælles konvention om sikker håndtering af brugt brændsel og radioaktivt affald (Affaldskonventionen (EM2015/150), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af IAEA konvention om bistand i tilfælde af nukleare ulykker eller radiologisk nødstilfælde (Bistandskonventionen) (EM2015/151), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International konvention til bekæmpelse af nuklear terrorisme (EM2015/152), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af International Labour Organization (ILO) konvention nr. 115 om beskyttelse af arbejdere mod ioniserende stråling (EM2015/157), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af ændring til IAEA's konvention om fysisk beskyttelse af nukleare materialer (EM2015/158), og Inatsisartutbeslutning om udtalelse om Grønlands Selvstyres tiltræden af IAEA konvention om nuklear sikkerhed (EM2015/159), EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159, Proposition parlementaire groupée, Inatsisartut, 2015.*

MINISTRE DU COMMERCE ET DES RESSOURCES, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalackersuisut pålægges til EM14 at fremsætte ændringsforslag til Råstofloven, således at uran og thorium defineres som nukleart materiale, også når det forekommer uforarbejdet som malm (ore), således at der i loven bliver foretaget en klar sondring i mellem radioaktive mineraler og andre mineraler, herunder også i forhold til de miljøkrav der stilles til tailings og afvikling af miner*, EM2013/88,

- réponse à la proposition EM2013/88 d’Inuit Ataqatigiit, Inatsisartut, 2013.
- ___, *Beslutningsforslag om at Naalakkersuisut pålægges til snarest at arbejde for indførelse af øvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, EM2009/148, Svarnotat (notes), Nuuk, Inatsisartut, 2009.
- MINISTRE DU GROENLAND, *Lov om mineralske råstoffer i Grønland*, Loi des ressources minières groenlandaises, Ministère danois du Groenland, Loi n°166 du 12 mai 1965.
- ___, *Lov om mineralske råstoffer i Grønland*, Loi minière groenlandaise, Loi du 12 mai 1978.
- MØLGAARD Noah, « Fåreholdere: Sætter uran vores erhverv i fare? », in *KNR*, 22 oct. 2013.
- MORTENSEN Bent Ole G., « The Quest for Resources - the Case of Greenland », in *Journal of Military and Strategic Studies*, n° 2, vol. 15, 2013, p. 93- 128.
- MÜLLER Katja, « Mining, time and protest: Dealing with waiting in German coal mine planning », in *The Extractive Industries and Society*, n° 1, vol. 6, 2019, p. 1- 7.
- MUND-DOPCHIE Monique, *Ultima Thulé : histoire d’un lieu et genèse d’un mythe*, Genève, Suisse, Droz, 2009, 494 p.
- MUNIER Frederic, « Les Etats-Unis et la frontière, un mythe et sa géopolitique », Festival de géopolitique de Grenoble, Compte-rendu du festival de géopolitique de Grenoble, Grenoble, 2018.
- MYRUP Mikkel, *Vedr. 35 dages forhøring af Kuannersuit (Kvanefeld) projektet i Sydgrønland*, Nuuk, Avataq, Contribution à la pré-consultation du projet de Kuannersuit, 2014.
- NAALAKKERSUISUT, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisutpålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen*, FM2016/84, Svarnotat (notes), Inatsisartut, 2016.
- ___, *Explanatory Notes to the Bill - General explanatory notes*, Notes explicatives de la loi minière de 2009, Naalakkersuisut, 2009.
- ___, *Lov om mineralske råstoffer og aktiviteter af betydning herfor (råstofloven) / Aatsitassat pillugit ingerlatallu tamatumunnga pingaarutillit (aatsitassanut ikummatissanullu inatsit*, Loi relative aux activités minières du 9 décembre 2009.
- ___, *Hringssvar medr Kuannersuit Kvanefeld Dion Monstavicius*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Hringssvar vedr Jesper Stormly Enevoldsen vedr Kuannersuit Kvanefeld*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit

- (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Algerd Monstavicius*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Elaine Walters*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld Flemming Hybholt*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Hringssvar vedr Kuannersuit Kvanefjeld John Abraham*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Urani-Naamik-Narsaq-2*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *2 Bilag til høringsvar nr 2*, Nuuk, Naalakkersuisut, « Contributions à la consultation du projet de Kuannersuit (Greenland Minerals) », 2021.
- ___, *Mineral Strategy 2004*, Nuuk, Namminersornerlutik Oqartussat, Continuous publications of Bureau of Minerals and Petroleum, Naalakkersuisut, Stratégie minière, 2005.
- ___, *Mineralstrategi 2009*, Nuuk, Naalakkersuisut, Bureau des minerais et du pétrole, « Råstofdirektoratets løbende publikationer », Stratégie minière, 2009.
- ___, *Greenland's oil and minerals strategy 2014-2018*, Nuuk, Naalakkersuisut, Ministère des ressources minérales, Stratégie minière, 2014.
- ___, *Greenland's mineral strategy 2020-2024*, Nuuk, Naalakkersuisut, Ministère des ressources minérales, Stratégie minière, 2020.
- ___, *National strategi for geodata 2018-2021*, Nuuk, Naalakkersuisut, Département des finances et des impôts, 2018.
- NAALAKKERSUISUT et MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES, *New mineral acts postponed*, Article posté sur le portail officiel des activités minières, <https://govmin.gl/2020/04/new-mineral-acts-postponed/>, 12 janvier 2021, consulté le 27 août 2020.
- NIELSEN Karen Marie et PUGH Marie, « Råstofudnyttelsen i Grønland », in *Politica*, n° 4, vol. 12, 1980, p. 63- 96.
- NIELSEN Samo Jacob *Forberedelse til storskala industrier i Grønland - fire historier.*, [Mémoire de recherche en sciences sociales], Université du Groenland, 2012.
- NORVAL J. et ALETTA, « Decolonization, demonization and difference. The difficult

- construction of a nation. » in *The decolonization reader*, LE SUEUR James (dir.), Routledge, Psychology Press., Londres, « Readers in History », 2003.
- NUTTALL Mark, *Climate, society and subsurface politics in Greenland. Under the great ice*, Routledge., Oxon, New York, « Routledge Research in polar regions », 2017.
- ___, « Zero-tolerance, uranium and Greenland's mining future », in *The Polar Journal*, n° 2, vol. 3, décembre 2013, p. 368- 383.
- ___, « Imagining and Governing the Greenlandic Resource Frontier », in *The Polar Journal*, vol. 12, 2012, p. 113- 124.
- ___, « The Isukasia iron ore mine controversy: Extractive industries and public consultation in Greenland », in *Nordia Geographical publications*, n° 5, vol. 41, 2012, p. 23- 34.
- ___, « Locality, identity and memory in south Greenland », in *Études/Inuit/Studies*, n° 1/2, vol. 25, 2001, « Identités inuit/Inuit identities », p. 53- 72.
- OLSEN Rosing, *Qaannat alannguanni, Kalaallit Nunaanni naalakkersuisunikkut oqaluttuarisaaneq 1939-79*, Namminersorlutik Oqartussanit, Film, 2008.
- ORBICON, *Terms of Reference for Environmental Impact Assessment – Kvanefjeld Multi-Element Project*, Greenland Minerals and Energy A/S, Termes de référence du projet Kuannersuit, 2014.
- OSTER Daniel, *Compte-rendu du Cafés Géo du 11/12/2015., intervention de Fagnoni Edith « Patrimoine et patrimonialisation, de l'objet à la relation »*, <https://cafe-geo.net/patrimoine-et-patrimonialisation-de-lobjet-a-la-relation/> , 11 décembre 2015, consulté le 24 novembre 2020.
- PARTII NALERAQ, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisutpålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen*, FM2016/84, Réponse à la proposition parlementaire FM2016/84, Inatsisartut, 2016.
- PASGAARD M., FOLD N., MEILBY H. et KALVIG P., « Reviewing tourism and natural resource research in the Arctic: towards a local understanding of sustainable tourism in the case of South Greenland », in *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, n° 1, vol. 121, 2021, p. 15- 29.
- PELAUDEIX Cécile et ET ALL., « Openness, transparency and public participation in the governance of uranium mining in Greenland: a legal and political track record », in *Polar Record*, n° 6, vol. 53, 2017, p. 603- 616.
- PELLERIN Pascale, *Les Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale. XVIIIe-XXe siècles*, Paris,

- Classiques Garnier, « Rencontres, Série Le Dix-huitième siècle », 2020.
- PETERSEN Robert, « Colonialism as Seen from a Former Colonized Area », in *Arctic Anthropology*, n° 2, vol. 32, 1995, p. 118- 126.
- PEYRIÈRE M. et RIBERT E., « Nous, Terrestres », in *Communications*, vol. 105, 2019, « Introduction au numéro spécial “Vivants sous terre” », p. 5- 11.
- PITRON Guillaume, *La guerre des métaux rares*, Les liens qui libèrent., Paris, 2018.
- POWELL Richard, « Institutions, ressources, and the governance of post-colonial Greenland. » in *Governing in the North American Arctic. Security, sovereignty and institutions.*, DAWN BERRY Alexandra, BOWLES Nigel et JONES Halbert (dir.), Palgrave Macmillan., 2016.
- PRIEBE Janina, « A modern mine? Greenlandic media coverage on the mining community of Qullissat, western Greenland, 1942–1968 », in *The Polar Journal*, n° 1, vol. 8, 2018, p. 141- 162.
- RAMBOLL, *A new ruby mine at Aappaluttoq*, s.l., True North Gems, 2013.
- RASMUSSEN Hans-Erik, « Some Aspects of the Reproduction of the West Greenlandic Upper Social Stratum, 1750-1950 », in *Arctic Anthropology*, n° 1/2, vol. 23, 1986, p. 137-150.
- RASMUSSEN Rasmus Ole et KOROLEVA Natalia E., « Social and environmental impacts in the North: Methods in evaluation of socio-economic and environmental consequences of mining and energy production in the Arctic and Sub-Arctic », in *Nato Science Serie* Springer Science & Business (éd.), , n° 4, vol. 31, 2012.
- RASMUSSEN T.S. et ET ALL., « Airborne geophysical data from Greenland », in *Ore and geology* Bureau of Minerals and Petroleum (éd.), , n° 22, février 2013.
- ROBERT-LAMBLIN Joëlle, « La société Inuit groenlandaise en mutation » in *Le monde polaire. Mutations et transitions*, ANDRÉ Marie-Françoise (dir.), Carrefours., Paris, « Ellipses », 2005, p. 99- 113.
- ROBERT-LAMBLIN Joëlle et VICTOR Paul-Émile, *La civilisation du phoque : jeux, gestes et techniques des Eskimo d’Ammassalik.*, Armand Colin., Paris, Raymond Chabaud, 1989, vol. vol 1/, 320 p.
- ROSIING-PETERSEN Per, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om at Naalakkersuisut pålægges, at fremsætte forslag til ændring af Råstofloven, således at der forud for, at der gives rettighed til udnyttelse af landarealer til udvinding af råstoffer, herunder udvinding af råstoffer med radioaktive biprodukter skal det gøres gældende, at der skal være en vejledende folkeafstemning for fastsættelse af principperne for udnyttelsen.*, FM2016/84, Proposition parlementaire, Partii Naleraq, Inatsisartut, 2016.
- RUD Søren, *Colonialism in Greenland: Tradition, governance and legacy.*, Palgrave

- Macmillan., « Cambridge Imperial and Post-colonial Studies Series », 2017.
- ___, « Governance and Tradition in Nineteenth-century Greenland », in *Interventions: International Journal of Postcolonial Studies*, n° 4, vol. 16, 2014, p. 551- 571.
- ___, « A Correct Admixture: The Ambiguous Project of Civilising in Nineteenth-Century Greenland », in *Itinerario*, vol. 33, 2009, p. 29- 44.
- SANSOULET J. et THERRIEN M., « An update on Inuit perceptions of their changing environment, Qikiqtaaluk (Baffin Island, Nunavut) », in *Elementa : Science of the Anthropocene*, n° 8, vol. 1, 2020.
- SCHNAKENBOURG E. et MAILLEFER J-M, *La Scandinavie à l'époque moderne (fin XVème-début XIXème siècle)*, Belin., Paris, « Hisoitre », 2010.
- SECHER Karsten, « Early mining activity in South Greenland », in *Exploration and mining in Greenland* GEUS et Bureau of Minerals and Petroleum (éd.), n° 2, 2002, « Greenland Mineral Resources ».
- SECHER Karsten, NIELSEN Bjarne Leth et ØSTERGAARD Knudsen Niels, « Grønlands smykkesten », in *Tidsskriftet Grønland*, n° 29, vol. 4, 1981, p. 100- 152.
- SEJERSEN Frank, « Brokers of hope: Extractive industries and the dynamics of future-making in post-colonial Greenland », in *Polar Record*, vol. 56, 2020.
- ___, *Efterforskning og udnyttelse af råstoffer i Grønland i historisk perspektiv.*, Université de Copenhague et Ilisimatusarfik, Institut for Tværkulturelle og Regional Studier, « Udvalget for samfundsgavnlig udnyttelse af Grønlands naturressourcer », 2014.
- ___, « Horizons of Sustainability in Greenland: Inuit Landscapes of Memory and Vision », in *Arctic Anthropology*, n° 1, vol. 41, 2004, p. 71- 89.
- SERMITSIAQ (JOURNAL), « NULTOLERANCEN OVER FOR URAN ER OPHÆVET », 2013.
- ___, « Demonstration mod jernmine », 15 sept. 2012.
- ___, « Demonstration mod Alcoa og London Mining », 7 mars 2012.
- ___, « Derfor får London Mining lov », 22 févr. 2012.
- ___, « Mineselskab næsten klar til kæmpeprojekt », 15 févr. 2012.
- ___, « Video: Vandet fra elven i Narsaq smager godt », 23 oct. 2013.
- ___, « Demonstration mod råstoftyraner », 14 sept. 2020.
- ___, « Grønlands Stenklub er nedlagt », 14 nov. 2011.
- SINDING Knud, « At the crossroads: Mining policy in Greenland », in *Arctic*, n° 3, vol. 45,

1992, p. 226- 232.

SIUMUT INATSIARTUNI ILAASORTAATITAT, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, EM2012/157, Réponse à la proposition parlementaire EM2012/157, Inatsisartut, 2012.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, FM2011/120, Réponse à la proposition parlementaire FM2011/120, Inatsisartut, 2011.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, FM2010/31, Réponse à la proposition parlementaire FM2010/31, Inatsisartut., 2010.

___, *Forslag til Inatsisartutbeslutning om, at Naalakkersuisut pålæggestil snarestat arbejdefor indførelse aføvre grænse for indholdet af uran på 0,1 % på alle udvindings tilladte råstoffer i Grønland*, EM2009/148, Réponse à la proposition parlementaire EM2009/148, Inatsisartut, 2009.

___, *Forlag til EM2015/150, 151, 152, 157, 158, 159*, EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159, Réponse à la proposition parlementaire EM2015/150 EM2015/151 EM2015/152 EM2015/157 EM2015/158 EM2015/159, Inatsisartut, 2015

SMART S., « The political economy of Latin American conflicts over mining extractivism », in *The Extractive Industries and Society*, n^o 2, vol. 7, p. 767- 779.

SØRENSEN Axel Kjær, *Denmark-Greenland in the Twentieth Century*, s.l., Museum Tusulanum Press, « Meddelelser om Grønland: Man & society », 2009, vol. 34/, 212 p.

___, « Grønlandsk Nationalisme. », in *Historie*, n^o 1- 2, XIII, 1979, p. 208- 225.

SØRENSEN Henning, *Geological guide of South Greenland : the Narsarsuaq, Narsaq, Qaqortoq Region*, Éditions GEUS, 2016.

___, « Grønlands uran og thorium », in *Tidsskriftet Grønland*, vol. 4- 5, 2008, p. 192- 203.

___, *Ilimaussaq Alkaline Complex South Greenland – An overview of 200 years of research and an outlook*, « Meddelelser om Grønland », 2006, vol. 45 Géoscience.

___, « Brief introduction to the geology of the Ilimaussaq alkaline complex, South Greenland, and its exploration history », in *Geology of greenland Survey Bulletin*, n^o 190, 2001.

___, « The position of the augite syenite and pulaskite in the Ilimaussaq intrusion, South Greenland », in *Bulletin de géologie de la Société du Danemark*, Numéro spécial,

- vol. 27, 1978, p. 15- 23.
- _____, *The Ilímaussaq Batholith. A Review and Discussion*, « Meddelelser om Grønland », 1958, vol. 3/.
- SØRENSEN Henning, BOHSE H. et BAILEY J.C., « The origin and mode of emplacement of lujavrites in the Ilímaussaq alkaline complex, South Greenland », in *Lithos*, n° 91, , p. 286- 300.
- SQUIRE R. et DODDS S., « Introduction to the special issue on “Subterranean Geopolitics” », in *Geopolitics*, n° 1, vol. 25, 2020, p. 4- 16.
- STECHEER Ole et THY Peter, « Minedrift i Grønland », in *Tidsskriftet Grønland*, n° 9, vol. 22, 1974, p. 273- 284.
- STEENHOLDT N.C. et CHIMIRRI D., « Tourism & Quality of Life in Greenland: Exploration through farm stays in South Greenlandic settlements », in *The Arctic Yearbook 2018*, 2018, p. 123- 140.
- STENDAL H. et SECHER Karsten, « Gold mineralisation and gold potential in South Greenland », in *Exploration and mining in Greenland* GEUS et Bureau of Minerals and Petroleum (éd.), , vol. 1, 2002, « Fact Sheets ».
- STENGERS Isabelle, *Sciences et pouvoirs : la démocratie face à la technoscience*, La Découverte., Paris., 2013.
- STOLER Ann Laura, *Carnal knowledge and imperial power*, University of California Press., Berkeley, 2002.
- STREKEISEN Alex, *Ilímaussaq intrusive complexe*, <https://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/ilimaussaq.php>, consulté le 4 février 2022.
- _____, *Naujakasite*, <http://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/naujakasite.php>, consulté le 11 décembre 2020.
- _____, *Polyolithionite*, <http://www.alexstrekeisen.it/english/pluto/polyolithionite.php>, consulté le 11 décembre 2020.
- SVAMPA Maristella, « Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », in *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, vol. 3, 2011, p. 101- 127.
- THERRIEN Michèle, *Les Inuit*, Les belles lettres., Paris, « Guides belles lettres des civilisations », 2012.
- _____, *Printemps inuit, naissance du Nunavut*, Indigène Édition., 1999.
- THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales, Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Seuil., Paris, « L'univers historique », 1999.

- THISTED Karen, « En plads i solen - historiske perspektiver på debatten om udvikling og modernitet i Grønland. », in *Tidskriftet Grønland*, 2017, p. 37- 57.
- _____, « Emotions, finances and independence. Uranium as a “happy object” in the Greenlandic debate on secession from Denmark » *Polar Record*, 56, 2020.
- THOMASSEN Bjørn, « The Black Angel lead-zinc mine at Maarmorilik in West Greenland », in *Geology and Ore* GEUS (éd.), , n° 2, 2003, « Exploration and mining in Greenland ».
- THUESEN Søren, *Fremad, opad (Forwards, upwards)*, Rhodes., Copenhagen, Denmark, 1988.
- TOMMASINI Daniela, « Tourism, human capital and regional development in three communities in Greenland : Ukkusissat, Narsaq and Qaanaaq », in *The Arctic Yearbook 2014*, 2014.
- TOPÇU Sezin, « Gabrielle Hecht, Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale et Gabrielle Hecht, Uranium africain, une histoire globale », in *Sociologie du travail*, n° 4, vol. 59, 2017.
- _____, *La France nucléaire*, Seuil., Paris, 2013.
- _____, « Technosciences, pouvoirs et résistances : une approche par la gouvernementalité », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 60, vol. 4bis, 2013, p. 76- 96.
- TREPIED Benoit, « Decolonisation without independence? Breaking with the colonial in New Caledonia (1946-1975) » in *France's Modernising Mission. Citizenship, Welfare and the Ends of Empire*, NAYLOR Ed (dir.), Palgrave Macmillan., London, 2018, p. 59- 84.
- TROPER Michel, « Le monopole de la contrainte légitime (légitimité et légalité dans l'Etat moderne) », in *Lignes*, n° 25, 1995, p. 34- 47.
- _____, « Sur la théorie juridique de l'État », in *Le Débat*, n° 72, vol. 2, 1993, p. 74- 85.
- TRUMP Benjamin, KADENIC Maya et LINKOV Igor, « A sustainable Arctic: Making hard decisions », in *Arctic, Antarctic, and Alpine research*, n° 1, vol. 50, 2018.
- TURNOWSKY Walter, « Flertallet af ansatte ved Kuannersuit vil komme udefra », in *Sermitsiaq.ag*, 29 oct. 2018.
- UPTON B.G.J., « Magmatism of the mid-Proterozoic Gardar Province, South Greenland: chronology, petrogenesis and geological setting », in *Lithos*, n° 68, 2003, p. 43- 65.
- USSING N. V., *Geology of the country around Julianehåb, Greenland*, « Meddelelser om Grønland », 1912, vol. 38/, 426 p.
- VALERIO Greg, *Denmark guilty of institutional racism over Greenland ruby*, <https://fairjewelry.org/denmark-guilty-of-institutional-racism-over-greenland-ruby/> , 4

février 2016, consulté le 17 août 2020.

VALERIO Greg et MADSEN Niels, *The Goals of the 16th August Union*, <https://web.archive.org/web/20090610084109/http://www.fairjewelry.org/archives/538>, 6 octobre 2008, consulté le 7 août 2020.

VANDERLINDEN Jean-Paul et ET ALL., « Meaning in the face of changing climate risks: Connecting agency, sensemaking and narratives of change through transdisciplinary research », in *Climate Risk Management*, vol. 29, 2020.

VEBÆK Christen Leif, *Narsaq – a Norse landnáma farm*, Meddelelser om Grønland, The commission for scientific research in Greenland, « Man & Society », 1993.

VÉSTEINSSON Orry, *Kujataa, a subarctic farming landscape. A nomination to UNESCO's World Heritage List.*, Nuuk, Groenland, Ministère de l'éducation, la culture, la recherche et l'Eglise. Ministère de l'industrie, du travail et du commerce. Commune Kujalleq du Sud du Groenland. Musée et Archives nationales groenlandaises, 2016.

VESTERGAARD Cindy, « Greenland, Denmark and the pathway to uranium supplier status », in *The Extractive Industries and Society*, n° 1, vol. 2, 2015, p. 153- 161.

VESTERGAARD PEDERSEN Per et KEIS NIELSEN CHRISTINA, *Grønlands selvbestemmelse og grundloven*, Danemark, DLA Paper, 2018.

VICTOR Paul-Émile, *La voie lactée*, Gautier-Languereau Paris., Paris, 1974.

___, *Boréal*, Gautier-Languereau Paris., Paris, 1958.

VIEMOSE Jørgen, *Dansk kolonipolitik i Grønland*, Demos., Copenhagen, Danemark, s.n., 1977.

VIOT Camille, « Tous semblables, tous différents », in *Les nouvelles de l'archéologie*, vol. 141, 2015, p. 50- 55.

WEBER Max, *Économie et société*, Pocket., Paris, « Agora », 1995, vol. tome 1/.

___, *Le savant et le politique*, Union générale d'édition., Paris, « Le Monde en 10-18 », 1963.

WEGMANN C.E., *Geological Investigations in Southern Greenland*, s.l., s.n., « Meddelelser om Grønland », 1938, vol. 2/, 148 p.

WIEGINK Nikkie, « Imagining Booms and Busts: Conflicting Temporalities and the Extraction-“Development” nexus in Mozambique », in *The Extractive Industries and Society*, n° 2, vol. 5, 2018, p. 245- 252.

WOOD Robert Muir, « Undermined: Greenland's attempt to develop a mineral-based economy. », in *Terra Nova*, n° 3, vol. 1, 1989, p. 296- 300.

WÜRSIG Bernd, BORN W.E., DIETZ R. et REEVES R.R., *Review of Studies of White Whales (Delphinapterus Leucas) and Narwhals (Monodon Monoceros) in Greenland and*

Adjacent Waters., « Quaterly Review of Biology », 1995.

YUSOFF Kathryn, *A billion blank anthropocenes or none*, University Minnesota Press., Minneapolis, 2018.

ZONABEND Françoise, *La Presqu'île au nucléaire. Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima... et après ?*, Odile Jacob., Paris, « Hors collection », 2014.

RÉFÉRENCES PAR TITRE

About Ujarassiorit, <http://www.ujarassiorit.gl/en/about>, consulté le 20 août 2020.

Activité, <https://www.laradioactivite.com/site/pages/PeriodeActivite.htm>, consulté le 7 juin 2021.

Alcoa pushes ahead with major Greenland smelter, <https://www.thefreelibrary.com/Alcoa+pushes+ahead+with+major+Greenland+smelter-a0284324322>.

Enclosures, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/enclosure>, juin 2018, consulté le 10 septembre 2021.

« Greenland to offer hydropower licences to power-hungry industry », in *The international journal of hydropower and dams*, 9 décembre 2021.

« Greenland strips Chinese mining firm of licence to iron ore deposit », in *The international journal of hydropower and dams*, 22 novembre 2021.

« Greenland seeks to safeguard 1,000-year-old church », in *Nunatsiaq News*, 11 mai 2021.

Méthodologie et critères envisageables pour apprécier la nocivité des matières et déchets radioactifs, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, 2018.

Législation nucléaire des pays de l'OCDE et de l'AEN. Réglementation générale et cadre institutionnel des activités nucléaires, Danemark, OCDE, Agence pour l'énergie nucléaire, 2007.

« Kommissionen for Ledelsen af de geologiske og geografiske Undersøgelser i Grønland », in *Tidsskrift Geografi*, n° 2, vol. 28, 1925.

Commissionen for Ledelsen af de geologisk og geografiske Undersøgelser i Grønland, Copenhagen, Danemark, « Meddelelser om Grønland », 1890.

Dams, <https://www.tailings.info/disposal/conventional.htm>, consulté le 28 mai 2021.

Déchets radioactifs, <https://www.sfen.org/rgn/dechets-radioactifs-verite-faits-exactitude-chiffres>, consulté le 8 juin 2021.

Junior companies, <https://www.cruxinvestor.com/articles/junior-mining-companies-failure>,

consulté le 26 juillet 2021.

Minéralisation, <https://www.cnrtl.fr/definition/min%C3%A9ralisation>, consulté le 21 juillet 2021.

Processing, <https://ggg.gl/project/processing/>, consulté le 10 février 2022.

Radioactivité, <https://www.laradioactivite.com/site/pages/phenomene.htm>, consulté le 7 juin 2021.

Radioactivité, <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mesure-de-la-radioactivite-unites>, consulté le 7 juin 2021.

Radiotoxicité, <https://www.laradioactivite.com/site/pages/RadiotoxiciteCU.htm>, consulté le 8 juin 2021.

Radiotoxocité potentielle,
https://www.laradioactivite.com/site/pages/Radiotoxicite_Potentielle.htm, consulté le 8 juin 2021.

Rayonnements, <https://www.laradioactivite.com/site/pages/EffetsRayonnements.htm>, consulté le 10 juin 2021.

Soapstone in Nuuk, https://greenlandperspective.ku.dk/theme_packages/green_land/geoskillssoapstone, consulté le 29 juillet 2021.

Steenstrupine, <https://www.mindat.org/min-3756.html>, consulté le 11 décembre 2020.

Tailings, <https://www.tailings.info/basics/tailings.htm>, consulté le 28 mai 2021.

Uranmine Kvanefjeldet og Svarkultur, <https://atomposten.blogspot.com/2015/04/uranmine-kuannersuit-og-svarkultur.html>, 13 avril 2015, consulté le 5 janvier 2021.

« Uransplittelse i Grønland », in *Information*, 2013.

« Uran fra Kvanefjeld-malmen skal udvindes i Nordsjælland », in *Ingeniørens Ugeblad*, n° 48, vol. 118, 29 novembre 1974, p. 1 et 20.

Résumé|Abstract

Titre : Gisements nationaux et terres communes : étude des reconfigurations juridiques, géologiques et politiques du traitement des sols et des sous-sols groenlandais à partir de l'ethnographie du projet minier de Kuannersuit.

Résumé : Cette thèse porte sur les évolutions des régulations, de l'administration et de l'exploitation des terres au Groenland à partir de l'étude du projet minier de Kuannersuit et de la mobilisation sociale à laquelle il donne lieu entre 2013 et 2021. Je m'appuie sur des terrains ethnographiques menés à Nuuk ainsi qu'autour de Narsaq, la ville ciblée pour l'implantation, pour saisir les enjeux autour des terres. J'alimente cette approche d'une analyse de documents légaux, industriels et géologiques et dresse ainsi une histoire matérielle et politique des sols et des sous-sols depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Associés à l'émancipation vis-à-vis du Danemark, ancien État colonisateur, les sous-sols contribuent à partir des années 1970 à former le territoire et le collectif national sur un socle idéologique et géologique commun. Dans les années 2000, cet équilibre est perturbé par des révisions juridiques qui modifient les droits d'accès et d'usage des terres. Des chantiers industriels et politiques sont aussi lancés pour faire des mines l'industrie sur laquelle appuyer l'économie et la diplomatie de l'État groenlandais en construction. Dès lors, les projets miniers qui voient le jour se font les vecteurs de ces transformations et viennent perturber le collectif national et les espaces ciblés par les mines. L'analyse du projet de Kuannersuit souligne la place centrale occupée par ces structures dans ce mouvement de réforme des traitements des sols et des sous-sols, qui influencent et réalisent ces reconfigurations juridiques, géologiques et politiques. Les gisements nationaux deviennent alors l'objet de conflits pour l'occupation des terres, désormais disputées entre des rapports communs et étatiques pour leur contrôle.

Mot-clefs : Groenland, mine, projet, indépendance, terre

Title: National deposits and common lands: a study of the legal, geological and political reconfigurations of the treatment of Greenlandic soils and subsoils from the ethnography of the Kuannersuit mining project.

Abstract: This thesis examines the evolution of land regulation, administration and exploitation in Greenland through the study of the Kuannersuit mining project and the social mobilization it gave rise to between 2013 and 2021. I draw on ethnographic fieldwork

conducted in Nuuk and around Narsaq, the town targeted for the project, to understand the national issues surrounding the land. I also rely on an analysis of legal, industrial and geological documents and thus draw up a material and political history of soils and subsoils from the colonial period until today. From the 1970s onwards the subsoils were associated with the emancipation from Denmark, the former colonizing state, and contributed to form the territory and the nation on a common ideological and geological basis. In the 2000s, this balance was disrupted by legal revisions that change the rights of access and use of the land. In addition, industrial and political projects were launched to make mining the industry on which to base the economy and diplomacy of the Greenlandic state. From then on, the mining projects that emerged became the vectors of these transformations and disrupted the national cohesiveness and the spaces targeted by the mines. The analysis of the Kuannersuit project underlines the centrality of these structures in this movement of reform of the treatment of soils and subsoils, which influence and realize these legal, geological and political reconfigurations. The national deposits then become the object of conflicts for the occupation of the lands, henceforth disputed between common and state relationships for their control.

Keywords: Greenland, mine, project, independence, land